



HAL
open science

Tony Blair, l'Europe et les relations anglo-américaines à travers *The Economist* (mai 1997-mai 2005)

Adnan Bouachour

► To cite this version:

Adnan Bouachour. Tony Blair, l'Europe et les relations anglo-américaines à travers *The Economist* (mai 1997-mai 2005). Littératures. Université Rennes 2, 2012. Français. NNT : 2012REN20056 . tel-00781841

HAL Id: tel-00781841

<https://theses.hal.science/tel-00781841>

Submitted on 28 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THESE / Université de Rennes 2
sous le sceau de l'Université européenne de Bretagne
pour obtenir le titre de
DOCTEUR des Arts, Lettres et Langues
Mention : Anglais
Ecole doctorale (anglophonie : communauté et écriture)

présentée par
adnan BOUACHOUR

**Tony Blair, l'Europe et les
relations anglo-américaines
à travers *The Economist*
(mai 1997-mai 2005)**

Thèse soutenue le 23/ 11 / 2012
devant le jury composé de :

Renée DICKASON
Professeur à l'université de Rennes 2, Directrice de thèse
Michael PARSONS
Professeur à l'Université de Pau et des pays de l'Ardour
Gilles COUDERC
Maître de Conférences à l'université de Caen
Gilles Teulié,
Professeur, Aix-Marseille Université, rapporteur

Volume 1



**Tony Blair, l'Europe et les relations
anglo-américaines à travers *The Economist*
(mai 1997-mai 2005)**

Dédicace

À la mémoire de mon père M'hamed

Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu Madame le Professeur Renée Dickason d'avoir accepté d'être le directeur de cette thèse. J'exprime mes profonds remerciements pour l'aide compétente qu'elle m'a apportée, pour sa patience et son encouragement à finir cette thèse. Son œil critique m'a été très précieux pour structurer le travail et pour améliorer la qualité des différentes parties. Au cours de ces années de thèse votre grande disponibilité, votre rigueur scientifique, votre enthousiasme et vos précieux conseils m'ont permis de travailler dans les meilleures conditions. La confiance que vous m'avez accordée ainsi que nos nombreuses discussions m'ont permis de progresser et de mieux appréhender les difficultés. Soyez assurée, Madame, de toute mon estime et de mon profond respect. Je tiens à remercier les professeurs Basli khairedine, Chaouach Hedili et Mlika Hamdi pour m'avoir fait profiter de leurs connaissances. Enfin, je remercie ma femme et mes enfants qui ont veillé sur moi depuis toujours, qui m'ont fait confiance et m'ont soutenu sans faille dans tous mes projets.

Table des Matières

Introduction générale	8
Première partie	22
Tony Blair et <i>The Economist</i>	22
Introduction	23
Chapitre I <i>The Economist</i>	24
1) Historique du journal	24
2) Identité et spécificité	34
3) Le journal de l'élite	56
Chapitre II L'image de Tony Blair dans la presse	68
1) Blair dans la presse britannique	68
2) Le Parti travailliste à travers <i>The Economist</i>	83
Conclusion de la Première partie	90
Deuxième Partie	91
Blair, l'Europe et les relations anglo-américaines	91
Introduction	92
Chapitre I L'homme politique	93
1) Bilan de la politique économique et sociale de Blair	93
2) La représentation de Blair et de son parti	99
3) Blair et la « troisième voie »	118
Chapitre II Blair et l'Europe à travers <i>The Economist</i>	127
1) La Grande-Bretagne et l'Union européenne depuis 1945	128
2) L'hostilité britannique et l'Europe	131
3) La presse britannique et l'Union européenne	133
4) <i>The Economist</i> et l'Union européenne	137
5) Tony Blair et la politique européenne	140
6) L'image de Blair et de l'Union européenne	148

Chapitre III	La relation Blair / Clinton	165
1)	Présentation de la relation spéciale	165
2)	La relation spéciale entre Blair et Clinton	171
3)	La guerre en Yougoslavie	176
4)	Tony Blair et la guerre du Kosovo	179
Chapitre IV	La relation Blair / Bush	188
1)	Blair et la guerre en Afghanistan	188
2)	L'image de Blair-Bush après le 11 septembre	194
3)	Blair et la guerre en Irak	202
4)	La Presse anglo-saxonne et la guerre d'Irak	208
5)	<i>The Economist</i> et la guerre d'Irak	213
	Conclusion de la deuxième partie	229
 Troisième Partie 		
	L'Analyse critique du discours	230
Introduction		231
Chapitre I	L'approche de l'analyse critique du discours	233
1)	Aperçu historique	233
2)	Étude statistique du lexique	239
3)	Les personnalités historiques, politiques et littéraires	246
Chapitre II	Procédés stylistiques	255
1)	Les verbes et la modalité	255
2)	Les adverbes, la voix passive	261
Chapitre III	Quelques procédés rhétoriques	276
1)	La métaphore verbale	276
2)	L'humour et l'ironie du verbe	282
3)	Les caricatures visuelles	300

Chapitre IV Analyse critique du discours et idéologie	324
1) La perspective idéologique	324
2) Le discours dans <i>The Economist</i>	332
3) Les limites de l'objectivité	337
4) Blair : pragmatique ou iconoclaste ?	345
Conclusion de la troisième partie	352
Conclusion générale	353
Annexe s	361
Annexe 1	362
1) Aperçu historique du Parti travailliste	362
2) Chronologie historique du Parti travailliste	370
3) Tableau des Premiers ministres britanniques	371
4) Tableau des leaders travaillistes depuis 1935	371
5) Tableau des élections depuis 1945	372
6) Chronologie des années Blair	373
Annexe 2	376
Historique de la relation entre le Parti travailliste et l'Union européenne	376
Annexe 3	380
1) Brève histoire de l'Union européenne	380
2) Brève histoire de la relation spéciale	383
3) Chronologie de la relation spéciale	387
Annexe 4	390
Bibliographie	398
Index	423

Introduction générale

Prenons comme point de départ le postulat suivant : les textes que véhiculent les médias sont des représentations d'une réalité ; en ce sens, ils sont intentionnellement écrits et composés. Ils émettent des points de vue et aident à façonner l'opinion. Les médias, entendus comme moyens de diffusion d'information vers un grand nombre d'individus sont perçus comme des « agents » influençant la construction des opinions. Cette représentation des médias ne s'intéresse pas à la façon dont les choses sont décrites mais à savoir comment elles sont construites dans leur processus de production et de réception. Sur un autre plan, les médias contribuent au débat démocratique en utilisant la propagande nécessaire afin que l'opinion accepte l'ordre établi, comme par exemple, dans la doctrine libérale, ils influencent les décisions politiques et les choix du consommateur. Comme nous allons le voir, la propagande ne se définit pas par la nature du matériel propagé, mais par les intentions qui se cachent derrière, ainsi que les techniques utilisées. Cette notion de propagande va nous servir dans notre problématique afin de montrer le rôle de plus en plus dominant des médias.

Walter Lippman¹, qui fournira l'une des idées essentielles d'une théorie de la propagande moderne, considère que le citoyen américain ne forme plus ses opinions dans son environnement interpersonnel, dans les groupes de son voisinage (comme la famille, le quartier, les relations de travail). Il s'est isolé dans un cocon urbain qui le conduit à emprunter des médias tout ce dont il a besoin, c'est-à-dire des opinions, des savoirs, des informations. Lippmann admet que le public doit être spectateur et non participant car, selon lui, le bien commun est une notion qui échappe complètement à l'opinion publique. Il ne peut être compris et géré que par une classe spécialisée d'hommes responsables, dotés des capacités requises pour donner un sens aux choses. Lippmann considère l'opinion publique comme une masse ignorante, peu rationnelle². Selon cette théorie, seule une petite élite peut comprendre en quoi consiste le bien commun et savoir ce qui est important pour la collectivité, puisque même aujourd'hui, ces notions échappent complètement à l'opinion publique.

¹ Walter Lippmann, *Le Public fantôme*, Paris : Démopolis, 2008, 25. (Première date de parution 1925), Traduit par Laurence Decréau en 2008.

² *Ibid.*

Pour Guy Durandin³, la propagande utilise des informations pour exercer une influence sur les attitudes. Ces informations visent à amener une modification du traitement de l'information chez l'individu afin de lui faire percevoir la réalité autrement. La propagande a pour but d'influencer l'individu ou le groupe, soit pour le faire agir dans un sens donné, soit pour le rendre passif et le dissuader de s'opposer à certaines actions. Considéré comme le père de la propagande politique institutionnelle et de l'industrie des relations publiques, Edwards Bernays⁴ définit la propagande comme suit :

La manipulation consciente, intelligente des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays.

Nos manières d'appréhender le monde dépendent du bagage culturel que nous ont inculqués les proches, la famille, les amis, l'école, les divers groupes sociaux auxquels nous appartenons, les diverses instances de pouvoir qui régissent nos vies, les divers médias que nous consommons et qui reprennent plus ou moins les valeurs dominantes de notre société. L'utilisation de codes et conventions propres à une culture façonne et limite ce qui peut être dit à propos d'un aspect d'une réalité donnée à un temps donné.

Il s'agit plutôt d'une construction d'une réalité qu'une réflexion sur une réalité préexistante. La presse écrite, qui incarne un des moyens collectifs d'information, continue à profiter du prestige et des avantages de l'écrit ; elle s'adapte aux rythmes et aux perceptions des individus. Le but des médias et de la presse, en particulier, est de remplir de multiples fonctions telle celle d'informer les individus sur les événements de l'actualité politique, sociale et économique. La presse écrite britannique, connue pour sa grande variété et ses importantes diffusions, devient fragilisée par la concurrence de l'audiovisuel et le développement de formes de loisirs de plus en plus diversifiées.

³ Guy Durandin, *L'Information, la désinformation et la réalité*, Paris : PUF, 1993, 152.

⁴ Edward Bernays, *Propaganda*, Montréal : Lux, 2008, 1.

« *The conscious and intelligent manipulation of the organized habits and opinions of the masses is an important element in democratic society. Those who manipulate this unseen mechanism of society constitute an invisible government which is the true ruling power of our country* ». Traduit de l'anglais par Oristelle Bonis en 2007, la préface est de Normand Baillargeon.

Malgré cette situation, elle est parvenue à maintenir sa place dans le champ des médias au prix d'une adaptation douloureuse⁵, en un sens, elle demeure un élément essentiel de l'économie nationale et un acteur influent de la vie politique, sociale et économique du pays. Le rôle des médias est aussi de montrer ce qui est caché, ce qui est occulté, et dans une certaine mesure de chercher à interpréter les faits. La presse contribue à la formation d'opinion en informant les lecteurs qui sont aussi des citoyens ; elle est conçue comme un instrument indispensable au bon fonctionnement de la démocratie. Or, la presse peut être caractérisée également, pour différentes raisons soit mercantiles soit politiques, par la désinformation, la propagande, la partialité et l'esprit partisan. Elle est alors destinée moins à informer qu'à soutenir la politique qu'elle juge la mieux adaptée au contexte. Le développement des moyens de communication de masse s'accompagne d'une inflation des messages, des commentaires et des interprétations qui suscitent de la part du lecteur la prudence, la méfiance et parfois le rejet.

Outre le rôle d'information, les médias peuvent également nous aider à comprendre l'actualité en interprétant les faits. Dans la mesure où les lecteurs choisissent leurs journaux, la presse est tributaire des appartenances sociales, des intérêts et des convictions préalables de ses publics. L'influence la plus probable est donc le renforcement des convictions et l'ancrage des systèmes d'opinion. L'utilisation de la presse lors de la Première Guerre mondiale puis de la radio lors de la Deuxième Guerre mondiale, a soulevé de fortes appréhensions sur la capacité des médias à influencer de manière directe les convictions et opinions. Les premiers chercheurs s'étaient penchés sur l'influence immédiate des opinions des individus et de l'opinion publique. C'est dans ce sens que Gustave Le Bon⁶ et Serge Tchakotine⁷ ont proposé les effets de la théorie behavioriste⁸ sur la communication.

⁵ Jean-Claude Sergeant, *Les Médias britanniques*, Paris : Ploton, 2004, 53.

⁶ Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, coll. Quadrige, Paris : Presses Universitaires de France, 1981, 132.

⁷ Serge Tchakotine, *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris : Gallimard, 1968, 104.

⁸ C'est une approche de la psychologie à travers l'étude des interactions de l'individu avec le milieu. Pour la psychologie behavioriste, le seul objet d'étude est le comportement, et non la conscience. Le principal promoteur de ce courant est l'Américain J. Watson. Pour lui, les différences entre les individus s'expliquent par les conditionnements provenant du milieu dans lequel chacun évolue. Pavlov, Watson et Thorndike soutiennent la thèse selon laquelle nos idées, notre personnalité ainsi que nos comportements sont le résultat de l'expérience que l'environnement nous fait vivre.

Dans son ouvrage *Le Viol des foules par la propagande politique*, Tchakotine montre la capacité des médias de masse à influencer les opinions et même le comportement des individus. Cette théorie sera qualifiée plus tard de « théorie de la seringue hypodermique » qui s'inspire des théories de Pavlov (stimulus et réaction). En injectant la dose nécessaire d'information, de communication ou de propagande, le journal et son équipe finissent par obtenir l'effet recherché par le locuteur⁹. Aux États-Unis, Harold Dwight Lasswell¹⁰ développe ces théories en commençant par poser les questions : qui dit quoi, par quel canal, à qui, avec quel effet ? Ces approches behavioristes seront mises en question par les travaux de Paul Lazarsfeld¹¹ et Jean Cazeneuve¹² qui vont montrer leurs caractères rudimentaires. Les deux auteurs démontrent que la classe sociale, l'appartenance géographique et la religion constituent des facteurs structurants de la façon avec laquelle le message médiatique est reçu. L'influence des médias n'est réelle que si leur discours est repris et validé par des hommes d'influence ou des leaders d'opinion. Le message, repris par des personnes en qui nous avons confiance peut influencer le récepteur qui devient un acteur ou un agent social ; il a la capacité de sélectionner les messages mais aussi de les interpréter et de les juger en fonction de sa situation sociale et personnelle, de ses croyances, de ses opinions, de ses idées et de ses attentes. Lazerfeld et Elihu Katz proposent une théorie des médias connue sous le nom de *two-step flow of communication*. Les médias¹³ exercent une influence sur un nombre limité de leaders de l'opinion, qui à leur tour, jouent le rôle de relais auprès d'un public plus large. Une autre théorie, apparue durant les années 1960 et 1970, est celle de Marshall McLuhan qui présente la formule : « Le médium est le message » signifie que la nature d'un media (du canal de transmission d'un message) compte plus que le sens ou le contenu du message lui-même. Dans son livre *Understanding the Media*, il montre que l'effet des médias modifie la façon dont le public perçoit le monde, par un message continu, ce qui indique l'importance de l'effet

⁹ Voir les ouvrages suivants, Jean Cazeneuve, *Sociologie de la Radio-Télévision*, Paris : Presses Universitaires de France, 1969 ; Francis Balle, *Institutions et publics des moyens d'information*, Paris : Monchchrétien, 1973, Robert Bourre et Isabelle Paillart (Dir.), *Les Théories de la communication*, Paris : SFSIC / Corlet / Téléràma, 1992 ; Philippe Cabin (Dir.), *La Communication, état des savoirs*, Auxerre : Éditions Sciences Humaines, 1999, Olivier Burgelin, « La communication de masse » dans Dominique Wolton (Dir.), *La télévision au pouvoir*, Paris : Universalis, 2004, 113-127.

¹⁰ Harold D. Lasswell, « The Structure and Function of Communication in Society », in Lyman Bryson ed., *The Communication of Ideas*, New York : Cooper Square Publishers, 1964, 37. Il développe la sociologie américaine de l'information qui était marquée par le behaviorisme prédominant dans les sciences sociales.

¹¹ Paul Lazarsfeld, Bernard Berelson, Hazel Gaudet, *The People's Choice*, New York : Columbia University Press, 1948.

¹² Jean Cazeneuve, *La Société de l'ubiquité. Communication et diffusion*, Paris : Denoël, 1972, 38-39.

¹³ Francis Balle, *Médias et sociétés*, Paris : Monchrétien, 1992, 22.

médiatique à long terme. Jacques Ellul¹⁴, qui propose une autre théorie dans son livre *Propagande*, admet l'influence des médias sur la société mais met en relief la responsabilité individuelle de chaque personne dans l'exercice de son libre arbitre. Dans la dernière décennie, les études menées sur l'influence des médias ont plutôt cherché à comprendre les conséquences de l'action des médias sur la socialisation et le contrôle social. Danielle Charron¹⁵ souligne que les médias n'exercent pas vraiment de contrôle social, ils constituent un instrument de visibilité très efficace pour ceux qui détiennent le pouvoir, en se faisant le véhicule de leurs définitions et de leurs interprétations des événements. Dans *La Fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Chomsky et Herman¹⁶ présentent leur « modèle de propagande », véritable outil d'analyse et de compréhension de la manière dont fonctionnent les médias dominants. Ils montrent que les informations fournies par les élites économiques et politiques, servent à participer plus ou moins consciemment à la mise en place d'une propagande idéologique destinée à servir les intérêts des mêmes élites. Pour mieux comprendre l'influence des médias et leur rôle sur la fabrication de l'opinion, nous proposons d'analyser l'image d'une personnalité politique, Tony Blair.

Nous essayerons de mettre en relief sa politique européenne et sa relation anglo-américaine à travers *The Economist* (mai 1997-mai 2005). Les journaux britanniques engagés politiquement, surtout de grande réputation, tels que *The Economist*, peuvent ainsi acquérir une crédibilité et une légitimité tantôt par leur modération, tantôt par la permanence de leur orientation, leur rigueur et la profondeur de leurs analyses ; mais ils peuvent également semer la confusion, le doute et influencer le lecteur. À l'instar de *The Times*, *The Washington Post* aux États-Unis ou *Le Monde* en France, l'hebdomadaire britannique constitue un objet d'analyse intéressant à étudier car *The Economist* est un journal de qualité qui jouit d'une réputation internationale. Notre choix est motivé par le fait que *The Economist* affiche l'ambition de constituer un journal de référence, par l'importance qu'il donne à l'expression des opinions et par son statut de journal de qualité et par son sérieux. L'impact de ce magazine demeure important partout dans le monde.

¹⁴ Jacques Ellul, *Propagandes*, Paris : Economica, 1962, ré-édité en 1990.

¹⁵ Danielle Charron, *Une introduction à la communication*, Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1991, 44.

¹⁶ Noam Chomsky et Edward Herman, *La Fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille : Agone, 2008.

Fondé en 1843, par James Wilson, un industriel passionné d'économie politique et marchand de chapeaux, amoureux des chemins de fer, du commerce et du libre-échange, l'hebdomadaire ne cesse de prêcher les principes de liberté, de libéralisme et de non intervention de l'État dans les affaires économiques. Il s'oppose aux lois céréalières (*Corn Laws*) qui taxent les importations de grain. L'hebdomadaire se définit comme le défenseur de la liberté de l'entreprise et de la société civile. Depuis plus de cent soixante ans, les rédacteurs de *The Economist* s'efforcent de maintenir les principes de la liberté du marché, la circulation des biens, la liberté de pensée et d'expression ; d'autre part, le magazine n'épargne aucun effort pour rappeler, quand il le faut, la liberté de pensée mais surtout la liberté individuelle. Les théories du philosophe Adam Smith symbolisent l'idéal du journal, ce qui lui vaut une réputation sans égale et une autorité reconnue par les commentateurs. Depuis des décennies, *The Economist* est considéré comme la « Bible » de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité politique et économique internationale. Tout en devenant une référence incontournable, il ne cesse d'apparaître comme un journal d'opinion qui vise à influencer une élite possédant un pouvoir de décision économique, politique et culturelle dans le monde.

Nous allons mettre en relief le fait que si l'hebdomadaire vante souvent son objectivité, son indépendance, sa vocation internationale, il cherche aussi à défendre sa cause, sa doctrine et « sa propagande ». La recherche effrénée du profit et la quête de la réputation font que le journal glisse vers le parti-pris et donc vers la subjectivité. Grand admirateur de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan et plus proche des conservateurs britanniques et des républicains américains à cause de la philosophie libérale qui inspire ses positions idéologiques, *The Economist* semble afficher un discours qui s'éloigne de la neutralité. L'hebdomadaire n'hésite pas à soutenir la politique économique libérale de Thatcher et de Reagan, ni à vanter la réactivation et le renforcement de la « relation spéciale » entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Le soutien qu'apporte l'hebdomadaire à John Major en 1997 s'inscrit dans la même logique de la continuité, héritée de l'esprit libéral de Thatcher. L'appel du journal à voter Blair en 2001 et 2005 intrigue le lecteur et soulève des questions quant à l'intention du magazine. Depuis les années cinquante, *The Economist* ne manque jamais de montrer sa méfiance à l'égard du Parti travailliste, considéré comme très proche des syndicats et des idées socialistes de nationalisation et d'intervention de l'État.

Dans le souci de mieux comprendre cette position de *The Economist*, ainsi que la relation entre médias et politique et l'interaction entre les deux, nous proposons d'étudier l'image de Blair, l'homme politique charismatique. Le choix du Premier ministre s'explique du fait que Tony Blair bouleverse la vie politique britannique depuis 1997 : son arrivée au pouvoir était ressentie comme un tournant dans la vie politique nationale et européenne de son pays. Après dix-huit ans de domination des conservateurs, le nouveau locataire du *10 Downing Street* est considéré comme le meilleur héritier de Thatcher dont il a repris de nombreuses idées. En présentant son nouveau programme « la troisième voie » et en modernisant son parti, qui a pris le nom de *New Labour*, Blair propose en théorie une synthèse des postulats du néolibéralisme¹⁷ économique et du socialisme démocratique. Il tourne le dos à l'histoire travailliste en rejetant la rhétorique des fondements de la gauche socialiste ; il prend ses distances avec les syndicats qui ont longtemps soutenu les travaillistes. Il accepte la conception néolibérale de la mondialisation selon laquelle la Grande-Bretagne, impuissante face aux mouvements des marchés financiers qui sont incontrôlables, ne peut s'opposer aux lois du marché mais doit plutôt y adhérer. Concernant la politique européenne britannique, Blair marque sa différence avec ses prédécesseurs, à tel point que l'opinion européenne, surtout celle des socialistes, voit en lui un véritable europhile convaincu, déterminé à placer la Grande-Bretagne au cœur de l'Europe. Ses rapports cordiaux et amicaux avec le démocrate Bill Clinton renouent avec la « relation spéciale » anglo-américaine dans le domaine politique, économique et culturel. Tony Blair renforce sa relation étrangère avec Bill Clinton, mais le plus surprenant de la politique de Blair demeure son alliance atypique avec George W. Bush, le républicain néo-conservateur, qui devient son allié privilégié.

¹⁷ Le néolibéralisme est une doctrine économique encourageant le « laissez-faire » et prônant la limitation de l'intervention de l'État dans l'économie. Dans le néolibéralisme, il faut distinguer le libéralisme d'hier (celui du XIXe siècle) essentiellement politique, du libéralisme d'aujourd'hui quasi exclusivement économique qui s'oppose à l'étatisme et pose l'existence des lois économiques selon lesquelles un équilibre s'établit entre production, distribution et consommation ; il est donc historiquement opposé au socialisme. Toute intervention de l'État dans l'économie risque selon lui de gripper les rouages de la machine, et doit être prohibée. C'est une conception minimale de la politique, qui vise à défendre la liberté du travail, l'initiative privée, et donc la concurrence, le libre-échange. Il existe une méfiance du libéralisme vis-à-vis de l'État, même quand le régime respecte les libertés fondamentales. Le néolibéralisme défend toujours le principe de la libre entreprise et de la concurrence mais il cherche à faire reculer les limites de l'État. Le rôle du politique est donc toujours très limité et il est subordonné à celui de l'économie. Depuis quelques années en Europe, et plus particulièrement en Europe de l'Ouest, le terme « néolibéralisme » est repris en France en association avec le terme « ultralibéralisme » pour qualifier des politiques libérales sur le plan économique. Les personnes employant ces mots sont généralement de gauche, mais peuvent aussi faire partie de la droite dite « conservatrice ».

Quelques heures après les attentats du 11 septembre 2001, Blair s'engage aux côtés des Américains dans la lutte contre le « terrorisme » et il affirme que son combat met en scène le bien contre le mal. Tony Blair devient davantage un va-t-en-guerre pro-américain qu'un leader européen. En envoyant ses troupes en Afghanistan, Blair choisit son camp ; il met toute la diplomatie britannique au service des intérêts américains : son soutien à son allié américain devient indéfectible. En 2003, le Premier ministre défend avec virulence l'invasion de l'Irak qu'il qualifie d'intervention légitime pour renverser un régime considéré tyrannique. Il saisit l'occasion de cette guerre impopulaire pour appeler à une nouvelle forme d'ordre mondial unilatéral fondé sur la force, le droit et l'intérêt national. Qu'il s'agisse de s'en féliciter ou de s'en indigner, Blair présente une image différente de celle de ses prédécesseurs travaillistes ou même conservateurs. L'hebdomadaire londonien a sa façon à lui d'analyser, de commenter et de présenter les faits. Nous n'aborderons dans cette thèse que les deux premiers mandats.

Notre choix se base sur le fait que lors de ces deux mandats Tony Blair engage son pays dans la guerre du Kosovo et intervient directement dans les conflits en Afghanistan et en Irak. Nous utiliserons tout au long de ce travail indifféremment, le mot magazine, hebdomadaire et parfois journal pour parler de *The Economist*. La lecture de ces événements par *The Economist* nous conduit également à étudier les commentaires avec prudence et esprit critique, ce qui en soi annonce l'idée centrale de la thèse qui vise à montrer jusqu'à quel point la vision de *The Economist* n'est pas aussi neutre, impartiale qu'il le prétend. Bien que l'hebdomadaire se targue de se placer au-dessus des partis, il demeure néanmoins partisan d'une doctrine et d'une conviction politique et économique donnée. Nous mettrons en exergue l'idée centrale que *The Economist* défend une solution qui relève d'un certain choix, et que l'indépendance du journal ne semble pas aussi manifeste. *The Economist*, comme nous allons le voir, défend et soutient une politique nationale quand le besoin est pressant, par exemple, les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Nous montrerons que le magazine qui progresse par ses ventes aux États-Unis et dont l'augmentation du nombre de ses lecteurs reste une priorité, affiche un penchant latent pro-américain plus qu'européen ; nous essayerons de répondre à toutes ces questions qui sont les hypothèses de notre travail. *The Economist* donne l'impression d'être un journal qui conseille, met en garde, mais n'abandonne jamais son rôle de fabriquant d'opinion.

La méthode d'analyse critique du discours peut nous aider à mieux cerner cette représentation dans *The Economist* et à indiquer que cette image est subjective, partielle, partisane, dominée et influencée par une « idéologie » propre au journal. Nous proposerons également de poser la question suivante : l'expression des opinions véhiculées par le magazine invite-t-elle les lecteurs à une réflexion ou plutôt tend-elle à agir directement ou indirectement sur eux ? Dans notre démarche, nous sommes dans l'obligation de nous limiter à l'étude de la politique européenne et de n'en aborder que l'aspect général ; nous ne pouvons pas traiter tous les problèmes politiques, économiques, culturels. L'accent sera mis sur la politique de Blair d'intégration européenne sans trop entrer dans les détails. Certains problèmes épineux d'actualité tels que le problème palestinien et la crise au Moyen-Orient nécessitent un travail de recherche à part dépassant le cadre de cette étude. La crise au Moyen-Orient est complexe et compliquée, elle exige un travail approfondi ce qui est loin de notre objectif. En ce qui concerne les relations Blair et Clinton, nous nous contenterons d'aborder cette relation de façon globale sans nous perdre dans l'analyse des différents points de vue.

L'objectif premier de ce travail demeure de présenter le rôle et l'image de la « relation spéciale » qui fonctionne bien entre Tony Blair et Bill Clinton ; nous mettrons l'accent sur la relation entre les deux hommes et nous nous focaliserons sur leur engagement au Kosovo. Le même raisonnement sera appliqué à l'étude de la relation entre George W. Bush et Tony Blair. Nous analyserons l'ampleur des attentats de New-York du 11 septembre 2001. Cet événement a marqué à jamais les esprits américains dans le monde et a constitué un nouveau tournant dans la politique internationale. *The Economist* propose sa lecture des événements et sa vision de la nouvelle donne mondiale. D'autre part, nous ferons le point sur la politique européenne de Tony Blair qui symbolise le scepticisme britannique malgré une volonté affichée de tisser un avenir commun avec l'Union européenne. Il est utile de mettre en exergue la guerre d'Afghanistan et celle d'Irak pour mieux comprendre l'engagement inconditionnel de Blair aux côtés de son allié américain. Pour bien mener cette recherche, nous avons choisi un corpus d'articles de *The Economist* qui présente les commentaires, l'analyse et la position du journal sur les divers points à traiter. L'étude de *The Economist* de 1997 à 2005 nous amène à opter pour un corpus formé d'éditoriaux et de rubriques.

La sélection des textes nous impose des contraintes, en fait ce choix est nécessaire, il relève de la subjectivité. Cette étude de la représentation de Blair nous incite à répondre à une question fondamentale : *The Economist* renforce-t-il certaines idées déjà plus ou moins présentes chez les lecteurs ? Nous tenterons de répondre à cette question dans notre thèse qui se divise en trois grandes parties : dans la première, nous aborderons le thème de Blair et la presse. Le premier chapitre de la première partie présentera le contexte historique du journal, son identité et sa spécificité ; le second chapitre traitera de l'image de Blair, sa relation avec la presse en général ainsi que l'image de l'ancien Parti travailliste (*old labour*) dans *The Economist*.

Dans le premier chapitre de la deuxième partie, nous commencerons par un bref bilan économique et social des années Blair de 1997 à 2005 afin de mieux dégager le point de vue du magazine. Nous évoquerons également l'image de Blair et celle de son parti dans *The Economist*. Nous analyserons dans le second chapitre la vision européenne du journal. Au troisième chapitre, nous tenterons de mettre l'accent sur les relations cordiales et amicales entre Blair et Clinton ainsi que leur participation à la guerre en Yougoslavie. Au quatrième chapitre, la guerre en Irak, l'engagement inconditionnel et indéfectible de Blair aux côtés de son allié Bush seront également signalés. Nous ferons ensuite le point sur le rôle des références culturelles, religieuses, historiques, politiques et sur leur côté implicite dans l'élaboration du discours de *The Economist*.

Pour mieux comprendre le message du magazine, nous utiliserons une approche pragmatique connue sous le nom de l'analyse critique du discours (*Critical Discourse Analysis*), qui est considérée comme un champ de recherche relativement récent dans lequel, au carrefour des sciences humaines et sociales, se mêlent les contributions des linguistes, des sociologues, des psychologues, des philosophes, des ethnométhodologues. Les médias, qui constituent une source inépuisable d'observation des luttes quotidiennes sociales, sont souvent privilégiés dans les études d'analyse critique du discours. Par le biais de ces médias, les élites contrôlent l'accès aux moyens de diffusion de masse et jouent un rôle important dans la circulation du discours, dans sa production et dans la formation des idées. L'étude des médias et des relations internationales peut être envisagée sous différentes perspectives disciplinaires (historique, politique, juridique, économique, sociologique), et si ces disciplines disposent chacune de ses propres traditions méthodologiques, elles doivent toutes tenir compte d'un même élément

fondamental, à savoir le discours, qu'il soit la langue écrite ou orale, ou une autre forme sémiotique. Dans notre thèse, nous présenterons les grandes lignes d'une méthode d'analyse discursive qui se situe dans le cadre de la théorie interdisciplinaire intitulée, analyse critique du discours, nous essayerons de montrer comment cette approche permet de dépasser la simple compréhension intuitive des textes, en y révélant l'implicite et le non-dit. Nous avancerons que cette méthodologie fournit ainsi une base fiable pour la poursuite de l'étude du phénomène concerné en d'autres branches des sciences sociales.

L'approche de l'analyse critique du discours se situe parmi les sciences sociales et repose sur une synthèse des recherches critiques sur les formes du changement social dans la société contemporaine. Tout discours est considéré comme utilisation de la langue, communication de croyances et interaction dans une situation sociale. Les chercheurs de l'analyse critique du discours estiment que la langue possède un fond idéologique car elle sert à légitimer les relations de pouvoir. Teun Van Dijk¹⁸, Norman Fairclough et Ruth Wodak admettent que ceux qui contrôlent le discours possèdent plus de pouvoir. L'analyse critique du discours s'occupe des inégalités de pouvoir et essaie de définir les conditions dans lesquelles le rôle du discours produit et défie la dominance sociopolitique. Peu de domaines des sciences sociales sont aussi étroitement liés que ceux qui ont trait à l'étude de la politique, de l'idéologie et du discours. La politique est l'un des domaines de la société où les pratiques sont presque exclusivement discursives ; la cognition politique est, par définition, basée sur l'idéologie et les idéologies politiques sont en grande partie reproduites par le discours. Le discours est lui-même une pratique sociale majeure parmi les autres, et il constitue presque l'unique pratique¹⁹ sociale des élites symboliques et des institutions : ce que les élites font, elles le font à travers l'écrit et par la parole. Le discours est quasiment la seule manière d'exprimer et de reproduire les préjugés dans la société ; ces connaissances sociales sont généralement acquises par le biais des médias.

¹⁸ Teun Van Dijk, *Ideology : A Multi-disciplinary Approach*, Londres : Sage, 1998, 58. Norman Fairclough, *Language and Power*, London : Longman, 2001, 65. Ruth Wodak, *Methods of Text and Discourse Analysis*, Londres : Sage, 2000.

¹⁹ Allan Bell & Peter Garrett, *Approaches to Media Discourse*, Oxford : Blackwell, 1998, 6.

L'analyse critique du discours nous permet de percevoir que le discours est une interaction en situation sociale et requiert une analyse du contexte pour l'étude du rôle des structures sociales et de la culture. Un texte est toujours produit dans un contexte, d'une part en réaction à lui, d'autre part pour l'influencer. Cette interaction texte / contexte n'est pas arbitraire. Elle suit des règles sociales déterminées par l'idéologie du groupe. Le domaine de l'analyse critique du discours est le discours médiatique, c'est ainsi que les politiciens et les médias²⁰ ont besoin chacun l'un de l'autre, il existe une relation paradoxale, l'un a besoin de l'autre pour survivre, cependant chacun a une hostilité envers l'autre. L'idéologie n'est pas seulement inscrite dans des pratiques mais également dans les représentations et les discours. Le langage apparaît bien souvent comme un instrument au service du pouvoir, les discours sont aussi des signes émis pour être crus.

Nous pouvons alors définir l'idéologie à partir de la nature de la relation qu'elle contribue à instrumentaliser. Il y a une relation asymétrique entre le locuteur (ou auteur) qui va préconiser un comportement, valoriser une pratique, et un auditeur (ou lecteur) dont on attend qu'il se conforme au discours. C'est l'objectif de notre troisième partie où nous verrons comment *The Economist* utilise son propre discours pour faire passer son idéologie et ses idées économiques et politiques. Nous sommes loin de prétendre présenter un travail de linguiste, mais nous aurons besoin de cette approche parmi d'autres pour mieux mettre en évidence le côté subjectif et le parti-pris de *The Economist*. Dans le cadre de ce travail de recherche, nous montrerons l'importance du lexique, de la modalité, de la voix passive, de la nominalisation, du discours direct, indirect, de la métaphore, de l'humour, de l'ironie et de la caricature. Notre approche peut nous aider à nous poser la question suivante : Existe-t-il une objectivité dans l'écriture de presse ? Nous verrons que le discours journalistique est porteur d'une signification latente qui échappe aux lecteurs néophytes ou pressés, car le discours médiatique véhicule quotidiennement des valeurs structurées en systèmes qui s'inscrivent dans le cadre d'une représentation du monde. Les médias participent au renforcement, à la propagation des idées et à la construction de ces systèmes de valeurs.

²⁰ Aditi Bhatia, « Critical discourse analysis of political press conference », in *Journal of Sociolinguistics* 17 (2), 2006, 173-203.

À cet égard, l'analyse critique du discours peut nous aider à nous débarrasser de l'illusion de la transparence du texte. Dans nos sociétés, les médias jouent un double rôle : celui d'entretenir un lien social minimal entre des individus dispersés, aux modes de vie différents et naviguant dans des univers culturels ou sociaux variés, et celui de permettre une communication minimale entre gouvernants et gouvernés. Mais ce rôle de médiateur a été dépassé depuis longtemps par celui de média-acteur : les médias ne font pas qu'assurer le contact mais jouent un rôle propre et autonome en influant sur ce qu'ils sont censés simplement relayer. Nous verrons comme l'indique Michel Foucault²¹, que le discours est un ensemble d'énoncés en tant qu'ils relèvent de la formation discursive. Les énoncés ont des buts précis, ils visent à modifier une situation. Ils représentent la mise en action de la langue ainsi que des formes d'action, ils véhiculent le pouvoir, la pensée et les connaissances des êtres humains qui agissent ou transforment le monde. Le discours est une forme d'action qui permet de construire, de reproduire et de parler, sur une réalité perçue comme réelle.

À travers la mise en action du langage, l'énonciateur choisit des formes linguistiques qui encodent des savoirs spécifiques, des sens communs. Le seul moyen pour un organe d'information est d'avoir une identité propre, à cause des concurrents ; le fait d'informer peut signifier ce qui n'est pas dit, faire penser quelque chose de plus, qui est différent de ce qui est dit. Le journaliste a intérêt à ne pas dire ce que pourtant il veut faire comprendre ; l'implicite requiert une importance dans le processus de médiatisation. Nous tenterons de mettre en relief les réponses aux questions qui suivent : Qui parle ? Avec quel moyen linguistique ? L'objectif annoncé est de focaliser sur la construction du texte, et plus spécifiquement sur la façon dont la langue est utilisée pour construire des représentations socio-discursives à travers la presse. À cet égard Roger Fowler²² souligne que les nouvelles ne représentent pas un phénomène naturel apparaissant tout droit de la réalité mais comme étant un produit formé par la structure bureaucratique et économique de cette industrie. Fowler admet que les informations ou les nouvelles sont le reflet des valeurs dominantes d'une société. Dans notre thèse, nous allons essayer de souligner le

²¹ Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969, 153.

²² Roger Fowler, *Language in the News*, Londres : Routledge, 1991, 222. « *News is not a natural phenomenon emerging straight from reality, but a product. It is produced by an industry, shaped by the bureaucratic and economic structure of that industry, by the relation between the media and other industries and, most importantly, by relations with government and with other political organization. From a border perspective, it reflects, and in return shapes, the prevailing values of a society in a particular historical context* ».

postulat que le langage n'est jamais neutre. Derrière les soubassements de chaque construction langagière se cache une intention (avouée ou non). À l'instar des divers journaux et magazines, *The Economist* prétend défendre l'esprit objectif et neutre, nous verrons que son discours du monde politique et économique reflète la présence d'un jugement partial des événements et d'un parti pris.

Première partie :
Tony Blair et *The Economist*

Introduction de la première partie

Nous commencerons cette partie par une brève introduction au contexte de la genèse de *The Economist*. L'hebdomadaire londonien apparaît pendant l'époque victorienne qui a marqué l'histoire britannique, par le progrès, la richesse et la prospérité dans les domaines. C'est une ère de liberté et de libéralisme politique et économique qui a touché tous les aspects de la vie, en particulier la presse qui, tout en bénéficiant d'une certaine liberté, commence à prospérer par le nombre des lecteurs et la profusion des journaux. Dans cette première partie, nous nous proposerons au premier chapitre de présenter *The Economist*, il s'agit d'une introduction historique du magazine depuis sa création en 1843. Nous ferons le point sur les plus importants rédacteurs connus ainsi que leurs rôles, leurs engagements dans la profession journalistique. D'autre part, l'étude de l'identité et les diverses spécificités du journal seront analysées, nous montrerons la caractéristique du magazine britannique, sa notoriété et sa grande réputation mondiale. Dans le second chapitre, l'accent sera mis sur les rapports entre le Premier ministre et la presse en général, puis nous aborderons l'image du Parti travailliste et celle de Tony Blair, le leader charismatique du parti.

Chapitre I *The Economist*

1) Historique du journal

Au cours de la période victorienne (1837-1901), l'industrialisation s'installe ; la classe moyenne renforce sa richesse²³ et son influence. C'était une période de contraste entre d'une part, une société composée d'une minorité riche, à prédominance aristocrate représentant la vieille société rurale et celle de la nouvelle Angleterre « bourgeoise ». C'était une ère de prospérité économique et de prestige caractérisée par le sentiment de sécurité dans la nation. Notons également que c'était une période marquée par l'existence d'un code moral, par la foi dans ses institutions et par la discipline. Les Anglais, qui étaient attirés par la quête du succès et par la richesse, se rendaient compte des bienfaits et des avantages du libéralisme²⁴ économique, politique et de la doctrine du « laissez-faire »²⁵ qui remplaçait l'ancien système protectionniste au XVIIIe siècle. À la place des vieilles idées économiques, mercantilistes et protectionnistes, il faut émanciper, affranchir et libérer ; c'est la libre exploitation des ressources propres à chaque individu qui pousse les hommes à trouver la voie, l'épanouissement et le bonheur personnel. Au cours de cette période, John Stuart Mill²⁶ prêchait la valeur de la liberté qui symbolise le gage d'accès à la vérité. Il répandait les idées de la liberté de pensée, de religion, de la

²³ François Bédarida, *L'ère Victorienne*, Paris : PUF, Que Sais-je ? 5 éd, 1977, 7.

La révolution industrielle apporte la prospérité, la richesse et la gloire à l'Angleterre, mais aussi engendre des fléaux sociaux dont en particulier la pauvreté, la misère, un nouveau mode de vie. Sur le plan politique, la réforme de 1832 accorde le droit de vote aux classes moyennes, elle opte pour une redistribution des sièges qui adopta la représentation parlementaire à l'évolution démographique et urbaine de la Grande-Bretagne. Voir Danielle Frison, *Histoire Constitutionnelle de la Grande-Bretagne*, Paris : Ellipses, 97.

²⁴ Le libéralisme économique et politique signifie l'ensemble des doctrines qui font de la liberté individuelle un droit naturel, une valeur suprême que tout individu cherche à promouvoir. Le libéralisme cherche à définir le type de régime qui permettra de garantir au mieux le respect des droits des individus contre les éventuels empiètements de l'État. Le rôle de l'État chez les libéraux doit être minimal, il a pour seule fonction de veiller au respect des conditions de concurrence pure et parfaite et ne doit pas intervenir. On peut mentionner parmi les grands acteurs du courant libéral en Grande-Bretagne, Jeremy Bentham et John Stuart Mill, en France, Mme de Staël Guizot, Royer-Collard et Benjamin Constant.

²⁵ Le « Laissez-faire » préconise l'absence de toute intervention des pouvoirs de l'État dans le domaine économique, cette doctrine, qui est née à la fin du XVIIe siècle en réaction contre le mercantilisme, repose sur la foi dans l'intérêt personnel. C'est Adam Smith (1723-1790) qui est considéré comme le théoricien du Laissez-faire. Dans son livre *La Richesse des nations*, (*The Wealth of Nations*, 1776), Smith prêche une politique libérale permettant la main « invisible » de la concurrence de jouer son rôle de régulateur. Cette main invisible fait converger les intérêts individuels vers l'intérêt général. *La Richesse des nations* constitue le premier essai traitant de l'histoire de la science économique qui considère l'économie politique comme une discipline autonome de la science politique.

²⁶ John Stuart Mill, (1806-1873) exerce une influence marquante sur la pensée du XIXe siècle par sa philosophie économique, mais aussi dans les domaines de la science politique, de la logique et de l'éthique. La philosophie de Mill reprend et révisé celle de Bentham, il refuse de voir dans l'utilitarisme la justification de l'égoïsme et défend le libéralisme économique et la politique du laissez-faire. Ses principales œuvres sont *Principes d'économie politique* (1848), *De la Liberté, On liberty* (1859), *De l'assujettissement des femmes* (1869), son *Autobiographie*, et *Trois Essais sur la religion* (1874).

parole, de la presse et celle de l'entreprise et du libre-échange. Pendant les années 1830, l'idéal de l'utilitarisme, qui est le plus grand bonheur pour le plus grand nombre de gens, imprègne presque tous les milieux de la société britannique, la maxime « laissez-faire, laisser-aller » régit la circulation des idées autant que celles des marchands et des hommes d'affaires. À côté du succès, du prestige et de la prospérité, la société victorienne était marquée aussi par les doutes, les divisions, les anxiétés et les misères sociales. Si l'on parlait de libéralisme, de libre-échange, on oubliait les déboires des classes laborieuses, les mouvements sociaux et la misère. La réforme électorale de 1832 qui élargit le vote aux catégories urbaines et qui renforce les partisans du libre-échange à la Chambre des Communes, en était un bon exemple. Les Communes restent une assemblée de riches gentilshommes²⁷ qui ne se soucient pas des problèmes de la majorité de la population. Cette époque victorienne était connue par la montée du mouvement Chartiste²⁸ et par la déception des classes laborieuses qui se considéraient trahies par la classe moyenne. La classe laborieuse, qui était convaincue de ses conflits d'intérêt avec l'exploitation des classes moyennes, décide de ne pas s'allier avec elle pour soutenir les industriels et les marchands dans leur lutte en faveur de l'abolition des Lois Céréalières²⁹ (*Corn Laws*). La campagne contre les *Corn Laws* et pour le libre-échange prend l'aspect d'une croisade dirigée par les libéraux autour de Jeremy Bentham, Richard Cobden, et John Bright contre le Parlement qui défend les droits sur le blé. C'est dans ce climat que s'inscrit l'idée que les niveaux de vie et les emplois industriels dépendent largement du

²⁷ Danièle Frison, *op. cit.*, 49.

²⁸ Le Chartisme représente un des grands mouvements politiques des classes ouvrières au dix-neuvième siècle. Il apparaît entre 1838-1848, il était favorable à une réforme électorale et sociale. Le nom vient de la Charte du peuple qui comprend un programme de réformes présenté au Parlement en 1837 par l'association des travailleurs de Londres sous la conduite de William Lovett et Francis Place. Le mouvement était une conséquence d'un mécontentement provoqué par la réforme de 1832 et par les lois sur la pauvreté (*Poor Law Amendment Act*) que les travailleurs trouvaient discriminatoires. La Charte du peuple contenait six revendications : le droit de vote pour tous les hommes de plus de vingt et un ans, l'institution du vote secret, des élections parlementaires annuelles, l'éligibilité de tous au Parlement, la rétribution des membres du Parlement, l'égalité numériques des collèges électoraux. Les propositions furent rejetées trois fois par le Parlement, le mouvement connaît des divisions ce qui entraînerait sa disparition. Cependant toutes les revendications à l'exception du renouvellement annuel du Parlement furent finalement adoptées. Voir Duncan Tonson, *Modern History, 1789-1945*, Penguin, 2001.

²⁹ Les Lois Céréalières (*Corn Laws*) furent mises en place sous forme de droits compensateurs et dégressifs pour protéger l'agriculture britannique des importations des céréales étrangères moins chères. Apparues dès 1436, ces lois furent renouvelées jusqu'en 1842 sous la pression des grands propriétaires terriens. À partir de 1815, une opposition libérale, industrielle et bourgeoise se forma contre les *Corn Laws*, et plus généralement contre toute politique protectionniste. Elle se renforça avec la ligue fondée à Manchester dans les années 1830. Pour cette opposition, la forte croissance économique et démographique du Royaume-Uni, première puissance industrielle mondiale, devait être stimulée par l'abolition de mesures pénalisantes pour le pouvoir d'achat et pour les ressources. Sur un autre plan, l'ouverture du Royaume-Uni aux productions agricoles continentales ne pouvait qu'encourager le reste de l'Europe à faire de même pour les produits industriels anglais. Richard Cobden et John Bright étaient les leaders qui luttaient pour abolir les *Corn Laws*, que le gouvernement de Robert Peel finit par annuler en 1846.

commerce international ainsi que du libre-échange dont les bienfaits conduiront à des salaires réels plus élevés et des créations d'emplois. La disparition des lois céréaliers (*Corn Laws*) en 1846 représente un tournant politique et économique important lorsque le gouvernement de Robert Peel, le Premier ministre conservateur abroge ces lois qui existent depuis 1815. Cette abrogation encourage le libéralisme, le marché libre et donne au commerce britannique force et vie. La circulation des idées d'Adam Smith et de Stuart Mill contribuent à l'émergence d'une foi libérale et d'un idéal de paix, de liberté de pensée, d'entreprendre, d'écrire dans la diversité et dans la confrontation³⁰ des idées. L'opposition des idées contribue à l'émergence d'une presse écrite pour refléter la profusion des idéologies. C'est dans ce sens que la presse joue un rôle croissant puisque les journaux, qui sont des organes d'opinion, répandent la connaissance des affaires publiques et stimulent les débats. Cette ère victorienne était caractérisée par une explosion³¹ dans les moyens de communication de masse de plus en plus diversifiés touchant un très large public.

De 1820 à 1850, on enregistre une augmentation de la circulation³² des journaux qui passe de 33 millions d'exemplaires par an à 70 millions, une telle augmentation s'explique par la baisse de prix et la demande croissante du public. On peut citer quelques journaux tels que *The Times* représentant les vues de l'Establishment, *The Manchester Guardian*, libéral par ses idées, ainsi que *The Daily Telegraph*. On note la présence d'un journal radical qui apparaît en 1846, *The Daily News*. Cette période connaît également le développement d'hebdomadaires semi-politiques. Nous pouvons citer l'exemple de l'influent *Punch* lancé en 1841 qui représente par excellence l'ère victorienne ; d'autres hebdomadaires ne sont pas moins intéressants³³ tels que *The London News* et *The News of the World* et *Reynold's Weekly*. *The Economist*, qui apparaît au cours de ces années 1840, demeure encore réputé et respecté après cent soixante ans. Il ne cesse de prêcher l'idéal libéral et connaît un grand succès surtout sous la direction de son rédacteur en chef Bill Emmott de 1993 à 2006.

³⁰ John Stuart Mill, *De la liberté*, Paris : Gallimard, 1990, 185-186.

³¹ John Plunkett, *Queen Victoria, First Media Monarch*, Oxford : Oxford University Press, 2003, 256.

³² François Bédarida, *op. cit.*, 72.

³³ On note la présence de revues trimestrielles littéraires et politiques telles que *The Edimburgh Review*, *The Quarterly Review*, *The Westminster Review*, *The Fortnight Review*, *The Contemporary Review* et *The Nineteenth Century*, ils ont tous marqué cette époque par leurs dominations intellectuelles.

Le journal a été fondé en 1843 par James Wilson (1805-1860), chapelier d'une petite ville d'Écosse, Hawick, pendant la campagne politique contre les Lois Céréalières (*Corn Laws*). Wilson, qui avait des contacts avec la Ligue contre la suppression des Lois Céréalières, appuie le mouvement et gagne la sympathie de nouveaux abonnés de son journal. Le fondateur de *The Economist*, appelé aussi *The Political, Commercial, Agricultural and Free Trade Journal*, exprime abondamment ses idées libérales et économiques et trace une voie fidèle à la philosophie économique du « laissez-faire » et de la non intervention de l'État dans les affaires du marché. Il défend les idées revendiquées par les industriels de la société victorienne pour qui l'intervention de l'État était à proscrire. Wilson présente son journal comme suit :

[...] *The Economist*, qui commença en 1843, est maintenant complètement établi comme le journal commercial le plus important publié et qui est cité par les membres du Parlement comme étant la meilleure autorité de toutes les questions en relation avec le monde du commerce³⁴.

Grand défenseur du « laissez-faire » et de la liberté d'entreprise, Wilson assure le rôle idéologique de fabricant d'opinions en encourageant la cause de la libre circulation des échanges qui ne peut qu'être bénéfique sur les plans national et international. Wilson proclame que ce qui réussissait à l'individu ne pouvait manquer de réussir à la communauté ; donc à la nation, et que l'ouverture des marchés assainirait la circulation des biens et des services. Le magazine reste plus de cent soixante ans un grand partisan du libre-échange, du libéralisme :

Le magazine que vous lisez fut fondé il y a 160 ans par un homme d'affaire écossais nommé James Wilson. Dès le début, l'objectif principal de cette entreprise était de promouvoir la liberté et surtout la liberté économique³⁵.

³⁴ *The Economist*, 3 octobre 1846, 13.

« [...] *The Economist* which commenced in 1846, is now fully established as the most commercial newspaper published and is quoted by members of Parliament as the best authority on all matters connected with the commercial world ». Pour Wilson, *The Economist* représente cette autorité qui est mentionné par les hommes politiques et ceux qui s'intéressent au commerce et au monde des affaires. Cette époque des années 1840 marque une étape de la Révolution Industrielle dont l'Angleterre en était la pionnière.

³⁵ Cet article est cité dans : « A Survey of capitalism and democracy », *The Economist*, 28 juin 2003, 25.
« *The magazine you are reading was founded 160 years ago this summer by a Scottish businessman named James Wilson. From the start, the chief purpose of the enterprise was to press the case for liberty and specially economic liberty* ». Wilson admet que le but initial de son journal était de défendre la cause de la liberté économique, de faire face à toute action qui entrave cette liberté. Il a combattu le protectionnisme et les lois céréalières.

La vocation du journal était plutôt morale, elle s'articule dans la thèse de défense de cette liberté d'agir, de penser, de vendre et d'acheter sans aucune entrave ni restriction. La disparition des Lois Céréalières en 1846 accélère les idées libérales et leur bien-fondé. Le journal rappelle les fondements tracés par Wilson : « Le remède prêché par Wilson était la liberté, particulièrement la liberté du commerce »³⁶. Les idées de Wilson apparaissent dans la société victorienne où les hommes d'affaires et les milieux de la Cité (*The City*) de Londres constituaient, avec la classe politique, l'essentiel des lecteurs du journal. Au cours de cette période, le terme « *Economist* » s'applique à toute personne qui aborde l'analyse d'un problème en soumettant tout argument et doctrine, à l'épreuve des faits, que ces problèmes soient économiques, politiques ou autres. L'historienne du journal, Ruth Edwards³⁷, indique que Wilson n'était pas un penseur politique, il entendait par économie politique la science des opérations d'achat et de vente et il vulgarisait volontairement ses dires afin que les hommes d'affaires puissent en saisir la portée. Wilson qui se targue d'appeler *The Economist* journal et non magazine, n'était pas l'un des grands rédacteurs du journal, il s'agissait plutôt de Walter Bagehot³⁸. Ce dernier maintenait le cap par ses idées libérales tout en prêchant le principe et le fondement de la doctrine du « laissez-faire ». Il s'oppose à l'expédition durant la guerre de Crimée³⁹ et reste prudent quant à l'intervention anglaise dans le conflit Austro-Prussien, ainsi que lors de l'unification italienne.

Cependant, il exhorte la neutralité au cours de la guerre civile américaine (1861-1865) malgré ses sympathies pour les sudistes. Walter Bagehot s'efforce de rester fidèle aux

³⁶ Cité dans le site <[www.about The Economist](http://www.about.TheEconomist.com)> du 5 octobre 2006, 1.

« *The remedy advocated by Wilson was liberty, particularly commercial liberty* ».

Ce qui représente le pilier des idées du fondateur du journal que les divers rédacteurs s'efforcent à observer et à promouvoir dans leur politique journalistique.

³⁷ Ruth Dudley Edwards, *The Pursuit of Reason, The Economist 1843-1993*, Londres : Macmillan, 1993, 19.

³⁸ Walter Bagehot (1826-1877) naît à Langport, dans le Somerset en Angleterre, après avoir obtenu son diplôme d'étude juridique, il est appelé au barreau, mais n'exerce pas, et rejoint son père dans la finance. Il écrit pour divers périodiques, et se fait connaître en particulier comme éditorialiste du journal *The Economist*, fondé par son beau-père (James Wilson). En 1861, il étend le contenu éditorial de la publication aux questions nord-américaines et à la politique. En 1867, il écrit un livre intitulé *The English Constitution* qui explore la constitution du Royaume-Uni, surtout celle qui concerne le fonctionnement du Parlement et de la monarchie britannique, ainsi que les différences entre les gouvernements britannique et américain. Ce livre est un classique qui a été traduit en plusieurs langues. Il écrit aussi *Physics and Politics* (1872), où il introduit l'expression « *the cake of custom* » et *Lombard Street* (1873) une étude économique de la banque et de la finance axée sur la gestion des crises. En souvenir de ses travaux, *The Economist* a donné son nom à la rubrique hebdomadaire sur la politique britannique. Notons aussi que chaque année la *Political Studies Association* britannique attribue le prix Walter Bagehot pour le meilleur écrit dans le domaine du gouvernement et de l'administration.

³⁹ En 1853, la Russie prétendait défendre le droit des Chrétiens dans l'empire Ottoman, la Turquie refusa cette ingérence, ce qui n'empêche pas une invasion russe. La France et l'Angleterre s'opposent à cette influence en entrant en guerre contre la Russie. La guerre de Crimée se déclare en 1854 et se termine en 1856 par la prise de Sébastopol, qui met fin à cette influence russe.

principes établis par son prédécesseur, ces principes se résument par une expression située en première page qui devient son slogan :

Il prend part à ce rude combat qui oppose l'intelligence qui avance, à cette ignorance indigne et timide, qui fait obstacle à notre progrès⁴⁰.

Bagehot marque sa plume et son rôle pendant au moins seize ans pendant lesquels il ouvre la voie à la rédaction d'articles s'occupant de la politique en général. Son nom est souvent associé à *The Economist* puisqu'une rubrique du journal, qui porte son nom, est consacrée à analyser les affaires de la Grande-Bretagne. À côté de James Wilson et Walter Bagehot, d'autres rédacteurs contribuent à la réputation et au progrès du journal. On peut en citer : Geoffrey Crowther, Alastair Burnet, Andrew Knight, Rupert Pennant-Rea et Bill Emmott. Tous ces hommes s'efforcent de maintenir la réputation et le prestige du journal, en prêchant toujours les mêmes idées. Chaque rédacteur possède un style et une personnalité différente. Le dénominateur commun qui unit ces hommes était l'abnégation, la volonté et le souci de maintenir les principes du journal de liberté de commerce, de « laissez-faire », de liberté religieuse et politique. Depuis la fondation du journal en 1843 et jusqu'à nos jours, la progression des ventes n'a jamais cessé malgré les différences des périodes, des conjonctures nationales et internationales. Le tableau 1 ci-après montre cette évolution :

Tableau 1 Progression historique des ventes

Année	1843	1867	1920	1945	1956	1970	2006
Exemplaires vendus	1 720	3700	6000	18000	55 00	150 00	110000

Source : *The Economist*, 5 octobre 2006

Le tableau indique que l'évolution des ventes du journal depuis 1843 est continue, cependant, on enregistre des progressions plus importantes que les autres selon les

⁴⁰ James Wilson écrit cette phrase en 1843 dès le premier numéro de *The Economist*, voir le livre de Ruth Dudley Edwards, *op. cit.*, 19.

« *To take part in a severe contest between intelligence, which presses forward and an unworthy, timid ignorance obstructing our progress* ». Le slogan de Wilson oppose l'intelligence face à l'ignorance qui entrave tout progrès humain, c'est le rôle du journal d'œuvrer dans ce sens. *The Economist* adopte cette phrase comme étant un symbole de sa mission qui consiste à informer, analyser les faits mais surtout influencer par ses idées libérales.

périodes historiques. De 1867 à la fin de la Première Guerre, les ventes progressent mais non de façon spectaculaire. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et l'entrée des Américains aux côtés des Alliés ouvrent un marché prometteur, celui des États-Unis. La rédaction du journal en comprend le message et consacre plus d'intérêt à ce nouveau marché en s'adressant aux nouveaux lecteurs de ce monde et en couvrant diverses questions que ce soit politiques, économiques ou culturelles. Ce marché représente en 2006 à lui seul la moitié des ventes ; en dix ans, de 1945 à 1956, les ventes triplent, *The Economist* commence à informer ses lecteurs de tout ce qui se passe dans le monde, telles les crises de la guerre froide, celle du Moyen-Orient, celle d'Asie et les guerres d'indépendance en Afrique. D'autre part, on constate une évolution substantielle des ventes au cours des années soixante malgré la concurrence des magazines *Time* et *Newsweek*. Depuis la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours, *The Economist* s'efforce de couvrir tous les problèmes du monde en essayant d'afficher objectivité et sérieux. Le rôle du directeur de la rédaction ne peut être négligé puisque c'est lui le patron qui gère et planifie la stratégie médiatique et politique du journal. C'est aussi lui qui en trace les lignes de conduite ; d'autre part, le rédacteur rassemble et concilie les diverses tendances qui peuvent apparaître au sein de l'équipe, il est le symbole de la réussite et la cible des critiques en cas de problèmes.

Le tableau 2 présente la liste des rédacteurs-en-chef du journal depuis sa fondation.

Période	Nom du Rédacteurs-en-chef
1843-1857	James Wilson
1857-1861	Richard Holt Hutton
1861-1877	Walter Bagehot
1877-1881	Daniel Conner Lathbury
1881-1883	Inglis Palgrave
1883-1907	Edward Johnstone
1907-1916	F.W. Hirst
1916-1921	Hartley Withers
1921-1938	W.T. Layton
1938-1956	Geoffrey Crowther
1956-1965	Donald Tyerman
1965-1974	Alastair Burnet
1974-1986	Andrew Knight
1986-1993	Rupert Pennant-Rea
1993- 2006	Bill Emmott
2006-	John Micklethwait

La majorité des quinze rédacteurs⁴¹ en chef représentent l'élite et sont proches de l'*Establishment* britannique, ils sont diplômés des universités les plus prestigieuses telles que l'université d'Oxford et celle de Cambridge. L'historienne Ruth Edwards ne manque pas dans son ouvrage de présenter les divers rédacteurs de façon détaillée. Nous proposons de citer quelques exemples éminents. Le fondateur de *The Economist*, James Wilson, est un fabricant de chapeaux, qui croit au libre-échange, à l'internationalisme et à un minimum d'intervention de l'État, sur les marchés en particulier. Il crée le journal en 1843 pour faire campagne contre des lois protectionnistes. Avec Richard Cobden, il devient un membre actif de la Ligue pour l'abolition des lois sur le blé. En 1838, il utilise des techniques de diffusion et de propagande novatrices, une vaste campagne pour orienter l'opinion et faire par ce biais, pression sur le pouvoir politique. Il obtient finalement gain de cause en 1846 quand le Premier ministre Robert Peel abroge les *Corn Laws*. James Wilson, demeure très attaché aux principes de la liberté de pensée et de la philosophie économique du « laissez-faire ». Ruth Edwards⁴² estime que la religion de Wilson est le laisser-faire, sa vraie « Bible » est représentée par le livre de l'économiste d'Adam Smith « *La richesse des nations* ».

Richard Holt Hutton participe pendant deux ans (1851-1853) à la direction de *The Inquirer*, le principal organe de presse unitarien, et devient rédacteur au *Spectator*. En 1855, il s'occupe de la direction de la *National Review*. Entre 1857 et 1861, il est rédacteur en chef de *The Economist*, prenant la suite de Wilson. En 1861, il dirige la rédaction de *Spectator*, un journal libéral anglais. Walter Bagehot est considéré comme le meilleur qu'ait connu le journal. Chaque année le *Political Studies Association* britannique attribue le Prix Walter Bagehot pour le meilleur écrit dans le domaine du gouvernement et de l'administration. Dans *La Constitution anglaise* (1867), il définit les conditions et les principes d'une monarchie constitutionnelle où il explore la constitution du Royaume-Uni, particulièrement en ce qui concerne le fonctionnement du Parlement et de la monarchie britannique ainsi que les différences entre les gouvernements britannique et américain.

⁴¹ Angel Arrese, *La identidad de The Economist*, Pampelune : EUNSA, 1992, 93.

⁴² Ruth Dudley Edwards, *op. cit.*, 22. « *He was evangelical-a deeply religious man whose religion was laissez-faire, whose holy book was the wealth of nations and whose grail was free trade* ».

Dans *Lombard Street* (1873), il étudie en détail la façon dont les paniques financières se produisent, en s'appuyant sur les réactions de la Banque d'Angleterre lors des crises de 1857 et de 1866. Nous pouvons mentionner Andrew Knight qui devient l'un des principaux responsables au Royaume-Uni du groupe de presse canadien Conrad Black, puis celui de Rupert Murdoch. Knight prend le contrôle du *Daily Telegraph* en 1986 jusqu'à 1989. Il souligne que *The Economist* est : « *An articulate global elite* »⁴³, lu par l'élite économique et politique de la planète. Rupert Pennant-Rea prend la direction du journal en 1986 mais démissionne sept ans plus tard après les révélations de la presse sur une aventure extraconjugale. Il occupe le poste de gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre. En 1993, Bill Emmott dirige la rédaction de *The Economist* après avoir été le correspondant à Tokyo pendant les années 80. Comme le décrit *L'Express*⁴⁴, si les journalistes, en principe, écrivent pour être lus, Emmott fait mieux : il écrit pour que ses éminents lecteurs traduisent ses paroles en actes. Emmott estime que le journal semble prendre à son compte la devise de l'élite britannique « *Born to lead* » (né pour diriger). Sous sa direction, le journal connaît un succès et devient une réussite de l'édition moderne, et un fleuron de la presse intellectuelle.

Emmott souligne que le magazine essaie dans chaque numéro de donner au lecteur deux ou trois informations auxquelles il n'aurait pas pensé. Il s'agit de composer un agenda qui marque le lecteur, lui fournit l'information, l'angle et une vue cohérente du monde, lui dise ce qu'il devrait savoir et que personne d'autre que lui ne sait⁴⁵. En 1993, lors du cent cinquantième anniversaire du magazine, Emmott déclare : « J'ai sur James Wilson un grand avantage : 150 ans de plus d'expérience et de faits. Nous avons pu mettre ses principes de base à l'essai, confirmer leur valeur. Si l'expérience et les faits les avaient contredits, nous les aurions abandonnés. Cela n'a pas été le cas, aussi les suivons-nous toujours »⁴⁶. Ces propos indiquent que le journal garde les mêmes principes et idées à savoir son soutien au libre-échange et à des marchés libres. Bill Emmott⁴⁷ traduit ses pensées en publiant deux ouvrages intéressants qui reflètent sa vision économique et politique du monde. Son successeur, John Micklethwait, qui a rejoint la rédaction de *The Economist* en 1987, est devenu rédacteur en chef en 2006.

⁴³ Ruth Ddudley Edwards, *op. cit.*, 951.

⁴⁴ Cité par Marc Epstein, *L'Express*, 14 août 1997.

⁴⁵ Agnès-Catherine Poirier, *Libération*, 22 mars 2006, 12.

⁴⁶ *The Economist*, 23 février 1993.

⁴⁷ Bill Emmott, *20 : 21 Vision: Twentieth-Century Lessons for the Twenty-first Century*, New York : Farrar, Straus, and Giroux, 2003. Voir aussi *Rivals : How the Power Struggle between China, India and Japan Will Shape Our Next Decade*, Londres : Penguin, 2009.

Micklethwait souligne l'un des slogans du journal : « *London based, not London biased* » (basé à Londres, pas influencé par Londres). Emmott estime que *The Economist* est un journal : « un peu l'équivalent d'un club au sens anglais du terme, un rassemblement⁴⁸ d'esprits brillants, qui dissertent sur la marche du monde avec ce mélange si britannique d'intelligence et d'humour distancié ». Dans, *The Right Nation : Conservative Power in America*, John Micklethwait et son correspondant à Washington, Adrian Wooldridge, portent tous deux un regard sur la récente vague de conservatisme aux États-Unis⁴⁹. Depuis son apparition, le journal a pu maintenir son image, son autorité et devient même une institution à travers le monde. Cette introduction historique, bien que brève, nous aide à comprendre le démarrage et la lancée de l'hebdomadaire ainsi que le poste de rédacteur qui représente un tremplin pour une carrière prestigieuse, et offre une chance d'accéder à des responsabilités plus importantes. Cependant, pour mieux percevoir le succès de *The Economist*, nous devons en cerner l'identité. Le mot identité regroupe tout ce qui est commun avec les autres membres d'un groupe, telles les règles, les normes et les valeurs que le sujet partage avec sa communauté. L'identité renvoie aux valeurs et aux codes auxquels tiennent les individus et aux représentations de ce que sont et doivent être les choses. Présenter l'identité de *The Economist* est utile dans la mesure où nous pouvons comprendre ce qui caractérise le magazine des autres, ce qui l'oppose aux valeurs des divers journaux ; en fait, étudier l'identité d'un journal, c'est en comprendre l'essence, le message et en dégager l'objectif, c'est ce que nous proposons de voir ci-après.

⁴⁸ Xavier Ternisien, *Le Monde*, 18 avril 2010.

⁴⁹ John Micklethwait et Adrian Wooldridge, *The Right Nation : Conservative Power in America*, New York, Penguin Press, 2004. Voir le site web <www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2005-2-page-146.htm>, consulté le 20 avril 2010.

2) Identité et spécificité

The Economist publie chaque semaine des nouvelles hebdomadaires, relatives aux affaires internationales, par exemple la politique dans le monde, les affaires, les finances, les sciences, la technologie et les arts. Soudée, l'équipe rédactionnelle est volontairement réduite à soixante quinze journalistes en 2005, elle comprend parmi les meilleures plumes de la profession⁵⁰ qui travaillent à plein temps et dont la moitié est à l'étranger ; le journal est connu pour son sérieux et pour son image mythique de qualité. *Le Monde* en brosse le portrait et décrit le magazine comme suit :

Le bureau austère de l'éditeur au dernier étage d'un gratte-ciel de St James, dégage cet air de sérieux propre à une institution qui donne le « la » de la pensée économique. L'humour pince sans-rire, qui permet de biaiser avec l'actualité sombre, est limité à la manchette et aux légendes des photos⁵¹.

Le quotidien *The Times* affirme que *The Economist* est une publication avec laquelle il faut compter, qui jouit d'une influence, aussi le décrit-il de la façon suivante : « *The Economist* est devenu le magazine politique et des affaires britanniques le plus réussi »⁵². Il est classé parmi les meilleurs journaux ou magazines de qualité (*broadsheets*) : journal de qualité, il s'oppose aux journaux populaires ou *tabloids* qui incarnent la presse à sensation, à scandale. Bien que *The Economist* s'adresse à un public limité, à l'élite⁵³, il partage les mêmes points communs aux autres grands quotidiens de qualité tels que *The Times*, *The Guardian*, etc. Ces qualités se résument dans le sérieux, la rigueur, l'analyse profonde et détaillée. Ses journalistes ont des qualités intellectuelles indéniables. Devenu une référence pour les hommes d'affaires et les décideurs politiques au Royaume-Uni et de par le monde, le journal offre une image de qualité, une source d'information fiable pour son lectorat. Les innovations rédactionnelles sont rares : la dernière grande réforme date de 2001, avec l'introduction de la couleur et la modification des caractères⁵⁴.

⁵⁰ *Le Monde*, 14 février, 2005, 15.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *The Times* 20 mars 1991, 37. « *It has become Britain's most successful political and business magazine* ». *The Times* admet la place qu'occupe *The Economist* en tant que symbole de succès de la presse du monde des affaires, l'hebdomadaire acquiert à lui seul un statut spécial et une autorité internationale.

⁵³ Jean-Claude Bertrand, *Les Médias en Grande-Bretagne*, Que sais-je ? n° 3415, Paris : PUF, 1998, 35.

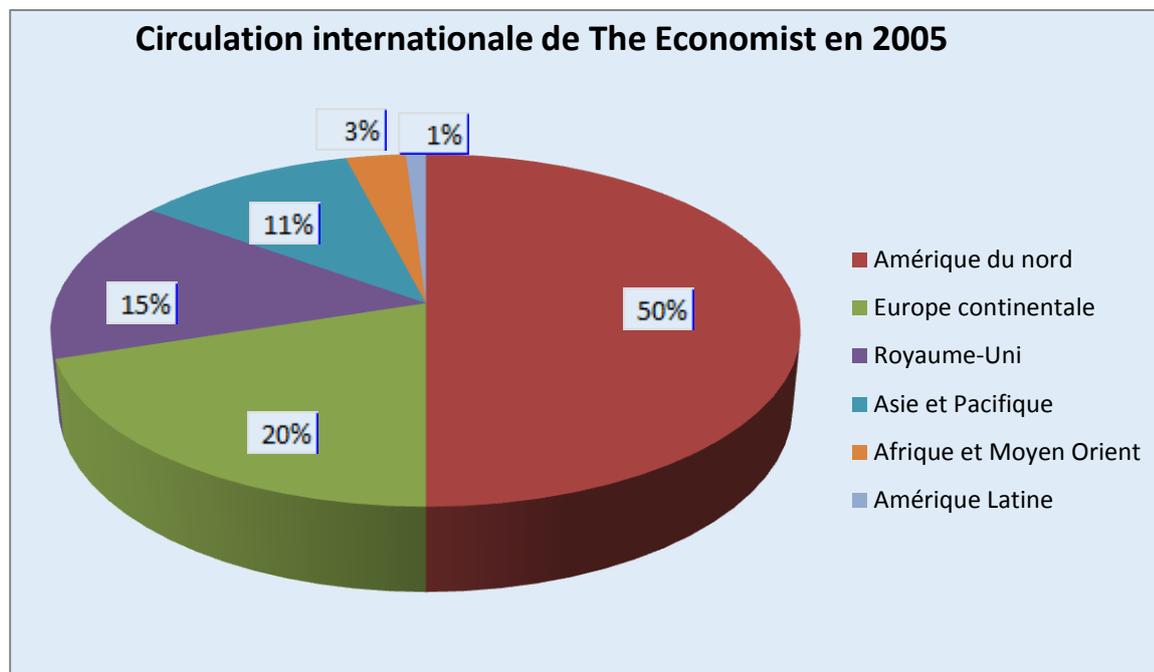
⁵⁴ « *The Economist is a weekly international news and business publication offering clear reporting on world politics, business finance, science, technology, society, media and the arts* ». Media Information File, Advertising Department, *The Economist*, 1999, 1.

Il n'y a qu'une seule édition mais la couverture et le déroulement des rubriques changent suivant les zones. Selon les chiffres de l'ABC (*Audit Bureau of Circulation*), l'hebdomadaire⁵⁵ a franchi pour la première fois la barre d'un million d'exemplaires au cours du semestre 2004. En Amérique du Nord, on enregistre la moitié des ventes, alors qu'au Royaume-Uni 150 000 exemplaires sont vendus, et 200 000 en Europe continentale, dont 35000 en France ; le reste est divisé entre l'Asie et l'Amérique latine. Les ventes aux États-Unis sont les plus importantes, elles représentent 52 % du marché, alors que le marché britannique n'en représente que seulement 15 %, derrière le marché européen qui reste limité. Une analyse de ces chiffres montre bien l'aspiration du journal à percer ce marché américain sous la direction de Bill Emmott, qui saisit l'importance de cibler les lecteurs américains dont l'élite joue un rôle non négligeable dans les prises de décision économiques et politiques. Le graphique 1 ci-après montre la circulation de *The Economist* dans le monde.

Nous remarquons que le marché américain représente à lui seul 50 % de la diffusion du journal, ce qui indique l'intérêt que voue l'équipe aux lecteurs de l'autre côté de l'Atlantique. Il démontre l'existence d'une affinité entre les élites des deux pays, une tendance à traiter la culture américaine et sa politique plus que les autres pays. Ce marché américain, qui est prometteur, peut expliquer cette stratégie du journal à s'adapter à ses lecteurs. Le marché européen vient en seconde position mais reste intéressant, alors que celui du Royaume-Uni demeure stable mais limité à cause de la concurrence d'autres magazines et du fait que le journal s'adresse à un public restreint composé de cadres, d'hommes d'affaires et politiques. Le marché asiatique, qui devance celui de l'Amérique latine, n'est pas négligeable, il bénéficie d'un atout favorable, à savoir les liens culturels et l'influence du Commonwealth. Quant au marché de l'Amérique latine, il demeure timide malgré son grand potentiel de lecteurs, alors que le marché africain et du Moyen Orient reste encore faible.

⁵⁵ *Le Monde*, *op. cit.*, 15.

Graphique 1



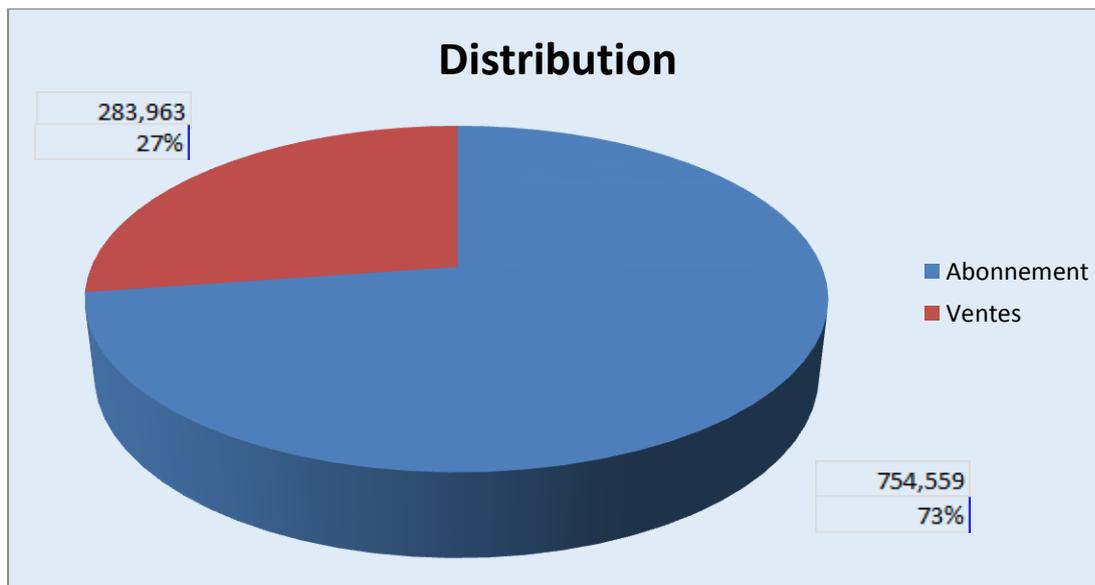
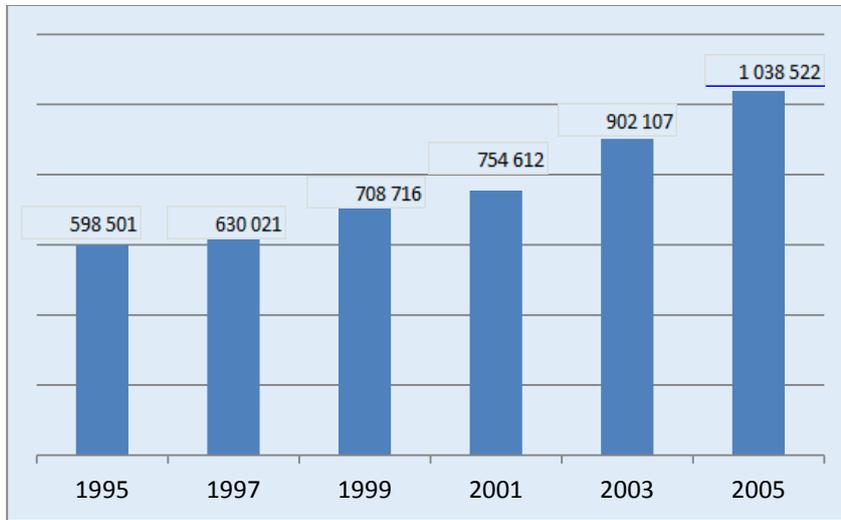
Source : ABC- juin 2005

Le graphique 2 souligne l'accroissement des ventes du magazine en dix ans dans le monde, ce qui reflète l'effort et la stratégie médiatique du rédacteur de cette période, Bill Emmott. On constate que *The Economist* dépasse la barre d'un million d'exemplaires en 2005. Le second point intéressant confirme la solidité de l'entreprise et le succès du magazine puisque 73 % des lecteurs sont des abonnés, ce qui assure l'existence d'une clientèle fidèle et la confiance dont jouit la revue à travers le monde. Pour garantir la fidélité de ses lecteurs, l'équipe rédactionnelle opte pour une clientèle très ciblée, restreinte mais homogène, plus concentrée vers les cadres dirigeants. Définir ainsi précisément le lectorat visé constitue une option fondamentale de la stratégie commerciale. En effet, les cadres supérieurs, réputés détenteurs d'un fort pouvoir d'achat, sont très prisés par les annonceurs. En terme éditorial, un tel objectif vise également la qualité rédactionnelle, car cette cible s'avère très exigeante quant à la qualité de l'information, du commentaire, et de l'écriture. Prenant acte de l'évolution d'une société submergée par l'information et dont les centres d'intérêts ont changé, la vocation de *The Economist* est d'être un magazine dont le but est d'aider le lecteur en lui délivrant une information sélectionnée, classée, expliquée et approfondie ainsi que des analyses rigoureuses, pour lui donner les moyens de comprendre son environnement et de forger son propre jugement.

Graphique 2

Accroissement de 74 % en 10 ans

Distribution



Source : ABC- juin 200

Pour mieux montrer la progression des ventes de *The Economist* dans le monde, nous proposons le tableau suivant qui indique la diffusion du magazine au Royaume-Uni pendant la période du 11 janvier au 25 juin 2005. Ces chiffres soulignent la bonne place du journal malgré une concurrence non négligeable d'autres magazines britanniques, tels que *Private Eye* et *Fortune* qui occupent une place importante sur le marché des magazines au Royaume-Uni.

Tableau 3 (Nombres d'exemplaires de magazines britanniques vendus en 2005)

Le Magazine	Le Tirage (exemplaires)
<i>The Economist</i>	155 371
<i>The New Statesman</i>	23 267
<i>The Spectator</i>	67 120
<i>Private Eye</i>	209 981
<i>Fortune</i>	108 603

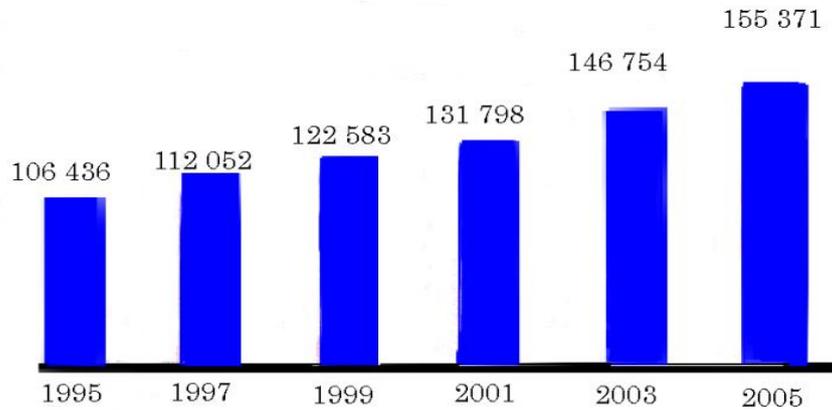
Source : Audit Bureau of Circulation du 1 janvier au 25 juin 2005

Le graphique 3 ci-après mentionne la circulation ou la diffusion de *The Economist* respectivement au Royaume-Uni et en Europe continentale. Nous observons une progression importante de 46 % des ventes en 10 ans au Royaume-Uni avec plus de 155 000 exemplaires vendus en 2005, par contre, on enregistre une augmentation assez substantielle en Europe Continentale de l'ordre de 60 % avec plus de 206 000 exemplaires vendus. Ces chiffres signalent que le marché européen est en expansion, alors que le marché britannique reste limité ; ce qui peut s'expliquer par le fait que *The Economist* est un magazine représentatif d'une élite dont le nombre restreint partage les idées que l'hebdomadaire défend, à savoir la pensée libérale économique et politique.

Graphique 3

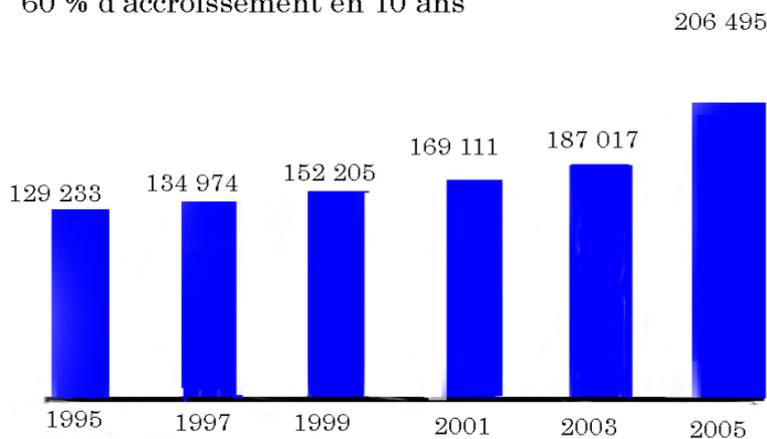
Circulation au Royaume-Uni

46 % d'accroissement en 10 ans



Circulation en Europe Continentale

60 % d'accroissement en 10 ans



Source: ABC Janvier-Juin 2005

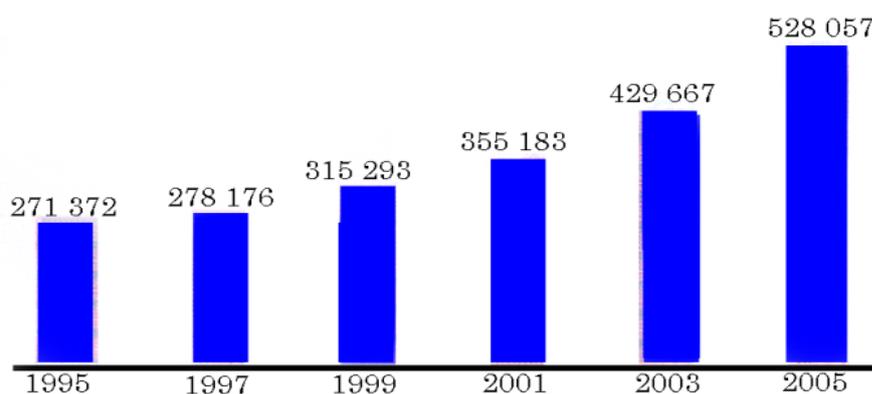
Nous constatons dans le graphique 4 ci-après que la diffusion en Europe et aux États-Unis indique que le marché américain est très prometteur ; il enregistre une progression de l'ordre de 93 % en dix ans avec plus de 528 000 exemplaires vendus, par contre le marché européen demeure le deuxième grand marché, avec une progression de

54 % de ventes avec 362 000 exemplaires. Comme tout le monde est tourné vers les États-Unis qui fascinent par leur puissance économique, leur influence culturelle, *The Economist* tend, avec enthousiasme croissant à s'occuper toujours davantage des affaires politiques et économiques de l'Oncle Sam. Ce succès du marché américain corrobore l'hypothèse que le magazine est une entreprise avant tout, et que sa réussite commerciale est capitale ; d'où le fait que le journal tient compte en priorité de ce lectorat. L'existence d'une « relation spéciale » entre deux pays qui partagent beaucoup de points communs, tels que la langue et la culture ainsi que l'existence d'affinités entre deux élites, réaffirment le succès du journal.

Graphique 4

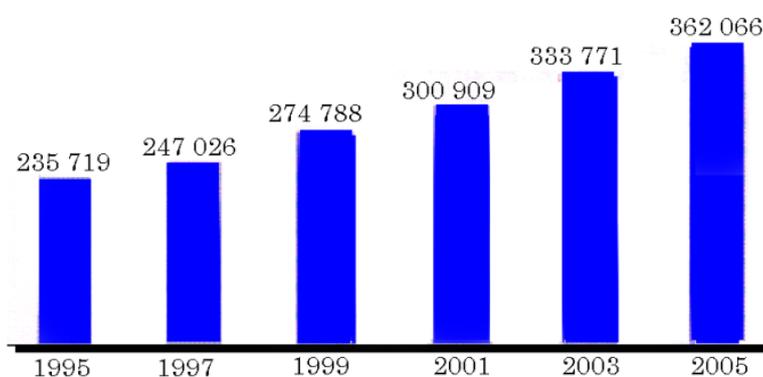
Circulation en Amérique du Nord

93 % d'accroissement en 10 ans



Circulation en Europe

54 % d'accroissement en 10 ans



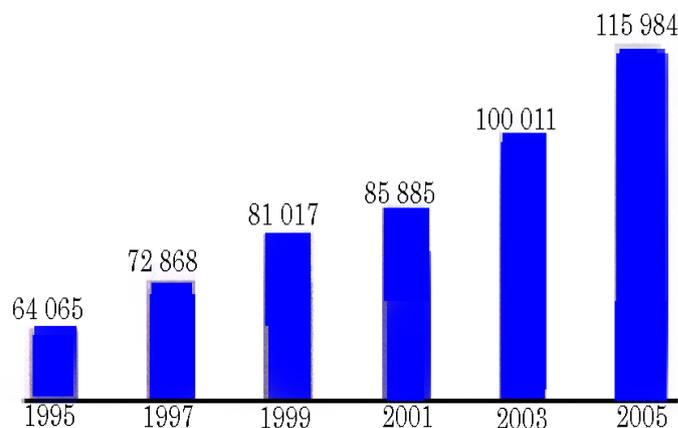
Source: ABC : Janvier- Juin 2005

Le graphique 5 qui concerne l'Asie signale que ce marché n'est pas négligeable, il enregistre une augmentation de 81 % avec près de 116 000 exemplaires vendus en 2005. C'est un marché anglophone qui ouvre de nouveaux horizons pour *The Economist* qui tient en considération les liens culturels existants entre le Royaume-Uni et le Commonwealth. Cette progression du journal à travers le monde peut s'expliquer par la contribution personnelle de la nouvelle rédaction. Dès 1993, et sous la direction de Bill Emmott, l'équipe s'efforce de s'adapter aux données des marchés. *The Economist* dépasse la seule analyse de l'économie, de la politique, il touche à toutes les activités humaines. Il publie chaque année une vingtaine d'enquêtes qui consistent à passer au peigne fin les questions politiques, économiques, technologiques, et les enjeux sociaux d'un pays ou d'une région du monde ; c'est ce qui peut susciter l'intérêt de nouveaux lecteurs sur les cinq continents du globe.

Graphique 5

Circulation en Asie et Pacifique

81 % d'accroissement en 10 ans



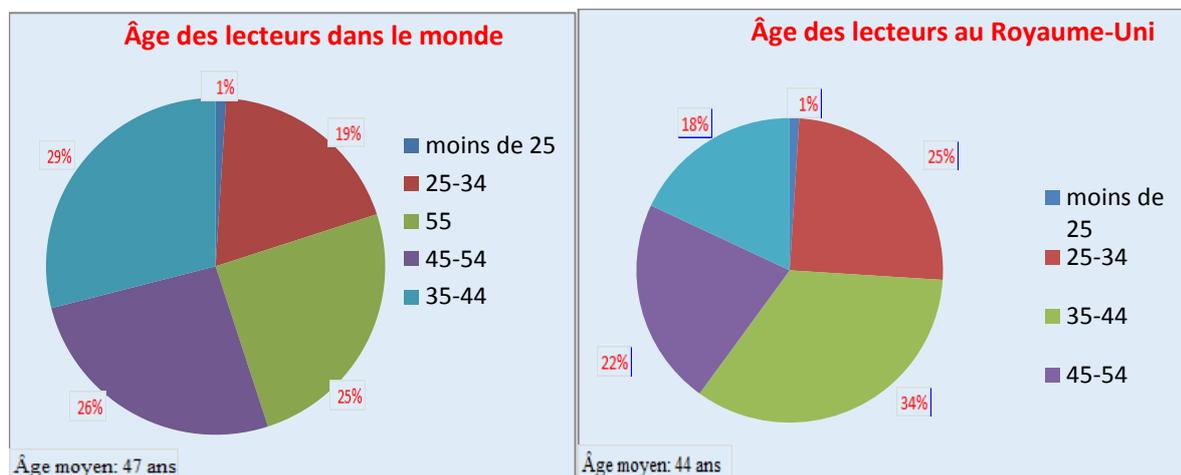
Source : ABC Janvier - Juin 2005

Ces divers graphiques nous indiquent que *The Economist* réussit à augmenter ses ventes partout dans le monde en s'adressant à une élite de gens influents, c'est-à-dire des décideurs d'opinion, des hommes politiques, des grands magnats de l'industrie, des intellectuels et des hommes de la finance, de la bourse et du monde de l'entreprise. Ces hommes s'identifient dans les idées défendues par le journal. Ils partagent en commun avec les hommes influents dans le monde les mêmes valeurs, à savoir le libéralisme

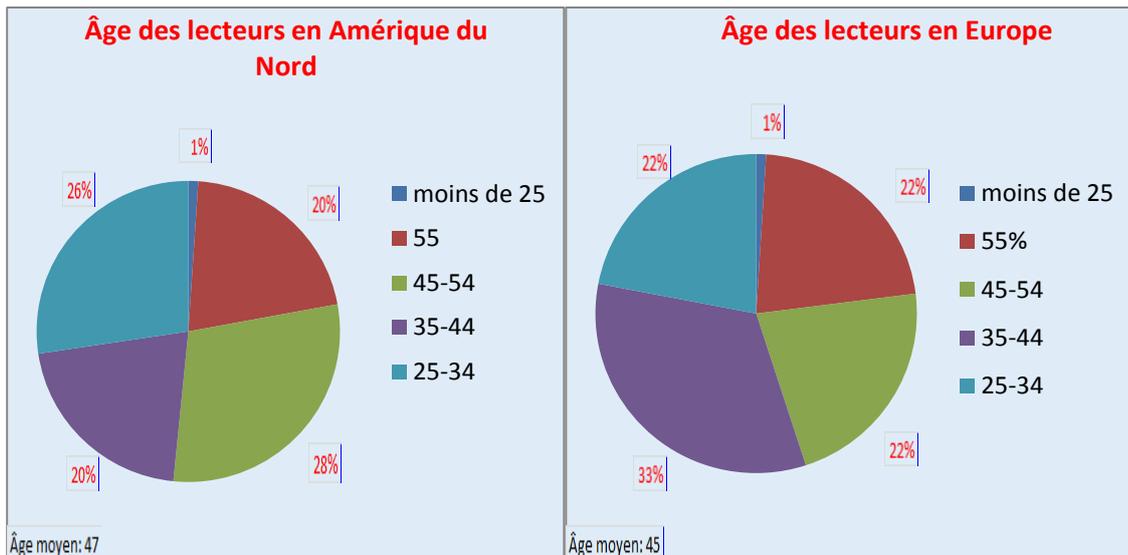
économique et politique. D'autre part, ils possèdent les mêmes visions sur ce que sont et doivent être la politique économique mondiale ou la mondialisation et les relations internationales. *The Economist* vise une élite mondiale dont l'influence ne peut guère être sous-estimée dans les prises de décision. Pour mieux percevoir cette réussite, il faudrait étudier les divers profils des lecteurs, à savoir, leur statut, leur âge et leur sexe, le temps alloué à la lecture de l'hebdomadaire. Les graphiques suivants précisent les profils des statuts des différents lecteurs. Le graphique 6 ci-après indique qu'en général la majorité des lecteurs sont des hommes, ils représentent 93 % aux États-Unis, 92 % au Royaume-Uni et 91 % en Europe et dans le reste du monde, alors que la gente féminine, ne dépasse pas les 9 % des lecteurs. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les femmes en général sont plus attirées par les magazines de mode, de santé, et du quotidien. D'autre part, les lecteurs mariés occupent une place de choix puisqu'ils représentent en moyenne 81 % alors que les lecteurs avec des enfants constituent 50 % du lectorat. Ces chiffres précisent que le profil d'un lecteur de *The Economist* est souvent un homme marié en moyenne de 45 ans.

Graphique : 6

Profil des lecteurs suivant l'âge :



Source : ABC- juin 2005

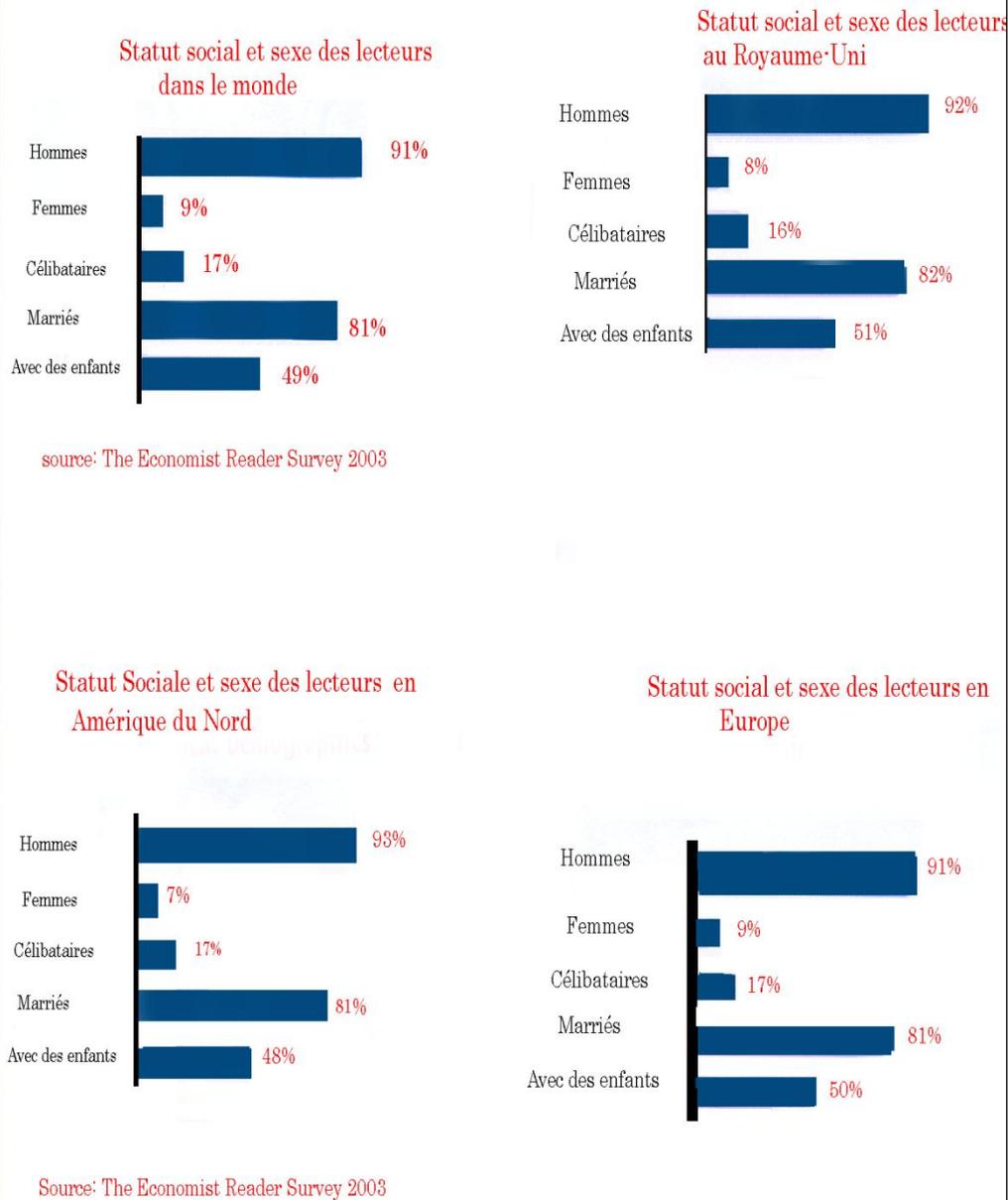


Source : ABC- juin 2005

Le même graphique 6 indique que l'âge moyen du lecteur du journal se situe entre quarante quatre et quarante sept ans partout dans le monde. Un tel résultat confirme l'idée que *The Economist* s'adresse à une clientèle de qualité occupant une responsabilité ; par contre, on observe une absence d'intérêt de la jeunesse de moins de 25 ans pour la lecture du magazine. Quant aux lecteurs de plus de 55 ans, ils représentent en moyenne 23 %, ce qui n'est pas négligeable, étant donné la concurrence d'autres magazines.

Graphique 7

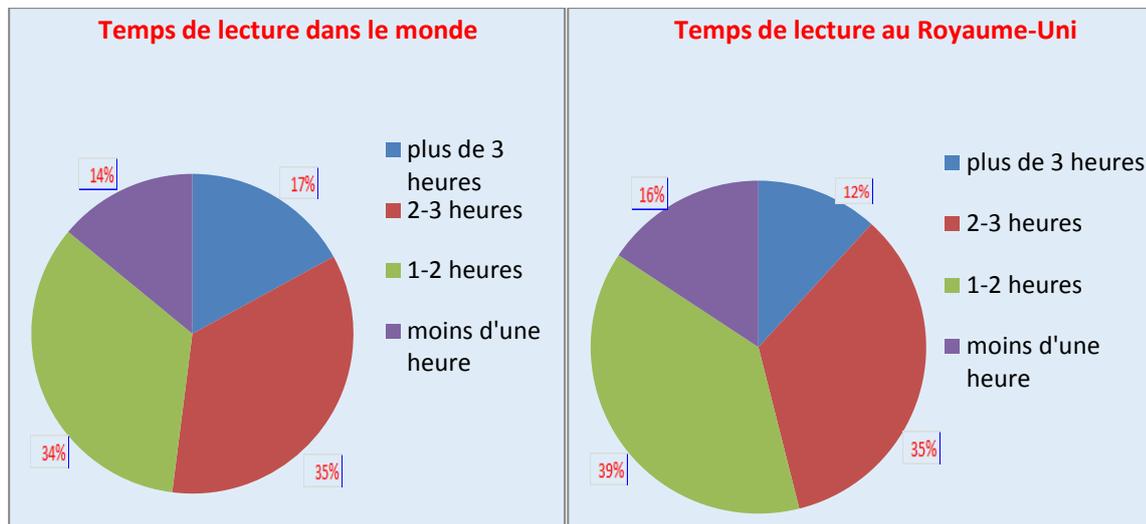
Profil des lecteurs d'après *The Economist*



Le graphique 7 montre qu'en 2003, 12 % des Britanniques et 17 % des lecteurs américains consacrent à la lecture de l'hebdomadaire plus de trois heures par semaine. Dans le reste du monde, la moyenne est entre deux à trois heures de lecture. Concernant les lecteurs américains, nous pouvons remarquer que malgré l'existence de deux grands magazines, *Time* et *Newsweek*, *The Economist* réussit à séduire ce lectorat en couvrant les préoccupations politiques, économiques et culturelles des Américains.

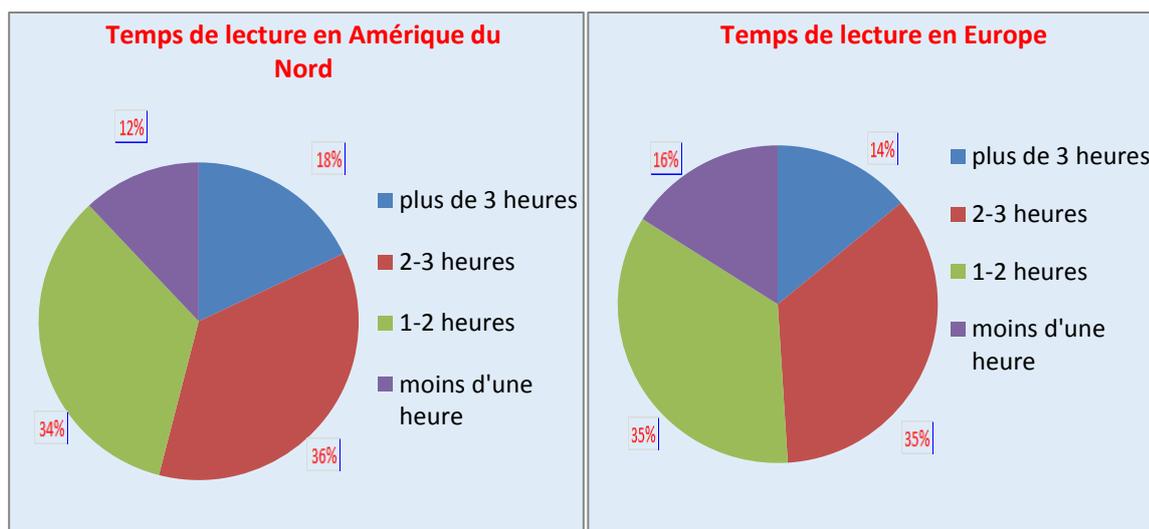
On est tenté de se poser la question si l'aspect « internationaliste » que *The Economist* prétend posséder, ne commence pas à se dissiper au profit d'un grand marché américain qui, à lui seul, représente la moitié des ventes. L'augmentation exponentielle de la diffusion de *The Economist* en Amérique du Nord a surpris John Micklethwait, qui dirige l'hebdomadaire depuis 2006 après avoir été longtemps son responsable à New York et Los Angeles : « Le sentiment récent des Américains de faire partie d'un système global a sans doute compté dans cette réussite américaine. Après le 11 septembre, le pays s'est rendu compte que le monde extérieur avait une importance auparavant insoupçonnée »⁵⁶. *The Economist* se targue de s'adresser à une clientèle de qualité, composée presque exclusivement d'hommes, de décideurs qui occupent des postes élevés au sein de leur entreprise ou de la fonction publique. La réalité du marché nous pousse à penser que la stratégie politique du journal n'est pas à l'abri de l'influence du marché, de ses attentes que l'hebdomadaire doit satisfaire. En ce qui concerne les lecteurs des cinq continents, près de 35 % lui consacrent entre 1 à 2 heures, ce qui n'est pas à négliger, vu l'abondance des revues en langue maternelle et étrangères. Ces résultats affirment la bonne réputation du magazine qui se défend bien et arrive à augmenter le nombre de ses abonnés.

Graphique 8



Source : The Economist.com advertising
Reader Survey 2003

⁵⁶ Luc Debraine - « *The Economist*, 100 % matière grise (libérale) », Mis en ligne le 27 septembre 2011. <http://www.hebdo.ch/the_economist_matiere_grise_liberale123302.htm>, consulté le 10 septembre 2011. Voir aussi l'article de Hakim Ben Hammouda, « Une nouvelle jeunesse pour *The Economist* ! ». <<http://www.hakimbenhammouda.com>>, consulté le 10 septembre 2011.



Source : Source : The Economist.com advertising -Reader Survey 2003

Ces divers profils nous aident à mieux saisir l'image et le type de lecteurs de *The Economist* qui prétend être une référence puisqu'il puise son succès médiatique à travers le monde depuis cent soixante ans. D'autre part, le magazine avance sa conception de refléter une vision globale en voyant le monde comme un tout, où les éléments politiques et économiques sont indissociables. À cet égard, le *Courrier International*⁵⁷ affirme que *The Economist* demeure une véritable institution, une sorte de « Bible » de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. L'hebdomadaire est devenu la lecture obligée du monde des affaires, au même titre que le *Financial Times* ou le *Wall Street Journal*. Le magazine est lu par l'élite mondiale, par les banquiers, les patrons des multinationales, de l'intelligentsia et évidemment par l'élite de chaque pays. Le journal possède plusieurs bureaux dans le monde⁵⁸. Les quatre éditions de *The Economist* varient selon les régions qui sont les suivantes :

- Royaume-Uni
- Europe Continentale, Irlande, Moyen-Orient, Afrique et Amérique Centrale et Amérique du Sud
- Amérique du Nord
- Asie et Pacifique

⁵⁷ *Le Courrier International*, 3 septembre 2005, 11.

⁵⁸ New York, Paris, Sao Paulo, Tokyo, Moscou, Mexico, Los Angeles, Johannesburg, Hong Kong, Édimbourg, Delhi, Bruxelles, Bonn, Berlin, Beyrouth, Pékin, Bangkok et Londres. *The Economist*, 31 juillet 1999, 5.

Les différences entre les régions, qui sont minimes, s'expliquent par le fait que *The Economist* essaie de satisfaire les intérêts de ses divers lecteurs ; c'est pour cela que la première couverture n'est pas la même dans chaque région du monde. Un lecteur américain est plus intéressé par les élections de son pays qu'un Irlandais ou un Écossais. L'ordre des priorités change mais le contenu reste le même ; cette tendance de la part de *The Economist* témoigne de l'importance de la stratégie médiatique du journal, qui tend à gagner de nouveaux clients et à satisfaire ses lecteurs partout dans le globe. On remarque une division du journal en six secteurs à savoir : Ceux de l'Europe, de la Grande-Bretagne, des affaires internationales, des États-Unis, des Amériques et de l'Asie.

Le lecteur remarque que le journal consacre en moyenne une vingtaine de pages à la partie politique, huit pages au monde des affaires, cinq pages au monde des finances et quatre pages aux sciences et techniques. Il existe également une rubrique des livres, une rubrique nécrologique (*obituary*) instaurée par Bill Emmott, qui vise à révéler aux lecteurs sous une plume lumineuse la vie de centaines d'inconnus, de chercheurs, d'auteurs, de politiciens. Cette rubrique vise à se démarquer des autres magazines en commémorant la mémoire des hommes que l'hebdomadaire estime importants par leurs actions politiques, économiques, sociales ou culturelles. On note également la présence de trois pages pour les indicateurs économiques, sans oublier la tradition de préparer un dossier (*survey*) sur un pays, concernant par exemple la Chine, ou l'Europe ou bien un thème spécifique.

Le journal est connu aussi par le courrier des lecteurs qui couvre deux pages et qui devient une institution. D'autre part, il faut signaler que *The Economist* diffère des autres magazines par la présence de rubriques qui portent le nom d'éminentes personnalités telles que Walter Bagehot, expert du droit constitutionnel anglais et l'un des grands rédacteurs du magazine. Comme nous l'avons expliqué précédemment, le journal donne le nom de Bagehot à la rubrique qui s'occupe des affaires politiques, parlementaires et constitutionnelles britanniques. Le nom de Charlemagne s'occupe des affaires européennes. Lexington rappelle symboliquement le nom de la bataille perdue par les Anglais lors de la guerre d'indépendance américaine ; elle traite les affaires des États-Unis. Une autre rubrique, Buttonwood, s'occupe du monde des finances.

Ces divers noms évoquent l'histoire et une fidélité de la part de *The Economist* qui respecte la mémoire de Bagehot, de l'empereur Charlemagne et de l'histoire américaine. En ce qui concerne le style du journal, la rédaction maintient la tradition depuis sa fondation en 1843 à savoir :

The Economist croit à la simplicité du langage. Notre fameux rédacteur du dix-neuvième siècle, Walter Bagehot essayait d'être direct, en utilisant un style de conversation simple [...]. C'est ce style du journal qui demeure aujourd'hui⁵⁹.

En ce qui concerne les finances et la gestion du journal, nous remarquons que *The Economist* est une propriété entre les mains de groupes puissants qui gèrent son capital, dont le *Financial Times* (groupe Pearson)⁶⁰ possède la moitié, l'autre moitié appartenant à des actionnaires privés. En 2002, le chiffre d'affaires du groupe était de 227 millions de livres⁶¹. D'autre part, *The Economist*, qui enregistre des succès de ventes et une prestigieuse renommée, ne peut se passer des publicités. L'équipe de la rédaction perçoit que la publicité joue un rôle important et cible un lectorat possédant un pouvoir d'achat supérieur à la moyenne ; c'est pour cette raison que le magazine opte pour les produits haut de gamme et de luxe.

The Economist présente des annonces en couleur de grandes marques, des offres d'emploi au Royaume-Uni et en Europe, des offres immobilières, des stages, ou des cours de langues étrangères. Le lecteur occasionnel du magazine peut être frappé par la qualité des produits, qui manifestement sont destinés à une classe aisée. Dans la page suivante, les tableaux 4 et 5 soulignent la politique de *The Economist* en matière de publicité par le nombre de pages et par ses dépenses publicitaires. Le tableau 4 ci-après indique le nombre de pages de publicité dans *The Economist* entre 1999 et 2004, ainsi que dans deux autres magazines, *Time* et *Newsweek*. Nous constatons l'importance de la publicité

⁵⁹ *The Economist*, 5 octobre, 2006, voir le site <<http://www.votor.com/wiki/fr/>>, consulté le 20 septembre 2005 : Le journal signale : « *The Economist believes in plain language. Walter Bagehot our most famous 19th century editor, tried to be a conversationalist, to put things in the most direct way. [...] that remains the style of the paper today* ».

⁶⁰ Pearson est un groupe de communication mondial dont les activités s'exercent dans l'édition et la formation, il est le leader mondial dans le domaine des livres de formation scolaire et universitaire. C'est lui qui s'occupe de la publication et de la distribution du *Financial Times* ainsi que de la gestion de son site internet, FT.com. Pearson possède une part du groupe *The Economist*, ainsi que *Les Échos*, il possède également le groupe Penguin. Selon le *Figaro* publié le 1 août 2006, Pearson a révélé avoir dépensé 400 millions d'euros en acquisitions ; le groupe a notamment acheté la maison italienne scolaire Paravia Bruno Mondadori et l'unité d'Apple Computer Powerschool.

⁶¹ *The Economist*, *op. cit.*, 3.

qui occupe plus de place, bien que *The Economist* ait diminué le nombre de ses pages depuis l'année 2000, pour passer de 3250 pages à 2198 en 2004 ; cette politique publicitaire contribue à l'équilibre budgétaire.

Tableau 4 : Nombre de pages de publicité (1999 à 2004)⁶²

Année	<i>Time</i>	<i>Newsweek</i>	<i>The Economist</i>
1999	3138	2599	3189
2000	2999	2415	3250
2001	2398	1845	2585
2002	2350	1979	2307
2003	2368	2088	2143
2004	2612	2231	2198

Source : *The State of the News Media Publisher's Information Bureau*, annual reports, 2004

Le tableau 5 présente le montant en dollars des publicités enregistrées depuis l'année 1999 jusqu'à 2004 des trois magazines choisis. On remarque que *The Economist* demeure loin derrière *Newsweek* et surtout *Time* dans ses chiffres d'affaires des recettes publicitaires avec un montant qui dépasse à peine les 65000 dollars en 2004. Ces recettes restent stables de 1999 à 2004 et sont relativement faibles par rapport à celles des autres magazines ; malgré ce fait *The Economist* progresse dans ses ventes.

Tableau 5

Les dépenses publicitaires de 1999 à 2004 (en dollars)

Année	<i>Time</i>	<i>Newsweek</i>	<i>The Economist</i>
1999	658393	437906	63276
2000	661094	439551	69413
2001	557622	338674	61276
2002	568993	389328	58588
2003	601701	445425	54627
2004	700069	510956	65117

Source : *The State of the News Media Publisher's Information Bureau*, annual reports, 2004

D'après ces tableaux, on peut conclure que *The Economist* opte souvent pour la qualité dans sa politique médiatique, que ce soit pour ses lecteurs ou pour la publicité.

⁶² Source : *The State of the News Media Publisher's Information Bureau*, annual reports, 2004. <<http://stateofthemedias.org/2004/magazines-intro/charts-tables/>>, consulté le 5 janvier 2002.

La rédaction vise une clientèle aisée de par le monde, qui malgré son nombre limité devant la masse, réussit à influencer dans la prise de décision des affaires politiques, économiques et culturelles. Le journal choisit la publicité des grandes marques que l'on trouve dans toute revue comparable : les entreprises financières, les lignes aériennes, les horlogers, les bijoutiers. Ce choix s'explique par le fait que le lecteur du magazine est souvent considéré comme une personne possédant un pouvoir d'achat élevé, et ayant un penchant pour les produits de luxe. Comme le montre le magazine *Jeune Afrique*⁶³ le lecteur du journal est un personnage riche, fidèle et influent ; il est diplômé, dispose d'un revenu annuel entre 50,000 et 100,000 euros, par conséquent il représente une aubaine pour les publicitaires. Le pragmatisme de *The Economist* assure le succès de la revue et lui procure une identité spécifique qui vraisemblablement n'a pas d'équivalent. L'hebdomadaire admet qu'il se considère comme étant situé à l'extrême centre⁶⁴ et se définit lui-même comme proche des radicaux, voyant dans « l'extrême centre » sa position historique. Sur le spectre politique britannique, cette position se situe entre les conservateurs et les travaillistes. Pour les détracteurs du journal, il est considéré comme un journal radical de droite⁶⁵.

Ce qui nous conduit à être prudent et à essayer de voir les choses d'un angle objectif en abordant un magazine de l'étoffe de *The Economist*. Certes, cette identité est unique pour le journal mais il faudrait aussi essayer de dégager les spécificités de l'hebdomadaire et son influence. L'une des spécificités de *The Economist* qu'il excelle à répandre depuis sa création en 1843 est d'être le défenseur du principe du marché libre et de la non intervention de l'État dans les affaires commerciales. L'histoire du journal est associée à celle du développement de la presse financière au Royaume-Uni pendant une période difficile de l'époque victorienne, dominée par les agitations sociales et les difficultés économiques. *The Economist* n'a pas d'équivalent dans l'histoire de la presse britannique, c'est pour cette raison qu'on parle souvent d'une institution qui reste fidèle à ses principes de libéralisme. L'efficacité des lois du marché s'impose comme le pilier des principes que le journal se targue de défendre.

⁶³ *Jeune Afrique*, « The Economist » : *Les secrets d'une réussite*, 24 juillet 2005, 45.

⁶⁴ « *The extreme centre is the paper's historical position* ».

Voir le site < www.aboutTheEconomist.com >, consulté le 20 octobre 2006.

⁶⁵ Cité dans *The Independent on Sunday*, 26 février 2006, 14.

L'historien Guttenplan⁶⁶ affirme cette réalité quand il admet que le journal se caractérise par sa condamnation de l'ingérence de l'État pour dérégler l'industrie. Il admet que le libéralisme du journal garantit la liberté individuelle et le bien-être d'une société sans conflits. Guttenplan affirme que le magazine proscrit l'interventionnisme étatique dans les domaines économiques et financiers, et assume le rôle d'idéologue ou de fabricant d'opinions voire de convictions. L'hebdomadaire admet que la libre circulation des échanges contribue à favoriser la prospérité nationale et internationale. Ces idées ou cet idéal de *The Economist* représente la « colonne vertébrale » et le crédo du magazine.

Sur un autre plan, l'hebdomadaire se caractérise par l'anonymat de ses articles qui ne sont pas signés. Les journalistes n'apposent pas leurs noms sur leurs articles, la signature du magazine est commune ; *The Economist* vise à ce que la voix et la personnalité collective importent plus que l'identité individuelle. L'hebdomadaire explique le rôle et l'importance de l'anonymat : « Par la vertu de l'anonymat, l'éditeur n'est pas maître mais le serviteur de quelque chose qui lui est supérieur... »⁶⁷. Cette façon de justifier l'absence de signature ne nous paraît pas convaincante, puisqu'on le veuille ou non, les journalistes ne vont pas renoncer pas à la notoriété. On peut penser à l'hypothèse suivante, l'anonymat garantit une opinion unanime malgré les divers avis qui puissent apparaître, mais si les journalistes, tels que ceux de *The Economist*, sont bien rémunérés, il est fort probable qu'ils accepteront cet anonymat. Cette dernière hypothèse, qui nous paraît plus plausible, est proposée par le journal *Libération*⁶⁸:

Les journalistes acceptent de troquer leur anonymat, particularité du magazine dans lequel les articles ne sont jamais signés, pour de confortables salaires dépassant les 150.000 euros par an.

Nous pensons que, par le biais du pseudonyme, les lecteurs peuvent s'attacher à une plume régulière d'un journal, sans pour autant lier leur jugement à la notoriété

⁶⁶ David Guttenplan, « The Americanization of The Economist », in *Columbia journalism Review*, vol. 32, n° 1, 1993, 55.

« The two dominant beliefs of the liberal philosophy are comparatively easy to identify. The first is freedom-the belief that it is not just and wise but also profitable in politics and in economics to let people do what they want to do. The second is the principle of the common interest-that is, that human societies need not be an arena of conflict, but that it can be in association for the welfare of all. Nearly all else in the beliefs of *The Economist* of hundred years ago is merely incidental to these two grand principles ».

⁶⁷ « Anonymity keeps the editor not the master but the servant of something far greater than himself ... ». Voir le site <www.Economist.com>, consulté le 6 septembre 2005.

⁶⁸ *Libération*, 9 mars 2006. Cité dans <www.Libération.fr>, consulté le 10 avril 2008.

publique de la personne. La confiance que l'on accorde à un journal se fonde sur le contenu de ses articles, non sur la réputation des noms au bas de ces articles. C'est la tonalité globale qui fait le sérieux d'un journal, non la signature d'un article. Une autre hypothèse avance que l'anonymat vise à empêcher les journalistes d'être en conflit en cas de différence de points de vue ou d'être poignardés dans le dos⁶⁹, par conséquent écrire d'une seule voix est en soi une garantie pour toute l'équipe d'un journal. Parlant de *The Economist*, *Le Monde*⁷⁰ explique l'importance de l'anonymat :

En cette période narcissique, être différent est un atout. L'absence de signature rend le magazine cohérent, constant dans le style et évite d'être associé à des points de vue partisans de chroniqueurs particuliers.

C'est pour cette raison que le rôle du rédacteur demeure très important, voire incontournable puisqu'il tranche dans le choix des divers articles de son journal. À cet égard, le rédacteur en chef Emmott (1993-2006) affirme que l'anonymat permet aux journalistes de se soucier du magazine plutôt que de leurs ambitions⁷¹. Cette réponse de la part de Bill Emmott ne nous paraît pas convaincante, elle est floue et peu crédible car personne n'ignore le fait que tout journaliste aspire à une gloire ou à une certaine richesse. L'inexistence de l'une ou l'autre réfute les propos de Bill Emmott et renforce vraisemblablement l'idée que l'anonymat vise à incarner une cohésion et une union de l'équipe rédactionnelle ; néanmoins, on peut admettre aussi que le magazine l'utilise pour faire face aux critiques. L'anonymat du magazine est une arme à double tranchant, chacun l'utilise pour défendre ses intérêts. Si d'autres journaux de qualité réussissent bien dans le marché en refusant l'anonymat de leurs journalistes, et si *The Economist* jouit d'un grand prestige, alors pourquoi changer ce qui marche depuis plus d'un siècle et demi. Cet argument tient mais n'est pas suffisant ; le lecteur occasionnel peut apprécier cet anonymat, quant au lecteur averti, il aborde les questions avec prudence.

⁶⁹ *The Observer*, 26 février 2006, 12. « *Journalist's anonymity suggests to outsiders a coherent single-minded group. There is no back stabbing* ». *The Observer* explique que l'anonymat contribue à l'apparition d'une voix unifiée et écarte tout règlement de compte entre les journalistes dans leurs analyses des problèmes.

⁷⁰ *Le Monde*, 14 février 2001, 28.

⁷¹ Bill Emmott, in *About our History*, du site <www.Economist.com>.

Consulté le 6 septembre 2005. Emmott lie le succès du magazine au succès du journaliste, c'est cette qualité qu'il défend. « *With bylines, you worry more about your own story with no bylines, you worry more about the whole paper because your reputation depends on the reputation of the whole paper* ».

Le lecteur, qui est aussi anonyme, et qui trouve une assurance dans son magazine n'accorde aucun intérêt à l'importance de l'anonymat des articles tant qu'il est satisfait de son journal. *The Economist*, qui défend l'anonymat, se targue également d'être un journal indépendant. Nombreux sont les journaux qui ne cessent d'afficher leur indépendance et qui se réclament être les seuls détenteurs de la vérité. Tout d'abord, essayons de comprendre ce que nous entendons par indépendance. Cette qualité se résume dans la thèse de l'existence d'une liberté totale ou absolue dans le choix, la défense des idées, l'analyse des faits et la présentation du message médiatique aux lecteurs. Le journaliste peut prétendre qu'il n'a de compte à rendre à personne, il écrit ce qu'il estime être vrai sans se soucier d'une pression politique, morale, physique ou d'une influence possible.

Être indépendant signifie écrire sans contrainte et assumer le rôle de journaliste sans dépendre de personne. Nous pensons qu'il est utopique d'admettre qu'un journal bénéficie d'une indépendance, puisque communiquer des faits, qu'ils soient politiques, économiques ou culturels, puis les analyser et les présenter aux lecteurs relève d'un effort personnel qui peut apparaître subjectif car le journaliste, ou bien le journal, vise un objectif qui est de montrer la véracité de son choix, de son raisonnement et de son analyse. Les idées et les analyses des journalistes convergent ou divergent avec celles des autres mais finalement finissent par être choisies et cautionnées par le rédacteur qui doit décider. Certes, l'honnêteté intellectuelle suit son cours mais il y aura nécessairement une ligne à garder, une limite à ne pas dépasser et une position à défendre. Qu'en-est-il de *The Economist* ? Le magazine se targue d'être indépendant en rappelant le fait qu'il est une entreprise financée par le groupe Pearson qui possède plus de 49 % des actionnaires. L'existence d'une parité empêche la domination d'un groupe sur les autres au cours des prises de décisions. L'hebdomadaire assure que les décisions sont prises par un conseil d'administration qui a le droit de regard et de veto sur les nominations du rédacteur ou sur son départ.

Bien que cela paraisse crédible, nous pensons que les propriétaires peuvent user de leur influence s'ils jugent un dérapage ou une dérive de la part de la rédaction. Il n'y a aucune raison pour que le conseil d'administration nomme un rédacteur en chef qui mettrait en contradiction ses idées avec les valeurs de *The Economist*. Ceci nous conduit à estimer que l'indépendance est utopique même si la volonté et la motivation de l'atteindre animent le journal. *The Economist* s'efforce d'expliquer et de prétendre bénéficier de cette indépendance⁷² :

À cause de la précision de ses écritures incisives et du manque d'esprit partisan [...] l'indépendance éditoriale est au cœur de *The Economist*.

Dans cet esprit, Rupert Pennant-Rea admet : « On ne doit rien à Murdoch ou Maxwell, nous écrivons ce que nous pensons »⁷³. Pennant-Rea défend son point de vue et son institution et prétend bénéficier d'une indépendance, ce qui en fait relève d'un mythe plus que d'une réalité. *The Economist* vante son indépendance vis-à-vis des grands magnats de la presse dont l'influence est incontournable. Murdoch, par exemple, possède un empire médiatique puissant que les politiciens et les journalistes ne peuvent sous-estimer. L'argent n'est pas seulement le nerf de la guerre, il peut contribuer également à acquérir un pouvoir médiatique non moins important que la politique. Nous pouvons éventuellement admettre que *The Economist* ne dépend ni de Murdoch ni de Maxwell.

Ces hommes peuvent avoir une influence considérable sur l'opinion publique ou sur les mentalités partout dans le monde ; cependant, il est difficile d'accepter l'hypothèse que le magazine est indépendant car toute activité humaine demeure subjective. Si nous réfléchissons, en effet, aux liens qui soudent les médias entre eux, nous voyons que ceux-ci peuvent passer sous silence leur assujettissement aux puissances financières et industrielles qui subordonnent la presse et les autres moyens de communication à des critères de rentabilité, de profit, incompatibles avec une information de qualité.

⁷² « For the accuracy of its incisive writing and lack of partisanship [...], editorial independence is at the heart of *The Economist* », *What is The Economist ?* Brochure promotionnelle, Media Information File, Advertising Department, *The Economist*, 1999. L'hebdomadaire avance l'idée que l'indépendance symbolise le succès du journal et la qualité de ses articles, ce qui est en outre la clé de la réussite.

⁷³ Rupert Pennant-Rea, *The Economist*, 23 novembre 1990, 12.

The Economist ainsi que les grands médias sont des entreprises et toute entreprise vise à gagner toujours plus d'audience, d'augmenter les tirages, de vendre et donc de séduire de nouveaux clients et de satisfaire les actionnaires. Les médias véhiculent une pensée de marché, les intérêts du propriétaire étant censés coïncider avec ceux de l'information ; les sujets sont choisis en fonction de la demande des consommateurs et de leurs préoccupations. Notre présentation de l'identité du journal nous conduit à ne pas négliger que *The Economist* s'adresse surtout à une élite, dont le pouvoir et l'influence ne peuvent être sous-estimés.

3) Journal de l'élite

Harold Lasswell admet que l'élite⁷⁴ représente les détenteurs « potentiels » du pouvoir, c'est-à-dire les individus ou les groupes ayant suffisamment de savoir, d'expérience ou de prestige pour pouvoir influencer les conceptions politiques de parties importantes de la société tout en étant privés, pendant une période donnée, des possibilités d'exercer une telle influence. Charles Wright Mills⁷⁵ donne au terme élite un sens moralement neutre, ce sont simplement ceux qui détiennent le pouvoir dans la société, sans égard à leurs qualités ou leurs vertus. Il s'abstient aussi de prendre position au départ sur la cohésion des élites économiques, politiques, militaires et autres, dont l'ensemble constitue ce qu'il appelle « *the power elite* », l'élite des puissants. Selon Mills, il y a une seule élite, qui présente la particularité de contrôler les trois institutions qui dominent l'État et la société : le politique, le militaire et l'économique. Le terme élite est un terme qui sert à délimiter les champs de compétences des structures et individus sociaux. L'élite est aussi un homme ou une femme qui détient du pouvoir et surtout les hauts postes de commandement par le biais des institutions. C'est cette élite qui prend toutes les décisions vitales (des questions les plus importantes) de ce monde, même si cette élite elle-même nie toute responsabilité personnelle. Les membres d'une élite de pouvoir partagent en effet une vision commune du monde dans le cadre politique. Ils se considèrent comme une classe à part et hautement supérieure au reste de la société. L'élite du pouvoir est composée d'hommes qui ont la capacité d'intervenir dans la société ordinaire. Ces hommes commandent les hiérarchies et les institutions centrales de l'État. Ils administrent les grandes compagnies, font marcher la machine de l'État et défendent ses prérogatives. Ils dirigent l'appareil militaire et détiennent les postes stratégiques de la structure sociale. Ils possèdent les moyens efficaces d'exercer le pouvoir et de devenir riches et célèbres. François-Charles Mougel, dans ses travaux⁷⁶ sur l'histoire des élites britanniques et des élites européennes du XVIIe siècle à nos jours, considère que l'élite est un groupe cohérent dans son organisation, son recrutement, sa socialisation, le plus souvent à la tête d'un groupe social plus vaste qui lui sert d'assise, exerçant un pouvoir et des responsabilités dans une société donnée.

⁷⁴ Harold Lasswell, Daniel Lerner & Easton Rothwell, *The Comparative Study of Elites*, Stanford University Press, 1952, 13.

⁷⁵ Charles Wright Mills, *The Power Elite*, New York : Oxford University Press, 1956.

⁷⁶ François-Charles Mougel, *Élites et système de pouvoir en Grande-Bretagne, 1945-1987*, Institut d'études politiques, 1990, 35.

Ces élites sont minoritaires, elles sont en lien avec le pouvoir mais il ne faut pas pour autant les borner à un groupe social qui possède le pouvoir. Noam Chomsky et Edward Herman⁷⁷ soulignent que les élites économiques et politiques participent plus ou moins consciemment à la mise en place d'une propagande idéologique destinée à servir leurs intérêts. Chomsky et Herman sont convaincus que les médias sont utilisés pour créer un soutien aux intérêts de l'État et des élites économiques. Ce soutien est rendu possible parce que les médias appliquent un modèle de propagande. Chomsky est très critique de la politique étrangère américaine, de sa conduite et de la manière dont elle est rapportée par les médias ; il admet⁷⁸ que la vraie nature du rôle des États-Unis dans le monde est déformée et cachée au peuple américain par la collusion de l'élite des médias, propriété du secteur privé, et des représentants du gouvernement fédéral. Ces derniers protègent les intérêts du secteur des affaires pour se faire réélire ou garder leurs emplois dans l'administration. Nous admettons le poids des élites, néanmoins nous ne pouvons pas affirmer que l'influence des médias sur la formation de l'opinion publique est directe. L'utilisation de la presse, lors de la Première Guerre mondiale, puis de la radio, lors de la Deuxième Guerre mondiale, ont soulevé de fortes appréhensions sur la capacité des médias d'influencer de manière directe et immédiate les comportements, les convictions et les opinions. Comme nous l'avons vu précédemment⁷⁹, Serge Tchakotine et Gustave le Bon ont exposé la capacité des médias de masse à influencer de façon directe et immédiate les opinions et le comportement des individus. Selon eux, le comportement des humains répond aux stimuli informationnels. Il suffirait donc d'injecter une bonne dose d'information, de communication ou de propagande pour obtenir l'effet recherché par le locuteur. Paul Lazarsfeld aux États-Unis, et Jean Cazeneuve en Europe démontrent⁸⁰ que la classe sociale, l'appartenance géographique et la religion constituent des facteurs structurant la façon dont un message médiatique est reçu. Mieux encore, l'influence des médias n'est réelle que si le discours en est repris et validé par des leaders d'opinion. Autrement dit, c'est moins parce nous avons entendu quelque chose à la radio ou vu quelque chose à la télévision que nous pouvons être influencés par ce message, mais plutôt parce qu'il est repris par des personnes en qui nous avons confiance.

⁷⁷ Noam Chomsky & Edward Herman, *op. cit.*, 28.

⁷⁸ Cité par Robert F. Barsky, *Noam Chomsky, une voix discordante*, Ed. Odile Jacob, Paris : 1998, 18.

⁷⁹ Voir Serge Tchakotine, *op. cit.*, 45 et Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, *op. cit.*, 32.

⁸⁰ Paul Lazarsfeld, Bernard Berelson & Hazel Gaudet, *The People's Choice*, New York : Columbia University Press, 1948, 15.

Éric Maigret⁸¹ résume ces développements importants des connaissances des sciences humaines et sociales sur les effets des médias : « Les effets des médias sont indirects et limités, filtrés par les capacités cognitives des individus, diffusés horizontalement, à l'intérieur des réseaux, et non verticalement, de l'émetteur vers le récepteur ». Les études menées⁸² sur l'influence des médias ont plutôt cherché à comprendre les conséquences, sur la socialisation et le contrôle social, de leur action. À cet égard, Danielle Charron souligne : « En fait, les médias n'exercent pas vraiment de contrôle social. Toutefois, ils constituent⁸³ un instrument de visibilité très efficace pour ceux qui détiennent le pouvoir, en se faisant le véhicule de leurs définitions et de leurs interprétations des événements. En somme ils leur facilitent la tâche ». Noëlle-Neumann⁸⁴ soulève le problème de l'influence contraignante des médias sur l'opinion. Les médias ne reflètent pas la totalité des opinions présentes dans le public, mais seulement les opinions majoritaires et légitimes.

Face à ce phénomène, ceux qui sont minoritaires préfèrent se taire. Ils renforcent ainsi l'opinion majoritaire ; ce silence aggrave l'impression factice d'un consensus et tend, pour finir, à la suppression de toute opinion minoritaire. Le principe fondateur de sa théorie est que les personnes, redoutant en principe l'isolement social, expriment des opinions qu'elles considèrent comme admises par la majorité. En même temps, elles censurent celles qu'elles sentent impopulaires, renforçant l'opinion de la majorité au détriment de celle de la minorité, créant ainsi une « spirale du silence ». L'influence⁸⁵ potentielle des médias de masse à l'égard des opinions individuelles n'est pas aussi évidente et il est difficile de déterminer leur responsabilité dans leur capacité à forger les opinions, néanmoins nous pouvons admettre que les médias renforcent les prédispositions et les décisions prises. Si nous prenons l'exemple du magazine, nous estimons que sa réputation est bien solide, néanmoins nous sommes obligés de se demander si le magazine possède une certaine influence.

⁸¹ Éric Maigret, *Sociologie de la communication et des médias*, Paris : Éditions Armand Colin, 2003, 80.

⁸² Cité par Richard E. Langelier, *Lex Electronica*, vol. 11, n° 1, 5. (Printemps 2006), <<http://www.lex-electronica.org/articles/v11-1/langelier.htm>>, consulté le 5 décembre 2010.

⁸³ Danielle Charron, *op. cit.*, 35. Voir Anne-Marie Gingras et Manon Tremblay, « Les médias, l'opinion publique et le Parlement » dans Manon Tremblay et Marcel R. Pelletier (Dir.), *Le système parlementaire canadien*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 92-95. Patrick Champagne, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, coll. Le sens commun, Paris : Les Éditions de minuit, 1990.

⁸⁴ Elisabeth Noëlle-Neumann, « La spirale du silence », in *Hermès* n°4, 18-189, éditions du CNRS, 1989.

⁸⁵ Richard E. Langelier, *op. cit.*, 6.

À l'instar des journaux de qualité, *The Economist* bénéficie d'une solide notoriété partout dans le monde. *The Times* de Londres souligne : « Bien que *The Economist* ne soit plus considéré par son influence sur l'opinion au Royaume-Uni, on le trouve encore sur tous les bureaux importants à Washington »⁸⁶. Les journalistes⁸⁷ contribuent à façonner l'arrière-plan à partir duquel les événements et les discours qui parsèment l'actualité sont appréhendés par le public, et donc à orienter son jugement, sans pourtant qu'il lui soit enjoint explicitement d'adopter un comportement ou une opinion. D'autre part, les médias sont prompts à reprendre et à amplifier les stéréotypes qui circulent à propos de certains groupes, en particulier les stéréotypes négatifs. Leur mise à l'index médiatique peut renforcer l'assentiment du public aux normes sociales dominantes, que l'on présente comme étant en danger. Les médias produisent aussi un effet symbolique puissant quand ils reprennent et légitiment des représentations discriminantes de la délinquance.

Affirmer que les médias contribuent à « construire la réalité », c'est donc adopter une conception de l'influence beaucoup plus extensive et plus diffuse. Si les médias exercent une influence, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont capables d'injecter des idées dans l'esprit des gens, mais c'est aussi et surtout parce qu'ils façonnent un univers idéologique dans lequel les comportements et les opinions sont valorisés ou stigmatisés, les interprétations du réel sont considérées comme « de bon sens » ou comme « absurdes ». Le journal est souvent consulté pour les sujets d'actualité, il est lu par une élite dont l'influence ne peut être négligée ; cependant il est difficile de prouver cette influence⁸⁸ directement. Comme le *Financial Times* (fondée en 1888), *The Economist* réussit à affirmer ses idées au cours des dernières décades où le flux des échanges et la globalisation commencent à se répandre dans le monde. L'hebdomadaire présente les bienfaits de la diffusion des flots du capitalisme moderne et annonce qu'il est respecté par les hommes influents de la *City* de Londres dont il est très proche, ainsi que par ceux qui occupent les sommets de l'État.

⁸⁶ *The Times*, 14 décembre 1985.

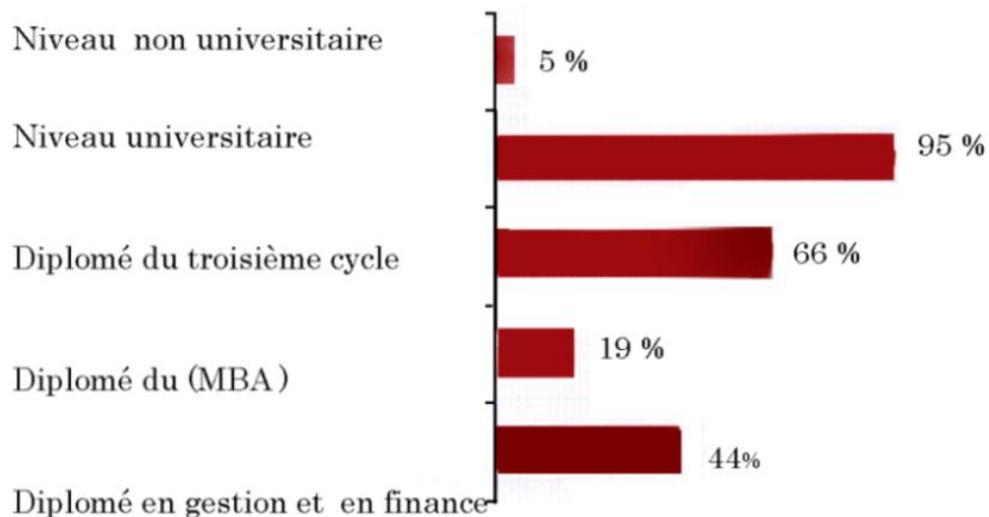
⁸⁷ Grégory Derville, *Le pouvoir des médias, mythes et réalités*, Presses universitaires de Grenoble, 1997, 34.

⁸⁸ Voir Brian McNair, *News and Journalism in the United Kingdom*, Londres : Routledge, 1996, 16.

Plusieurs graphiques nous aident à mieux comprendre cette influence (voir pages suivantes) et nous donnent une idée du rôle de ce magazine. Le graphique 9 ci-après indique que presque 95 % des lecteurs de *The Economist* possèdent un niveau universitaire, 66 % ayant entamé un troisième cycle dans leurs études, et 44 % des lecteurs ont une formation supérieure en finances et en gestion. D'autre part, seulement 5 % des lecteurs n'ont pas un niveau universitaire, ce qui souligne bien que c'est un journal lu par une minorité appartenant à un lectorat « huppé » ayant une certaine influence relative sur les décisions économiques, politiques et culturelles.

Graphique 9

Niveau d'éducation des lecteurs de *The Economist* en pourcentage %



Source : ABC (Audit Bureau of Circulation, juin 2005)

Le graphique suivant met en relief l'influence des opinions des personnes occupant des fonctions assez importantes dans le monde des affaires, ou proches du gouvernement.

Graphique 10

Lecteurs de The Economist Leaders d'opinions dans le monde ayant une influence dans leurs fonctions depuis une année



Source: The Economist .com Advertising
Reader Survey 2003

Nous constatons que plus de 55 % des lecteurs partout dans le monde exercent une influence par leurs opinions. D'autre part, on remarque que plus de 25 % des lecteurs sont familiers de la communication, des interviews ainsi que de la publication, ce qui révèle leur poids dans la prise des décisions. Dans le monde des affaires, plus de 25 % des lecteurs de *The Economist* représentent des sociétés, alors que près de 14 % sont des conseillers de gouvernement dans le monde et responsables de divers services étatiques. Le graphique 11 ci-après souligne une influence probable non prouvée, qu'exercent les lecteurs du magazine en Amérique du nord et au Royaume-Uni. Plus de 55 % des lecteurs sont influents par leurs opinions, plus de 13 % sont proches du gouvernement, et plus de 30 % sont des personnes habituées à donner des conférences. L'existence d'un dénominateur commun entre les divers lecteurs de par le monde, reflète que *The Economist* demeure un hebdomadaire qui jouit d'une bonne réputation malgré la concurrence de *The Financial Times*, *Newsweek* ou *Time* magazine ainsi que d'autres journaux. Nous constatons aussi que l'hebdomadaire réussit à attirer des hommes et des femmes influents dans le monde tels que les décideurs d'opinion, les hommes d'entreprises, les conseillers du gouvernement et les habitués de la communication.

Lecteurs de The Economist

Leaders d'opinion en Europe ayant une influence dans leurs fonctions depuis une année

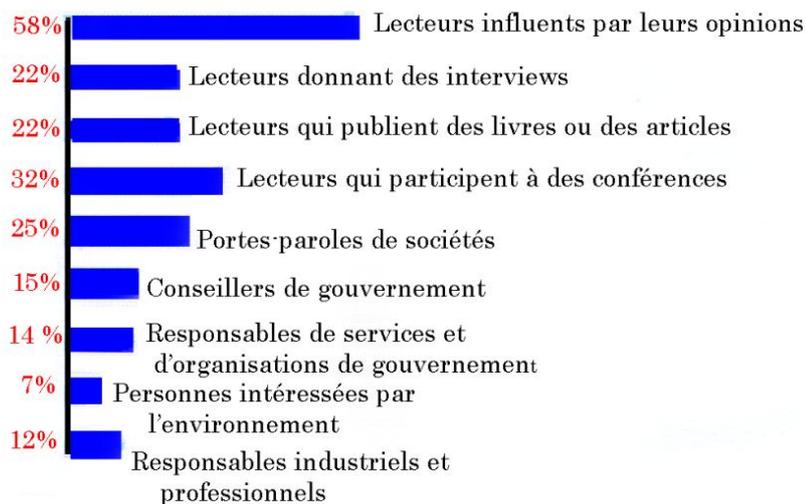


Source: The Economist.com Advertising
Reader Survey 2003

Graphique 11

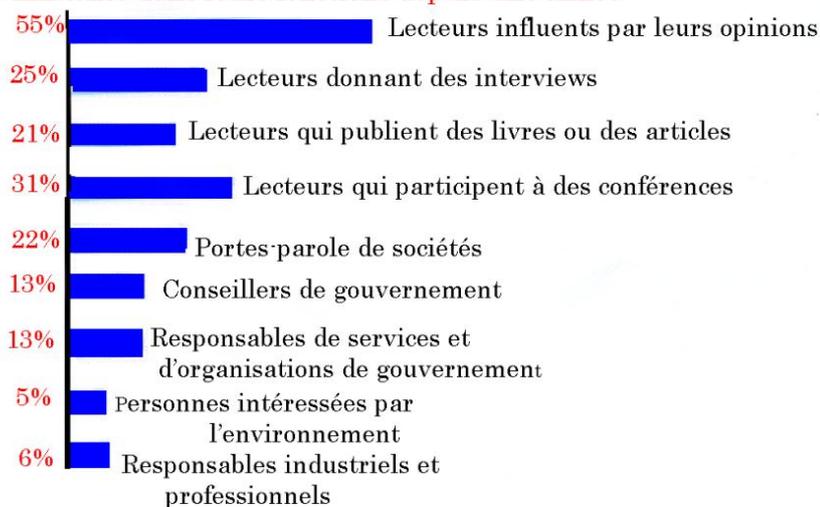
Lecteurs de The Economist

Leaders d'opinion en Amérique du Nord
ayant une influence dans leurs fonctions depuis une année



Source : The Economist.com Advertising
Reader survey 2003

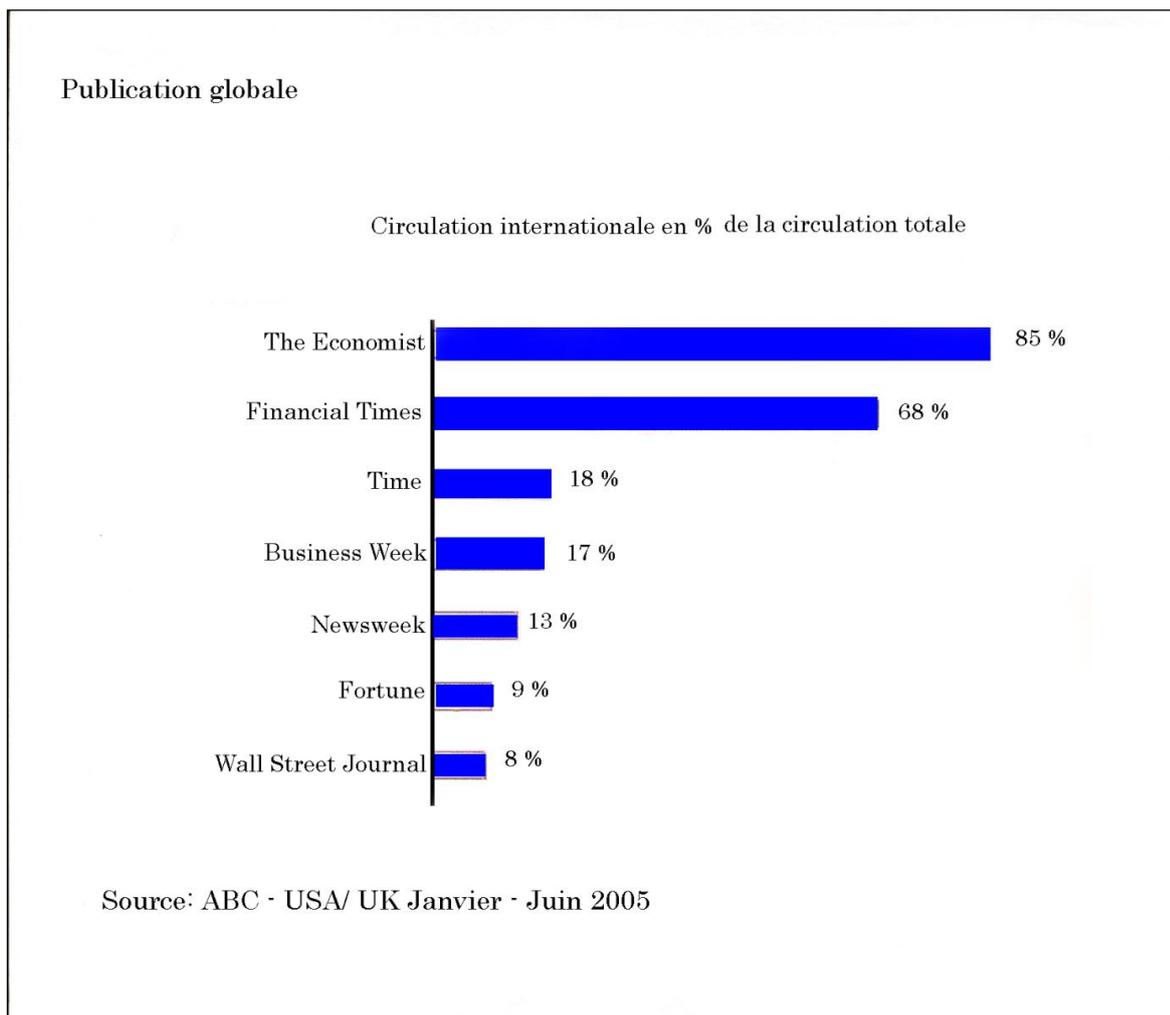
Leaders d'opinion au Royaume-Uni
ayant une influence dans leurs fonctions depuis une année



Source : The Economist.com Advertising
Reader Survey 2003

La notoriété de *The Economist* peut être perçue en montrant le graphique 12 qui dénote que, parmi les journaux de qualité. Il représente près de 85 % des ventes devant le *Financial Times*, *Newsweek* et *Time Magazine*. Ces chiffres affirment la bonne santé de l'hebdomadaire. L'existence d'une influence directe ou indirecte est indiscutable puisque l'objectif du magazine est de vendre mais surtout d'exposer, de développer et de défendre ses idées dans l'opinion publique.

Graphique 12



Qu'il soit de droite ou de gauche, chaque journal ne peut guère prétendre à la neutralité absolue ou à l'impartialité. Si *The Economist* se considère comme un journal radical du centre, d'autres journaux diront qu'ils représentent plus la droite puisque *The Economist* défend souvent la politique économique libérale dite de droite, celle de Margaret Thatcher puis de John Major. *The Economist* n'a cessé de critiquer la politique de gauche des travaillistes ou des syndicalistes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Bénéficiant d'une autorité et d'un prestige inégalés, le journal admet que son engagement et sa prise de position dans diverses questions politiques, sociales et économiques, reflètent son influence. Le rédacteur Bill Emmott confirme ses propos à maintes reprises : « *The Economist* prospère, attire de plus en plus l'attention sur les problèmes de plusieurs pays, a de plus en plus d'idées [...] et attire l'intérêt des penseurs et des chercheurs du monde »⁸⁹. L'influence est par nature une notion difficile à mesurer, Kingsley Martin admet :

*With regard to home affairs, it is a delusion to think that the ordinary newspaper changes the reader's views, the popular press can only exploit an existing movement : it can not create anything except temporary excitement and subsequent disillusion and bewilderment*⁹⁰.

Il n'est pas facile de mesurer l'amplitude de l'influence des médias, cependant on peut admettre qu'il existe un effet multiplicateur de l'influence exercée par l'élite. Les décideurs et ceux qui ont un certain pouvoir sur les citoyens peuvent jouer le rôle de relai dans l'opinion. Si nous prenons l'exemple de *The Economist*, nous observons que le journal reste une entreprise qui doit réussir à vendre et faire face à la concurrence acharnée d'autres magazines. Si *The Economist* se fixe seulement ce but, il y aura nécessairement un risque que le journal s'éloigne de sa vocation dite mondiale et qu'il se dirige vers plus de régionalisation, en visant davantage les lecteurs américains que les Européens.

Nous allons voir plus loin, que bien que le magazine incarne une certaine rigueur, une sobriété et une profondeur dans l'analyse des faits, l'hebdomadaire ne semble pas véhiculer cette idée d'être impartial et neutre. Il affirme son indépendance et se félicite de n'appartenir à aucun parti-pris politique, mais il appuie et défend des prises de position dans le monde. *The Economist*, par exemple, fustige la politique des travaillistes depuis des décennies, mais accueille avec prudence la victoire de Blair en 1997 ; d'autre part, le magazine peut changer de position économique ou politique si elle lui déplaît, telle que la question européenne. Il conseille et soutient des causes diverses, mais affiche également son refus, son désaccord, concernant un problème donné. Bien que *The Economist*

⁸⁹ *The Economist*, juin 1995, 5.

⁹⁰ Kingsley Martin, « The influence of the Press », in *The Political Quarterly*, vol. 1, n° 2, avril 1930, 151, in Jean-Claude Sergeant, « Les médias en Grande-Bretagne : le quatrième pouvoir depuis 1855 », *Revue Française de Civilisation Britannique*, volume 5, n° 4, janvier 1990, Paris : CRECIB, 55.

demeure un journal d'opinion d'une grande influence, dont la longévité et l'évolution de diffusion sont un signe, nous sommes censés le lire avec prudence comme un lecteur averti. Tout au long de ce travail, nous veillerons à montrer les idées économiques et politiques du journal ainsi que sa vision des relations internationales. Dans cette première partie du premier chapitre, nous avons essayé de présenter le contexte historique du journal, son identité et ses caractéristiques, ce qui permet de percevoir le fait que *The Economist* jouit d'une excellente réputation au Royaume-Uni et partout dans le monde, mais particulièrement aux États-Unis. Dans le chapitre suivant, nous traiterons de l'image de Blair dans les médias et ses rapports avec la presse.

Chapitre II L'image de Blair dans *The Economist*

1) Blair dans la presse britannique

La presse britannique est caractérisée par le fait d'être dynamique, compétitive et très influente⁹¹. Les lecteurs ont le choix entre les tabloids (presse populaire, tels que *The Daily Mirror*, *The Daily Star*, *The Sun*) ou comme l'indique Jean-Claude Sergeant⁹² la presse intermédiaire (tels que *The Daily Express*, *The Daily Mail*) et la presse dite de qualité ou *broadsheet* tels que *The Times*, *The Financial Times*, *The Guardian*, *The Independent*, *The Daily Telegraph*. Avec ses titres et des tirages impressionnants, plus de 12 millions⁹³ pour la presse quotidienne et un peu plus de 13 millions pour les journaux de dimanche, la presse britannique reste la plus importante du monde. Cette presse quotidienne a su garder un lectorat important, plus de 60 % des britanniques de plus de 15 ans lisent chaque jour un quotidien national, et 70 % lisent un journal dominical. Le tableau suivant illustre l'importance de la diffusion quotidienne des journaux en Grande-Bretagne ; nous en avons choisi six exemples qui représentent à la fois la presse dite populaire ou tabloid (*The Sun*, *The Daily Mail*), la presse intermédiaire (*The Daily Mirror*, *The Daily Express*), et la presse de qualité ou *broadsheet* (*The Times*, *The Guardian*). La circulation⁹⁴ annuelle de *The Economist* indique qu'en 2004, 1 337 184 exemplaires sont vendus et que ce chiffre passe à 1443 083 en 2010, ce qui reflète une progression nette du journal et traduit un succès malgré la concurrence de divers journaux.

Tableau 6

Quotidien	Exemplaires
<i>The Daily Express</i>	766 045
<i>The Daily Mirror</i>	2075 564
<i>The Daily Mail</i>	2230 310
<i>The Guardian</i>	340 257
<i>The Sun</i>	3089 074
<i>The Times</i>	639 500

Source : ABC du 28 novembre 2005 au 1 janvier 2006

⁹¹ Philippe le Corre, *Tony Blair, les Rendez-Vous manqués*, Paris : Autrement, 2004, 59.

⁹² Jean-Claude Sergeant, *op. cit.*, 59.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ ABC, janvier 2000-2010, voir le site <www.The Economist.com>.

Nous constatons que trois de ces quotidiens représentent un chiffre exceptionnel de près de sept millions d'exemplaires, ce qui indique l'influence de ces journaux sur la vie politique du pays. Après la grande victoire du nouveau Parti travailliste en 1997, Tony Blair commence à élaborer une stratégie de communication visant à ménager cette presse qui reste marquée à droite, plus proche du Parti conservateur. Le cercle rapproché du Premier ministre était constitué de conseillers politiques prêts à tout et d'anciens journalistes⁹⁵ dévoués dont Alastair Campbell, ancien patron du service politique du *Daily Mirror*, Peter Mandelson (expert en communication) et Philip Gould (ancien consultant de Coca-Cola). Campbell est considéré comme le grand prêtre⁹⁶ de la communication et de la stratégie du Premier ministre.

Ce conseiller s'efforce d'améliorer l'image de Tony Blair et de son parti. Il est considéré comme l'un des « *spin doctors* »⁹⁷ du parti (expert dans la manipulation médiatique) avant son départ en 2003. Ces deux mots *spin doctors*, intraduisibles en français, font allusion à la torsion, à l'effet que l'on donne à une balle de tennis ou à la façon de faire tourner une toupie. Le métier du *spin docteur* ne consiste pas à faire écrire de beaux discours pour son candidat, à trouver de magnifiques slogans et à lui apprendre à sourire à la télévision. Un bon professionnel est un médiologue⁹⁸ (il sait choisir les vecteurs, les moyens d'expression). Le *spin doctor* se présente le plus souvent sous le visage rassurant et affable du spécialiste de relations publiques ou de marketing. Il est doté de deux qualités professionnelles essentielles. Premièrement, il est un stratège qui sait définir des axes de travail et articuler l'action de terrain. Deuxièmement, il sait manipuler les codes sociaux et choisir les bons vecteurs d'expression. On traduit littéralement le terme de *spin doctor* par « Docteur Folimage ».

⁹⁵ Philippe Le Corre, *op. cit.*, 8.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Jean-Marie Charon, « Les *spin doctors* au centre du pouvoir », *Revue internationale et stratégique*, avril 2004, n° 56, 99-108. Voir <<http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2004-4-page-99.htm>>, consulté le 1 octobre 2011.

⁹⁸ Extraits du site de François-Bernard Huyghe, <<http://www.huyghe.fr>>. Voir aussi François-Bernard Huyghe, *Maîtres du faire croire : de la propagande à l'influence*, Vuibert : Paris, 2008. Jean-Marie Charon admet le fait suivant : « Les conditions qui ont conduit à l'engagement de la guerre en Irak ont particulièrement mis en lumière la figure du « *spin doctor* » : la démonstration de l'existence d'armes de destruction massive (ADM) et de leur dangerosité, la dénonciation des liens entre Al-Qaïda et le régime de Saddam Hussein, la mise en scène de la constitution d'une large coalition représentant la volonté des démocraties à marquer un coup d'arrêt face aux entreprises de l'internationale terroriste, ainsi que les dénigrement et les coups bas à l'égard de la France et des Français entêtés dans leur refus à soutenir l'intervention militaire, seraient largement le fruit de l'influence d'hommes ou d'équipes spécialisés et compétents en matière de communication ».

Ces experts en communication emploient des stratégies indirectes pour rendre les clients séduisants et populaires, adoptent le message approprié, disent du bien du candidat ; mais également utilisent la désinformation, la manipulation pour discréditer un concurrent. En recourant à ses conseillers, Tony Blair montre sa détermination et sa volonté à aller au-delà de l'image négative du Parti travailliste dans les médias. Comme tous les commentateurs, il se souvient avec effroi de la couverture du *Sun* en 1992, jour d'élection générale ; le tabloid met haut en garde ses milliers de lecteurs : « Si Kinnock l'emporte aujourd'hui, que la dernière personne à quitter la Grande-Bretagne n'oublie pas d'éteindre la lumière »⁹⁹. Blair comprend que les attaques du *Sun* ont coûté les élections aux travaillistes et à son chef Neil Kinnock, l'obsession du parti à dompter les médias remonte à ces années. Depuis cette période mais surtout après sa désignation comme leader du parti, Blair fait de son mieux afin d'améliorer son image publique et celle de son parti. Mandelson se charge de la mission d'en moderniser l'image, de lui refaire un nouveau look.

Il devient tellement populaire que les médias britanniques l'appellent « le Premier ministre des ténèbres » pour son influence dans l'ombre et pour ses coups tordus. Il bouleverse les habitudes et modernise l'image de Tony Blair en introduisant les sondages qualitatifs, le symbole de la rose rouge ; il met en avant la personnalité du leader plutôt que l'image de son parti. Mandelson et Blair comprennent également que la vie privée des politiques attire l'attention : terrain¹⁰⁰ de chasse idéal pour les journalistes. Au Royaume-Uni, la famille, les amis et les collaborateurs sont considérés comme des cibles légitimes par les médias, uniquement en raison de leurs liens avec le Premier ministre. Par exemple, en 2001, plusieurs journaux ont cherché à pousser Tony Blair¹⁰¹ à déclarer si son bébé avait reçu le vaccin controversé contre la rougeole, les oreillons et la rubéole, argumentant que cette information était d'intérêt public puisque le gouvernement insistait sur la sécurité de ce triple vaccin malgré ses liens avec des troubles intestinaux.

⁹⁹ *The Sun*, 9 avril 1992, 1. « *If Kinnocks wins today, will the last person to leave Britain please turn out the light* ».

¹⁰⁰ David Deacon & Dominic Wring, « Les politiques et les médias en Grande-Bretagne », in *Recherches en Communication*, n° 4, 2005.

¹⁰¹ *Ibid.*

Tony Blair résiste à la pression médiatique et refuse de communiquer cette information personnelle¹⁰². Dans un autre exemple, les conseillers médiatiques de Blair interviennent pour contenir les propos de la presse. À cet égard, au cours de l'affaire¹⁰³ « *Cheriegate* », plusieurs voix se sont élevées pour indiquer que Mme Blair, en tant qu'avocate expérimentée, avait prodigué des conseils à un escroc, Peter Foster, qui sortait avec sa conseillère personnelle. Le service de presse du Premier ministre a récusé tous les propos ; en fait, les éminences grises de la communication avaient agi très rapidement pour étouffer l'affaire. Ils ont démontré que ces révélations étaient considérées comme une menace pour la crédibilité du Premier ministre et son gouvernement. Mandelson réussit à projeter une image affable et inoffensive de Blair qui arrive même à séduire l'électorat de droite, celui des conservateurs lassés par la rigidité de Madame Thatcher et embarrassés par l'image froide de John Major.

Le Premier ministre perçoit que désormais l'information est une marchandise comme les autres¹⁰⁴, et que le « marketing politique » joue un rôle déterminant, à côté de l'art de la communication dans toute campagne électorale. Blair essaie de se démener pour séduire les tabloids dont l'influence est capitale, ainsi que la presse de qualité en affichant une image plus libérale de son parti ; à savoir limiter l'intervention de l'État dans les affaires économiques, encourager la privatisation, et surtout se démarquer des idées socialistes qui incarnaient la politique du Parti travailliste depuis des décennies. Au cours de la campagne électorale de 2005, Blair répond aux questions des journalistes dans des éditions spéciales de *The Wright Stuff* de Channel 5, émission diffusée en février 2005, période déterminante car des millions de personnes prenaient alors leur décision

¹⁰² *The Independent*, 2 février 2002. « *The Prime Minister has refused to bow to pressure to say whether 20 month-old Leo has had the injection. He and his wife, Cherie, fear that if he does the family will be drawn into revealing other details of their four children, whose privacy they want to protect* ».

¹⁰³ *The Independent*, 8 décembre 2002, « *Peter Foster, the conman who embarrassed Blair, is jailed...Downing Street initially denied the involvement of Foster, whose partner was Carole Caplin, Mrs Blair's lifestyle guru, but later retracted the statement as e-mails were published establishing that he negotiated the purchase. Mrs Blair was alleged to have interfered in Foster's fight against deportation and the affair ended with a tearful statement on television from the Prime Minister's wife in an attempt to clarify the matter* ». *The Times* du 7 décembre 2002 écrit : « *Cherie Blair conman faces fresh probe* ».

Ian Cobain and Tom Baldwin indiquent : « *The controversy over Cherie Blair's business dealings deepened last night when it emerged that the convicted fraudster who helped her to buy two flats is to be investigated by the Department of Trade and Industry, and that the solicitor and accountant he recommended to her are awaiting trial after a fraud investigation* ».

¹⁰⁴ Voir le livre de Nicholas Jones, *Sultan of Spin*, Londres : Victor Gollans, 1999, 78. Jones admet que l'information était une marchandise comme une autre qu'elle permettait d'acheter des soutiens, de rétribuer certains et de punir d'autres.

concernant le vote¹⁰⁵. Tony Blair poursuit les apparitions télévisuelles, il est l'invité de *Breakfast Show* de la chaîne GMTV et *Richard and Judy* sur Channel 4. Il accepte d'assister à l'émission diffusée de Channel 4 intitulée *You Say We Pay* ainsi que *Saturday Night Takeaway* sur la chaîne ITV 1. Le Premier ministre se rend compte que pour acquérir la sympathie des grands journaux, il doit se rapprocher des hommes puissants par leurs entreprises médiatiques et par leur influence. En particulier, l'Australo-Américain, Rupert Murdoch¹⁰⁶ le propriétaire de plusieurs journaux et magazines dans le monde et dont l'empire médiatique est extrêmement important. Murdoch, qui est considéré par les médias comme le pourfendeur¹⁰⁷ des syndicats et des patrons des clubs, s'est appliqué pendant le gouvernement Major¹⁰⁸ à dissiper les craintes de ceux qui redoutent l'hégémonie de son groupe sur l'audiovisuel. Le projet de loi de 1996 des conservateurs proposait d'interdire la prise de contrôle d'une société de télévision privée par un groupe de presse détenant plus de 20 % du marché national, le groupe Murdoch se voyait exclu du marché car il représentait 35 % de la part du marché. Le groupe Murdoch, qui avait contribué à l'évolution de la presse et de l'audiovisuel en Grande-Bretagne, s'estime lésé par le gouvernement Major. D'autre part, l'éviction¹⁰⁹ de son groupe de toute participation majeure dans le marché de la télévision privée hertzienne britannique et l'apparition de concurrents tels que les groupes *Carlton*, *Associated Newspapers*, *Pearson* et le groupe *Guardian*, qui se lancent dans l'aventure du satellite, perturbent les relations entre Major et Murdoch ; ce qui, à la surprise de tout le monde, entraîne un revirement politique du magnat de la presse en faveur de Blair à partir de 1997. Murdoch, qui affiche des valeurs néolibérales et conservatrices, a probablement été séduit par les nouvelles idées du Parti travailliste. Manifestement, Blair, qui se présente comme l'héritier spirituel de Thatcher, a su convaincre. Les intérêts des deux hommes semblent converger : Murdoch aspire à épanouir son empire médiatique, comme Blair souhaite voir les tabloids de son côté.

¹⁰⁵ Warren Miller & Merrill Shanks, *The New American Voter*, Cambridge : Harvard University Press, 1996, 29.

¹⁰⁶ Rupert Murdoch est aujourd'hui l'un des plus puissants magnats des médias dans le monde, il possède 175 journaux, des dizaines de magazines, des maisons d'édition (Harper & Collins), des studios de cinéma (*20th Century Fox*), des chaînes payantes par satellite, par exemple, BskyB. Parmi les quotidiens, on peut citer *The Sun*, *The Times*, *Sunday Time*, *News of the World*, *The New York Post*. Murdoch investit dans la télévision par satellite aux États-Unis, et s'intéresse aux nouveaux marchés d'Europe de l'Est et de Chine.

¹⁰⁷ Cité par Jean-Claude Sergeant, *Le Monde diplomatique*,

« Mr Rupert Murdoch, empereur des médias », janvier 1999, 22.

¹⁰⁸ *Ibid.*, 22.

¹⁰⁹ Cité dans Philippe Marlière, *La Troisième voie dans l'impasse*, Paris : Syllepse, 2003, 146.

Dans ses mémoires, Tony Blair explique qu'en 1995, il a accepté de prendre la parole lors d'une conférence organisée par Rupert Murdoch à Hayman Island en Australie. Le Premier ministre mentionne : « Il n'y avait pas à hésiter : le propriétaire du plus influent journal du pays, dont les publications s'étaient opposées au parti travailliste nous invitait dans l'ancre du lion. Vous iriez, Non ? »¹¹⁰. Ce rapprochement a été perçu comme un mariage¹¹¹ de raison pouvant rapporter gros à chacune des deux parties. Blair gagne son pari en 1997, puisque le journal (le plus populiste), *The Sun*, qui possède une manière bien à lui d'illustrer sa propre importance dans le jeu politique du Royaume-Uni, le désigne comme le plus apte à gérer le pays durant les cinq années à venir. Le soutien du tabloïd à Blair se répète en 2001 et 2005. Avec un tirage de près de quatre millions d'exemplaires, le poids du tabloïd ne peut être négligé, ainsi que l'influence directe ou indirecte de son propriétaire Murdoch. Un autre élément marque la tentative de Blair de gagner les bonnes grâces¹¹² du grand patron de la presse, lorsque le Premier ministre contribue au refus du gouvernement d'inclure dans un projet de loi sur la concurrence, l'amendement voté par la Chambre des Lords interdisant le dumping que le groupe Murdoch utilise en cassant le prix de vente de ses journaux¹¹³. Dans ses mémoires, Tony Blair affirme à tort ou à raison que l'intrusion du regard scrutateur des médias est totalement différent aujourd'hui de celui d'il y a quinze ou vingt ans : les décisions doivent être prises, les positions adoptées, les stratégies élaborées et communiquées à la vitesse de la lumière et non à celle du son. Blair perçoit le rôle influent des médias, et il met en exergue les rapports qu'il entretient avec la presse¹¹⁴. Le Premier ministre admet que le pouvoir des médias est décisif : « Quand l'opinion est bien disposée à votre égard, elle vous pardonne tout ; vos erreurs deviennent des charmantes maladresses, vos gaffes font sourire »¹¹⁵. La victoire de Blair en 1997 annonce le début d'une entente, sinon d'une complicité entre les deux hommes. En 1998, il intervient auprès du Premier ministre Italien Silvio Berlusconi, propriétaire de la société Mediaset pour que Murdoch puisse l'acquérir.

¹¹⁰ Tony Blair, *Mémoires*, op. cit., 117. Le texte en anglais, voir page 96. « *The country's most powerful newspaper proprietor, whose publications have hitherto been rancorous in their opposition to the Labour Party, invites us into the lion's den. You go, don't you?* ».

¹¹¹ *Le Monde diplomatique*, op. cit., 14.

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ Tony Blair, op. cit., 29. Voir aussi le texte en anglais page 18. « *[...] decisions have to be made, positions taken, strategies worked out and communicated with a speed that is the speed of light compared to the speed of sound* ».

¹¹⁵ Tony Blair, op. cit., 15.

Bien que la tentative n'ait pas eu lieu, l'intervention de Tony Blair montre sa volonté de rapprochement avec un grand dirigeant d'entreprise. Cette action indique clairement l'intérêt du Premier ministre à défendre ses intérêts politiques et son image auprès des médias. Le tableau suivant indique le revirement de la part du *Sun*, du *Times* traditionnellement très critique à l'égard des travaillistes, Trevor Kavanagh, éditorialiste politique du tabloid, explique que le journal n'a pas changé mais ce sont les travaillistes¹¹⁶ qui ont changé, ce qui montre que l'information exerce une influence sur les esprits et que cette influence se négocie parfois.

Tableau 7

En faveur du Parti travailliste	En faveur du Parti Conservateur
<i>The Sun</i>	<i>The Daily Mail</i>
<i>The Times</i>	<i>The Daily Telegraph</i>
<i>The Guardian</i>	
<i>The Daily Mirror</i>	
<i>The Daily Express</i>	

Source : ABC 2002

En ce qui concerne la position des journaux vis-à-vis de l'euro, nous constatons que la presse de Murdoch prend une position en faveur du *New Labour* mais refuse l'euro. Nous pouvons citer quelques exemples des quotidiens britanniques en faveur de l'euro.

¹¹⁶ Cité dans *El Pais*, Madrid, 18 mars 1997, 9.

Références du tableau 8.

1- *The Guardian*, 28 janvier 2002. « *If that happens, it would remove one, but not all, of the obstacles before the government can decide that entry is in Britain's long term interest* ».

2- *The Express*, 28 décembre 2001. « *We are keen to see the euro adopted here...* ».

3- *The Mirror*, 1 janvier 2002. « *It will become blindingly clear that we must join the others* ».

Tableau 8

En faveur de l'euro	
1) <i>The Guardian</i>	Si cela se produit, il supprimerait un, mais pas tous les obstacles avant que le gouvernement puisse décider que l'entrée est dans l'intérêt à long terme de la Grande-Bretagne
2) <i>The Express</i>	Nous sommes désireux de voir l'euro adopté ici
3) <i>The Mirror</i>	Il apparaîtra de façon claire que nous devons rejoindre les autres.

Sur un autre plan, nous proposons dans le tableau 9 quelques exemples de la presse quotidienne qui est contre l'euro.

Tableau 9

Contre l'euro	
4) <i>The Sun</i>	L'euro est né et heureusement la Grande-Bretagne ne fait pas partie de celui-ci
5) <i>The Times</i>	Pourtant pour qu'une nation entre dans une disposition économique qui est évidemment en désaccord avec ses propres intérêts, simplement pour des raisons politiques, est sûrement le comble de l'excentricité »
6) <i>The Mail</i>	L'opposition à l'euro est fermement basée sur la réalité. Au-delà de l'objection fondamentale qu'il va détruire la souveraineté britannique, les arguments économiques pour l'adhésion sont peu convaincants.

Murdoch, dont les idées politiques et économiques sont très proches des conservateurs, ne cache guère ses convictions et ses points de vue concernant divers problèmes économiques et politiques. Le fait qu'il ne soit pas un europhile peut être révélé par la prise de position de ses journaux qui suivent la ligne de conduite du patron.

Blair réussit également à séduire la presse de qualité, c'est pourquoi *The Economist*¹¹⁷ appelle à voter pour lui : il a ainsi titré à sa une, lors des élections de 2001 : « Votez pour le seul conservateur crédible, Tony Blair ». C'est en ces termes que *The Economist* a apporté son soutien au Premier ministre néo-travailliste quelques jours avant le scrutin du 7 juin. Comme gage de la bonne conduite politique de Blair pendant les quatre années écoulées, l'hebdomadaire a noté que ce dernier éprouvait une réelle admiration pour Thatcher et qu'il avait largement poursuivi sa politique. C'est un anti-conservatisme virulent qui forme le ciment de l'électorat hétérogène qui a reconduit au pouvoir le *New Labour*. *The Economist* annonce son choix : « Un timide Blair a dominé la première période ; un audacieux, plus libéral Blair est celui que nous favorisons dans le second »¹¹⁸. *The Economist* semble favorable aux idées du *New Labour* qui rompt avec le passé des travaillistes ; Blair réussit à éliminer la fameuse « Clause IV » des statuts du parti (socialisation des moyens de production) et adhère aux lois du marché. L'esprit libéral est accueilli de façon positive par le journal. Pour gagner la sympathie des journaux de qualité et de la presse tabloïd, Blair et ses conseillers¹¹⁹ en communication ne laissent rien au hasard : ils répliquent à chaque instant aux attaques de l'opposition. Ils savent qu'en Grande-Bretagne, la presse est la plus concurrentielle du monde avec onze quotidiens nationaux et neuf journaux dominicaux qui s'affrontent dans une lutte sans merci (plus de 13 millions de journaux sont imprimés chaque jour).

¹¹⁷ *The Economist*, 31 mai 2001, « *Tony Blair is the only credible conservative* ».

Références du tableau 9.

4 *The Sun*, 1 janvier 2002. « *The euro is born. And thank goodness, Britain is not part of it* ».

5 *The Times*, 18 janvier 2002. « *Yet for a nation to enter an economic arrangement which is palpably at odds with its own interests, simply for political reasons, is surely the height of eccentricity* ».

6 *The Mail*, 4 janvier 2002. « *Opposition to the euro is firmly based on reality. Quite apart from the fundamental objection that it will destroy British sovereignty, the economic case for membership with its one-size fits all policies is unpersuasive* ».

D'autres exemples montrent les recommandations et les conseils de plusieurs quotidiens adressés au gouvernement britannique concernant la question de l'euro.

The Mirror, 2 janvier 2002. « *For God's sake man, stop your embarrassing dithering and get on with it before Britain sinks into economic, political, and cultural oblivion* ».

The Express, 2 janvier 2002. « *The Government has promised us a referendum on the euro : now it must tell us when this is to take place* ».

The Sun, 7 janvier 2002. « *What is clear is that the Government accepts there is a major political dimension to the euro decision. This hopefully means we are heading towards a more honest and open debate on the euro* ».

The Mail, 4 janvier 2002. « *This paper has repeatedly pointed out that this vital issue must have a full and honest debate* ».

¹¹⁸ *Ibid.* « *A timid Blair has dominated the first term. A bolder, more liberal Blair is the one we favor in the second* ».

¹¹⁹ *Libération*, « Les Docteurs Folimage », 30 septembre 2003.

Le Premier ministre essaie d'avoir la presse populaire de son côté, surtout celle de Murdoch dont l'influence lui semble la plus importante. Sur un autre plan, nous n'observons pas de contradiction entre les idées de Murdoch et celles de ses journaux concernant la question de l'euro, le tableau 10 indique la position de la presse britannique vis-à-vis la monnaie unique.

Tableau 10

En faveur de l'euro	Contre l'euro
<i>The Guardian</i>	<i>The Times</i>
<i>The Daily Star</i>	<i>The Daily Mail</i>
<i>The Financial Times</i>	<i>The Sun</i>
<i>The Independent</i>	Nombre de circulation par jour (7,7 millions) d'exemplaires
Nombre de circulation par jour (4,9 millions) d'exemplaires	

Source : ABC. 2002

Ce tableau mon que la presse de Murdoch semble être influente puisqu'elle s'adresse à une masse populaire plutôt qu'à une élite spécifique. Le but final demeure le profit de ses entreprises. Nous pouvons nous demander si les nombreuses prises de position des rédactions ou des propriétaires sont stables et permanentes. La réponse est claire : tout dépend des enjeux, des conjectures, des intérêts et des alliances qui font la différence. Comme le décrit Jean-Marc Four¹²⁰ : la vision anti-européenne du magnat australo-américain Rupert Murdoch peut se traduire dans la presse puisque ce dernier est propriétaire du quotidien *The Times* et du journal populaire *The Sun*. Murdoch n'a pas d'affinité avec l'Europe, ses législations sociales et ses directives anti-trust. Pour lui, ce sont autant d'entraves à l'expansion de son empire.

¹²⁰ Cité par Jean-Marc Four, *Tony Blair, l'iconoclaste. Un modèle à suivre?*, Paris : Lignes de Repères Editions, 2007, 35. Voir le site suivant : <<http://www.diploweb.com/forum/tonyblair07054.htm>>, consulté le 11 septembre 2011.

Politiquement conservateur, résolument atlantiste, Murdoch juge naturelle l'alliance Londres-Washington et il est inutile d'essayer d'écrire le contraire dans l'un de ses titres, sauf à rechercher délibérément le licenciement. Les journaux sont souvent utilisés à des fins politiques en totale harmonie avec les directives tracées par les dirigeants médiatiques. Comme nous l'avons vu au tableau précédent 7, les journaux dits de droite choisissent le camp adverse en votant *Labour* en 1997, notamment ceux de Murdoch, tels que *The Sun*, *The Times*. D'autre part, nous notons qu'à l'instar des journaux de qualité, *The Economist*¹²¹ n'est pas enclin à accepter l'euro et la constitution européenne et admet que c'est une illusion. Ces diverses positions en faveur du Parti travailliste témoignent de ce que des quotidiens dits de droite peuvent changer de camp provisoirement selon la situation. La victoire de Blair en 1997 en est le meilleur exemple. Le soutien de cette presse à Blair n'est pas une révolution en soi mais plutôt un concours de circonstances qui relève du pragmatisme ; le candidat qui est populaire et dont l'image est plus sympathique que celle des conservateurs gagne le crédit des journaux. Si les médias votent pour Blair, ce n'est pas exclusivement par conviction ou par alignement sur sa politique mais car la presse ne voit pas d'autre alternative ou bien qu'il n'y a pas de candidat meilleur sur la scène politique. Blair, conscient du rôle des médias, soigne son image et fait attention à ce que les journaux disent. *The Economist*¹²², qui avait soutenu Blair en 2001 et 2005, délaisse le Labour et appelle à voter conservateur lors des élections législatives de 2010. Le magazine explique que les *Tories* du jeune David Cameron semblent les mieux placés pour réduire le poids du secteur public : « Les conservateurs, avec tous leurs défauts, sont les plus désireux d'y parvenir; c'est la principale raison pour laquelle nous voterions pour eux »¹²³. *The Economist* admet que les travaillistes au pouvoir depuis 1997 sont aujourd'hui à bout de souffle : « Le gouvernement est usé. Englué dans des querelles intestines et des scandales, tout comme les tories l'étaient en 1997, le nouveau parti travailliste est au bout du rouleau »¹²⁴. Blair comprend bien le rôle de la presse dans la vie politique. À cet égard, Robert Peston, ancien patron du *Financial Times* puis chef de la section économique du *Sunday Telegraph* souligne :

¹²¹ *The Economist*, 26 mai 2005. « Tony Blair's battle for Europe [...]. The Prime minister is spoiling for a fight over Europe. But not at home. Preparing to say no and nee ».

¹²² *The Economist*, 29 avril 2010.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ *Ibid.*

Tous les ténors de la politique et pas seulement Blair font très attention à ce que les tabloïds vont écrire sur eux. Mais le *Sun* est devenu d'une importance totémique pour les travaillistes¹²⁵.

Pour s'assurer une bonne image, Blair a entretenu avec le plus grand soin une sorte de pacte qu'il avait établi avec le tabloïd le plus puissant de Grande-Bretagne, *The Sun*. Le Premier ministre, ainsi que sa femme deviennent des amis intimes¹²⁶ de Rebekah Wade, rédactrice du tabloïd. Ils tissent également des relations privilégiées¹²⁷ avec l'entourage de Murdoch ; par exemple, Irvin Stelzer, son bras droit et son spécialiste de l'économie des médias, patron de *News Corporation*, est régulièrement invité au *10 Downing Street*. Ce dernier, connu pour sa pensée néo-conservatrice¹²⁸, n'oublie pas de citer un discours de Blair dans une anthologie qu'il publie avec la contribution de Richard Perle et Robert Kagan (deux grands penseurs néo-conservateurs très proches de George W. Bush). Irvin Stezer partage les idées de Blair qui considère que l'intervention des démocraties occidentales dans les affaires d'un État souverain¹²⁹ est parfois nécessaire pour faire face aux États « terroristes ». Les leçons à tirer du succès de Blair médiatique peuvent s'expliquer par le fait que le Parti néo-travailliste (*New Labour*) s'est converti au néolibéralisme aux yeux des lecteurs du fait que ses idées deviennent interchangeable avec la droite conservatrice classique. Blair ainsi que Murdoch savent pertinemment que cette complicité ne va pas durer, ce qui lie les deux hommes, c'est l'intérêt mutuel. La presse de Murdoch, proche des Américains, ne manque pas de louer la réaction de Blair après les attentats du 11 septembre, quand le Premier ministre défend avec force et énergie l'administration Bush. L'envoi de troupes britanniques en Afghanistan a été bien accueilli ainsi que la participation à l'invasion de l'Irak en 2003. Pendant que la politique anglo-américaine de Blair suscite l'admiration de la part de l'empire de Murdoch, la politique européenne subit des attaques virulentes de la part du *Sun* qui ne ménage pas le Premier ministre.

¹²⁵ *Libération*, 4 mai 2005, 25.

¹²⁶ Philippe Marlière, *op. cit.*, 62.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ Le néo-conservatisme, qui apparaît dans les années 1980, se distingue du conservatisme traditionnel et du néolibéralisme. Anti-communistes et antifascistes, les néoconservateurs basent leur principe sur l'idée « plus jamais Auschwitz ». Les néoconservateurs sont hostiles au principe de discrimination positive, à l'égalitarisme culturel et au relativisme moral. Ils admettent le libéralisme économique et privilégient l'intervention de l'État au nom de la morale. Leur champ de pensée est aussi tourné vers la puissance militaire, ils admettent que l'État républicain dans les relations internationales joue un rôle important afin d'asseoir un nouvel ordre mondial international. Dans un manifeste publié en 1996 par leur *think-tank* intitulé, *Project for New American Century*, ils exposent leurs principes en quelques points :

Le refus du déclin de la puissance américaine parce qu'elle est la première puissance républicaine du monde et la revalorisation de l'outil militaire pour répondre aux agressions.

¹²⁹ *The Times*, « *nauling the neoconservative myth* », 30 octobre 2004, 8.

Le tabloïd frappe un grand coup le 23 juin 1998 en annonçant que Blair se lance dans une campagne incontrôlable pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans la zone euro. Le *Sun* titre : « *Is this Britain's most dangerous man ?* » (S'agit-t-il de l'homme le plus dangereux de la Grande-Bretagne ?). L'éditorialiste affirme son refus de la monnaie européenne et rappelle à Blair que le journal n'accepte pas une politique européenne qui nuise aux intérêts des Britanniques. La presse de Murdoch réitère sa disposition à donner des consignes à ses troupes quand le besoin s'en fait sentir. Nous voyons que cette image de Blair n'est pas stable et permanente, elle dépend de la situation intérieure ou extérieure. Elle peut être comparée à un baromètre qui enregistre chaque jour des données non fixes ; nous pouvons percevoir cette image avec d'autres quotidiens considérés plus proches du Parti travailliste. Le *Daily Mirror* ne ménage pas Blair pendant la guerre contre l'Irak en qualifiant le Premier ministre de caniche¹³⁰ de Bush « *Howdy Poodle* » alors que le quotidien *The Guardian*¹³¹, proche des travaillistes, fustige de façon véhémement l'alignement « aveugle » de Blair sur la politique étrangère de Bush. Cette presse britannique, connue par ses divisions-que ce soit des quotidiens proches du *Labour* ou de la part des tabloïds ou de la presse de qualité favorables aux thèses des conservateurs-donne aux lecteurs deux images différentes et contradictoires. Les quotidiens proches de Blair apportent leur soutien à sa politique intérieure mais réagissent avec force quant à sa politique étrangère anglo-américaine.

Nous observons que les journaux, traditionnellement favorables aux conservateurs, sont unanimes à saluer l'alignement total de Tony Blair sur Bush. Le Premier ministre réussit à accommoder la sympathie de la *middle class*, il excelle dans sa machine de communication, dans sa propagande en tissant de bonnes relations avec les médias. Cependant, il ne réussit pas à avoir la presse de son côté depuis la guerre en Irak. Sa politique médiatique¹³² semble se retourner contre lui, puisqu'il est la cible des critiques des médias de tout bord. Comme le souligne *The Economist*, la lune de miel de Blair avec la presse ne va pas durer longtemps : « Tony Blair fait la cour et gagne la plupart de la presse, maintenant ça se retourne contre lui »¹³³.

¹³⁰ Dennis Pingua & Bernard Poulet, « Du pouvoir des médias à l'éclatement de la scène politique », c'est un article publié dans la revue *Le Débat*, n° 138, janvier-février 2006, 135.

¹³¹ *The Guardian*, 3 février 2006. « *Prime minister promised to be solidly behind US invasion with or without UN backing* ».

¹³² Neil Gavin & David Sanders, *The Press and its influence on British Political attitudes under New Labour*, présenté à l'association des études politiques à l'université d'Aberdeen, 5 et 7 avril 2002.

« *Newspapers have not maintained a consistent editorial line on any or all of the political parties, or of their leaders and policies* ».

¹³³ *The Economist*, 12 mars 2005, 23. « *Tony Blair wooed much of the press. Now it is turning on him* ».

La politique médiatique de Blair se caractérise par un pragmatisme. Les « *spin doctors* » perçoivent le rôle primordial des médias et le rapprochement avec ceux dont l'influence n'est pas négligeable ; les intérêts prennent le dessus en tissant des relations avec les médias. Étant donné la conjoncture nationale et internationale, les politiciens changent d'avis et adoptent des positions différentes selon la situation, il en est de même pour les médias. Gavin et Sanders mettent en relief cette constatation lorsqu'ils affirment :

Les journaux n'ont pas maintenu une ligne éditoriale cohérente vis-à-vis de n'importe quels partis politiques, de leurs leaders et de leurs politiques¹³⁴.

Aucun éditeur de presse ne peut tenir pour acquise la fidélité des lecteurs qui, comme les électeurs, sont des consommateurs avisés¹³⁵. Les médias sont conscients de leur possibilité déterminante de contribuer à l'élaboration¹³⁶ d'une opinion publique, c'est le message compris par Blair et ses conseillers. Comme le souligne Renée Dickason¹³⁷ : « les médias entretiennent des rapports différents avec leurs lecteurs, auditeurs ou spectateurs. La question de confiance, de crédibilité, l'impression d'une fausse impartialité dans les messages sont des aspects qui orientent les choix de chacun, selon ses convictions ». Cette relation entre Tony Blair et les médias est marquée par la prudence, par les compromis et par le réalisme politique¹³⁸. La position de chaque journal oscille et change selon la situation politique intérieure du pays ou selon la situation internationale. Cette image n'est ni régulière, ni constante, elle varie selon les intérêts.

¹³⁴ Brian MacNair, *An Introduction to Political Communication*, Londres : Routledge, 1999, 6.

¹³⁵ Jean-Claude Sergeant, *op. cit.*, 64.

¹³⁶ Brian MacNair, *op. cit.*, 6.

¹³⁷ Renée Dickason, « Margaret Thatcher en campagne et les médias britanniques (1979-1987) », *Le Temps des médias*, 2/2006, n° 7, 126-142. <www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2006-2-page-126.htm>, consulté le 10 octobre 2011.

¹³⁸ Le réalisme politique s'explique par une attitude de voir les choses telles qu'elles sont ; contrairement aux réalistes, les idéalistes tiennent un discours fondé sur la morale, et revendiquent un changement du monde à leur image afin de le faire progresser. Un exemple du réalisme politique est celui de Théodore Roosevelt qui reprenait le concept de « Destinée Manifeste » (*Manifest Destiny*) afin de justifier l'expansionnisme et l'interventionnisme des États-Unis hors de ses frontières. Il considérait que les États étaient des entités égoïstes défendant avant tout leurs intérêts, par la force si besoin. Ainsi, en 1904, par ce qu'on appelle le corollaire de Roosevelt à la doctrine Monroe, il affirmait le devoir des États-Unis d'intervenir dans la zone des Caraïbes et de l'Amérique latine quand leurs intérêts seraient menacés. On oppose à ce réalisme de Roosevelt, l'idéalisme du président Woodrow Wilson (1913-1921). Si nous parlons du réalisme de Tony Blair et de la presse, il s'articule dans une relation basée sur l'intérêt mutuel, le compromis et le calcul. Chacun y trouve son compte, ce n'est guère une relation idéaliste mais plutôt un mariage de raison entre les deux. Voir le livre de Jean-Marie Ruiz, *Une tradition transatlantique, L'impact du réalisme politique sur la fondation des États-Unis et la pensée politique américaine du XIXe siècle*, Éditions de l'université de Savoie, 2010.

Blair réussit, dans une certaine mesure, à améliorer son image de marque, malgré une presse hostile et très sévère surtout après la guerre en Irak, mais au prix de compromis et de manœuvres impossibles à imaginer par ses prédécesseurs travaillistes. Il assure la presse dite de droite de sa démarcation par rapport aux doctrines socialistes, et à la suprématie de l'État dans les affaires économiques. Si l'image de Blair dans la presse britannique paraît irrégulière, qu'en est-t-il de celle-ci dans *The Economist* ? Avant d'aborder la représentation de Blair et de son parti dans la deuxième partie, nous proposons de présenter l'image du Parti travailliste (*Old Labour*) à travers le magazine.

2) Le Parti travailliste à travers *The Economist*

Si on essaie de comprendre l'image du Parti travailliste (*old labour*) à travers *The Economist*, on est tenté d'admettre qu'il n'existe pas d'affinité entre les deux depuis plus de cinquante ans. L'image véhiculée par le journal demeure toujours négative et caractérisée par la suspicion et le rejet de ce parti. *The Economist* considère le Parti travailliste comme un parti non démocratique¹³⁹. L'image est souvent associée à celle des syndicats qui en sont la cible permanente. Depuis 1979 et au cours de l'ascension de Madame Thatcher, les critiques n'épargnent aucun leader des travaillistes, que ce soit Gaitskell, Wilson, Callaghan, Foot, Kinnock ou Smith. Le journal associe souvent le Parti travailliste aux syndicats et à leurs actions violentes et aux grèves qui causent tant de problèmes au pays. Selon le journal, aucun leader travailliste n'a réussi à changer cette image ou à limiter la dépendance du parti vis-à-vis des syndicats.

The Economist admet le fait :

Le pouvoir du Parti travailliste est passé des couloirs de Westminster aux salles de comité des quartiers généraux des syndicalistes et des cellules d'activistes dans leurs circonscriptions¹⁴⁰.

Le magazine affirme que le Parti travailliste reste toujours géré et dominé par les activistes et non par une majorité représentative de la population, pour *The Economist* l'ancien *Labour* incarne l'image d'un parti archaïque :

Cela ne fait aucun sens de considérer le Parti travailliste comme un mouvement de masse ou comme une clique électorale ; il ne représente qu'une idée fautive de membres¹⁴¹.

¹³⁹ Voir l'article intitulé, « Perpetual Benn », *The Economist*, 30 mai 1981, 28.

« *Power in the Labour Party has quietly shifted from the corridors of Westminster to the political committee rooms of unions' headquarters and activists cells in the constituencies* ». *The Economist* critique les travaillistes de n'être plus indépendants dans leurs décisions puisque le pouvoir leur échappe, et c'est vraiment les syndicalistes qui dominent le parti.

¹⁴⁰ *Ibid.*, « *There is virtually no sense in which the British Labour Party is any longer a mass movement, union block and constituency cliques with phoney membership have made sure of that* ». *The Economist* admet que le Parti *Labour* ne représente plus cette idée de mouvement de masse, il n'incarne qu'une conception qui s'avère fautive. Le *Labour* ne peut guère être associé à un parti de masse qui regroupe les forces vives du pays.

¹⁴¹ *Ibid.*

L'hebdomadaire persiste à considérer que le Parti travailliste n'est pas un parti de masse : « Le *Labour* n'est pas un parti de masse et ne le sera jamais »¹⁴². Selon *The Economist*, le Parti travailliste est trop lié avec les syndicats qui bloquent l'action politique. En outre les adhérents venus des classes moyennes sont hostiles à cette culture ouvrière hégémonique dans l'appareil. Dans les années quatre-vingt, le journal considère le parti travailliste comme un parti non-démocratique, et l'accuse d'archaïsme¹⁴³. Le magazine admet que la gauche britannique est culturellement syndicale et qu'elle a une tradition ouvrière forte, mais que celle-ci recule devant l'émergence des classes moyennes. La société britannique réagit positivement aux accents nationaux populistes d'une droite anti-syndicale, monétariste, obsédée par la propriété privée et la responsabilité individuelle. Les liens étroits entre les syndicats et le Parti travailliste sont un obstacle au bon fonctionnement des deux institutions. *The Economist* souhaite voir un parti *Labour* proche des classes moyennes et plus ouvert aux thèses du marché.

Pourquoi cette position négative vis-à-vis du parti ? Est-elle fondée sur un raisonnement objectif ? Nous reviendrons sur ces questions lors de l'étude de l'image de Blair ; cependant nous considérons que manifestement les principes de fondation du journal, qui prônent la liberté de marché, s'opposent aux idées incarnées par le *Labour*, qui depuis des décennies, prêche une politique économique sociale. Le journal se méfie de l'article quatre de la constitution du Parti travailliste qui défend la propriété collective des moyens de production et d'échange. L'idéal du *Labour* s'articule autour d'un idéal œuvrant pour « une morale sociale » qui place la solidarité au service de l'individu. *The Economist* tente d'expliquer aux lecteurs que le Parti travailliste est non-démocratique¹⁴⁴ car les décisions des membres ne sont pas souvent prises en compte, c'est un parti dans lequel les syndicats restent encore influents. L'hebdomadaire n'est pas tendre envers la direction dominante du *Labour*, c'est pour cette raison que Michael Foot est souvent caricaturé et sujet de raillerie¹⁴⁵. *The Economist* ne se pose pas de questions pendant son départ après avoir obtenu des résultats catastrophiques lors des élections générales de juin 1983 face à

¹⁴² *The Economist*, 1 mars 1986, 21. « *Labour is not a mass party and never will be again* ».

The Economist ne considère pas le *Labour* comme étant un parti jouissant d'un grand élan populaire à l'instar des autres partis tel que le Parti conservateur. Cette position de la part du magazine en 1981 indique non seulement l'absence d'affinité entre l'hebdomadaire et le *Labour* mais évoque un certain rejet de la part de *The Economist* qui demeure méfiant de tout parti associé aux syndicalistes. Comme on le verra plus loin, *The Economist* ne s'intéresse vraiment au *Labour* qu'avec le succès de Blair en 1997.

¹⁴³ *The Economist*, 9 août 1980, 12. « *Can Labour's right militants do more than make a party fit for the trade union to dominate* ».

¹⁴⁴ *The Economist*, 25 octobre 1980. « *How Labour men do battle* ».

¹⁴⁵ *The Economist*, 18 juin 1983, 18. « *What is left for the left* ».

Margaret Thatcher ; quant à Neil Kinnock, le journal montre un manque d'intérêt à son égard. Le succès des conservateurs devient le centre d'intérêt et d'admiration de *The Economist*, et occulte l'image des travaillistes, qu'il recale au deuxième plan¹⁴⁶ après celle de la dame de fer. Pour *The Economist*, les qualités humaines, tant vénérées par les travaillistes, ne sont pas suffisantes pour réussir et convaincre les Anglais du bien-fondé de leur vision politique : « [...] Bien que Mr Kinnock se soucie de la situation des chômeurs, des sans-abri et des vieux, mais cela ne suffit pas »¹⁴⁷. L'hebdomadaire admet que les Anglais ne sont pas convaincus de la politique du *Labour* dont les qualités humaines ne sont pas les seuls garants de la réussite et de la popularité. L'image que brosse le magazine dénote un certain parti-pris, cela sera mis en évidence lorsque nous aborderons, par exemple, la victoire de Blair quand ce dernier prend ses distances avec les syndicats. *The Economist* excelle à vanter cette position du Premier ministre et affiche un mépris à l'égard des syndicats (*unions*). La différence entre *Labour* et syndicats est tellement subtile à percevoir qu'il devient difficile pour le lecteur de faire la différence entre les deux. Bien que peu convaincante, l'analyse du magazine souligne que la dépendance des travaillistes vis-à-vis des syndicats est pour quelque chose dans la débâcle électorale depuis la fin des années soixante-dix : « La dépendance de plus en plus importante du *Labour* vis-à-vis de sa relation avec les syndicats empêche la critique des excès des syndicalistes »¹⁴⁸. Le message de l'hebdomadaire est clair : le parti est prisonnier des syndicalistes, s'il veut jouer un rôle il doit prendre ses distances et acquérir une certaine liberté.

¹⁴⁶ *The Economist* du 13 mai 1989 indique dans cet article :

« Compare that with Mrs Thatcher's record. After just four years as leader of her party, she has set new political priorities for Britain [...], Mr Kinnock has not matched that ». *The Economist* défend la politique de Margaret Thatcher qui était inégalée depuis son avènement et critique Kinnock, le leader des travaillistes. L'affinité avec la dame de fer caractérise la position du journal enclin à rendre hommage à la politique libérale des conservateurs.

¹⁴⁷ *Ibid.*, *The Economist* affirme que la politique travailliste de Kinnock dont le but est de s'occuper des chômeurs, des sans-abri et des vieux ne peut pas convaincre les anglais de voter *Labour*, les travaillistes doivent changer leur relations avec les syndicalistes qui minent tout rapprochement avec les diverses classes anglaises. C'est réellement ce que souhaite l'hebdomadaire qui affiche toujours son intransigeance vis-à-vis des syndicats. « He cared about the plight of the unemployed, the homeless, the elderly, yet these are not enough ».

¹⁴⁸ *The Economist*, 9 juin 1975, 14 admet : « The growing dependence on Labour's trade-union connection, which inhibits necessary criticism of trade-union excesses ». Le journal considère que cette relation *Labour* et syndicats est toujours mal vue et suspecte, tout débordement de la part des syndicalistes est nuisible aux intérêts des travaillistes. *The Economist* met en garde les travaillistes contre cette relation et affirme avec énergie qu'aucun progrès n'est à l'horizon puisque cette relation gêne et entrave tout espoir de victoire et de popularité pour les travaillistes.

Comme à son habitude, *The Economist* donne l'impression d'être un donneur de leçons ; selon lui, les travaillistes n'ont qu'à tenir compte de ses conseils, ce qui relève de l'arrogance : « Hélas, en 100 ans d'histoire, le parti de Neil Kinnock ne pourra jamais offrir une politique aux britanniques sans l'appui des syndicalistes »¹⁴⁹. *The Economist* admet que cette liaison entre syndicalistes et travaillistes demeure un obstacle¹⁵⁰ au bon fonctionnement de leur popularité, une relation pareille n'est jamais avantageuse ni bénéfique : « Le lien entre les travaillistes et les syndicats n'apportent aucun bien aux deux parties »¹⁵¹. La méfiance, le doute et le rejet marquent cette image depuis des décennies; cependant, l'historique victoire de Blair en 1997 change la donne complètement. Est-ce un revirement total de la part du journal ? Ou bien alors est-ce un changement de circonstance dicté par le pragmatisme ? L'hebdomadaire peut changer de position vis-à-vis d'un problème, d'un parti ou d'une question politique s'il voit une concordance avec sa vision et sa doctrine. Comme nous allons le voir, le magazine va soutenir l'élection de Blair en 2001 et 2005 mais du bout des lèvres, alors qu'il ne cesse de critiquer les travaillistes. Le fait que Blair adhère à la politique économique de marché, de libre échange et de privatisation ne laisse pas *The Economist* indifférent, même s'il a une tendance à préférer les conservateurs. En accueillant favorablement la politique économique de Blair, le journal annonce à ses lecteurs : « Il n'avait pas honte d'être favorable à l'entreprise ou de faire de la Grande-Bretagne un meilleur endroit pour créer de la richesse »¹⁵². *The Economist* incite le Premier ministre à se démarquer des syndicats et des idées de l'ancien Parti travailliste. À maintes reprises, il affiche l'image d'un allié de Blair contre les syndicalistes.

¹⁴⁹ D'une façon ironique, *The Economist* informe ses lecteurs : « *Alas, 100 years of history say that the party will never offer a policy for Britain's economy without getting trade-union endorsement* ».

Il est vident que l'image de Kinnock est toujours décrite par *The Economist* d'une manière négative, souvent sarcastique. Le *Labour* demeure toujours associé à l'image des syndicats. Tout est voué à l'échec en présence de cette affinité entre syndicats et *Labour*. Voir *The Economist*, 10 août 1985, 21.

¹⁵⁰ *The Economist*, 1 septembre 1979, l'hebdomadaire parle de ce lien entre les deux mouvements :

« *The Labour government lost credibility by being in the thrall of the unions* ». Le magazine admet : « Le gouvernement travailliste perd sa crédibilité en se soumettant aux syndicats ». Ici, *The Economist* avertit les travaillistes qu'ils perdent leur influence et leur crédibilité en demeurant associé aux syndicats. *The Economist* apparaît donneur de leçons, par conséquent, les travaillistes doivent comprendre le message s'ils souhaitent avancer.

¹⁵¹ « *The link between Britain's trade unions and the Labour Party does neither of them any good [...]* ».

The Economist ne voit rien de bénéfique dans cette relation pour les deux camps. Les deux parties n'ont rien à gagner, et peut être ce sont les travaillistes qui sont les plus perdants, c'est l'impression qu'on dégage du journal. *The Economist*, 1 septembre 1988, 18.

¹⁵² *The Economist*, 19 février 2000, 40. « *Nor was he ashamed of being pro-business or making Britain a better place in which to create wealth* ».

Au cours des grèves des pompiers, l'hebdomadaire lui conseille d'opter pour la fermeté et l'exhorte à suivre l'exemple de la politique draconienne de Margaret Thatcher qui a su museler les syndicalistes. Le journal invite Blair à tenir tête face aux agitateurs, cette position s'articule dans l'esprit et la logique libérale du magazine favorable au patronat, aux puissances financières et farouchement hostile à tous ceux qui entravent le progrès du marché, des entreprises : « [...] Le gouvernement doit répondre par une ligne plus dure »¹⁵³. En rassurant le Premier ministre, *The Economist* lui adresse un message de vigilance et de prudence, face aux manœuvres des syndicalistes : « Les syndicalistes anglais ne sont plus la force qu'ils étaient mais ils peuvent toujours causer des ennuis au gouvernement »¹⁵⁴. *The Economist* évoque les mauvais jours des syndicalistes de 1979, qui ont marqué cette période par leurs troubles :

S'il est improbable pour le Royaume-Uni de revoir encore une fois les jours mythiques de 1979 où comme la légende le décrit, si les morts ne sont pas enterrés, alors les syndicats ne sont ni morts ni enterrés¹⁵⁵.

Dans un autre article, le magazine réitère son appel à Blair de s'occuper des syndicats plutôt que de se soucier des dépenses publiques ou de ses réformes politiques. L'hebdomadaire fait son choix et met l'accent sur l'immédiat et les priorités, Blair n'a qu'à suivre : « Tony Blair doit gagner son combat contre les syndicats et doit oublier les dépenses publiques »¹⁵⁶. Cette invitation de la part du magazine s'inscrit dans la position historique de *The Economist* qui vise à minimiser l'intervention étatique dans les affaires économiques et de promouvoir la concurrence et l'esprit de marché. Dans la mesure où Blair se rapproche des lois du marché et du libre-échange, *The Economist* s'en félicite,

¹⁵³ *The Economist*, 27 juillet 2002, 17.

L'hebdomadaire ne reste pas indifférent, il affirme que cette grève des pompiers, qui au début était populaire, doit cesser. Il encourage Blair à ne pas se laisser faire par les syndicats et de prendre les mesures nécessaires pour réprimer les troubles : « *The government needs to respond by talking a much harder line hitherto* ». Depuis des décennies, *The Economist* n'a jamais de l'estime pour les *trade-unions*, on ne peut guère s'attendre qu'il change d'avis même après avoir soutenu la candidature de Blair en 2001 et 2005.

¹⁵⁴ *Ibid.*, « *Britain's trade unions are not the force they used to be, but they can still cause trouble for the government* ». *The Economist* joue le rôle de conseiller qui connaît bien son sujet. Loin de mépriser ou de ridiculiser les syndicats, le journal montre une vigilance et exprime la prudence à leurs égards.

¹⁵⁵ *Ibid.* Le journal se demande : « *If Britain is unlikely to revisit the mythologised days of 1979, when legend has it, the dead lay unburied neither are the unions themselves dead and buried* ».

The Economist ne ménage guère les syndicats qui demeurent un danger d'actualité bien qu'ils sont maîtrisés et ont perdu de leur force, néanmoins ils sont toujours présents.

¹⁵⁶ *The Economist*, 23 novembre 2002, 25. « *Tony Blair must win his fight with the union and forget about public services* ». Pour *The Economist*, la première des priorités n'est pas la question relative aux dépenses publiques mais plutôt les syndicats. Un autre article sous le titre, « *Leave them on the hook* », apporte son appui à Blair contre les syndicats.

néanmoins, la suspicion vis-à-vis des syndicats ne change pas. *The Economist*, qui réduit le danger des syndicalistes, ne sous-estime pas les problèmes qu'ils peuvent créer :

Les syndicats britanniques sont relativement faibles mais ils possèdent encore la force de bloquer les changements effectués par Mr Blair et ils ont l'intention de passer à l'action¹⁵⁷.

L'arrivée de Blair ne fait que reconforter le journal dans sa position contre les syndicats, ou vis-à-vis des détracteurs de l'esprit libéral. C'est pour cela que *The Economist* perçoit Blair comme une personnalité hors norme, très loin de tous les leaders politiques traditionnels du Parti travailliste. Aucun leader travailliste n'a rompu avec le passé socialiste du parti et avec les syndicats ; ni Macmillan, ni Wilson, ni Callaghan n'ont osé toucher à la sacro-sainte alliance entre les deux. Tony Blair réussit à imposer un nouveau style qui réconcilie les acquis du passé et l'esprit libéral. Louant l'action de Blair, *The Economist* le présente comme un leader travailliste hors norme :

Tony Blair est un leader inhabituel de son parti. Ses prédécesseurs, John Smith, Neil Kinnock, Michael Foot étaient tous enthousiastes à s'enfermer dans les traditions politiques de leur mouvement [...], cependant, Mr Blair montre une indifférence à l'histoire de son parti ; en tant que leader il a convaincu le parti d'abandonner son engagement historique dans la nationalisation¹⁵⁸.

L'hebdomadaire brosse une image négative de l'ancien Parti travailliste et des syndicats depuis des décennies. Cette image prend une autre forme une fois que Blair saisit les commandes de son parti et applique les principes de la troisième voie « *Third Way* », en rompant avec le passé et le legs de son parti, et en accueillant la mondialisation. Le magazine est mieux disposé à soutenir Blair, chose difficile à imaginer pour un journal

¹⁵⁷ *The Economist*, 13 septembre 2003, 28. Critique des syndicats, *The Economist* remarque : « *Britain's union are relatively weak, but they still have the power to block the changes that Mr Blair has started his government on, and they intend to use* ». Bien qu'ils sont affaiblis et mis hors d'état de nuire, *The Economist* en fait trop lorsqu'il invoque le danger des syndicats. On est tenté de croire qu'il existe une histoire personnelle entre le journal et les syndicats, car ces derniers ne sont jamais ménagés par *The Economist*.

¹⁵⁸ *The Economist* du 25 septembre 1999 titre : *Le Parti travailliste : un échec de 100 ans ? (The Labour Party : A hundred years of failure)*. Le journal affirme : « *Tony Blair is an unusual leader of the party. His predecessors as leaders, John Smith, Neil Kinnock, Michael Foot, were all keen to locate themselves within the political tradition of the movement, [...] Mr Blair, however, shows a striking disregard for the party's history. As a leader, he has persuaded the party to abandon its historic commitment to nationalisation* ». *The Economist* loue le pragmatisme de Blair, qui à l'inverse de ses prédécesseurs, enfermés depuis des décennies de replie et qui s'inscrivent dans les traditions politiques des travaillistes, ouvre son parti sur le monde du marché, du libéralisme et de la mondialisation. Il salue son action quand il fait fi des doctrines socialistes de nationalisation, de l'intervention excessive du gouvernement.

ultra-libéral¹⁵⁹. L'image du *Labour* dans *The Economist* depuis la Seconde Guerre mondiale est constante par l'ironie, la raillerie, le dédain. Elle est prisonnière de son histoire avec les syndicats. Si nous essayons de comprendre cette disposition du magazine à l'égard de l'ancien Parti travailliste, nous serons enclin à penser que *The Economist* prêche par excès ; l'ancien Parti travailliste est pris au dépourvu ainsi que les syndicats qui sont mal appréciés par l'hebdomadaire. Cette situation a existé et a continué encore à la veille du succès de Blair. Sera-t-elle différente avec le *New Labour* ? Quelle sera l'image de Blair ? Nous nous proposons de répondre à ces questions, mais tout d'abord voyons, de façon générale, le bilan de la politique économique et sociale de Blair avant de mettre en évidence son image et celle de son parti, c'est l'objectif de la deuxième partie.

¹⁵⁹ Le terme ultra-libéral est un néologisme désignant de façon péjorative ce qui se rapporte, à tort ou à raison, au libéralisme. Il est utilisé à gauche par les socialistes et les communistes partisans de l'État providence, à droite par les conservateurs et les nationalistes. Politiquement, ce terme indique une opposition marquée aux réformes de l'État en matière économique et sociale. Le terme n'est utilisé qu'en français, le mot *ultraliberal* en anglais a un sens différent et désigne l'extrême gauche du Parti démocratique américain. Le journal *Libération* parle d'un terme qui est imprécis et polémique, les ultralibéraux sont hostiles au conservatisme social, ils vont bien au-delà de la simple défense du libéralisme politique. Ils se disent de plus en plus « libéraux classiques ». Pour eux le capitalisme n'est pas seulement efficace, il est aussi moral.

Voir *Libération*, 9 mars 2006, 11.

Conclusion de la Première partie

Dans la première partie, nous avons respectivement présenté *The Economist*, son histoire, son identité et sa spécificité. Nous avons essayé de montrer que l'hebdomadaire londonien jouit d'une réputation mondiale ; il est respecté du fait de sa qualité, de sa rigueur, de son sérieux et du professionnalisme de son équipe. Cependant, nous avons remarqué que *The Economist* aspire à communiquer ses idéaux de libéralisme, de liberté de penser et de l'initiative privée. À l'instar de la presse britannique qui adopte des positions différentes vis-à-vis de Tony Blair, l'hebdomadaire nous surprend, pour la première fois depuis des décennies, lorsqu'il appelle à voter Blair, non pas par conviction ou sympathie mais plutôt par des considérations de raison.

Deuxième Partie

Blair, l'Europe et les relations anglo-américaines

Introduction

Dans cette deuxième partie, nous proposerons d'analyser l'image de Tony Blair dans *The Economist* ainsi que la représentation de son nouveau parti. En nous inspirant de l'approche de l'analyse critique du discours, nous utiliserons les références culturelles, politiques, religieuses ou historiques pour nuancer le discours subjectif du journal. Nous essayerons de dégager la manière dont le magazine met en évidence cette image de Tony Blair, de son parti puis celle de l'Europe et des relations anglo-américaines ou celles de la « relation spéciale » entre Blair et Clinton d'une part, et celle de Blair et Bush d'une autre part. L'accent sera mis sur les événements de la guerre de Yougoslavie, celle des attentats tragiques du 11 septembre 2001 et de la guerre en Irak. Cependant, il faut noter que nous n'aborderons pas de façon exhaustive les aspects de l'analyse critique du discours qui sont annoncés dans notre plan. Nous brosserons l'image dégagée dans *The Economist* en étudiant le lexique et les diverses références.

Chapitre I L'homme politique dans *The Economist*

1) Bilan de la politique économique et sociale de Blair

Le premier élément du bilan des années Blair peut être résumé par la formule suivante : « gouverner, c'est hériter »¹⁶⁰. Cet héritage s'explique par trois phases. Il s'agit tout d'abord de l'héritage des gouvernements Thatcher. Depuis 1979 jusqu'à 1990, Thatcher entreprend de mettre en œuvre une politique ultralibérale, elle anéantit la résistance syndicale, privatise de nombreux services publics, vend une grande partie des logements sociaux afin d'encourager l'émergence du « capitalisme populaire »¹⁶¹. L'arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir entraîne de véritables bouleversements tant dans les politiques menées que dans les institutions¹⁶². Elle impose les mécanismes de marché et un pragmatisme total dans l'élaboration de la politique publique. Puisant dans les thèses et les valeurs victoriennes¹⁶³, Thatcher défend un ensemble cohérent de principes et d'idées, à savoir : l'effort, l'individualisme, la loi et l'ordre, la liberté et la morale. Proche du néo-libéralisme rénové par Milton Friedman et Friedrich Von Hayk, elle milite en faveur d'un état modeste mais fort, d'un capitalisme dynamique et d'une société méritocratique¹⁶⁴.

Le second héritage correspond aux échecs économiques et sociaux des précédents gouvernements travaillistes des années 1970, ainsi qu'à leur incapacité de conquérir le centre britannique « *Middle England* » ; enfin le troisième héritage découle de la dépendance du Parti travailliste au soutien financier des autorités locales d'Écosse et du Pays de Galles. Le second élément de ce bilan est une conséquence des réformes de l'état et de la constitution. La décentralisation (*devolution*) est accélérée en Irlande du Nord, au Pays de Galles et en Écosse. Elle est caractérisée par la création de parlements et de budgets séparés, par la démocratisation du gouvernement local ainsi que par la réforme de la Chambre des Lords ; en outre, le renforcement de l'intervention de l'État central devient plus important.

¹⁶⁰ Patrick Le Galès, « La nature politique du blairisme : les politiques publiques de Tony Blair », compte rendu du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po), c'est l'unité mixte de recherches Sciences Po /CNRS, les lundi du CEVIPOF, 9 janvier 2006, 11.

¹⁶¹ Philippe Marlière, « Un néo-travaillisme très conservateur », *Le Monde Diplomatique* du 4 mai 2005, 25.

¹⁶² Patrick Le Galès, *op. cit.*, 10

¹⁶³ François-Charles Mougel, *Royaume-Uni, les années Blair*, Paris : La documentation française, 2005, 8.

¹⁶⁴ *Ibid.*

La modernisation économique et sociale constitue une autre dimension de ce bilan. Le Royaume-Uni s'adapte à l'économie de marché. Pour les élites néo-travailleurs, il s'agit de stabiliser le cadre macro-économique en l'adaptant aux nouvelles règles du jeu mondial, considéré comme une contrainte absolue. Depuis son arrivée au pouvoir en mai 1997, Tony Blair s'emploie à mettre en œuvre un travaillisme moderne qui doit permettre au Royaume-Uni de relever les défis de la mondialisation. La stabilité politique qui s'est instaurée tout au long des trois mandats successifs du *New Labour* a permis au Royaume-Uni de se transformer en une des nations les plus dynamiques du continent européen. Or, comme le souligne le rapport de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), le succès économique britannique commence aujourd'hui à montrer son double visage, il reste précaire, menacé par la conjoncture internationale.

En 2005, les Britanniques¹⁶⁵ sont parvenus à un stade de développement inégalé, le PIB (produit intérieur brut) a crû de 20 % et a atteint 1742 milliards d'euros (contre 1623 en France). Le niveau de vie connaît un accroissement de 20 % (soit 29 126 euros par habitant contre 26 875 en France). Le gouvernement crée 1,8 million d'emplois dont 560 000 dans les services publics. Pour caractériser la politique sociale de Tony Blair, il faut comprendre cette vision qui réside dans l'idée que le fonctionnement de l'économie¹⁶⁶ est prépondérant, puisque pour pouvoir redistribuer de la richesse, il faut d'abord la créer. Parmi les éléments sociaux forts du bilan de Blair, il faut noter la création d'un salaire minimum en 1999, qui apparaît révolutionnaire en Grande-Bretagne. Si pour Thatcher le mot d'ordre était le « marché », celui de Tony Blair est plutôt « le choix ».

En ce qui concerne la santé et l'éducation, Tony Blair a beaucoup investi. Par exemple, en matière d'éducation, les dépenses auront doublé en 10 ans (1997-2007). En ce qui concerne la santé, les investissements¹⁶⁷ seront de l'ordre de 40 milliards d'euros entre 2003 et 2008. La réussite économique des travailleurs supposait l'instauration d'un climat de confiance avec le patronat. En 1997, le *New Labour* était allé jusqu'à se proclamer parti des milieux d'affaires. Les financiers et les patrons, qui en Grande-Bretagne et ailleurs, détestent l'incertitude politique, estiment, depuis l'arrivée de Tony

¹⁶⁵ François-Charles Mougel, *op. cit.*, 141.

¹⁶⁶ John Henley est le correspondant du quotidien britannique *The Guardian*.

Voir le site <http://www.cyberscopie.info/pages/art_entre/art40_entre.html>, consulté le 4 janvier 2004.

¹⁶⁷ *Ibid.*

Blair, avoir le même interlocuteur. Pour eux, le *New Labour* adhère au principe de l'économie de l'offre ainsi qu'au jeu des marchés et au caractère incitatif et non interventionniste de l'état. Gordon Brown, le ministre des finances, fixe ses objectifs : réduire les prélèvements obligatoires, rétablir l'équilibre des finances publiques et en assurer l'excédent, poursuivre les privatisations, investir dans le secteur public. Gordon Brown joue à fond le jeu des entreprises pour maintenir la croissance sans augmenter les impôts. Le Chancelier de l'Échiquier, qui est un libéral en matière d'économie, pro-marché et antiprotectionniste, reste un défenseur des services publics et d'un interventionnisme précis. Il tisse une relation de confiance avec les milieux des financiers et le patronat. Grâce à la mise en place de crédits d'impôts, les revenus des 20 % des Britanniques les plus pauvres ont augmenté de 1 %. En 2005, le salaire minimal avait progressé de 40 % depuis 1999 (il atteint 4,85 livres l'heure soit 7 euros en termes de pouvoirs d'achat). Le parti *Labour*¹⁶⁸ fait reculer le chômage en 2005, qui est de 4,7 % contre 10 % en France. En ce qui concerne le chômage des jeunes, le taux est de 11,5 % contre 20,8 % en France.

Malgré ce dynamisme et ce succès qui sont instaurés tout au long des trois mandats, nous pouvons parler du revers de la médaille comme le souligne le rapport de l'OCDE en 2005. Par exemple, les Britanniques attendent longtemps avant d'être opérés à l'hôpital, de même, il existe des problèmes avec les dentistes : l'hygiène des hôpitaux n'est pas toujours impeccable. Après dix ans de « partenariat public, privé » le système de santé britannique n'est pas aussi performant que celui de la France ou d'autres pays européens. Pour l'éducation, le bilan est plus positif qu'il ne l'était durant les années 1990. La discipline s'est améliorée, les classes sont moins chargées, cependant ce secteur reste sous-doté et une privatisation rampante s'y développe, où les enfants de riches restent dans les écoles privées à plusieurs milliers d'euros alors que la majorité des enfants ne bénéficient pas des mêmes chances d'éducation. Dans les domaines de la santé et de l'éducation, l'intervention poussée de l'État ne s'est pas accompagnée de gains de productivité¹⁶⁹. En ce qui concerne le système des transports¹⁷⁰ privatisé, il laisse à désirer, en particulier les chemins de fer. Tony Blair hérite d'un réseau mal entretenu

¹⁶⁸ Jean Pierre Langellier, « Le secret de Tony Blair », in *Politique Internationale*, n° 114, hiver 2006.

¹⁶⁹ *L'expansion*, du 11 décembre 2006, voir le website <www.Lexpansion.com>, consulté le 5mars 2007.

¹⁷⁰ François-Charles Mougel, *op. cit.*, 7.

dangereux et cher pour les usagers¹⁷¹. Son gouvernement commence la privatisation du contrôle aérien en 1999, l'accélération des prisons privées, la réduction drastique du parc de logements sociaux, le transfert des services municipaux vers le privé et la privatisation partielle du métro de Londres, en dépit de l'opposition des habitants et du maire. Les bonnes performances, depuis 1997, n'ont presque pas réduit les inégalités, la pauvreté et la précarité. Selon l'indicateur de pauvreté du PNUD¹⁷² (Programme des Nations Unies pour le Développement), le Royaume-Uni est en 15^{ème} position dans une liste de 17 pays développés alors que la Suède, la Norvège et les Pays-Bas, qui ont moins de pauvres, occupent les premiers rangs. Selon l'*Institute for Fiscal Studies*¹⁷³ les sept années de gouvernement travailliste ont laissé les inégalités globalement inchangées. L'une des raisons du maintien de ce niveau d'inégalité de revenus est l'insolente progression des revenus les plus élevés. Les 1 % des Britanniques les plus riches ont vu leur fortune doubler depuis l'arrivée de Tony Blair. L'autre raison est la précarité salariale et la proportion élevée des bas salaires. Sur un autre plan, le PNUD¹⁷⁴ admet que le nombre d'enfants pauvres, qui était de 4,4 millions en 1998, a baissé d'un million. Nous pouvons noter aussi comme le souligne François-Charles Mougel¹⁷⁵, que l'ère Blair a connu une première phase de réformes et d'élan entre 1997 et 2001, puis une période plus contrastée de consolidation entre 2001 et 2005. Avant de commencer l'étude de l'image de Blair, nous proposons ci-après de résumer le bilan de Tony Blair en le comparant avec la politique des conservateurs pendant la période Thatcher.

¹⁷¹ Philippe Auclair, *Le Royaume enchanté de Tony Blair*, Paris : Fayard, 2006.

¹⁷² PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), rapport de 2004, 3.

¹⁷³ *Institute for Fiscal Studies*, Londres, 2005.

¹⁷⁴ PNUD, *op. cit.*, 4.

¹⁷⁵ François-Charles Mougel, *op. cit.*, 8.

Tableau 11

**Comparaison du programme économique et social des
Conservateurs et des Travailleurs**

Thèmes	Conservateurs	Travailleurs
Économie	-Poursuite de la réduction des dépenses publiques -Objectif : supprimer tout déficit public -Privatisations des derniers services publics (le métro de Londres) Encouragement du capitalisme populaire	-Taxe exceptionnelle sur les bénéficiaires des ex services publics privatisés -Aides à l'embauche des chômeurs de longue durée
Éducation	- Liberté accrue pour les établissements scolaires -Choix plus grand pour les parents -Amélioration du niveau des écoles	-Priorité numéro un de Tony Blair -Augmentation du budget de l'éducation -Réduction des effectifs par classe
Europe	-Pas de signature du chapitre social européen -Rejet d'une Europe fédérale -Non à la monnaie unique	-Signature du chapitre social européen -Référendum sur la monnaie unique -Accroissement du rôle de Londres en Europe
Fisc	-Allègement des impôts pour les ménages si un des membres du couple cesse de travailler -Baisse de la principale tranche d'impôts de 23 à 20%	-Pas d'augmentation des taux d'imposition -Baisse de la TVA sur le fioul -Réduction du taux le plus bas de l'impôt.
Justice	-Sanctions plus rapides pour les jeunes délinquants -Peines minimales obligatoires pour les récidivistes -Vidéo surveillance dans les villes	-Procédure accélérée contre les jeunes délinquants -Interdiction de toutes les armes de poing -Réforme du parquet
Social	-Responsabilité financière des syndicats pour les préjudices provoqués par les grèves (ex-services publics) -Début de privatisation des caisses de retraite universelle -Augmentation des ressources du NHS	-Instauration d'un salaire minimum (non chiffré) -Obligation de reconnaître les syndicats dans les entreprises -Indexation des retraites les plus basses -Augmentation des dépenses de santé -Création d'un organisme indépendant de contrôle des aliments

Adapté et résumé d'un article sur « la Grande-Bretagne : Vie et institutions politiques ». Voir le site <<http://www2.ac-lyon.fr/etab/lycees/lyc-42/fmauriac/document.html>>, consulté le 12 mars 2007.

Nous percevons dans cette comparaison du programme économique et social des conservateurs et des travaillistes la volonté du nouveau Parti travailliste de promouvoir une politique sociale et économique différente de celle de ses prédécesseurs. Sur le plan économique, Blair souhaite imposer une taxe sur les bénéfices des services publics privatisés, et une aide à l'embauche des chômeurs de longue durée. Le Premier ministre n'annonce pas une hausse de la TVA et encourage la réduction du taux le plus bas de l'impôt. Il instaure un salaire minimum, et appelle à augmenter les dépenses de santé. Sur le plan éducatif, il donne la priorité à l'augmentation du budget de l'éducation en réduisant les effectifs des classes. Tony Blair s'occupe également de la justice en combattant la criminalité et la délinquance juvénile. Quant à sa politique européenne, il signe le traité du chapitre social européen et promet le référendum sur l'euro. Manifestement, la nouvelle politique de Tony Blair rompt avec les idées anciennes des travaillistes de dépenses publiques et de nationalisation. Le Premier ministre adhère au principe de privatisation, et à l'esprit du marché. Nous pensons que, bien que le bilan économique soit positif, il est nettement mitigé, car sur le plan social, les inégalités se sont accrues. Si Tony Blair a obtenu des résultats flatteurs en termes de croissance et de chômage, il n'a pas réussi à réduire les inégalités et n'a pas lutté contre la désindustrialisation. Or, comme Tony Blair a remporté trois élections législatives consécutives, l'histoire jugera son action. Nous n'anticipons pas sur les années suivantes, et contentons-nous d'étudier l'image de ce bilan de Tony Blair à travers *The Economist*.

2) La représentation de Blair et de son parti

Pour commencer ce chapitre, rappelons le choix difficile du corpus à traiter. Patrick Charaudeau¹⁷⁶ admet que les problèmes que pose la notion de corpus sont relativement bien connus pour avoir été longuement discutés dans le domaine des sciences du langage, mais ils n'ont toujours pas donné lieu à un consensus qui aurait permis de dégager une définition faisant autorité, et à laquelle on se référerait chaque fois que l'on aurait à justifier un corpus d'analyse. Pour essayer de dégager l'image de Blair et de son parti dans *The Economist*, nous avons épluché des centaines d'éditoriaux qui s'étalent de 1997 à 2005. À la lumière de notre recherche, nous avons divisé les divers articles, commentaires et images en trois parties ou thèmes. Dans la première étape, nous présenterons l'image négative que *The Economist* semble donner du Premier ministre, où la critique se mêle à l'ironie et au sarcasme, puis nous aborderons une image favorable à son égard que le journal souhaite montrer. Elle concerne l'action politique et économique de Blair. Finalement, nous montrerons l'image selon laquelle l'hebdomadaire joue le rôle de conseiller, de pédagogue, de donneur de leçons.

Nous proposerons dans cette étude de l'image de Blair d'utiliser l'approche pragmatique de l'analyse critique du discours pour soulever des questions quant à la démarche du magazine. Nous ferons le point sur le lexique, les références historiques, littéraires, religieuses ou culturelles. Cependant nous ne nous attarderons pas nous dans cette analyse, et nous n'aborderons pas l'étude syntaxique des modaux ou des pronoms personnels ; dans la troisième partie, nous ferons le point d'une façon plus approfondie. Nous commencerons tout d'abord par montrer, dans un tableau représentatif de notre corpus, un lexique plus ou moins négatif de l'image de Tony Blair de 1997 à 2005, puis nous montrerons l'autre côté qui, lui, est positif. Finalement, nous proposerons d'évoquer les références religieuses, littéraires, historiques, ou culturelles ainsi que les jeux de mots.

¹⁷⁶ Voir l'article de Patrick Charaudeau, « Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique », *Revue Corpus* n° 8, Nice, 2009, consulté le 22 mars 2012. Voir le site web <<http://www.patrick-charaudeau.com/Dis-moi-quel-est-ton-corpus-je-te.html>>. Charaudeau admet que le problème qui concerne l'importance du matériel recueilli (le corpus) et de sa valeur de représentativité peut être considéré exhaustif et clos, ou partiel, et conséquemment, peut être considéré comme un objet en soi ou un simple outil.

Tableau 12**Lexique montrant une image négative de Tony Blair**

1	Il n'est pas du centre-gauche	11	Un va-t-en-guerre
2	Trahison de la cause de sa classe	12	Le séducteur qui échoue
3	Un leader radical	13	L'intrus dans le monde politique de centre droit
4	L'autoritaire	14	L'ambigu héritier de Thatcher
5	Le monstre qui contrôle	15	Il n'a pas trouvé la direction de sa propre idéologie
6	Un mutant extra-terrestre	16	Il manque d'honnêteté
7	L'étrange conservateur	17	Il a trompé sur l'Irak
8	Il dirige un empire sombre	18	Le legs désespéré
9	Il dirige son parti comme Lénine	19	Il déçoit le Royaume-Uni
10	Il est l'homme de tout le monde	20	Les deux Tony

Voir les références mentionnées du tableau 12.

1- *The Economist*, 3 mai 1997, 12. « *He is not of centre-left government* ».

2- *The Economist*, 3 octobre 1998, 50. « *Betrayal of his class cause* ».

3- *The Economist*, 3 mai 1997, 11. « *A radical leader* ».

4- *Ibid.* « *A Whiff of authoritarian* ».

5- *The Economist*, 14 novembre 1998, 42. « *A control freak* ».

6- *Ibid.* « *A dalek* ».

7- *The Economist*, 2 mai 1998, 12. « *The strangest Tory* ».

8- *The Economist*, 3 mai 1997, 11. « *He rules a dark empire* ».

9- *The Economist*, 14 mai 1998, 12. « *Leninism is the ruling party* ».

10- *The Economist*, 3 mai 1997, 36. « *He is all to all men* ».

11- *The Economist*, 3 avril 1999, 30. « *A war leader* ».

12- *The Economist*, 21 mai 2005, 40. « *He is the chancer who fails* ».

13- *The Economist*, 14 novembre 1998, 47. « *He trespasses in the land of the centre-right* ».

14- *The Economist*, 13 septembre 1997, 40. « *He is an ambiguous heir to Thatcher* ».

15- *The Economist*, 4 mai 2002, 12. « *He has not found an ideology compass of his own* ».

16- *The Economist*, 17 juillet 2004, 32. « *He is dishonest* ».

17- *The Economist*, 9 avril 2005, 12. « *He deceives on Iraq* ».

18- *The Economist*, 21 mai 2005, 45. « *Desperate for a legacy* ».

19- *The Economist*, 9 avril 2005, 12. « *He disappoints Britain* ».

20- *The Economist*, 28 septembre 2002, 15. « *The two Tony* ».

Nous avons sélectionné dans notre corpus, un lexique qui montre une image négative de Tony Blair dans *The Economist* de 1997 à 2005. Ce lexique concerne la relation de Blair avec son parti, sa politique économique et étrangère. *The Economist* le décrit comme un leader radical, étranger au centre gauche et autoritaire, ressemblant à Lénine. L'idéologie de Tony Blair semble peu claire, sa politique sociale et économique demeure souvent critiquée bien qu'il apparaisse comme un étrange conservateur, héritier de la politique de Margaret Thatcher. En fait, le journal le considère comme un traître à son parti, l'homme de tout le monde, l'intrus de la politique de centre droit. Blair est comparé à un mutant, à un extra-terrestre, un homme qui ne mâche pas ses mots mais qui échoue et dont le legs sera désespéré.

Manifestement, l'hebdomadaire le considère comme un homme politique ni de gauche ni de droite n'appartenant à aucun parti, mais seulement l'homme politique de ce qui marche. En ce qui concerne sa relation étrangère, *The Economist* évoque la guerre d'Irak, qui semble avoir terni son image dans son pays et dans le monde. Blair est mentionné de façon assez négative. Il est le guerrier, et non le pacifique, c'est un Premier ministre qui déçoit son parti et son pays puisqu'il réussit à tromper tout le monde. L'image de Blair projetée est celle d'un être malhonnête, d'un homme à deux visages. Il est à la fois le va-t-en-guerre mais aussi l'homme de la réconciliation, du dialogue. Cette position nous pousse à nous demander si l'hebdomadaire ne se contredit dans ses propos. En fait, *The Economist* défend la situation qu'il juge la plus raisonnable, dont en particulier la nécessité de renverser Saddam Hussein et de soutenir Bush et Blair dans leur guerre. Blair est critiqué selon la conjoncture et la situation, sa politique étrangère est caractérisée par un « suivisme total » de George W. Bush. En fait, comme nous le verrons plus loin, Blair ne peut guère plaire ou déplaire tout le temps à *The Economist*.

Tableau 13**Lexique montrant une image positive de Tony Blair**

1	Tony Blair, la « superstar »	11	Le prince du peuple
2	Un réformateur constitutionnel	12	Il a changé le drapeau rouge en une rose rouge
3	Un réformateur du bien-être	13	Un politicien moderne
4	Le conservateur le plus crédible	14	Un politicien extraordinaire
5	Un homme qui a tissé une toile de pouvoir jamais égalée	15	Un homme de conviction intellectuelle
6	Le remarquable successeur de Thatcher	16	Un centralisateur par instinct
7	Il maîtrise l'art des discours	17	Un politicien habile
8	Le compétent	18	Un leader audacieux
9	Le plus libéral	19	Un homme qui cherche le compromis
10	Un homme qui fonce	20	Celui qui consolide

Voir les références mentionnées du tableau 13.

- 1- *The Economist*, 3 octobre 1998, 50. « *Tony Blair is a superstar* ».
- 2- *The Economist*, 2 octobre 1999, 42. « *A constitutional reformer* ».
- 3- *The Economist*, 23 septembre 2000, 49. « *A welfare reformer* ».
- 4- *The Economist*, 30 avril 2005, 15. « *The most credible conservative* ».
- 5- *The Economist*, 7 juin 1997, 42.
« *A man who has a web of strength that has been not matched before* ».
- 6- *The Economist*, 2 mai 1998, 12. « *Remarkable successor to Thatcher* ».
- 7- *The Economist*, 3 octobre 1998, 50. « *He perfected the art of addressing* ».
- 8- *The Economist*, 2 juin 2002, 13. « *The competent* ».
- 9- *The Economist*, 30 avril 2005, 15. « *The more liberal* ».
- 10- *The Economist*, 3 mai 1997, 11. « *A ground-breaker* ».
- 11- *The Economist*, 13 septembre 1997, 40. « *The people's prince* ».
- 12- *The Economist*, 2 octobre 1999, 42. « *He turned a red flag into a red rose* ».
- 13- *The Economist*, 7 juin 1997, 42. « *Modern politician* ».
- 14- *The Economist*, 12 janvier 2000, 12. « *Extraordinary politician* ».
- 15- *The Economist*, 2 mai 1998, 21. « *A man of intellectual conviction* ».
- 16- *Ibid.*, « *A centraliser by instinct* ».
- 17- *The Economist*, 3 octobre 1998, 50. « *Skilful politician* ».
- 18- *The Economist*, 2 mai 1998, 21. « *A bold leader* ».
- 19- *Ibid.*, 50. « *Consensus-seeker* ».
- 20- *Ibid.*, 42. « *A consolidator* ».

Dans le tableau ci-dessus, nous avons fait une sélection d'un lexique montrant une image positive de Tony Blair. *The Economist* le décrit comme une superstar, que ce soit dans son pays mais surtout dans le monde : c'est un homme talentueux, proche du peuple et de ses attentes. Il réussit à convaincre par son style de grand communicateur. En adhérant aux idéaux de la libre entreprise et de la loi du marché, Blair est présenté comme le successeur de Margaret Thatcher. L'hebdomadaire n'hésite pas à louer ses qualités de compétence, de grand réformateur et d'un homme politique extraordinaire, moderne qui possède une réelle conviction. Il est perçu comme un habile Premier ministre, audacieux, qui cherche toujours le compromis et aspire à consolider ses acquis. Il rejoint le camp libéral symbolisé par la rose rouge. Cette fois-ci, le magazine affiche une image assez différente de la précédente. En fait, seul le lecteur averti et familier peut comprendre cette apparente contradiction. *The Economist* juge l'action de l'homme politique qui s'inscrit dans la logique et la doctrine du magazine ; il le juge au jour le jour selon la conjoncture nationale ou internationale et selon ses actes.

The Economist affirme que Blair est plus proche de la droite des partis socialistes européens. Comme nous le verrons plus loin, le journal accueille favorablement la politique libérale de Tony Blair. C'est pour cela que le magazine approuve l'indépendance accordée à la Banque d'Angleterre ainsi que la décentralisation des Parlements de l'Écosse et du Pays de Galles. La politique de privatisation déjà commencée, pendant le gouvernement Thatcher, est appréciée, l'image positive de Blair s'articule autour de la politique que *The Economist* considère la plus raisonnable. L'hebdomadaire se soucie peu des partis et de leurs étiquettes, ce qui compte pour lui c'est que les Britanniques puissent jouir d'une liberté civile et individuelle, qu'ils aient un gouvernement qui baisse les taxes et les dépenses publiques. L'objectif demeure aussi de voir le chômage en baisse et une amélioration du niveau de vie. Ce qui est décisif dans la victoire ou la défaite lors des élections, c'est l'économie, la richesse et l'emploi.

Sur un autre plan, *The Economist* critique sa politique de réforme de la sécurité sociale (*National Health Service*) de l'éducation et des transports ainsi que la réforme de la Chambre haute des Lords. Pour mieux comprendre cette image contrastée de Tony Blair, nous proposons d'examiner quelques cas intéressants des références politiques, religieuses, historiques ou culturelles. L'hebdomadaire fait souvent référence à des personnalités politiques, religieuses, ou culturelles pour faire passer son message et pour indiquer sans ambiguïté qu'il est destiné à un lectorat averti et connaisseur de la vie politique, économique ou sociale, qu'il soit britannique ou international. Nous pouvons mentionner plusieurs cas intéressants de notre corpus, où *The Economist* conseille et joue le rôle de pédagogue.

En faisant allusion à la possible victoire de Tony Blair en 1997 et en spéculant sur son futur gouvernement et sur sa politique, *The Economist* se demande si Blair est capable de faire face à tous les défis. Il le compare à Harold Macmillan (le Premier ministre conservateur de (1957-1963) qui disait : « *Events dear boy, events* »¹⁷⁷. *The Economist* spéculé : Blair aura-t-il la stature d'un grand Premier ministre comme Macmillan et sera-t-il capable de gérer les divers problèmes de son pays. Nous pouvons citer l'exemple de la négociation sur l'Europe, la restitution de Hong Kong en 1997, ou les grèves des syndicalistes. Dans un article, Tony Blair est comparé à la princesse Diana qui était très populaire. *The Economist*¹⁷⁸, qui le nomme « le prince du peuple » (*The people's prince*), rappelle que personne n'ose critiquer Diana après sa mort, alors que Tony Blair le politicien, profite de sa popularité et utilise cette situation pour étouffer toute critique. Le journal invite Blair à gagner la popularité des Britanniques et de son parti. D'un ton ironique, le magazine admet que cette popularité ne peut égaler celle de Diana. *The Economist* invite Blair à respecter les idées des membres de son parti et critique¹⁷⁹ la façon dont il essaie de dominer les débats en se demandant s'il n'est pas un personnage étrange, hors norme et même un *Dalek*.

¹⁷⁷ *The Economist*, 3 mai 1997, 11.

¹⁷⁸ *The Economist*, 13 septembre 1997, 40.

¹⁷⁹ *The Economist*, 14 novembre 1998, 52.

En 1966, dans une conférence du Parti conservateur, le délégué Hugh Dykes compare le ministre de la Défense du gouvernement travailliste, Denis Healey, à un Dalek qui souhaite éliminer ceux qui ne partagent pas son point de vue. Le mot Dalek fut utilisé également en 1968 par le ministre travailliste de la technologie Tony Benn dans un débat au Parlement sur le projet Concorde. Tony Benn répond à une question du membre du Parlement Hugh Jenkins sur le futur du projet Concorde, Benn fait allusion à la série *Dr Who* où le héros doit éviter les extra-terrestres, pour Benn, le Concorde ne risque pas de voir des « Daleks » dans le ciel.

Le mot Dalek qui apparaît dans une série télévisée *Doctor Who* en 1963 signifie une race d'extra-terrestre mutant. C'est une créature dominante, sans pitié, avide de pouvoir et de conquête qui symbolise quelqu'un d'autoritaire. *The Economist* compare Blair à un Dalek qui maîtrise son pouvoir et qui ne tolère aucune contestation. Le journal mentionne l'exemple de l'élection du maire de Londres, où Ken Livingstone, le candidat indépendant et nostalgique de l'ancien Parti travailliste, se considère comme la cible de Blair, le mutant, qui veut l'éliminer pour proposer son candidat favori Rhodri Morgan. Dans ses mémoires, Blair évoque la candidature de Ken Livingstone et souligne : « En tant que candidat du Labour, Ken nous posait un problème, il s'opposait fermement au partenariat public-privé ... l'élection du maire de Londres devait être un fiasco ; elle l'a été »¹⁸⁰. Dans cette affaire, Le journal semble pertinent dans son analyse critique de Blair. D'autre part, *The Economist* fait allusion à la façon dont Tony Blair dirige son parti ; il le critique et le compare à Lénine. *The Economist* concède qu'après tout, le parti de Blair doit utiliser une méthode semblable à celle de Lénine quand il est confronté à une rébellion de quelques membres, comme par exemple, Dennis Canavan, membre vétérane du parti, qui préfère se présenter sous l'étiquette indépendant aux élections du Parlement Écossais. Dans le même article, *The Economist* conclut que, si les présidents américains Lyndon Johnson et Richard Nixon étaient assez forts dans un système politique contrôlé par le principe de l'équilibre des pouvoirs (*checks and balances*) qui freine et contrôle leurs actions, le système britannique ne possède pas une tel garde fou pour limiter le pouvoir du Premier ministre. *The Economist*¹⁸¹ fait référence à ces deux figures américaines pour montrer que Blair jouit de plus de pouvoir qu'eux au sein de son parti et dans son pays. Dans un autre article, *The Economist*¹⁸² considère que Blair utilise les idées des conservateurs pour reconquérir la sympathie du peuple. L'hebdomadaire compare la progression de Blair à l'avancée de Napoléon Bonaparte dirigeant sa grande armée loin de Paris pour envahir la Russie mais où il ne réussira pas cependant à vaincre l'armée du général Koutouzov. Blair avance dans un territoire inconnu.

¹⁸⁰ Tony Blair, *Mémoires, op. cit.*, 305.

¹⁸¹ *The Economist*, 14 novembre 1998, 52. « *Britain's system, for all its reforms, allows a prime minister to smile and smile and still be a control freak* ». Le journal souligne : « *Johnson and Nixon were bullies in a political system whose checks and balances truss a president hand and foot* ».

¹⁸² *The Economist*, 26 juin 1996, 50. « *A long way from Paris, There were rumours of coup d'état* ».

Bien qu'il n'ait pas été véritablement battu pendant son retrait, néanmoins il fut victime d'une mutinerie dans son parti, comme ce fut le cas pour Napoléon loin de Paris quand, en 1812, il livra la grande bataille de la Moskova, que les Russes appellent bataille de Borodino¹⁸³. *The Economist* ne compare pas le leader conservateur William Hague, leader des conservateurs, au général russe Mikhaïl Koutouzov, qui s'opposa à Napoléon pendant la bataille de Borodino. L'hebdomadaire admet que William Hague manque de courage pour affronter Blair sur son terrain. Néanmoins, *The Economist* critique Blair et fait allusion à Napoléon qui, malgré son courage et son ambition, prit des risques¹⁸⁴ étant loin de Paris pour envahir Moscou. Blair aura sa bataille de *Borodino* au sein de son parti où il aura des difficultés et des dissensions. Cette référence historique peut insinuer aussi que, dans le long terme Blair, à l'instar de Napoléon, connaîtra le même sort, à savoir le déclin de son image si prestigieuse.

L'hebdomadaire n'hésite pas à présenter Tony Blair comme Napoléon en butte à des difficultés internes et extérieures ; c'est un homme autoritaire et populaire, mais dont la carrière est vouée à l'échec en fin de compte. Dans un article intitulé « *They will follow him* »¹⁸⁵, *The Economist* nous rappelle l'image du prophète Moïse qui conduisit son peuple vers la terre promise, les compagnons de Blair n'ont donc qu'à suivre leur chef. Le journal laisse entendre que le Parti *Labour* a besoin d'un guide, celui qui, grâce à la troisième voie, donnera un nouveau souffle à un Parti travailliste pris au piège de son histoire socialiste et de sa dépendance des syndicats. *The Economist* évoque la mémoire de l'Empereur Napoléon, du prophète Moïse, mais aussi du roi soleil (*Sun King*).

¹⁸³ La bataille de *Borodino*, connue en France sous le nom de Moskova du 7 septembre 1812, fut la principale confrontation de la campagne de Russie pendant les guerres napoléoniennes où les forces de Napoléon I^{er} obtinrent une victoire sur l'armée russe commandée par Alexandre I^{er} de Russie près du village de Borodino. La bataille opposa les armées de Napoléon (130 000 hommes, 28 000 cavaliers, 587 canons) aux armées russes dirigées par le général Mikhaïl Koutouzov (135 000 hommes, 25 000 cavaliers, 624 pièces d'artillerie). Les pertes humaines étaient terribles (20 000 blessés et 10 000 morts chez les Français et 35 000 blessés et 15 000 morts chez les Russes). La bataille de la *Moskova* ou *Borodino* ouvrit les portes de Moscou à Napoléon qui y entra entre dans la capitale le 14 septembre après que les Russes eurent déjà évacué la ville. Mal approvisionnée, l'armée de Napoléon lutta dans des conditions climatiques sibériennes contre les assauts répétés des troupes russes. Sans remporter une victoire, Napoléon rentra à Paris le 5 décembre pour combattre la conspiration fomentée par le général Malet.

¹⁸⁴ *The Economist*, 24 juin 1999. « *He would be compelled like Napoleon after the battle of Borodino to turn his troops and lead them* ».

¹⁸⁵ *The Economist*, 2 octobre 1999, 42.

L'hebdomadaire critique indirectement les pleins pouvoirs du Premier ministre qui, vraisemblablement, à l'instar du roi Louis XIV, possède la gloire mais aussi un pouvoir inégalé : « Mr Blair est maintenant le roi soleil »¹⁸⁶. En comparant le Premier ministre au roi soleil Louis XIV, le magazine admet l'autorité de Blair qui « règne sur son royaume », le *New Labour*, de façon autoritaire et sans limites. D'autre part, *The Economist*, qui apprécie la disparition de l'ancienne idéologie socialiste des travaillistes, souligne que Tony Blair est différent du leader Keir Hardie, leader du Parti des travailleurs, il y a presque un siècle (en 1907). Hardie, selon le magazine, avait promis la paix, le bonheur et une meilleure vie à toute la classe ouvrière. *The Economist* vante le mérite de Blair de couper avec le passé du parti et d'occulter son idéologie ; par ailleurs, le journal suppose que Mr Hardie n'est pas Blair et ne peut guère le comprendre¹⁸⁷. L'hebdomadaire sait bien que Tony Blair n'est ni Napoléon, ni Moïse, ni Louis XIV ; Blair ne peut les égaler, mais il doit essayer de les imiter dans leurs grandeurs. Pour *The Economist*, Blair est censé rassembler : il est comparé au prophète Moïse pour son action de guide et de rassembleur ; cependant il doit se méfier d'abuser de ses pleins pouvoirs, d'épuiser son autorité, car il aura le même destin que Napoléon et il perdra l'aura du roi soleil.

Nous notons également dans le corpus la présence de titres d'articles évoquant des jeux de mots, par exemple, le titre (*All men are created fair*)¹⁸⁸. En critiquant des parlementaires tels que Tony Benn ou Ken Livingstone, que *The Economist* juge trop à gauche, puisqu'ils parlent souvent le langage de l'égalité entre les gens, le journal propose le mot équité (*fairness*). *The Economist* souhaite voir Gordon Brown, ministre des finances, ne pas imposer une politique socialiste comme l'avaient fait déjà les travaillistes, mais il admet une politique d'équité et il n'apprécie pas un gouvernement trop interventionniste. Cette expression, « tous les hommes sont égaux » : « *All men are equal* » symbolise la fameuse phrase prononcée par Thomas Jefferson en 1776 lors de la déclaration de l'indépendance des États-Unis ; donc dire « *all men are created fair* »

¹⁸⁶ *Ibid.* « *Mr Blair is now the sun king* ».

¹⁸⁷ *The Economist*, 2 octobre 1999, 42, « *Keir Hardie may have liked Mr Blair, but he was not like him, and would have found him difficult to understand* ».

¹⁸⁸ *The Economist*, 13 mars 1999, 44. Thomas Jefferson prononçait cette phrase (Nous tenons pour évident la vérité que tous les hommes sont égaux, qu'ils sont dotés par le créateur de droits inaliénables, et que parmi ses droits : la vie, la liberté et la recherche du bonheur). « *We hold these truths to be self-evident, that all men are created equal, that they are endowed by their Creator with certain unalienable-rights, that among these are life, liberty and the pursuit of happiness* ». Cité dans l'encyclopédie Universalis, 2005. Voir aussi le site <<http://www.ushistory.org/declaration/document/>>, consulté le 14 mars 2010.

dénote un jeu de mot et une critique vis-à-vis du Premier ministre. En fait, la politique de Blair n'est plus celle de l'égalité, prêchée par les travaillistes depuis des décennies, mais plutôt celle de donner des chances équitables à tout le monde. Une autre expression est utilisée par *The Economist*¹⁸⁹, « tous pour un, un pour tous » : « *All for one, one for all* ». Le titre de cet article s'inscrit dans le cadre du rapport présenté par Lord Butler pour disculper le gouvernement Blair d'avoir menti concernant le danger que représenterait l'Irak avant 2003, et faire croire que ce pays serait capable en 45 minutes de lancer des armes de destruction massive (*weapon of mass destruction*). Nous reviendrons sur cette affaire lorsque nous aborderons la guerre d'Irak.

Mais retenons l'image ou la phrase utilisée par *The Economist* qui admet que le rapport de Lord Butler ne change rien à l'impopularité de Blair. Le magazine utilise cette formule « tous pour un, un pour tous », slogan associé traditionnellement aux trois Mousquetaires¹⁹⁰ et symbolisant la solidarité. Il estime que le fait que tout le monde admette ou n'admette pas que Blair ait menti ne change rien à l'opinion du peuple. Si le rapport de Lord Butler n'accuse pas Blair, en revanche, le gouvernement exagère le fait que l'Irak soit une menace pour la paix en possédant des armes de destruction massive. Tony Blair, qui depuis le 11 septembre n'a cessé d'affirmer sa solidarité avec les États-Unis, se trouve dans une position difficile dans son pays ; il est critiqué par une grande partie des Britanniques, dans son parti comme dans l'opposition. Blair souhaite gagner la solidarité et cherche à redorer son blason mais en vain. Comme nous venons de le voir, *The Economist* fait allusion à diverses références religieuses, historiques, littéraires ou culturelles ainsi que les métaphores telles que dans les articles (*whatever works*, *Boxing for Britain*) pour présenter des idées d'une manière implicite.

¹⁸⁹ *The Economist*, 17 juillet, 2004, 42.

¹⁹⁰ C'est une œuvre écrite par Alexandre Dumas et publiée en 1844, le roman raconte les aventures d'un personnage désargenté de 18 ans, d'Artagnan, monté à Paris pour faire carrière. Il se lie d'amitié avec Athos, Porthos et Aramis, mousquetaires du roi Louis XIII. Ces quatre hommes vont s'opposer au Premier ministre, le Cardinal de Richelieu et à ses agents, dont la belle et mystérieuse Milady de Winter, pour sauver l'honneur de la reine de France Anne d'Autriche. Avec ses nombreux combats et ses rebondissements romanesques, le roman de Dumas, *Les Trois mousquetaires*, est l'exemple type du roman de cape et d'épée. La formule « tous pour un, un pour tous » : « *all for one, one for all* » symbolise la solidarité d'amis qui agissent pour le bien.

Selon *The Economist*, le *New Labour* n'a pas une vraie idéologie, un vrai programme, il incarne tout ce qui marche (*whatever works*). Dans l'article « *Boxing for Britain* » le magazine ironise sur l'engagement de la Grande-Bretagne en Yougoslavie malgré l'opposition du pays. Blair s'avère être plus enclin que les Américains à utiliser la force terrestre, il donne l'impression qu'il est le seul disposé à envoyer les soldats britanniques, alors que les autres pays européens hésitent. *The Economist* compare Blair à de grandes figures du monde pour le conseiller et l'encourager à agir de façon convaincante. Néanmoins nous remarquons que celui-ci est souvent critiqué pour son ambition à dominer. À cet égard, nous proposons de voir l'image que brosse le magazine du bilan économique et social du Premier ministre.

The Economist ne présente guère toujours la même analyse positive ou négative, il s'agit souvent de positions liées à des circonstances politiques ou économiques particulières. Par exemple, le journal décide de soutenir John Major (le candidat des Conservateurs et Premier ministre sortant) pendant les élections de 1997, face au leader travailliste Tony Blair. Puis il nous surprend lorsqu'il soutient la candidature de Blair en 2001 et en 2005, malgré les réserves portées à son égard, et qu'en 2006 il n'hésite pas à appeler Blair à quitter le pouvoir¹⁹¹, dans son éditorial du 16 mars. L'hebdomadaire souhaite voir Blair ou n'importe quel gouvernement respecter et appliquer les principes libéraux, c'est pour cette raison qu'il n'a jamais cessé d'apporter son appui aux gouvernements conservateurs depuis les années soixante¹⁹² :

Nous favorisons le choix libéral d'une façon ample depuis 1940. *The Economist* appuie les conservateurs entre 1955 et 1959, il a appuyé les travaillistes en 1964 pour la première fois, depuis lors les conservateurs ont bénéficié de notre choix.

¹⁹¹ *The Economist*, 16 mars 2006 . « *If Britain's prime minister is not thinking about stepping down, he should be* ».

¹⁹² *The Economist*, 26 avril 1997, 35. « *We favour the liberal, a choice more loosely until 1940. The Economist endorsed the Conservatives 1955-1959, it endorsed Labour for the first time in 1964 ; since then the Tories have had our vote* ».

Le succès de Blair lors des élections de 1997, où il obtient une écrasante victoire et une grande majorité n'a pas été souvent accueilli positivement par *The Economist*, bien que ce dernier se soit engagé à juger le Premier ministre sur ses actes. L'hebdomadaire ne cache pas ses préférences et sa sympathie pour les *Tories*. Deux mois avant les élections de 1997, *The Economist* tranche en faveur du candidat conservateur John Major¹⁹³ :

Il a dirigé le pays en profitant d'une bonne santé économique, d'un progrès régulier du niveau de vie, d'une baisse du chômage, d'une inflation maîtrisée et de pacifiques relations industrielles¹⁹⁴.

Le journal considère le legs de Major positif. Il est le « challenger » face à son adversaire Tony Blair, qui est donné vainqueur¹⁹⁵ dans les sondages. *The Economist* espère voir son candidat changer la situation : « Il y a toujours une chance à ce que cela arrive »¹⁹⁶. Il est conscient des difficultés des *Tories* qui sont divisés surtout sur la question européenne : « La division des *Tories* à propos de l'Europe est responsable de la division du parti »¹⁹⁷. Il regrette cette position et souligne que le candidat des travaillistes donne l'impression d'être un général autoritaire qui regroupe derrière lui son armée : « Il est une sorte de général dont les troupes sont prêtes à suivre »¹⁹⁸. Malgré ces difficultés, *The Economist* avoue haut et fort son souhait de voir les conservateurs remonter la pente : « Changer cette situation n'est pas impossible mais c'est difficile »¹⁹⁹.

Dans un autre article, *The Economist* estime que les travaillistes ne méritent pas de gagner : « Les travaillistes ne le méritent pas »²⁰⁰. Telle opinion indique que le journal n'est pas aussi neutre, impartial qu'il le prétend. Le fait de choisir les conservateurs reflète son manque d'objectivité. Le soutien de John Major est souvent cautionné ; le journal indique : « Bien qu'ils possèdent de bonnes idées, ils ont récemment perdu leurs chemins »²⁰¹. *The Economist* n'est pas content de voir le *Labour* gagner, même si les sondages considèrent Tony Blair favori : « Ce changement ou ce tournant n'est pas une

¹⁹³ *Can he win ?* C'est le titre du magazine. *The Economist*, 22 mars 1997, 27.

¹⁹⁴ *Ibid.* « *He presided over a country in good economic health, steady growth in living standard, falling unemployment, low inflation and peaceful industrial relations* ».

¹⁹⁵ *Ibid.* Tony Blair dépasse de 26 points John Major selon les sondages du mois de mars 1997.

¹⁹⁶ *Ibid.* « *There is always a chance that this could change* ».

¹⁹⁷ *Ibid.* « *Division with the Tory ranks over Europe that is responsible for the party's disintegration* ».

¹⁹⁸ *Ibid.* « *Sort of general behind whom people want to march* ».

¹⁹⁹ *Ibid.* « *to change these impressions now may not be impossible* ».

²⁰⁰ *The Economist*, 26 avril, 1997, 25. « *Labour does not deserve it* ».

²⁰¹ *Ibid.* « *Despite having many of the right ideas about policy, they have recently lost their way* ».

offre pour le Royaume-Uni »²⁰². *The Economist* craint que Blair et ses partisans renouent avec le passé des idées socialistes des travaillistes. D'autre part, le magazine s'inquiète du programme de Blair qui vise à abolir la Chambre des Lords et qui met en danger les libertés individuelles dans sa lutte contre la criminalité. *The Economist* se méfie de la politique économique de Blair en matière de dépenses publiques et de son programme d'État providence (*Welfare state*). Il ne manque pas de critiquer le programme microéconomique des travaillistes et admet :

En matière microéconomique, le plan des travaillistes s'égare, le salaire minimum détruit les emplois, les taxes inattendues des services publics privatisés sont arbitraires, la signature du traité européen social sera favorable aux syndicats²⁰³.

The Economist estime que le *Labour* entrave toute conception libérale de l'économie quand il désire intervenir dans les affaires du marché, de la finance. Sur un autre plan, le journal rappelle les erreurs et les maladroites²⁰⁴ de Blair lorsque ce dernier nomma son candidat au poste de maire de Londres, en chassant le membre populaire Ken Livingstone, qui sera élu pour la première fois malgré l'opposition du Premier ministre. Quant à la politique sociale de Tony Blair, en 1999, *The Economist* ironise sur le programme *Labour* en matière de sécurité sociale et de santé :

Le Parti travailliste fut élu par sa promesse mélodramatique de sauver la sécurité sociale. En comparaison avec ses prédécesseurs, le gouvernement injecte beaucoup d'argent ; le problème est que la sécurité sociale ne fait pas l'effort nécessaire pour justifier une telle aide²⁰⁵.

L'hebdomadaire ne voit pas d'un bon œil les dépenses publiques pour assainir la sécurité sociale, néanmoins il exhorte Blair à suivre l'exemple de Thatcher en limitant l'intervention de l'État. En 2001, *The Economist* accueille avec enthousiasme les progrès faits par le gouvernement Blair qui réussit à couper les dépenses de la sécurité sociale :

²⁰² *Ibid.* « No such change or watershed is an offer for Britain ».

²⁰³ *Ibid.* « In microeconomic when Labour's plan go astray, minimum wage could destroy jobs, windfall tax on privatised utilities which is arbitrary signature of the european union social charter which will increase obligation to trade-union ».

²⁰⁴ *The Economist*, 17 mai 1997, 18. « The Threat to Blair's throne ».

²⁰⁵ *Ibid.* « In 1999 the Labour was elected on a melodramatic promise to save the National Health Service. Compared with his predecessors, the government is now injecting a lot of money into the NHS, the problem is that NHS is not doing the extra business to justify the extra cash ».

Le *Labour* a coupé les dépenses de la sécurité sociale comme l'avaient fait ses prédécesseurs conservateurs ; Mr Blair et son gouvernement étaient prudents, compétents et légèrement conservateurs²⁰⁶.

En ce qui concerne l'éducation, le journal montre un grand intérêt pour la politique éducative où il souligne que le programme du Premier ministre visant à privatiser le secteur de l'éducation ne fait pas l'unanimité de la presse dite de qualité. La réforme propose d'ouvrir les portes des écoles aux organisations religieuses qui auront pour tâche la gestion des établissements. Ce programme est considéré comme dangereux par *The Economist* qui réagit comme suit : « Le fait que Blair donne la responsabilité des écoles publiques à des organisations religieuses est dangereux »²⁰⁷.

L'hebdomadaire continue de critiquer cette politique, qui est diamétralement opposée à son esprit libéral : « Blair veut encourager le rôle de la religion dans l'éducation en laissant des écoles dirigées par des organisations religieuses »²⁰⁸. Il estime que la privatisation est toujours désirée, mais qu'elle est dangereuse entre les mains des religieux. « C'est faux par principe et dangereux en pratique de laisser l'éducation des enfants entre les mains des religieux ; le système éducatif étatique doit s'occuper de l'éducation sans se soucier de la religion »²⁰⁹. L'esprit libéral du magazine se heurte à l'intervention de la religion dans l'éducation, la politique ou la liberté d'expression. *The Economist* ne peut guère rester neutre vis-à-vis de l'éducation, par conséquent il exprime de façon claire sa position. C'est une attitude où la liberté de penser, de croire est foncièrement importante, elle s'oppose au rôle de la religion. L'éducation est l'outil et le moyen d'accéder à cette liberté, elle est censée s'éloigner de la sphère religieuse.

²⁰⁶ *The Economist*, 12 mai 2001, 25. « It has trimmed social security spending much as its tory predecessor did, Mr Blair and his government have been cautious, competent mildly conservative ».

²⁰⁷ *Ibid.* « Tony Blair's plan to hand over more state education to religious organisations is dangerous ».

²⁰⁸ *Ibid.* « Tony Blair wants to boost religion's role in education move, many schools are run by faith based organisation ».

²⁰⁹ *Ibid.* « Handing over the children to the preachers is wrong in principle and dangerous in practise. A state financed education system should cater to everybody, irrespective of their faith ».

À l'instar des réformes éducatives de privatisation, l'hebdomadaire exprime sa crainte vis-à-vis de toute action qui touche aux libertés des personnes au nom de la lutte contre la criminalité. L'hebdomadaire n'apprécie pas l'idée que le gouvernement Blair abuse des libertés publiques pour réprimer la criminalité et contenir la délinquance. *The Economist* considère que la politique des travaillistes n'est pas la bonne pour faire face à la montée de la violence et du crime organisé :

Depuis l'arrivée du Labour au pouvoir, plus d'une douzaine de lois sur la criminalité ont été promulguées. Peu ou pratiquement rien n'a changé, les nouvelles lois n'arrêtent pas la criminalité, la prévention est plus efficace pour faire face au comportement anti-social²¹⁰.

Ce que propose *The Economist* n'est pas une série de lois, ou des mesures draconiennes, mais plutôt une politique de longue haleine, une politique de prévention et surtout d'application de la loi : « Passer plus de lois ne change pas profondément les comportements bien établis sans une cohérente application des lois existantes »²¹¹. Si *The Economist* est souvent critique à l'égard de Blair depuis son élection à la tête du Parti travailliste et après dix-huit ans de domination des Conservateurs, le magazine n'hésite pas à souligner les divers succès ou actions politiques que Tony Blair entreprend. *The Economist* admet : « L'économie se porte bien en partie à cause d'une décision sage prise juste après les élections : donner l'indépendance à la Banque centrale d'Angleterre »²¹². Une telle décision est non seulement appréciée par *The Economist*, mais aussi préconisée et prêchée. *The Economist* est favorable à la politique économique de Blair qu'il juge dans la bonne direction. Dans les exemples suivants, nous remarquons que *The Economist* apporte son soutien à Blair. Après deux ans et demi au pouvoir, le journal fait un bilan de la politique intérieure de Blair :

²¹⁰ *Ibid.* « Since Labour came to power, it has enacted more than a dozen criminal justices acts. Little or nothing has changed, new laws don't necessarily stop crime, prevention is more effective in tackling anti-social behaviour ».

²¹¹ *The Economist*, 16 novembre, 2002, 36. « Enacting more laws will not change such deeply entrenched behaviour without consistent enforcement of existing law ».

²¹² *The Economist*, 31 juillet 1999, 38. « The economy is doing well, partly because of some well-judged decision made soon after the election, notably giving the Bank of England its independence ».

Quand il prend le pouvoir, l'économie britannique prospère, le chômage baisse au plus bas, l'inflation est maîtrisée. Un règlement de quelque sorte est réalisé en Irlande du nord, les réformes de la constitution décentralisent le pouvoir en Écosse et au Pays de Galles et Londres, d'autre part, la Chambre des Lords a été secouée²¹³.

Pour *The Economist*, le bilan n'est pas aussi sombre²¹⁴. Blair mérite qu'on loue ses actions, il est clair que la situation économique n'est pas mauvaise, le gouvernement réussit à baisser le chômage et l'inflation. Quant à la crise irlandaise, Blair arrive à obtenir un compromis et met fin à des années de guerre civile. La question relative à la décentralisation en Écosse et aux Pays de Galles fait des progrès. Le magazine admet que Blair doit son succès à son imitation du programme de Thatcher : « Mr Blair a été un consolidateur compétent de l'héritage conservateur, et non un radical visionnaire »²¹⁵.

Le journal dresse une image positive du Premier ministre : « En général, ce fut un premier mandat réussi »²¹⁶. *The Economist* va même plus loin en évoquant le mérite du gouvernement de Tony Blair : « Blair et son équipe sont dignes de confiance et certainement plus crédibles que les conservateurs »²¹⁷. À l'instar de Margaret Thatcher, Tony Blair devient crédible, il est félicité pour son éloignement des idées de gauche et la maîtrise de la gestion de son parti. Nous constatons que *The Economist* loue et salue la politique qu'il juge la plus raisonnable selon ses critères et ses recommandations ; l'éloignement de Blair des syndicats représente pour le magazine un acquis à préserver :

Blair essaie de garder la pression sur les syndicats et les ouvriers du secteur public qui pensaient bénéficier d'un appui au sein du gouvernement. Il rompt la relation existante entre le parti et les syndicats ainsi que les intérêts censés être représentés. C'est ce qui rend son ministère si intéressant²¹⁸.

²¹³ *Ibid.* « When he took office, Britain's economy has prospered, unemployment fallen to the lowest, inflation is low. A settlement of sorts has been reached in Northern Ireland, the constitution reforms have delivered the devolution of power to Scotland, Wales and London and the House of Lords has been shaken a little ».

²¹⁴ *The Economist*, 30 septembre 2000, 26.

²¹⁵ *Ibid.* « Mr Blair has been a competent consolidator of the conservative legacy, not a radical visionary ».

²¹⁶ *The Economist*, 9 juin 2001, 38. « On balance, it was a successful first ».

²¹⁷ *The Economist*, 23 février 2002, 17. « Mr Blair's advantage has been that he and his team looked trustworthy and certainly more credible than the main alternative, the conservatives ».

²¹⁸ *Ibid.* « Blair has tried to keep the pressure on trade-union, public sector workers who had assured that complacently they would be safe under a Labour government. He breaks the old relation between Labour and the interests it had created to represent, that makes his premiership so interesting ».

Le magazine aborde la politique de façon souvent pragmatique, il intervient comme acteur de la vie politique et annonce ses préférences. Il s'implique indirectement lorsqu'il appelle à voter Blair en 2001, alors qu'il était favorable à John Major et aux conservateurs en 1997. *The Economist* réitère son soutien à Blair une deuxième fois, mais du bout des lèvres, il titre, quelques jours avant les élections de 2005 : « Hélas, il n'y a pas d'alternative, comme il n'y a pas de meilleur candidat, nous optons pour la victoire des travaillistes le 5 mai »²¹⁹. *The Economist* estime que Blair est l'unique et le meilleur candidat sur la scène politique britannique, le magazine n'a pas d'autre choix que d'opter pour cette alternative assez critiquée du bout des lèvres. Il réaffirme que le succès de Blair est un résultat de la politique libérale, du libre-échange, de la loi du marché, de la privatisation, et de la concurrence. Le journal informe le lecteur que les questions économiques et le problème du chômage font la différence, le parti qui réussit dans ce domaine aura la victoire :

Le Royaume-Uni jouit de treize ans de progrès économique ininterrompu, dont huit sous le gouvernement travailliste. Le crédit revient à l'action du Parti travailliste de continuer la politique pro-marché héritée de Madame Thatcher²²⁰.

The Economist semble montrer sa satisfaction du progrès économique enregistrée au cours des deux premiers mandats du gouvernement Blair. L'accent est mis sur la continuité avec la politique des conservateurs, en l'occurrence celle de John Major. *The Economist* ne craint pas un revirement de la politique de Tony Blair : il n'existerait pas de risque à ce que le Premier ministre adopte une politique renouant avec la stratégie de l'ancien Parti travailliste. En 1997, *The Economist* s'est posé la question suivante : « Blair sera-t-il radical ? »²²¹.

²¹⁹ *The Economist*, 30 avril, 2005, 29. « *There is no alternative alas, for want of a better candidate option, we favour Labour victory on may the 5th* ».

²²⁰ *Ibid.* « *Britain has enjoyed thirteen years of uninterrupted, pretty, steady economic growth, eight of them under the Labour government. Much of the credit due to Labour is for carrying on with the Pro-market inheritance from Mrs Thatcher* ».

²²¹ *The Economist*, 22 mars 1997, 27. « *Would Mr Blair be a radical* ».

Dans le même contexte, l'hebdomadaire apporte sa réponse en affirmant : « Il est improbable que Mr Blair renoue avec la politique de la gauche car il n'est plus plausible que cette dernière suive la même voie »²²². *The Economist* évoque l'improbabilité que Blair renoue avec le passé radical des travaillistes, de leur politique des dépenses et de l'intervention de l'État dans les affaires économiques. Si *The Economist* apporte son soutien à Blair ou bien apparaît assez critique selon la situation, il n'hésite pas également à jouer le rôle de donneur de leçons et de conseils. Par exemple, en 1997, il s'adresse aux conservateurs en les encourageant à revenir au pouvoir après leur défaite, mais de façon convaincante, ils ont tout à gagner à resserrer les rangs : « S'ils veulent revenir au pouvoir dans cinq, dix ou quinze ans, ils doivent montrer qu'ils le méritent »²²³. *The Economist* ne cache pas sa sympathie pour les conservateurs qui ont perdu la confiance des électeurs en 1997 par leur division et l'inefficacité de leur stratégie médiatique après dix-huit ans de pouvoir.

Le message vise à pousser les conservateurs à adopter une nouvelle stratégie en accord avec le changement du monde pour plaire aux électeurs et redorer le blason des années Thatcher. Le même raisonnement est adressé à Tony Blair en 2000 où *The Economist* l'invite à gagner la confiance des électeurs s'il veut remporter les élections de 2001: « Si Mr Blair veut gagner les élections, il doit changer d'opinion en faveur de la confiance »²²⁴. La confiance dont parle *The Economist* concerne le respect de l'entreprise privée, des grands patrons et des investisseurs étrangers qui doivent être rassurés quant à la politique de Blair en matière économique. Cette politique économique est censée donner l'exemple en encourageant l'esprit libéral de compétitivité, de concurrence et le principe de la prédominance du marché. Une fois encore, *The Economist* attire l'attention du lecteur pour dire qu'il est bien informé, qu'il maîtrise le sujet et que ses conseils sont utiles et appropriés dans le contexte électoral. L'hebdomadaire montre souvent cette attitude où il conseille, informe, et met en garde contre les mauvaises politiques du gouvernement.

²²² *Ibid.* « Mr Blair is unlikely to move back left because there is no plausible position for the left to move to ».

²²³ *The Economist*, 18 octobre, 1997, 35. « If they want power back in five, ten or fifteen years they too have to earn it ».

²²⁴ *The Economist*, 30 septembre 2000, 38. « If Mr Blair is to win the election, he will have to shift opinion back toward confidence ».

The Economist choisit les moments opportuns pour louer les diverses politiques de Blair et lui apporter son soutien. L'image de Blair qui se dégage est teintée de pragmatisme, de réalisme mais aussi de prudence, de méfiance, et de critique mesurée. L'hebdomadaire suit une ligne de conduite qui reflète son point de vue concernant la politique britannique et internationale. Il a sa propre vision de présenter les choses, dont en particulier l'image du nouveau Parti travailliste, *New Labour*. Nous commençons tout d'abord par une brève introduction de ce parti.

3) Blair et la « troisième voie »

Après son élection en 1994 à la tête du parti, Tony Blair fera tout pour réformer l'appareil du vieux Parti travailliste afin de l'adapter à la nouvelle vision de la social-démocratie. Blair va engager une remise en question profonde des dogmes entamés dans les années quatre-vingt, elle va culminer avec l'abandon de la Clause IV, le 29 avril 1995. Cette clause tourne résolument le dos à toute notion de nationalisation, en mettant en avant la volonté de se situer au-delà de l'opposition traditionnelle (privé et public). Rappelons que la Clause IV date de 1918, et qu'elle assure « aux travailleurs manuels ou intellectuels la jouissance complète du produit de leur travail et la distribution la plus équitable qui soit de ce produit sur la base de la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange, et du meilleur système possible d'administration et de contrôle par le peuple de tous les secteurs industriels et de services »²²⁵.

Cette clause, qui était la référence suprême du parti, donne le caractère socialiste à la doctrine travailliste ; les historiens des mouvements politiques estiment que le Parti *Labour* est à la fois une doctrine et une éthique. Le *Labour* proposait des idées telles qu'une fiscalité progressive, un enseignement public gratuit, un service de santé abordable, une intervention de l'État pour coordonner les services indispensables, la mise en œuvre de l'État-providence (*Welfare-State*) pour concilier une économie libre avec une certaine protection sociale. En 1995, et pour la première fois depuis l'élection de Hugh Gaistkell, le *Labour* choisissait un leader qui se classait lui-même à la droite de son parti. Pour parvenir à reconquérir le pouvoir après dix-huit ans de domination des conservateurs, le *Labour* n'hésite pas à ne pas remettre en cause les grandes mesures de la période thatchérienne, comme la privatisation et les réformes syndicales.

²²⁵ Jacques Leruez, *Le système politique britannique de Winston Churchill à Tony Blair*, Paris : Amand Colin, 1997, 125.

Tony Blair veut faire du « *New Labour* » un parti démocratique et social de centre gauche, qui vise des objectifs, dont l'existence d'une économie dynamique, d'une société juste, d'une démocratie ouverte et d'un environnement sain. Tony Blair met en pratique, depuis son succès électoral en 1997, l'idée qu'une autre voie politique est possible. Cette voie n'est pas incarnée par la politique de la social-démocratie, qui n'arrive pas totalement à s'adapter aux changements d'un monde plus libre et ouvert ; elle n'est pas non plus représentée par la droite conservatrice, dans un monde soumis au diktat de la mondialisation. Cette « troisième voie » n'est pas nouvelle en soi, plusieurs hommes politiques avaient déjà cherché une voie médiane pouvant servir de voie de synthèse. « La troisième voie » semble représenter une synthèse des idées de droite et de gauche. Elle met l'accent sur la promotion de l'individu en donnant à chacun le moyen de réaliser son potentiel.

Cette voie encourage la société civile à se prendre en charge, en essayant de réhabiliter l'action de solidarité ; l'apport de l'État n'est plus d'insuffler les valeurs de solidarité, tâche qui reste du ressort de la société civile, mais plutôt d'aider à donner une chance à ceux qui en ont besoin²²⁶. L'égalité est définie par opposition à l'inégalité des chances, et par extension à l'exclusion du flux des opportunités. Le rôle de l'État ne consiste pas à viser l'égalité économique, mais il vise l'égalité des chances. Les valeurs fondamentales de la « troisième voie » sont la solidarité, la justice, la liberté, la tolérance et l'égalité des chances. Anthony Giddens, le directeur de la prestigieuse *London School of Economics and Political Science*, et théoricien de « la troisième voie », admet que celle-ci ne cherche pas à trouver un compromis entre les solutions de la droite et celles de la gauche, mais plutôt à trouver une réponse aux changements capitaux de notre civilisation²²⁷. Si Tony Blair n'a pas totalement renié l'héritage économique des conservateurs, il cherche néanmoins à en limiter les excès.

²²⁶ *The Economist*, 7 février 1998, 23.

²²⁷ Anthony Giddens, *La troisième voie, le renouveau de la social-démocratie*, Londres : Polity Press, 1998, 38. Giddens occupe une place à part dans le champ de la sociologie contemporaine : sa production scientifique est très abondante, et ses connaissances en sciences humaines extrêmement vastes. Il poursuit des objectifs très ambitieux : ses premiers ouvrages consistent en une critique de l'ensemble de la tradition sociologique, en vue d'en réviser les bases. Enfin, ses derniers écrits, plus politiques, cherchent à définir une « troisième voie », entre la gauche traditionnelle et la droite libérale. Voir le livre de Jean Nizet, *La Sociologie d'Anthony Giddens*, Paris : La Découverte, 2007. Notons les œuvres principales de Giddens dont en particulier, *The Constitution of Society*, (1984), *The Consequences of Modernity* (1991) *The Third Way, La troisième voie : le renouveau de la social-démocratie*, en collaboration avec Tony Blair, paru en France en 2002.

En basant son action sur le principe de la justice sociale fondé sur le sens de la responsabilité, il met fin à l'idée d'une société d'assistance, et il œuvre pour une société d'insertion : « *A hand up, not a hand out* »²²⁸. « La troisième voie » trouve son chemin entre la doctrine néolibérale (nouvelle droite) et la doctrine de la sociale démocratie (la vieille gauche). Le tableau suivant récapitule les deux doctrines économiques, celle de la droite néolibérale et de la gauche traditionnelle.

Tableau 14

La social-démocratie classique (vieille gauche)	La doctrine néolibérale (nouvelle droite)
Engagement de l'État dans la vie économique et sociale	Intervention minimale du gouvernement
L'État domine la société civile	Société civile autonome
Politique keynésienne de la demande et du corporatisme	Individualisme économique
Rôle limité des marchés	Marché libre du travail
Plein emploi	Acceptation de l'inégalité
Égalitarisme assez important	Aide sociale en dernier recours
État providence très important	Nationalisme traditionnel, mais limité

« La troisième voie » de Tony Blair essaie d'assimiler les deux doctrines de gauche et de droite et de les transcender. Elle défend une attitude positive envers la mondialisation et prétend œuvrer pour la justice sociale. La devise de cette nouvelle idéologie est l'absence de droits sans responsabilités, et l'inexistence d'autorité sans démocratie. Notre objectif ici se limite à montrer l'image du *New Labour* à travers *The Economist*. Cependant nous nous proposons d'analyser plus loin la politique sociale et économique de Blair ainsi que celle de son parti. Dans notre corpus, nous pouvons dégager deux images distinctes du *New Labour*. Dans le tableau suivant nous résumons un lexique qui est à la fois favorable et critique à l'égard de Tony Blair.

²²⁸ *The Economist*, 5 avril 1998.

Tableau 15

Lexique assez favorable concernant le <i>New Labour</i>	Lexique négatif concernant le <i>New Labour</i>
1) Le libéralisme redécouvert	6) Il possède une vision utopique de la société
2) Révolutionnaire dans son droit	7) Il manque de vigueur
3) Un clone de Thatcher	8) Il présente une idéologie pauvre
4) Une purge du socialisme	9) Le manque de contenu de la troisième voie
5) Champion des réformes constitutionnelles	10) Tout ce qui marche

Voir les références mentionnées du tableau ci-dessus de 1 à 20

L'hebdomadaire est assez prudent dans sa description du *New Labour*. Il montre son appréciation de ce nouveau parti, mais aussi demeure critique envers le fond de l'idéologie de la « troisième voie ». *The Economist* se félicite que Blair se soit débarrassé de l'aile gauche traditionnelle de son parti en l'envoyant aux confins de l'histoire britannique²²⁹. Il considère que le projet de Tony Blair n'est ni de droite ni de gauche, il dépasse le clivage idéologique droite / gauche. Le magazine évoque l'histoire du jeune Parti travailliste en 1906 où il obtient une écrasante victoire en étant le partenaire du Parti libéral. Il souligne que le succès de Blair et de son *New Labour* s'inscrit dans le retour aux sources, à savoir l'idéal libéral, puisque l'ancien *Labour* puise ses idées dans les principes du parti libéral. Le magazine accueille favorablement les réformes entreprises par Blair, telles que la décentralisation du Parlement d'Écosse et du Pays de Galles, la réforme de la Chambre des Lords, la liberté d'information, l'incorporation des lois européennes concernant les Droits de l'Homme.

²²⁹ *The Economist*, 25 octobre 1997, 51. « *New Labour has consigned traditional left-wing politics to the dustbin of British history* ».

Les références du tableau 15 de 1 à 10 :

The Economist, 7 février 1998, 23. « *Liberalism rediscovered* », « *Revolutionary in his own right* », « *A utopian vision of society* », *The Economist*, 25 novembre 1997, 53. « *A clone of Thatcher* », « *A purge of socialism* », « *Champion of constitutional reform* », *The Economist*, 16 décembre 1998, 39.

« *He lacks vigour* », « *He has a poor ideology* », « *Third way hollowness* », « *Whatever works* ».

D'autre part, *The Economist* se réjouit que le *New Labour* adopte les réformes de l'Union européenne, dont en particulier la Charte des droits fondamentaux. *The Economist* salue la ratification²³⁰ de la charte 88 par la Grande-Bretagne ; ce document signé par le gouvernement du *New Labour* est garant des libertés fondamentales. Le magazine considère que la « troisième voie » avait fait une purge du socialisme²³¹, le crédit revient à Blair, le champion des réformes constitutionnelles²³². Selon *The Economist* « le *New Labour* n'est ni l'ancienne gauche ni la nouvelle droite, il est la valeur traditionnelle d'un monde en changement »²³³.

The Economist décrit, de plusieurs façons, sa vision de la troisième voie. Il souligne que celle-ci demeure inexplicable, déconcertante : « *Whatever the reason, the third way remains as mystifying as ever* »²³⁴. D'autre part, le journal explique la nécessité de comprendre cette théorie : « *It may be a poor ideology, but as a piece of politics the third way needs to be understood* »²³⁵. *The Economist* donne une définition du *New Labour* ou de la « troisième voie » en utilisant l'expression de Philip Gould (un des conseillers de Blair en communication) qui disait à la veille des élections de 1997, que le nouveau parti œuvre, en fait, pour « gagner la confiance du centre, sans trahir la gauche »²³⁶. *The Economist* souligne que la définition présentée par Gould n'est pas aussi mauvaise²³⁷, et qu'elle n'est pas non plus difficile à comprendre.

²³⁰ L'initiative d'élaborer la charte européenne des droits fondamentaux a été prise au sommet européen de Cologne en juin 1999. La rédaction du texte de la Charte a été confiée à une convention composée de représentants des chefs d'États et de gouvernements de l'Union Européenne, des Parlements nationaux, du Parlement européen, ainsi que d'un représentant de la Commission européenne. La Charte comprend un préambule (section 1) subdivisé en sept alinéas, et 54 articles répartis en 7 chapitres consacrés à la dignité, aux libertés, à l'égalité, à la solidarité, à la citoyenneté, à la justice et aux dispositions générales de nature technique. L'inclusion du droit de grève dans la Charte a, également, donné lieu à de vifs débats, et la Grande-Bretagne, qui était contre, a finalement accepté de l'inscrire, à condition que cela soit dans l'article 28 portant sur le droit de négociation et d'action collective.

²³¹ *The Economist*, 25 octobre 1997, 53.

²³² *Ibid.*

²³³ *The Economist*, 19 septembre, 1998, 54. « *It is neither the old left nor the new right, it is a traditional value in a changed world* ».

²³⁴ *The Economist*, 17 septembre 1998, 23.

²³⁵ *The Economist*, 19 décembre 1998, 17.

²³⁶ *Ibid.* « *Winning the trust of the centre without betraying it* ».

²³⁷ *Ibid.* « *This may not be a bad description* ».

Le magazine affirme que les Britanniques ont voté *Labour* car le Parti conservateur n'est plus le même. Par exemple en 1998, il disait que le *New Labour* parle pour ne rien dire²³⁸, puis en 2001 et 2005, il affiche une image prudente qui estime que le nouveau parti de Blair est de loin meilleur que l'ancien *Labour*. En fait, pour le journal, le parti qui aura sa confiance, son appui et son crédit est celui qui libéralise l'économie, la fiscalité, qui s'adapte à la mondialisation et au marché libre, et également, celui qui est en faveur de la liberté de pensée et des libertés religieuses.

Tout en ironisant, *The Economist* profile une image du *New Labour* en évoquant le slogan de Blair : tout ce qui marche « *whatever works* ». Nous nous proposons de voir quelques références que *The Economist* utilise pour représenter le *New Labour*. Par exemple, le magazine fait allusion à un écrivain et théoricien italien, en l'occurrence Antonio Gramsci²³⁹ qui développe la théorie de l'hégémonie culturelle comme moyen de réussite et du maintien de l'État. *The Economist* souligne que les *Tories* avaient compris l'importance de cette théorie pour réussir et que Blair est sur le point de faire la même chose. Pour affirmer l'idée que les historiens de centre gauche imitent ceux de la droite, *The Economist* évoque le dicton de George Orwell qui disait : « Celui qui contrôle le passé contrôle le présent »²⁴⁰.

²³⁸ *The Economist*, 2 mai 1998, 12. « *The third way is so much a waffle* ».

²³⁹ *The Economist*, 25 octobre 1997, 53. : « *Gramsci has developed a theory that successful leaders established a hegemony of the political scene by controlling the discourse (roughly the terms of the debate). The left decided that is what Mrs Thatcher had done. Many of them also think / hope that Mr Blair is on the point of pulling off the same trick* ».

²⁴⁰ *The Economist*, 25 octobre 1997, 39. « *He who controls past, controls present* ».

Cette référence à George Orwell est utilisée par le magazine pour étayer sa vision libérale, qu'il considère comme la base de toute activité économique. D'autre part, *The Economist* laisse entendre que Tony Blair peut réussir s'il comprend l'histoire, c'est-à-dire l'essence du Parti libéral britannique depuis le début du XXe siècle. La référence à George Orwell n'est pas innocente, puisque le magazine fait souvent référence au passé pour décrire le présent. *The Economist* évoque l'histoire de la Grande-Bretagne depuis la fin de la Seconde Guerre. Il considère que les années cinquante étaient marquées par une période de stagnation, les années 1970 par le déclin, et les années 1980 par une reprise. Le magazine admet, d'une façon ironique, que Blair le « sauveur » (*the saviour*), peut réécrire l'histoire en évitant la politique des divers Premiers ministres travaillistes (Attlee, Wilson, Callaghan). Selon *The Economist*, Tony Blair est censé suivre une politique libérale différente de celle de son parti tant critiquée, et ainsi il pourrait contrôler le présent, c'est-à-dire l'avenir du pays, que ce soit sur le plan social ou sur le plan économique. Le journal loue les réformes de Tony Blair, qui, en dix-huit mois, dépassent de loin tout ce que le Premier ministre Harold Wilson avait entrepris après avoir gagné quatre élections²⁴¹.

The Economist utilise une référence littéraire ou plutôt un conte de fée pour définir la « troisième voie », c'est l'histoire de *Goldilocks*²⁴² et les trois ours (*Goldilocks and the three bears*), où une jeune fille aux cheveux dorés, entre dans la maison des ours (le père, la mère et l'enfant) et leur mange leur soupe qui était ni trop chaude ni trop froide. La morale de l'histoire est de respecter la vie privée des autres. *The Economist* considère la « troisième voie » comme la soupe des trois ours de notre histoire, elle est trop chaude pour que les électeurs aillent l'accepter et elle devient plus tard trop froide pour être acceptée.

²⁴¹ *The Economist*, 24 octobre 1998, 48. « *In 18 months Blair has delivered more reform than Harold Wilson after winning four election* ».

²⁴² *Goldilocks* est considérée comme une histoire populaire, : elle fut imprimée en 1837 par le poète Robert Southey. En 1922, Walt Disney fait un film, en noir et blanc, intitulé *Goldilocks et les trois ours*, en 1970. Les frères Sherman ont créé une version télévisée. Les Américains utilisent souvent l'expression *Goldilocks* pour parler de la situation économique qui n'est pas trop chaude, « *too hot* » (l'inflation est sous contrôle), et dans l'autre sens, pas trop froide, « *not too cold* » (les salaires ne sont pas bas) ; ce qui, en fin de compte, indique qu'il ne faut pas s'inquiéter.

The Economist affirme que « la troisième voie » ressemble à *Goldilocks*²⁴³, car elle entre dans un milieu qui n'est pas le sien. Elle n'a pas été invitée, la troisième voie n'est vraiment ni de droite ni de gauche. Dans ses mémoires, Tony Blair considère que la « troisième voie » se résume à cette idée : « ce qui compte, c'est ce qui marche »²⁴⁴. À cet égard, *The Economist* laisse entendre le même slogan lorsqu'il évoque que la « troisième voie » est tout ce qui marche (*whatever works*). Blair souligne également²⁴⁵ :

C'est un centre-gauche rajeuni et revitalisé qui est appelé à répondre à l'attente de ce monde nouveau des changements. S'il peut échapper aux contraintes de son passé, se référer à son histoire mais ne pas vivre dans le passé, il sera parfaitement préparé intellectuellement et philosophiquement à affronter le siècle à venir. C'est précisément avec cet objectif que le *New Labour* restera sur la voie du changement.

Nous pensons que *The Economist* présente une image prudente, où il affiche d'abord sa critique habituelle, puis suppose que cette théorie de la « troisième voie », ainsi que le nouveau Parti travailliste, méritent un certain respect, puisque Blair rompt avec le passé idéologique des socialistes et des radicaux de la gauche. Les mémoires de Blair soulignent qu'il adhère à l'esprit du libre-échange, de la méritocratie et du changement :

Le centre-gauche devrait incarner la méritocratie du XXI^e [...], le gouvernement travailliste, que j'espère diriger, regardera vers l'extérieur, il sera internationaliste et prônera le libre-échange le plus ouvert [...], fini le nationalisme étroit, inapproprié et démodé²⁴⁶.

²⁴³ *The Economist*, 19 décembre 1998, 39. « *The much-heralded third way in politics often seems to boil down to refusing porridge too hot for the voters without offering porridge that has actually gone cold. But though it lacks ideological rigour, Tony Blair's project has a serious purpose* ».

²⁴⁴ Tony Blair, *Mémoires*, op. cit., 216. « *While we were trying to come up with solutions-what counts is what works* ».

²⁴⁵ Tony Blair, op. cit., 121. « *It is a rejuvenated and revitalised left of centre that is placed to respond to and shape this new world of change. If it can escape the constraints of its past, learning from history not living in it, it is best equipped intellectually and philosophically for the new century. It is precisely to do this that New Labour will continue to change* ». Tony Blair, *A Journey*, Londres : Hutchinson, 2010, 100.

²⁴⁶ Tony Blair, op. cit., 122. « *The left of the centre should be the meritocrats of the twenty-first-century [...] the labour government I hope to lead will be outward-looking, internationalist and committed to free and open trade not an outdated and misguided narrow nationalism* ». Tony Blair, *A Journey*, Londres : Hutchinson, 2010, 100.

L'hebdomadaire montre sa sympathie pour ce qu'il juge positif, selon ses critères et sa perception de la politique internationale. L'image du *New Labour* n'est ni très négative ni très positive, *The Economist* avance l'idée qu'elle est là, et qu'il faut faire avec ; au moins elle rassure par son éloignement de la vieille gauche ; elle commence à séduire, non seulement les Britanniques, mais aussi les Européens. Dans le chapitre suivant, nous proposerons de voir l'image de la politique européenne de Blair, nous présenterons tout d'abord les relations entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne depuis 1945, les concepts clés de l'hostilité britannique vis-à-vis de l'Europe, ainsi que l'image de l'Union européenne dans la presse britannique, puis nous mettrons en relief la représentation de l'Union à travers *The Economist* et l'image de la politique européenne de Tony Blair.

Chapitre II Blair et l'Europe à travers *The Economist*

1) La Grande-Bretagne et l'Union européenne depuis 1945

Pour percevoir l'attitude des gouvernements britanniques face à l'Union européenne, nous sommes censés analyser la politique de la Grande-Bretagne par rapport à ses voisins européens depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale. Selon Pauline Schnapper²⁴⁷, il est important de noter que, malgré le changement géopolitique observé en 1945 par rapport à l'avant-guerre, nous ne remarquons pas de rupture avec la politique traditionnelle en Grande-Bretagne. Le Royaume-Uni ne semble pas résigné à négliger son rôle de grande puissance. Dans l'immédiat après-guerre, les relations économiques privilégiées s'effectuent avec l'Asie et le Moyen-Orient. Ces relations ont pour effet, selon Pauline Schnapper : « d'entretenir une nostalgie du rôle mondial de l'Angleterre qui, en pratique, fut un handicap pour la participation pleine et entière du pays à la construction européenne »²⁴⁸. Les Britanniques adoptent une politique de soutien, sans participation à cette construction européenne.

C'est Winston Churchill qui, en 1946, fait allusion à la naissance des « États-Unis d'Europe » et définit les trois cercles prioritaires de la politique étrangère britannique, à savoir, le Commonwealth, les États-Unis, et l'Europe. Les « États-Unis d'Europe » sont évoqués avec émotion et encouragement, mais à aucun moment Churchill n'envisage l'intégration de son pays à cette Union européenne. Schnapper distingue des thèmes récurrents dans la relation contrastée entre la Grande-Bretagne et l'Europe de 1945 à nos jours, dont en particulier le soutien sans participation, la priorité du lien avec les États-Unis, le refus de la supranationalité, la méfiance vis-à-vis des traités et le libre-échange. Dans les années 50, la Grande-Bretagne affiche sa différence avec le continent en privilégiant ses relations avec les pays tiers, loin de l'idée d'une union douanière. Le Royaume-Uni confirme son rejet du continent en refusant d'adhérer à la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier (CECA) puis à la Communauté Européenne de Défense (CED).

²⁴⁷ Pauline Schnapper, *La Grande-Bretagne et l'Europe, le grand malentendu*, Presses de Sciences-Po, mars 2000.

²⁴⁸ *Ibid.*

L'avancée du Royaume-Uni vers l'Europe se concrétise par la volonté de négocier un accord de libre-échange avec les « six » dès la création du Marché Commun en 1957. Le refus de la France contraint la Grande-Bretagne à demander son adhésion en 1961. Schnapper explique que : « Les Britanniques continuaient à raisonner en termes d'État-nation et d'intérêt national, et les idées de partage de la souveraineté de l'État-nation ne rencontraient qu'un très faible écho. Les seuls arguments qui pouvaient conduire à la décision d'entrée dans la CEE étaient de l'ordre de l'intérêt économique »²⁴⁹. Après l'adhésion à la CEE, le Royaume-Uni adopte une attitude de soutien sans participation. John Major signe le traité de Maastricht en 1991 tout en obtenant une clause d'exemption, cette clause exclut l'adoption de l'euro par la Grande-Bretagne, mais laisse la porte ouverte pour l'avenir. En ce qui concerne le *New Labour*, il salue la monnaie unique mais préconise l'utilisation de la clause au nom de la prudence. À cet égard, Schnapper souligne : « On trouve donc dans le soutien sans participation, au moins comme première réaction après chaque lancement d'un nouveau projet, une constante de la politique européenne de la Grande-Bretagne »²⁵⁰.

Le thème de la « relation spéciale » est aussi important, puisque les Britanniques cherchent à valoriser cette relation avec les États-Unis. En accordant le Plan Marshall, les Américains affirment leur intérêt pour la Grande-Bretagne qui perçoit l'idée que, désormais, toute organisation européenne nécessitera le soutien américain. La Grande-Bretagne privilégie le renforcement de sa relation spéciale avec les États-Unis. Cette relation est encouragée par la position ambiguë des États-Unis envers l'Europe où les Américains valorisent et encouragent l'intégration européenne politique, mais craignent la concurrence économique de la nouvelle entité commerciale. Comme l'explique Robin Harris²⁵¹, le lien de la relation spéciale occupe une place cruciale dans la reconstitution d'une identité britannique après la Seconde Guerre mondiale.

²⁴⁹ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 63.

²⁵⁰ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 64.

²⁵¹ Robin Harris, « The State of the Special Relationship », *Policy Review*, n° 113, juin / juillet 2002, 29.

Le thème du refus de la supranationalité chez les Britanniques peut expliquer le sentiment anti-européen. Cette notion est difficilement acceptable, car la souveraineté parlementaire est une grande source de fierté. Ce refus demeure l'argument le plus fort et le plus ancien des anti-européens qui perçoivent sa résonance dans les esprits. Il en est de même pour les europhiles qui évitent d'utiliser la notion de supranationalité, conscients du tabou porté par ce concept. La méfiance vis-à-vis des traités de nature constitutionnelle et autres textes contraignants comme le traité de Rome ou celui de Maastricht, découle clairement de la nature même de la constitution britannique. À cet égard, *The Guardian*²⁵² évoque la spécificité britannique concernant la constitution du pays où le « chauvinisme national » demeure assez présent. Comme la Constitution britannique n'est pas écrite et ne découle pas de la même tradition que les constitutions française ou allemande, les Britanniques considèrent souvent les modèles de l'Europe continentale comme trop figés et privilégient une approche plus flexible et pragmatique.

La méfiance à l'égard de tout traité édicté par Bruxelles se révèle plus contraignante à l'encontre du projet de la constitution européenne. Lord Beloff²⁵³ explique cette méfiance vis-à-vis des traités européens dès le début de l'histoire des relations entre la Grande-Bretagne et l'Europe. Lord Beloff souligne que la Grande-Bretagne s'exclut elle-même de la signature de la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier (CECA) en mai 1950, du fait de l'insistance de Jean Monnet sur l'engagement, à l'avance, du partage des ressources en charbon et acier de tout État participant aux discussions sur le futur plan. Beloff évoque que malgré la réticence britannique des traités, la Grande-Bretagne n'hésite pas à en ratifier quand ils concernent le libre-échange économique. Par exemple, en 1959, la Grande-Bretagne prend l'initiative de créer une zone de libre-échange, l'AELE (Association Européenne de Libre-Échange) limitée aux pays non membres de la CECA. Les Britanniques ont donc poursuivi, depuis 1945, une politique européenne visant à favoriser le libre-échange et la création d'un marché unique, sans considérer qu'il devait s'accompagner d'une union économique et monétaire.

²⁵² Cian Murphy, *The Guardian*, 17 février 2011.

« *British political populism risks conflict with Europe over human rights. British bill of rights would be welcome, but constitutional chauvinism will hurt Britain as well as the human rights convention* ».

²⁵³ Lord Beloff, *Britain and European Union, dialogue of the deaf*, Londres : Macmillan Press, 1996, 55. Beloff explique aussi que Churchill ne signe pas l'entrée dans la Communauté Européenne de Défense.

Comme l'indique Timothy Garton Ash²⁵⁴, le Royaume-Uni est européen, mais il a de multiples identités. Comparé aux autres membres, il n'est pas si exceptionnel. Malgré des relations importantes avec les États-Unis, le Royaume-Uni entretient des relations commerciales croissantes avec l'Union européenne. Les Britanniques s'intègrent davantage à l'Union européenne, tout en conservant leur attribut d'euroceptiques. Dans un article du *Guardian* Timothy Garton Ash défend la place du Royaume-Uni au sein de l'Europe, il explique :

C'est une catastrophe pour la Grande-Bretagne, mais aussi pour l'Europe. La Suisse et la Grande-Bretagne n'ont pas grand-chose en commun. Quel avenir pour l'Europe si l'une de ses plus grosses économies-qui abrite en outre l'une des plus grandes places financières du monde reste à l'écart ? Avec deux structures parallèles dans une Union européenne déjà compliquée, on va assister à des marchandages incessants. Il ne peut y avoir de politique étrangère et de sécurité européenne sans le Royaume-Uni. Aux yeux de la Chine et des États-Unis, l'Europe sera affaiblie. C'est peut-être un grand jour pour l'Europe, mais pas vraiment l'occasion de se réjouir²⁵⁵.

Sean Greenwood²⁵⁶ considère qu'il est toujours possible que le Royaume-Uni se singularise d'une façon ou d'une autre à l'intérieur de l'Union. La politique britannique demeure prudente, pragmatique, elle privilégie plus une approche intergouvernementale que fédérale.

²⁵⁴ Timothy Garton Ash, « Is Britain European », *International Affairs*, Vol. 77, n° 1, January 2001, 7.

²⁵⁵ Timothy Garton Ash écrit dans *The Guardian* du 9 décembre 2011 « *This is bad for Britain, but also for Europe. Switzerland is one thing, Britain quite another. It does Europe no good at all to have one of its largest economies-and the home of its leading financial centre-stand aside. With two parallel structures in an already labyrinthine European Union, there will be endless wrangles about who is entitled to do what. There can be no credible european foreign and security policy without Britain. In the eyes of China and America, Europe will be weakened. A big day for Europe, then, but no cause for celebration* ».

Voir le site web < <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/dec/09/cameron-no-bad-britain-europe>>, consulté le 24 mars 2012. Le texte en français est un extrait d'un article du *Courrier International* du 15 décembre 2011. <<http://www.courrierinternational.com/article/2011/12/15/non-le-royaume-uni-n-a-pas-raison-de-snober-l-europe>>, consulté le 24 mars 2012.

²⁵⁶ Sean Greenwood, *Britain and European Cooperation since 1945*, Oxford : Blackwell, 1992, 127.

« *Maybe by the end of this century, Britain will continue to be the awkward partner* ».

2) L'hostilité britannique et l'Europe

L'identité britannique est un concept partagé non seulement par les Britanniques eux-mêmes, mais aussi par les étrangers pour qui les habitants de cette île ont toujours été différents. L'identité britannique culturelle traditionnelle, revendiquée dans les médias anglais, n'est pas seulement fondée sur des perceptions de ce que la Grande-Bretagne est en termes d'essence historique, mais aussi sur ce que la Grande-Bretagne n'est pas comparée à d'autres pays européens. Comme l'explique Simon Bucky²⁵⁷, le concept de *Britishness* n'est ni démodé ni figé dans le temps, mais en constante évolution.

Selon Bucky, cette identité a parfois restreint la capacité du pays à changer et l'a gêné pour affronter les phénomènes du monde tels que la mondialisation, le terrorisme : « *The European Union cannot damage our national identity. If Britishness were so fragile it would hardly be worth defending* »²⁵⁸. Vassiliki Koutrakou²⁵⁹ indique que le développement de l'identité n'est pas linéaire et qu'il est possible de voir se développer des identités multiples. Koutrakou s'appuie sur des sondages montrant que 40 % des personnes interrogées en France, en Allemagne et en Italie, ne se perçoivent qu'en termes d'identité nationale ; tandis que 45 % se perçoivent comme possédant d'abord une identité nationale, puis une identité européenne.

En Grande-Bretagne, le pourcentage de sondés se disant uniquement britanniques est plus fort que la moyenne. L'émergence d'une identité européenne en Grande-Bretagne est encore timide. L'Union européenne est considérée comme le « nouvel ennemi » de l'identité britannique. Simon Bucky²⁶⁰ développe l'argument selon lequel la construction d'un Super-État européen est destinée à détruire la tradition de « *British way of life* », ce qui se traduit par une opposition à Bruxelles. L'hostilité des Britanniques vis-à-vis de l'Union peut s'expliquer aussi par la peur de la perte de la souveraineté nationale, l'un des soucis majeurs des sujets britanniques.

²⁵⁷ Simon Bucky, *Made in Britain : The patriotic case for Europe and the Euro*, Profile Books, 2001, 56.

²⁵⁸ *Ibid.*, 31.

²⁵⁹ Vassiliki Koutrakou & Lucie Emerson, *The European Union and Britain : Debating the Challenges ahead*, Norwich : Macmillan, 2000, 23.

²⁶⁰ Simon Bucky, *op. cit.*, 32.

Cette crainte se traduit par une réticence à l'égard de toute évolution en direction d'une intégration plus poussée du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Fiers de l'ancienneté de leur régime représentatif, les Britanniques voient d'un mauvais œil l'ingérence étrangère dans les décisions affectant le pays²⁶¹. Comme l'explique Florence Faucher²⁶², pour les Britanniques, le concept de souveraineté parlementaire semble être menacé par l'entrée dans la Communauté européenne, dans la mesure où le Parlement souverain serait forcé d'adopter les directives édictées par un organe externe. Quand on évoque la souveraineté britannique, on vise la préservation de la souveraineté parlementaire. Les opposants à l'intégration européenne parlent de souveraineté nationale en s'appuyant sur ce qu'on appelle le « chauvinisme » inhérent au peuple britannique. L'argument récurrent des eurosceptiques est qu'un retrait de l'Union européenne permettrait de rendre le pays plus indépendant des influences étrangères.

Nous percevons que depuis toujours, la Grande-Bretagne a entretenu des liens ambigus, voire conflictuels avec l'Union européenne. La position des partis politiques sur ce sujet, n'est pas constante, et les préjugés de l'opinion publique, quant à la « menace européenne », perdurent encore. Guy Hermet considère que la souveraineté est : « un mythe politique et une construction juridique tout à la fois. Elle est conçue comme une sorte de compétence en dernière instance, qui ne souffre aucune sorte de limite s'imposant au-dessus d'elle »²⁶³. Le scepticisme britannique est reflété par la presse qui semble constituer un agent actif des relations entre les Britanniques et l'Union européenne. Cette presse, qui considère en effet la préservation d'une idée forte et ethnocentrique de l'identité nationale, constitue une protection contre « l'Européanisation » de la Grande-Bretagne.

²⁶¹ Florence Faucher, *Que pensent les Britanniques de l'Europe ?* Note de la Fondation Robert Schumann, novembre 2002. Voir le site <http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=sy-65>, consulté le 20 juin 2008.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ Guy Hermet, *Dictionnaire de la Science politique*, Paris : Armand Colin, 1998, 262.

3) La presse britannique et l'Union européenne

Dans une étude portant sur l'image de l'Europe dans la presse britannique au moment des élections de 1997, Peter Anderson et Anthony Weymouth²⁶⁴ analysent les principales attitudes de cette presse britannique par rapport au projet de constitution européenne et évoquent le rôle des journaux eurosceptiques et pro-européens. Dès les élections de 1997, les principaux articles eurosceptiques sont concentrés dans la presse de droite « *the tory press* ». La prédominance des titres dans le paysage de la presse britannique laisse une place plus importante à l'euroessimisme, voire à l'europhobie, qu'aux articles pro-européens. Selon Anderson et Weymouth, le poids des problèmes économiques a altéré la qualité du discours : « Le discours de certains titres s'est fortement familiarisé, est devenu de plus en plus émotionnel et souvent xénophobe. Il laisse souvent vraiment à désirer »²⁶⁵.

Anderson et Weymouth observent que le discours eurosceptique est présent dans tous les journaux, mais il est plus fort dans les titres des quotidiens : *The Daily Mail*, *The Sun*, *The Express*, *The Times* et *The Daily Telegraph*. Le discours de cette presse eurosceptique se base sur des raisons qui sont de trois ordres : économique, politique, et historico-culturel. L'opposition à une intégration plus profonde à l'Union européenne se base sur les arguments économiques, dont en particulier, les conséquences d'une hypothétique entrée de la Grande-Bretagne dans la zone euro, les conséquences sur l'industrie britannique d'une signature du chapitre social. Les arguments politiques utilisés par cette presse eurosceptique concernent la perte de la souveraineté après l'entrée dans l'Union économique et monétaire, l'empiètement des institutions européennes sur la politique britannique. Quant aux arguments historico-culturels, les journaux évoquent le danger représenté par les activités des autres membres et les effets de l'intervention de l'Union européenne sur des éléments traditionnels de la culture britannique.

²⁶⁴ Peter Anderson et Anthony Weymouth, *Insulting the public ? The British Press and the European Union*, London : Longman, 1999, 11.

²⁶⁵ *Ibid.*, 61. « *The discourse of some titles has become highly emotive and often strongly xenophobic. It frequently leaves much to be desired* ».

Quelques exemples de la presse tabloïd montrent la crainte de la perte de la souveraineté, par exemple, *The Sun* déclare : «*The Queen will be stripped of her powers as sovereign by the new european union constitution* »²⁶⁶, d'autre part, le *Sun* ajoute : «*The Queen has a duty to defend this country against any attempt to take away the right of parliament to make laws* »²⁶⁷. Avec plus de 3,578 millions d'exemplaires²⁶⁸ et un lectorat quotidien de près de 8.500.000, *The Sun* demeure un des principaux journaux britanniques populaires. À l'instar de *The Sun*, *The Daily Telegraph* expose son scepticisme et sa méfiance de l'Union européenne : «*It is no surprise that the Queen is concerned about the new european constitution, as The Telegraph revealed yesterday. We all should be* »²⁶⁹. Le refus de la constitution européenne est exprimé par le *Sun* et le *Daily Telegraph* qui estiment que le rôle de la reine est de protéger le pays et le Parlement. Pour comprendre le poids de la presse eurosceptique dont nous avons évoqué quelques exemples, nous proposons le tableau suivant en mettant en relief la circulation de ces quotidiens dont le discours eurosceptique semble influent.

Tableau 16

La presse eurosceptique

<i>The Sun</i>	3,578 millions
<i>Daily Mail</i>	2,44 millions
<i>Daily Star</i>	835 000
<i>Daily Express</i>	944 000
<i>Daily Telegraph</i>	930 000
<i>The Times</i>	642 000

Source : Audit Bureau of Circulation, janvier 2003

²⁶⁶ *The Sun*, 20 octobre 2003, 5.

²⁶⁷ *Ibid.*

²⁶⁸ Audit Bureau of Circulation, janvier 2003.

²⁶⁹ *The Daily Telegraph*, 17 octobre 2003.

Là où les eurosceptiques appellent au rejet pur et simple, les pro-européens préconiseraient la prudence et l'attente. Les principaux thèmes de la presse pro-européenne peuvent être résumés ainsi : Il existe des arguments économiques qui admettent que l'Union européenne facilite les relations internationales, et que l'économie britannique a besoin de l'Union européenne. Nous pouvons citer également l'argument politique et historico-culturel qui admet que l'Europe est un espace social, économique et politique viable. L'Union européenne est un régulateur efficace des activités internationales des États membres. Si nous prenons l'exemple de *The Independent*, le quotidien place l'avenir de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne.

Le journal relaie les arguments des cercles économiques influents concernant l'impératif resserrement des liens avec l'Europe, d'autre part, *The Independent* considère que les références historico-culturelles jouent un rôle en faveur de l'Europe : « *What Europe can teach us all... our near and dear rivals...France and Germany both provide their children with a far better education than we do...* »²⁷⁰. Nous voyons ici comment *The Independent* montre une profonde tolérance pour les autres États membres et une admiration pour leurs institutions. *The Daily Mirror*, *The Guardian*, et *The Financial Times* sont considérés²⁷¹ comme des journaux favorables à l'Union européenne. L'euroscepticisme anglais ne serait pas ce qu'il est sans le rôle de la presse et ses campagnes d'« *eurobashing* », c'est-à-dire de dénigrement de l'Europe. Le poids des tabloïds, prompts à s'abandonner à la facilité d'une certaine forme de discours anti-européen, explique la vigueur de ces campagnes. Avec une diffusion quotidienne de plus de dix millions d'exemplaires, leurs ventes sont quatre fois plus élevées que celles des journaux de qualité, les *broadsheets*, et la propension au sensationnel de leurs colonnes est bien connue.

²⁷⁰ *The Independent*, 23 mars 1997, 21.

²⁷¹ Peter Anderson & Anthony Weymouth, *op. cit.*, 25.

L'examen des positions des principaux journaux fait ressortir nettement deux d'entre eux qui, bien qu'ayant soutenu Tony Blair, ne partagent pas ses convictions européennes, et qui, combinés au *Daily Mail* et au *Daily Telegraph*, font pencher la balance du côté eurosceptique. Il s'agit du *Sun*, premier quotidien anglais, et du *Times*. Ces deux quotidiens, qui sont considérés comme les deux fers de lance du groupe de télécommunications *News Corporation*²⁷², possèdent une certaine influence puisqu'ils suivent les conseils de Rupert Murdoch, dont l'opinion personnelle sur l'Europe est, de notoriété publique, très réservée. Cette presse eurosceptique constitue certainement le lieu d'agitation et d'activation des débats sur la question européenne. Majoritairement orientée à droite et composée d'éléments plus ou moins sérieux, cette presse ne joue pas le jeu, elle n'est pas en faveur de l'Europe.

²⁷² Extrait du site <<http://www.acrimed.org/article3322.html>>. *News Corporation* est actuellement le troisième plus grand groupe mondial de médias. Sa valeur en 2008 était estimée à 85 milliards de dollars. C'est un groupe particulièrement diversifié et internationalisé, qui intervient dans le divertissement filmé, la télévision, la programmation du réseau par câble, de télévision directe par satellite de radiodiffusion, des magazines, des journaux et services d'information et les industries de l'édition. Ses activités sont principalement menées aux États-Unis, en Europe continentale, au Royaume-Uni, en Australie, en Asie et en Amérique latine.

4) *The Economist* et l'Union européenne

The Economist adopte une attitude pro-européenne depuis la fin des années soixante-dix, il considère que l'Angleterre est en face de cinq problèmes majeurs²⁷³ explicités ci-dessous. La lecture du magazine nous permet de dégager deux images pendant cette période, celle des travaillistes qui étaient peu favorables²⁷⁴ au projet européen et celle des conservateurs qui attendaient à voir un développement rapide de la question européenne. Le journal, qui avait fait le pari que Thatcher était animée de convictions européennes, nuance ses positions concernant l'Europe, il écrit : « Elle a habilement mis en valeur les qualités de sa politique pro-européenne »²⁷⁵.

The Economist compare l'attitude européenne des travaillistes et celle des conservateurs. À cause du scepticisme et du doute qui imprègnent cette image, le lecteur n'est pas convaincu ni persuadé de la bonne volonté de Thatcher de participer à un rôle britannique plus important dans l'union européenne²⁷⁶. Cette analyse de la part de *The Economist*, quant à la bonne volonté de la politique européenne de Thatcher, change totalement lorsque l'hebdomadaire admet que la dame de fer n'est pas aussi européenne qu'on le pense. *The Economist* admet que la politique européenne comporte avant tout d'âpres négociations à long terme²⁷⁷, et tout en se démarquant de sa position neutre, il défend les intérêts de la Grande-Bretagne en Europe en considérant que la question européenne devient un des meilleurs vecteurs de promotion des intérêts du pays²⁷⁸.

²⁷³ *The Economist*, 12 mai 1979, 59.

L'hebdomadaire se pose les questions suivantes relatives à l'Union européenne et à la place du Royaume-Uni au sein de l'Union, et fixe cinq priorités à savoir : le système monétaire européen, le contrôle des changes, la réduction de la facture britannique à payer au sein de l'Europe, la question agricole et finalement le problème des produits alimentaires. *The Economist* déclare : « *The immediate EEC issues the government will have to address itself to are : Should Britain join the EMS (european monetary system) ? Will Britain abolish exchange control ? How many can Britain cut its EEC bill ? How can Britain reform the common agricultural policy ? Should Britain accept a deal on food ?* ».

²⁷⁴ Voir annexe 2 qui traite la relation entre le *Labour* et la question européenne.

²⁷⁵ *The Economist*, 16 juin 1979, 13.

« *She has skilfully and rightly enhanced her once dubious pro-european credentials* ».

²⁷⁶ *Ibid.*, « *When Mrs Thatcher won the British election two months ago, cynical Eurocrats predicted that the European policy would be little different from Mr Callaghan's eurosceptic style. To date, they have been proved wrong. Even France's stern Le Monde, which has criticised Britain's EEC policy, last week conceded that the general view is that Mrs Thatcher has made a successful start in Europe [...]. More generally, Britain is now adopting a communicative approach on a whole range of issues which had previously been stalled by Labour vetoes* ».

²⁷⁷ *The Economist*, 12 décembre, 1978, 25.

²⁷⁸ *The Economist*, 16 juin 1979, 14.

Le magazine évoque la nécessité de renégocier la contribution du Royaume-Uni au budget communautaire, puisque sa participation lui coûte plus qu'elle ne lui rapporte ce qui est injuste. Selon *The Economist*, les autres membres estiment que les questions ont été réglées lors des négociations du traité d'adhésion et que les termes de l'accord ne peuvent pas être sans cesse remis en cause. Dans ce sens, *The Economist* adopte une position nationaliste :

Bien sûr, la Grande-Bretagne tire profit d'être un membre de la CEE mais ces avantages politiques sont partagés par la plupart des pays de l'union, alors pourquoi le Royaume-Uni devrait-il payer plus que les autres pays ensemble ? C'est une injustice monstrueuse, et le fait que Madame Thatcher exige plus d'équilibre entre ses dépenses et ses recettes est complètement juste²⁷⁹.

Le journal oppose l'injustice du monde au bon droit du Royaume-Uni, c'est une stratégie propre aux journaux populaires²⁸⁰ britanniques. La mentalité insulaire prend le dessus sur les questions européennes surtout pendant les années quatre-vingt. *The Economist* justifie son nationalisme en critiquant les excès de la bureaucratie des négociations communautaires²⁸¹. Sur la question monétaire, *The Economist* prend soin de présenter une stratégie pragmatique, favorable au principe d'une adhésion partielle du Royaume-Uni au système monétaire européen, si cela ne nuit pas aux intérêts du pays²⁸². L'adhésion au mécanisme du taux de change est beaucoup plus problématique ; le journal est contre les interventions sur le taux de change puisque cela n'est pas conforme aux règles du libre-échange :

La politique du taux de change est habituellement laissée aux forces du marché. L'appui du magazine concernant la fluctuation monétaire ne nécessite pas d'être répété²⁸³.

²⁷⁹ *The Economist*, 24 novembre, 1979, 15. « [...] of course Britain derives some political advantage for EEC membership. But these political advantages are shared by all EEC countries, so why should Britain have to pay more for them in net terms than all the other eight combined ? It is a monstrous injustice, and Mrs Thatcher's demand for a broad balance between Britain's payment and receipts from EEC is entirely fair ».

²⁸⁰ Voir Rosette Glaser, *La société britannique à travers la presse populaire*, Paris : Ellipses, 1998, 77-82.

²⁸¹ *The Economist*, 15 mai 1982, 72.

²⁸² *Ibid.*

²⁸³ *The Economist*, 7 juillet 1979, 83. « Official exchange rate policy is customarily explained as leaving it to market forces. That policy is right, this newspaper's support for floating currencies needs no repeating ».

The Economist semble défendre le SME (système monétaire européen), non parce qu'il constitue un système organisé, mais simplement parce qu'il propose les meilleures possibilités de favoriser l'économie britannique²⁸⁴. Les diverses positions de l'hebdomadaire quant à la question européenne, indiquent une incohérence dans les affirmations du journal et indiscutablement témoignent du fait que *The Economist* est peut-être moins internationaliste qu'il ne le prétend. Nous pouvons percevoir cette attitude du magazine quand il défend la cause nationale quand les intérêts du Royaume-Uni sont en jeu. Le soutien de l'Europe reste pour le magazine plus un mariage de raison que de cœur. Les unions économiques présentent certains avantages, elles ne peuvent être au mieux qu'une transition dans la mise en place du libre-échange.

The Economist appréhende la tendance de l'Europe à se refermer sur elle-même ; cette attitude est contraire aux lois de la libre concurrence si la CEE n'ouvre pas ses portes au reste du monde. Nous remarquons que *The Economist* pose les questions importantes qui s'inscrivent dans le long terme, en fait il nourrit le débat. À la fin des années 1980, et surtout après la démission de Margaret Thatcher et l'arrivée de John Major, la question européenne occupe une place de plus en plus importante dans de nombreux articles consacrés à l'Europe. *The Economist* estime que la politique économique du gouvernement est liée à l'Europe. Cependant après avoir défendu la cause du SME, il devient plus prudent dès que l'adhésion britannique lui apparaît inéluctable. Nous allons voir dans ce qui suit si le journal va analyser la politique européenne de Blair d'une façon neutre et objective, ou bien selon un parti-pris ? Tout d'abord, nous proposons de mettre en exergue la politique européenne de Tony Blair.

²⁸⁴ *The Economist*, 19 septembre 1987, 15.

5) Tony Blair et la politique européenne

Une fois promu au poste de Premier ministre, Tony Blair s'intéresse avec enthousiasme à la question européenne. Sa position très favorable à l'Europe marque une rupture avec la politique des conservateurs mais également avec les travaillistes. Le *New Labour* exprime sa volonté de rompre avec la politique européenne de John Major considérée comme marginalisant le Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. La question européenne divisait les conservateurs et les travaillistes, les eurosceptiques et les europhiles existants dans chaque camp. Dans les années 1970, le Parti conservateur apparaît comme le parti le plus pro-européen, surtout pendant l'époque du Premier ministre Edward Heath. Le Parti travailliste, au pouvoir de 1974 à 1979, était très divisé sur le sujet, et la majorité de ses membres étaient hostiles à l'Europe. Dans les années 1990, le parti de John Major se divise encore davantage sur le sujet, de telle sorte que Major lui-même bascula finalement du côté des eurosceptiques²⁸⁵.

Bien que le Royaume-Uni soit un chaud partisan du libre-échange, il demeure froid face à l'union monétaire. La relation avec ses partenaires européens n'était pas facile surtout celle concernant la construction monétaire européenne. Par exemple, nous pouvons citer le fait que le Royaume-Uni n'adhère qu'en 1990 au SME mis en place 20 ans plus tôt. Le SME, mis en vigueur en 1979, avait trois objectifs : stabiliser les taux de change pour corriger l'instabilité existante, réduire l'inflation et préparer l'unification monétaire européenne. Margaret Thatcher accepta avec réticence l'entrée de la livre sterling dans le SME en 1990, soit 11 ans après la plupart des pays membres de la communauté européenne ; deux ans plus tard, au cours de la crise monétaire de l'automne 1992, la livre a été éjectée, car incapable de maintenir un cours stable par rapport aux autres monnaies du système. Cette sortie de la monnaie renforce la conviction que l'économie britannique n'évolue pas au même rythme que celle des autres pays²⁸⁶. En 1997, Tony Blair apporte son soutien à la construction européenne car il admet qu'elle peut profiter à son pays et non parce qu'il rêve d'un grand futur pour l'Union européenne. Pour rassurer ses partenaires européens, il multiplie les déclarations destinées à témoigner

²⁸⁵ Voir la définition d'Anthony Forster, « Euroscepticism : What, Why and Where ? », in *Le Royaume-Uni et la construction européenne*, site du British Council, Actes du Colloque de l'Université d'Orléans, 24-25 novembre 2000, 97-109, consulté le 30 janvier 2004.

<[http // britishcouncil.fr/english/infoexch./forms/actescolloquesorleans.doc](http://britishcouncil.fr/english/infoexch./forms/actescolloquesorleans.doc)>.

Le dictionnaire Oxford définit le mot sceptique comme une personne qui doute de la vérité ou bien qui est enclin à mettre en question la vérité d'un fait, d'une déclaration ou d'une revendication : « *a person who doubts truth, or is inclined to question truth of facts, statements or claims* ».

²⁸⁶ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 70.

de la volonté de mieux ancrer la Grande-Bretagne en Europe et de lui faire jouer un rôle de premier ordre. Tony Blair affirme que : « le destin de son pays était de mener l'Europe vers l'avant et d'en être le centre »²⁸⁷. À son arrivée au pouvoir, le Premier ministre signe le traité d'Amsterdam²⁸⁸ qui avait été négocié par John Major et qui prévoyait un renforcement de la PESC (politique étrangère et de sécurité commune), il signe aussi le chapitre social du traité de Maastricht, qui marque un nouvel engagement pour l'Europe. La Charte signée contient des idées intéressantes, telles qu'une durée hebdomadaire du travail ne dépassant pas 48 heures par semaine, l'instauration d'un salaire minimum, et la création de comités d'entreprise. Tony Blair signe également la Déclaration des Droits de l'Homme qui a pris force de loi au Royaume-Uni en octobre 2000, et que ses prédécesseurs avaient refusé de signer au nom de la souveraineté nationale.

À cet égard, *The Economist* admet : « *Unfortunately, both at home and abroad, the reality of Europe has been a great deal more trying than the young and hopeful Mr Blair could possibly have imagined* »²⁸⁹. Le journal estime que la réalité européenne est différente et que Blair souhaite accroître l'influence britannique : « *Mr Blair saw joining the euro as a way to increase British influence in Europe* ». En ce qui concerne la monnaie unique l'euro, Tony Blair y était favorable depuis 1994. Au cours de la campagne électorale en 1997, il fait part de son intention d'organiser un référendum sur la question de l'euro. Son ministre des finances (le Chancelier de l'Échiquier) Gordon Brown déclarait que par principe, le gouvernement est favorable à la monnaie unique, mais que l'euro ne serait pas adopté en raison de l'absence de convergence entre l'économie britannique et celles des pays de la Communauté Économique Européenne. Gordon Brown parlait de plusieurs critères déterminants pour adopter la monnaie unique ; il parle en particulier de cinq conditions économiques préalables : le cycle économique britannique devrait avoir convergé avec celui des pays européens pendant une certaine période, une flexibilité suffisante devrait exister pour pouvoir faire face aux changements économiques inattendus, l'adhésion devrait permettre aux entreprises britanniques de faire plus facilement des investissements à long terme. Elle devrait également être bénéfique au secteur financier, enfin elle devrait

²⁸⁷ Cité dans Marie-Claire Considère-Charon, « La Grande-Bretagne de Tony Blair et les enjeux européens : bilan et perspective », *Questions d'Europe*, Fondation Robert Schuman, 31 janvier 2005. Voir le site <http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=su-197>, consulté le 20 octobre 2011.

²⁸⁸ Le traité d'Amsterdam a été signé le 2 octobre 1997 et est entré en vigueur le 1^{er} mai 1999. Il a modifié le traité instituant la Communauté européenne et le traité sur l'Union européenne (ou traité de Maastricht). Son objectif était de créer un espace de liberté, de justice et de sécurité.

²⁸⁹ *The Economist*, 26 mai 2005, 13.

promouvoir une croissance et une stabilité plus forte ainsi qu'une augmentation durable des emplois. Une fois ces critères réalisés, la question serait posée à la population par référendum. Gordon Brown²⁹⁰, rappelle le 4 novembre 2001, lors de la conférence annuelle de la confédération de l'industrie britannique, la position de son gouvernement en faveur d'une évaluation « complète et rigoureuse » pour savoir si l'introduction de l'euro « est ou non dans l'intérêt de l'économie nationale britannique ». Le Premier ministre britannique indique que si les critères de convergence énoncés en 1997 paraissent remplis, la question de l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'euro serait soumise à un référendum en 2006 au plus tard.

Notons à cet égard qu'en 2005 le Royaume-Uni n'a pas adhéré à la monnaie unique. Pour Tony Blair, les cinq conditions ne sont pas encore réunies, et il semble attendre le moment opportun pour faire entrer son pays dans la zone euro, alors que son ministre des finances est encore moins enthousiaste. *The Economist*²⁹¹ estime que Gordon Brown enterrera les chances de son pays de rejoindre l'euro avant 2005. Nous pensons que le Premier ministre adopte la politique d'attente (*wait and see policy*) ; la livre forte ne facilite pas les choses pour une entrée rapide de la Grande-Bretagne dans l'UEM (union européenne monétaire), de plus les divers sondages donnent l'impression que l'opinion publique est réticente, et enfin la survenue de la guerre d'Irak devient l'actualité prioritaire et relègue la question de l'euro à un second plan. Le gouvernement de Tony Blair repousse à chaque fois la date du référendum pour cause électorale, en 2002 et 2005. *The Economist* admet que les Britanniques ne sont pas favorables à la constitution²⁹² et ajoute que l'enthousiasme de Blair contraste avec sa réticence à s'engager sur la question de l'euro. *The Economist* lui rappelle que prétendre gagner le référendum est chose incertaine. Depuis son élection en 1997, Blair

²⁹⁰ Rapport d'information de l'Assemblée Nationale n° 3643 présenté par Alain Barrau. Le rapport a été enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 20 février 2002, 33.

Voir le site < <http://www.assemblee-nationale.fr/europe/rap-info/i3643.pdf>>, consulté le 20 octobre 2011.

²⁹¹ *The Economist*, 1 mai 2003, 24. « *Gordon Brown will soon bury the chances of Britain joining the euro before 2005* ». *The Economist* appuie son point de vue en ajoutant : « *By the first week of June, Gordon Brown, the Chancellor of the Exchequer, must announce the results of the most comprehensive study the Treasury has ever made of a single decision : whether or not Britain should join the euro. His answer will be : not yet. This will make it virtually impossible to join the euro before the next election, which will probably be in 2005* ». Dans son numéro du 9 juin 2003, *The Independent* estime : « *We're not ready for the euro... The tests on the convergence of Britain's economy with those of the euro-zone and whether the system had enough flexibility to cope with economic shocks had not been met* ».

²⁹² *The Economist*, 1 mai 2003, 25. « *Mr Blair's enthusiasm for going into battle in Europe contrasts sharply with his reluctance to engage with the issue at home. While he claims he can win a referendum on the constitution, he knows that victory will be far from certain... However, when asked whether they would back it if Mr Blair called for a yes vote, support fell to 32 %. In practice, Mr Blair can remove himself from the campaign only by ceasing to be prime minister* ».

a fixé les aspects de sa politique européenne. Il essaye de jouer le rôle de leader²⁹³ de la Grande-Bretagne dans une Europe en pleine mutation et dont il souhaite l'élargissement et l'approfondissement. Blair vise à maintenir une articulation entre l'Europe et les États-Unis, en rejetant une politique multipolaire, et en optant pour une puissance unipolaire qui englobe un partenariat stratégique entre l'Europe et les États-Unis. Après 1999, le Premier ministre accepte l'extension de l'OTAN (Organisation du traité d'atlantique nord), à sept nouveaux pays (la Slovénie, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie).

D'autre part, Blair se réjouit de l'entrée de dix États dans l'Union le 1 mai 2004 (les trois pays baltes, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, Malte et Chypre)²⁹⁴. L'entrée de ces pays peut affaiblir l'axe franco-allemand et donner à la Grande-Bretagne plus de poids politique et de rôle à jouer dans les affaires européennes. La politique européenne se caractérise par la présence de trois volets, à savoir la politique de défense, la finance et le problème lié à la constitution européenne. Dans le domaine de la défense, Blair continue de s'engager en conformité avec les accords de Saint-Malo²⁹⁵ et d'Helsinki²⁹⁶. Le 3 septembre 2002, la Grande-Bretagne fait son entrée dans l'Eurocorps (une force de réaction rapide de 60 000 hommes) décidée par Bruxelles dès novembre 2001. En 2003 au sommet de Bruxelles, Blair plaide pour une défense européenne complémentaire de l'OTAN. En ce qui concerne la finance, comme nous l'avons précédemment vu, le gouvernement de Tony Blair reste prudent et vigilant, il retarde le référendum pour l'intégration dans la zone euro.

²⁹³ Voir le livre de François-Charles Mougel, *Le Royaume-Uni, les années Blair*, Paris : La documentation Française, 2005, 94.

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ La déclaration de Saint Malo lors du sommet franco-britannique du 4 décembre 1998. Les chefs d'État et de gouvernement du Royaume-Uni et de la France estiment que l'Union européenne doit pouvoir être en mesure de jouer tout son rôle sur la scène internationale. Le traité d'Amsterdam se fixe un objectif qui concerne la concrétisation de l'Union. La mise en œuvre complète et rapide des dispositions d'Amsterdam sur la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC) doit être achevée. La déclaration stipule que l'Union doit avoir une capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles, avec les moyens de les utiliser et en étant prête à le faire afin de répondre aux crises internationales. D'autre part, la déclaration renforce la solidarité entre les pays de l'Union européenne pour que l'Europe puisse faire entendre sa voix dans les affaires du monde, tout en agissant en conformité avec les obligations respectives au sein de l'OTAN.

²⁹⁶ Le conseil européen d'Helsinki du 10 et 11 décembre 1999 décide d'ouvrir l'Union à six autres candidats (Malte, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, la Lettonie et la Lituanie). De plus, le conseil reconnaît les pays de l'ex-Yougoslavie comme candidat potentiels à l'Union. À Helsinki, les quinze décident de donner une satisfaction à la Turquie en lui accordant le statut de « pays candidat », sans pour autant ouvrir des négociations d'adhésion ni fixer la date à cet effet.

Voir le site <http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/00300-r1.f9.htm>, consulté le 20 octobre 2011.

Sur un autre plan, le Premier ministre comprend l'importance du conseil européen de Laeken²⁹⁷ qui décide la mise en place d'une convention chargée de préparer un traité constitutionnel destiné à donner un cadre juridique et institutionnel à une Union européenne. Cependant, Tony Blair est hostile à toute dérive fédérale et tout transfert excessif de souveraineté²⁹⁸. La Grande-Bretagne publie le 9 septembre 2003 le livre blanc, « *White Book* » dans lequel le gouvernement de Tony Blair définit les lignes rouges à respecter pour une éventuelle adhésion au futur traité de constitution. Tout ceci nous amène à considérer que Blair reste partisan d'un Super-État fédéral et refuse l'intégration en matière de fiscalité comme en matière de défense et de politique étrangère. Tony Blair affiche un grand enthousiasme à jouer un rôle important dans l'Union européenne, mais souhaite, en fait, sauvegarder l'indépendance et la souveraineté de son pays.

Bien que Blair soit animé par une volonté d'œuvrer pour l'Europe, nous pensons que le poids²⁹⁹ de la « relation spéciale » avec les États-Unis devient comme un obstacle à la pleine participation du Royaume-Uni à la construction européenne. Aussi bien pour les Britanniques eux-mêmes que pour leurs détracteurs, les deux aspirations s'avèrent incompatibles³⁰⁰. Les Britanniques, qui apparaissent ambivalents, voudraient à la fois cultiver la « relation spéciale » tout en s'intégrant davantage aux autres pays de l'Union. À la question de savoir si Blair est un Européen convaincu³⁰¹, on est tenté de répondre par l'affirmative, tout en ajoutant qu'il reste essentiellement un Britannique pragmatique qui a « une certaine idée » de son pays et de la place que ce dernier doit se forger au niveau européen et international. Le Royaume-Uni n'a jamais été attaché au développement institutionnel de l'Europe, et ceci peut s'expliquer par le fait que le pays n'a pas participé à l'élaboration du traité de Rome créant la CEE en 1957.

²⁹⁷ Le vendredi 14 et samedi 15 décembre 2001 se déroule à Bruxelles le conseil européen de Laeken, réunissant les chefs d'État et de gouvernement ainsi que les ministres compétents des États membres. Les quinze ont adopté la déclaration de Laeken, le texte s'interroge sur les moyens d'accroître la cohérence de la politique étrangère européenne.

²⁹⁸ Pauline Schnapper, *op. cit.*, 99.

²⁹⁹ Karine Tournier-Sol, « Identité britannique et identité européenne dans la politique du New Labour », *Observatoire de la société britannique*, mai 2008, 273-283. « Son engagement inconditionnel aux côtés de George W. Bush en Irak et dans sa guerre contre « l'axe du mal » a incontestablement nui à ses ambitions européennes. Dès lors, le Royaume-Uni a été perçu comme plus atlantiste qu'européen ». Voir le site <<http://osb.revues.org/709>>, consulté le 17 mai 2012.

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ La Fondation Robert Schuman propose l'article de Marie-Claire Considère-Charon, « La Grande-Bretagne de Tony Blair et les enjeux européens : bilan et perspectives », *Questions d'Europe*, n° 197, 31 janvier 2005. Voir le site <http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=su-197>, consulté le 20 octobre 2011.

Le pragmatisme britannique prédispose Tony Blair certainement à s'intéresser aux aspects pratiques des accords conclus, plutôt qu'à la mise en place d'une structure institutionnelle complexe³⁰². Le Royaume-Uni se méfie de ses relations avec les autres pays européens ; son attitude vis-à-vis des traités se caractérise par sa crainte instinctive de subir des contraintes. Comme l'explique Pauline Schnapper³⁰³, le pays, lui-même, qui n'a pas de constitution écrite, n'accepte pas l'ingérence étrangère dans sa souveraineté.

Les priorités britanniques étaient ailleurs, dans la relation spéciale avec les États-Unis et le maintien de liens économiques et commerciaux avec les anciennes colonies devenues indépendantes et regroupées dans le Commonwealth. Par ailleurs, la dimension politique du projet fédéral européen, déjà très présente chez les pères fondateurs, posait problème à la classe politique britannique puisqu'elle remettait en question le principe de la souveraineté du Parlement de Westminster, qui est à la base de la Constitution non écrite du pays, en instaurant une entité légale qui lui serait supérieure, le droit européen. Cette question de la souveraineté et de la finalité politique de l'Union est revenue sans cesse dans les débats sur l'Europe depuis les années 1950.

Les réticences du Royaume-Uni à s'engager pleinement dans le projet européen fait que les divers gouvernements offrent des discours ambigus et même ambivalents : les Britanniques tentent d'éviter ce qui pourrait porter atteinte à leur indépendance. L'histoire du pays et son prestige impérial et le passé impérial font que les Britanniques sont très sceptiques quant à l'Union européenne. Cette notion de souveraineté parlementaire fut développée au 19^{ème} siècle, lorsque la Grande-Bretagne était à l'apogée de son empire mondial. Elle est basée sur l'idée que ce pays est une nation indépendante, qui ne peut être soumise à des acteurs externes. Margaret Thatcher était très engagée dans le respect de cette souveraineté. Ainsi, elle s'opposa à toute institution qui pourrait la menacer, c'est pourquoi l'Union européenne fut envisagée comme une menace à la nature même de l'État britannique. Pour Tony Blair, la notion de souveraineté est envisagée de manière différente. En effet, il estime que la position de la Grande-Bretagne dans le monde est renforcée et non diminuée par des partenariats internationaux, et par l'intégration à l'Union européenne.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ Pauline Schnapper, « Le Royaume-Uni dans l'Union Européenne : le début de la fin ? », *La Vie des idées*, 7 février 2012, 3. <<http://www.laviedesidees.fr/Le-Royaume-Uni-dans-l-Union.html>>, consulté le 15 mars 2012.

En ce qui concerne l'attitude contre l'Union européenne, nous pouvons citer quelques exemples de la presse³⁰⁴ britannique et de son parti-pris eurosceptique. Cette presse met Blair dans une situation inconfortable où l'application de sa politique européenne (la ratification du traité constitutionnel) semble difficile. En effet, comme l'indique Hussein Kassim³⁰⁵, tous les indices suggèrent depuis longtemps que l'opinion britannique en sait fort peu sur l'Union³⁰⁶ et doute de ses avantages. C'est ce que reflétaient notamment les sondages³⁰⁷ sur le traité constitutionnel où les Britanniques en faveur de l'Union s'élevaient rarement au-dessus de 30 %, tandis que ses opposants dépassaient toujours les 50 %. Les médias ne rendent pas compte des affaires européennes de façon objective ou simplement exacte, de sorte qu'il est difficile aux pro-européens de diffuser leurs opinions auprès de la population. Et ce ne sont pas seulement les tabloïds³⁰⁸ qui sont irréductiblement hostiles : les grands journaux, à l'exception des quotidiens (*The Guardian*, *The Independent*, *The Financial Times*) présentent rarement l'Union européenne sous un jour favorable. Comme le souligne le journal *Libération*³⁰⁹ : « Tony Blair est plus européen que ses pairs au sein de son parti, cependant il ne parviendra jamais à faire aboutir l'entrée de son pays dans la zone euro dont le sujet n'est qu'une perspective lointaine ». Son Chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown et une large partie des Britanniques, ainsi que la presse populaire, donnent l'impression que leur soutien n'est jamais acquis. Nous constatons qu'au fur et à mesure que le Royaume-Uni s'intégrera dans l'Europe, ce qui est inéluctable, il lui sera de plus en plus difficile de garder son ambivalence surtout si les Américains continuent dans l'unilatéralisme.

³⁰⁴ Les articles montrent l'incapacité de Tony Blair de poursuivre sa décision de ratifier le traité à cause de la pression et d'une opinion publique négative de plus en plus forte. Dans *The Daily Telegraph*, du 29 octobre 2004, Simon Wolfson déclare : « *Vote no to the constitution, and save Europe from itself again* ». Dans *The Sun* du 30 octobre 2004, David Wooding souligne : « *18 months to save Britain from EU* », Trevor Kavanagh annonce dans l'éditorial du *Sun* du 14 juin 2004 : « *Europe says no to EU* ». D'autre part, William Rees-Mogg dans *The Times* du 21 juin 2004 admet : « *We the people reject this wretched constitution* ». Dans *The Times* du 22 avril 2004, Anatole Kaetsky estime que le projet fédéraliste est à l'agonie : « *The federalist project is in its death throes* ».

³⁰⁵ Hussein Kassim, « Le Royaume-Uni et le Traité constitutionnel », in *Critique internationale*, n° 29, octobre-décembre 2005, 118. Voir le site < <http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2005-4-page-113.htm>>, consulté le 10 mars 2011.

³⁰⁶ Une enquête publiée en février 2004 par *The Future European Constitution Flash Eurobarometer* a classé la Grande-Bretagne au quinzième rang en ce qui concerne l'information des citoyens sur l'Union européenne. Voir le site web < http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl159_fut_const.pdf>, consulté le 25 juin 2010.

³⁰⁷ Nous pouvons citer le sondage MORI « EMU Entry and EU Constitution », 28 février 2005. Voir le site < <http://www.mori.com/polls/2005/citigroup-feb.shtml>>. YouGov, « European Constitution », publié le 21 juin 2004. Voir le site < <http://www.yougov.com/archives/pdf/OMI040101040.pdf>>, consulté le 5 juin 2011.

³⁰⁸ Hussein Kassim, *op. cit.*, 130.

³⁰⁹ *Libération*, 4 mai 2005, Arnelle Thoraval, « La Grande-Bretagne de Tony Blair sous les feux du Sun ».

Dans la revue, *Questions Internationales*³¹⁰, l'unilatéralisme est défini comme étant la tendance à prendre des décisions et agir seul, sans consultation ni soutien de la communauté internationale. L'unilatéralisme de l'administration Bush, entre autres, est caractérisé par sa volonté d'ignorer les instances internationales (ONU et parfois même OTAN) pour parvenir à ses fins. En ce qui concerne la politique européenne de Blair, nous partageons l'idée exprimée par Sean Greenwood³¹¹ qui souligne qu'il est toujours possible que le Royaume-Uni se singularise d'une façon ou d'une autre à l'intérieur de l'Union. Le Royaume-Uni restera une source de contrariété quasi permanente pour les Européens du fait de sa relation avec les Américains. Les promesses du *New Labour* ne seront pas tenues. En effet, l'intégration à la zone euro est soumise à des conditions d'ordre économique, ne devant pas nuire à l'économie britannique. Nous remarquons que le discours du nouveau Parti travailliste se rapproche de l'idéologie conservatrice réticente à l'Union européenne, car aucune décision immédiate concernant la monnaie unique ne fut prise. La Grande-Bretagne plaide pour les déficiences économiques de l'euro.

En ce qui concerne la défense européenne, la position de la Grande-Bretagne est en faveur d'un rôle important de l'OTAN sous la protection des États-Unis tandis que le couple franco-allemand privilégie une défense indépendante des États-Unis, au travers de l'UEO (Union Européenne Occidentale). Il faut reconnaître que la Grande-Bretagne reste un acteur diplomatique important, que l'alliance avec les États-Unis est perçue comme fondamentale et que les politiques étrangères menées par la Grande-Bretagne ont toujours pour but la satisfaction d'intérêts nationaux. Nous notons que ce dilemme se ressent au niveau de la relation avec l'Union européenne, dans le refus de la Grande-Bretagne de rejoindre la zone euro.

³¹⁰ « Politique étrangère américaine : Définitions », *Questions Internationales*, n° 3, septembre-octobre 2003, 28-29. Voir le site <<http://www.thucydide.com/realisations/comprendre/usa/usadefinitions.htm>>, consulté le 10 mai 2012.

³¹¹ Sean Greenwood, *op. cit.*, 127.

6) L'image de Blair et de l'Union européenne

The Economist, qui prétend présenter une image neutre, voire objective et impartiale, affiche sa position quant à la question européenne. Si le magazine loue et critique Tony Blair et son parti selon la conjoncture économique et l'action du Premier ministre, l'hebdomadaire tranche foncièrement pour défendre l'intérêt de la Grande-Bretagne en Europe sans pour autant renier le rôle de la construction européenne. Nous commencerons tout d'abord par présenter l'image européenne de Tony Blair à travers le discours, puis nous proposerons de voir celle de l'euro et de la place de la constitution européenne. Le tableau suivant montre un lexique général non exhaustif mais représentatif, de l'image de Tony Blair l'européen dans *The Economist*.

Lexique concernant l'image européenne de Tony Blair

Tableau 17

1) L'intelligent	8) Un loyal défenseur de son pays
2) Docile devant les Américains	9) Un atlantiste
3) Vigoureux dans son réalisme	10) Il est soupçonneux de la profonde politique d'intégration
4) L'ami le plus sûr des Américains	11) Il n'est pas effrayé par la notion de Super-État
5) Un intermédiaire atlantique	12) Il ne cherche pas la confrontation
6) Le magicien	13) La bataille de Tony Blair
7) Un homme prudent	

Voir les références mentionnées du tableau 17.

1- *The Economist*, 25 avril 1998, 44. « *The intelligent* ».

2- *Ibid.* « *A Kowtow to the US* ».

3- *Ibid.* « *Foray in his realism* ».

4- *The Economist*, 21 septembre 2002, 33. « *America most reliable friend* ».

5- *The Economist*, 25 avril 1998, 44. « *A transatlantic go-between* ».

6- *The Economist*, 13 juin 1998, 46. « *A magician* ».

7- *The Economist*, 25 avril 1998, « *A cautious man* ».

8- *The Economist*, 7 novembre 1998, 47. « *A staunch defender of the nation* ».

9- *The Economist*, 2 avril 2005, 31. « *An atlanticist* ».

10- *Ibid.* « *A suspicious of deeper political integration* ».

11- *Ibid.* *The Economist*, 2 avril 2005, « *He is not spooked by a super-state* ».

12- *The Economist*, 2 avril 2003, 40. « *He is not confrontational* ».

13- *The Economist*, 28 mai 2005, 41. « *Tony Blair's battle* ».

À travers ce lexique, nous notons que l'image de Tony Blair est celle d'un homme politique intelligent, qui sait défendre la souveraineté de son pays. Malgré son enthousiasme pour le grand projet européen, Blair demeure soupçonneux de l'hégémonie d'un Super-État européen supervisé par les technocrates de Bruxelles. Blair est présenté comme un leader prudent, qui ne cherche pas la confrontation avec ses voisins, mais qui ne cède pas quand l'intérêt de son pays est en jeu ; c'est la bataille de Blair de participer à la construction européenne, tout en gardant une certaine indépendance vis-à-vis de l'Europe. En ce qui concerne la « relation spéciale », le journal semble partager l'idée, qu'à l'instar de Margaret Thatcher, Tony Blair demeure plus atlantiste qu'europhile, ce qui en soi est bien vu par l'hebdomadaire.

D'autre part, Blair est souvent considéré comme le plus sûr, le plus loyal ami des Américains, puisqu'il joue le rôle de pivot ou d'intermédiaire entre les deux rives de l'Atlantique. Nous pouvons percevoir à travers ce lexique représentatif que *The Economist* est pour l'intégration européenne, cependant il conseille au gouvernement de Blair d'être vigilant avant d'opter pour l'euro ; c'est pour cette raison que l'hebdomadaire souhaitait que le référendum soit retardé le plus possible. Il était prévu que les Britanniques tranchent sur la question européenne dès 2000, mais selon *The Economist*, Blair est le « magicien », c'est-à-dire l'illustre défenseur de la troisième voie, le véritable orateur de talent, celui qui réussit l'accord conclu avec l'Irlande, et qui retarde l'échéance pour cause électorale, mais également pour attendre les résultats des cinq conditions ou tests déjà proposés par son ministre et rival, Gordon Brown. Le magazine nous rappelle que, selon le groupe de réflexion Demos³¹² (*think-tank*), en juin 1998, un Britannique sur trois se considère comme européen, a confiance dans les institutions européennes, tandis que 15 % des Britanniques jugent l'Union bénéfique pour leur pays.

³¹² Demos est un groupe de réflexion britannique fondé en 1993 par des journalistes du Parti communiste de la Grande-Bretagne. Après les élections de 1997, Demos se rapproche du Parti de Tony Blair, mais reste un groupe indépendant. Geoff Mulgan était le fondateur de Demos, puis, entre 1998-2006, Tom Bentley en prend la direction et contribue à améliorer la réputation de ce groupe qui devient très sollicité, et consulté par le public. Keith Dixon considère que *Demos* joue un rôle important dans l'introduction et l'acclimatation des idées venues, entre autres, d'outre-Atlantique. Voir le livre de Keith Dixon, *La Mule de Troie, Blair, l'Europe et le nouvel ordre américain*, Broissieux : Éditions du Croquant, 2003, 120. Dans son site internet, le groupe Demos mentionne : « *Demos is a think-tank focused on power and politics. Our unique approach challenges the traditional, ivory tower model of policymaking by giving a voice to people and communities, and involving them closely in our research* ». Voir le site <<http://www.demos.co.uk/>>, consulté le 10 mai 2012.

The Economist conclut pendant cette période que, dans le long terme, Blair parie sur l'avenir de son pays en acceptant les directives de l'Union, ce qui profite aux eurosceptiques, en majorité conservateurs. *The Economist* donne une vision contrastée³¹³ de l'Union : tout d'abord, l'Union monétaire est une folie à laquelle les Britanniques seraient fous d'adhérer, alors que les champions de l'Union considèrent que c'est une opportunité pour le Royaume-Uni qu'il serait fou de ne pas saisir. *The Economist* laisse entendre que le Royaume-Uni est en faveur d'une Union d'États plutôt que d'un Super État³¹⁴. Il argumente son opinion en affirmant que le Royaume-Uni n'a pas le poids économique de l'Allemagne ou même de la France, mais qu'il possède d'autres avantages à offrir à l'Europe. Le Royaume-Uni a le privilège de bénéficier d'une « relation spéciale » avec les États-Unis, en d'autres termes, il bénéficie de l'esprit d'entreprise, du dynamisme économique américain et de l'affinité entre deux peuples dont l'histoire comporte beaucoup de points communs.

C'est ce profil que le Royaume-Uni est censé offrir à l'Europe. Selon le magazine, faire entrer le Royaume-Uni dans la zone euro est un risque énorme, aux conséquences peut-être fatales³¹⁵, dans ce cas-là, le Premier ministre a intérêt à attendre avant de s'y décider. Pour essayer de convaincre le lecteur, *The Economist* rappelle que la presse populaire de Murdoch va dénoncer cette tentative d'entrer dans la zone euro. À cet égard, n'oublions pas le rôle d'un tabloïd tel que *The Sun* dont l'influence n'est pas négligeable. C'est ce quotidien de près de 4 millions d'exemplaires qui a appelé à voter Tony Blair en 2001 et 2005. *The Economist* mentionne d'autres journaux, en particulier *The Times*³¹⁶ qui spéculer sur les dangers de joindre la zone euro ; quant au *Daily Telegraph*, il accuse le Premier ministre de négliger et faire fi de mille ans d'histoire britannique, de souveraineté et d'indépendance³¹⁷. *The Economist* suggère à Tony Blair de ne pas joindre la zone euro s'il n'est pas sûr de gagner son référendum.

³¹³ *The Economist*, 7 novembre 1998, 54. « Every new event convinces the sceptics that monetary union is a folly to which Britain would be mad to subscribe. The same event convinces the euro's champions that it is an opportunity from which Britain would be mad to abstain ».

³¹⁴ *Ibid.*, « Britain is towards a union of nations rather than a superstate ».

³¹⁵ *The Economist*, 27 février 1999, 51. « Leading Britain into the euro could be the most fateful decision he will take ».

³¹⁶ *Ibid.*, « The Times inveighed against the danger of British convergence with the stagnant unreformed economies of the european mainland ».

³¹⁷ Cité par *The Economist*, 25 février 1999, « The Daily Telegraph accused the Prime minister of throwing away 1000 years of british self-determination ».

Le magazine ironise sur les cinq tests et conseille au gouvernement de ne pas se précipiter, d'ailleurs le journal parle de la zone euro comme étant une illusion que personne ne pourra comprendre³¹⁸. Il évoque l'inexistence d'un vrai choix pour le Royaume-Uni, puisque le leader des conservateurs, William Hague, est contre l'euro, alors que Tony Blair semble en faveur, mais hésite à fixer une date pour le référendum avant les prochaines élections³¹⁹. *The Economist*, qui ne cache pas son opposition à l'euro, estime que le gouvernement britannique est libre de juger le moment opportun pour décider d'adopter la monnaie européenne. Il donne l'exemple à suivre en faisant allusion à la politique européenne du Premier ministre conservateur John Major, dont la devise était la politique d'attente : « *wait and see policy* »³²⁰. La vision européenne de *The Economist* se manifeste lorsqu'il souligne de façon ironique que les Britanniques semblent n'avoir pas d'appétit pour se débarrasser de la livre sterling et joindre la monnaie unique européenne³²¹. L'hebdomadaire maintient cette vision en refusant de forcer le Premier ministre³²² à opter pour la perspective européenne. *The Economist* suppose que la stratégie de Blair oscille entre la voie de la raison et une politique pro-européenne qui désire joindre l'Union. Le journal tourne en dérision³²³ la formule du traité de Rome qui en parlant de l'Union, évoquait le fait d'être plus proches les uns des autres (*ever closer union*). *The Economist* parle d'une formule maladroitement « *awkward* », et se réjouit que Blair ne soit pas berné par le slogan. *The Economist* ne ménage pas le ministre travailliste du commerce, Stephen Byers, pour qui le fait d'être à l'extérieur de l'Europe signifiait le chômage « *out of Europe, out of work* ». Le journal parle de farce et explique les choses à sa façon en affirmant que l'Union n'est pas aimée au Royaume-Uni, mais que cependant quitter l'Union n'est pas à l'ordre du jour. Les Britanniques n'ont pas de choix, soit assumer l'Union et entrer dans la zone euro, soit payer le prix de leurs tergiversations. Quant à l'idée de fédération européenne ou de l'existence d'un « Super État », le magazine dénigre le principe, mais accepte l'union basée sur la coopération économique en laissant à chaque État sa liberté et son indépendance à diriger sa politique étrangère et sa défense.

³¹⁸ *The Economist*, 25 septembre 1999, 54. « *Test is an illusion, none of the five tests he sets are the sort of thing which a normal person would understand* ».

³¹⁹ *Ibid.* « *In practise there's not much to choose between Mr Hague and Mr Blair ; the former says no, the latter says yes but may be not for another two parliaments* ».

³²⁰ *Ibid.* « *The true policy of both is John Major wait and see* ».

³²¹ *The Economist*, 19 février 2000, 35-36. « *British people seem not to have an appetite to ditch the pound sterling and join the single european currency* ».

³²² *Ibid.* « *You can not budge the Prime minister* ».

³²³ *Ibid.* « *The awkward phrase in the treaty of Rome ever closer union ; Blair is not fussed* ».

Pour étoffer son argument, *The Economist* présente aux lecteurs des sondages dont en particulier MORI³²⁴ en décembre 2000, selon lequel 46 % des Britanniques souhaitent rester dans l'Union européenne, alors que 43 % sont carrément contre et plus de 11 % restent indécis³²⁵. Par contre, en ce qui concerne la monnaie unique, 22 % souhaitent rejoindre le club des pays de la zone euro, 70 % sont contre et 8 % sont indécis. Ces chiffres confortent le raisonnement du journal dans la mesure où les Britanniques s'estiment européens, mais refusent de faire partie de la zone euro ; en fait, c'est une contradiction qui témoigne de leur hésitation. La question qui nous interpelle est combien de temps va durer cette hésitation de rejoindre l'euro ? Le magazine évoque l'histoire, il rappelle au lecteur qu'en 1975, la majorité du peuple britannique acceptait de se retirer de l'Union, si elle était appelée à s'exprimer. *The Economist* admet que la zone euro attire les investissements, donc crée des emplois, sauf qu'à l'inverse de la France et de l'Allemagne, qui s'y étaient préparées depuis des années, le Royaume-Uni en est détaché et a besoin de temps pour s'organiser.

Bien que cet argument ne nous semble pas convaincant, *The Economist* annonce que Tony Blair a intérêt à retarder l'échéance de l'intégration dans la zone euro. Il se moque de l'existence d'un Super-État, en signifiant un adieu au Quai d'Orsay (ministère français des affaires étrangères) et *Farewell to King Charles Street* pour le (*Foreign Office*), c'est-à-dire la disparition de la souveraineté nationale dans le domaine de la politique étrangère. L'hebdomadaire refuse cette hypothèse et loue tout rapprochement de Tony Blair avec les Américains pour préserver l'alliance transatlantique³²⁶. Parlant de la nouvelle constitution européenne, *The Economist* indique qu'il n'est pas en principe contre ce texte de plus de 200 pages, mais il juge que la constitution est mal comprise et difficile à expliquer au peuple.

³²⁴ MORI (*Market and Opinion Research International*), première société d'étude de marché privée du Royaume-Uni, aide des centaines d'organisations publiques et privées à ne jamais perdre le pouls de la nation. La société compte parmi ses clients la plupart des ministères du gouvernement britannique et la moitié des sociétés cotées au top 100 du FTSE (*Financial Times Stock Exchange*). Les études sociales de MORI permettent d'ébaucher des politiques publiques dans des domaines essentiels tels que le logement, l'éducation, la santé et la régénération. Son travail avec les clients du secteur privé concerne la réputation d'entreprise, la notoriété de marque, la satisfaction des clients, le développement de nouveaux produits et l'opinion des employés. Depuis sa création, en 1969, MORI s'est imposé comme une autorité reconnue et éprouvée, bien au-delà du cercle de ses clients : les médias font régulièrement appel à MORI pour leur fournir un éclairage sur l'opinion et les tendances du public. MORI offre une vaste gamme d'études de fonds ou à terme, réalisées par téléphone, en ligne ou en porte-à-porte.

³²⁵ Voir le site <<http://www.mori.com/europe/mori-eu-ref.shtml>>, consulté le 10 avril 2005.

³²⁶ *The Economist*, 15 février 2003, 35. « *Blair would be lauded as the man who held his nerve and preserved the transatlantic alliance* ».

Pour étayer ses propos concernant la constitution, considérée comme un texte plein d'ambiguïté, *The Economist* fournit comme preuve de ses vues les résultats d'un sondage ICM³²⁷ en octobre 2004, qui montrait une fois encore, que seulement 28 % des Britanniques sont pour la constitution alors que 59 % s'expriment contre le projet. L'autre argument présenté par le journal est que la Charte des droits fondamentaux ainsi que la constitution sont des instruments de l'Union européenne, alors que la culture nationale, la souveraineté sont mises à l'écart, c'est ce que le magazine refuse de cautionner. *The Economist* refuse d'admettre que la place de la Grande-Bretagne en Europe soit un contrepoids³²⁸ à la puissance américaine, partenaire stratégique du Royaume-Uni. La méfiance de *The Economist* vis-à-vis de la constitution s'articule avec l'esprit atlantiste du magazine qui exprime avec force son admiration pour Winston Churchill et Margaret Thatcher.

C'est Churchill qui évoque le rôle des liens noués entre le Royaume-Uni et les États-Unis et estime que seule une alliance avec les Américains pourrait donner plus de poids à son pays, et l'aider à jouer un rôle important dans le monde. L'attitude eurosceptique de Margaret Thatcher marque sa politique européenne, qui se base sur la coopération, tout en refusant un Super-État européen. Elle considère que la Commission européenne est une instance non démocratique et non élue qui impose depuis Bruxelles³²⁹ des règlements qui étouffent l'économie britannique et européenne. C'est la logique exprimée par *The Economist* qui essaie de faire partager ses opinions à ses lecteurs. L'hebdomadaire souligne que le texte de la constitution européenne³³⁰ est baclé, ambigu et plein d'absurdités. Il est décrit de façon assez négative comme un projet absurde et instable. *The Economist* veut faire savoir aux lecteurs qu'il est le seul capable de juger ou d'évaluer ce texte constitutionnel. La division des Européens et leur réticence vis-à-vis du texte peut conforter le magazine dans sa méfiance à l'égard de ce grand dessein européen.

³²⁷ ICM est un institut de sondage d'opinion créé en 1998, sa méthode de recherche est fondée sur les résultats menés par téléphone ou en personne. L'objectif de cet institut britannique est de fournir les éléments nécessaires pour l'industrie et le marché. L'équipe de recherche ICM couvre divers types de sondages et d'enquêtes qui concernent la politique et le monde des affaires.

³²⁸ *The Economist*, 26 mai 2005, 41. « *Britain is outward-looking, free trading, usually liberal and a strategic partner with America not a counterweight* ».

³²⁹ Cité par Pauline Schnapper, *op. cit.*, 4.

³³⁰ *The Economist*, 23 juin 2003. « *It is a lamentable piece of work* », « *It is a botched compromise* », « *It is riddled with absurdities and anomalies* », « *A text with deliberate ambiguities* ». *The Economist*, 5 juin 2003, 34, « *A blueprint for an accelerated instability* ».

À cet égard, *The Economist*³³¹ appelle les Français et les Néerlandais à voter non à la constitution européenne, assurant qu'un tel rejet permettrait une pause pour réfléchir, et ne constituerait nullement un obstacle à l'union. Il admet qu'une défaite de la constitution ne serait pas la catastrophe que certains europhiles semblent penser. L'hebdomadaire estime que les divergences de vues et les préjugés nationaux envers l'Union européenne sont tellement importants, qu'il est impossible de faire entrer de plus en plus de pays. Le magazine assume sa responsabilité en refusant le texte de la constitution et en affichant de façon ostentatoire sa méfiance et son scepticisme vis-à-vis d'un tel projet européen. En ce qui concerne l'euro, *The Economist* affirme que l'Europe n'est qu'illusion³³² sur illusion, c'est une conception malvenue³³³ et l'euro n'est que fantôme³³⁴. *The Economist* admet que l'existence de l'euro ne signifie guère l'acceptation d'un projet d'union politique.

L'hebdomadaire veut nous faire comprendre que la réalité pragmatique s'impose, elle s'oppose aux illusions et aux grandes idées dont en particulier le texte relatif à la constitution, qui demeure flou et mal rédigé. Si *The Economist* affiche une attitude sarcastique vis-à-vis du projet européen, les journaux de qualité, tels que *The Guardian*, *The Independent* et *The Financial Times* défendent la monnaie unique. À l'opposé, les journaux populaires, tels que *The Sun* et *The Daily Mail* sont viscéralement partisans de la défense de la livre sterling. Ces journaux jouissent d'une très large distribution, dont la diffusion³³⁵ combinée s'approche des sept millions d'exemplaires par jour, et dépasse de près de deux millions, les principaux quotidiens défenseurs de l'euro : *The Guardian*, *The Independent*, *The Financial Times* et le populaire *The Daily Mirror*. Nous estimons qu'il est difficile d'évaluer dans quelle mesure la presse réagit à l'opinion ou contribue à la façonner, mais il ne fait guère de doute que la virulence d'une partie importante de celle-ci envenime le débat.

³³¹ *The Economist*, 14 avril 2005, « *Disbelief, denial, panic. Such has been the sequence of official reactions as, one by one, over a dozen opinion polls have suggested that the French will reject the draft European Union constitution in their referendum on May 29th. The polls give the noes an average of 53%* ».

Dans un autre article du 26 mai 2005, *The Economist* souligne : « *The other part of Mr Blair almost certainly the larger part is praying for a French or a Dutch no or preferably both to kill the constitution off* ».

³³² *The Economist*, 7 novembre 1998, 54. « *Europe is a delusion piled upon a delusion* ».

³³³ *The Economist*, 19 février 2000, 35. « *An awkward phrase* ».

³³⁴ *The Economist*, 1 décembre 2001, 14. « *Euro is an ethereal phantom* ».

³³⁵ Florence Faucher, « *Que pensent les britanniques de l'Europe ?* », in *Questions d'Europe*, n° 65, 4 novembre 2002. Voir le site <http://www.robert-schuman.eu/print_qe.php?num=sy-65>, consulté le 10 mars 2011.

The Economist, qui est parfois nostalgique de la politique de Thatcher défendant farouchement les intérêts de son pays, profile sa critique de la politique du gouvernement conservateur dirigé par John Major. Ce dernier a été affaibli par les divisions au sein du Cabinet, avivées par l'adoption du traité de Maastricht. Son successeur à la tête du parti, William Hague, n'a pas pu réussir à faire taire les dissensions au sein de son équipe. *The Economist* est peu enthousiaste en voyant les conservateurs se diviser autour de la question de l'euro. Le journal sait que la stratégie n'a pas été concluante et que le Parti conservateur a essuyé une seconde défaite en 2001. La question de l'euro divise les principaux membres du parti conservateur, l'euroscéptique, Iain Duncan Smith et le médiatique pro-européen l'ancien Chancelier Kenneth Clarke. *The Economist* rappelle que Blair avait profité de ces divisions lors des élections de 1997, cependant le Parti travailliste n'échappe pas aux désaccords, même si les opposants à Tony Blair sont minoritaires. *Le New Labour* se targue d'être le champion de la question européenne si les conditions économiques sont remplies et sous réserve d'un référendum qui ne voit pas le jour. *The Economist* souhaite le retarder pour plus tard sans fixer de calendrier. Il comprend bien que les travaillistes se sont distingués de leurs intransigeants adversaires conservateurs, en soulignant qu'une adhésion à l'euro était suspendue à la fois à une analyse minutieuse des conditions économiques de celle-ci et à l'organisation d'un référendum permettant de consulter directement les électeurs sur une question ou un texte, qui ne sera adopté qu'en cas de réponse positive.

Néanmoins depuis 1997, la position globale du gouvernement reste remarquablement ambiguë, oscillant entre enthousiasme, attentisme et extrême réserve. La question européenne constitue depuis longtemps, et notamment depuis l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE en 1973, un facteur de division au sein des partis britanniques majoritaires, le Parti travailliste et le Parti conservateur. Comme l'explique Karine Cabrol³³⁶, depuis le début des années 1990, et lors de la ratification du traité de Maastricht par le Parlement de Westminster : « l'intégration européenne semble être en effet devenue un véritable enjeu politique, qui a permis la recomposition de la compétition partisane, voire de la vie politique britannique, c'est-à-dire l'alignement des clivages partisans sur les attitudes envers l'Europe ».

³³⁶ Karine Cabrol, « Les partis politiques britanniques et l'intégration européenne », *Politique européenne*, 2/2002, n° 6, 5-17.

La question de la monnaie unique est, depuis plusieurs années, un sujet de désaccord pour la plupart des partis politiques. La division parlementaire des députés conservateurs eurosceptiques, lors de la ratification du traité de Maastricht, a donné naissance à une véritable faction intra-partisane³³⁷, faisant du phénomène eurosceptique un mouvement capable de compromettre l'avenir politique du parti. Conscient du risque représenté par la division de son parti, Iain Duncan Smith a imposé au Cabinet Fantôme (*Shadow Cabinet*) nommé à l'automne 2001 une stricte position de rejet de l'Euro. Iain Duncan Smith réussit à imposer une attitude majoritaire de son parti à l'égard de l'Europe. Quant au Parti travailliste qui s'est caractérisé par son opposition à l'intégration européenne, il est devenu l'un des champions de l'Union européenne. Depuis la ratification du traité de Maastricht, et plus particulièrement depuis l'élection de Tony Blair en mai 1997, le Parti travailliste est désormais devenu un parti pro-européen. Tony Blair qui rompt avec le sentiment anti-européen, affiche une volonté très nette de rupture avec l'euroscepticisme conservateur. Nous observons que la position des Britanniques vis-à-vis de l'Union européenne est différente de celle des autres pays de l'Union. Karine Cabrol explique cette position des Britanniques concernant l'Union européenne.

Les partis travailliste et conservateur ont suivi depuis 1973 des trajectoires à la fois parallèles et inversées, et ont contribué à singulariser le système de partis britannique dont l'évolution ne semble pas suivre celle des autres systèmes de partis de l'Union européenne, qui échappent pour l'instant à tout effet direct, ou indirect, de l'intégration européenne, susceptible de conduire à leur européanisation ». ³³⁸

Les études des intentions de vote, comme nous l'avons évoqué précédemment, semblent indiquer que l'électorat est particulièrement sensible à des justifications économiques, mais aussi que l'engagement du gouvernement n'est pas à sous-estimer. *The Economist* ne voit pas d'un mauvais œil l'attitude de Gordon Brown qui est considéré comme un « européen réticent » plus qu'eurosceptique et qui sera probablement futur Premier ministre. Le magazine observe avec intérêt le partage des tâches entre un Premier ministre optimiste et son Chancelier gardien de l'intérêt économique et commercial du pays.

³³⁷ *Ibid.*

³³⁸ *Ibid.*

La réputation du Chancelier de l'Échiquier dont l'image est celle d'un homme de rigueur peut jouer en sa faveur pour accepter de joindre l'euro, ou refuser la monnaie unique. Gordon Brown se déclare très hostile³³⁹ à l'adoption de la monnaie unique et à toute harmonisation fiscale en Europe, et semble se satisfaire d'une méthode ouverte de coopération qui n'impose aucune réelle contrainte aux États membres. En réalité, Gordon Brown voit l'Europe comme un espace où les États-nations européens sont supposées rester solidaires, tout en se livrant une concurrence acharnée. Il tient un raisonnement sur la globalisation qui aboutit à nier la nécessité d'une Europe politique. *The Economist* est conscient du fait que l'argument du référendum est important pour les travaillistes, car il souligne la volonté de laisser aux électeurs le dernier mot. N'oublions pas que ces consultations sont rares au Royaume-Uni, du fait de l'importance du sujet qui touche à la souveraineté de la nation britannique, et que vraisemblablement le Parlement hésitera à accepter une atteinte à sa souveraineté fût-elle temporaire.

L'histoire des référendums au Royaume-Uni se limite donc à des consultations sur la dévolution (organisées dans les nations périphériques en 1973, 1979 et 1997) et sur l'Europe (en 1975). Comme le décrit *The Economist*, Tony Blair est assez prudent et intelligent pour ne se lancer à organiser un référendum que s'il est quasiment assuré de l'emporter. *The Economist* n'hésite pas à défendre les particularités historiques et géographiques du Royaume-Uni, qui s'est souvent méfié de l'intégration à l'Union européenne. Comme nous l'avons mentionné dans le lexique utilisé par le magazine et à l'instar des journaux populaires, *The Economist* affine son analyse en se référant à d'autres études de sondages, pour défendre la souveraineté britannique. Il affirme que selon une autre étude effectuée en mai 2001 par MORI, 49% des personnes interrogées déclaraient leur intention de voter en faveur d'un retrait si un tel référendum était organisé. Le magazine estime que ce résultat traduit une réticence à l'égard de toute évolution en direction d'une intégration plus poussée du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Le rejet d'un tel « Super-État » se confond avec celui d'une hypothétique fédération. La monnaie unique est analysée comme le premier pas en ce sens.

³³⁹ Voir Zaki Laïdi, *Le Monde*, 26 octobre 2005. Selon Gordon Brown, l'Europe ne sert à (presque) rien. Brown tenta de se présenter comme un économiste sérieux et rassurant pour les hommes d'affaires et la classe moyenne, tentant de prouver que les travaillistes pouvaient gérer l'économie sans voir l'inflation, le chômage ou les déficits augmenter. Il poussa ainsi le parti à poursuivre la politique des conservateurs durant les deux premières années de son mandat de Chancelier.

The Economist considère que la constitution et l'euro sont des institutions européennes non démocratiques, et les Britanniques ne sont pas disposés à accepter l'ingérence d'autorités étrangères dans les décisions affectant leur pays. Le journal est soucieux de garder à l'esprit les acquis de la nation britannique, surtout le sentiment d'être indépendant et souverain³⁴⁰. Il affine son analyse, il a choisi son camp et essaye de convaincre le lecteur de ne pas se précipiter pour entrer dans la zone euro. L'hebdomadaire perçoit que l'Europe occupe une place importante dans le débat politique britannique, pourtant, ni l'adhésion à l'euro, ni l'intégration, ni l'élargissement ne figurent parmi les priorités des électeurs britanniques, dont les préoccupations principales portent sur l'état de délabrement des services publics et du pouvoir d'achat. L'attentisme du gouvernement, l'alternance de déclarations enthousiastes et de mises en garde, reflètent en revanche mieux l'attitude de la population.

Selon l'hebdomadaire, les Britanniques donnent l'impression qu'ils ne sont en effet toujours pas intégrés à l'Europe. Pour mieux souligner la position du journal et son parti-pris, et sans s'attarder dans l'analyse qui sera plus étoffée dans la troisième partie de notre travail, nous proposons de jeter la lumière sur quelques références historiques, littéraires et culturelles qu'adopte *The Economist* pour faire passer son message, mais aussi pour éclairer le lecteur non familier du magazine. Dans un article intitulé « *Blair of Arabia* »³⁴¹, *The Economist* compare l'action politique de Blair en Europe à celle du président Kennedy, de Machiavelli et de Mère Teresa : « *Mr Blair was turning into a cross between John Kennedy, Niccolo Machiavelli and Mother Theresa. But was still an achievement* ».

³⁴⁰ *The Economist*, 24 novembre, 1979, 15.

³⁴¹ *The Economist*, 25 avril 1998, 44.

Ces propos considèrent la stratégie de Blair au Moyen-Orient et en Irlande du Nord (Ulster) comme une politique courageuse, qui ressemble à un métissage entre l'action de John F. Kennedy, de Machiavel et de Mère Teresa. Le magazine loue la politique étrangère de Blair et considère qu'il est un homme charismatique qui possède le courage de Kennedy, son intelligence et son ambition politique³⁴². Il le compare à un Machiavel, qui partant des réalités contemporaines, œuvre à définir un ordre nouveau (moral, libre et laïque) où la raison d'État a pour objectif ultime l'amélioration de l'homme et de la société. Ici, le magazine fait allusion à « la troisième voie » et au *New Labour*. L'allusion à Mère Teresa évoque le sentiment que Blair semble jouer le rôle du philanthrope ou de l'altruiste qui a une mission humaine à accomplir. Malheureusement, il exerce cette mission en s'alignant sur la politique belliqueuse de Bush lors de la guerre en Afghanistan et en Irak. *The Economist* sait bien que Blair n'est pas Mère Teresa, qu'il n'est pas un vrai Machiavel et qu'il ne possède pas la stature du Président Kennedy, cependant, le magazine souhaite voir le Premier ministre agir comme le faisait Thatcher dans son intransigeance à défendre le Royaume-Uni en Europe.

Si Blair réussit à négocier avec les Irlandais en Ulster et propose de soutenir un plan de paix pour les Palestiniens au Moyen-Orient, il n'a guère le réalisme politique de Thatcher. *The Economist* est clair dans sa comparaison, Blair ne peut guère égaler le président Kennedy. D'autre part, le journal fait référence à Machiavel qui est aujourd'hui encore présenté comme un homme cynique, dépourvu d'idéal, de tout sens moral et d'honnêteté. Ses écrits le décrivent comme un homme politique avant tout soucieux du bien public, qui cherche à donner à la République de Florence la force politique qui lui manque, à une période où, paradoxalement, elle dominait le monde des arts et de l'économie. *The Economist* essaie de montrer que Tony Blair est loin d'être un Machiavel malgré son intelligence, son charisme, et ses ambitions politiques. S'il est un animal politique, il est loin de ressembler à Machiavel. Sur un autre plan, le journal suggère que Blair n'a pas intérêt à apparaître comme la mère Teresa s'il veut défendre les intérêts de son pays dans le monde. Le message est assez clair, en politique, les sentiments et la morale n'ont aucune place. Blair ne peut guère jouer le rôle du philanthrope s'il veut acquérir une stature internationale comme celle de Kennedy.

³⁴² *Ibid.* « What lies behind this success ? In foreign policy, personal style still counts for something ».

Dans un article intitulé, « *Tony Blair's Waterloo* », *The Economist* évoque qu'au cours de la présidence britannique de l'Union tenue à Cardiff le 15 juin 1998, Blair aurait dû être un magicien pour atteindre tous ses objectifs, en particulier avoir l'appui économique pour réussir les réformes financières nécessaires à la création de plus d'emplois. L'autre but assigné est d'intéresser les Britanniques à la présidence européenne. Malheureusement, selon un rapport de Demos, un seul Britannique sur trois croit aux institutions européennes et 15 % des gens considèrent que l'Union est bénéfique pour le Royaume-Uni.

Le journal insinue que Blair aura son « *Waterloo* » comme Napoléon, la tentative du Premier ministre d'entrer dans la zone d'euro sera vouée à l'échec. *The Economist* défend son point de vue qu'il veut transmettre, à savoir, que l'intégration dans la zone euro sera un échec pour le Royaume-Uni et évidemment pour le Premier ministre. Un autre article « *Not quite across the Rubicon* »³⁴³ nécessite plus d'attention, Blair s'adresse à la Chambre des Communes en défendant l'idée de faire entrer son pays dans la zone euro à condition de satisfaire les critères imposés par son ministre des finances, Gordon Brown. Blair est comparé à Jules César dans sa traversée de la rivière Rubicon conduisant son armée, contre l'avis du gouvernement civil à Rome. Traverser le Rubicon est une position de non-retour.

³⁴³ *The Economist*, 25 février 1999, 51. Le Rubicon est un petit fleuve côtier qui se jette dans la mer Adriatique ; au temps de la République romaine, le fleuve sépare la Gaule cisalpine de l'Italie. Aucun général romain ne doit franchir cette frontière naturelle pour pénétrer en Italie sans l'accord du Sénat. Le franchissement du Rubicon par César marque le début de la guerre civile qui va l'opposer à Pompée. En janvier 49 avant Jésus-Christ, le commandement de César en Gaule expire. Afin d'éviter de se retrouver sans magistrature, ce qui le livrerait sans armes à ses ennemis, celui-ci demande une prorogation de son commandement, afin de pouvoir exercer le consulat dans la continuité. Dès le début de l'année 49 avant JC, les aristocrates confient à Pompée le soin de « défendre la république » et le commandement des légions en Italie ; César rassemble ses troupes, envoie au Sénat un véritable ultimatum et lorsque les tribus qui lui sont favorables doivent quitter Rome où la loi martiale est déclarée, il a le prétexte qu'il lui fallait pour franchir le Rubicon. Contre l'armée des Gaulois, le Sénat et Pompée disposent des légions d'Espagne et des 130 000 hommes que Pompée est autorisé à lever en Italie. César traverse le Rubicon après avoir prononcé son légendaire « *Alea jacta est* ». Cette locution latine signifie « le sort en est jeté », ou « les dés sont jetés ». Selon les historiens Plutarque, Suétone, puis Appien, ces paroles furent prononcées par Jules César, le 12 janvier 49 avant JC. Lors de son passage du fleuve Rubicon. César marche sur Rome et devient maître de la péninsule italique, il écrase les armées de Pompée en Grèce.

En utilisant l'expression *Not quite across the Rubicon*, *The Economist* suggère que l'action n'a pas été faite et que Blair pouvait encore réfléchir avant de prendre sa décision d'entrer dans la zone euro. La position de *The Economist* est évidemment opposée à cette intégration d'où son point de vue subjectif et partial. Dans un autre exemple, « *Tony Quixote finds his windmill* », le magazine³⁴⁴ ironise sur la décision de joindre la zone euro puisque les sondages montrent que 27 % des Britanniques sont favorables à cette union, alors que 58 % sont carrément contre. *The Economist* évoque l'histoire de Don Quichotte le rêveur, l'idéaliste et l'absurde qui se bat contre des moulins à vent. *The Economist* incite Blair à ne pas trop rêver pour rejoindre la zone euro. S'il persiste dans sa vocation, il aura le même sort que Don Quichotte, il va errer dans un monde imaginaire.

Don Quichotte prenait les moulins à vent pour des magiciens, quant à Blair, l'euro sera la cause de ses problèmes à venir, au sein de son parti et dans son pays. Dans l'œuvre de Cervantes, Don Quichotte retrouve la raison une fois qu'il retourne à son passé ; Blair doit rester fidèle à son passé et doit tenir compte de la souveraineté britannique. Il ne peut pas obliger les Britanniques à joindre l'euro s'ils ne sont pas d'accord. Le Premier ministre est censé paraître comme un homme éveillé, vigilant et non un rêveur. Il aura une fin paisible et honorable comme le protagoniste de l'histoire de Cervantes. Une fois encore, le point de vue du journal est significatif, il s'adresse à un lectorat instruit et bien cultivé qui comprend le message.

Dans un article³⁴⁵, « *Tony Blair's victories, in Nice and afterward* », le Premier ministre est comparé au roi Henry V, qui grâce à sa victoire lors de la bataille d'Azincourt le 25 octobre 1415, parvient à se faire reconnaître comme héritier du trône de France. La fermeté et le courage du roi Henry V contribuent à la défense de son trône et lui permettent d'écraser toutes les rébellions, en particulier celle des Lollards. Blair est comparé au roi Henry V au cours du sommet européen de Nice où le Premier ministre remporte un grand succès. Il réussit à convaincre les leaders des autres pays européens d'élargir l'Union européenne à des pays de l'Europe de l'Est, d'autre part, il refuse avec intransigeance de céder sur les questions de taxe et de régulation sociale.

³⁴⁴ *The Economist*, 26 février 2000, 48.

³⁴⁵ *The Economist*, 16 décembre 2000, 42.

Ce refus sera critiqué par le président de l'Union, Romano Prodi, et par le Président français, Jacques Chirac, en revanche, *The Economist* loue ce courage et cette prestation en disant que Blair joue le rôle du roi³⁴⁶ Henry V devant son Parlement pour résister aux demandes européennes. Selon *The Economist*, Blair peut jouer le rôle du roi Henry V, s'il résiste aux pressions de l'Union européenne d'être membre de la zone euro, il aura la paix chez lui et n'aura plus de soucis au sein de son parti ou de l'opposition des conservateurs. Un autre exemple du journal montre sa position vis-à-vis de la question européenne se profile dans un article intitulé « *Après EU, le déluge* »³⁴⁷. Selon *The Economist*, le débat de l'Union européenne³⁴⁸ sur la constitution tenue à Bruxelles est voué à l'échec. Le magazine conseille aux leaders européens de prendre le temps nécessaire pour revoir le texte de la constitution qui ne mérite pas d'être pris en considération.

The Economist estime que la constitution actuellement élaborée est loin de satisfaire les attentes des divers membres de l'Union, puisque les questions économiques préoccupent les Européens plus qu'autre chose. Même sur le plan de la sécurité, le journal souligne que l'allié américain est présent avec l'OTAN pour veiller à cette sécurité européenne et pour ne plus voir de guerres en Europe. Cet article révèle le parti-pris du journal qui défend son point de vue, il reste enclin à préférer « l'Oncle Sam » plutôt que de miser sur l'Union européenne pour les problèmes de sécurité. En ce qui concerne la constitution, *The Economist* estime que le peuple européen n'est guère intéressé par ce texte. Après l'Union européenne, le déluge, c'est-à-dire, les problèmes du quotidien viennent en premier lieu, le reste est secondaire.

³⁴⁶ Selon *The Economist*, Tony Blair était courageux en défendant les intérêts de son pays. *The Economist*, 16 décembre 2000, 42. « *The Prime minister strode into Parliament, smug as Henry V after Agincourt, to enumerate his foreign victories* ».

³⁴⁷ Selon la version biblique, le déluge représente le courroux de Dieu dans la Genèse, où le Seigneur décide d'en finir avec les Hommes, car la corruption et la violence rendent impossible la vie sur Terre. L'humanité était pourrie, alors les eaux souterraines jaillirent impétueusement de toutes les sources, et les vannes du ciel s'ouvrirent en grand. Il se mit à pleuvoir sur la terre 40 jours et 40 nuits. L'eau monta jusqu'à plus de sept mètres au-dessus des sommets. Tout ce qui vivait sur la terre expira. Seul Noé survécut, et ceux qui étaient avec lui dans l'arche (Genèse 6 et 7). En français, le déluge signifie une catastrophe qui menace de tout submerger. « *Après nous, le Déluge !* » aurait dit l'un des favoris du roi Louis XV devant les troubles politiques qui devaient aboutir à la révolution.

³⁴⁸ *The Economist*, 5 juillet 2003, 34. « *The European Union's constitutional debate may raise temperatures in Brussels, but it is barely followed by the peoples at large. In the unlikely event that Europe's leaders follow this newspaper's advice and drop their constitutional draft in the bin, the reaction of the populace would be a deep yawn than a rush to arms* ».

Les Européens sont plus préoccupés par la crise économique, le référendum semble moins les intéresser. Nous proposons de voir un dernier exemple dans un article³⁴⁹ intitulé « *The Other referendum* ». Le magazine compare l'action européenne à un chien qui n'a pas encore aboyé³⁵⁰ : l'Union est encore jeune et a besoin de temps pour mûrir ; d'autre part, le journal cite l'argument avancé par le Président de la convention européenne Valéry Giscard d'Estaing, selon lequel ceux qui votent contre la constitution, votent contre l'Union, donc votent pour une sortie de l'Union³⁵¹. *The Economist* ironise sur cet argument, et appelle le gouvernement de Blair à garder ce texte, la (constitution) ou « *this genie* » dans sa bouteille, en faisant référence à l'histoire arabe d'Aladin dans les *Mille et une nuits*.

The Economist ne voit pas d'un bon œil le Premier ministre céder aux pressions des Européens, et faire sortir rapidement le « génie » de sa bouteille, en d'autres termes traiter la question de la constitution et la soumettre au peuple pour un éventuel référendum. Tony Blair a intérêt à garder le « génie » dans sa bouteille ou dans la lampe d'Aladin. Autrement dit, il doit retarder l'échéance d'un référendum et trouver le prétexte pour l'éloigner le plus loin possible dans le futur. *The Economist* défend³⁵² la position qu'il juge crédible et bonne concernant la question européenne dans laquelle il pêche par excès, il choisit son camp, à savoir une union économique. Il reste enclin à préférer une coopération économique et un élargissement de l'Union européenne à d'autres pays de l'Est, afin d'affaiblir les deux grands pays européens, la France et l'Allemagne. *The Economist* se méfie des textes comme la constitution, et redoute l'entrée du Royaume-Uni dans la zone euro, au moins pour le moment.

³⁴⁹ *The Economist*, 22 février 2003, 40.

³⁵⁰ *Ibid.* « *Europe has been the dog that hasn't barked* ».

³⁵¹ *Ibid.* « *A vote against the constitution is de facto, a vote to leave the union* ».

³⁵² *The Economist*, 24 novembre, 1979, 15.

Nous avons essayé de nous pencher sur l'importance des références historiques, religieuses, littéraires ou culturelles et de leur influence, cependant nous verrons plus loin que le côté linguistique peut nous aider à dégager l'aspect subjectif et le parti-pris du journal. Dans le chapitre suivant, nous proposerons d'analyser la relation de Tony Blair avec deux présidents, Bill Clinton et George W. Bush, ce qui en fait, annonce l'étude de la « relation spéciale » à travers quelques aspects de la politique étrangère, mais tout d'abord, nous abordons brièvement cette « relation spéciale ».

Chapitre III La relation Blair / Clinton

1) Présentation de la relation spéciale

Avant de mettre en relief les rapports entre Tony Blair et Bill Clinton, nous commencerons par une introduction à « la relation spéciale ». Depuis la Seconde Guerre mondiale, on qualifie souvent la relation qu'entretiennent les Anglais avec les Américains de « relation spéciale ». Le terme « *relationship* » est utilisé plutôt que « relation » par le Premier ministre Winston Churchill le 5 mars 1946 lors de son discours de Fulton, Missouri. Plusieurs historiens ont apporté des interprétations différentes des fondements de cette relation, Alex Danchev³⁵³ insiste sur trois points historiques : le poids des « évangélistes » pour qui cette relation est le fruit d'une culture commune, des liens d'amitié et linguistiques qui existent entre les deux peuples. Un second groupe qualifie cette relation de fonctionnelle, ce n'est pas la culture qui est la base de la relation spéciale mais plutôt les intérêts et les objectifs communs. Ce groupe est représenté par les historiens John Dumbrell, Richtie Ovendale et Pauline Schnapper.

Selon ces historiens, la « relation spéciale » s'explique par la convergence d'intérêts communs et par l'esprit pragmatique, non par les sentiments. Le réalisme politique domine cette relation régie par les intérêts internationaux. Un troisième groupe, dont fait partie John Baylis³⁵⁴, estime que cette relation est un mythe, la langue commune aux deux pays est utilisée comme un puissant outil de diplomatie ; ce troisième groupe parle d'une relation très « importante » entre le Royaume-Uni et les États-Unis plutôt que d'une « relation spéciale ». Il est vrai que la langue commune a certainement contribué à resserrer les liens, mais elle peut également mettre en évidence des caractères nationaux différents. Néanmoins, des points communs sont évidents en particulier la liberté d'entreprise et l'esprit individuel. Les deux nations se croient investies d'une mission civilisatrice ; à cet égard Tony Blair affirme en 2002 : « Les vraies valeurs de l'Amérique sont les nôtres et...ce sont de bonnes valeurs »³⁵⁵.

³⁵³ Alex Danchev, *On Specialness : Essays in Anglo-American Relations*, Oxford, Manchester : Manchester University Press, 1998, 202.

³⁵⁴ John Baylis, *Anglo-American relations since 1939, The enduring alliance*, Manchester : Manchester University Press, 1997, 8.

³⁵⁵ *Ibid.*

Bien que dépassées, les idées de la destinée manifeste³⁵⁶ « *Manifest Destiny* » et du slogan, le fardeau de l'homme blanc³⁵⁷ « *White Man's Burden* » contribuent à justifier l'intervention ou l'impérialisme, mais sous une autre forme, telles la défense du droit international, la guerre contre les « dictatures » et la lutte contre le terrorisme. Nous verrons plus loin que les Britanniques sont plus pragmatiques, alors que les Américains croient à la supériorité de leurs institutions. Si nous abordons quelques aspects de cette « relation spéciale », nous observons que des liens stratégiques dans le renseignement avaient toujours existé. Les États-Unis et le Royaume-Uni partagent des renseignements à l'exclusion des autres alliés de l'Union européenne³⁵⁸.

La collaboration anglo-américaine s'est traduite par la signature de divers accords de défense ainsi que par la création de l'OTAN en 1949. Une caractéristique importante de cette « relation spéciale » s'exprime aussi par la coopération qui passe parfois selon les époques, par des hauts et des bas. Par exemple, les deux pays au cours de la présidence de Franklin D. Roosevelt et du Premier ministre Winston Churchill, ont fortement coopéré pendant la Seconde Guerre mondiale. Les historiens qualifient cette période d'âge d'or³⁵⁹ de la relation spéciale. Lors de la guerre de Corée, le gouvernement de Clement Attlee avait accepté d'envoyer des troupes aux côtés des États-Unis lorsque le conflit avait éclaté entre le nord et le sud.

³⁵⁶ Le terme « *Manifest Destiny* » en français, (destinée manifeste) est une doctrine défendue par le parti démocrate, connu en 1840 sous le nom de *Democratic-Republican*. Selon cette doctrine, la nation américaine avait pour mission divine de répandre la démocratie et la civilisation de l'Ouest. En 1845, le journaliste New-Yorkais John O'Sullivan écrit cette expression, il souligne que la providence a investi le peuple américain d'une mission et d'un destin ceux de s'étendre et de conquérir l'ensemble du continent pour répandre l'esprit de liberté.

³⁵⁷ Rudyard Kipling publie en 1899, dans la revue *McClure's*, un poème ayant pour sous-titre *Les États-Unis et les îles Philippines*. Il peut être lu comme un soutien à la colonisation des Philippines et plus généralement des anciennes colonies espagnoles par les États-Unis mais aussi comme un avertissement adressé aux États-Unis au sujet des responsabilités morales et financières que leur politique impérialiste les amène à endosser. Le poème apparaît comme une injonction rhétorique attribuant à l'homme blanc le devoir de coloniser et d'administrer les populations étrangères (le fardeau pouvant être à la fois ces populations, et le devoir en lui-même) et est devenu pour cette raison symbolique de la justification de la colonisation en tant que mission civilisatrice.

³⁵⁸ Gideon Rachman, « Is the Anglo-American relationship still special ? », in *Washington Quarterly*, volume. 24, n° 2, Spring, 2001, 7-8.

³⁵⁹ Pauline Schnapper, *La « relation spéciale » États-Unis / Royaume-Uni entre mythe et réalité (1945-90)*, Nantes : Éditions du Temps, collection, 2002, 40. (Ouvrage collectif dirigé par Agnès Alexandre-Collier).

Certains historiens attribuent à Attlee la responsabilité d'avoir amené l'administration Truman à renoncer à employer l'arme atomique contre la Chine pour dégager les forces américaines commandées par MacArthur embourbées en Corée³⁶⁰. La relation spéciale a connu des périodes difficiles et des tensions lors de la crise de Suez en 1956. À cette époque, le gouvernement américain désapprouvait l'action militaire franco-britannique en Égypte. Le Premier ministre Anthony Eden se sentait délaissé par les Américains qui étaient furieux contre son intervention. Au cours du mandat du président Kennedy et celui du Premier ministre Harold Macmillan, la relation spéciale connaît un regain de vigueur. Kennedy accorde à Macmillan un lot de missiles nucléaires *Polaris*. Cette aide américaine permet à la Grande-Bretagne de s'affirmer comme étant une grande puissance. Entre 1964 et 1974, la relation spéciale entre les deux pays connaît une période difficile du fait des divergences entre les leaders politiques des deux pays. Le courant passait mal entre Lyndon Johnson et Harold Wilson d'une part, Richard Nixon et Edward Heath, d'autre part. Le Premier ministre britannique Harold Wilson refuse d'envoyer des soldats au Viêtnam aux côtés des Américains, l'opinion publique britannique étant défavorable à l'engagement de ses soldats. La relation entre le Premier ministre Edward Heath qui optait pour l'intégration européenne du Royaume-Uni, et Richard Nixon était plutôt froide.

La « relation spéciale » connaît un réchauffement pendant la présidence de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher ; les États-Unis fournissent aux Britanniques aide militaire et renseignements pendant la guerre des Malouines en 1982. Néanmoins, il y eut des différends entre Reagan et Thatcher concernant l'île de la Grenade, lorsque en octobre 1983, les États-Unis décident d'envoyer des troupes à la Grenade, membre du Commonwealth, sans consulter son allié ; ce qui contrarie fort Thatcher. Or quatre ans plus tard, quand les Américains, victimes d'attaques « terroristes » attribuées à la Libye, décident de riposter, ils demandent l'appui des Britanniques afin de pouvoir utiliser leur territoire pour bombarder Tripoli. Margaret Thatcher accepte de donner son appui malgré une opinion défavorable de la population ; en 1990, John Major fournit un apport considérable à la guerre du Golfe.

³⁶⁰ Jean-Claude Sergeant, « La relation spéciale » : Anatomie d'un rapport ambigu, *Hérodote*, n° 109, La Découverte, 2^{ème} semestre 2003.

Les deux partenaires se sont soutenus dans plusieurs moments importants, mais la relation a été inégale selon les circonstances et les crises. Il semble donc y avoir réellement une relation spéciale au niveau politico-militaire, mais qui varie beaucoup en intensité selon les domaines et selon la relation personnelle entre les leaders des deux pays. L'absence de traité de libre-échange entre les deux partenaires nous amène à penser que nous ne pouvons qualifier la relation économique de relation spéciale, il n'en demeure pas moins que les liens économiques entre les deux partenaires restent relativement importants. Nous pensons que la relation spéciale existe bien entre le Royaume-Uni et les États-Unis, toutefois, elle est très inégale, en fait elle est asymétrique. Michael Parsons³⁶¹ admet : « La relation spéciale a beau être dissymétrique, elle demeure une réalité, même si cette réalité n'a jamais véritablement atteint le mythe proposé par Churchill d'une association presque mystique entre les deux peuples ». Philip Seib soutient que la relation spéciale est si solide qu'elle ne sera pas ébranlée par l'intégration européenne ou les malaises transatlantiques.

Philip Seib³⁶² cite Blair qui affirme : « Je ne crois pas que nous ayons à choisir entre l'Europe et l'Amérique. Aucun autre pays ne songerait à le faire. La Grande-Bretagne a compris que sa force vient de sa position à la jonction de ces deux relations ». David Baker³⁶³ pense qu'il sera difficile de maintenir la relation spéciale intacte au fur et à mesure que le Royaume-Uni s'intégrera dans l'Union européenne. Il est difficile de jouer la carte de l'ambivalence tout en essayant de jouer un rôle important tant dans l'Union européenne que dans l'Alliance atlantique. Revendiquée par le Royaume-Uni comme élément de son statut international, cette relation spéciale³⁶⁴, qui s'est essentiellement manifestée dans le domaine de la défense, n'a toutefois guère permis aux dirigeants britanniques d'infléchir la politique étrangère américaine autrement que de façon indirecte.

³⁶¹ Michael Parsons, *Les Relations anglo-américaines de 1945 à 1990 : une « Special Relationship ? »*, Ploton : Paris, 147.

³⁶² Philip Seib, *Taken for granted : The future of US-British Relations*, London : Praeger, 1998, 22.

« I do not believe we have to choose between Europe and America. No other country would dream of doing so. Britain has to understand that its strength comes from its position at this junction of these two relationships ».

³⁶³ David Baker, « Britain and Europe : Treading Water or Slowly Drowning ? », *Parliamentary Affairs*, Vol. 56, n° 2, avril 2002, 237-254.

³⁶⁴ Jean-Claude Sergeant, *op. cit.*, 71-82.

Voir le site <<http://www.cairn.info/revue-herodote-2003-2-page-71.htm>>, consulté le 20 octobre 2011.

Gideon Rachman³⁶⁵ évoque la relation culturelle entre les deux pays, il considère que leur lien est plus important que le côté politique, économique ou celui des renseignements. Comme nous le verrons plus loin, John Dumbrell³⁶⁶ laisse entendre que Blair a échoué dans sa tentative de jouer le rôle de l'intermédiaire honnête, ou de pont entre l'Europe et l'Amérique. Nous partageons le point de vue de Kristin Archick³⁶⁷ qui estime que la relation spéciale est inégale, la Grande-Bretagne s'accroche tant bien que mal aux États-Unis, tout en essayant d'imposer sa propre voix, la relation spéciale apparaît pour le Royaume-Uni comme une stratégie pour refaire surface sur la scène internationale et reconquérir son statut de puissance mondiale. Cependant, il nous semble aussi comme l'indique Kristin Archick³⁶⁸ que cette liaison demeure encore intéressante et influente.

³⁶⁵ Gideon Rachman, *op. cit.*, 10. « *The fourth element to the special relationship, which is harder to quantify but may be most important of all, is the cultural tie. Former president Bill Clinton is an Oxford alumnus, as were close advisers George Stephanopoulos, Robert Reich, and Strobe Talbott. Likewise, several of Prime Minister Tony Blair's closest advisers have studied at U.S. universities. David Miliband, the head of Blair's Downing Street policy unit, studied at the Massachusetts Institute of Technology, as did his close colleague and theoretician, Geoff Mulgan. Both men were instrumental in promoting the "third way" seminars that both president and prime minister attended. Perhaps the most important British intellectual loan from the United States during Blair's first term came at the Treasury. Ed Balls, a highly influential economic adviser at the Treasury in London, is a former Harvard student of Larry Summers, the U.S. treasury secretary under Clinton. The intellectual influence of Balls's time in the United States was evident in several of the most important economic reforms of Blair* ».

³⁶⁶ John Dumbrell, *A Special relationship : Anglo-American Relations in the Cold War and after*, New York : St Martin Press, 2001, 2.

³⁶⁷ Kristin Archick « *The United Kingdom : Issues for the United States* », *CRS (congressional Research service) Report for Congress*, 16 juillet 2007, 11. « *Critics contend, however, that Blair got little in return for his staunch support of controversial U.S. policies. Over the last few years, many British commentators have described Blair as the American president's "poodle."* Blair opponents point out that he did not succeed in keeping the United States on a multilateral path with regard to the use of force in Iraq, and although Blair supported giving the United-Nations a significant role in reconstructing Iraq, the Bush Administration initially opted for more limited U.N involvement. Although President Bush made some efforts toward being more engaged in the search for peace in the Middle East in the immediate aftermath of the Iraq war, British critics claim that Bush has not made resolving the Israeli-Palestinian conflict a priority. UK critics have also suggested that U.S responses to Blair's initiatives on African development and climate change have often fallen short, and further demonstrate that Blair's close relationship with Bush has yielded few benefits for Britain ».

³⁶⁸ *Ibid.* « *At the same time, regardless of whether the EU evolves into a more coherent actor on the world stage or whether the UK draws closer to Europe in the years ahead, the U.S-UK relationship will likely remain an important factor in the conduct of British foreign policy. In general, the "special relationship" helps to boost Britain's international standing and often gives the UK greater clout in the EU and other multilateral organizations. British officials will persist in efforts to shape decision-making in Washington. However, the extent of U.S influence on British foreign policymaking in the future may depend in part on British perceptions of the value that Washington places on the UK as an ally. Although British support for U.S policies should not be automatically assumed, many UK policymakers and experts believe that it is not in British interests to choose between the United States and Europe, and thus, the UK will continue to try to avoid such a choice for the foreseeable future* ».

En fait la « relation spéciale » contribue à la réputation internationale de la Grande-Bretagne et lui donne souvent grande influence dans l'Union européenne et d'autres organisations multilatérales. Blair³⁶⁹ lui-même annonce que : « la Grande-Bretagne reste le meilleur allié des États-Unis...non parce qu'ils sont puissants, mais parce que nous partageons leurs valeurs.comme la Grande-Bretagne, les États-Unis sont une force au service du bien ». D'autre part, Blair³⁷⁰ insiste sur le fait que c'est le rôle de la Grande-Bretagne d'utiliser sa relation privilégiée avec les États-Unis pour les encourager à écouter la communauté internationale, et il ajoute : « nous devrions être avec eux, et nous devrions, en retour, nous attendre à ce que ces questions soient débattues par la communauté internationale de façon modérée, raisonnable, pour que s'ouvrent de meilleures perspectives d'un avenir de justice et de sécurité à long terme ». Nous allons aborder quelques aspects de la politique étrangère de cette relation spéciale entre Tony Blair et Bill Clinton d'une part, et Tony Blair et George W. Bush d'une autre part.

³⁶⁹ Tony Blair, « Address to British Ambassadors ». Discours présenté le 7 janvier 2003. Voir le site <<http://www.guardian.co.uk/politics/2003/jan/07/foreignpolicy.speeches>>, consulté le 19 octobre 2005.

« *First, we should remain the closest ally of the US, and as allies influence them to continue broadening their agenda. We are the ally of the US not because they are powerful, but because we share their values. I am not surprised by anti-americanism ; but it is a foolish indulgence. For all their faults and all nations have them, the US are a force for good ; they have liberal and democratic traditions of which any nation can be proud. I sometimes think it is a good rule of thumb to ask of a country : are people trying to get into it or out of it? It's not a bad guide to what sort of country it is* ».

³⁷⁰ *Ibid.* « *Quite apart from that, it is massively in our self-interest to remain close allies... But we should use this alliance to good effect. So when the US confront these issues, we should be with them, and we should, in return, expect these issues to be confronted with the international community, proportionately, sensibly and in a way that delivers a better prospect of long-term peace, security and justice* ».

2) La relation spéciale entre Blair et Clinton

Dès que le gouvernement de Tony Blair eut remplacé les conservateurs de John Major en 1997, l'État britannique se rapproche encore plus des États-Unis. Les chaleureuses relations personnelles entre Blair et Clinton pourraient, de prime abord, être expliquées par d'étroites affinités idéologiques entre ces deux dirigeants et leur conception libérale en politique mondiale. Sans aucun doute, Blair et les dirigeants du Parti néo-travailliste avaient été impressionnés par la manière dont Clinton avait su affaiblir les positions républicaines par une stratégie dite de la triangulation dès 1990 qui consistait à récupérer des thèmes considérés comme politiquement porteurs chez les républicains. Selon cette « nouvelle conception » de la politique, la gauche ne devrait céder aucun terrain à la droite. Le gouvernement Blair déboussole³⁷¹ l'opposition conservatrice en privatisant des services publics dont, en particulier, l'enseignement public, et la gestion des prisons. Le gouvernement Blair adopte le modèle américain de tolérance zéro en accentuant la répression des petits délinquants. Notons également que Blair met en place une politique de « *Welfare to Work* » influencée par le « *Workfare* » américain.

La convergence entre les nouveaux démocrates de Clinton et les modernisateurs au sein du Parti travailliste va conduire ces derniers très loin dans l'acceptation du nouvel ordre³⁷² mondial. Les premiers contacts entre le Parti démocrate américain et les modernisateurs du Parti travailliste datent du milieu des années quatre-vingt, au moment où le parti est en perte de vitesse par les succès de Margaret Thatcher. Le parti était engagé, sous la conduite de Neil Kinnock, dans un processus de réévaluation de l'ensemble de la tradition sociale britannique. Selon Kinnock, il faut rompre avec cette tradition qui associe le Parti travailliste à une image socialiste proche des syndicalistes agitateurs. Dès 1986, Philip Gould, spécialiste en communication politique du parti, avait rendu visite aux démocrates de Bill Clinton et avait été impressionné par la machine de communication des démocrates.

³⁷¹ Philippe le Corre, *op. cit.*, 132.

³⁷² Keith Dixon, *op. cit.*, 127.

Ces rapports entre les deux partis vont se consolider à partir des années-quatre-vingt-dix ; en 1993, Tony Blair s'est rendu à Washington pour rencontrer les responsables de la campagne électorale de Bill Clinton, et une amitié s'était forgée entre les deux hommes. Tony Blair, qui a été impressionné par les idées des nouveaux démocrates, propose une théorie de la « troisième voie », qui s'avère être une synthèse assez cohérente des postulats du néolibéralisme économique et de l'individualisme culturel³⁷³. La vision politique de la « troisième voie » a neutralisé le Parti conservateur selon la stratégie de la triangulation. En 1998, Tony Blair essaye de créer avec Clinton une internationale³⁷⁴ centriste et libérale sans succès. Clinton envoie son conseiller politique prêter main-forte aux conseillers en communication (*Spin-Doctors*) de Blair. La « troisième voie » doit beaucoup au *Democratic Leadership Council (DLC)* sur lequel s'est appuyé Bill Clinton lors de sa campagne de 1992. Les experts du *DLC* accordent beaucoup d'importance à la défense des catégories défavorisées, dont en particulier les minorités ethniques, les femmes, et les pauvres. La distribution des richesses et la mise en place d'une politique keynésienne détourneraient les classes moyennes du Parti démocrate.

Clinton adopte une politique néolibérale, il réaffirme son intention de réduire le déficit budgétaire, et le maintien d'un taux d'inflation très bas, il préconise une baisse des impôts pour les classes moyennes et supérieures. Sur un autre plan, le président Bill Clinton prêche un discours pro-entreprise et pro-marché et associe l'aide sociale à une forme de « parasitisme social ». L'État, selon Clinton, doit veiller à préparer les individus au marché du travail par le biais de l'éducation et la formation professionnelle. Blair épouse les idées de Clinton et ne manque pas d'envoyer sa garde rapprochée de conseillers aux États-Unis, tels Peter Mandelson, Alastair Campbell, Philip Gould, David Miliband, Will Hutton (rédacteur de *The Observer*) et Geoff Mutgan (fondateur du *Think-Tank Demos*). Tous ces hommes ont été plus ou moins influencés par le conseiller de Bill Clinton, Dick Morris, qui a imaginé le concept de centre actif, un nouvel espace politique à mi-chemin entre la gauche et la droite, susceptible de séduire les classes moyennes.

³⁷³ Philippe Marlière, *op. cit.*, 11.

³⁷⁴ *Le Monde*, 6 mai 1997, 23.

L'affinité entre Clinton et Blair nous rappelle la même image que de celle qui existait entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher, dans les années quatre-vingt. L'élection de Clinton en 1992 marque un tournant³⁷⁵ de la stratégie des nouveaux démocrates. Les administrations Clinton et Blair, de centre gauche, cherchent à appliquer une politique néolibérale, elles proposent une croissance économique et une stabilité, en poursuivant une combinaison de conservatisme traditionnel et des principes monétaristes.

Tableau 18 : Différence de la conception néolibérale des divers dirigeants

Dirigeants	Aspect économique	Rôle du gouvernement
Reagan	L'intervention de l'État conduit à des résultats économiques faibles	Le gouvernement vise une réduction du déficit et un contrôle strict des dépenses
Thatcher	Le gouvernement est inefficace. La stabilité fiscale est nécessaire à la croissance économique	Réduction des impôts, ainsi que le contrôle des dépenses
Clinton & Blair	L'objectif de l'État est de créer un environnement économique pour une stabilité monétaire et fiscale. L'investissement humain et financier est capital pour la croissance	Le gouvernement doit encourager la croissance par l'investissement humain et financier. Réduction du déficit par l'investissement à long terme.

Nous constatons que la politique économique de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher est caractérisée par la réduction des impôts et le contrôle des dépenses. L'intervention de l'État reste toujours limitée. Cette attitude s'articule avec le concept économique libéral que *The Economist* défend depuis sa fondation ; c'est-à-dire la liberté d'entreprise, l'importance des lois du marché, le libre-échange et la non-intervention de l'État dans la sphère économique. En ce qui concerne la politique de Bill Clinton et de Tony Blair, elle donne plus d'importance à l'investissement humain, à l'éducation et contribue à donner plus de chances à tout le monde. Le rôle du gouvernement est comme un catalyseur encourageant l'investissement humain et financier. Cette affinité entre Blair et Clinton est bien représentée par la presse britannique ; à cet égard, *The Economist* mentionne : « Il paraît qu'ils possédaient la formule du succès »³⁷⁶.

³⁷⁵ Desmond King et Mark Wickham-Jones, « From Clinton to Blair : The Democratic Party Origins of Welfare to Work », *Political Quarterly*, 70 : 62-74 (janvier / mars, 1999, 64).

³⁷⁶ *The Economist*, 4 mai 1997, 15. « They are said to possess the winning formula ».

The Economist rappelle que les deux leaders ont fréquenté l'université d'Oxford, qu'ils sont mariés à des juristes, possèdent tous deux un charisme, une jeunesse et un élan populaire. Le magazine ne manque pas de montrer comment Bill Clinton félicite Blair en 1997 en parlant de victoire écrasante³⁷⁷. Le *Time* qualifie la relation entre Blair et Clinton comme étant celle du lien d'une génération qui arrive au pouvoir après une ère de guerre froide idéologique³⁷⁸. *The Economist* considère Blair comme étant le clone de Clinton³⁷⁹, il reforme la fameuse Clause Quatre et réinvente la gauche en remplaçant la conception sociale du Parti travailliste par l'économie d'entreprise et du marché.

Clinton rompt avec douze ans de politique républicaine, alors que Blair met fin à une domination conservatrice de près de dix-huit ans. En ce qui concerne la politique étrangère, Blair³⁸⁰ admet que le but est de renforcer la relation avec les États-Unis dans tous les domaines. D'autre part, lors de son discours à l'Assemblée Nationale Française, Blair rassure³⁸¹ les Européens que sa relation étroite avec les Américains ne décourage pas une coopération entre les deux rives de l'Atlantique. Comme nous le verrons plus loin et comme l'indique Philip Stevens³⁸² du *Financial Times*, cette relation entre l'Europe et les États-Unis ne pourra pas porter ses fruits à cause de la guerre d'Irak. Notons que Blair avait consolidé son alliance avec le gouvernement Clinton à Washington, grâce à des affinités de génération et le partage de convictions politiques³⁸³.

³⁷⁷ *Ibid.*, 15. « *Terrific win* ».

³⁷⁸ *Time* du 8 décembre 1997, 22. « *Generation bond, having come to power in a post-ideological and post-cold war era* ».

³⁷⁹ *The Economist*, 9 novembre 1996, 68. « *Tony is Bill without the sex and the sleaze* ».

³⁸⁰ Jon Lunn, Vaughne Miller et Ben Smith, « *British Foreign Policy since 1997* », *Research Paper 08/56*, House of Commons Library, 23 juin 2008. « *Our aim should be to deepen our relationship with the US at all levels. We are the bridge between the US and Europe. Let us use it* ». <<http://hcl1.hclibrary.parliament.uk>>, consulté le 17 octobre 2011.

³⁸¹ *Ibid.*

³⁸² Philip Stevens, « *Persuasive populist who fought many battles-but lost the war* », *Financial Times*, 11 mai 2007. Stevens écrit : « *From the beginning his own reputation was held hostage to US hubris. The central assumption of Mr Blair's foreign policy-that Britain is a natural bridge between Europe and North America-buckled under the weight of the divisions in Europe about Iraq* ».

³⁸³ Jon Lunn, Vaughne Miller et Ben Smith, *op. cit.*, 20. « *Following Labour's victory in May 1997, Tony Blair and Bill Clinton embarked on an ambitious project to create a new centre-left political philosophy called the Third Way. There were regular meetings between Clinton and Blair, including officials, and talk of an international movement. However, the Third Way project never gained much momentum in practice and the term soon fell out of use. Blair and Clinton did not always see eye to eye. For example, there was some tension in 1998 over developments on the European Security and Defence Policy (ESDP), where senior US officials feared that Britain was turning away from the special relationship and downgrading the importance of the North Atlantic Treaty Organisation (NATO). Their main disagreement came over Kosovo, where Blair worked hard during early 1999 to persuade Clinton to support a NATO ground invasion* ».

Nous constatons que la relation entre Blair et Clinton fonctionne bien lors de la guerre en Yougoslavie même si des différends surgissent. Pour étayer sa position politique et son intervention au Kosovo, Blair propose ses arguments en se basant sur le choix moral et la nécessité de défendre les valeurs de la civilisation³⁸⁴. Il préconise l'intervention humanitaire, l'action internationale et parle de la guerre juste, comme celle au Kosovo, en Afghanistan ou en d'Irak. Blair fera l'éloge d'un monde unipolaire en se rangeant du côté américain. Le premier cas de cette relation spéciale que nous allons aborder est celle de l'intervention en Yougoslavie où Blair joue le rôle du faucon dans l'alliance anglo-américaine, défendant, contre l'avis de Clinton et des autorités militaires américaines l'idée d'une intervention terrestre. C'est à cette période que Blair va désormais devenir le va-t-en-guerre et essaie de légitimer le droit d'ingérence dans le monde pour parer aux dictatures et défendre les acquis du monde libre.

³⁸⁴ Tony Blair, « A New Beginning for Kosovo », 10 juin 1999. Voir le site <<http://www.number10.gov.uk>>, consulté le 14 juin 2005.

« *We were faced with a moral choice : to let this barbarism happen or to stop it. We chose the right course. The world now knows that we will not let racial genocide go on without challenge. We will not see the values of civilisation sacrificed without raising the hand of justice in their defence* ».

3) La guerre en Yougoslavie

La désintégration de l'Union Soviétique et de son empire, à partir des années 1990, marquent le triomphe et l'hégémonie des États-Unis « superpuissance unique » du monde. Ce statut leur confère une image de « gendarme du monde » pouvant intervenir militairement dans toutes les crises, cependant les États-Unis contrairement à cette caricature, n'ont aucunement l'intention de remplir ce rôle. Le déploiement de leurs forces à l'étranger est sélectif et obéit à des intérêts vitaux. La guerre du Golfe en 1990 illustre ce recours à la force de la part des Américains qui se hâtent à défendre leurs intérêts dans une région très stratégique du globe. En ce qui concerne la Yougoslavie, les Américains restent prudents et n'interviennent qu'à partir de mars 1999, sans l'aval des Nations Unies.

Le conflit commence en 1990, les autorités serbes pratiquent une politique de discrimination à l'égard de la communauté albanaise. En mars 1989, Belgrade abroge le statut de l'autonomie de la province. En juin 1990, le parlement et le gouvernement du Kosovo étaient suspendus. Les Albanais se trouvent dispersés, et le Kosovo se trouvait rattaché à la Serbie. Le conflit débute en 1996 avec la création de l'Armée de libération du Kosovo ou (UCK) qui commence une campagne de lutte armée contre des dirigeants serbes ; ces derniers ont pris des contre-mesures militaires. La communauté internationale réagit à la crise en 1998 en créant un groupe de contact composé de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et de la Russie qui font des efforts en février 1999 lors de la conférence de Rambouillet.

Les délégations serbe et kosovare se sont rencontrées en février 1999 à Rambouillet, près de Paris, pour négocier un plan de paix, appelé « Accords de Rambouillet ». Celui-ci comprend une « autonomie substantielle » accordée au Kosovo au sein de la Serbie, la tenue d'élections dans les trois mois, le retrait des forces serbes de la région et le déploiement de troupes internationales d'observation. En partie acceptés par Slobodan Milosevic, ces accords ont été rejetés par l'UCK. La province du Kosovo est victime d'une politique génocidaire ; les réfugiés Albanais arrivent en masse dans les pays limitrophes, tels que la Macédoine, le Monténégro, et la Bosnie, suite à la nouvelle épuration ethnique. Face à cette situation, l'OTAN menace d'intervenir afin de forcer les

Serbes à signer l'accord de Rambouillet et de ne plus avoir recours à un usage excessif et disproportionné de la force au Kosovo. De même, le leader serbe Milosevic doit mettre un terme à toute action militaire, en retirant ses forces du Kosovo, et doit accepter une présence militaire internationale ainsi que le retour sans conditions de tous les réfugiés, et donner des preuves crédibles à la volonté d'établir un accord politique s'appuyant sur les accords de Rambouillet. Le 23 mars 1999, l'OTAN ordonne le début des frappes aériennes sur la Serbie. Pour Blair³⁸⁵, cette intervention militaire est basée sur des critères moraux ; dès le début, le Premier ministre présente le contexte de la crise du Kosovo en des termes purement rhétoriques. Les actions des Serbes contre les Kosovars faisaient revivre l'image d'anciennes horreurs historiques, elles représentent une « catastrophe humanitaire ». La situation est décrite par Blair comme celle de la barbarie perpétrée, contre d'innocents civils, à cause de leur identité ethnique.

L'impuissance face aux génocides perpétrés en Bosnie ou au Rwanda soulève l'opinion publique britannique. Le discours, qui était chargé d'émotion, justifie l'intervention militaire tant défendue par Blair³⁸⁶ qui aura pour but de faire face à la figure « machiavélique » du président serbe. Blair ne cesse maintes fois de rappeler que son action est guidée par un mélange d'intérêts réciproques et de la présence d'une détermination morale à défendre les valeurs de liberté, le règne du droit et d'une société ouverte³⁸⁷. Tony Blair souhaite agir avec son allié Bill Clinton pour bâtir la paix et la stabilité dans la région des Balkans. Il demeure un allié incontournable des Américains dans l'Europe. L'intervention militaire au Kosovo est autorisée par l'OTAN, plutôt que par le Conseil de sécurité de l'ONU comme l'exigeait le droit international. Bill Clinton prend en compte les réactions de l'opinion publique et de ses élus, sa stratégie sera guidée par le souci de ne pas déplaire à son électorat américain, souvent hostile à intervenir militairement dans le monde et à risquer la vie de ses soldats.

³⁸⁵ Déclaration de Tony Blair lors du 50^{ème} anniversaire de l'OTAN, le 26 avril 1999.

Voir le site <www.pm.gov.uk>, consulté le 5 juin 2000.

³⁸⁶ Tony Blair, « Speech to Muslim Council », le 5 mai 1999.

Voir le site <www.number-10.gov.uk/output/page1329.asp>, consulté le 10 juin 2009.

³⁸⁷ Tony Blair, « Doctrine of the international Community ». *Communication au Chicago Economic Club*, 23 avril 1999, <www.pm.gov.uk>, consulté le 12 mars 2010.

En fait, ce sont les Britanniques³⁸⁸ qui ont convaincu le président des États-Unis de l'importance et de la nécessité d'entreprendre une intervention militaire. Tony Blair n'épargne aucun effort afin d'influencer son ami Bill Clinton de « la dimension éthique » du domaine de l'action internationale. La crise du Kosovo nous montre un Premier ministre britannique qui se range dans le camp des « faucons », en poussant le président américain à envoyer des troupes terrestres. Blair déclare au Parlement que « c'est notre tâche collective de faire maintenant de cette victoire, celle de la justice contre le mal, une réalité pour le peuple du Kosovo qui a souffert depuis si longtemps »³⁸⁹. Le Premier ministre évoque les valeurs britanniques qui doivent s'incarner dans la « doctrine de la communauté internationale »³⁹⁰, il met l'accent sur la légitimité morale d'intervenir bien que le Conseil de sécurité de l'ONU ne l'ait pas autorisé.

³⁸⁸ Dan O'Meara et Valeisha Sobhee, « Grande-Bretagne. La (re)construction d'une relation privilégiée », in *Études internationales*, vol. 35, n° 1, 2004, 97-124.

⟨<http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>⟩, consulté le 14 avril 2009.

Dans cet article Dan O'Meara et Valeisha Sobhee apportent une réponse partielle à la question de savoir comment un gouvernement engagé par sa rhétorique dans un programme privilégiant la solution pacifique des conflits internationaux, le multilatéralisme, l'ordre, la justice et le respect du droit international, a pu recourir à la guerre trois fois au cours d'une période de quatre ans, avec une fréquence et un empressement dépassant ceux de tous les gouvernements britanniques depuis 1945.

³⁸⁹ Tony Blair, « Speech to Muslim Council », *op. cit.*

³⁹⁰ Tony Blair, « Doctrine of the International Community », *op. cit.*

4) Blair et la guerre du Kosovo

The Economist, qui considère que la Grande-Bretagne est une puissance³⁹¹ moyenne dans le monde, prend une position claire quant à la guerre au Kosovo en appelant les Européens à se mobiliser derrière les Américains pour débarrasser le monde du président Serbe. Le journal³⁹² présente Milosevic comme étant l'homme de la répression, de l'atrocité, le « voyou du coin », le boucher, un homme terrible qui tyrannise son peuple. *The Economist* expose une image négative du président serbe qui représente un danger pour son pays et pour le monde. Il estime qu'il est sans scrupules, il ne mérite pas sa place, ni en Europe, ni dans la communauté internationale. Le magazine estime que ce qui se passe au Kosovo est une tragédie, un désastre. C'est une barbarie perpétrée contre d'innocents civils simplement à cause de leur identité ethnique et de leur religion. Il³⁹³ se réfère à l'histoire serbe pour montrer comment Slobodan Milosevic galvanise les foules par ses discours et tente d'incarner l'image du nationaliste, du sauveur des Serbes. Il ironise sur le sort de Milosevic qui sera victime de sa propre propagande guerrière. D'autres journaux profilent la même image du président serbe. Par exemple, *The New York Times*³⁹⁴ souligne sa capacité à enflammer son peuple par des discours virulents. *The Washington Post*³⁹⁵ évoque le mythe nationaliste serbe. *The Irish Times*³⁹⁶ met l'accent sur les propos de Milosevic promettant qu'il « n'abandonnera jamais le Kosovo ».

³⁹¹ *The Economist*, « Britain is a medium-sized european country », 22 mai 1999, 48.

³⁹² « The man of serb repression », *The Economist*, 20 juin 1998, 20. « A wanton butchery », *The Economist*, 24 avril 1999, 46. « Exceptionnally terrible », *The Economist*, 17 avril 1999, 51. « The Butcher », *The Economist*, 20 juin 1998, 20. « Local thug », « Someone who beats up his people », *The Economist*, 24 avril 1999, 46.

³⁹³ *The Economist*, 5 juin 1999 : « But it is primitive nationalism, egged on by the self-deluding myth of Serbs as perennial victims, that has become both Mr Milosevic's rescuer (when communism collapsed with the Soviet Union) and his nemesis. It was a stirringly virulent nationalist speech he made in Kosovo, in 1989, harking back to the Serb Prince Lazar's suicidally brave battle against the Turks a mere six centuries ago, that saved his leadership when the serbian old guard looked in danger of ejection. Now he may have become a victim of his own propaganda ».

³⁹⁴ *The New York Times*, 28 juillet 1998, 11. « In 1989 the serbian strongman, Slobodan Milosevic, swooped down in a helicopter onto the field where 600 years earlier the Turks had defeated the Serbs at the Battle of Kosovo. In a fervent speech before one million serbs, he galvanized the nationalist passions that two years later fueled the Balkan conflict ».

³⁹⁵ *The Washington Post*, 29 juin 29, 10. « A military band and a dozen chanting monks from the serbian Orthodox Church struggled unsuccessfully this morning to lift the dour mood hanging over a small crowd of Serbs marking the 609th Anniversary of the Battle of Kosovo here at the most revered site in Serbia's nationalist mythology ».

³⁹⁶ *The Irish Times*; 16 Juin, 1999, 13. « The Yugoslav President, Mr Slobodan Milosevic, made his name telling a crowd of 500,000 serbs : Serbia will never abandon Kosovo ».

Les Européens et la communauté internationale essayent de ne pas répéter l'erreur commise en 1990 lorsqu'ils n'avaient pas agi pour empêcher le désastre humanitaire et le génocide de Bosnie et du Rwanda. À cet égard, *The Economist* utilise un lexique qui prépare le lecteur à accepter l'effort guerrier de Tony Blair prônant une action militaire pour renverser le président Milosevic. *The Economist* adopte la même stratégie et le même discours pour décrire les préparatifs de la guerre en Afghanistan et en Irak. Le discours du magazine vise à accentuer la propagande militaire anglo-américaine et à convaincre l'opinion du « monde libre » d'agir et de mettre fin au tyran de Belgrade. *The Economist* soutient l'idée défendue par Tony Blair que la guerre est « moralement juste » et que l'action militaire³⁹⁷ serait guidée par un mélange subtil d'intérêts réciproques et d'une détermination morale à défendre les valeurs de liberté et de droit. Milosevic est constamment présenté comme un être machiavélique sans scrupule qui viole systématiquement les « valeurs universellement reconnues »³⁹⁸. Blair estime que les meurtres commis au Kosovo sont directement associés à la présence de Milosevic à la tête de l'État serbe, et par voie de conséquence, on prétend que la paix dépend de son départ. Blair déclare aussi : « beaucoup de nos problèmes ont été causés par deux hommes dangereux et impitoyables : Saddam Hussein et Slobodan Milosevic »³⁹⁹. Blair ajoute lors de son discours au *Chicago Economic Club* :

Notre existence en tant qu'États n'est plus menacée. Maintenant nos actions sont guidées par un mélange plus subtil d'intérêts réciproques et d'une détermination morale à défendre les valeurs que nous chérissons. En fin de compte, valeurs et intérêts ne font qu'un. Si nous sommes capables d'établir et de répandre les valeurs de liberté, de règne du droit, des droits de l'homme et d'une société ouverte, alors nous aurons servi également nos intérêts nationaux. La diffusion de nos valeurs nous donne plus de sécurité⁴⁰⁰.

Selon *The Economist*, il est intolérable et inconcevable que des massacres et une épuration ethnique continuent aux Balkans, au centre de l'Europe. L'inaction, ajoute le magazine, sera lourde de conséquences, car toute la région des Balkans peut s'enflammer

³⁹⁷ Tony Blair, « Doctrine of the International Community », *op. cit.*

Dans cette communication, Tony Blair défend l'idée d'attaquer la Serbie pour défendre le droit et le monde libre.

³⁹⁸ *Ibid.*

³⁹⁹ *Ibid.*

⁴⁰⁰ *Ibid.* « Now our actions are guided by a more subtle blend of mutual self-interest and moral purpose in defending the values we cherish. In the end values and interests merge. If we can establish and spread the values of liberty, the rule of law, human rights and an open society then that is in our national interests too. The spread of our values makes us safer ».

et l'Europe ne sera pas à l'abri de futurs guerres et conflits ethniques que ce soit en Bulgarie ou en Macédoine. *The Economist* laisse entendre que les bombes doivent tomber sur l'armée serbe⁴⁰¹, et les Européens sont censés aider les Américains qui rendraient cette fois-ci un grand service au monde libre⁴⁰² en faisant le plus gros du travail (*sharp stuff*) puisqu'ils possèdent une armée très puissante et une technologie développée. *The Economist*⁴⁰³ minimise le fait que l'intervention militaire au Kosovo devrait être autorisée par l'OTAN, plutôt que par le Conseil de sécurité de l'ONU comme l'exige le droit international. La position de *The Economist*⁴⁰⁴ est en faveur d'une action rapide et sévère contre Milosevic. Le journal⁴⁰⁵ se demande : « si le dictateur serbe » est capable de s'opposer aux frappes de l'OTAN. *The Economist*⁴⁰⁶, qui n'a que du mépris envers le président serbe, le considère comme un ver lors de son arrestation en 2001. Le magazine cite le livre de Lenard J. Cohen⁴⁰⁷ pour illustrer la personnalité de Milosevic comparée à un homme incertain⁴⁰⁸ qui a conduit son pays d'une catastrophe à une autre. Si l'image de Milosevic est ternie, celle de Blair demeure positive⁴⁰⁹. *The Economist* souligne qu'il est mieux organisé que Clinton, le premier tend à simplifier les problèmes difficiles, alors que le second tente de compliquer les problèmes simples. Leurs images ressemblent à celles des clones, bien que les deux hommes appartiennent à deux cultures différentes. Nous percevons un esprit de similitude entre les deux leaders politiques. Ils sont jeunes, énergiques pleins d'entrain et de volonté pour changer le monde. Néanmoins, les deux hommes ne partagent pas les mêmes avis et visions politiques.

⁴⁰¹ *The Economist*, op. cit., 48. « *There would be bombs, well dropped* ».

⁴⁰² *Ibid.*, « *They are doing a favour to Europe* ».

⁴⁰³ *The Economist*, 20 juin 1998, 20.

⁴⁰⁴ *The Economist*, 5 mars 1998. 25. « *The West must get tougher with Slobodan Milosevic* ».

⁴⁰⁵ *The Economist*, 1 avril 1999, 30. « *Yugoslavia's dictator thinks he has an answer to NATO's bombs. Has he* ».

⁴⁰⁶ *The Economist*, 5 avril 2001. « *A worm interned : The arrest of Slobodan Milosevic is a step forward for Yugoslavia's democracy-but the country's rehabilitation will suffer unless it hands him over to the international war crimes tribunal in The Hague* ».

⁴⁰⁷ Lenard J. Cohen, *Serpent in the Bosom : The Rise and Fall of Slobodan Milosevic*, New York : Basic Books, 2001.

⁴⁰⁸ *The Economist*, 8 mai 2001, « *Nobody really knew what was in his mind. And this uncertainty was at least part of why he stayed in power so long, despite driving his country from one calamity to another. Last July, he finally miscalculated, proposing a change to the constitution that would, in effect, have prolonged his dictatorship. He lost the ensuing elections and, after refusing to leave office for two weeks, gave up power on October 5th as hundreds of thousands of serbs converged on Belgrade in protest* ».

⁴⁰⁹ *The Economist*, 10 mai 1997, 45. « *Mr Blair is as famously organized* », « *The Prime minister strives to make complicated problems simple* », « *The president is prone to make simple problems complicated* ».

Nous pouvons remarquer que Clinton avait trop hésité avant d'entamer une action militaire contre la Yougoslavie et c'était Blair, le va-t'en-guerre, qui appelait à l'action, plutôt que Clinton. Lors de la guerre en Irak, nous pensons que Clinton serait enclin à ne pas s'engager sans l'accord de tous ses alliés. *The Economist* avait toujours défendu la relation spéciale anglo-américaine bien que celle-ci ait connu des hauts et des bas, celle de Clinton et de Blair reste marquée globalement par une convergence de points de vue et par une amitié personnelle. Malgré les difficultés internationales, Tony Blair et Bill Clinton réussissent à afficher une image cordiale entre les deux rives de l'Atlantique. Tout en saluant cette relation anglo-américaine, *The Economist*, comme nous le voyons plus loin, défend la position britannique qui penchera souvent du côté américain plutôt que de celui des Européens. *The Economist* puise les arguments nécessaires et affine sa façon de décrire et d'analyser les événements, puisque la finalité demeure la même : passer un message, communiquer une certaine vérité, celle que l'hebdomadaire désire transmettre. *The Economist* n'ignore pas que la politique est un art, un savoir-faire, c'est aussi un art de convaincre et de réussir à faire valoir son intérêt. Les amis d'hier peuvent devenir les ennemis d'aujourd'hui, en fait, il n'existe pas d'amis mais des intérêts à défendre.

S'il est intransigeant avec Milosevic, *The Economist* ménage Blair en appuyant sa prise de position pendant la guerre du Kosovo. Il peut être critique envers le Premier ministre, mais demeure généralement modéré dans sa façon de montrer Blair, dans la mesure où ce dernier ne s'éloigne pas des grandes lignes que l'hebdomadaire juge acceptables selon son appréciation et sa vision de voir les événements économiques ou politiques dans le monde. *The Economist*⁴¹⁰ considère que les décisions de Blair sont instinctives, elles ressemblent à la détermination de Margaret Thatcher⁴¹¹ qui aime prendre l'initiative. Blair est représenté de façon assez positive au cours de la guerre du Kosovo : c'est un homme politique dont l'instinct moral est admirable, il ne redoute pas la prise de risques. *The Economist*⁴¹² soutient la volonté de Blair d'agir au sein de l'alliance de l'OTAN pour intervenir militairement en Yougoslavie et éviter une nouvelle tragédie humaine en se débarrassant du président Serbe.

⁴¹⁰ *The Economist*, 24 avril 1999, 46. « *His instinctive decisions* ».

⁴¹¹ *Ibid.* « *His Thatcherite determination* ».

⁴¹² *Ibid.* « *It is brave of Blair to intensify his advocacy* ».

L'hebdomadaire loue la volonté de Blair de pousser les Américains et les alliés, sous l'égide de l'OTAN à opter pour une politique musclée vis-à-vis de la Yougoslavie. *The Economist* nous montre un Premier ministre britannique déterminé à agir et à promouvoir la guerre qu'il juge juste et qui défend selon lui une cause noble. Sur un autre plan, *The Economist* salue l'action de Blair en tant que vétéran de la guerre, il a envoyé des troupes britanniques en Irlande, au Sierre Leone, au Kosovo, il va participer, également avec les Américains à la guerre d'Afghanistan et d'Irak. *The Economist* estime que Blair va permettre à son pays d'apparaître comme étant une force à respecter dans le monde ; son alliance avec les Américains est toujours avantageuse pour les Britanniques⁴¹³ puisqu'elle va permettre de redorer le blason du Royaume-Uni. *The Economist* indique que Blair est révolté et choqué par ce qui se passe au Kosovo⁴¹⁴, surtout par les atrocités et l'épuration ethnique perpétrées par les Serbes. *The Economist* affirme que les intentions de Blair sont admirables et ne peuvent pas être mises en doute. Sur un autre plan, le magazine défend le statu quo ; selon le journal, les Occidentaux ne devraient pas permettre la division de la Serbie ou bien appeler à l'indépendance du Kosovo. *The Economist* fait allusion à Abraham Lincoln qui a su préserver l'union des États-Unis, et qui a utilisé la force pour maintenir l'union. C'est ce que fait l'OTAN en bombardant la Yougoslavie, son intention n'est pas de changer le statu quo mais de faire tout le possible pour garder cette même situation dans les Balkans, car encourager l'indépendance du Kosovo équivaut à ouvrir des portes difficiles à fermer. Abraham Lincoln a su préserver l'union des États-Unis en optant pour la force lors de la Guerre de Sécession entre 1861 et 1865. Le président Lincoln a préservé l'union de l'État fédéral américain face aux sécessionnistes du sud. Il en est de même pour la situation au Kosovo où Tony Blair réussit à pousser son ami Bill Clinton à accepter le recours à la force pour mettre fin au chaos dans cette région de l'Europe et pour parer à l'éclatement d'autres conflits ; c'est aussi un mal nécessaire qui exige une action militaire. Pour Lincoln, l'objectif de la guerre est de préserver l'Union, la priorité est le maintien de l'État fédéral unifié et la réintégration des États sécessionnistes ; alors que pour Blair la guerre s'impose comme une nécessité et un devoir moral et une victoire de la justice contre le mal⁴¹⁵.

⁴¹³ *The Economist*, 22 Mai 1999, 48. « *to elevate its own standing in the world* ».

⁴¹⁴ *Ibid.* « *Blair is revolted by the Serb atrocities in Kosovo* ».

⁴¹⁵ Tony Blair, « *Speech to Muslim Council* », *op. cit.*

Les deux hommes sont loin de se ressembler, Lincoln est l'un des présidents les plus admirés de l'histoire des États-Unis. Tony Blair, qui est plus populaire à l'étranger que chez lui, semble avoir terni son image comme nous le verrons plus loin, par son engagement en Irak. *The Economist* compare la volonté et la détermination de ces deux hommes pour montrer que, bien qu'étant différent, Blair et Clinton sont animés par un esprit clairvoyant et pragmatique, celui d'œuvrer pour la paix et la démocratie. *The Economist* nous montre que le recours à la force militaire est parfois une action légitime même sans l'aval des Nations Unies. Le but est de contrecarrer de manière claire le dessein de Milosevic d'épuration ethnique et d'hégémonie serbe. La contribution du Premier ministre demeure louable et encourageante. *The Economist* considère que Tony Blair est maître de son Parlement ; il est plus libre que Bill Clinton qui doit ménager son Congrès. Blair, le va-t-en-guerre, songe même à proposer d'envoyer des forces terrestres de l'OTAN, dont un corps britannique. Cependant, le magazine juge l'initiative encourageante mais difficile à réaliser sur le terrain ; elle s'avère risquée et assez hasardeuse. *The Economist* présente Tony Blair comme étant un personnage hanté par la réussite de son engagement au Kosovo. Le magazine souhaite voir Blair ressembler à un grand homme politique de l'époque victorienne, comme William E. Gladstone qui était très critique de la politique britannique de Benjamin Disraeli vis-à-vis de la Turquie. William Gladstone a fustigé les massacres⁴¹⁶ et les atrocités de l'armée turque contre les bulgares. Blair voit en William E. Gladstone un maître à penser politique. Libéral, Gladstone fut plusieurs fois Premier ministre au XIXe siècle. Il est devenu l'archétype du libéralisme victorien ; il incarnait l'esprit moralisateur⁴¹⁷ et religieux en faisant appel aux grandes valeurs telles que, le bien, le droit, la justice et la vérité. Étant le prédicateur du Parti libéral, il se sentait investi par la providence d'une haute mission, celle de propager une doctrine aux exigences morales, et de faire progresser les principes chrétiens dans le monde. Tout comme Tony Blair, il met sa profonde foi religieuse au service d'une politique internationale interventionniste et placée sous le signe de la morale. En 1876, il publie un pamphlet intitulé, *Les horreurs bulgares et les questions de l'Est* dans lequel il dénonçait l'indifférence du gouvernement de Benjamin Disraeli vis-à-vis de la « répression brutale » par les Turcs juste après la rébellion bulgare, cette répression demeure encore aujourd'hui sujet de contestation.

⁴¹⁶ Cité dans *Libération*, Par Philippe Marlière, 10 février 2003, 15.

⁴¹⁷ François Bédarida, *op. cit.*, 77.

L'histoire se répète aux Balkans et cette fois-ci le Premier ministre britannique, Tony Blair ne fléchit pas, il suit dans l'ombre la politique d'un grand personnage de l'époque victorienne, Gladstone, qui incarne l'image d'un grand orateur⁴¹⁸, d'un brillant idéaliste et libéral. En 1876, il dénonce l'indifférence du gouvernement de Disraeli à la violente répression menée par les autorités Ottomanes contre la rébellion bulgare. Cette comparaison présentée par *The Economist* vise à encourager Blair dans sa volonté à intervenir au Kosovo. Elle tente également à rappeler l'importance de l'histoire en évitant de laisser recommencer les fautes du passé, tels que les massacres, les génocides ou les épurations ethniques que l'Europe avait connus, par exemple, la « répression Ottomane » contre les Arméniens que Gladstone critiquait en 1894 violemment.

Le journal compare les deux Premiers ministres pour nous montrer qu'ils sont investis d'une mission civilisatrice dans le monde. Tout en faisant référence à Gladstone, *The Economist* souligne implicitement ses qualités indéniables de libéralisme caractérisées par la volonté de réduire les dépenses publiques pour laisser l'économie et la société développer toutes leurs potentialités, mais aussi sur le plan extérieur par le libre-échange et la promotion de la paix et de la compréhension entre les peuples. Le magazine estime que s'il existe un fantôme pour Tony Blair, c'est l'ombre⁴¹⁹ de Gladstone, ce qui implicitement laisse entendre que les deux hommes sont différents. C'est à Tony Blair de ressembler à Gladstone et non le contraire. Cette filiation est intéressante à plus d'un titre. D'abord, parce que Tony Blair la revendique, ensuite parce qu'elle permet de jeter un éclairage convaincant sur son obstination mystérieuse⁴²⁰.

⁴¹⁸ *Ibid.*

⁴¹⁹ *The Economist*, 22 mai 1999, 48. « *If Mr Blair has a ghost it is the shade of Mr Gladstone* ».

⁴²⁰ Mark Roche, *Le Monde diplomatique*, « La bonne guerre de Tony Blair », 14 avril 1999, 5.

L'interventionnisme⁴²¹ idéaliste ou évangélique de Tony Blair rompt avec l'interventionnisme défensif, de protection des intérêts nationaux dont faisaient preuve jusqu'alors les gouvernements britanniques précédents (Affaire de Suez, des Malouines). Sur un autre plan, *The Economist*⁴²² cite Benjamin Franklin qui admet qu'il n'y a jamais eu de bonne guerre ni de mauvaise paix. Le magazine souligne que Bill Clinton et Tony Blair interviennent au Kosovo pour défendre une guerre juste et un principe de droit. Blair s'appuie largement sur les catégories de « Bien » et de « Mal », sur la conviction que le « Bien » peut être fait, que le monde pourra être plus pacifique à la suite d'une intervention militaire conduite par des pays libres, riches et démocratiques tels que les États-Unis et la Grande-Bretagne. Cette vision de Tony Blair est mise à l'épreuve⁴²³ lors de l'intervention au Kosovo.

Nous allons le voir en Afghanistan et en Irak, où l'activisme militaire et moral de Blair suscite un certain moment l'incrédulité et la colère du président Clinton. Cette comparaison montre qu'apparemment Blair ne peut égaler les qualités de Gladstone, néanmoins, il s'efforce de suivre son exemple de grand libéral et moralisateur. Pour le magazine Blair adopte une politique qui privilégie l'efficacité et les résultats « affichables », cette politique ne se soucie pas des principes éthiques ou moraux, seul le résultat prime. Dans ce sens, *The Economist* semble approuver l'attitude guerrière de Tony Blair au Kosovo, où l'idéalisme et les considérations de principe et de morale n'ont pas lieu. Nous verrons, dans le chapitre suivant, que le magazine n'hésite pas à appuyer, quand il le faut, l'attitude musclée de Blair en Afghanistan et en Irak. Blair semble nous faire croire qu'il met sa profonde foi religieuse au service d'une politique internationale interventionniste, placée sous le signe de la morale.

⁴²¹ *Ibid.*

⁴²² *The Economist*, 10 juin 1999, 18. « Benjamin Franklin thought there never was a good war, nor a bad peace. Bill Clinton, Tony Blair and the other leaders of the West thought it could be otherwise. They launched the first war in history said to be in pursuit of principle, not interest ». Voir également le livre de Brands, H.W, *The First American : The Life and Times of Benjamin Franklin*, New York : Random House, 2000, 620. Benjamin Franklin estime : « After much occasion to consider the folly and mischiefs of a state of warfare, and the little or no advantage obtained even by those nations who have conducted it with the most success, I have been apt to think that there has never been, nor ever will be, any such thing as a good war, or a bad peace ».

⁴²³ *Ibid.*

L'hebdomadaire soutient l'idée fondamentale que Tony Blair n'est pas seulement motivé par l'aspect moral de mener la guerre au Kosovo, mais plutôt par la Realpolitik⁴²⁴. L'alignement de Tony Blair sur les positions de George W. Bush pourrait défendre avec succès les intérêts européens et britanniques à la Maison Blanche. *The Economist* évoquera l'idée de relation atypique entre le président américain George W. Bush et Tony Blair, cette relation marquera un alignement croissant de Londres sur Washington à partir de 2001.

⁴²⁴ Le dictionnaire Larousse de 2009 définit la Realpolitik comme étant une stratégie politique qui s'appuie sur le possible négligeant les programmes abstraits et les jugements de valeur, et dont le seul objectif est l'efficacité. Elle est un comportement qui fait passer au second plan les considérations de doctrine, de principe ou de morale. Voir le site <<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais>>.

Mise en avant par Ludwig von Tochau au XIXe siècle, la Realpolitik, notamment incarnée par Bismarck et, plus tard, par Henry Kissinger, repose sur l'idée de manipulation de la chose politique pour effrayer d'autres puissances et étendre les zones d'influence. Comme l'illustre le traitement des problématiques internationales actuelles (fonctionnement de l'ONU, diplomatie nationale, politiques environnementales, lutte contre le terrorisme), la Realpolitik semble prendre le pas sur les idéologies, les États cherchent avant tout à défendre leurs intérêts nationaux et militaro-stratégiques. La diplomatie est aujourd'hui largement dictée par un pragmatisme motivé par une obligation de résultats immédiats. Dans ce contexte, le rôle des médias est primordial pour tenter de déceler les non-dits dans les discours officiels. La realpolitik est par principe une gestion très diplomatique de la paix qui s'interdit de recourir à la course aux armements. Elle est basée sur une prise rapide de décision en connaissance du maximum de données et a pour but une large acceptation par l'opinion publique. Elle fut abandonnée en Europe à la fin du XIXe siècle et laissera la place à la *Weltpolitik*, basée sur une recherche de supériorité militaire et une course aux armements qui trouvera sa terrible expression dans la Première Guerre mondiale. Plusieurs écoles de pensée politique utilisent le terme realpolitik, en particulier les Réalistes et les Marxistes. Chez les Réalistes (majoritairement dans les pays Anglo-Saxons de la fin du XXe siècle), le terme est utilisé dans un sens de recherche de pouvoir, d'expansion sans scrupule.

Chapitre IV La relation Blair / Bush

1) Blair et la guerre en Afghanistan

Le 11 septembre 2001, les États-Unis subissent la plus grande attaque terroriste jamais enregistrée sur leur territoire. Les Américains viennent de se rendre compte que leur pays, longtemps considéré comme invulnérable et inviolable, ne l'était plus. Al Qaida vient de transposer sur le territoire américain une nouvelle guerre en attaquant les tours jumelles du World Trade Center de New York et le Pentagone. L'icône du capitalisme américain, ainsi que le Pentagone viennent de connaître la plus grave attaque depuis la fin de la guerre de sécession. L'ampleur des pertes humaines et les dégâts matériels attestent de la gravité du désastre. Alain Dieckhoff estime que ces événements marquent incontestablement une césure dans la marche du monde⁴²⁵.

Le Premier ministre déclare qu'il ne s'agit pas d'une bataille entre les États-Unis d'Amérique et le terrorisme international, mais entre le monde libre, démocratique et le terrorisme. Le 11 septembre est un coup porté « au cœur des valeurs dans lesquelles nous croyons » et « aussi une attaque contre la confiance dans notre économie, une tentative pour détruire cette économie »⁴²⁶. Le soir même de l'attaque, le président Georges W. Bush exprime la volonté de son pays d'en découdre avec ceux qu'ils considèrent comme étant les soutiens des terroristes, les Talibans en Afghanistan, qui protègent Oussama Ben Laden, le chef de l'opération contre les Américains. La plupart des pays européens et en particulier la Grande-Bretagne, ont fait preuve de beaucoup de sympathie à l'égard des Américains au lendemain de la tragédie. L'attaque terroriste que Blair considère sans précédent représente un coup porté au cœur des valeurs dans lesquelles le monde croit et c'est une attaque⁴²⁷ contre la confiance de l'économie occidentale. Bien que les deux hommes se rencontrent pour la première fois en février 2001 quelque temps après l'arrivée de Bush à la Maison Blanche, les journalistes habitués à la relation amicale entre Blair et l'ex-président américain Bill Clinton ont été surpris par la rapidité avec laquelle

⁴²⁵ Cité par Alain Dieckhoff, « Onde de choc », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2001.

⁴²⁶ Voir le site <<http://keepTonyBlairforpm.wordpress.com/blair-on-911-attacks-memorial-service-new-york/>>, consulté le 5 mars 2002. « Tony Blair's « Statement on attacks on the World Trade Centre ». « *I thought it particularly important in view of the fact that these attacks were not just attacks upon people and buildings, nor even merely upon the USA, these were attacks on the basic democratic values in which we all believe so passionately and on the civilised world* ».

⁴²⁷ *Ibid.*

Blair a noué une étroite relation avec le nouveau président américain. Des responsables britanniques avaient alors déclaré que Blair s'entendait bien avec Bush. Dans son discours, Tony Blair considère les auteurs de ces actes terroristes comme le nouveau mal de notre monde actuel⁴²⁸ et par conséquent il admet que l'action militaire contre les Talibans est légitime. Selon Blair, cette guerre sera juste car elle défend une cause noble, elle défend les valeurs de l'Occident, le règne du droit et de la civilisation⁴²⁹. Le Premier ministre affirme que la « relation spéciale » permettra à la Grande-Bretagne d'assumer un rôle dirigeant important en Europe et de jouer ce rôle de pont entre les deux rives de l'Atlantique. Blair a jugé crucial pour l'intérêt du Royaume-Uni d'être dans les grandes épreuves du même côté que les États-Unis. La crise internationale qui suivit les attentats aux États-Unis a donné au Premier ministre britannique l'occasion de déployer ses talents médiatiques et diplomatiques : il s'embarqua dans une tournée qui l'a mené, en trois mois, d'Islamabad à New York, en passant par New Delhi, le Caire et le Sultanat d'Oman où sont stationnées des troupes britanniques. Les caricaturistes, dans la presse ou à la télévision, dépeignent Tony Blair en vicairé prédicateur, comme ses prédécesseurs, il s'est immédiatement placé à la droite de l'allié américain, il devient le meilleur ami de George W. Bush. Tony Blair fait amplement écho au constat que « tout a changé » le 11 septembre ; il met l'accent sur la détermination de son gouvernement à participer vigoureusement à la lutte contre le terrorisme. Il apporte un soutien inconditionnel aux Américains et souligne que le combat mené contre les ennemis est un combat pour la liberté et pour la justice⁴³⁰. D'autre part, bien que les Américains et les Britanniques ne soient pas identiques, ils partagent des idéaux en commun, dont l'attachement au respect de la loi, à la liberté et à l'individualisme. Le Premier ministre affirmait à cet effet en 2002 devant son parti : « Les valeurs fondamentales des États-Unis sont nos valeurs »⁴³¹. Blair est conscient que les deux pays ont certains fondements politiques communs, dont une morale politique basée sur la théorie des droits individuels et la limitation du pouvoir

⁴²⁸ *Ibid.* Tony Blair, premier discours le 11 septembre 2001, BBC News.

« *This mass terrorism is the new evil in our world today. It is perpetrated by fanatics who are utterly indifferent to the sanctity of human life and we, the democracies of this world, are going to have to come together to fight it together and eradicate this evil completely from our world* ».

⁴²⁹ *Ibid.* « *These beliefs are the foundation of our civilised world. They are enduring, they have served us well and as history has shown we have been prepared to fight, when necessary to defend them. But the fanatics should know : we hold these beliefs every bit as strongly as they hold theirs. Now is the time to show it* ».

⁴³⁰ Tony Blair, « Speech to the Labour Party Conference », Brighton, 2 octobre 2001. <www.sourdeuk.net/indexf.html>, consulté le 14 octobre 2008.

⁴³¹ Irwin M. Stelzer, « Tony Blair versus the Labour Party », *The Weekly Standard*, 14 octobre 2002, 16. « *The basic values of America are our values too...and they are good values* ».

d'État. Ces deux pays se croient ou se sont cru investis de missions divines ou civilisatrices⁴³². Le Premier ministre ne tarde pas à montrer son dévouement pour la cause américaine qu'il juge comme étant sa propre cause ; il envoie plus de 1700 soldats britanniques en Afghanistan aux côtés des Américains. Ces derniers commencent leurs offensives contre les étudiants en théologie⁴³³, Talibans, le 7 octobre 2001, soit moins d'un mois après les attentats. Une vaste coalition se met en place afin de se débarrasser des Talibans avec l'approbation tacite d'une vaste majorité de l'opinion publique mondiale. Faiblement armés, inorganisés, les Talibans sont vaincus après une intense campagne de bombardement. Cette guerre que la communauté internationale jugeait légitime se déroule en dehors des structures de l'OTAN, car il s'agissait pour les Américains d'exercer leur droit de légitime défense individuelle et non collective ; à cet égard, la présence de soldats britanniques semble être plus symbolique que militaire.

Cette lutte anti-terroriste, comme le souligne Philippe Marlière serait une affaire américano-britannique à laquelle Blair prendrait une part active⁴³⁴. En se référant directement au 11 septembre, Blair déclare à la conférence⁴³⁵ du Parti travailliste en octobre 2001 : « C'est une occasion à saisir. On a secoué le kaléidoscope. Les pièces sont dispersées. Bientôt l'ordre sera rétabli. Mais avant que cela n'arrive, réorganisons ce monde autour de nous ». Lors de son discours au parlement, Blair réitère sa défense du monde libre, de la civilisation, de la démocratie et affirme que son pays est prêt à se battre, lorsque cela est nécessaire pour les défendre⁴³⁶. Blair admet que la Grande-Bretagne n'agit pas pour punir les coupables mais pour garantir :

⁴³² Alan Dobson, *Anglo-American relations in the twentieth century*, New York : Routledge, 8-9.

⁴³³ Les Talibans sont des étudiants qui adhèrent à un mouvement fondamentaliste musulman sunnite qui s'est répandu au Pakistan et surtout en Afghanistan en octobre 1994. L'objectif des Talibans est d'islamiser les mœurs, la justice ; ils souhaitent appliquer la loi divine. De 1994 à 1997, ils profitent d'un soutien moral populaire pour imposer un respect strict et littéral d'une certaine vision de l'islam rigoriste.

⁴³⁴ Philippe Marlière, *op. cit.*, 181.

⁴³⁵ Tony Blair, *op. cit.* « Speech to the Labour Party Conference ».

⁴³⁶ Tony Blair's speech in Parliament, 14 September 2001. « *Our beliefs are the very opposite of the fanatics. We believe in reason, democracy and tolerance. These beliefs are the foundation of our civilised world. They are enduring, they have served us well and as history has shown we have been prepared to fight, when necessary to defend them. But the fanatics should know : we hold these beliefs every bit as strongly as they hold theirs* ». Voir le site <<http://keepTonyBlairForPM.wordpress.com/blair-on-911-attacks-memorial-service-new-york/>>, consulté le 14 octobre 2005.

[...] De l'ombre de cet événement émergera un espoir durable et bon, au sein des nations d'un nouveau commencement où nous chercherions à résoudre les désaccords d'une façon calme et ordonnée, une plus grande compréhension entre les nations et entre les croyances, et avant tout la justice et la prospérité pour les pauvres et les démunis, de sorte que partout les gens puissent voir la possibilité d'un avenir meilleur en travaillant fort et en se servant du pouvoir créatif du citoyen libre, et non en ayant recours à la violence et à la sauvagerie des fanatiques... Je crois que c'est un combat pour la liberté. Et je désire en faire aussi un combat pour la justice⁴³⁷.

Le 11 septembre change la donne et devient un tournant dans l'histoire politique de la puissance⁴³⁸. L'importance attachée par Tony Blair à la relation transatlantique est apparue de façon fracassante sur la scène publique internationale à l'occasion de la guerre en Irak et des graves frictions qu'elle a provoquées entre les pays de l'Union européenne et au sein de l'opinion publique britannique. Blair justifie son étroite alliance avec l'administration Bush en associant, de façon rhétorique, les valeurs profondes du libéralisme et de la démocratie sociale, en fait il se démarque par rapport à ses voisins européens en s'alignant totalement sur la politique américaine⁴³⁹. Comme le soulignent Jon Lunn, Vaughne Miller et Ben Smith⁴⁴⁰, le succès de la guerre au Kosovo encourage Blair à mieux percevoir le rôle des paradigmes de sécurité pour faire face à l'ampleur du terrorisme international. La relation amicale entre Blair et Bush devient la pierre

⁴³⁷ Tony Blair's Speech at the Labour party, 2 octobre 2001. « *It is that out of the shadow of this evil, should emerge lasting good : destruction of the machinery of terrorism wherever it is found, hope amongst all nations of a new beginning where we seek to resolve differences in a calm and ordered way, greater understanding between nations and between faiths, and above all justice and prosperity for the poor and dispossessed, so that people everywhere can see the chance of a better future through the hard work and creative power of the free citizen, not the violence and savagery of the fanatic. I think it's a fight for freedom. And also, I want to make it a fight for justice* ».

Voir le site <<http://www.guardian.co.uk/politics/2001/oct/02/labourconference.labour6>>, consulté le 15 octobre 2005. À cet égard, Polly Toynbee du *Guardian* admet : « *He promised to take on the world. And I believed him* ». *The Guardian*, 3 octobre 2003.

⁴³⁸ Zbigniew Brzezinski, *Le Vrai choix l'Amérique et le reste du monde*, Paris : Odile Jacob, 2004, 31.

⁴³⁹ Kristin Archick, *op. cit.*, « *Following the September 11, 2001 terrorist attacks on the United States, some analysts contend that Prime Minister Blair hewed more closely to Washington than to his other EU partners. Many argue that this was because Blair, unlike other European leaders, immediately grasped how September 11 changed everything, both for the United States, but also with regard to the international threat posed by terrorists, especially if they were able to acquire weapons of mass destruction. UK diplomats stress that Blair was deeply concerned about such threats, including the one posed by Saddam Hussein in Iraq, long before September 11, 2001* ». Voir le site <<http://www.fas.org/spp/crs/row/RL33105.pdf>>, consulté le 10 novembre 2011.

⁴⁴⁰ Jon Lunn, Vaughne Miller et Ben Smith, *op. cit.* « *Emboldened by the apparent successes of Kosovo and Sierra Leone, Tony Blair's commitment to interventionism intensified further after the terrorist attack on the Twin Towers in New York on 11 September 2001 (henceforth, 9/11) and the US-led military action against al-Qaeda and the Taliban in Afghanistan. Blair's support for interventionism became increasingly expressed through the paradigms of 'security' and 'counter-terrorism' after 9/11, leading critics to claim that respect for human rights and international law often in practice became subordinated to that paradigm during Blair's second and third terms in office* ». Voir le site <<http://hcl1.hclibrary.parliament.uk>>, consulté le 10 novembre 2011.

angulaire de la « relation spéciale » qui permettrait à la Grande-Bretagne d'assumer un rôle dirigeant plus important en Europe. Les valeurs britanniques deviendraient ainsi « un pont » ou un « phare »⁴⁴¹ pour l'émergence d'une nouvelle identité de la communauté internationale. Le ralliement apparent de Blair à la doctrine Bush d'intervention préventive en Afghanistan et en Irak renforce la conviction et les ambitions affirmées par Tony Blair, qui se considérait comme l'intermédiaire entre l'Europe et l'Amérique et partenaire écouté à Washington. Le Premier ministre lui-même nous présente sa vision du rôle du Royaume-Uni au cœur de la scène internationale. Dans un discours à Londres en 1997, Blair affirme sa volonté⁴⁴² de renforcer la relation spéciale sur tous les plans. Il met l'accent sur le nouveau contexte international et sur la détermination de son gouvernement à se servir d'une force vigoureuse et préventive dans une nouvelle guerre contre le terrorisme. Le Premier ministre semble devenir l'ambassadeur numéro 1 des États-Unis et se fait fidèlement l'interprète de la politique américaine dans le monde⁴⁴³. Après le 11 septembre, Tony Blair apparaît plus comme un va-t-en-guerre pro-américain que comme un chef d'État européen. *The Economist*⁴⁴⁴ admet que le président Bush ne partage pas les idées de Blair concernant la politique étrangère avant les attentats du 11 septembre. Selon *The Economist*, Blair n'aura pas d'influence⁴⁴⁵ dans la prise des décisions, il ne gagnera qu'une popularité à travers le monde comme étant l'ambassadeur des Américains. Plusieurs journaux restent sceptiques quant au rôle⁴⁴⁶ que Blair peut jouer dans le monde. Les médias britanniques qui avaient manifesté leur soutien à Blair juste après les attentats du 11 septembre, commencent à fléchir et à se demander si l'engagement du Premier ministre n'est pas limité. Le partenariat semble insolite entre le président Bush, influencé par les « néo-conservateurs » et le chantre de la nouvelle social-démocratie en Europe. Concernant l'image de Blair dans le monde, nous remarquons que

⁴⁴¹ Dan O'Meara, Valeisha Sobhee, *op. cit.*, 114.

⁴⁴² Tony Blair, discours au Lord Mayor's Banquet, 10 novembre 1997. « *Our aim should be to deepen our relationship with the US at all levels. We are the bridge between the US and Europe. Let us use it. When Britain and America work together on the international scene, there is little we can't achieve. We must never forget the historic and continuing US role in defending the political and economic freedoms we take for granted. Leaving all sentiment aside, they are a force for good in the world. They can always be relied on when the chips are down. The same should always be true of Britain* ». Voir le site disponible sur <www.number-10.gov.uk>.

⁴⁴³ Philippe Marlière, *op. cit.*

⁴⁴⁴ *The Economist*, 15 mars 2003, 15. « *However, there is little evidence to suggest that President Bush shared Tony Blair's views on foreign policy prior to 9/11* ».

⁴⁴⁵ *The Economist*, 18 octobre 2001. « *Tony Blair's excellent performance as America's ambassador to the world is winning him popularity rather than influence* ».

⁴⁴⁶ *The Daily Telegraph* du 8 janvier 2003 écrit : « *Britain's role is to unite the world* ». Warren Hoge dans le *New York Times* du 26 septembre 2002 se demande : « *Tony Blair's Role : Statesman or Poodle ?* ».

bien que *The Guardian*⁴⁴⁷, *The Independent*⁴⁴⁸, *New Statesman*⁴⁴⁹, et *The Daily Mirror*⁴⁵⁰ commencent à douter de la politique de Blair comme l'allié inconditionnel de Bush, et critiquent les pertes de civils innocents, le Premier ministre devient plus populaire aux États-Unis que dans son pays. Glenn Kessler⁴⁵¹ déclare dans *The Washington Post* que cette image de Blair est marquée par un nouvel esprit wilsonien. Grâce à des affinités de génération et le partage de convictions politiques exprimées par la « troisième voie », Blair avait tissé une alliance avec le président Clinton. L'arrivée de George W. Bush n'avait pas, dans un premier temps, rompu cet équilibre. Mais les événements intervenus à partir de janvier 2002 ont conduit le Premier ministre britannique à « basculer » dans le camp de Washington au dépens de certaines au moins des alliances européennes traditionnelles du Royaume-Uni ; un partenariat entre les deux hommes (Bush / Blair) prend de l'ampleur, malgré l'apparence d'une relation atypique entre deux personnages opposés.

⁴⁴⁷ *The Guardian* du 4 octobre 2001 laisse entendre : « Blair is staking massive amounts of his reputation on a conflict over which he has limited control. At home, he has devoted himself to this crisis to the exclusion of almost everything else, much to the concern of ministers who fear that the Government will lose focus on the areas where it will be ultimately judged by the electorate ».

⁴⁴⁸ Robert Fiske souligne dans *The Independent* du 29 novembre 2001 : « President George Bush has signed into law a set of secret military courts to try and then liquidate anyone believed to be a terrorist murderer in the eyes of America's awesomely inefficient intelligence services. . . But I have a problem with all this. George Bush says that you are either for us or against us in the war for civilisation against evil. Well, I'm sure not for bin Laden. But I'm not for Bush. I'm actively against the brutal, cynical, lying war of civilization that he has begun so mendaciously in our name and which has now cost as many lives as the World Trade Centre mass murder ».

⁴⁴⁹ *New Statesman*, du 9 octobre 2001, exprime le rôle joué par Blair : « His contribution to the re-emergence of xeno-racism in Britain, is the messianic Blair's singular achievement. His effete, bellicose certainties represent a political and media elite that has never known war. The public, in contrast, has given him no mandate to kill innocent people, such as those Afghans who risked their lives to clear landmines, killed in their beds by American bombs. These acts of murder place Bush and Blair on the same level as those who arranged and incited the twin towers murders. Perhaps never has a prime minister been so out of step with the public mood, which is uneasy, worried and measured about what should be done ». Dans un autre article, *New Statesman* estime que l'influence britannique à travers la relation spéciale n'est pas aussi capitale : « But the overriding reason for Britain's loss of moral authority is Blair's conviction that he has to hitch the UK to the chariot of the US president. Realism about an independent foreign policy is sensible, not least on the 50th anniversary of Suez. This government, however, has taken to unprecedented lengths the view that Britain's influence on the US can be exercised only in private. It has too readily lost sight of the fact that Britain's interests, and those of the US, are not identical ». *New Statesman*, 31 juillet 2006.

⁴⁵⁰ *The Daily Mirror*, 22 janvier 2002. Le journal titre « Stop this Brutality in our name Mister Blair ».

⁴⁵¹ Glenn Kessler dans *The Washington Post* du 26 mai 2006 cite : « The two have always been a bit of an odd couple. Bush is a conservative Texan who speaks inelegant English, while Blair is an eloquent speaker who promoted the "third way" of politics with former president Bill Clinton, his transatlantic pal... But Blair always has had a moralistic streak. Clinton, after all, had restrained the more enthusiastic prime minister when he wanted to send ground troops during the conflict over Kosovo. It turned out that Blair's world view meshed perfectly with the neo-Wilsonian outlook that Bush adopted after the Sept. 11, 2001 attacks ».

2) L'image de Blair / Bush après le 11 septembre

The Economist, contribue à sa façon à condamner les attentats du 11 septembre, il souligne que cet événement fera changer le cours de l'histoire⁴⁵². C'est un cas unique en son genre, jamais égalé dans l'histoire des États-Unis depuis la Guerre de Sécession américaine de 1861 ainsi que celle du Vietnam. Ce qui dérange et humilie les Américains, c'est que cette fois-ci l'attaque ne vient pas d'un ennemi connu ou d'une puissance mais plutôt d'un simple groupe de « terroristes ». Le magazine laisse entendre que le 11 septembre à 8h 48, le monde devient différent⁴⁵³. Face à l'ampleur de la tragédie, *The Economist* préconise une riposte bien mesurée et entame sa propagande pour la guerre. Il estime que les Américains possèdent dorénavant la légitimité et le droit de prendre des actions préventives contre cette menace⁴⁵⁴ ; le magazine va loin en appelant à une action unilatérale des Américains si les alliés ne semblent pas enclins à participer à cette guerre, qu'il considère « juste ». Dans cette propagande, *The Economist* affirme que les Américains doivent éclaircir leurs motivations et intentions afin de faire valoir leurs vérités⁴⁵⁵. À l'instar de plusieurs journaux⁴⁵⁶ qui condamnent d'une façon virulente ces attaques, *The Economist*⁴⁵⁷ admet la nécessité de comprendre les motivations de cet acte d'une envergure internationale. L'hebdomadaire considère l'attaque du 11 septembre comme une attaque effroyable, une vraie tragédie qui marquera à jamais la mémoire des Américains. C'est un massacre délibéré, une vraie boucherie, affirme le magazine, perpétrée par des gens sans scrupule. *The Economist* salue la décision de George W. Bush d'opter pour la guerre puisque la terreur engendre la terreur : il faut se débarrasser des redoutables Talibans qui apportent appui à Ben Laden et à son organisation⁴⁵⁸.

⁴⁵² *The Economist*, 6 octobre 2001, 11. « *September 11 would alter the cause of history* ».

⁴⁵³ *Ibid.* « *The world was different* ».

⁴⁵⁴ *Ibid.* « *America believes that it has both the means and since September 11 the will and the right to take pre-emptive action against all serious threats to its security* ».

⁴⁵⁵ *Ibid.* « *American task is to disseminate truths about its motives and intentions* ».

⁴⁵⁶ Andrew Sullivan du *The New York Times* écrit le 7 octobre 2001. « *This is a religious war* ». *The Washington Post* titre le 12 septembre 2001. « *This is on the scale of Pearl Harbor* ». Peter Ford dans le *The Christian Science Monitor*, 27 septembre 2001 écrit « *Why do they hate us ?* ».

⁴⁵⁷ *The Economist*, 22 septembre 2001, 9. « *The aim is plainly destabilisation, both of America itself and of the broad status quo in the world. More particularly, the aim is likely to be the destabilisation of the Middle East and Central Asia, to alter or even remove the presence there of both America and Israel, and to change to destroy the regimes governing the countries of that turbulent region* ».

⁴⁵⁸ *The Economist*, 17 novembre 2001, 9. « *Terror can be fought by war alone...ban ban ta-taliban, the country be rid of the dreaded taliban* ».

Dans ce contexte de guerre qui se prépare, le magazine apporte son soutien aux leaders politiques, Bush et Blair qui commencent à personnaliser la relation bilatérale de leurs pays au lendemain du 11 septembre 2001. Ils scellent une alliance stratégique contre-nature entre le Parti travailliste et le Parti républicain sur l'autel de l'interventionnisme-néolibéral pour le premier et néo-conservateur pour le second. *The Economist*⁴⁵⁹ évoque les préparatifs de la guerre malgré la crainte du prix à payer pour les militaires et les civils, et estime que la coordination entre les Américains et les Britanniques fonctionne bien. Cette relation bilatérale spéciale a été nouée après la Seconde Guerre mondiale, renforcée par Margaret Thatcher pendant les années 80 et régénérée avec Tony Blair au lendemain du 11 septembre 2001.

En évoquant les malheurs⁴⁶⁰ de ces attaques, *The Economist*⁴⁶¹ accueille la participation de Blair à l'effort de guerre. C'est un Premier ministre⁴⁶² choqué qui promet d'être aux côtés des Américains et qui n'hésite pas à choisir son camp, c'est-à-dire de considérer son pays en guerre⁴⁶³. Londres assure Washington d'une loyauté globale, d'un alignement politique, militaire, sécuritaire et économique, lequel lui accorde en contrepartie un droit de regard et de concertation sur ses options de politique étrangère et de sécurité nationale, ainsi que des aides variées. Washington et Londres poursuivent aussi des intérêts communs : lutter contre le terrorisme fondamentaliste transnational. Dans ce contexte, *The Economist* apprécie la visite de Tony Blair à George W. Bush à Crawford au Texas, tout juste après l'attaque du 11 septembre 2001.

⁴⁵⁹ *The Economist*, 5 octobre 2001. Sous le titre « *Getting ready for action* », le magazine cite : « *Intensive American and British diplomacy, aimed at cementing an international coalition against terrorism, is preparing the way for military strikes against Afghanistan, amid fears of new atrocities* ».

⁴⁶⁰ *The Economist*, 7 septembre 2002, 11. « *A terrible memory* », « *A hostile world* », « *Last year's slaughter* »,

« *Unscrupulous murderous people* », « *The appalling nature of the attack* ».

⁴⁶¹ *The Economist*, 4 octobre 2001. « *Tony Blair, Britain's prime minister, is to visit Russia and Pakistan as part of a concerted campaign by Britain and America to bolster a global coalition against terrorism* ».

⁴⁶² *The Economist*, 17 septembre 2001 estime : « *On the day of the attacks, a clearly shocked and emotional Tony Blair vowed that Britain would stand shoulder to shoulder with America in seeking out and punishing the perpetrators* ».

⁴⁶³ *The Economist*, 20 septembre 2001. « *That seems reasonable. And if Britain really is at war, it is worth noting the other qualities that might make Mr Blair a good wartime prime minister. He is, for a start, courageous. During the Kosovo war in 1999, Mr Blair became so convinced of the justice of the cause and the need to prepare for a ground attack on Slobodan Milosevic that he had a flaming row with the over-cautious Bill Clinton, thus putting at risk a friendship that had been of huge benefit in domestic politics, Northern Ireland and international affairs. Courage is good in a war leader* ».

Cette visite nous rappelle celle de Harold Wilson au président Lyndon Johnson à Washington en 1968 lors d'un événement tragique de l'histoire américaine. Au cours de la guerre du Vietnam, Lyndon Johnson avait souhaité une aide symbolique des Britanniques à l'effort de guerre américain. Durant le mandat du Président Johnson, les Britanniques s'y refusent, car l'opinion⁴⁶⁴ publique britannique n'était pas favorable à l'engagement de ses soldats. Johnson souhaitait que Wilson s'engage dans le conflit même symboliquement, il considérait qu'une section jouant de la cornemuse serait suffisante, ce qui l'intéressait c'était le drapeau britannique aux côtés des Américains au nom de la « relation spéciale »⁴⁶⁵.

*The Economist*⁴⁶⁶ souligne que Blair n'est pas Wilson, la relation spéciale entre Johnson et Wilson connaît un certain froid, alors que cette fois-ci une amitié se tisse entre Bush et le Premier ministre. *The Economist* fait référence à des événements historiques pour marquer sa position et son choix. Bien que nous nous attendions à ce que la relation Bush et Blair soit différente ou atypique, du fait des différences entre les idéologies des deux partis, un républicain et un travailliste, et vu l'amitié entre Clinton et Blair, *The Economist* félicite Blair qui se range aux côtés des Américains dans un moment difficile et crucial. Le magazine considère, comme nous allons le voir pendant la guerre en Irak, que le président et le Premier ministre britannique forment un couple étrange « an *odd couple* »⁴⁶⁷. Malgré cette différence de style et de visions, ils arrivent à tisser une relation amicale.

⁴⁶⁴ Paul Vaiss, *Les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne depuis 1945*, Paris : Ellipses, 2002, 100. Voir le livre de Michael Parsons *Les relations anglo-américaines de 1945 à 1990 : une « special relationship ? »*, Paris : Ophrys, 2002.

⁴⁶⁵ David Dimbleby et David Reynolds, *An Ocean Apart*, Londres : Hodder & Stoughton, 1988, 252.

« *A platoon of bagpipers would be sufficient, it was the British flag that was wanted* ».

⁴⁶⁶ *The Economist*, 13 avril 2002, 38. Blair apporte son soutien à Bush en disant : « *We do not shirk our responsibility...When America is fighting for those values, then, however tough, we fight with her* ».

⁴⁶⁷ *The Economist*, 15 mars 2003, 51.

*The Economist*⁴⁶⁸ perçoit que la relation entre les deux puissances est inégale ; la loyauté de Blair vis-à-vis de Bush semble laisser les observateurs sceptiques. Le journal⁴⁶⁹ nous fait remarquer que l'intervention de Blair en Afghanistan aux côtés des Américains se base sur l'intérêt réciproque. *The Economist*⁴⁷⁰ décrit Tony Blair comme un personnage qui incarne la quintessence du libéralisme international. Par contre, George W. Bush est représenté comme un cowboy⁴⁷¹ d'une petite ville et un unilatéraliste conservateur. Blair incarne le personnage typique d'Islington⁴⁷² symbolisant l'esprit citoyen, l'homme de culture alors que Bush évoque l'attitude d'un cowboy⁴⁷³ du Texas qui a la gâchette facile et aime la bouteille. Cette amitié entre les deux hommes commence après les attentats du 11 septembre. Blair, venu de Londres, via Berlin et Paris, a fait le déplacement le 21 du mois pour apporter son soutien aux Américains. Ce soutien s'avère inconditionnel et nécessaire pour l'administration Bush, c'est-à-dire la présence d'un allié loyal qui tisse et réactive la relation spéciale une fois encore.

Lorsque le leader travailliste s'avance dans les travées pour venir s'asseoir, un tonnerre d'applaudissements retentit dans le Congrès. Quelques minutes plus tard, au milieu de son discours, Bush le salue « *Thank you for coming, friend* »⁴⁷⁴. Cette scène met en relief une amitié qui vient de se tisser, une soudaine dimension affective s'est créée entre les deux leaders que Blair ne connaîtra jamais avec les chefs d'États de l'Europe. À cet instant, il vient de décider que la Grande-Bretagne se doit d'être le premier allié de Washington. Et le voici donc, sur ce terrain là aussi, en train de suivre les traces de la conservatrice Margaret Thatcher, célèbre pour son alliance à la fois stratégique et personnelle avec le président

⁴⁶⁸ *The Economist*, 20 novembre 2003. « *Sceptics argue that neither Britain nor Tony Blair have gained much from the closeness between Mr Blair and Mr Bush. Britain has failed to advance its particular interests or influence American policy. In London, Mr Bush declared his pride in describing Britain as America's "closest ally in the world", but to many Britons the most special thing about the "special relationship" is that it is specially unequal. Britain gives, America take* ».

⁴⁶⁹ *Ibid.* « *In Mr Blair's view, it does not make sense to ask what Britain gets out of the relationship. He thinks America and Britain share the same instincts outward-looking, confident, interventionist-so the closeness comes naturally, not as a means to an end. Working with America, Mr Blair believes, is the only way to make the world a better and a safer place. No other country has nearly as much power to make a positive difference. What's more, as the only superpower, America cannot be confronted successfully. It can, however, be influenced by friends* ».

⁴⁷⁰ *The Economist*, 13 mars 2003. « *He is the quintessential of liberal internationalist* », « *Nimble in press interviews* », « *He is more conservative* ».

⁴⁷¹ *Ibid.*

⁴⁷² *Ibid.*

⁴⁷³ *Ibid.* « *Tony embodies Islington Man* », « *A small cowboy with right wing-views* », « *George is a frat boy who had a serious love affair with the bottle* ».

⁴⁷⁴ Jean-Marc Four, *op. cit.*, 45.

américain Ronald Reagan⁴⁷⁵. Le Premier ministre se range délibérément aux côtés de George W. Bush, il semble même fasciné par le président américain. Une complicité particulière naît entre les deux hommes, une sympathie réciproque voit le jour. Cette relation personnelle Blair / Bush devient, après les attentats du 11 septembre 2001, la pierre angulaire de la politique étrangère britannique. Le Premier ministre se réapproprie d'ailleurs totalement ce domaine de la politique internationale, qu'il avait délaissé jusque là. Il en fait sa « chasse gardée »⁴⁷⁶. Comme nous allons le voir plus loin, cette alliance Bush / Blair va trouver sa concrétisation la plus spectaculaire avec la guerre en Irak, en 2003. Pour illustrer cette relation, *The Economist* évoque la célèbre formule de Churchill qu'il lançait au Général de Gaulle : « Chaque fois que nous devons choisir entre l'Europe et le grand large, nous choisirons le grand large »⁴⁷⁷.

Blair a donc choisi le « grand large », c'est-à-dire de se ranger du côté des Américains dans leur malheur après le 11 septembre. *The Economist* affirme que sans Blair, Bush serait resté comme le capitaine Ahab dans sa poursuite de la baleine blanche. Le roman de Melville⁴⁷⁸ aborde l'exemple de tout ce qui est fondamentalement mauvais dans la politique étrangère américaine. Cette politique ressemble à celle de la baleine géante qui s'est enfermée toute seule dans un labyrinthe de contradictions. Ahab s'entête à imaginer un monde héroïque, hors du temps, un monde d'absolus dans lequel il se dressera au dessus des hommes. Tony Blair jouera un rôle important dans cette amitié avec Bush. Le soutien du Premier ministre sera utile car il empêchera son ami d'aller à sa perte comme Ahab : « Sans l'aide non dissimulée de Blair, Bush peut facilement finir par ressembler à un cowboy ou au capitaine Ahab à la poursuite de la baleine blanche »⁴⁷⁹. *The Economist*, estime que l'amitié de Blair peut être bénéfique à Bush car elle peut le sauver dans ses aventures guerrières et sa politique internationale. Le Premier ministre britannique sera là pour contenir Bush qui a la gâchette facile comme un *cowboy*. Dans

⁴⁷⁵ *Ibid.*

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ Voir le site web de Winston Churchill, <www.britannia.com/history/docs/sinews1.html>, consulté le 12 octobre 2007.

⁴⁷⁸ Le roman de Herman Melville, *Moby Dick* raconte comment Ismael, le narrateur, attiré par la mer et le large décide de partir à la chasse à la baleine blanche. Il embarque sur le baleinier le *Pequod*, grand baleinier commandé par le capitaine Ahab qui recherche Moby Dick, un cachalot blanc d'une taille impressionnante, qui lui a arraché une jambe par le passé. Ahab emmène son équipage dans un périple au-tour du monde à la poursuite du cachalot dont il a juré de se venger. Le bateau finira par sombrer, seul le narrateur survivra. Ce livre de Melville est souvent considéré comme l'emblème du romantisme américain qui explore les concepts de classe, de bien et du mal et de l'existence de dieu.

⁴⁷⁹ *The Economist*, 15 mars 2003, 15. « *Without Blair's overt support, Mr Bush could easily have ended up looking like a cowboy or captain Ahab in pursuit of the great white whale* ».

un autre exemple plein d'humour, l'hebdomadaire compare la relation entre Blair et Bush à celle du chanteur Lionel Richie et de la chanteuse Diana Ross : « Il n'y a que toi dans ma vie »⁴⁸⁰. Cette allusion à Richie et Ross souligne le succès et l'amitié entre un couple, cependant durera-t-elle longtemps ? Ce « mariage » Blair / Bush est plutôt un mariage de convenance qu'une alliance de cœur, qui ne durera pas longtemps pour des raisons diverses. La conjoncture mondiale et la situation économique et politique dans chaque pays, que ce soit les États-Unis ou la Grande-Bretagne, peuvent changer. L'opinion publique des deux pays peut également jouer un rôle important et contribuer à l'élaboration d'une nouvelle politique. Certes, les deux leaders ont beaucoup en commun ; cela peut pourtant paraître paradoxal de voir un gouvernement britannique travailliste s'aligner sur l'administration américaine conservatrice de Bush. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, Tony Blair⁴⁸¹ doit faire face à une opposition très forte au sein du groupe parlementaire travailliste, à des tensions au sein de son gouvernement, à une opposition unanime des syndicats (qui réclament que l'argent public serve à financer des services publics toujours défaillants et non une nouvelle guerre du Golfe) et à une très large majorité des militants travaillistes.

Blair quittera son poste et le laissera à son rival et ancien ministre des finances Gordon Brown en 2007, et Bush laissera sa place au nouveau président élu, Barack Obama le 20 janvier 2009. Par conséquent, nous considérons que, c'est avant tout, la concordance d'intérêts plutôt que l'affinité idéologique qui priment dans cette relation. Le couple Richie et Dianna, si populaire aux États-Unis, ne durera pas longtemps, est-ce là une allusion à une relation éphémère ? *The Economist* loue l'alignement de Blair sur la politique de Bush qu'il considère bénéfique à la Grande-Bretagne, puisqu'elle lui permettra de trouver sa grandeur disparue avec la chute de l'empire britannique : « Mr Blair aligne sa politique sur celle de Bush...Bagehot pense que c'était une bonne chose »⁴⁸². Blair décrit le monde actuel comme un kaléidoscope, dont les différentes pièces de couleurs auraient été jetées en l'air, mélangées, et que l'on ne savait pas encore comment ce puzzle allait se recomposer. Il y voyait une opportunité historique d'essayer de remodeler le monde.

⁴⁸⁰ *Ibid.* « *There's only you in my life* ».

⁴⁸¹ *Libération*, Par Philippe Marlière, 10 février 2003, 11.

⁴⁸² *The Economist*, 15 mars 2003, 15. « *Mr Blair aligned his policy with that of George W. Bush...Bagehot thinks it was right* ».

L'appui de Blair à Bush commence par le changement qu'il doit opérer pour combattre les ennemis des Américains. À cet égard, *The Economist* décrit Blair d'une façon favorable, il est considéré comme l'homme de la liaison⁴⁸³ entre les deux rives de l'Atlantique. Il est aussi perçu comme le second homme politique⁴⁸⁴, le plus important des États-Unis. L'hebdomadaire n'hésite pas également à le montrer comme un libéral interventionniste⁴⁸⁵, qui met de la noblesse⁴⁸⁶ dans ses décisions. *The Economist* nous surprend lorsqu'il considère la guerre d'Afghanistan comme une bonne guerre. Blair est loué pour sa décision rapide de participer à l'effort de cette guerre. *The Economist* mentionne la noblesse de sa décision de réactiver la « relation spéciale » et de jouer le rôle de pivot ou d'intermédiaire entre les deux rives de l'Atlantique. L'hebdomadaire affirme que Blair possède les qualités nécessaires à s'imposer comme étant un vrai allié des Américains ; il est à la fois fidèle, charismatique, libéral et grand communicateur. *The Economist* accueille favorablement le fait que Tony Blair devienne plus populaire aux États-Unis que dans son pays.

Nous remarquons que cette relation demeure solide et saine malgré des divergences qui restent parfois importantes. Prenons, par exemple, des sujets où le bilan du Premier ministre britannique, en termes d'influence sur le Président américain, est encore plus modeste. L'échec sur la ratification par les États-Unis du protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, montre le désaccord entre les deux amis. *The Economist* n'épargne pas la critique envers Blair ; il est souvent décrit de façon différente de Margaret Thatcher, cette dernière a imposé son style et sa notoriété avec les Américains, alors que Blair semble tisser des amitiés passagères et n'arrive pas, selon *The Economist*⁴⁸⁷, à incarner l'esprit d'une relation solide et inébranlable avec les acteurs américains. Notons également l'échec de la question de la reconstruction de l'Afghanistan, et de la levée des barrières protectionnistes américaines dans le cadre des négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce, en particulier sur la taxation de

⁴⁸³ *The Economist*, 24 novembre 2001, 40. « *He is a cross-atlantic swithchboard operator* ».

⁴⁸⁴ *The Economist*, 15 mars 2003, 51. « *The second important politician in America* ».

⁴⁸⁵ *The Economist*, 6 juillet 2002, 35. « *A liberal interventionist* ».

⁴⁸⁶ *The Economist*, 9 mars 2002, 41. « *There was nobility in his decision* ».

⁴⁸⁷ *The Economist*, 6 octobre 2009. « *Mr Blair is as good a speaker as Mr Clinton, though his style is more formal. In America, where he is still widely admired, he should have substantial pulling power, at least for the next few years. But unlike Lady Thatcher, who also financed a foundation by making transatlantic speaking tours, he has no real political base there. He has the respect and gratitude of Republicans as a loyal and articulate ally, but they do not see him as a soulmate. Most Democrats, his natural allies, take a dim view of his support for the war and his perplexing friendship with Mr Bush* ».

l'acier européen. En ce qui concerne la situation au Moyen Orient, nous notons que le processus de paix n'avance pas. Bush reste toujours l'allié le plus sûr des Israéliens et refuse de faire pression sur ces derniers afin de trouver une issue au problème palestinien. Blair espérait des concessions de Washington sur ces divers sujets, ce qui montre que la « relation spéciale » ne marche pas dans les deux sens. George W. Bush défend avec enthousiasme les intérêts de son pays et ne se soucie guère des critiques ou reproches de son ami Tony Blair. Il semble que les Britanniques bénéficient, plus que leurs homologues Américains, des bienfaits de cette relation, c'est ce que nous verrons plus loin. Nous ferons dans la troisième partie une analyse critique du discours de *The Economist* qui ne semble pas neutre ou impartial. Le magazine soutient la guerre en Yougoslavie, ainsi que celle en Afghanistan après le 11 septembre, nous verrons également l'appui qu'il porte à Bush et Blair concernant l'invasion de l'Irak. Nous proposons de traiter l'engagement de Tony Blair en Irak et son alignement sur la politique de George W. Bush dans cette région du monde extrêmement sensible.

3) Blair et la guerre d'Irak

Après le 11 septembre, dans l'optique de la guerre mondiale contre le terrorisme, certaines priorités sont nettement apparues à l'administration Bush. D'abord, agir pour protéger le territoire américain en combattant le terrorisme partout dans le monde et faire une action préventive⁴⁸⁸ contre les pays qui présentent une menace contre les Américains, et qui selon Bush incarnent « l'axe du mal ». Après la guerre d'Afghanistan, l'administration Bush se focalise sur l'Irak de Saddam lequel est accusé de brutaliser son peuple, de menacer ses voisins et surtout de détenir des armes de destruction massive. Comme l'indique Hakim Ben Hammouda⁴⁸⁹, c'est probablement au soir du 29 janvier 2002 lors de son discours sur l'état de la nation, que l'Irak a été désigné comme la prochaine cible de l'administration Bush. Le président américain avait souligné que : « Des assassins soutenus par des régimes hors la loi, sont répartis de par le monde comme autant de bombes à retardement prêtes à exploser sans prévenir »⁴⁹⁰. Bush continue en menaçant que : « Certains gouvernements seront timides face à la terreur, mais ne vous y trompez pas : s'ils n'agissent pas, l'Amérique agira »⁴⁹¹. En parlant de l'Irak, le président américain utilise, lors de son discours⁴⁹² sur l'état de l'union l'expression de « l'axe du mal » pour désigner trois pays : l'Iran, la Corée du Nord et l'Irak. Le régime de Saddam Hussein est accusé de soutenir le terrorisme. Selon Bush, ce pays affiche une hostilité envers l'Amérique et continue à soutenir la terreur. C'est un état qui constitue une menace pour la paix du monde. Dès 1998, Blair avait déclaré, à maintes reprises, que Saddam était un homme dangereux pour son pays et pour la communauté internationale ;

⁴⁸⁸ La stratégie américaine de sécurité adoptée en 2002 fait référence à une politique nouvelle de prévention. L'action préventive désigne le fait de frapper le premier en anticipation d'une attaque imminente, afin d'obtenir un avantage militaire : dans une guerre préventive, le camp qui lance la première attaque sait (ou bien a de très bonnes raisons de le penser) que l'adversaire se prépare activement à attaquer, il décide donc de frapper le premier afin de désorganiser l'attaque attendue et d'avoir le dessus. Une frappe préventive n'apporte pas la probabilité de guerre, mais détermine uniquement quel camp recevra la première attaque. L'administration Bush a utilisé le terme de « *preemption* » de façon assez calculée afin de donner à la nouvelle doctrine une apparence de légalité et de légitimité. Bush laisse entendre que la guerre contre l'Irak est préventive, elle était justifiée car Saddam Hussein avait l'intention de se procurer ses armes. Selon cette logique, le fait que l'Irak ait détruit ses stocks antérieurs et n'essaie plus activement d'obtenir des armes de destruction massive n'a aucune pertinence : la simple intention de Saddam Hussein de vouloir posséder des armes peut suffire pour l'attaquer. Voir David Sanger, « A doctrine under pressure preemption redefined », *New York Times*, 11 octobre 2004, 10.

⁴⁸⁹ Hakim Ben Hammouda, *Bagdad année zéro au lendemain de la seconde guerre*, Paris : Maisonneuve & Larose, 2003, 48.

⁴⁹⁰ *Ibid.*

⁴⁹¹ *Ibid.*

⁴⁹² *Ibid.*

à l'instar du président serbe Milosevic, pour Blair⁴⁹³ Saddam Hussein ruine son pays et menace la paix mondiale. Dans un autre discours avant l'invasion de l'Irak, Blair⁴⁹⁴ défend son point de vue et se montre résolu à débarrasser le monde de Saddam Hussein, selon lui la riposte doit être ferme, car elle déterminera l'avenir des relations internationales. Dans ses mémoires⁴⁹⁵ en 2010, Tony Blair souligne sa vision d'un Irak sans le président irakien et explique :

[...] je suis parvenu à la même conclusion que George W. Bush, le conservateur, qui adopta mon point de vue progressiste. La région avait besoin d'un changement fondamental. Et il devait être d'une nature différente. Dans les années 80, nous avons armé Saddam Hussein, comme nous avons armé les moudjahidins en Afghanistan, pour contrecarrer les projets de l'Iran dans un cas et de l'Union soviétique dans l'autre. Il s'agissait d'une manœuvre tactique, mais d'une erreur stratégique. Cette fois, nous apporterions la démocratie et la liberté. Nous l'aiderions à bâtir un avenir meilleur. Nous ne produirions pas de nouveaux maîtres, mais lui donnerions la chance d'être son propre maître, à l'instar de nos peuples.

⁴⁹³ Tony Blair, *The Doctrine of the International Community*. Discours du 23 avril 1999 présenté au *Economic Club of Chicago*. « *Many of our problems have been caused by two dangerous and ruthless men-Saddam Hussein and Slobodan Milosevic. Both have been prepared to wage vicious campaigns against sections of their own community. As a result of these destructive policies both have brought calamity on their own peoples. Instead of enjoying its oil wealth Iraq has been reduced to poverty, with political life stultified through fear. Milosevic took over a substantial, ethnically diverse state, well placed to take advantage of new economic opportunities. His drive for ethnic concentration has left him with something much smaller, a ruined economy and soon a totally ruined military machine* ».

Voir le site web <http://www.econclubchi.org/History/Excerpts_TonyBlair.pdf>, consulté le 10 avril 2005.

⁴⁹⁴ Cette article est cité dans *The Guardian*, discours de Blair le 18 mars 2003. « *Because the outcome of this issue will now determine more than the fate of the Iraqi regime and more than the future of the Iraqi people, for so long brutalised by Saddam. It will determine the way Britain and the world confront the central security threat of the 21th century, the development of the UN, the relationship between Europe and the US, the relations within the EU and the way the US engages with the rest of the world. It will determine the pattern of international politics for the next generation* ».

Voir le site <<http://www.guardian.co.uk/politics/2003/mar/18/foreignpolicy.iraq1>>.

⁴⁹⁵ Tony Blair, *Mémoires*, *op. cit.*, 444. Voir le texte anglais, Tony Blair, *A Journey*, Londres : Hutchinson, 2010, 388. « *[...] I had reached the same conclusion from a progressive standpoint as George had from a conservative one. The region needed a fundamental change. And this change was to be of different character. In the 1980s we had armed Saddam as we had the mujahideen in Afghanistan, so as to thwart Iran in the one case and the Soviet Union in the other. It was a tactical move but a strategic mistake. This time, we would bring democracy and freedom. We would hand power to the people. We would help them build a better future. We would bring not a different set of masters, but the chance to be the masters, as our people are of us* ».

Dans une interview donnée au *Financial Times*⁴⁹⁶ le 27 avril 2003, Blair explique que cette guerre contre Saddam va permettre à cette région du Moyen-Orient d'établir la paix, le progrès, et que celle-ci cessera d'être le lieu qui exporte la terreur et la violence. Pour le président Bush, faire face à cette menace de « l'axe du mal » représenté par l'Irak, exige une action rapide qui s'articule bien avec la nouvelle stratégie nationale de sécurité basée sur l'action préventive. À cet égard, Bush⁴⁹⁷ admet que les attaques du 11 septembre donne le droit aux États-Unis de prendre l'initiative pour frapper les terroristes, c'est-à-dire contenir l'ennemi avant qu'il puisse réagir. Selon Bush⁴⁹⁸, la seule alternative possible contre les ennemis des États-Unis réside dans l'action rapide et efficace. Dans le *Wall Street Journal*, le Professeur Loren B. Thompson⁴⁹⁹ appuie la doctrine de Bush de frappe préventive qu'il considère nécessaire. Le président américain laisse entendre que : « Les États-Unis ne resteront pas sans rien faire pendant que les dangers s'amoncellent »⁵⁰⁰. Le président Bush utilise la technique de la « manipulation de la peur »⁵⁰¹ en déclarant que les États-Unis étaient en guerre et qu'il était légitime d'étendre cette guerre aux États qui soutiennent les terroristes ou leur donnent asile, tel l'Afghanistan et il ajoute qu'il existe un lien entre les terroristes et les « États voyous »⁵⁰².

⁴⁹⁶ *The Financial Times*, 27 avril 2003. « *The Middle East will either become a place of progress and peace, or it will be an exporter of violence and terror that takes more lives in America and in other free nations... everywhere that freedom takes hold, terror will retreat* ».

⁴⁹⁷ Cité dans le discours de George W. Bush le 3 décembre 2002 adressé en Louisiane. Le président Bush souligne : « *September the 11 delivered a chilling message to our country, and that is, oceans no longer protect us. And therefore, it is my obligation to make sure that we address gathering threats overseas before they could do harm to the American people. And that's why I elevated the issue of Iraq* ».

Voir le site <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/09/20020912-1.html>>, consulté le 10 novembre 2010.

⁴⁹⁸ George W. Bush, discours adressé au *National Security Presidential Directive* le 17 décembre 2002. <<http://www.fas.org/irp/offdocs/nspd/nspd-17.html>>, consulté le 25 février 2008. « *The gravest danger our Nation faces lies at the crossroads of radicalism and technology. Our enemies have openly declared that they are seeking weapons of mass destruction, and evidence indicates that they are doing so with determination. The United States will not allow these efforts to succeed [...] History will judge harshly those who saw this coming danger but failed to act. In the new world we have entered, the only path to peace and security is the path of action* ».

⁴⁹⁹ Loren B. Thompson cite dans *The Wall Street Journal* du 13 juin 2002. « *The Bush Doctrine is a necessary response to the new dangers that America faces. The one encouraging thing that can be said about those dangers is that they originate among men too stupid to understand the consequences of their actions. Every time al Qaeda attacks, it strengthens the public's resolve to respond decisively. Thus, like the Soviets who created the need for a strategy of deterrence and containment, Islamic terrorists bear the seeds of their own destruction. The Bush Doctrine foretells the terms of their demise* ». Voir le site <<http://www.lexingtoninstitute.org/the-bush-doctrine?a=1&c=1129>>, consulté le 12 novembre 2011.

⁵⁰⁰ Ghassan Salamé, *Quand l'Amérique refait le monde*, Paris : Fayard, 2005, 68.

⁵⁰¹ Stanley Hoffmann, « Régression américaine », in revue *Esprit*, juillet 2003, 44-48.

⁵⁰² Alexis Debat, « Vol au dessus d'un nid de faucons », *Politique Internationale*, n° 99, printemps de 2003.

Dès le déclenchement de la guerre, le président Bush⁵⁰³ déclare que le but est de désarmer l'Irak des armes de destruction massive. Contrairement à l'administration Clinton, ce sont maintenant des guerriers et des stratèges civils et militaires qui occupent les postes décisifs, comme en particulier, Dick Cheney⁵⁰⁴, Colin Powell, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Richard Hermitage, James Kelly, Lewis Libby et John Negroponte. C'est un gouvernement de faucons ou de « néo-conservateurs » qui reflètent une vision et un choix : la vision d'un monde où seul le rapport de force compte et le choix de défendre la richesse et la puissance des États-Unis. À côté de ces faucons qui voulaient la guerre, Tony Blair⁵⁰⁵, allié inconditionnel du président Bush, se range dans le même camp et appelle à chasser le président irakien en disant :

Je suis entièrement d'accord avec le fait que le principal objectif de notre politique est d'obtenir le départ de Saddam Hussein et de tout faire pour y arriver... Si nous pouvons trouver le moyen de le faire, nous le ferons.

Blair, qui souhaite écarter Saddam Hussein par tous les moyens, y compris par la force, comprend la nécessité de s'engager politiquement et stratégiquement avec les États-Unis. Cet alignement de Blair nous indique une volonté du Premier ministre de montrer que son pays reste une grande puissance qui doit assumer ses responsabilités devant la nouvelle menace du « terrorisme » et de l'instabilité. Blair déclare à Glasgow devant le Parlement que la structure des relations internationales est en jeu⁵⁰⁶. Pour lui, Saddam Hussein représente une menace pour la paix mondiale, battre en retraite reviendrait à mettre en péril tout ce qui est cher aux Britanniques⁵⁰⁷. Devant les ambassadeurs de la Grande-Bretagne réunis à Londres⁵⁰⁸, Tony Blair déclare que la crise en Irak met en relief un thème fondamental, celui de la liberté, des Droits de l'Homme qui représentent des valeurs universelles. Par conséquent, rester inactif devant cette situation serait

⁵⁰³ Discours de George W. Bush à la Maison Blanche le 22 mars 2003. « *To disarm Iraq of weapons of mass destruction, to end Saddam Hussein's support for terrorism, and to free the Iraqi people* ».

Voir le site <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2003/03/20030322.html>>, consulté le 20 janvier 2007.

⁵⁰⁴ Respectivement, vice-président, secrétaire d'État, secrétaire à la défense, secrétaire adjoint à la défense, secrétaire d'État adjoint chargé de l'Asie du sud-est et de la zone pacifique, conseiller de sécurité de Dick Cheney, ambassadeur non encore confirmé à l'ONU.

⁵⁰⁵ Tony Blair, « House of Commons Hansard debates », 17 octobre 1998.

Voir le site <www.parliament.uk/hansard/cfm>, consulté le 21 février 2005.

⁵⁰⁶ Tony Blair, à Glasgow le 15 février 2003. « *We are living through insecure times. Wars, terrorist threats, suddenly things that seem alien to us are on our doorstep, threatening our way of life* ». Voir le site <<http://www.therazor.org/oldroot/Winter03/tblair.htm>>, consulté le 02 mars 2009.

⁵⁰⁷ *Ibid.*

⁵⁰⁸ Tony Blair, « address to British ambassadors in London », 7 janvier 2003.

Voir le site <www.number10.gov/out/page1765.asp>, consulté le 5 mai 2008.

inacceptable. Il laisse entendre que se débarrasser d'un homme dangereux, Saddam Hussein est une nécessité, voire un devoir. Sa logique se fonde sur sa doctrine de la communauté internationale⁵⁰⁹ qui légitime l'intervention militaire partout dans le monde pour déposer les dictatures et éliminer les pays susceptibles de représenter un danger pour le « monde libre ». Blair ne cesse de réitérer la même image⁵¹⁰ d'un président irakien qui incarne le mal, d'un meurtrier de masse et d'un suppôt du terrorisme possédant des armes de destruction massive. Dans les mois qui précèdent l'entrée en guerre, entre septembre 2002 et mars 2003, Blair essuie sur la scène politique intérieure des critiques⁵¹¹ de toutes parts, certaines plus ostensibles que d'autres. Au cours de l'année 2003, tous les sondages⁵¹² indiquent que deux Britanniques sur trois sont contre une intervention. Les manifestations de refus contre cette guerre se multiplient, le 15 février près de deux millions de personnes défilent dans les rues de Londres : c'est sans doute le cortège le plus important de l'histoire de la Grande-Bretagne. La réaction du Premier ministre reste négative puisqu'il fait fi de l'opinion publique. Depuis 2002, son parti entre en rébellion⁵¹³, alors qu'en février 2003, 139 députés travaillistes (sur un total de 420) votent contre la guerre⁵¹⁴. Plusieurs ministres, dont Robin Cook et Clare Short, ont donné leur démission⁵¹⁵ lors du déclenchement des hostilités. Bien que plusieurs observateurs et journalistes soulignent les risques d'une intervention dans un pays aussi particulier que l'Irak, Blair fait mine de ne pas le savoir. Son nouveau ministre des affaires étrangères, Jack Straw, lui fait part de ses réticences, ainsi que de nombreux diplomates qui affirment leurs réserves vis-à-vis de cette intervention. La guerre en Irak sera conduite exclusivement depuis le *10 Downing Street*. Blair, qui en 1997 ne s'intéressait pas à la politique étrangère, est devenu un chef de guerre, que seules les relations internationales impressionnent.

⁵⁰⁹ Tony Blair, « Doctrine of the International Community », *op. cit.*

⁵¹⁰ Tony Blair, « House of Commons Hansard debates », *op. cit.* le 25 février 2003.

⁵¹¹ *The Economist*, 1 février 2003, 37. « *There's no doubt that Britons have become increasingly uneasy since the pace of events accelerated last autumn* ».

Jean-Marc Four indique que le 15 février 2003 près de 2 millions de personnes défilent dans les rues de Londres, c'est sans doute le cortège le plus important de l'histoire de la Grande-Bretagne.

Tony Blair, *L'iconoclaste. Un modèle à suivre?*, *op. cit.*, 15.

⁵¹² *The Economist*, 7 septembre 2002, 41. « *An ICM poll found that an attack on Iraq without UN backing was supported by only 12 %* ».

⁵¹³ *Ibid.* « *The Labour party, whose sentiments Mr Blair tramples at his peril, is worried. More than 160 have signed a Commons motion expressing deep unease at the prospect of war with Iraq* ».

⁵¹⁴ Cité dans Keith Dixon, *La Mule de Troie, Blair, l'Europe et le nouvel ordre américain*, Éditions du Croquant, 175.

⁵¹⁵ *Ibid.*

Le 19 mars 2003 à 21h37, soit quelques heures après la fin de l'ultimatum de 48 heures du président américain Bush qui demandait au président irakien Saddam Hussein ainsi qu'à ses fils de quitter l'Irak, les États-Unis ont lancé des missiles sur Bagdad. Après seulement 19 jours d'intervention, et au prix de quelques combats (depuis le départ du Koweït), l'armée américaine a bousculé facilement au sud et à l'est de Bagdad des unités de l'armée irakienne. Cette guerre fait suite à la mission de l'ONU en Irak qui avait pour but de désarmer l'Irak (résolution 1441 votée à la demande des Américains et des Britanniques le 8 novembre 2002). Étant donné le fait que la France, la Russie et la Chine menaçaient d'utiliser leur droit de veto pour empêcher une approbation à l'ONU de la guerre contre l'Irak, et la forte probabilité qu'une majorité du Conseil de sécurité refuse de suivre les États-Unis et le Royaume-Uni, ces derniers ont décidé d'attaquer l'Irak sans l'aval de l'ONU. C'est une guerre qui débute et dont personne ne peut réellement imaginer le prix humain et économique à cet instant.

Cette guerre divise les Européens en deux camps, un axe symbolisant la paix : la France, l'Allemagne, la Russie, qui considèrent que tous les moyens pacifiques n'ont pas été exploités, ils souhaitent donner plus de temps à la mission des inspecteurs de l'ONU. Et un axe de la guerre, qui est représenté par les États-Unis et le Royaume-Uni, affirmant que l'Irak ne « jouait pas le jeu » et restait une menace puisqu'il détenait des armes de destruction massive. Les Américains estimaient qu'après douze ans d'inspections et de nombreuses résolutions, l'ONU n'avait toujours pas réussi à déterminer la menace que pouvait représenter l'Irak. L'expulsion d'inspecteurs onusiens en 1998 montrait, aux yeux des néo-conservateurs américains l'impuissance de l'organisation internationale à se faire respecter. Nous n'allons pas nous attarder à étudier la guerre et son déroulement, ce qui nous intéresse est l'image dégagée par cette guerre ; nous commençons par présenter brièvement le point de vue des médias aux États-Unis et au Royaume-Uni.

4) La Presse anglo-saxonne et la guerre d'Irak

En dépit de l'opposition des Nations Unies et de presque tous les pays du monde, le président américain George W. Bush a décidé d'aller de l'avant et de « libérer » l'Irak, sous le prétexte que Saddam Hussein était une menace immédiate pour la sécurité des Américains. À la suite d'une grande campagne de propagande dans les médias d'information américains en faveur d'une intervention militaire en Irak, personne aux États-Unis n'osait remettre en question les motifs de cette guerre, sous peine de ne pas passer pour « patriote », ou de manquer d'amour pour son pays. La plupart des médias⁵¹⁶ américains et britanniques ont repris les affirmations de leurs gouvernements respectifs, sans prendre de distance critique, alors qu'avant les attentats du 11 septembre 2001, leur culture professionnelle, même vis-à-vis des hommes politiques et des institutions, était marquée par un code de conduite dans lequel le doute avait largement sa place.

Roger Fowler⁵¹⁷ indique que le monde de la presse n'est pas objectif, il est plutôt partial. Au Royaume-Uni, ce secteur des médias britanniques est caractérisé par la diversité⁵¹⁸ et le dynamisme des segments qui le composent. La guerre est l'un des moments privilégiés de la production de l'information médiatique. Dans les sociétés modernes, il y a une demande soutenue d'information de la part des opinions publiques et des institutions politiques chaque fois qu'une guerre surgit. Dans ces situations de tension, les journalistes sont des médiateurs⁵¹⁹, c'est-à-dire des « tiers censés être impartiaux, et non pas de simples relais de l'information ». Le rôle de médiateur objectif et impartial dévolu au journaliste reste certes un idéal, mais il est le plus souvent inopérant en temps de guerre. Zelizer et Allan⁵²⁰ estiment que les journalistes cèdent aux appels d'élan patriotique, particulièrement aux États-Unis au lendemain du 11 septembre.

⁵¹⁶ Cité par Michel Mathien, « Crise du modèle anglo-saxon de l'information avec la crise d'Irak », in *AFRI*, Volume. 4, 2004. (annuaire français de relations internationales). Voir le site <<http://www.afri-ct.org/Crise-du-modele-anglo-saxon-de-l->>. consulté le 5 mars 2010.

⁵¹⁷ Roger Fowler, *Language in the News*, London : Routledge, 1991, 11. « *The world of the Press is not the real world, but a world skewed and judged* ».

⁵¹⁸ Jean-Claude Sergeant, *Les médias britanniques*, op. cit., 12.

⁵¹⁹ Michel Mathien, *L'information dans les conflits armés : du Golfe au Kosovo*, Paris : L'Harmattan, 2001, 38.

⁵²⁰ Barbie Zelizer & Stuart Allan, *Journalism after September 11*, London : Routledge, 2002.

Jeff Lewis⁵²¹ affirme qu'après avoir lancé des enquêtes sur les armes de destruction massive en Irak, le président Bush avait déjà porté son discours au-delà de la problématique des armes de destruction massive, en faisant valoir que le régime démoniaque de Saddam Hussein avait besoin d'être renversé dans le but de libérer la population irakienne et d'apporter la démocratie au Moyen-Orient. Si nous abordons la presse américaine, nous constatons, par exemple que, *The New York Times* et *The Washington Post*⁵²² ont tous les deux admis leur rôle dans l'amplification de la propagande du gouvernement américain. Les rédacteurs en chef du *New York Times* ont écrit :

Nous avons trouvé un certain nombre d'exemples où la couverture des sujets n'a pas été aussi rigoureuse qu'elle aurait dû l'être. Dans certains cas des informations controversées à ce moment-là, et qui semblent douteuses maintenant, ont été insuffisamment mitigées ou laissées indiscutées. Avec le recul, nous regrettons de ne pas avoir été plus offensifs dans le réexamen des affirmations quand de nouvelles preuves apparaissaient, ou n'apparaissaient pas⁵²³.

À cet égard, Karen DeYoung, ex-directrice adjointe de la rédaction du *Washington Post*, souligne : « Nous sommes inévitablement le porte-parole de l'administration au pouvoir, quelle qu'elle soit [...]. Si le président prend position et dit quelque chose, nous rapportons ce que le président a dit »⁵²⁴.

⁵²¹ Jeff Lewis, *Language Wars : The Role of Media and Culture in Global Terror and Political Violence*, Londres : Pluto Press, 2005, 215. « *Bush had already moved his discourse beyond the WMD issue, arguing that Saddam's demonic regime needed to be removed in order to liberate the people of Iraq and bring democracy to the Middle East* ».

⁵²² Howard Kurtz, *The Washington Post* du 12 août 2004, « *The Post on WMD : An Inside Story* ». Voir le site <<http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A58127-2004Aug11?language=printer>>, consulté le 22 novembre 2010.

⁵²³ Cité dans le *New York Times* du 26 mai 2004. *The New York Times editors wrote* : « *We have found a number of instances of coverage that was not as rigorous as it should have been. In some cases, information that was controversial then, and seems questionable now, was insufficiently qualified or allowed to stand unchallenged. Looking back, we wish we had been more aggressive in re-examining the claims as new evidence emerged-or failed to emerge* ».

Voir l'article du site Media lens du 2 septembre 2004. « *No Mea Culpa from the British Media* ». <http://www.medialens.org/index.php?option=com_content&view=article&id=348:no-mea-culpa-from-the-british-media-part-1&catid=18:alerts-2004&Itemid=9>, consulté le 5 mai 2011.

⁵²⁴ *Ibid.* « *Bush, Vice President Cheney and other administration officials had no problem commanding prime real estate in the paper, even when their warnings were repetitive. We are inevitably the mouthpiece for whatever administration is in power, DeYoung said. If the president stands up and says something, we report what the president said. And if contrary arguments are put in the eighth paragraph, where they're not on the front page, a lot of people don't read that far* ».

Dans d'autres articles du *Washington Post*⁵²⁵, nous remarquons le même discours guerrier. Nous proposons également quelques éditoriaux⁵²⁶ du *New York Times* et du *Washington Post* qui affichent une position en faveur de la guerre en Irak. Au Royaume-Uni, nous constatons que la presse de Murdoch approuve foncièrement l'action contre Saddam Hussein. Roy Greenslade, dans le *Guardian*⁵²⁷, explique que Murdoch a mis son empire de presse au service de la politique irakienne du président américain, George W. Bush, et du Premier ministre britannique, Tony Blair, dont il ne cesse de chanter les louanges. Les journaux londoniens de Rupert Murdoch ont ainsi ouvert leurs colonnes aux « faucons » du Pentagone. Nous présentons ici les divers quotidiens et hebdomadaires en faveur ou contre la guerre, à partir du mois de janvier 2003, juste deux mois avant le début de la guerre.

Tableau 19

Quotidiens en faveur la guerre	Hebdomadaires en faveur de la guerre
<i>The Sun</i> : 3.578 000 exemplaires	<i>The Sunday Express</i> : 919 000
<i>The Daily Mail</i> : 2.440 000	<i>News of the World</i> : 3.0971 000
<i>The Daily Star</i> : 835 000	<i>Mail on Sunday</i> : 2.311 000
<i>The Daily Express</i> : 940 000	<i>Sunday Times</i> : 1.395 000
<i>The Daily Telegraph</i> : 930 000	<i>Sunday Telegraph</i> : 738 000
<i>The Times</i> : 642 000	Source : Audit Bureau of Circulation, janvier 2003

⁵²⁵ *The Washington Post*, 2 février 2003. « Support for a war with Iraq grows after Bush's speech ». *The Washington Post*, 19 mars 2003. « War will be mostly an american effort ».

⁵²⁶ Les éditoriaux du *New York Times* présentés par William Safire.
The New York Times, 30 janvier 2002. « George W. Bush's Moment ».
The New York Times, 24 septembre 2001. « The Ultimate Enemy ».
The New York Times, 31 janvier 2002. « To Fight Freedom's Fight ».
The New York Times, 7 octobre 2002. « Saddam's Last Ploy ».
The New York Times, 27 janvier 2003. « Clear Ties of Terror ».
The New York Times, 6 février 2003. « Irrefutable and Undeniable ».
The Washington Post, 9 février 2003. « More to Do ».
The Washington Post, 11 février 2003. « Standing With Saddam ».
The Washington Post, 13 février 2003. « The Perils of Passivity ».
The Washington Post, 14 février 2003. « No Easy Way ».
The Washington Post, 23 février 2003. « Democracy's Choices ».
The Washington Post, 27 février 2003. « Drumbeat on Iraq ? A Response to Readers ».

⁵²⁷ *The Guardian*, 17 février 2003. « Rupert Murdoch argued strongly for a war with Iraq in an interview this week. Which might explain why his 175 editors around the world are backing it too, writes Roy Greenslade after an exhaustive survey of the highest-selling and most influential papers across the world owned by Murdoch's News Corporation, it is clear that all are singing from the same hymn sheet. Some are bellicose baritone soloists who relish the fight. Some prefer a less strident, if more subtle, role in the chorus. But none, whether fortissimo or pianissimo, has dared to croon the anti-war tune. Their master's voice has never been questioned ». Voir le site <<http://www.guardian.co.uk/media/2003/feb/17/mondaymediasection.iraq>>, consulté le 12 novembre 2010.

Tableau 20**Quotidiens contre la guerre****Hebdomadaires contre la guerre**

<i>The Daily Mirror</i> : 2.070 millions	<i>The Sunday Mirror</i> : 1.724 millions
<i>The Financial Times</i> : 408 000	<i>The Observer</i> : 442 000
<i>The Guardian</i> : 394 000	<i>The Independent on Sunday</i> : 176 000
<i>The Independent</i> : 186 000	

Source : Audit Bureau of Circulations, Janvier 2003

Quelques exemples de la presse de Murdoch peuvent nous aider à mieux percevoir cet engagement du camp de la guerre. Un jour avant le début de l'attaque, le tabloid *The Sun* écrit : « Avec passion dans sa voix et agressivité, Tony Blair a gagné sa place dans l'histoire aux côtés de Churchill et de Thatcher »⁵²⁸. *The Sun* ne manque pas de louer la bravoure des soldats britanniques⁵²⁹. *The Daily Telegraph*⁵³⁰ salue l'effort des alliés, notamment des forces américaines et britanniques. *The Daily Mail*⁵³¹ annonce que cette guerre est contre la tyrannie, le terrorisme, l'anarchie, et ajoute que c'est une bataille à ne pas oublier. *The News of the World*⁵³² exprime son mépris à l'égard du président irakien et affiche son dédain envers tous ceux qui souhaitent entraver l'action du Premier ministre. Quant au *Sunday Times*⁵³³, l'hebdomadaire rappelle à ses lecteurs que Saddam Hussein est un danger pour son peuple, ses voisins et le monde entier.

⁵²⁸ *The Sun*, 19 mars 2003. « *With passion in his voice and fire in his belly, Tony Blair won his place in history alongside Churchill and Thatcher* ».

⁵²⁹ *The Sun*, 21 mars 2003. « *From air, land and sea, British Forces tackle Saddam Hussein's army head-on. As Baghdad burns after precision missile strikes, our soldiers and Marines fight a ferocious battle to reach the city of Basra* ».

⁵³⁰ *The Daily Telegraph*, 21 mars 2003. « *Battle was joined in earnest last night, with British and American ground forces fully engaged for the first time. A colossal allied artillery and aerial bombardment preceded the final assault on a demoralised, mutinous but still numerous Iraqi army. The fall of Umm Qasr marked the first victory* ».

⁵³¹ *The Daily Mail*, 24 mars 2003. Quatre jours après le déclenchement des combats, le quotidien défend la nécessité de la guerre : « *The battle is between those that want to build a better world and destroy the promoters of tyranny, terrorism and mass murder, and those who wish instead to appease them-composed of a startling global coalition of the far Right, communists, pacifists, terrorists, anarchists, defeatists, anti-semites and useful idiots. These dividing lines are critical to the terrible battles ahead, and will be remembered for ever* ».

⁵³² *News of the World*, 16 mars 2003. « *Time has run out for Saddam Hussein. For 12 years he has treated the UN with total contempt. For Saddam's comforters, like self-serving MP Clare Short and the political nonentities who set out to undermine the Prime minister, we have nothing but disdain* ».

⁵³³ *Sunday Times*, 16 mars 2003. « *Saddam is a dangerous tyrant who has invaded Iran and Kuwait and attacked Israel and Saudi Arabia. He has used chemical weapons, not just in the war with Iran but also against his own people. Four million people have fled his regime and tens of thousands more of his opponents are dead or in jail. As his people have become impoverished, he has persisted with efforts to acquire weapons material from other countries. He is a danger to us all* ».

À l'opposé de la presse de Murdoch, *The Guardian*⁵³⁴ projette une image sombre et grave de la guerre et de la situation. Sur un autre plan, dans son documentaire de la BBC, *The Power of Nightmares*, Adam Curtis⁵³⁵ indique que l'apport des médias dans cette guerre contre l'Irak consiste en une couverture des événements au jour le jour. En ce qui concerne la question du terrorisme, les médias ont contribué au développement, à l'expansion d'un vocabulaire spécifique qui participe au maintien d'un climat de peur et de menace quotidienne. Curtis affirme qu'en Grande-Bretagne, le gouvernement et la plupart des médias ont créé l'impression écrasante qu'il y a un réseau secret de cellules dormantes d'Al-Qaïda attendant pour attaquer. Le rôle qu'ont joué les médias⁵³⁶ américains et britanniques dans la préparation, et qu'ils continuent à occuper dans le suivi de la guerre d'Irak confirme en quelque sorte une évolution profonde dans le rôle dévolu à l'information et à la communication dans les guerres contemporaines. L'information, aussi belliciste⁵³⁷ et partisane soit-elle, est la traduction assez naturelle des sentiments nationaux et des grandes approches politiques de l'événement, sans que l'on puisse parler à proprement dit de stratégie de communication. Le discours guerrier des médias américains et britanniques montre que ces derniers adoptent un esprit partisan en faveur de la guerre malgré des réserves et réticences de divers journaux et d'une partie de l'opinion publique. Considéré comme le fleuron de la presse britannique, *The Economist* a sa propre vision de la guerre et, c'est ce que nous proposons de présenter dans le dernier chapitre de la deuxième partie.

⁵³⁴ *The Guardian*, 21 mars 2003. « *Last night, on a spring evening in the desert, the most powerful armed nation of the modern world launched an immense attack of computer-guided fire and steel on the land of one of the great civilisations of the ancient world. The outcome of last night's assault is nowhere near clear yet* ».

⁵³⁵ Le documentaire est cité par Adam Curtis dans son documentaire de la BBC 2 présenté respectivement en 3 épisodes, le 20 octobre 2004, le 27 octobre et le 3 novembre 2004. <<http://www.archive.org/details/ThePowerOfNightmares>> et <<http://www.reopen911.info/video/the-power-of-nightmares-documentaire-bbc.html>>, consulté le 22 novembre 2011. « *In Britain too, the government and most of the media have created the overwhelming impression that there is a hidden network of Al Qaeda sleeper cells waiting to attack* ».

⁵³⁶ Jean-Marie Charon, *op. cit.*, 102.

⁵³⁷ *Ibid.*, 103.

5) *The Economist* et la guerre d'Irak

Dès 1997, *The Economist*⁵³⁸ exprime la nécessité de maîtriser et de contrôler les armes de destruction massive de Saddam Hussein. L'hebdomadaire défend le principe de frappe préventive pour parer aux dangers des menaces. Selon, *The Economist*⁵³⁹ le gouvernement américain doit agir. Lors de la propagande guerrière, le magazine souligne la nécessité d'apporter le soutien à la guerre mais, également de gagner la paix⁵⁴⁰. Les États-Unis ont la mission de propager⁵⁴¹ une vérité, celle de la paix et de la liberté surtout au Moyen-Orient. Nous verrons plus loin que cette vérité est celle de Bush, non celle du peuple américain, elle est celle de Blair, et non celle des Britanniques, l'hebdomadaire utilise donc à cet égard un discours, et fait le cadrage de ce qu'il souhaite faire passer comme points de vue. Il nous rappelle que nous vivons dans une époque dangereuse où la menace est réelle⁵⁴², il présente ses arguments pour convaincre le lecteur de la légalité de cette aventure guerrière. Il souligne que la guerre contre le terrorisme est celle du Royaume-Uni, en admettant la vision de Bush et de Blair pour qui l'utilisation de la force est basée sur des intérêts⁵⁴³ naturels, par conséquent déposer le président irakien serait nécessaire. *The Economist*⁵⁴⁴ fait référence à l'histoire en mentionnant l'engagement des troupes américaines en Corée pour défendre la démocratie, et l'aide du plan Marshall qui a sauvé l'Europe. Le magazine semble préparer le lecteur à admettre que cette fois-ci la guerre sera longue et difficile.

⁵³⁸ *The Economist*, 13 novembre 1997, 25. « *Now is no time to abandon the policy. The United Nations Security Council is running out of time to end the stand-off over weapons inspections in Iraq* ».

⁵³⁹ *The Economist*, 26 septembre 2002, 35. « *Pre-empting threats, threatening pre-emption. Only Saddam Hussein, and any would-be emulators, need fear George Bush's foreign policy. In the end, the basic issue is whether you trust America to act more-or-less wisely, or whether you think it (or Mr Bush personally) is in fact a wild west cowboy* ».

⁵⁴⁰ *The Economist*, 6 octobre 2001, 11. « *It is needed to sustain the immediate battle, but also to win the peace* ».

⁵⁴¹ *The Economist*, 15 mars 2003, 51. « *Mr Bush talks about spreading democracy around the Arab world* ».

⁵⁴² *The Economist*, 17 juillet 2002, 9. « *We live in a dangerous time, the threat is real* ».

⁵⁴³ *The Economist*, 12 juillet 2003, 33. « *The war on terror is British's war too, the use of force is based on natural interests, [...] Blair is right to topple Saddam* ».

⁵⁴⁴ *The Economist*, 22 février 2003. « *In America's history there are too many examples of a short attention span. But there are also bigger examples of the country's ability to pick itself up after initial stumbles and to sustain a long-term commitment : the troops that have sat in danger by North Korea's border with the South for 50 years, the Marshall Plan that boosted Europe's economic recovery a full two years after victory in the Second World War. Again, a long-term, costly commitment is going to be needed* ».

Dans ce contexte, la guerre préventive est légitime pour se débarrasser du régime irakien, *The Economist* affiche sa certitude selon laquelle Saddam Hussein n'a pas abandonné les « armes de destruction massive »⁵⁴⁵. L'affirmation du magazine s'avèrera fautive plus tard, puisque les Américains ne trouveront jamais ces armes. Pour *The Economist*, les choses sont évidentes : Saddam incarne un régime totalitaire, il est suspect, alors que Bush et Blair sont perçus comme deux hommes honnêtes et crédibles. Par conséquent, le choix est fait, pour *The Economist*. L'image lugubre de Saddam conforte le choix du magazine, car il ne peut guère faire confiance à un homme sanguinaire qui n'a pas seulement déclenché une guerre contre l'Iran, mais aussi envahi son voisin le Koweït et humilié son peuple. *The Economist* défend la guerre⁵⁴⁶ et mentionne que Saddam a violé plus de 17 résolutions des Nations Unies. Lors de la capture du président irakien en décembre 2003, le magazine⁵⁴⁷ se réjouit de son arrestation et le compare à un « rat pris au piège ». Sur un autre plan, *The Economist* estime que la guerre n'aura pas grand impact sur l'économie mondiale et sur les marchés. D'autre part, le journal⁵⁴⁸ considère qu'une victoire rapide des alliés dans cette région difficile du monde, donnera la confiance nécessaire pour l'économie mondiale. Concernant l'opinion publique américaine vis-à-vis de l'Irak, *The Economist*⁵⁴⁹ minimise le poids de ses opposants et estime que 60 % des Américains sont en faveur de la guerre.

⁵⁴⁵ *Ibid.* « Very few people believe that Saddam Hussein had given them up of his own, *The Economist* was not among them, Mr Hussein was widely believed to have retained them ».

⁵⁴⁶ *The Economist*, 13 mars 2003, 25. « The case for war is strong. Mr Hussein is not disarming. Further delay will play into his hands. He has violated 17 supposedly mandatory UN resolutions. He is a proven threat to regional stability and too dangerous to be allowed to have the world's deadliest weapons, a regime change in Iraq would be likely to make the region more stable, not less, even if dangers would remain. And it would bring new hope to 25 million Iraqis ».

⁵⁴⁷ *The Economist*, 18 décembre 2003, 19. « It was a heartening way to end a bloody year. The sight of a murderous dictator being plucked like a rat from a hole in the ground offered a rare and pleasing spectacle of virtue armed and evil vanquished ».

⁵⁴⁸ *The Economist* 20 février 2003, 18. « Fear of the consequences of a probable war with Iraq-is being blamed for the sick state of the world economy and for the fall this year in the dollar and in most big stock markets. If fear is to blame, then a short, successful war should remove the uncertainty that is holding back consumer and corporate spending, allowing economic activity and share prices to bounce back again ».

⁵⁴⁹ *The Economist*, 23 janvier, 2003, 25. « Public opinion will have little impact on the administration's policy, either for or against war. Americans support war in Iraq by large majorities-around 60 % in all current polls. That figure has been stable for six months. The one exception-a finding by the Pew Research Centre suggests that support rose between october and january ».

The Economist appuie son argument en se référant aux divers instituts de sondage. Il suppose aussi que les Démocrates et les Républicains américains sont en majorité en faveur de l'utilisation de la force et estime que les opposants à la guerre⁵⁵⁰ demeurent peu nombreux. D'autre part, l'hebdomadaire⁵⁵¹ critique l'attitude du gouvernement français qu'il juge provocatrice, entravant l'action des Américains en Irak, selon *The Economist*, la France tente de jouer le jeu des grands du monde. *The Economist*⁵⁵² affirme que ce monde est devenu un village qui a besoin d'un conseil de sécurité, mais également d'une force que seules les Américains peuvent offrir. L'hebdomadaire sélectionne les événements et les sujets auxquels s'intéressera l'opinion par le biais d'un langage précis et d'un discours qui, en fin de compte, porte une idéologie que le magazine souhaite propager.

Le choix du lexique et des adjectifs n'est pas fortuit puisqu'il vise à attirer l'attention du lecteur sur ce quoi il doit se concentrer. L'expression « Armes de destruction massive » est utilisée maintes fois afin d'impressionner le lecteur ; elle aura nécessairement une influence négative à force d'être reprise dans le discours de *The Economist*. Dans d'autres articles, le magazine mentionne souvent le terme armes dangereuses et armes supposées connues⁵⁵³. C'est *The Economist* qui prétend et défend que ces armes existent, sans en apporter la moindre preuve. Sur un autre plan, nous remarquons que si Saddam Hussein est diabolisé, habité par l'esprit du mal, George W. Bush et Tony Blair sont présentés par *The Economist* d'une façon positive, malgré les critiques que soulève parfois le magazine à leur égard. Ce sont des hommes de sincérité, de détermination, conscients de leur mission à combattre le mal et à défendre les valeurs de bien, de liberté et de libéralisme.

⁵⁵⁰ *Ibid.* « Lastly, public opposition is unlikely to be a constraint unless the war's opponents can find national leadership. At the moment, support is partisan : 80 % of Republicans back the use of force, compared with 46% of Democrats. But all except one of the Democrats' leading presidential candidates supported the congressional resolution authorising force. What was seen in microcosm at the anti-war demonstration is true nationally. Mr Bush has opposition to war where he wants it ».

⁵⁵¹ *Ibid.* *The Economist* critique le rôle joué par la France : « France also took the grand, and inevitably provocative, position that at issue was not just the specific case of Iraq but also the general question of American power and of who makes decisions in world affairs : unilateralist Americans or a multilateralist body ? That was hardly diplomatic, nor designed to bring about unity ».

⁵⁵² *The Economist*, 20 février 2003. « The world has shrunk to a global village. Every village needs a village council. The UN represents the only real village council we have. Realists, especially American realists traumatised by September 11th 2001, can retort that every village also needs a policeman, and the only one on hand may be America. Council and policeman, let's agree, had better work together ».

⁵⁵³ *The Economist*, 17 juillet 2004, 32. « Putative arms ».

Blair et Bush disent souvent des choses raisonnables et honnêtes⁵⁵⁴ à propos de l'Irak et de son président. Le Premier ministre estime que la puissance américaine est fondamentalement une bonne chose pour le monde⁵⁵⁵. En gagnant la confiance de la presse américaine⁵⁵⁶, le magazine loue cette relation entre Blair et Bush et décrit ce dernier comme étant honnête⁵⁵⁷. Dans ce contexte préparatoire juste avant l'invasion de l'Irak, l'hebdomadaire fait son choix et estime que : « La guerre de Blair en Irak défend l'intérêt national »⁵⁵⁸. *The Economist*, qui apporte son soutien à la guerre cite, deux arguments légitimes pour déloger Saddam Hussein. Premièrement, la guerre en vaut la peine pour débarrasser le monde d'un des plus dangereux tyrans⁵⁵⁹. Par conséquent, la guerre contre le terrorisme est aussi celle de la Grande-Bretagne. Deuxièmement déposer le président irakien se base sur des raisons pragmatiques.

Le magazine considère que l'action préventive s'applique bien à cette situation : agir avant que les choses n'empirent. Ce qui nous intrigue en tant que lecteurs, c'est le soutien de *The Economist* à la guerre, mais le plus surprenant, est que l'un des fleurons de la presse britannique appelle à faire la guerre contre l'Irak et à déposer son président sans le mandat international des Nations Unies : « Nous devons nous occuper de Saddam sans l'ONU, s'il le faut »⁵⁶⁰. *The Economist* continue dans le même sens en affirmant que l'Irak de Saddam doit être désarmé même sans l'aval des Nations Unies⁵⁶¹. Dans l'esprit du magazine, cette guerre est préventive et s'inscrit dans la logique de la défense du droit et de la démocratie.

⁵⁵⁴ *The Economist*, 17 juillet 2004, 9. « Both Mr Bush and Mr Blair do often say honest, sensible things about Iraq ».

⁵⁵⁵ *The Economist*, 10 avril 2002, 14. « He thinks that American power is fundamentally a force for good in the world ».

⁵⁵⁶ *The Economist*, 20 octobre 2001, 43. « He won golden opinion from the American newspapers ».

⁵⁵⁷ *The Economist*, 6 juillet 2002, 35. « Mr Blair remains closer to the straightforward Mr Bush ».

⁵⁵⁸ *The Economist*, 10 août 2002, 14. « Blair's war is based on national interest ».

⁵⁵⁹ *Ibid.* « It is worth-fighting a war to rid the world of one of its most dangerous tyrant ».

⁵⁶⁰ *Ibid.* « Saddam must be dealt with if possible without United-Nations if need be ».

⁵⁶¹ *Ibid.* « With or without the UN, disarmed Iraq must be ».

Nous estimons que *The Economist* se trompe dans son jugement, car cette action est contre le droit international, elle est « illégale » moralement et politiquement. *The Economist* est conscient des difficultés dans lesquelles se trouve Blair à la suite de son engagement aux côtés des Américains. Le magazine souligne que Blair finira par vaincre et également survivre à la crise, mais qu'il paiera le prix de l'impopularité, de la division de son parti⁵⁶². Et *The Economist* de conclure à cet égard que Blair finira par trouver la preuve des armes de destruction massive⁵⁶³. Sur un autre plan, nous remarquons que si *The Economist* loue l'entente entre Bush et Blair, il n'hésite pas à se moquer ou à critiquer ceux qui s'opposent à cette guerre, il estime que les critiques contre Blair sont exagérées et non justes⁵⁶⁴. Nous pouvons signaler par exemple, l'opposition de cent soixante députés qui expriment leur inquiétude, dont en particulier le ministre de développement international, Clare Short qui démissionne un mois après la guerre.

Short affirme que Blair a berné le monde sur de faux prétextes⁵⁶⁵, et ajoute qu'il a trompé son cabinet ; quant à Robin Cook, son ancien ministre des affaires étrangères, il estime que le gouvernement a fait une grosse erreur⁵⁶⁶. Devant l'ampleur des mécontentements et le refus de la guerre ainsi que la position délicate de Tony Blair devant son opinion publique et devant le monde, *The Economist* prend le soin de nous faire savoir que chaque homme politique a connu des moments difficiles. Pour le magazine, Margaret Thatcher a connu les émeutes de la *Poll Tax* en 1990 et ses répercussions négatives sur sa carrière, le gouvernement de John Major a été accablé par l'expulsion du Royaume-Uni du système monétaire européen (*European Monetary system*). Bill Clinton a connu également des moments difficiles⁵⁶⁷ lors de l'affaire Monica Lewinsky. Quant à Blair, selon *The Economist*, il doit faire face, et il survivra si les armes de destruction massive sont trouvées. Nous verrons que Tony Blair va réussir tant bien que mal à sortir de cette crise irakienne, qui va ternir sa réputation et dont l'issue n'est que provisoire. *The Economist* apporte son soutien à Blair lors de l'affaire David Kelly,

⁵⁶² *Ibid.* « Blair will survive the crisis, he will pay a price ».

⁵⁶³ *Ibid.* « He will find evidence of Weapons of Mass Destruction ».

⁵⁶⁴ *The Economist*, 12 juillet 2003, 12. « Critics who deride him are grossly unfair ».

⁵⁶⁵ *The Economist*, 7 juin 2003, 15. « Blair duped the Cabinet ».

⁵⁶⁶ *Ibid.* «The Government had committed a monumental blunder ».

⁵⁶⁷ *The Economist*, 7 juin 2003, 10. « In every political career there is a moment people look back on what they say...For Mrs Margaret Thatcher it was the poll tax riot, when opposition to her flat rate tax exploded into violence, for John Major it was Britain's expulsion from the ERM, which blew the Tories' claim to economic competence, for Mr Bill Clinton it was when a dress went for DNA testing, and his moral grubbiness took physical form ».

spécialiste des armes chimiques, ancien inspecteur pour l'ONU en Irak dont la mort reste un mystère. La disparition de David Kelly embarrasse le Premier ministre car le scientifique avait donné des informations quelques jours auparavant à un journaliste de la BBC, accusant le gouvernement de Tony Blair d'avoir exagéré, sur des points précis, la menace irakienne. Dans cette affaire, le conseiller le plus proche de Tony Blair, Alastair Campbell est paré par la plupart des journalistes britanniques, de tous les vices. Officiellement, il est directeur de la stratégie et de la communication du gouvernement et veut établir un contact direct avec l'opinion. Il comparait devant la commission des affaires étrangères du Parlement pour répondre à l'accusation de la BBC : celle d'avoir rendu un rapport moins critique⁵⁶⁸ des services de renseignement concernant la menace des armes de destruction massive. Ce rapport, qui est contre l'avis de la majorité des experts, précise que Bagdad pouvait mobiliser ces armes en quarante-cinq minutes. On lui reproche d'avoir laissé filtrer le nom de David Kelly en vue de déstabiliser ce dernier et surtout de détourner le débat sur la légitimité de la guerre. Les opinions de David Kelly sur la question des armes de destruction massive du régime de Saddam Hussein correspondent en gros à celles du gouvernement britannique. Cependant, à la suite de la chute du régime de Bagdad, David Kelly retourne en Irak. Il émet alors des critiques sur les méthodes américaines pour découvrir d'éventuelles armes de destruction massive, et des doutes sur les soi-disant capacités de destruction de l'Irak. Dans un livre à paraître, *The Strange Death of David Kelly*, et dont le *Daily Mail* a commencé la publication en feuilleton, le député libéral britannique Norman Baker affirme que le docteur Kelly a été assassiné. David Kelly avait été inspecteur en armement biologique pour l'ONU et avait effectué 37 missions de contrôle en Irak, puis il était devenu expert au ministère britannique de la Défense. Son action au sein de l'ONU lui avait valu d'être nommé pour le Prix Nobel de la Paix. Informant en secret la BBC, il avait répandu la rumeur selon laquelle le rapport des services de renseignement de janvier 2002 attestant que l'Irak disposait d'armes de destruction massive avait été inventé par *10 Downing Street* de manière à permettre au Premier ministre Tony Blair de justifier l'invasion de l'Irak. Alors que David Kelly venait d'être démasqué, on le retrouve mort, le 17 juillet 2003.

⁵⁶⁸ Jean-Michel Demetz, *L'express*, « Blair perd la guerre de l'intox », le 24 juillet 2003, 10.

Une commission d'enquête, présidée par Lord Brian Hutton, avait conclu que le docteur Kelly était un affabulateur dépressif, et que les rapports des services secrets étaient fiables, blanchissant ainsi Tony Blair de toutes les accusations portées contre lui. Cependant, il s'avéra par la suite que les armes de destruction massive n'existaient pas et que le docteur Kelly avait dit vrai. Le Premier ministre britannique est embarrassé par cette affaire ; son gouvernement qu'il mène avec succès depuis 1997, déjà fragilisé, se trouve sérieusement mis à mal depuis la mort de David Kelly. Comme le mentionne *The Economist*, en se rangeant du côté du président américain George W. Bush dans le dossier de l'Irak, face à une opposition substantielle au conflit, Tony Blair risquait sa carrière politique. À la suite de la découverte du corps de David Kelly, Tony Blair assure que son gouvernement avait agi comme il le fallait tout au long de l'affaire et exclut l'idée de démissionner. Notons qu'au cours de l'affaire David Kelly, *The Economist* avait conseillé à Blair d'accepter une commission indépendante présidée par Lord Hutton pour montrer au monde qu'il n'y avait rien à cacher⁵⁶⁹, d'autre part le magazine ajoute que si la guerre était un succès, toutes les critiques finiraient par être oubliées, ceci indique clairement que *The Economist* choisit le camp de la guerre et ne se soucie guère des répercussions.

Selon le journal, Tony Blair a fait preuve de sens moral et pris ses responsabilités face à la menace de l'Irak. Par conséquent, l'encourager et applaudir son action s'imposent⁵⁷⁰. Avant le résultat de l'enquête, le magazine prend la défense de Blair, il le considère comme étranger à toute machination ou intention de tromper le monde, et estime que le rapport Hutton n'est pas critique à son égard. En évoquant les armes de destruction massive, l'hebdomadaire joue la prudence et la patience, il nous rappelle que l'Irak est plus grand que la France, et que Saddam Hussein sait bien cacher ses armes, avant de conclure que finalement Blair aura raison⁵⁷¹. Un autre cas montre le point de vue de *The Economist* à propos des ADM, quand un agent du renseignement britannique MI6 affirme que le gouvernement de Blair avait fabriqué des faux documents.

⁵⁶⁹ *The Economist*, 19 juillet 2003, 19. « If Tony Blair wants to prove he has nothing to be ashamed of, he should set up an independent judicial inquiry ».

⁵⁷⁰ *The Economist*, 7 juin 2003, 35. « Blair has done so with a mixture of high moral purpose, his decisions to the threat to go to war was in the first category, we naturally applaud the stance he took ».

⁵⁷¹ *Ibid.* « Saddam Hussein was very good at hiding things, Blair might well still be proved right ».

La réaction du magazine est sans appel : le gouvernement répond à ces attaques et prétend que l'information est le fait d'un membre du service non sérieux⁵⁷². *The Economist* admet que l'image de Blair a été ternie par la guerre et par l'opposition croissante, néanmoins une résolution des Nations Unies autorisant l'emploi de la force calmera les pacifistes de tout bord. D'autre part, *The Economist* se moque du président Chirac qui s'oppose à la guerre, et parle de ce dernier comme étant un homme politique de l'axe de la paix⁵⁷³ (*axis of peace*). D'autre part, le magazine se moque du *Figaro* qui décrit le président Chirac : « Un chevalier blanc de la paix, champion des opprimés du monde »⁵⁷⁴. Le parti-pris du magazine se distingue une autre fois quand il estime qu'un succès rapide de la guerre laissera la France seule, impuissante et entêtée. *The Economist* ne pardonne pas l'engagement de la France⁵⁷⁵ contre la guerre, en formant une coalition qui englobe la Russie, l'Allemagne et la Chine, menaçant d'utiliser le veto au conseil de sécurité si la Grande-Bretagne essayait de faire passer la résolution d'envahir l'Irak par la force. *The Economist* conseille à la France de ne pas chercher la confrontation avec les États-Unis car il n'y aura pas d'avenir pour elle sans les Américains et l'Union européenne⁵⁷⁶. Par conséquent, entraver le dessein américain nuira à l'Europe et à la France, c'est pourquoi le magazine ne cache pas son américanisme et son choix en matière de politique internationale.

Sur le même plan, *The Economist* ne ménage pas non plus ceux qui sont contre la guerre au Royaume-Uni, il considère leur discours sectaire. Un exemple montre la position du magazine lorsqu'il tourne en dérision les propos de Tony Benn qualifié de vieil homme très critique à l'égard d'une étudiante irakienne favorable à la guerre, en l'accusant d'être un agent⁵⁷⁷ de la CIA. *The Economist* considère les propos de Tony Benn condescendants et méchants, alors que l'étudiante est décrite comme une personne brave. Le journal est critique de tous ceux qui s'opposent à la guerre et défend la relation anglo-américaine en donnant des leçons à tous ceux qui accusent les Américains d'ignorance de l'histoire et de manque de finesse.

⁵⁷² *Ibid.* «*The government led a ferocious attack on what it described by rogue element in MI6* ».

⁵⁷³ *The Economist*, 15 février 2003, 41.

⁵⁷⁴ *The Economist*, 22 mars 2003, 36. «*White knight of peace, champion of the oppressed of the world* ».

⁵⁷⁵ *Ibid.* «*A successful war against Iraq risks leaving France looking impotent and wrong-headed* ».

⁵⁷⁶ *Ibid.* «*There's no substitute for the European union, no future in a prolonged confrontation with the US* ».

⁵⁷⁷ *The Economist*, 1 février 2003, 37. «*Tony Benn is berating an Iraqi student who supported the war, he accused her of being an American stooge that made him look nasty and patronising and her look brave* ».

En fait, il se moque des détracteurs des Américains⁵⁷⁸ et essaie de donner une leçon à des intellectuels⁵⁷⁹ tels que le philosophe Jean-Paul Sartre et l'écrivain Harold Nicolson qui estiment que les États-Unis ont la rage, et que les Européens doivent s'en éloigner. *The Economist* répond à ces intellectuels en formulant l'idée qu'ils ignorent l'histoire et ont besoin de leçons pour mieux comprendre le monde. Le journal cite également les propos du dramaturge Harold Pinter⁵⁸⁰ qui qualifie les États-Unis de principal « État voyou ». Pinter est très dur à l'égard des Américains lors de l'invasion de l'Irak, qu'il considère comme un acte de banditisme, un acte de terrorisme flagrant, la preuve d'un mépris absolu pour le droit international. Par ailleurs, *The Economist* critique Jacques Derrida⁵⁸¹ lorsque ce dernier qualifie les Américains de principal État voyou. *The Economist* évoque la gloire de l'héritage protestant américain anglo-saxon et nous rappelle le slogan *E Pluribus Unum*⁵⁸². En reconnaissant le multiculturalisme aux États-Unis, il affirme que ce brassage n'aurait pas pu voir le jour sans la culture anglo-saxonne. Pour affiner ses arguments, *The Economist* fait référence à des écrivains tels que Samuel Huntington qui défend la culture anglo-saxonne dans son livre *Who are we ?* (Qui sommes nous ?) et David Hackett Fischer, qui dans son livre *Albion's Seed : Four British Folkways in America* (La graine d'Albion : Quatre peuples britanniques en Amérique), défend les vertus des Anglo-saxons, à savoir celles des Puritains, des Quakers, des Cavaliers et des Écossais-Irlandais. Pour *The Economist*, les Anglo-saxons partagent des idéaux communs : la liberté, la démocratie et l'esprit d'entreprise. Nous mettrons en relief l'idéologie de *The Economist* dans la dernière partie en nous basant sur l'analyse critique du discours. Le magazine exalte les vertus guerrières des Écossais et des Irlandais, qui partis des régions Appalachiennes vers le sud et le Mid-West, n'hésitaient pas à utiliser la force pour résoudre leurs problèmes et faire face à leurs ennemis. Pour montrer les qualités guerrières des anglo-saxons, *The Economist* nous

⁵⁷⁸ *Ibid.* «Those who accuse Americans of lack of sophistication and an ignorance of history might benefit from a brief history themselves ».

⁵⁷⁹ *Ibid.* «The United States, declares an imminent french philosopher, has rabies. Europe must step away or we shall be bitten and infected next ».

⁵⁸⁰ *Ibid.* « The recent description of the American government by a British playwright, Harold Pinter, as a bloodthirsty wild animal... ».

⁵⁸¹ *Ibid.* « The pronouncement by Jacques Derrida, Sartre's heir of the left-bank philosophes, that the United States is the world's leading rogue state ».

⁵⁸² *E pluribus unum* peut se traduire par « de plusieurs, un » ou « à partir de plusieurs, un » ou, dans une traduction plus directe, « un à partir de plusieurs ». Cette devise, qui réfère d'abord à l'intégration des 13 colonies indépendantes en un pays unifié, a ensuite pris une signification sociopolitique supplémentaire, de par la nature pluraliste de la société américaine, issue de l'immigration. Cette devise, jamais codifiée par la loi, fut considérée *de facto* comme la devise des États-Unis jusqu'en 1956 quand le Congrès des États-Unis passa une loi (H.J. Resolution 396) adoptant « *In God We Trust* » (En Dieu Nous Croyons) comme devise officielle.

propose le livre de James Webb, *Born Fighting*. Le journal puise ses arguments dans l'histoire⁵⁸³ et mentionne avec admiration les propos de Churchill qui faisait l'éloge des idées démocratiques telles que *Magna Carta*, *Habeas Corpus*, *Bill of Rights* (la Déclaration des droits). Ce rappel historique n'est pas innocent, le message de *The Economist* est clair, il fait confiance aux choix de Bush pour éliminer le régime irakien, légitimer la guerre, faire face à un danger potentiel ; d'ailleurs l'histoire, selon le magazine, nous prouve que la force est recommandée dans ce contexte, il nous rappelle aussi l'intérêt de l'action préventive.

The Economist souligne implicitement qu'il fait confiance aux leaders des peuples qui incarnent les idéaux démocratiques de *Magna Carta*, de *Habeas Corpus* et de *Bill of Rights*, par contre croire Saddam Hussein est absurde. L'hebdomadaire salue l'histoire des Britanniques qui ont été les premiers à exprimer leur désir de liberté, de justice et d'équité par des textes de lois votés. Ce sont eux également qui ont institué les traditions démocratiques. Par conséquent, se méfier de Saddam Hussein ou le combattre est une option recommandée, alors que mettre en doute la crédibilité des Anglo-Américains est une attitude déraisonnable. *The Economist* présente Saddam Hussein comme l'héritier proclamé (*self-proclaimed*) qui ne peut pas égaler Saladin ou Nabuchodonosor. Ce sont deux grands personnages mythiques, respectés même par leurs ennemis et admirés, alors que Saddam Hussein est méprisé par son peuple et ses voisins. Face aux croisés, Saladin connaît la gloire et, face aux Égyptiens, Nabuchodonosor apparaît comme un grand roi. Cette comparaison présentée par *The Economist* vise à montrer que Saddam Hussein est un homme impopulaire dont l'avenir est incertain et qui ne mérite pas de rester au pouvoir. En abordant ces comparaisons avec des personnages historiques et mythiques, *The Economist* essaie de montrer son jugement personnel et sa propre vision de la politique internationale. Dans un autre exemple, l'hebdomadaire fait allusion à la guerre de Suez en 1956 où Anthony Eden reçoit un camouflet en attaquant l'Égypte de Nasser.

⁵⁸³ Le magazine fait référence à Churchill en 1933 lors d'un dîner à 1933 à Chartwell. *The Economist* 13 novembre 2004, 53.

L'attaque anglo-française et israélienne contre Nasser a été critiquée par les Américains qui étaient embarrassés par l'attitude de leurs alliés et par la légalité de cette guerre. Nasser annonce l'été 1956 la nationalisation du canal de Suez, ce qui allait directement contre les intérêts du Royaume-Uni et de la France qui cogéraient le canal. Le gouvernement français profite de l'occasion pour décider de porter un coup à l'Égypte qui était le principal soutien de la résistance en Algérie. Une intervention militaire franco-anglaise contre l'Égypte est décidée dès le début d'août 1956. La France, le Royaume-Uni et Israël attaquent l'Égypte pour dissuader Nasser de nationaliser le canal de Suez. *The Economist* qualifie Nasser de dictateur, alors que pour une majorité des Arabes, il est admiré comme un grand héros nationaliste. Le parallèle entre Nasser et Saddam a pour but de montrer deux hommes hostiles à l'Occident, des « dictateurs » dont l'image restera souvent négative. Sur un autre plan, le parallèle entre Anthony Eden et Tony Blair évoque l'image de deux hommes confrontés à deux crises mondiales. Selon *The Economist*⁵⁸⁴, le Premier ministre Eden finit par surmonter la crise de 1956 ; quant à Blair, il pourra réussir politiquement si la guerre d'Irak est rapide et victorieuse. L'image que projette *The Economist* à propos de Blair et de la guerre en Irak est favorable à l'action militaire, Néanmoins, le journal critique Blair, qui à l'inverse de Thatcher qui elle exprime explicitement son désaccord avec ses amis américains. Par exemple, malgré de nombreux points de convergence, entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher, les deux chefs d'État seront en désaccord sur quelques points ponctuels. En 1982, concernant la guerre des Malouines, les intérêts des Américains penchaient originellement du côté argentin. Les États-Unis tenteront, dans un premier temps, de trouver un compromis susceptible de sauver la face de leur protégé argentin de l'époque, le général Galtieri.

À l'issue de l'invasion de la Grenade par les troupes américaines en 1986, Margaret Thatcher déclare qu'elle était consternée et trahie. Elle défendait les intérêts de cette ancienne possession britannique et membre du Commonwealth depuis son indépendance en 1974. Selon l'hebdomadaire, Tony Blair est censé jouer les intermédiaires entre les deux rives de l'Atlantique, il jouera le rôle de pivot, mais il peut aussi encourager les Américains à changer de politique. Pour étayer ses propos, nous remarquons ici que *The Economist* utilise une stratégie appelée le cadrage ou « *Agenda Setting* » pour faire valoir ses idées et mettre en évidence les acteurs politiques et les

⁵⁸⁴ *The Economist*, 22 Mars 2003, 36. « *Eden rose through the crisis, Blair would survive if the war was quick and victory still celebrated* ».

événements du monde. C'est Stuart Soroka, Maxwell McCombs et Donald Shaw⁵⁸⁵ qui ont démontré la correspondance entre l'ordre du jour des médias et l'ordre du jour public, c'est-à-dire la relation entre l'importance que les médias donnent à une question et l'importance que le public va lui donner. Les médias ne dictent pas la pensée mais ils indiquent les sujets sur lesquels les gens doivent pouvoir donner leur opinion. Plus subtilement, faire l'agenda constitue une stratégie indirecte de l'attention à visée médiatique, intellectuelle ou politique. Elle permet de choisir les sujets et de fixer les termes des discussions. Elle participe à influencer les esprits. Indépendamment de leur qualité ou de leur objectivité, ou de leur façon de traiter l'information, les médias contribuent à la construction de la réalité, et l'adage « être, c'est être perçu » y prend un sens important. Les médias décident de ce qui apparaîtra comme significatif enclenchant une spirale, plus on en parle, plus c'est intéressant à comprendre et à en saisir la portée. Un profil bas peut être perçu par les médias où des événements sont laissés dans l'ombre, par exemple des faits graves peuvent être ignorés. Un acte de terrorisme en Inde peut passer inaperçu, alors que le même événement en Europe ou aux États-Unis aura plus d'ampleur. Structurer et diriger l'attention du public, lui dire à quoi penser serait une des fonctions principales des médias. L'*agenda-setting* ou le cadrage des enjeux, exprime la capacité des médias à définir le cadre d'interprétation légitime d'un problème donné⁵⁸⁶. Le cadrage des enjeux fait référence à la formulation des énoncés et sélectionne certains aspects plutôt que d'autres dans le traitement d'une question. Le choix et les types de cadrage laissent plusieurs points de vue et enjeux dans l'ombre ou dans l'obscurité. C'est ce que Noëlle-Neumann⁵⁸⁷ appelle « Spirale du silence », selon laquelle les médias de masse, ne reflètent pas la totalité des opinions jugées majoritaires et légitimes. Nous pouvons postuler que les choix exercés quotidiennement par les journalistes auront un impact sur les ordres du jour. Ces choix peuvent influencer l'interprétation que feront les lecteurs. Si nous prenons l'exemple de *The Economist*, nous pouvons admettre que le choix thématique ou la priorité dans les éditoriaux atteste de l'importance de la théorie de l'*agenda-setting* ou cadrage. Pour souligner l'importance de la théorie du cadrage, nous

⁵⁸⁵ Maxwell McCombs & Donald Shaw, «The Evolution of Agenda-Setting Research : Twenty-five Years in the Market Place of Ideas », *Journal of Communication*, n° 43, 1993, 58-67. Voir aussi Stuart Soroka, *Agenda-setting dynamics in Canada*, Vancouver : University of British Columbia Press, 2002.

⁵⁸⁶ Benjamin Page et Robert Shapiro, *The Rational Public : Fifty years of trends in Americans'policy references*, Chicago : University of Chicago Press, 1992. 48.

⁵⁸⁷ Elisabeth Noëlle-Neumann, « The Spiral of Silence : A Theory of Public Opinion », *Journal of Communication*, n° 24, 1974, 43-51.

utiliserons le logiciel concordance⁵⁸⁸ qui nous aidera à afficher la récurrence du lexique dans notre corpus de 110 articles. Nous ferons la même chose dans la troisième partie en utilisant l'approche de l'analyse critique du discours. Devant un texte, le lecteur peut soit s'arrêter à l'aspect matériel du texte, par exemple au lexique, soit percer plus en profondeur cherchant à remonter à travers les traces et des indices véhiculés par les mots. La récurrence des mots peut être utile pour comprendre l'intérêt du choix des mots et la pertinence de leur choix pour appuyer ou soutenir une idée dans un discours donné. Dans le tableau suivant nous résumons les thèmes souvent répétés par le magazine, nous commençons par l'image du *New Labour* qui est souvent réitérée dans *The Economist*.

Tableau 21 **Image du *New Labour***

Lexique	Fréquence
<i>New Labour</i>	270
<i>Thatcherite</i>	53
<i>Liberal</i>	41
<i>Business</i>	30
<i>Socialist</i>	13

Source : Lexique choisi dans notre corpus de *The Economist* de 1997 à 2005

The Economist fait souvent le cadrage des idées qu'il répète afin de marquer l'attention du lecteur. L'adjectif nouveau (*New Labour*) est utilisé (270 fois) et semble annoncer un changement dans le futur, un espoir, une rupture avec l'intervention de l'État, la nationalisation, les dépenses publiques et les grèves. *The Economist* ne cache pas son mépris du socialisme mentionné ici (13 fois). Le journal reste fidèle à son idéologie libérale et à son admiration de la politique de Thatcher qui est nommée plus de (50 fois), alors que l'adjectif libéral est évoqué (41 fois) ainsi que le monde de l'entreprise ou des affaires cité (30 fois). La répétition du lexique mentionné dans ce tableau n'est pas fortuite. L'arrivée de Tony Blair marque un nouveau tournant, ce que le magazine semble accueillir à travers les idées de la troisième voie. À cet égard, le lecteur

⁵⁸⁸ Concordance est un logiciel qui permet de voir la liste affichée / imprimée des occurrences de mots dans divers contextes (dans un court segment textuel, tel que la phrase) : ce que les documentalistes appellent les KWIC ou *Key-Words in Context*. Cette notion de concordance peut avoir un rapport avec celle d'environnement sémantique, mais surtout avec la conception « socio-discursive » moderne qui distingue les mots du vocabulaire et leur « mise en discours » dans le processus d'énonciation, là où on distinguait classiquement le contenu (lexical) et la forme (syntaxique, rhétorique, stylistique, etc) des énoncés. Voir Jacques Jenny, « Méthodes et pratiques formalisées d'analyse de contenu et de discours dans la recherche sociologique française contemporaine », *Bulletin de Méthodologie Sociologique (BMS)*, n° 54, mars 1997, 64-112. Voir le site <<http://fr.groups.yahoo.com/group/legram>>, consulté le 14 mars 2009.

peut percevoir un changement, il est constamment influencé par l'ordre du jour du magazine qui fixe les priorités et met en exergue les thèmes et les idées qu'ils souhaitent proposer par le cadrage ou *agenda-setting*. Si nous prenons le cas de la politique européenne, nous pouvons résumer dans le tableau suivant les idées qui sont souvent marquées en premier lieu :

Tableau 22 Image de l'Europe

Lexique	Fréquence
<i>British interests</i>	35
<i>Independence</i>	25
<i>Economic cooperation rather than Super State</i>	14
<i>Eurosceptics</i>	13
<i>Sovereignty</i>	9

Source : Lexique choisi dans notre corpus de *The Economist* de 1997 à 2005

The Economist mentionne souvent un lexique référant aux intérêts des Britanniques (35 fois), l'expression eurosceptique est également récurrente (13 fois), quant à la coopération économique, elle est formulée (14 fois) et l'indépendance du Royaume-Uni est citée (25 fois). Ce tableau souligne que l'hebdomadaire se méfie d'un Super État Européen, il souhaite voir un échange économique en gardant la souveraineté du Royaume-Uni et son indépendance. Les thèmes tels que souveraineté et indépendance sont souvent évoqués afin d'attirer l'attention du lecteur, qui peut être lui-même sceptique ou européen convaincu. L'utilisation de ces thèmes ne vise pas à imposer le choix du magazine mais plutôt à diriger l'attention du lecteur sur quoi il doit se concentrer. Dans le tableau suivant, nous proposons un exemple des thèmes ou du lexique souvent mis en évidence concernant les attentats du 11 septembre, *The Economist* fixe sa priorité depuis cette attaque tragique qui a marqué les Américains.

Tableau 23 **Image du 11 septembre**

Lexique	Nombre
<i>Threat memory</i>	50
<i>Dangerous world</i>	45
<i>Terror</i>	42
<i>Hostile world</i>	25
<i>Terrible memory</i>	7

Source : Lexique choisi dans notre corpus de *The Economist* de 1997 à 2005

Pour *The Economist*, l'impact des attaques du 11 septembre représente une menace pour le monde, pour les démocraties et pour la liberté. Le journal ne se demande pas pourquoi ces attaques ont eu lieu, qu'elles sont les causes du terrorisme. Il se focalise sur la terreur et les terroristes et néglige les causes de ces attaques. *The Economist* n'invite pas le lecteur à comprendre la cause des actes terroristes, il met en exergue la légitimité de la guerre. Le cadrage qu'il utilise est bien déterminé, il vise à mettre en évidence une idéologie et aspire à façonner l'opinion des lecteurs qui ne savent rien des causes de l'attaque du 11 septembre, et ignorent ce qui se passe dans le monde. L'importance du choix du lexique et la pertinence des thèmes des articles expliquent l'ordre du jour de *The Economist*. Le dernier exemple que nous proposons concerne la guerre d'Irak où le magazine nous surprend en soutenant cette guerre sans l'aval des Nations Unies. Le magazine essaie d'expliquer la nécessité de cette action militaire sans se soucier de ses conséquences. Les arguments relatifs à la guerre sont souvent exprimés et exposés. Le journal évoque le danger que suscite Saddam Hussein pour son peuple, pour ses voisins et pour le monde. Saddam Hussein est considéré comme un dictateur sanguinaire sans scrupule, il est accusé de posséder des armes de destruction massive même si les forces américaines en Irak ne les trouvent pas à la fin de la guerre. Le lecteur est implicitement influencé par le cadrage qu'adopte le journal, des thèmes tels que le danger, la menace, la dictature, la tyrannie sont mis en évidence, alors que la légitimité de la guerre, le pourquoi de la guerre sont négligés et occultés. Le lexique suivant sélectionné résume l'attitude de *The Economist* vis-à-vis de la guerre.

Tableau 24 **Image de Saddam Hussein**

Lexique	Fréquence
<i>Weapons of mass destruction</i>	89
<i>Danger to the world</i>	8
<i>Dictator</i>	7
<i>Threat to peace</i>	6
<i>Tyrant</i>	4

Source : Lexique choisi dans notre corpus de *The Economist* de 1997 à 2005

Nous notons une sorte de matraquage médiatique par l'utilisation du lexique (armes de destruction massive) plus de (80 fois) qui vise à influencer et à convaincre le lecteur que ces armes existent vraiment. Le président George W. Bush et le Premier ministre Tony Blair font souvent allusion dans leur discours à ces armes, sans toutefois réussir à démontrer leur existence. L'argument qui considère que l'Irak est une menace s'inscrit dans le même contexte de la préparation de l'opinion publique quant à la nécessité de cette guerre. Cette approche de l'ordre du jour (*framing* ou *agenda-setting*) nous semble intéressante puisqu'elle souligne l'importance du choix du lexique sélectionné dans le but de convaincre, d'attirer l'attention du lecteur. Cependant, nous considérons que l'étude de l'analyse critique du discours demeure plus pertinente en tant qu'approche. Elle représente un champ de recherche relativement récent et très divers, dans lequel se mêlent les contributions des linguistes, des sociologues, des psychologues, des philosophes, au carrefour des sciences humaines et sociales.

Conclusion de la deuxième partie

Nous avons montré la façon dont *The Economist* affiche l'image de Tony Blair, de son parti, de sa relation avec l'Europe, avec les présidents Bill Clinton et George W. Bush. *The Economist* n'hésite pas à soutenir l'effort de guerre au Kosovo, en Afghanistan ou en Irak. Que ce soit au Kosovo, en Afghanistan ou en Irak, *The Economist* défend son point de vue, sa conception de la politique internationale où l'ingérence anglo-américaine est souvent ménagée et parfois exhortée. Nous avons souligné l'importance des références politiques, culturelles et historiques qu'évoque le magazine pour appuyer ses idées et affiner ses préférences. Cependant, pour mieux comprendre le discours et l'idéologie de *The Economist*, nous proposons de faire une analyse exhaustive en nous basant sur l'étude assez récente de l'analyse critique du discours (*Critical discourse analysis*), c'est le but de la troisième partie.

Troisième Partie

Analyse critique du discours

Introduction

Dans son ouvrage *Language in the News*⁵⁸⁹, Roger Fowler précise que la langue des médias n'est pas neutre mais plutôt constructive, elle est une pratique, en fait elle est un discours. Il affirme que, par exemple, *The Sun* est différent de *The Independent*, les lecteurs des deux quotidiens sont également différents sur le plan socio-économique. Les médias sont des représentations du monde dans un langage précis car la langue est un code sémiotique qui impose des structures de valeurs dont les origines sont socio-économiques⁵⁹⁰. Les médias ne sont pas des réflexions sur des faits indépendants du contexte socio-économique, chaque expression, chaque mot dans un texte est utilisé pour étayer et faire valoir une idée. Il y a plusieurs manières de dire les mêmes choses, cette différence relève de distinctions idéologiques. Fowler conclut en disant que tout message médiatique défend une position idéologique particulière. C'est par le biais de leurs discours que les journalistes expriment et reproduisent leurs positions, leurs opinions, leurs idéologies ; ces discours sont les produits individuels ou collectifs de leurs membres.

D'autre part, le discours est une pratique sociale parmi les autres, presque unique propre aux élites et aux institutions. À cet égard, Teun Van Dijk⁵⁹¹ admet que le discours est la seule manière d'exprimer et de reproduire les préjugés racistes dans la société. Van Dijk souligne⁵⁹² également que tout ce que les gens savent sur les immigrés et les minorités vient des médias, et cela vaut aussi pour leurs opinions et leurs attitudes qui à leur tour, constituent la base de pratiques sociales qui mènent à la discrimination, c'est pour cela que le rôle des élites est très important. Le discours des élites contribue à diffuser et à renforcer les préjugés et les idéologies courantes. L'analyse du discours est principalement vue comme un outil méthodologique, ou plutôt comme un objet d'investigation ; d'autre part, elle nous amène à concevoir comment et pourquoi un texte signifie ce qu'il signifie. La contribution décisive de Van Dijk à l'émergence et au développement du paradigme de la *Critical Discourse Analysis* lui a en effet assuré une

⁵⁸⁹ Roger Fowler, *op. cit.*, 85.

⁵⁹⁰ *Ibid.*

⁵⁹¹ Teun Van Dijk, « Principles of critical discourse analysis », *Discourse and Society*, 4 (2), 1993, 249-283.

⁵⁹² *Ibid.*

renommée qui, à l'heure actuelle, dépasse de loin les frontières du monde académique anglophone. Nous proposons, dans cette troisième partie, d'opter pour l'analyse critique du discours selon les théories de Van Dijk et de Norman Fairclough. Pour Fairclough⁵⁹³, les discours ne peuvent pas être observés directement, ils peuvent seulement être explorés grâce à l'analyse des textes qui les constituent. L'analyse critique du discours inclut donc l'analyse d'un recueil de textes, elle présente les façons dont ils sont rendus signifiants à travers leurs liens avec d'autres textes. Cette approche vise aussi à montrer la façon dont les discours s'enchaînent avec d'autres discours. Cette approche s'occupe également de voir comment les discours sont communiqués, disséminés, et comment ils sont « reçus et consommés ».

Van Dijk⁵⁹⁴ souligne que peu de domaines des sciences sociales sont aussi étroitement liés que ceux qui ont trait à l'étude de la politique, de l'idéologie et du discours. La politique est l'un des domaines de la société où les pratiques sont presque exclusivement discursives. La cognition politique est par définition, basée sur l'idéologie, et les idéologies politiques sont en grande partie reproduites par le discours. Cette approche méthodologique de Fairclough et de Van Dijk nous aidera à cerner le discours idéologique de *The Economist*. Nous proposons d'analyser les récurrences des mots dans notre corpus, ainsi que quelques procédés de la langue dont la modalité, les pronoms, la nominalisation, le discours direct, indirect et la voix passive. Nous présentons également quelques aspects du rôle de la métaphore, de l'ironie, de l'humour et des caricatures qui relèvent de la subjectivité dans *The Economist*. Ce travail est loin d'être celui d'un linguiste ; le but recherché est de révéler le côté subjectif et la dimension idéologique du journal à travers une analyse critique du discours.

⁵⁹³ Norman Fairclough, *Discourse and social change*, Cambridge : Polity Press, 1992, 56.

⁵⁹⁴ Teun Van Dijk, « Discourse as an interaction in society », in Van Dijk, *Discourse as social Interaction*, Londres : Sage, 1997, 1-37.

Chapitre I L'approche de l'analyse critique du discours

1) Aperçu historique

Jürgen Habermas, qui contribue à la fondation de l'école de Francfort⁵⁹⁵, représente l'une des sources les plus importantes du développement de l'analyse critique du discours ou CDA. Imprégnée d'une orientation néo-marxiste, la CDA suit les idées théoriques de Michel Foucault et de Michel Pêcheux qui élaborent le principe d'un système abstrait d'idéologie socio-politique dans la construction de la société moderne. Le langage devient l'instrument principal par lequel l'idéologie est transmise, mise en action et reproduite⁵⁹⁶. La CDA apparaît tout d'abord sous le nom de *Critical Linguistics* élaboré par des linguistes⁵⁹⁷ de l'université d'East Anglia tels que Roger Fowler, Norman Fairclough et Ruth Wodak⁵⁹⁸. Ils ont été influencés par les travaux de Foucault dont principalement l'idée que la langue est un moyen de construction sociale. Étant pluridisciplinaire, la CDA s'est imprégnée d'autres disciplines telles que la rhétorique classique, la linguistique des textes, la sociolinguistique, la pragmatique. Bien qu'il existe diverses approches théoriques, les analystes du CDA partagent la vision centrale que le langage est un moyen de construction sociale. Selon Wodak, la langue est un phénomène social où non seulement les individus mais aussi les institutions représentent des valeurs spécifiques qui sont exprimées dans ce langage de façon systématique. Les textes sont des unités de langue dans la communication et les lecteurs ne sont pas passifs dans leurs relations avec le texte.

⁵⁹⁵ L'École de Francfort est le nom donné, dans les années 1960, à un groupe d'intellectuels allemands réunis autour de l'Institut de recherche sociale fondé en 1923 et soutenu par le mécène Felix Weil. Connue pour ses illustres chercheurs, parmi lesquels on compte notamment Theodor W. Adorno, Max Horkheimer, Herbert Marcuse et Walter Benjamin, son projet initial était d'accomplir une analyse critique des sciences sociales dans une perspective néo-marxiste. L'école de Francfort est notamment connue pour s'être penchée sur l'apparition de la culture de masse dans les sociétés modernes, dont elle développera une critique à l'aide du concept de l'industrie culturelle. Jürgen Habermas contribuera à fonder ce que l'on nommera la « Seconde génération de l'École de Francfort », sa réappropriation de la théorie critique fait de lui non seulement l'héritier de Horkheimer, mais aussi un innovateur susceptible de libérer la théorie critique.

⁵⁹⁶ Mary Talbot, Karen Atkinson & David Atkinson, *Language and Power in the Modern World*, University of Alabama Press, 2003, 36.

⁵⁹⁷ Roger Fowler est une sommité mondiale, professeur d'anglais et de linguistique à l'Université d'East Anglia. Il est l'auteur de *Language in the News : Discourse and Ideology in the Press*, Londres : Routledge, 1991.

⁵⁹⁸ Voir Ruth Wodak, « What CDA is about ? Summary of its history, important concepts and its development », in Ruth Wodak & Michael Meyer eds, *Methods of critical discourse analysis*, London : Sage, 2001, 5.

Cette vision générale avancée par les théoriciens de la CDA, Van Dijk, Fairclough, et Wodak estiment que le discours peut soutenir une situation sociale, économique, politique, et peut également contribuer à la transformer. Van Dijk estime que l'analyse socio-politique du discours est devenue un mouvement scientifique qui s'est attaché aux faits de société plutôt qu'aux paradigmes académiques. Teun Van Dijk souligne que le discours exprime, partage ou contribue à la production de l'inégalité⁵⁹⁹. Dans son ouvrage⁶⁰⁰, *News as Discourse*, Van Dijk considère que l'information est comme un genre de discours. Il se focalise sur des modèles cognitifs qui constituent les connaissances et les pensées des individus. Il établit des liens entre les textes et le contexte pour montrer la façon dont les relations sociales et les processus sociaux s'accomplissent puis sont reproduits dans la presse.

Par exemple, il explique la façon dont le racisme dans les Pays Bas est construit, présenté et reproduit dans les différentes structures linguistiques du texte journalistique. Les discours sont des produits issus d'un contexte et ne peuvent être compris sans que ce contexte soit pris en considération : les discours ne sont pas seulement pris dans une culture, une idéologie et une histoire, mais sont aussi connectés inter-textuellement aux autres discours. Sur un autre plan, nous pouvons admettre que les discours produisent des effets idéologiques, ils mettent en évidence la nature discursive et linguistique des rapports de force et de pouvoir à l'œuvre dans la société. La langue est un objet important pour les analystes du discours, par son biais, la CDA vise à faire une investigation critique de l'inégalité sociale ; elle contribue à comprendre comment cette inégalité est exprimée, signalée et légitimée. Selon les analystes de la CDA, la langue est un moyen ou agent de domination et une force sociale. La langue sert à légitimer les relations de pouvoir, en fait la langue est ainsi idéologique. Wodak⁶⁰¹ admet que le but de la CDA est de démystifier et de déchiffrer les idéologies à travers le discours. Nous proposons de nous concentrer sur cette approche (CDA) car comme l'indiquent Bell et Garrett⁶⁰², elle a produit la plus grande quantité de recherches sur le discours médiatisé et remporte un succès dans la recherche anglophone.

⁵⁹⁹ Teun Van Dijk, « De la Grammaire des textes à l'analyse socio-économique du discours », in *Le Français dans le monde*, numéro spécial, Paris : Hachette, 27-28, 1996.

⁶⁰⁰ Teun Van Dijk, *News as Discourse*, New Jersey : Lawrence Erlbaum Associates, 1988, 29.

⁶⁰¹ Ruth Wodak, *op. cit.*, 10. « *One of the aim of CDA is to demystify discourse and deciphering ideologies* ».

⁶⁰² Allan Bell & Peter Garrett, *op. cit.*, 6.

Nous tenons, dans la lignée des recherches en communication, à traverser les frontières disciplinaires. En effectuant la passerelle entre l'aspect historique, social et l'aspect linguistique, nous nous dotons d'angles complémentaires pour notre recherche. Il nous semble nécessaire de transcender l'analyse de la dimension linguistique pure et d'inclure la dimension historique, politique. Nous commençons tout d'abord par une introduction des trois chercheurs, à savoir, Van Dijk, Wodak et Fairclough puis nous aborderons l'étude du discours de *The Economist*. Selon Van Dijk, la relation entre domination et discours est importante, il prétend que ceux qui contrôlent les dimensions du discours possèdent le plus de pouvoir. Il existe un parallèle entre cette hypothèse et celui de la doctrine de Marx, où ceux qui contrôlent les moyens de production contrôlent le capital. Van Dijk estime que les groupes puissants ont l'accès au discours.

Selon Van Dijk, le pouvoir et la domination des groupes peuvent être mesurés par leurs contrôles et accès aux discours. En fait, les idéologies sont les fondements cognitifs sociaux qui reflètent les intérêts et les valeurs d'un groupe. Van Dijk admet que le contexte joue un rôle crucial dans le discours ; il distingue un contexte global et local. Le premier est défini par le contexte social, culturel, politique et historique dans lequel la communication a lieu. Le second est un écho du concept sociolinguistique. Van Dijk indique ce que nous disons, et comment nous le disons, dépend de qui parle à qui, quand et où et avec quelle intention⁶⁰³. D'autre part, il admet que ce ne sont pas les faits qui définissent la cohérence, mais plutôt la manière dont les faits sont interprétés par la langue. Ces interprétations sont personnelles, subjectives et partiales. Van Dijk avance l'argument suivant, comprendre un discours signifie être capable de construire un modèle pour lui ; ces modèles sont des représentations mentales stockées dans la mémoire. Pour Van Dijk, la CDA est une approche qui traite du pouvoir de la domination et de l'inégalité sociale, elle tend à se concentrer sur les groupes, les organisations et les institutions et ainsi nécessite une analyse du domaine social. Pour comprendre la façon dont les utilisateurs de la langue exercent leurs pouvoirs, il va falloir examiner les marqueurs linguistiques tels que l'intonation, le lexique, la cohérence, l'ordre des mots, les structures des prépositions, les présupposés, les allusions, les figures de style, la

⁶⁰³ Van Dijk, « Multidisciplinary Critical Discourse Analysis : A Plea For Diversity », in Ruth Wodak & Micheal Myer (eds), *Methods of Critical Discourse Analysis*, London : Sage, 2001, 108. « *What we say and how we say it depends on who is speaking to whom, when and where and with what purpose* ».

structure syntaxique, etc. La CDA s'intéresse à la manière dont la représentation des groupes est polarisée, c'est-à-dire la polarisation : entre « nous et eux ». À cet égard, nous allons voir des aspects que le magazine utilise, pour marquer son idéologie en s'opposant à la vision des autres. Ruth Wodak présente une approche historique du discours qui est basée sur le modèle sociolinguistique ainsi que celle de l'école de Francfort de Habermas. Elle intègre systématiquement toutes les informations disponibles dans l'analyse et l'interprétation de plusieurs textes écrits ou parlés⁶⁰⁴. Cette approche vise à identifier et exposer les codes d'allusions contenus dans un discours partial. Ce discours a pour objectif de découvrir les incohérences et les contradictions dans un texte, il vise également à démystifier le caractère persuasif et manipulateur des pratiques du discours. Wodak estime que le milieu social et le contexte jouent un rôle important lors de l'analyse du discours.

Elle considère que la CDA est une approche historique qui permet de mettre en relief l'opposition entre « nous et eux » dans le discours (*us and them*). Le terme critique dans la CDA vient du refus de prendre pour argent comptant tous les aspects de l'inégalité sociale, et témoigne d'une réflexion sur le positionnement du chercheur en temps qu'acteur d'une société. La conception du discours implique cette réflexion sur son intrication avec l'idéologie et les rapports de pouvoir. Pour les théoriciens de la CDA, elle n'est pas une école qui se serait unifiée autour d'une méthodologie commune, mais bien un programme qui milite pour une conception de la pratique de l'analyse du discours. Le mot critique ou (*critical*) dans la CDA signifie que rien n'est considéré comme acquis, mais plutôt sceptique, l'importance de la CDA réside dans le fait qu'elle essaie de proposer des solutions. La CDA vise également à rendre clair et manifeste les relations de pouvoir et d'idéologies qui sont a priori opaques. Dans son livre *New Labour New Language*⁶⁰⁵, Norman Fairclough admet que le but ultime de l'analyse critique du discours n'est pas tant de décrire, mais bien de faire comprendre au public, qui ne maîtrise pas forcément tous les codes, comment se concrétisent les jeux et enjeux de pouvoir dans et par le langage. Selon Fairclough, la CDA doit être utilisée comme ressource dans la lutte contre l'exploitation et la domination.

⁶⁰⁴ Ruth Wodak, *op. cit.*, 15.

⁶⁰⁵ Norman Fairclough, *New Labour New Language*, Londres : Routledge, 2000, 7. Fairclough cite : « *I think the main point of writing such a book is that a focus on the language of New Labour can enhance our understanding, as well as analysis, of the politics of New Labour* ».

Il est considéré comme étant le plus néo-marxiste des théoriciens de la critique de l'analyse du discours. Pour lui, le discours n'est que le produit de réflexion sociale, il l'affine et le consolide, il produit et reproduit l'existence des structures sociales. Fairclough met en relief l'importance de l'intertextualité où la production et l'interprétation d'un texte sont tirées d'autres textes et types de textes qui sont culturellement disponibles. Dans *New Labour New Language*, Fairclough réalise une analyse du discours de Tony Blair⁶⁰⁶ qui faisait une déclaration après la mort de la princesse Diana en septembre 1997. Fairclough montre l'efficacité de ce message où Blair utilise une langue officielle pour se faire passer comme le porte-parole de la nation. Le discours commence par le pronom *I* ou je, qui reflète l'état émotionnel du Premier ministre, Fairclough admet que ce discours est préparé par les *spin doctors*, dont en particulier Alastair Campbell, c'est un texte précis⁶⁰⁷ et rigoureux qui touche le peuple. À travers cet exemple, Fairclough essaie de nous montrer que le linguiste, étudiant le discours politique et médiatique, est au centre de la société dans laquelle il joue le rôle de révélateur. Il commence par identifier et décrire le problème social à analyser, puis continue par l'analyse structurelle du contexte, puis sur l'interaction de l'analyse qui se concentre sur le caractère linguistique (agents, temps, la modalité la syntaxe). La CDA s'occupe de voir comment le rôle du discours reproduit et met en question la domination sociopolitique⁶⁰⁸. Fairclough et Wodak admettent que la langue n'est pas tellement puissante en elle-même, elle requiert sa force par l'utilisation de gens puissants et influents. Ainsi, le discours utilisé par des gens puissants tels que les hommes politiques requiert une grande importance, car ces derniers, en vertu de leurs influences et puissances, ont accès aux médias. Fairclough admet que la CDA possède des objectifs politiques, par exemple, en signalant les discriminations politiques ou le racisme, le discours devient un instrument par lequel les gens deviennent constitués comme des sujets de la société. La langue et l'idéologie se complètent, elles permettent de produire et reproduire les inégalités dans les relations sociales.

⁶⁰⁶ *Ibid.* « *I feel like everyone else in the country today utterly devastated. Our thoughts and prayers are with Princess Diana's family in particular her two sons, two boys, our hearts go out to them. We are today a nation, in Britain, in a state of shock, in mourning, in grief that is so deeply painful for us* ».

⁶⁰⁷ *Ibid.* « *It is as if Blair (with his advisors-the speech has been attributed to Alastair Campbell) had started with the official form of words, then personalised and informalised it. He uses a vernacular language of affect as well as a public one* ».

⁶⁰⁸ Allan Bell and Peter Garrett, *op. cit.*, 6.

L'aspect idéologique de l'utilisation de la langue est souvent implicite et invisible, il en est de même pour les relations de pouvoir. Le discours fait partie intégrante du social, il représente des interactions dans une situation sociale donnée. Dans notre recherche, nous proposons de dégager quelques aspects de ces trois théories de la CDA. Nous ne pouvons pas en étudier tous les aspects. Nous verrons que si le discours de *The Economist* est une utilisation de la langue, celle-ci recouvre plusieurs champs d'investigation : la syntaxe, le lexique, la voix passive, les différentes expressions de la modalité etc. Par exemple, la récurrence du lexique montre le choix délibéré du magazine qui vise à faire passer un message, il en est de même pour l'emploi des références historiques, culturelles, politiques ou religieuses. Nous aborderons également l'utilisation de la métaphore, de l'humour, de l'ironie et de la caricature. Tous ces éléments nous permettent de dégager le côté implicite, caché du discours de *The Economist*. L'étude du lexique est utile dans la mesure où elle dévoile selon Van Dijk, l'importance de l'idéologie et des relations de pouvoirs ; l'étude de la modalité et d'autres aspects de la langue permettra, comme le décrivent Fairclough et Wodak, de dégager l'aspect implicite du discours. Nous proposons dans ce qui suit de faire l'analyse du discours de notre corpus constitué de 102 articles. Nous ferons le point sur le choix des mots, de leurs occurrences, de leurs contextes et de leurs valeurs idéologiques.

2) Étude statistique du lexique

Delphine Perret⁶⁰⁹ précise que : « Tout lexique, quand il est employé par un locuteur dans son discours, représente un choix particulier que celui-ci fait un rapport à ce dont il parle ». Le lexique désigne ce dont le locuteur parle d'une certaine façon pour une certaine raison, et il exprime de cette sorte sa relation au sujet de son discours. Émile Benveniste⁶¹⁰ admet que le langage ou le lexique est la possibilité de la subjectivité, du fait qu'il contient toujours les formes linguistiques appropriées à son expression. Ainsi, le discours provoque la subjectivité, du fait qu'il consiste en « instances discrètes ». Roger Fowler⁶¹¹ souligne que le lexique révèle la capacité du locuteur à percevoir les sentiments, les pensées, c'est un signe et un point de vue subjectif. Selon Fowler, aucun discours n'est totalement indépendant du côté subjectif. Nous admettons que le langage nous fournit des informations sur l'attitude du locuteur, ce qui varie, c'est le degré d'investissement émotionnel de la part du locuteur.

À travers le discours, le lexique révèle l'état d'esprit, la classe, l'idéologie de celui qui parle. La subjectivité dont nous traitons ici est la capacité du locuteur à se poser comme sujet. Le langage utilisé nous laisse des traces, c'est à nous de les décoder et les déchiffrer pour en comprendre le but visé. Le choix du lexique utilisé par le journaliste n'est pas fortuit, il permet au lecteur d'appuyer ou de rejeter les idées véhiculées. Comme le montre Van Dijk⁶¹² le langage utilisé par un journal révèle une intention de la part du locuteur, car tout message médiatique n'est pas innocent, il possède une intention, cette intention vise à faire passer un certain message au lecteur. Ce message n'est pas souvent évident ou explicite, le locuteur peut dissimuler ses idées, ainsi que son idéologie d'où la nécessité de décoder, déchiffrer et d'analyser le discours.

⁶⁰⁹ Delphine Perret, « *Les appellatifs* », in *Langages*, Vol. 5, n° 17, 1970, 112-118.

⁶¹⁰ Émile Benveniste, *Problèmes de linguistiques générales*, Paris : Gallimard, 1966, 263.

⁶¹¹ Roger Fowler, *Language in the News*, Londres : Routledge, 1991, 136.

⁶¹² Teun Van Dijk, *Discourse as Social Interaction*, Londres : Sage, 1997, 152.

Si nous prenons le cas de *The Economist*, nous verrons qu'il aspire à ce que le lecteur arrive à reconnaître l'intention du message passé, par conséquent manipuler le langage du message s'avère être un moyen et une intention pour atteindre l'objectif final du magazine. L'attitude du journal peut paraître neutre, hostile ou sympathique à une cause donnée. Yule et Brown⁶¹³ admettent que le rôle d'un article est de provoquer les attentes du lecteur ; Roger Fowler⁶¹⁴ souligne qu'aucun discours n'est gratuit ou innocent, l'intention du locuteur demeure toujours reconnaissable, puisque ce dernier laisse des traces à travers son langage. Le côté subjectif d'un journal est censé être décodé et déchiffré par le langage. À cet égard, Allan Bell affirme que : « Les informations ou les nouvelles sont ce qu'une source d'autorité demande à faire passer »⁶¹⁵. Ceci corrobore l'idée que rien n'est fortuit, l'importance du texte réside dans la fréquence de ses expressions épistémiques, dans son lexique, dans l'emploi de la modalité, ou celle des métaphores qui ouvrent aux lecteurs l'horizon d'appuyer, de saisir le message du texte ou bien alors de le réfuter et d'en rejeter les idées. Dans l'étude de notre corpus, nous avons opté pour l'utilisation du logiciel concordance⁶¹⁶, ce logiciel permet de faire un tri rapide de tous les mots du corpus, de les situer en contexte (Kwic : *key word in context*), de compter le nombre d'occurrences. Dans cette recherche, qui ne prétend pas d'être exhaustive, nous avons tenté automatiquement de repérer certains fonctionnements linguistiques. Notre corpus comprend plus de 117 000 mots, soit une moyenne de 1063 mots par article. Christine Jacquet-Pfau⁶¹⁷ souligne que les logiciels de concordance s'avèrent une aide précieuse pour reconstituer les réseaux lexicographiques et offrent la possibilité de travailler sur les différentes variations et nuances d'un terme, cependant, nous estimons que ce logiciel ne peut pas effectuer un travail linguistique poussé, par exemple, nous ne pouvons pas faire une étude thématique. Selon Van Dijk⁶¹⁸ la fonction thématique du titre est celle d'exprimer le thème le plus important de l'article, tandis que les sous-titres au sein de l'article, expriment les causes ou les conséquences importantes.

⁶¹³ Gillian Brown & George Yule, *Discourse analysis*, Cambridge : Cambridge University Press, 1983, 56.

⁶¹⁴ Roger Fowler, *op. cit.*, 136.

⁶¹⁵ Allan Bell, *The Language of News Media*, Oxford : OUP, 1991, 190.

⁶¹⁶ Voir le livre de Jacques Anis, *Internet, communication et langue française*, Paris : Hermès, 1999.

⁶¹⁷ Christine Jacquet-Pfau, « L'intérêt des logiciels de concordance pour la traduction », in *Persee*, vol. 28, n° 116, 1994, 82-86. Voir le site <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/lgge_0458->, consulté le 24 décembre 2005.

⁶¹⁸ Teun Van Dijk, *op. cit.*, 69.

Nous verrons plus loin que ces titres sont des questions et des phrases impératives qui relèvent d'un côté subjectif de la part du magazine. À part l'importance des titres du magazine, nous constatons la présence dans notre corpus d'un lexique récurrent concernant plusieurs thèmes tels que la relation anglo-américaine, l'esprit d'entreprise, le Parti *New Labour* et les idéaux de *The Economist*. Ce lexique est désigné par le journal afin d'appuyer un point de vue politique et idéologique. Nous résumons la récurrence du lexique par les tableaux suivants, nous commençons par le tableau 25.

Tableau 25
La relation Anglo-Américaine

Récurrence du lexique	Fréquence
<i>Anglo-protestant</i>	4
<i>Pro-american</i>	6
<i>Pivotal</i>	7
<i>Anglo-american</i>	8
<i>Transatlantic</i>	10
<i>Atlanticist</i>	17
<i>Special Relation</i>	26

Source : Corpus choisi dans *The Economist* de 1997 à 2005

Selon la récurrence calculée par le logiciel concordance de notre corpus, nous constatons que *The Economist* fait souvent référence à la relation spéciale, plus de (26 fois), ce qui souligne la position du magazine à promouvoir cette relation mythique et à encourager son existence. L'utilisation des mots atlantiste cité (17 fois) ou bien « transatlantique » (10 fois) indique un penchant de l'hebdomadaire à opter pour cette relation avec l'allié américain, plutôt que d'œuvrer pour l'Union européenne. Ces chiffres semblent montrer que le journal est enclin à évoquer la relation spéciale plus que les autres. *The Economist* affiche son intérêt pour le rôle que peut jouer le gouvernement britannique entre les deux rives de l'Atlantique. L'attitude à être pro-américain confirme la disposition du magazine à propager l'idéal anglo-saxon que les deux peuples anglais et américains partagent, à savoir la culture, la langue, l'histoire et le destin. Dans le tableau suivant nous résumons le lexique qui fait référence aux affaires économiques et au monde capitaliste.

Tableau 26
Le monde des affaires

Réurrence du lexique	Fréquence
<i>Enterprise</i>	7
<i>Capital</i>	14
<i>Competitive</i>	18
<i>Pro business</i>	21
<i>Globalisation</i>	23
<i>Business</i>	33
<i>Private</i>	43
<i>Economic</i>	118

Source : Corpus choisi dans *The Economist* de 1997 à 2005

Nous constatons que *The Economist* demeure un magazine des affaires et du monde. Il utilise à maintes reprises l'adjectif *Economic* (118 fois) ainsi que l'adjectif *private* (43 fois) et (33 fois) le mot les affaires, *business*. Cette attitude s'aligne sur l'idéologie du magazine qui refuse l'intervention de l'État dans les affaires économiques et qui encourage le secteur privé. À l'instar des partisans du libéralisme économique, *The Economist* conteste à la fois la légitimité et l'efficacité de l'action étendue de l'État. Il considère notamment que la puissance publique n'a ni la légitimité, ni l'information nécessaire pour prétendre savoir mieux que les consommateurs ce qu'ils peuvent ou doivent consommer ou pour prétendre savoir mieux que les producteurs ce qu'ils peuvent ou doivent produire. L'admiration du journal vis-à-vis de la mondialisation⁶¹⁹ suscite l'intérêt, puisque qu'il la considère avantageuse et positive pour les pays riches ainsi que pour les pays en voie de développement. Nous percevons que la récurrence du lexique montre l'intérêt de *The Economist* vis-à-vis de la privatisation, du rôle du capitalisme ou bien de l'esprit libéral.

⁶¹⁹ *The Economist*, 16 décembre 2010. Dans cet article intitulé « *Globalisation, the redistribution of hope* », *The Economist* indique : « *For most of human history, only a privileged few have reasonably been able to hope that the future would be better than the present. Today the masses everywhere can. That is surely reason to be optimistic* ».

Ces sujets demeurent le centre de préoccupation de l'hebdomadaire. Le tableau 27 représente la fréquence de la récurrence du Parti conservateur et du Parti travailliste ainsi que la notion de gauche et droite.

Tableau 27

Le *New Labour* et les Conservateurs

Récurrence du lexique	Fréquence
<i>Communism</i>	2
<i>Socialism</i>	13
<i>Left</i>	62
<i>Conservative</i>	65
<i>Old</i>	73
<i>Right</i>	92
<i>Thatcherism</i>	104
<i>Tory</i>	175
<i>New</i>	254
<i>New Labour</i>	289

Source : Corpus choisi dans *The Economist* de 1997 à 2005

En étudiant ce tableau, nous remarquons que *The Economist* utilise un lexique interchangeable, le magazine cite par exemple Tory, conservatrice et Thatcherisme (175+65+104=344) alors qu'il mentionne (289 fois) le mot nouveau travailliste. Rappelons qu'entre 1997 et 2006, c'est le Parti travailliste qui était au pouvoir, cependant *The Economist* fait souvent référence à la droite et aux idées de Thatcher dont il loue l'idéologie libérale. Nous constatons également la grande fréquence de l'adjectif nouveau (*new*) que le magazine utilise pour l'opposer aux idées traditionnelles du Parti travailliste. Il évoque la rupture avec le passé des travaillistes, c'est le passé d'un parti proche des syndicats qui prêche le socialisme et l'intervention de l'État dans les affaires économiques. L'adjectif vieux (*old*) est utilisé juste (73 fois), il évoque l'héritage socialiste du parti. Cette opposition du clivage droite gauche ou du vieux et nouveau Parti travailliste met en relief la position de *The Economist* qui souhaite un changement favorable en rapport avec sa vision politique proche du parti de Margaret Thatcher. Si le magazine accueille la nouvelle équipe de Tony Blair et son idéologie, c'est à cause de son

éloignement et de sa rupture avec les idées de l'ancien Parti travailliste. Le lexique qui se réfère à la gauche est cité (13 fois) et celui du Parti communiste (2 fois). Cette attitude de *The Economist* corrobore sa suspicion des principes de la gauche et du communisme. Le tableau suivant met en relief les idéaux du journal.

Le tableau 28

Les idéaux du journal

Réurrence du lexique	Fréquence
<i>Elite</i>	4
<i>Empire</i>	9
<i>Liberty</i>	10
<i>Doctrine</i>	10
<i>Authority</i>	17
<i>Ideology</i>	32
<i>Freedom</i>	34
<i>Intelligence</i>	63
<i>Liberal</i>	64

Source : Corpus choisi dans *The Economist* de 1997 à 2005

La fréquence du lexique présenté souligne l'intérêt que porte *The Economist* à l'encontre des principes et des idées. Nous constatons que l'adjectif libéral est mentionné (64 fois) et intelligence (63 fois). Ceci indique que le magazine incarne une idéologie et un monde où il est censé défendre ses idées. D'autre part, nous remarquons que les concepts tels que liberté et idéologie sont utilisés respectivement (34 fois) et (32 fois). *The Economist* porte un grand intérêt à la liberté et à l'idéologie ; c'est un journal d'opinions qui s'adresse à une élite de pouvoir dont l'influence sur la politique ou l'économie n'est pas négligeable. Le magazine fait l'apologie de l'autorité, du conservatisme, il est également nostalgique du prestigieux passé britannique et de son empire. Les fréquences du mot autorité mentionné (17 fois) et empire utilisé (9 fois) semblent indiquer que *The Economist* voue une admiration pour l'histoire coloniale et la domination économique, politique et culturelle britannique. Ce lexique désigne l'opinion du magazine, le locuteur laisse des traces de sa présence et se focalise sur ce qu'il souhaite faire comprendre au lecteur.

L'analyse critique du discours se réfère à des facteurs extralinguistiques comme la culture, la société et l'idéologie. Notons également que la notion de contexte⁶²⁰ est cruciale pour la CDA, ainsi l'accent, l'intonation, l'ordre des mots, le style, le lexique, la cohérence, le mouvement sémantique, le choix du sujet, l'organisation schématique, les figures rhétoriques et la plupart des formes d'interaction sont en principe sensibles au contrôle de l'orateur. *The Economist* utilise souvent des comparaisons dans le but de faire valoir ses idées ; ces comparaisons relèvent de la subjectivité comme le décrit Ruth Wodak dans son analyse critique du discours où elle met en relief l'importance de l'approche historique et des codes d'allusion du discours partial. Nous remarquons que le lexique de *The Economist* peut paraître étranger et parfois peu familier, le magazine excelle dans son choix pour souligner la profusion, la richesse de son vocabulaire, et la qualité et l'analyse de ses articles que seul le lecteur cultivé ne saisisse l'ampleur.

⁶²⁰ Teun Van Dijk, « Multidisciplinary CDA : a plea for diversity », in Ruth Wodak, *Methods of Critical Discourse Analysis*, London : Sage, 20001, 95-120.

3) Les personnalités historiques, politiques et littéraires

The Economist utilise les diverses références politiques, culturelles, religieuses ou littéraires afin de faire passer un message, de revaloriser ou d'encourager une action politique ou économique de Tony Blair. Nous pouvons citer quelques exemples dans les tableaux suivants.

Tableau 29

Les personnalités politiques britanniques

Personnalités	Fréquence
Keir Hardie	1
Harold Macmillan	2
Benjamin Disraeli	3
Harold Wilson	3
Anthony Eden	3
Lord Palmerston	4
William Gladstone	5
Winston Churchill	11
Margaret Thatcher	54

Source : Corpus choisi dans *The Economist* 1997-2005

Ce sont des personnalités politiques britanniques importantes, depuis l'ère victorienne jusqu'à la période de Margaret Thatcher. *The Economist* compare l'image de Tony Blair à celle du Premier ministre Gladstone, Disraeli, etc. Le magazine souhaite que Blair agisse comme ses prédécesseurs l'ont fait pour la gloire et le rayonnement de la Grande-Bretagne. Nous constatons que Churchill est cité (11 fois) et Thatcher (54 fois) alors que les autres Premiers ministres sont moins mentionnés. La grande admiration de Churchill et surtout de Thatcher peut expliquer l'attitude de *The Economist* à les citer à maintes reprises. En louant ces deux figures politiques, l'hebdomadaire estime qu'ils défendent le principe de l'économie libérale et les intérêts nationaux du Royaume-Uni dans le monde. Un des aspects de cette comparaison est l'individualité que la critique semble avoir laissé

dans l'ombre : on a loué, on a blâmé ses hommes d'État. Par leurs oppositions politiques, ils ont cependant conjointement œuvré à faire du Royaume-Uni une démocratie parlementaire accomplie, fondée sur l'alternance politique. Ils ont également essayé de renforcer la suprématie britannique de par le monde en veillant toujours à limiter l'influence des autres grandes puissances. Que ce soit de gauche ou de droite, chaque figure a marqué sa période par ses desseins et actions politiques ; néanmoins *The Economist* voue une admiration pour certains plus que pour d'autres. Nous constatons que les comparaisons mises en évidence par le choix du magazine ne sont pas innocentes. Nous verrons plus loin qu'en ce qui concerne l'image de la politique étrangère britannique telle que celle de la guerre en Irak, *The Economist* loue l'image de la grandeur du Royaume-Uni, il oppose l'axe du bien contre l'axe du mal. L'axe du bien, incarné par les Américains et leur allié britannique sous l'égide de Blair, alors que l'axe du mal est symbolisé par l'Irak, la Serbie, et tous ceux qui sont contre la politique américaine dans le monde.

La référence des personnalités politiques vise à marquer les esprits et à offrir aux lecteurs une image symbolique dont le but essentiel est de rallier le lecteur aux idées du magazine. *The Economist* utilise un discours qui met en relief le rapport de domination entre deux forces ou deux idées, comme le mentionne George W. Bush et ses nouveaux conservateurs « l'axe du bien » et « l'axe du mal ». Il défend les valeurs du monde occidental contre ceux qui s'y opposent. L'Irak, la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord représentent le côté négatif, l'empire du mal. Selon *The Economist*, ces pays incarnent la menace, le danger que seule une puissance forte avec des alliés fidèles peuvent contenir. *The Economist* n'ignore pas que d'autres références méritent une certaine attention, telles que les personnalités politiques étrangères du monde.

Tableau 30 Les personnalités politiques

Personnalités du monde	Fréquence
Nasser	1
Charles de Gaulle	2
John F. Kennedy	3
Richard Nixon	3
Lyndon Johnson	4
Abraham Lincoln	5

Source : Corpus choisi dans *The Economist* 1997-2005

En citant le président Lincoln, *The Economist* essaie de montrer qu'il marque l'histoire au cours de la guerre civile entre 1861 et 1865 en préservant l'union des États-Unis. C'est l'exemple par excellence d'un homme dont le destin scelle l'histoire d'une jeune nation promue à un avenir de puissance. D'une façon implicite, il nous semble que *The Economist* nous invite à méditer sur le fait que Lincoln a vaincu les forces du mal en s'opposant aux sudistes et en gagnant la guerre. L'idéal d'Abraham Lincoln a pris le dessus sur les forces du « mal ». Cette relation de pouvoir entre Lincoln et les nordistes reflète une domination entre le « bien » et « le mal », l'exemple cité par *The Economist* peut servir de leçon pour le présent et le futur. Le message s'adresse à Blair qui a intérêt à imiter « l'esprit pragmatique » du président Lincoln. *The Economist* admet que Blair est loin de ressembler à Lincoln, Johnson, Kennedy et Nixon. Chacun des présidents possède son charisme, son génie politique et ses qualités. Blair peut marquer les esprits en prenant l'exemple de ces figures politiques. L'hebdomadaire souhaite que Blair possède les qualités de Lincoln qui a su garder l'union des États-Unis ou bien celles de Kennedy qui a fait face aux menaces du bloc soviétique ou enfin celles de Nixon qui n'a pas hésité à envoyer son armée au Vietnam pour contenir l'expansion du communisme en Asie.

Sur un autre plan, *The Economist* profile une image négative faite du président Charles de Gaulle, qui entrave l'entrée du Royaume-Uni à l'Union européenne et critique l'hégémonie américaine au sein de l'OTAN. Quant au président égyptien, Nasser, *The Economist* le considère comme un dictateur, hostile à l'Occident. *The Economist* fait allusion à Charles de Gaulle et Nasser afin de projeter le contexte d'opposition ou de domination entre diverses idéologies. De Gaulle incarne la grandeur de la France et aspire à la construction d'une Europe économique et politique forte mais aussi indépendante de l'allié américain. Quant à Nasser, il incarne le nationalisme arabe qui s'oppose aux intérêts occidentaux au Moyen-Orient. La fréquence de l'utilisation des hommes politiques américains peut laisser entendre que *The Economist* s'identifie comme partisan d'un ordre mondial dominé politiquement, économiquement et culturellement par le grand acteur américain. Dans le tableau suivant, nous remarquons que le magazine fait allusion à des personnalités historiques du monde.

Tableau 31

Personnalités historiques	Fréquence
Jules César	1
Nabuchodonosor	1
Saladin	1
Louis XIV	1
Napoléon	1
Machiavel	2
Henry IV	3
Henry V	3

Source : Corpus choisi dans *The Economist* 1997-2005

Dans le but d'encourager, de conseiller et d'exhorter la politique de Blair, *The Economist* cite l'exemple emblématique de grands personnages historiques du monde. Pour *The Economist*, ces hommes ont marqué l'histoire par leur qualité et leur génie, leur destin est différent. Chacun d'eux marque l'histoire par une idéologie, par l'effort de domination du monde. Blair ne sera guère leur égal ou leur émule, mais au moins, il pourra suivre leur exemple de manière positive dans leur relation avec le pouvoir.

Blair ne connaîtra pas la gloire de Jules César, de Napoléon, il n'aura pas non plus le courage de Saladin et la finesse de Machiavel, ni la puissance du roi soleil, néanmoins le Premier ministre est en mesure d'apprendre de ces hommes. Nous constatons que l'hebdomadaire mentionne plusieurs rois anglais tels que Henry IV et Henry V plutôt que les autres que *The Economist* semble ne pas apprécier. Ces hommes tels que Saladin ou le roi Babylonien Nabuchodonosor, rappellent la grandeur de l'Irak de la Mésopotamie. Les comparaisons utilisées par le magazine mettent en relief cette lutte ou cette domination entre deux mondes qui s'opposent, à savoir le monde du bien contre celui du mal. Ces références à des hommes politiques et historiques soulignent que *The Economist* s'adresse à un public averti, à une élite cultivée qui est censée comprendre ses allusions et ses exemples.

Cette élite est extrêmement influente, elle contribue à promouvoir ses idées et ses idéologies dans sa relation avec le pouvoir. Comme le mentionne Foucault⁶²¹, le pouvoir est consubstantiel au savoir, le savoir donne un avantage, voire une emprise sur ceux qui ne le possèdent pas, par exemple, le médecin sait ce qui est bon ou non pour la santé de chacun. Il s'établit alors un rapport de force entre celui qui sait, l'expert, et les profanes. Une des sources importantes du pouvoir est la parole. Avoir la parole, c'est avoir la possibilité de façonner le monde, de le redéfinir pour ceux qui écoutent. C'est marquer les frontières entre le bien et le mal, entre nous et eux, entre le normal et le pathologique. Pierre Bourdieu⁶²² estime que les mots façonnent un ordre social, puis rendent possible l'usage du pouvoir pour perpétuer cet ordre, du moins pour ceux qui maîtrisent le discours. Pour Bourdieu, les porte-paroles sont justement ceux qui maîtrisent le discours et qui représentent le mieux un ordre social. Ils savent manier avec art les mots qui touchent le corps social, qui a préalablement été préparé (socialisé) pour entendre et être touché par ces mots. Ainsi les mots exerceraient « un pouvoir typiquement magique : ils font croire et agir⁶²³. À cet égard, il faut signaler que le pouvoir est souvent dominé par

⁶²¹ Michel Foucault, *op. cit.*, 28.

Foucault est généralement connu pour ses critiques des institutions sociales, principalement la psychiatrie, la médecine, le système carcéral, et pour ses idées et développements sur l'histoire de la sexualité, ses théories générales concernant le pouvoir et les relations complexes entre pouvoir et connaissance, aussi bien que pour ses études de l'expression du discours en relation avec l'histoire de la pensée occidentale. Pour Foucault, le Pouvoir ne va pas sans le savoir et vice versa. Voir aussi Michel Foucault, *Les Mots et les Choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris : Gallimard, 1966.

⁶²² Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard, 1982, 25.

⁶²³ *Libération*, 19 octobre 1982, 28. Entretien de Didier Eribon avec Pierre Bourdieu.

une élite. Cette élite puise sa force dans sa connaissance du monde, dans son exercice du savoir. En se référant à *The Economist*, nous pouvons saisir cette dimension du savoir et de l'élitisme en résumant dans le tableau suivant les références littéraires utilisées par le magazine.

Tableau 32

Figures littéraires	Fréquence
Jacques Derrida	1
Harold Pinter	1
Jean-Paul Sartre	1
Cervantès	1
Alexandre Dumas	1
Herman Melville	2
Georges Orwell	3

Source : Corpus choisi dans *The Economist* 1997-2005

L'hebdomadaire semble enclin à citer plus les écrivains anglo-saxons que les autres, ce qui montre son affinité pour cette culture et le lien qui unit les deux peuples des deux rives de l'Atlantique. *The Economist* n'apprécie guère les élites européennes qui critiquent l'histoire et la politique américaines. Nous avons montré dans la deuxième partie que l'hebdomadaire prend la défense des Américains en se moquant de Sartre, de Derrida ou de Pinter qui n'hésitent pas à fustiger la politique américaine dans le monde. *The Economist* excelle dans son analyse par la fréquence des comparaisons et des exemples qu'il puise dans la littérature occidentale et universelle. En se référant à ces grands écrivains, *The Economist* se fixe comme but de cautionner ses idées politiques, économiques.

Il montre ceux qui y sont favorables et fustige ceux qui s’y opposent ou qui critiquent sa vision du monde. En se basant sur l’analyse critique du discours, nous considérons que les références sont sciemment répétées par *The Economist*. Le lexique cité n’est pas fortuit, il en est de même pour la langue ; d’autre part, les références de ces grands hommes mythiques, politiques, historiques ou littéraires appuient l’idée centrale qu’aucun discours n’est innocent. La fonction majeure du discours s’articule avec l’aspiration à faire passer un message, à promouvoir une cause ou « une idéologie ».

Le discours est capital puisqu’il est le moyen avec lequel le savoir est transmis d’une manière voulue et pour une cause déterminée. Le côté subjectif n’est pas facile à démystifier. Le lecteur possédant une certaine culture s’identifie par le discours au magazine ; ce lecteur appartient à une élite dynamique, proche du pouvoir qui ne manque pas d’intervenir en jouant un rôle dans la transmission des idées et du savoir. Dans un monde où la domination et les relations de pouvoirs sont d’une grande ampleur, l’élite exerce son rôle et contribue à promouvoir ses desseins politiques et économiques dans le monde. Dans les exemples suivants, nous pouvons percevoir la richesse de la langue utilisée par *The Economist* qui s’adresse à cette élite de lecteurs cultivés. Dans le tableau suivant, le magazine utilise parfois des mots français.

Tableau 33

<i>With a fête</i>
<i>This week’s bouleversement</i>
<i>Au revoir to the Quai d’Orsay</i>
<i>Après EU le déluge</i>
<i>One cause célèbre</i>
<i>Noblesse oblige</i>

Source : *The Economist*, 5 juillet 2003

Nous remarquons également que *The Economist* utilise des mots en allemand.

- *Schaden freunde galore* (joie sournoise), *Neue Mitte* (centre gauche).

- En Italien, par exemple, l'expression *sotto voce* (à voix basse).

The Economist utilise également plusieurs expressions latines telles que : (*ipso facto, de facto, mea culpa, status quo, ad hoc, casus belli, e pluribus unum*).

Sur un autre plan, le magazine adopte également un langage argotique américain peu familier qui est difficile pour le lecteur moyen ne possédant pas une culture américaine.

Nous avons sélectionné quelques exemples de mots rares, dont en particulier les mots suivants :

Tableau 34

1) Tut-tut :
2) Shibboleths
3) Shenanigans
4) Mumbo-jumbo

Source : Corpus choisi dans *The Economist* 1997-2005

Les Références de 1 à 4 : Tut-Tut est une interjection qui exprime une désapprobation et aussi un mécontentement. *The Economist* mentionne : « *French diplomats tut-tut about Germany refusal to face up to its global responsibility* », *The Economist*, 2 mai 1998, 12. *Shibboleths* est un mot hébreu qui désigne une phrase ou un mot ne pouvant être utilisé ou prononcé correctement que par les membres d'un groupe. Par extension, il se réfère parfois à un jargon spécialisé. Dans tous les cas il révèle l'appartenance d'une personne à un groupe. Il représente un signe de reconnaissance verbal. *The Economist*, 5 mai, 2005, 29. *Shenanigans* signifie la malice, l'espièglerie, les combines, les manigances. *Mumbo-Jumbo* veut dire charabia, quelque chose d'incompréhensible.

The Economist, 7 décembre 2005. « *So, what's all the fuss ? America seeks, but fails, to quell the uproar in Europe over CIA shenanigans* ».

The Economist, 5 décembre 2002. « *Had Osama bin Laden not proved his efficiency as a mass murderer, the world could afford to ignore the mumbo-jumbo al-Qaeda and its fellow-travellers pump out in order to justify their various atrocities* ».

The Economist du 1 avril 1999 explique : « *Instead of chewing over shibboleths and platitudes, you should remember that it is thanks to evil, mediterranean, continental Europe-a united Europe to which the British contribution has been half-hearted at best-that we have enjoyed 40 years of unprecedented peaceful integration of our peoples* ».

Jacques Hennot⁶²⁴, dans son *Economic and Financial Press*, précise que *The Economist* écrit dans un anglais très pur. Le lexique, qui est trié par l'équipe de la rédaction, contribue à la propagation des idées du magazine et de son idéologie ; il est capital pour la construction du discours médiatique. En fait, il laisse la trace spécifique de chaque magazine qui le différencie des autres ; ce lexique qui s'imbrique dans un style particulier du magazine marquera le côté subjectif du discours. Nous proposons dans le dernier chapitre de mettre en relief le « discours idéologique » de *The Economist* et l'aspect idéologique de l'utilisation de la langue, ainsi que les relations de pouvoirs qui sont souvent implicites et invisibles. Dans le chapitre suivant, nous abordons quelques aspects de l'analyse critique du discours selon l'approche de Norman Fairclough qui appelle ordre de discours les événements implicites discursifs.

L'ordre du discours est la totalité des pratiques discursives et des relations entre elles. Selon Fairclough⁶²⁵, une analyse du discours peut être critique dans la mesure où elle peut rendre visible des structures cachées, qui peuvent être critiquées. Les discours ne peuvent pas être observés directement, ils peuvent seulement être explorés grâce à l'analyse des textes qui les constituent. L'objectif que se fixe l'analyse de discours est donc d'explorer les liens entre le discours et la réalité sociale, d'étudier le texte (ou la production verbale). L'aspect idéologique de l'utilisation de la langue et des relations de pouvoirs est implicite et invisible. Nous essayerons d'aborder quelques exemples de l'analyse du caractère linguistique (la modalité, les verbes, les adverbes, les quantificateurs, la voix passive et autres cas). Il en est de même pour les métaphores, l'humour, l'ironie et les caricatures.

⁶²⁴ Jacques Hennot, *Economic and Financial Press*, Paris : PUF, 1993, 35.

⁶²⁵ Norman Fairclough, *Discourse and social change*, Cambridge : Polity Press, 1992, 56.

Chapitre II Procédés stylistiques

1) Les verbes et la modalité

Nous avons étudié dans notre corpus la fréquence des verbes les plus utilisés, l'histogramme suivant nous indique la récurrence des verbes tels que (*say, seem, think, claim, point out, state, sound*) plus que les autres. Notons que l'histogramme suivant mentionne des dizaines d'autres verbes qui ne sont utilisés qu'une fois.

Histogramme A

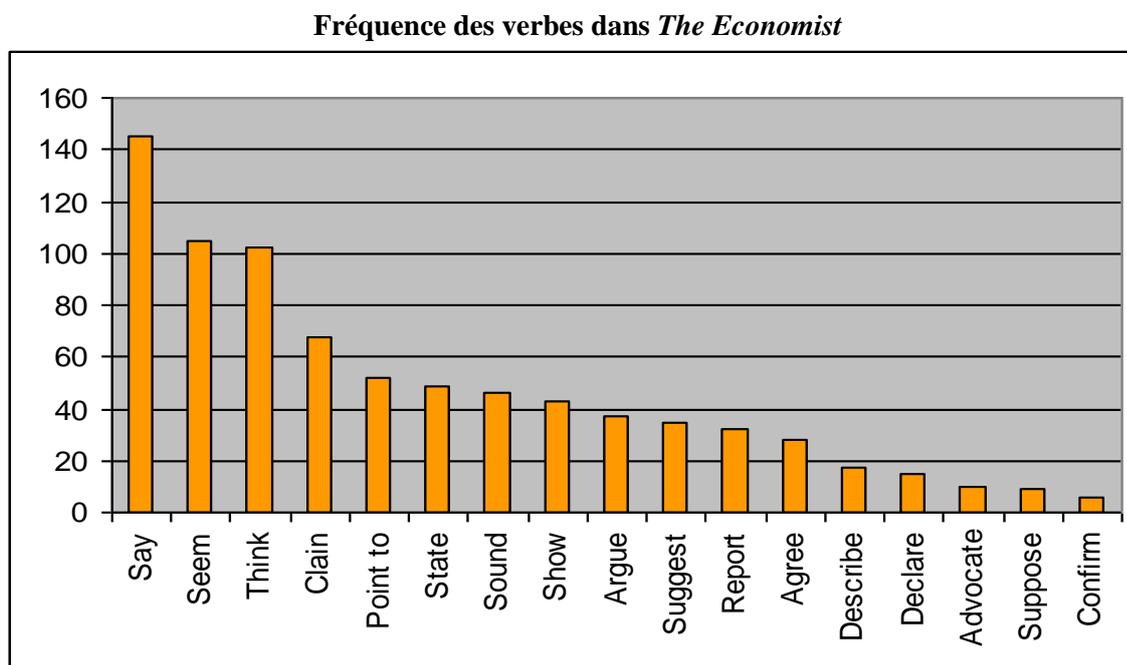


Tableau 35

Verbe	Nombre
<i>Say</i>	145
<i>Seem</i>	105
<i>Think</i>	102
<i>Claim</i>	68
<i>Point to</i>	52
<i>State</i>	49
<i>Sound</i>	46
<i>Show</i>	43
<i>Argue</i>	37

<i>Suggest</i>	35
<i>Report</i>	32
<i>Agree</i>	28
<i>Describe</i>	17
<i>Declare</i>	15
<i>Advocate</i>	10
<i>Suppose</i>	9
<i>Confirm</i>	6

Nous constatons que le verbe *say* est utilisé (145 fois), ceci s'explique comme le montre Peter White⁶²⁶ que c'est un verbe de la représentation narrative, il n'est pas un verbe qui appuie la position du locuteur (*endorsement*) ni un verbe qui indique une distance (*distancing*) de la part du locuteur qui ne souhaite pas être impliqué dans l'action. Selon White, le verbe *say* souligne l'attitude du locuteur de ne pas être considéré comme responsable de l'action ou de la vérité. Il existe une plausibilité de l'information qui est déléguée à une source extérieure. Les journalistes préfèrent la stratégie de se détacher de la responsabilité, d'où la tendance à utiliser ce verbe *say*. Les deux verbes *seem* (105 fois) et *think* (102 fois) indiquent un manque de certitude, les journalistes les utilisent pour marquer leur prudence. Comme les verbes (*to presume* et *to suppose*), le verbe *think* atténue et diminue la force de l'assertion⁶²⁷. Nous constatons également que les verbes *believe* ou *know* ne sont pas fréquemment utilisés car ils augmentent la crédibilité du locuteur. Ces verbes sont des formes personnalisés, ils sont basés sur la connaissance objective du locuteur⁶²⁸.

Le verbe *claim* est utilisé plus de (68 fois), il atténue la force du locuteur et exprime le doute et l'incertitude quant à la validité de l'assertion formulée, c'est pareil aussi pour le verbe *sound* qui implique un côté subjectif avec un manque de certitude. Nous devons signaler que dans notre histogramme, nous n'avons pas évoqué d'autres verbes dont la fréquence est limitée. Notre objectif demeure de mettre en relief le côté subjectif de *The Economist* qui fait un choix délibéré des verbes dans son discours. La subjectivité du discours du magazine s'explique par son choix des verbes (*say*, *think*, *seem*) qui sont les plus fréquemment utilisés. Il est évident que *The Economist* utilise dans ses articles les verbes selon son objectif, il nuance ses idées pour ne pas être considéré comme responsable de ses assertions. L'importance des verbes triés par *The Economist* n'est pas moins importante que le rôle joué par les modaux dans la présentation du discours qui est, comme nous allons le voir, indiscutablement subjectif.

⁶²⁶ Peter White, « Subjectivity, Evaluation and point of view in Media discourse », in C. A. Hewings and K. Holloran (Eds). *Applying English Grammar*, Londres : Longman, 2004, 128.

⁶²⁷ Émile Benveniste, *op. cit.*, 264.

⁶²⁸ Frank Palmer, *Mood and Modality*, Cambridge : CUP, 1986, 125.

Todorov et Ducrot⁶²⁹ soulignent que la modalité entraîne l'attitude du locuteur par rapport à son message. L'expression de la modalité représente une marque de l'opération du sujet, elle est constitutive de la phrase⁶³⁰ puisqu'elle est appelée à jouer un rôle dans l'énonciation. Frank Palmer admet que l'utilisation de la modalité permet d'exprimer la subjectivité⁶³¹. Roger Fowler⁶³² propose deux types de modalités, la première déontique (*deontic*), la seconde épistémique (*epistemic*). La modalité déontique exprime ce que le locuteur considère comme étant obligatoire, possible et interdit. La modalité déontique permet au locuteur d'exécuter des actions et de faire les gens exécuter ses actions, dans cette modalité on fait intervenir les relations interpersonnelles. Nous résumons cette modalité par le tableau suivant.

Tableau 36

Modalité déontique de la plus forte à la moins forte

<i>must</i>	Obligation qui montre l'autorité du locuteur
<i>will</i>	Obligation montrant moins de politesse
<i>should</i>	Obligation montrant l'incertitude de la personne à laquelle on s'adresse de se conformer à l'action.
<i>shall</i>	Il est plus formel que will (il est utilisé dans les offres)
<i>may</i>	donne une permission (plus formelle que can)
<i>can</i>	Permission plus générale et formelle

⁶²⁹ Oswald Ducrot et Tzvetan Todorov, *Encyclopedic Dictionary of the Sciences of Languages*, traduite par Catherine Porter, 1981, John Hopkins University Press, cité dans la thèse de Triki Mounir, *Linguistic and conceptual subjectivity : towards a typology of narrative voice*, Essex : University of Sussex 1989, 214.

⁶³⁰ Mounir Triki, *Linguistic and perceptual subjectivity: Toward a typology of narrative voice*, University d'Essex, 1989, 216. Thèse de doctorat.

⁶³¹ Frank Palmer, *Modality and the English Modal*, Londres : Longman, 1990, 178.

⁶³² Roger Fowler, *Linguistic Criticism*, Oxford : Oxford University Press, 1986, 27.

Fowler admet que les diverses représentations que nous nous forgeons de la modalité sont essentielles à nos activités cognitives. Incontournable pour la plupart des domaines impliqués, la modalité joue un rôle essentiel dans nos capacités linguistiques. En effet, la modalité se manifeste au moyen de verbes modaux (*devoir, pouvoir, vouloir*), d'auxiliaires, de verbes sériels grammaticalisés, de l'opposition affirmation / négation, de l'interrogation, de l'exclamation, de l'injonction, des subordonnées hypothétiques (éventuel, potentiel, irréel) ou encore par les degrés de vérité que l'énonciateur accorde à son énoncé (croyance, doute). En linguistique, on s'accorde généralement à définir la modalité comme un domaine sémantique qui englobe un ensemble de valeurs (éventuelle, hypothétique, probable, possible, nécessaire) exprimant l'opinion, l'attitude ou le jugement de l'énonciateur par rapport au contenu propositionnel de l'énoncé.

Voir également, Leo Francis Hoyer, *Adverbs and modality in English*, New York : Longman, 1997, 43.

Would et *could* expriment un degré plus important de politesse que *can* et *will*. En ce qui concerne la modalité épistémique, Fowler souligne que cette modalité rapporte la croyance du locuteur en la vérité de la déclaration. Dans le tableau 37 suivant, nous résumons la modalité épistémique de la plus forte à la moins forte.

<i>must</i>	Grande probabilité de la proposition d'être vrai
<i>will- shall</i>	Prédiction basée sur l'évidence
<i>should</i>	Le locuteur est moins confiant dans l'assurance de l'événement décrit
<i>may-can</i>	Possibilité et probabilité de l'événement décrit
<i>might-could-would</i>	Moins de possibilité pour que la proposition soit vraie

Would est un marqueur hypothétique qui décrit une expression de grande probabilité, il se réfère à des actions futures résultant de développements et à des éventualités attendues qui découlent d'une action en cours. Nous proposons dans l'histogramme suivant la récurrence des modaux dans notre corpus.

Histogramme B : Fréquence des modaux dans *The Economist*

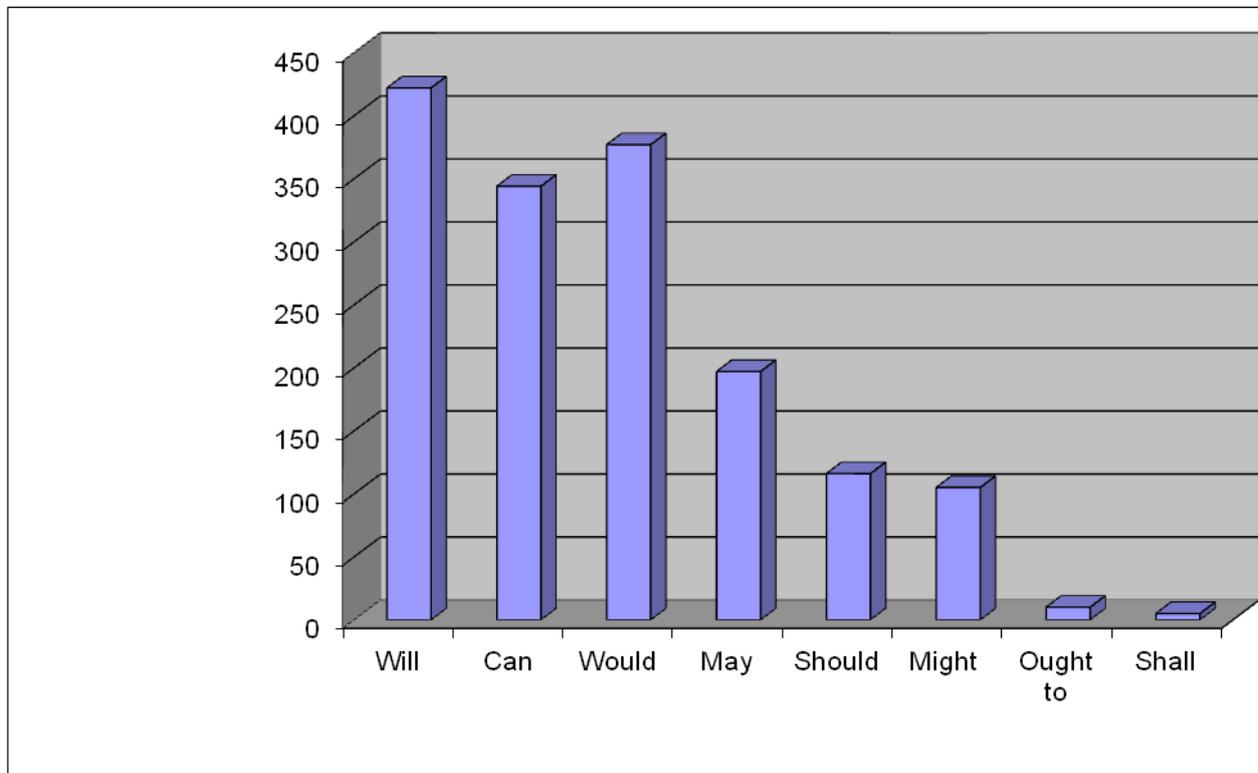


Tableau 38

Les modaux	fréquence
<i>shall</i>	5
<i>ought to</i>	10
<i>might</i>	105
<i>should</i>	116
<i>may</i>	197
<i>can / could</i>	344 / 188
<i>would</i>	377
<i>will</i>	422

La notion de modalité indique que celui qui s'exprime évalue la probabilité de l'accomplissement d'une action. La nuance ainsi apportée est rendue par un verbe (*can*, *must*), mais aussi dans certains cas par un adverbe (*perhaps*, *probably*). La modalisation est donc l'expression de la subjectivité, ce qui ramène à l'idée de perspective. Cette perspective peut aller de la certitude à l'impossibilité, en passant par le doute. Nous observons que dans *The Economist*, la modalité est toujours présente, elle vise à renforcer ou à atténuer la force du discours ; elle est un moyen de faire passer le message voulu d'une façon implicite, de se libérer de toute responsabilité des déclarations présentées. Le modal *will* est cité (422) fois, il est utilisé par le locuteur pour prédire des événements sur la base d'éléments disponibles. Ce modal décrit une propriété inhérente au sujet, un état de fait qui semble être acquis. Le modal *can* est utilisé près de (344 fois), quant à *could* (188 fois), le premier exprime une probabilité, le second décrit une probabilité plus grande.

Would est utilisé (377 fois), il exprime une probabilité de la déclaration, il est hypothétique, comme *could*, ces deux modaux sont utilisés pour atténuer ou diminuer la responsabilité du locuteur, ils libèrent le locuteur d'être considéré comme responsable de la proposition présentée. D'autre part, le conditionnel *would* montre le profil du locuteur vis-à-vis du texte en relation avec son engagement de la vérité de la proposition émise. *May*, qui est utilisé (197 fois), exprime une possibilité et non la certitude à ce que l'action soit vraie, il est plus formel que *can*. *Might*, qui est présenté plus de (105 fois), exprime un manque de certitude, il est moins probable que *may*. *Should* est utilisé (116 fois), il est employé pour juger que la proposition est nécessairement vraie ; la déclaration de ce

modal est inférieure à celle de *must* qui exprime une nécessité logique. *Ought to* est utilisé pour donner des conseils à un événement qui ne se dévoile pas comme le locuteur le souhaite. *Shall* exprime une suggestion et une proposition mais également une obligation formelle qui émane d'une loi, d'un règlement, cette proposition agit sur l'auditeur. En se référant à l'expression de Fowler⁶³³ selon laquelle la modalité épistémique engage la croyance du locuteur dans la vérité de sa déclaration, nous présentons la définition de quatre cas de cette modalité comme suit :

- 1) certitude : croire que l'action peut être
- 2) incertitude : ne pas croire que l'action devrait être
- 3) probabilité : ne pas croire que l'action ne peut pas être
- 4) improbabilité : croire que l'action ne peut être

Selon ces quatre cas, nous estimons que *The Economist* adopte une prudence dans son discours en utilisant les modaux pour prendre la distance de son engagement et de sa responsabilité dans ses articles, par conséquent, le magazine utilise souvent la modalité pour exprimer l'incertitude et la probabilité (cas 2 et 3). Pour résumer l'histogramme B, nous remarquons que *The Economist* fait souvent référence à la modalité pour marquer sa subjectivité, l'utilisation importante des modaux *will*, *would*, *could* et *can* dans notre corpus indique la tendance du magazine à atténuer et à nuancer ses propos. *The Economist* est enclin à utiliser la prédiction et la probabilité pour des événements futurs.

En fait, le magazine attire l'attention du lecteur par sa prédiction qui se base sur des éléments présents ; ceci s'applique à une situation politique ou économique. Par conséquent, le lecteur peut tester la véracité de la prédiction du magazine qui renforce sa confiance et sa fidélité à des déclarations émises dans les divers articles. L'utilisation des modaux relève donc de la subjectivité puisque le magazine apparaît comme étant moins engagé et moins responsable des déclarations présentées. Il nous donne l'impression de prendre ses distances par rapport aux faits marqués, et de cette façon, il garde sa soi-disant crédibilité auprès de ses lecteurs. Comme le magazine joue sa crédibilité dans ses articles, il ne peut que nuancer ses réflexions par l'utilisation des modaux, mais également par des adverbes et des quantificateurs ainsi que d'autres aspects de la langue. Nous proposons de voir l'importance de ces éléments dans le discours du magazine.

⁶³³ *Ibid.* « *Epistemic modality relates to the speaker's belief in the truth of the utterance* » .

2) Les adverbes, la voix passive

Les adverbes et les quantificateurs jouent un rôle important pour modifier, renforcer ou atténuer le discours ; en nous basant sur notre étude du corpus, nous présentons l'histogramme suivant qui montre la récurrence des adverbes dans *The Economist*.

Histogramme C Fréquences des adverbes dans *The Economist*

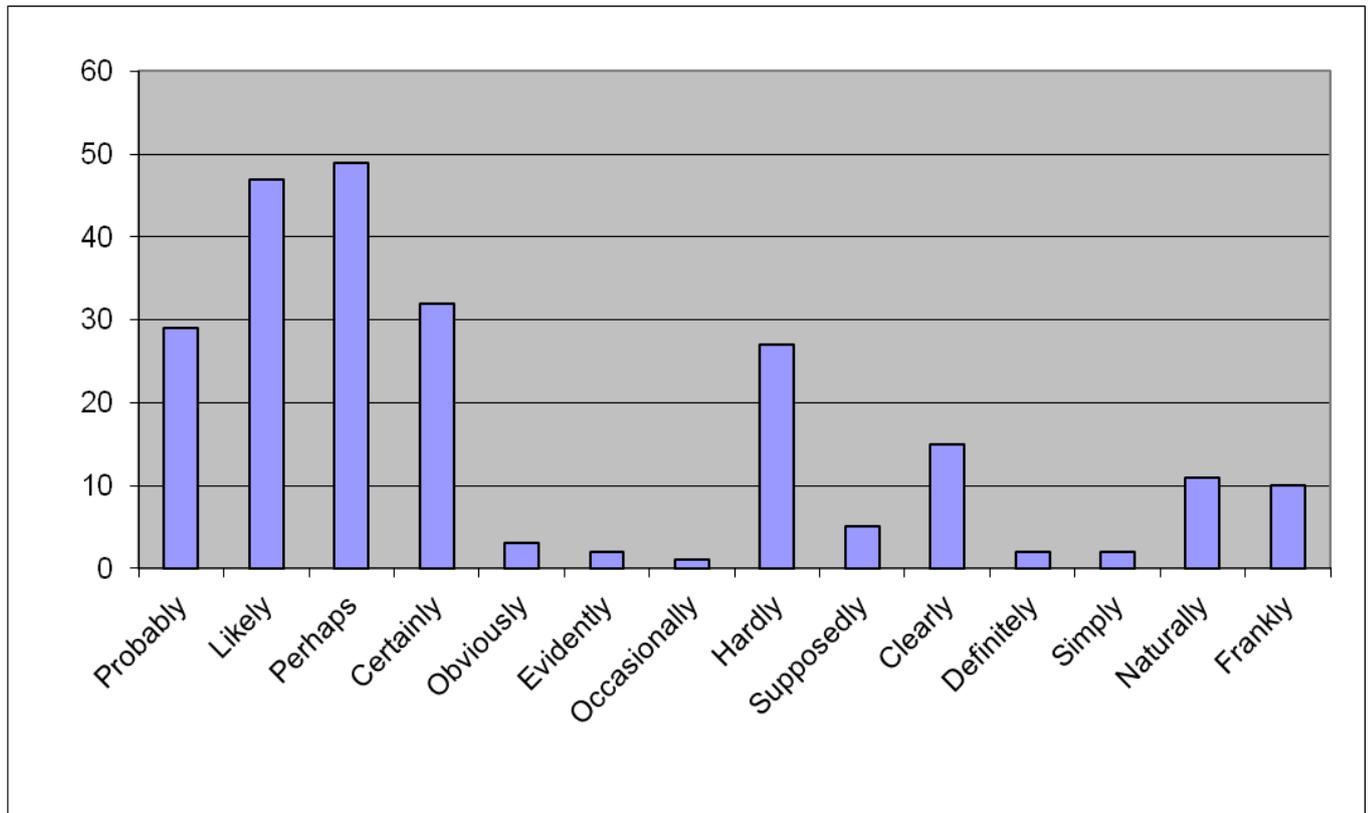


Tableau 39

Adverbe	Nbre
<i>Occasionally</i>	1
<i>Evidently</i>	2
<i>Obviously</i>	3
<i>Probably</i>	29
<i>Certainly</i>	32
<i>Likely</i>	47
<i>Perhaps</i>	49

<i>Simply</i>	2
<i>Definitely</i>	2
<i>Supposedly</i>	5
<i>Frankly</i>	10
<i>Naturally</i>	11
<i>Clearly</i>	15
<i>Hardly</i>	27

Nous constatons que *The Economist* utilise de façon abondante les adverbes qui ont pour tâche de modifier les verbes, ils peuvent les atténuer ou renforcer leurs rôles dans la construction du discours journalistique. L'utilisation de certains adverbes dans notre corpus contribue à l'élaboration d'un aspect subjectif du discours. *The Economist* fait référence à certains adverbes plutôt qu'à d'autres par un souci de faire passer un message implicite. Il prend ses distances par rapport à toute responsabilité ou engagement dans ses affirmations ou déclarations. L'adverbe *perhaps*, qui est mentionné (49 fois) est employé pour marquer une incertitude, il en est de même pour l'adverbe *likely*, mentionné (47 fois), cet adverbe évoque la probabilité et l'incertitude. Il est intelligent et bien approprié de la part du magazine de jouer la prudence et l'attente. *The Economist* choisit les adverbes dans ses articles de façon minutieuse pour ne pas apparaître comme responsable de ses propos et pour laisser une certaine distance par rapport aux faits marqués. Un autre usage des adverbes est loin d'être objectif, c'est le cas des adverbes *naturally* et *frankly* qui relèvent de la subjectivité. Il en est de même pour l'adverbe *clearly* qui ne corrobore que le point de vue du magazine. La subjectivité est inhérente au discours, comme l'indique Fairclough, il suffit de creuser et de démystifier le langage. Nous remarquons aussi dans notre corpus une fréquence des connecteurs qui indiquent la présence de la subjectivité du locuteur.

Tableau 40

Connecteur	Fréquence
<i>Although</i>	51
<i>But</i>	9
<i>However</i>	73
<i>Even though</i>	76
<i>Yet</i>	115

Les connecteurs établissent un lien logique entre deux idées ou deux informations dans le discours oral et écrit. Ils jouent un rôle fondamental puisqu'ils sont précisément des éléments qui doivent servir à détecter le type de relation de discours qui lie deux énoncés. Par exemple, en anglais, *but*, *however* et *nevertheless* introduisent une relation dite de *contraste*. L'un des principaux problèmes qui résulte de cet emploi des connecteurs pragmatiques vient justement de ce manque de précision.

Ce tableau indique que *The Economist* utilise fréquemment les connecteurs pour marquer son discours. D'après Fowler⁶³⁴, la grande fréquence de *yet, even though, however, but* et *although* relève de la subjectivité. En ce qui concerne la voix passive, nous remarquons que *The Economist* nuance ses propos en l'utilisant dans ses articles. Rappelons à ce sujet qu'en général, on emploie la forme passive lorsqu'on ne s'intéresse pas à, ou qu'on ne connaît pas, l'agent. Voyons les exemples suivants : « *My car has been stolen* ». On a volé ma voiture, je ne sais pas qui l'a fait. J'aurais pu dire : « *Somebody has stolen my car* » (voix active). On ne s'intéresse pas tellement à l'agent mais plutôt à l'action ou au résultat de l'action, par exemple dans la phrase suivante : « *A new office block is being built in the city centre* ». Tout ce qui m'intéresse est qu'un nouveau bâtiment est en train d'être construit, le but n'est pas de savoir quelle société effectue les travaux. On s'intéresse plutôt à l'action (ou au résultat de l'action) qu'à l'agent.

Dans l'exemple suivant: « *A new cancer treatment has been discovered by scientists in Sweden* ». Ce qui est intéressant est la découverte d'un nouveau traitement pour le cancer, le fait que cela ait été fait en Suède est moins important pour celui qui en parle. La voix passive répond à une logique beaucoup plus rigoureuse, elle est très souvent employée dans la presse car elle permet de rapporter des événements même si l'on ne sait pas qui en est à l'origine. En fonction du choix de la voix passive ou active, vous aurez un point de vue donné sur les événements à analyser avec attention et vous pourrez peut-être même alors voir une ligne éditoriale se dessiner. La voix passive n'est pas juste une forme grammaticale mais une façon de présenter un fait sous un angle choisi et réfléchi, qui prend un sens particulier en fonction du contexte de la phrase employée. Nous pouvons noter que dans les exemples suivants l'utilisation de la voix passive par *The Economist* relève d'un choix délibéré. Parlant de l'attaque du 11 septembre 2001 du *World Trade Center*, *The Economist*⁶³⁵ cite : « *The kaleidoscope has been shaken* ». C'est-à-dire la situation stratégique américaine n'est plus la même. Le magazine ne s'intéresse pas à l'agent, au responsable de ces attaques ni à la cause, il relate les propos de Tony Blair qui est indigné par cet acte.

⁶³⁴ Roger Fowler, *op. cit.*, 242.

⁶³⁵ *The Economist*, 24 novembre 2001, 40.

Le magazine focalise sur un seul fait, le kaléidoscope a été ébranlé, il emploie cette forme passive pour mettre en avant l'ampleur de l'événement qui frappe les Américains pour la première fois dans leur pays. Cette puissance américaine qui possède un service de renseignement le plus performant au monde, n'a pas pu parer ni éviter cette attaque. L'agent responsable de l'action, à savoir l'organisation Al Qaida, n'est pas citée, le magazine ne s'intéresse qu'à l'ampleur de la tragédie. Dans un autre exemple à propos de l'attaque du 11 septembre, *The Economist*⁶³⁶ ne s'occupe pas de celui qui a perpétré l'action ou des causes qui ont poussé à une telle action : « *Now the US itself has been attacked* ». Le magazine met en relief les attaques plutôt que celui qui en est l'instigateur. Dans un autre exemple qui critique les Français, le journal souligne : « *The French are lampooned as duplicitous cowards* »⁶³⁷. Nous observons ici que *The Economist* accuse les Français d'entraver l'action américaine d'attaquer l'Irak, il considère les Français comme des traîtres qui sont ridiculisés et critiqués par les alliés, mais ne dit pas pour quelle raison. L'utilisation de la voix passive est délibérée, elle vise à nuancer le discours du magazine. Nous remarquons également la présence dans notre corpus d'autres éléments qui relèvent de la subjectivité du discours tels que : l'impérative, les questions, les prénoms et la répétition. L'impératif apparaît dans plusieurs titres d'articles.

Tableau 41

1) <i>Now reveal yourself</i>
2) <i>Place your bets</i>
3) <i>Listen George</i>
4) <i>Intervene in Kosovo</i>

Source : Voir références de *The Economist*

L'utilisation des questions par *The Economist* vise à donner des leçons ou des conseils ; il se permet de jouer le rôle du conseiller, du responsable et du visionnaire des maux du

⁶³⁶ *Ibid.*

⁶³⁷ *The Economist*, 4 octobre 2003, 23.

Les références du tableau ci-dessus.

1- *The Economist*, 3 mai 1997, 13.

2- *The Economist*, 15 février 2003, 35.

3- *The Economist*, 6 juillet 2002, 35.

4- *The Economist*, 20 juin 1998, 19.

monde. L'impérative est une adresse directe qui implique le lecteur dans l'opinion du journal. Pour le journaliste, il est plus important de parler dans le futur immédiat que dans le passé. Nous constatons également une manière spécifique du magazine d'utiliser les questions, pour critiquer ou pour approuver diverses attitudes. Le tableau 42 indique que les questions sont souvent mentionnées dans les titres d'articles tels que :

Tableau 42

<p>1) <i>Are the Tories dead and buried ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 3 mai 1997</p>	<p>10) <i>Fit to join?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 9 février 2002</p>
<p>2) <i>Is Tony Blair a Dalek ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 14 novembre 1998</p>	<p>11) <i>What common foreign policy?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 21 septembre 2002</p>
<p>3) <i>Flying blind ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 17 avril 1999</p>	<p>12) <i>Why Blair fears America ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 22 mars 2003</p>
<p>4) <i>Could he lose ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 23 septembre 2000</p>	<p>13) <i>Wielders of mass deception ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 4 octobre 2003</p>
<p>5) <i>Do you trust Tony Blair ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 23 février 2002</p>	<p>14) <i>How Anglo is America ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 13 novembre 2004</p>
<p>6) <i>After EU, le déluge ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 5 juillet 2003</p>	<p>15) <i>Crisis? What crisis?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 18 janvier 2003</p>
<p>7) <i>Fancy a nice constitution ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 26 juin 2004</p>	<p>16) <i>Tony Bliar?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 7 juin 2003</p>
<p>8) <i>Why the system favours Blair ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 9 avril 2005</p>	<p>17) <i>Intervene in Kosovo?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 20 juin 1998</p>
<p>9) <i>And now for Europe ?</i></p> <p><i>The Economist</i>, 9 juin 2001</p>	

Nous constatons, comme l'indique Allan Bell⁶³⁸, que les titres sont censés capter l'attention du lecteur, et l'inciter à lire l'article. Bell⁶³⁹ souligne que les titres résument le contenu de l'article. Sophie Moirand⁶⁴⁰ admet que le rôle des titres est de condenser en quelques mots le thème principal « accrocheur » ou « illustrateur » du message transmis par le texte. Van Dijk⁶⁴¹ fait remarquer que la fonction thématique du titre est d'exprimer le thème le plus important de l'article, tandis que les sous-titres au sein de l'article expriment les causes ou les conséquences importantes. Ceci fait partie de la hiérarchie des informations dans un article⁶⁴². Gillian Brown⁶⁴³ estime que les questions dans un discours évoquent la présence d'indicateurs émotionnels de la part du locuteur et révèlent une subjectivité de la part du magazine. *The Economist* utilise les questions dans les titres d'articles ou à travers les rubriques pour donner des leçons, critiquer, approuver ou se douter de quelque chose. Ces diverses questions évoquent un côté qui n'est guère objectif.

The Economist souhaite attirer l'attention sur un fait selon sa conception et la vérité qu'il vise à faire propager à son lectorat. Les exclamations soulignent aussi un état de subjectivité, voyons l'exemple suivant : « *There is no alternative (alas) !* »⁶⁴⁴. Nous notons ici que le magazine regrette que les conservateurs ne soient plus au pouvoir, le raz-de marée des travaillistes s'impose comme la seule alternative existante. Cette expression d'exclamation indique un regret et une certaine amertume. *The Economist* utilise également les « *question tags* » qui sont des petites questions ajoutées à la fin d'une phrase, soit pour demander la confirmation de ce qui a été dit, soit pour transformer la phrase en une question réelle. Ils s'emploient dans le langage parlé aussi bien que dans le langage écrit informel. Nous proposons l'exemple suivant : « *So Tony Blair and José Maria Aznar and Silvio Berlusconi found themselves out in the cold, did they ? no* »⁶⁴⁵.

⁶³⁸ Allan Bell, *The Language of News Media*, Oxford : Blackwell, 1991, 189.

⁶³⁹ *Ibid.* « *The headline is an abstract of the abstract* ».

⁶⁴⁰ Sophie Moirand, « Le rôle anaphorique de la nominalisation dans la presse écrite », *Langue Française*, 1975, 69.

⁶⁴¹ Teun Van Dijk, *Discourse and Communication*, New York : De Gruyter, 1985, 69.

⁶⁴² *Ibid.* « *The highest or most important topic is expressed in the headline, the top of the complete macrostructure of the text is formulated in the lead, and the initial sentences of paragraphs of the text express a still lower level of macrostructure* ».

⁶⁴³ Gillian Brown et George Yule, *op. cit.*, 24.

⁶⁴⁴ *The Economist*, 30 avril 2005, 42.

⁶⁴⁵ *Ibid.*

En évoquant l'alliance de la guerre contre l'Irak, le magazine se demande si les leaders dont la population n'est pas favorable à l'invasion de l'Irak ne sont pas seuls et isolés. *The Economist* affirme implicitement que non, c'est-à-dire qu'ils ne le sont pas, cette position reflète un point de vue subjectif de la part du magazine, ces questions tags indiquent un manque de certitude. Notons également que l'utilisation des pronoms est assez intéressante à étudier puisqu'elle permet de marquer un point de vue, de prendre les distances par rapport à un fait. À cet égard, John Wilson⁶⁴⁶ indique que les pronoms (*we, you, it, he, they, she, one, nobody*) relèvent de la subjectivité. Le pronom *we* englobe à la fois le rôle du locuteur et de l'auditeur, il inclut l'auditeur ou l'exclut. Le but de l'utilisation du pronom est de persuader l'auditeur de ces idées, en exprimant moins d'engagement et en gagnant son appui.

L'utilisation du « nous » inclusif mitige le discours, il maintient une solidarité avec l'auditeur. À l'opposé, en ce qui concerne le « nous » exclusif, il marque une distance entre le locuteur et l'auditeur. Il agit en tant qu'un membre d'une institution, d'un groupe, donc on parle ici au nom d'un groupe et non d'une personne. Le pronom *one* est utilisé pour mitiger la force du locuteur qui minimise son rôle comme étant la source du discours, le but est de faire accepter ses attitudes et ses croyances. L'utilisation des pronoms (*they, he, she*) marque combien le locuteur est proche ou loin de l'action. L'usage des pronoms « *we / our* » est fréquent dans les éditoriaux. Ces pronoms montrent une volonté de l'éditorialiste de créer une communauté réelle ou fictive à laquelle le lecteur peut (ou doit) se sentir intégré. Par exemple, l'existence du pronom *we* « *inclusif* » ou « *identitaire* » est fortement liée à la notion première d'opinion publique, qui concerne initialement la nation et son fonctionnement démocratique, permettant aux citoyens d'exprimer leur opinion. Voyons avec les exemples suivants l'importance de ces pronoms. *The Economist* soutient l'élection de Tony Blair en 2001, l'hebdomadaire écrit : « *Our instincts remain close to William Hague for lower taxes, a smaller state, individual freedom. The Blair we support with our vote is the one who admires Mrs Thatcher* »⁶⁴⁷. *The Economist* penche par instinct pour ce parti, mais étant donné la situation économique et la popularité des travaillistes, il appelle à voter Blair, c'est le pragmatisme qui prévaut dans ce contexte.

⁶⁴⁶ John Wilson, *Politically Speaking*, Oxford : Basil Blackwell Ltd, 1990, 120.

⁶⁴⁷ *The Economist*, 2 juin 2001, 13.

Lorsque *The Economist* utilise le pronom inclusif *our* et *we*, il parle au nom d'une institution libérale, c'est-à-dire celle *The Economist*, mais également au nom de son lectorat et de l'élite mondiale qui s'identifie à ses idées. Le pronom *our* (notre) ainsi peut inclure toute la rédaction du journal, il peut également insinuer que le lectorat partage aussi la même opinion. Dans l'exemple suivant, nous notons la même attitude de la part du magazine, il parle au nom d'une institution : « *A bolder-more liberal Blair is the one we favour in the second* »⁶⁴⁸. Comme Blair adopte la politique économique prônée par *The Economist* en matière de libéralisme et de liberté, il a l'aval et l'appui du magazine. Le pronom *we* indique non seulement toute l'équipe du magazine mais également et de façon implicite tous ceux qui partagent la même opinion, que ce soit les élites, le lectorat et les hommes politiques proches de *The Economist*. Voyons l'exemple suivant : « *Our answer is the same as the one suggested by the opinion polls* »⁶⁴⁹. Après deux victoires consécutives en 1997 et en 2001, Tony Blair possède plus de chance d'arracher une troisième victoire historique de son parti. *The Economist* admet qu'il n'y a aucune autre alternative, sauf le triomphe des travaillistes une troisième fois. Manifestement, le magazine partage la même attitude proposée par les études de sondages.

Sur un autre plan, nous remarquons également que *The Economist* utilise dans son discours la répétition pour marquer le lecteur et attirer son attention, cette manière de présenter les choses est délibérée et intentionnelle par l'hebdomadaire. Roger Fowler⁶⁵⁰ admet que la répétition joue un rôle important dans le système lexical et marque une subjectivité. Voyons les quatre exemples suivants où *The Economist* évoque l'autorité qu'exerce Blair sur son parti.

1) « *He has mastered his party, he has mastered his cabinet and has mastered the art of talking* »⁶⁵¹. La répétition vise à mettre en relief l'action et le succès de Blair. Le Premier ministre dirige et maîtrise le pouvoir au sein de son cabinet.

2) « *The big idea, there's no big idea* »⁶⁵². C'est un exemple qui lui-même est une expression humoristique, où la répétition est subtile pour marquer le programme politique, économique et social de Tony Blair et de la « troisième voie ».

⁶⁴⁸ *Ibid.*

⁶⁴⁹ *The Economist*, 30 avril 2005, 15.

⁶⁵⁰ Roger Fowler, *op. cit.*, 154.

⁶⁵¹ *The Economist*, 3 octobre 1998, 50.

⁶⁵² *The Economist*, 25 octobre 1997, 53.

3) « *His good intentions are not in question, his moral instinct is admirable, his judgment is on trial as ever before* »⁶⁵³. Dans cet exemple concernant le conflit au Kosovo, le magazine apporte son soutien à Blair et à son engagement, le style utilisé, dont la répétition du pronom *his*, marque les esprits et peut entraîner une certaine sympathie de la part du lecteur. Dans l'exemple suivant, *The Economist* souligne : « *Britain's help to a noble cause, ... a noble cause allied to national self-interest* »⁶⁵⁴. L'hebdomadaire admet que la guerre qui va avoir lieu en Irak est une noble cause, car elle va permettre aux Américains et aux Britanniques de se débarrasser d'un tyran qui possède des armes de destruction massive. Dans les exemples suivants d'allitération, *The Economist* indique que le Parti conservateur est laminé et affaibli à la veille des élections de 1997 : « *Today the Tories are defeated, divided, demoralised, done for* »⁶⁵⁵. Le but recherché dans la répétition des sons des consonnes est de marquer le lecteur. Dans un autre exemple, nous pouvons percevoir le choix des mots et la répétition des consonnes. *The Economist* fait une analyse de la politique européenne et souligne sa crainte de voir les Britanniques rejoindre la monnaie unique européenne, le journal affirme : « *Inexorably, inevitably, ineluctably being in the EU simply must mean signing for the single currency* »⁶⁵⁶.

Cette façon de présenter le point de vue de la rédaction montre que tout discours a une finalité, un but, c'est de marquer et susciter l'intérêt, voire la sympathie. L'allitération ainsi contribue à donner plus de poids aux idées véhiculées par le magazine, elle relève du côté subjectif du discours. Avant de passer au chapitre suivant, nous proposons d'aborder quelques exemples de la nominalisation et du discours direct et indirect dans *The Economist*. La nominalisation est une phrase construite sans verbe, autour d'un nom, elle est un procédé par lequel on met en valeur l'usage du nom. L'emploi de la phrase nominale permet de mettre en valeur certains effets stylistiques : elle donne une impression de raccourci, d'accélération, qui permet de renforcer une idée ou une émotion. La phrase nominale met l'accent sur l'essentiel du message, c'est-à-dire, un mot, on l'utilise surtout dans les titres de presse, elle provoque un effet de raccourci, d'immédiateté, de choc, qui permet de renforcer une idée ou une émotion.

⁶⁵³ *The Economist*, 22 mai 1999, 48.

⁶⁵⁴ *The Economist*, 9 mars 2002, 41.

⁶⁵⁵ *The Economist*, 3 mai 1997, 36.

⁶⁵⁶ *The Economist*, 25 septembre 1999, 54.

Gunther Kress⁶⁵⁷ admet que la nominalisation est utilisée pour des objectifs idéologiques, elle vise à manipuler le lecteur et à négliger le rôle de l'agent. Norman Fairclough⁶⁵⁸ considère que la nominalisation vise à supprimer le rôle et la responsabilité de l'agent dans le discours. Van Dijk⁶⁵⁹ précise que la nominalisation met l'accent sur le côté abstrait en occultant le rôle de l'agent. Voyons les exemples suivants du journal : « *Mr Blair's performance over Iraq has shown how impressive a world leader he can be* »⁶⁶⁰. L'hebdomadaire ne mentionne pas de façon explicite le comportement et la prestation politique de Tony Blair au cours de son engagement en Irak. Le lecteur est en face d'une phrase abstraite qui minimise l'ampleur de l'action du Premier ministre et qui ne précise pas son rôle ni sa responsabilité lors de cette guerre. Il nous semble que *The Economist* essaie de renforcer l'idée que Blair est un grand leader international : « *The White House's determination to help the Prime minister is hardly surprising. Mr Blair has done more than anyone else to shore up Mr Bush's position at home and abroad* »⁶⁶¹. Le magazine n'explique pas cette détermination de la part de l'administration Bush d'aider Tony Blair. Ce dernier est confronté à diverses critiques à l'intérieur de son pays et dans le monde. Le lecteur est en face d'une phrase implicite et abstraite où la responsabilité n'est guère citée, l'accent est mis sur le mot détermination. Nous pouvons percevoir que le magazine souhaite nous faire partager l'idée de l'existence d'une relation solide entre le président américain et le Premier ministre britannique. Dans l'exemple suivant : « *A furore has erupted around Tony Blair's reorganisation of the central machinery of his government* »⁶⁶². *The Economist* essaie de nous faire partager l'idée que Blair n'a pas tort de réorganiser son parti et de se débarrasser des radicaux de l'ancien Parti travailliste.

⁶⁵⁷ Gunther Kress, « Linguistic and Ideological Transformation in News Reporting », in Howard Davis and Paul Walton (eds.), *Language, Image, Media*. Oxford : Blackwell, 1983, 120-138. « *Nominalizations can therefore be used for ideological purposes. To manipulate the reader, the central actions are often expressed in nominal form thus omitting the actor and leaving the reader in doubt* ».

⁶⁵⁸ Norman Fairclough, *Analyzing Discourse*, Londres : Routledge, 2003, 144. « *The use of impersonalisation strategies in newspaper discourse reporting political events, reflects issues in language and ideology, such as the intentional mystification of agency and vagueness of responsibility in discourse* ».

⁶⁵⁹ Teun Van Dijk, *Ideology : A Multidisciplinary Study*, London : Sage, 1998, 28. « *If your study subject states a preference for very formal, abstract, academic writing, the technique of nominalisation (changing verbs to nouns) can be very helpful to make your writing more academic and concise. Nominalisation allows you to discuss more abstract concepts by taking the focus off the action and making the action into a concept or idea* ».

⁶⁶⁰ *The Economist*, 18 septembre 2002, 15.

⁶⁶¹ *The Economist*, 15 mars 2003, 51.

⁶⁶² *The Economist*, 7 juin 1997, 42.

L'hebdomadaire n'explique pas comment Blair va organiser son parti ; nous voyons ici que l'utilisation de la nominalisation permet de se focaliser sur l'action de Blair, c'est-à-dire la réorganisation, et occulte les autres faits. Notre dernier exemple montre une image positive de Blair où il apparaît comme un grand politicien : « *The prosaic performance of his lieutenants merely emphasises Mr Blair's own growing virtuosity as a television-age politician* »⁶⁶³. *The Economist* n'explique pas cette prestation des « lieutenants » de Blair en communication, les *spin doctor*. L'accent est mis sur l'image de Blair en tant que grand politicien et figure charismatique des médias. *The Economist* semble être plus intéressé par l'image de Blair que par celle des *spin doctors*. Ces exemples soulignent le rôle de la nominalisation dans le discours et révèlent l'aspect subjectif de *The Economist*. Avant de passer au troisième chapitre, nous proposons quelques exemples du discours direct et indirect dans *The Economist*. Comme l'explique Patrick Charaudeau⁶⁶⁴, l'acte d'énonciation atteste de la parole de soi et de l'autre. Il reprend, se réapproprie, modifie le dit des autres. Cette parole est transmise à travers des procédés différents : un emprunt, un discours rapporté, une citation, un proverbe. Le discours journalistique, qui est un acte d'énonciation, se sert également de ces procédés pour transmettre la parole d'autrui. De multiples marques de la présence d'une autre source énonciative peuvent être localisées dans le discours rapporté direct et indirect de la presse. Grâce à l'utilisation du discours direct et indirect, l'informateur insère le dit d'autres énonciateurs dans une nouvelle énonciation. Le discours direct n'est jamais qu'un fragment de texte dominé par l'énonciateur du discours citant, qui dispose de multiples moyens pour lui donner un éclairage personnel. Il demeure toujours un fait subjectif⁶⁶⁵. Le discours direct indique manifestement à qui est attribuée la responsabilité du discours étranger, et cette mise à distance indique « que l'énonciateur citant n'adhère pas aux propos cités et ne veille pas à les mélanger avec ceux qu'il prend lui-même en charge »⁶⁶⁶. Le discours direct est une manière de présenter une citation, mais en aucune façon une garantie⁶⁶⁷ d'objectivation. Il permet aux journalistes de se cacher derrière les mots d'autrui et de ne pas s'engager directement, la citation permet aux journalistes d'augmenter la crédibilité de leurs textes.

⁶⁶³ *The Economist*, 3 septembre 1998, 50.

⁶⁶⁴ Patrick Charaudeau, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles : De Boeck-INA, 2005, 35.

⁶⁶⁵ Dominique Maingueneau, *L'Énonciation en Linguistique Française*, Paris : Hachette, 1987, 119.

⁶⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁶⁷ *Ibid.*

Le discours direct se présente comme la reproduction des énoncés de la source citée. La reproduction intégrale des propos d'autrui est impossible dans le discours de presse (ni d'ailleurs dans d'autres types de discours). La reproduction est, précisément, une re-production, c'est-à-dire une nouvelle production dans une énonciation différente et dans un contexte discursif et argumentatif différent. Le journaliste ne peut reconstituer dans sa plénitude et sa complexité sémantique le contexte dans lequel les propos cités ont été prononcés, la citation de presse est forcément, un extrait décontextualisé et re-contextualisé du discours⁶⁶⁸. À travers le discours direct, le journaliste peut soit soutenir soit troubler les dires des sources de son discours⁶⁶⁹. Voyons les exemples suivants, après le 11 septembre, *The Economist* cite les propos de Tony Blair : « *The Kaleidoscope has been shaken* », he said, *the pieces are in flux soon they will settle again. The Economist* ajoute : « *Six weeks on the pieces in Afghanistan have still not settled* »⁶⁷⁰.

Le magazine rapporte les propos de Blair pour renforcer et consolider la crédibilité de la réaction du Premier ministre après les tragiques attentats du 11 septembre. *The Economist* semble prendre une certaine distance et ne s'engage pas directement, il laisse entendre le plus parfaitement la voix de l'énonciateur. L'hebdomadaire ne cite pas les dires des sources de son discours puisque la guerre en Afghanistan s'enflamme encore, cette attitude du magazine révèle un aspect de subjectivité du discours. Dans un second exemple, *The Economist* exprime son désaccord concernant les propos du philosophe Jean-Paul Sartre qui considère que l'Europe doit se tenir à l'écart des Américains. *The Economist* indique : « *The US, declares an eminent French philosopher, has rabies, Europe must step away or we shall be bitten and infected next* ». ⁶⁷¹ *The Economist* critique Sartre et l'invite à admettre le fait : « *Those Europeans who accuse Americans of lack of sophistication and an ignorance of history might benefit from a brief history lesson themselves* »⁶⁷².

⁶⁶⁸ Linda R. Waugh, « Reported speech in journalistic discourse : The relation of function and text », *Text*, 15:1, 1995, 129-173 « *At the very least, direct speech is lifted out of one textual context and inserted into a very different one, which represents it, frames it, manipulates it and subordinates it to another voice and to different communicative goals, by definition, this decontextualization and recontextualization deform the meaning, whether in small or in large ways* ».

⁶⁶⁹ Dominique Maingueneau, *op. cit.*,

⁶⁷⁰ *The Economist*, 24 novembre 2001, 40.

⁶⁷¹ *The Economist*, 1 février 2003, 33.

⁶⁷² *Ibid.*

Dans un autre exemple qui concerne le rôle du Royaume-Uni au Moyen-Orient, *The Economist* évoque les idées de Blair :

*If our plea is for America to work with others, to be good as well as powerful allies, will our retreat make them multilateralist ? Mr Blair asked. And what of the UN and the future of Iraq and the Middle East peace process devoid of our influence, stripped of our insistence ?*⁶⁷³.

Le journal laisse entendre que le Royaume-Uni n'est plus une grande puissance et qu'il a besoin de l'appui de l'allié américain pour intervenir dans le conflit du Moyen-Orient. *The Economist* prend une certaine distance vis-à-vis des propos de ceux qui défendent le multilatéralisme. Cette attitude semble confirmer que le magazine n'adhère pas aux idées du Premier ministre si ce dernier adopte le multilatéralisme. Le titre de l'article « *Why Blair fears America* »⁶⁷⁴ signale que *The Economist* soutient l'idée que le Royaume-Uni a tout à gagner en articulant la relation spéciale. L'utilisation du discours direct permet de nuancer l'intention du magazine et évoque la présence de l'aspect subjectif, il en est de même pour le discours indirect où le journaliste rapporte les propos de la source tout en maintenant sa position de locuteur.

Ainsi l'énoncé original de la source n'est pas mis en scène de manière autonome ; le discours indirect joue sur le propos, qu'il prétend rapporter, plutôt que sur la textualité et il requiert une opération d'analyse sémantique des énoncés d'autrui et un jugement sur le sens qu'il convient de leur accorder. Ce type de discours rapporté est beaucoup moins objectif que le discours direct. En effet, les temps utilisés dans le discours indirect nous indiquent que celui qui rapporte le discours ne sait pas s'il est vérifiable. Cette distance évidente entre l'énoncé cité et le crédit tout relatif que le narrateur peut y accorder, permet de laisser passer toutes sortes de sous-entendus, de non-dits, de doutes, de suspicions, de scepticisme, de calomnies même, vis-à-vis du discours en question. Le discours indirect, à la différence du discours direct, ne prétend restituer que le sens du discours cité, non ses mots, même si, de fait, il reprend le vocabulaire de celui qu'il mentionne. Le discours indirect donne ainsi toute latitude pour paraphraser le discours cité comme on l'entend, pour l'allonger ou le raccourcir. À cet égard, Dominique Maingueneau souligne :

⁶⁷³ *The Economist*, 22 mars 2003, 40.

⁶⁷⁴ *Ibid.*

Le discours indirect ne s'agit pas d'une production mais de la version qu'en donne le rapporteur. En prenant en charge les propos d'autrui, le rapporteur donne une certaine image de lui-même, renvoie à ses positions idéologiques, affectives et personnelles⁶⁷⁵.

Le discours indirect est une forme de transformation qui représente une « prise de position sur le sens d'un acte de parole »⁶⁷⁶, il engage donc le locuteur citant en tant que sujet. Nous proposons quelques exemples de *The Economist* pour illustrer cet aspect subjectif du discours. Dans un article paru en septembre 1997 après la mort de la princesse Diana, *The Economist* écrit : « *Diana was, said Mr Blair the people's princess. Mr Blair, for now seems to be the people's prince* »⁶⁷⁷. Nous observons que la mort de Lady Diana, en août 1997, a été un premier coup dur pour le Premier ministre britannique, trois mois après son arrivée au pouvoir. Il a réussi à retourner l'opinion anglaise en sa faveur en montrant plus de compassion que la famille royale à l'égard de la princesse de Galles. Tony Blair se distingue dans la vague d'émotion qui submerge l'Angleterre et le monde entier. Sentant immédiatement l'importance de ce qui est en train de se passer, il prononce un discours d'hommage à la télévision, dans les heures qui suivent le décès en évoquant le nom de « la princesse du peuple ». Dans sa propriété de Balmoral en Écosse, Elizabeth II reste quant à elle silencieuse considérant cet événement comme relevant du privé. Elle apparaîtra au final distante, voire indifférente, à la tristesse de son peuple, ne revenant à Buckingham, avec les princes William et Harry, que plusieurs jours après la mort de la princesse. Tony Blair sera finalement le seul et unique bénéficiaire de cette période de chaos pour toute la Grande-Bretagne. *The Economist* utilise ce style indirect pour signaler sa position, c'est-à-dire qu'il accueille favorablement le discours de Blair. Dans l'exemple suivant concernant l'Union européenne, *The Economist* exprime sa vision d'une union européenne économique et non d'un « Super État », il indique : « *Even Britain's Tony Blair has said that he wants Europe to be a superpower though not a superstate* »⁶⁷⁸. L'utilisation du style indirect donne une certaine latitude au locuteur de présenter sa conception de l'Union européenne d'où le caractère subjectif du discours.

⁶⁷⁵ Dominique Maingueneau, *op. cit.*, 100.

⁶⁷⁶ Jacqueline Authier-Revuz, Hétérogénéité(s) énonciative(s), *Langages*, vol. 19, n° 73, 1984, 98-111.

⁶⁷⁷ *The Economist*, 13 septembre 1997, 40.

⁶⁷⁸ *The Economist*, 21 janvier 2002, 37.

Dans un autre exemple, *The Economist* cite les propos de Valéry Giscard d'Estaing : « *Mr Giscard d'Estaing has suggested, a vote against the constitution, is de facto, a vote to leave the union* »⁶⁷⁹. Le magazine cite les propos de Valéry Giscard d'Estaing qui est un fervent partisan de la construction européenne. Ce dernier défend l'idée des États-Unis d'Europe dès ses débuts en politique. Partisan d'une troisième voie entre une Europe supranationale et une Europe des États, il contribue à la création du Conseil européen et à l'augmentation des pouvoirs du Parlement européen, en particulier en matière budgétaire. Le discours indirect qu'utilise le journal permet de montrer son désaccord avec cette politique européenne. Les énoncés ont des buts précis. Ils visent à modifier une situation et représentent la mise en action de la langue ainsi que des formes d'action. En ce qui concerne *The Economist*, nous remarquons la présence d'un discours qui tente d'exposer sa vision du monde, son identité et son idéologie.

Nous avons opté pour l'étude de quelques aspects tels que la modalité, les verbes, la voix passive, la nominalisation, le discours direct, indirect et les pronoms, néanmoins nous admettons que ce travail est loin d'être celui d'un linguiste. Nous proposons dans le troisième chapitre de souligner que le discours de presse est caractérisé par l'intertextualité au même titre que le discours littéraire. Le système des métaphores entre dans l'ensemble des moyens pragmatiques de création du texte. La métaphore n'est pas une simple ornementation, elle joue un rôle dans l'échange communicationnel qui va au-delà de ses potentialités esthétiques. Nous verrons que l'humour, l'ironie et les caricatures ne sont pas utilisés pour nous faire sourire, ils possèdent une intention de corriger les mœurs par le rire et la volonté de se démarquer en délivrant un message subtil aux lecteurs.

⁶⁷⁹ *The Economist*, 15 février 2003, 41.

Chapitre III Quelques procédés rhétoriques

1) La métaphore verbale dans *The Economist*

Nous commençons par une introduction, puis nous proposerons quelques exemples utilisés par *The Economist*. Notre intérêt pour l'étude des métaphores vient de l'idée que leur utilisation dans le langage politique n'est pas anodine et sans conséquence parce que ces figures de rhétoriques placent les événements dans des univers symboliques. Du grec μεταφορά (metaphorá, au sens propre, transport), la métaphore est une figure de style fondée sur l'analogie et la substitution. La métaphore associe un terme à un autre appartenant à un champ lexical différent afin de traduire une pensée plus riche et plus complexe que celle qu'elle exprime. La métaphore est historiquement une figure de style. Sa spécificité tient dans le fait qu'elle produit d'innombrables rapprochements de sens et d'images, elle est une stratégie pour pervertir la façon dont nous percevons les choses.

Aristote est le premier, dans sa *Poétique* à souligner que la métaphore consiste à transporter le sens d'un mot différent, soit du genre à l'espèce, soit de l'espèce au genre, soit de l'espèce à l'espèce, soit par analogie. Thomas Hobbes, dans le *Léviathan*, admet que la métaphore est l'utilisation des mots pour tromper les gens. Paul Ricœur⁶⁸⁰ considère que la métaphore secoue la raison et la guide afin de retrouver le semblable, voire l'analogie qui unit l'être au divin. Bien métaphoriser c'est « voir comme », c'est « voir le semblable » malgré la différence conceptuelle. En d'autres termes, la métaphore est le pouvoir de réécrire la réalité ; la valeur sémantique de la métaphore permet plus d'ouverture sur de nouveaux aspects, de nouvelles dimensions, de nouveaux horizons de la signification. Alors que pour Derrida, la métaphore consiste en un double effacement. Les mots signifient le sens second qui leur est appliqué, alors que leur référent initial est sensible. Pour Ricœur ainsi que pour Derrida, la métaphore est à double sens. Elle cache un certain non-dit, un intenté, peut-être un dit, qui reflète la réalité. Elle est ce par quoi l'être s'exprime pour se dire de « multiples façons ». Dans ce sens, elle dit toujours plus qu'elle ne dit, elle révèle le non-dit de l'être. Pour cela, elle use du langage. L'analogie, sur laquelle se base la métaphore, revêt un rôle important.

⁶⁸⁰ Paul Ricœur, *La Métaphore vive*, Paris : Seuil, 1975, 115.

C'est grâce à elle que le semblable fait participer deux êtres l'un à l'autre. Les auteurs les plus étroitement liés à l'exploration du rôle cognitif de la métaphore sont George Lakoff et Mark Johnson⁶⁸¹. Dans leur ouvrage collectif « *Metaphors we live by* », Lakoff et Johnson estiment que la métaphore est porteuse d'un jugement de valeur ; elle exerce sur le destinataire une pression plus forte que ne le ferait l'expression du même jugement de valeur par les termes propres. Selon Lakoff, les métaphores (largement culturelles) ne sont pas de simples façons de parler : elles sont constitutives de notre pensée, de notre expérience du monde, et informent ce que nous appelons la « réalité ». Il ne s'agit plus de ramener le lecteur à un référent quelconque ; bien au contraire, il s'agit plutôt de créer une dynamique d'images, d'une certaine iconicité, qui est garante de la validité du sens. C'est ce que nous allons voir dans le discours de *The Economist*.

Quant au lecteur, son rôle est double : il devrait réappropriier le sens de la métaphore tout en s'ouvrant au monde auquel renvoie la métaphore. En d'autres termes, il ne s'agit pas de retrouver l'intenté qui se dissimule derrière le sens littéral, mais de lire la métaphore dans les yeux du lecteur, ou mieux de n'importe quel lecteur. À l'instar des divers journaux ou magazines, le lecteur de *The Economist* peut comprendre la portée et l'intérêt de l'utilisation des métaphores qui nécessitent une certaine culture. Nous proposons de présenter quelques exemples où le sous-entendu de la métaphore permet de faire passer un message au lecteur, de ramener ce dernier à partager le point de vue de l'équipe du magazine dans sa projection des faits et l'analyse des événements. *The Economist*, qui approuve l'invasion de l'Irak, brosse à sa façon une image métaphorique de la guerre qu'il considère comme un jeu :

⁶⁸¹ George Lakoff est surtout connu pour ses thèses sur la métaphore conceptuelle comme étant au cœur de la pensée humaine, du comportement politique et de la société. Il est particulièrement célèbre pour sa théorie de la cognition incarnée qu'il a développée en relation avec les mathématiques. Les dernières années, il a appliqué son travail au domaine de la politique. Lakoff est le fondateur du *Rockridge Institute*, un groupe d'experts (*think tank*) progressiste. Il a publié à Berkeley son *Conceptual Metaphor Homepage*. Johnson et Lakoff montrent que notre langage dans son usage le plus quotidien est traversé par la métaphore. Les métaphores structurent notre façon de percevoir le monde. George Lakoff et Mark Johnson, *Les Métaphores dans la vie quotidienne*, Traduit de l'anglais par Michel de Fornel, en collaboration avec Jean-Jacques Lecercle, Éditions de Minuit, 1985.

Voir le site <<http://cogsci.berkeley.edu>>, consulté le 15 octobre 2003.

Voir également le site <<http://www.ac.wvu.edu/~market/semiotic/lkofmet.html>>, consulté le 21 juin 2007.

« *This allows America's strained allies time to prepare for a lesser abrupt endgame than seemed on the cards a week ago* »⁶⁸². L'utilisation de la métaphore a pour but de convaincre le lecteur de la version présentée, elle vise ainsi à occulter l'image lugubre de la guerre, de ses malheurs et ses destructions. Cette image est réduite à un simple jeu. Nous pensons qu'aucune guerre n'est bonne, aucune guerre n'est un jeu. La même idée de jeu est présentée par *The Economist* lors du retour des inspecteurs de l'ONU pour surveiller les armes de Saddam Hussein, le magazine écrit : « *The feeling across much of the arab world is that this was Iraq's last ace* »⁶⁸³. *The Economist* parle de la dernière chance, de la dernière carte pour l'Irak d'éviter la guerre. Cette image nous rappelle qu'au cours d'un jeu, il y a un perdant et un gagnant ; c'est pareil aussi pour la guerre, il existe un vainqueur et un vaincu. Décrire la guerre comme étant un jeu équivaut à pervertir sa réalité et cacher ses malheurs, car la guerre n'est jamais un jeu comme le mentionne *The Economist*.

La guerre d'Irak est projetée aussi comme un film, le magazine précise : « *The war scenario is not necessarily the best for the economy* »⁶⁸⁴. Selon *The Economist*, la guerre d'Irak est comparée à un scénario d'un film imaginé et mis en scène par les Américains et leurs alliés britanniques. Les Américains ont dessiné la guerre et son scénario afin de changer un régime contre le droit international. Cette présentation de façon métaphorique invite le lecteur à se poser moins de questions quant à la légitimité de la guerre et à se pencher plus sur le déroulement de la guerre comme si c'est un scénario de film. *The Economist* compare la guerre contre le terrorisme, en particulier celle contre Al-Qaida et l'invasion de l'Irak, à des opérations et à des frappes chirurgicales : « *Hence the surgical strikes against the leadership and rules of engagement that seek to limit iraqi civilian casualties, even at the risk of increasing american ones* »⁶⁸⁵. En parlant de frappes chirurgicales, *The Economist* pêche par excès de zèle vis-à-vis des Américains, puisque la guerre est toujours sale, elle n'épargne ni civils ni militaires même si les alliés se vantent de posséder des armes intelligentes.

⁶⁸² *The Economist*, 21 septembre 2003, 39.

⁶⁸³ *The Economist*, 5 mars 2003, 25.

⁶⁸⁴ *The Economist*, 30 novembre, 2003, 67.

⁶⁸⁵ *The Economist*, 29 mars 2003, 47.

La métaphore ici non seulement pervertit la réalité mais également peut tromper le lecteur en l'amenant à partager le même point de vue. Dans l'exemple suivant, *The Economist* cite le mot « recherché » (*most wanted*), celle de Saddam Hussein et de ses lieutenants, ou celle de Ben-Laden. « *Some of the coalitions most wanted may have fled the country [...] a small number have indeed been captured [...] but these scalps have not yet led the coalition to Mr Hussein's alleged weapons of mass destruction* »⁶⁸⁶. Nous voyons ici comment *The Economist* utilise la métaphore « recherché, mort ou vif », et celle des Indiens en parlant du scalp. Les clichés concernant la prise du scalp ont toujours été nombreux, chez les contemporains, comme par la suite. Ces clichés ont oscillé au gré de la pensée du temps : symbole de l'extrême barbarie des seuls Amérindiens dans un premier temps, la scalpatation est aujourd'hui considérée par certains comme une pratique importée et développée par les Européens contre les pacifiques Indiens. Cette pratique, par son aspect sanglant et spectaculaire, a été appréhendée sans connaissance des causes profondes de son application : c'est un acte rempli de spiritualité et geste guerrier sanglant signalant la bravoure chez les Amérindiens, acte de vengeance et pragmatisme guerrier pour les Européens puis les Américains.

Cependant, la prise de scalp revêt un aspect glorieux, symbole d'un exploit personnel que les guerriers recherchent toujours dans la bataille, souvent au détriment de l'efficacité. Le scalp va donc être un moyen pour le guerrier de prouver sa valeur et va à ce titre se retrouver partout. Nous pouvons percevoir l'image des Blancs apportant la civilisation, la culture et la paix pour les Indiens, et également pour les Irakiens la démocratie, le bien, et le progrès. Quant à la métaphore *wanted* elle évoque l'époque trouble de l'histoire américaine où la loi est celle du plus fort, du *cowboy* et la loi de la jungle, c'est-à-dire la loi du plus fort. C'est pourquoi la déclaration de croisade au « terrorisme » du président George W. Bush, exprimée quelques heures après l'attentat du 11 novembre, a doublement irrité beaucoup de consciences, en particulier musulmanes. Cette expression qui fait référence à l'époque des *cow-boys* du *Far West* (*wanted, dead or alive*), semble contribuer plus encore à accroître, dans tout le monde musulman, le sentiment d'une agression délibérée de l'Occident contre l'Islam.

⁶⁸⁶ *The Economist*, 19 avril 2003, 20.

Nous voyons que les métaphores concernant la guerre contre le terrorisme et l'Irak nuancent et dissimulent le discours de *The Economist*, le lecteur peut s'identifier et même s'appropriier les propos du magazine. L'image de Tony Blair est décrite de façon métaphorique : elle montre un leader fort qui maîtrise son parti : « *Blair rules his party with a rod iron* »⁶⁸⁷. Cette métaphore nous rappelle la même expression souvent désignée pour parler de Margaret Thatcher comme étant la dame de fer (*the iron lady*). *The Economist* garde à l'esprit la fermeté de Thatcher vis-à-vis des syndicalistes et des socialistes. Le lecteur peut comprendre que Tony Blair est censé agir avec fermeté et intransigeance avec eux. Nous pouvons aussi évoquer les métaphores suivantes de Tony Blair, notamment celle de sa politique au Kosovo, où il est considéré comme un faucon, un combattant de la paix dans le monde : « *Is Mr Blair a hawk in Kosovo ?* »⁶⁸⁸.

Quant à l'image de sa relation avec les Européens et les Américains, Blair est présenté comme un standardiste, un homme de liaison des deux rives : « *a switchboard operator* ». Il est plus proche des Américains par sa politique étrangère, mais demeure aussi lié à une politique européenne. *The Economist* ne cache pas son affinité pour l'autre rive de l'Atlantique plutôt que pour le continent européen, c'est pour cette raison, qu'il choisit de présenter la métaphore d'un homme de liaison de deux rives, plutôt que d'un fervent européen convaincu. Dans ce contexte, l'hebdomadaire évoque une image de l'Europe d'une façon métaphorique en la comparant au chien qui n'a pas encore aboyé : « *Europe has been the dog that hasn't barked* »⁶⁸⁹. Pour *The Economist*, l'Europe ne doit pas être une union qui va contrecarrer les États-Unis ou faire contrepoids à son influence dans le monde. Elle ne doit pas aussi apparaître comme une fédération politique, mais plutôt comme une union économique où chaque pays garde sa souveraineté et son indépendance des décisions politiques et économiques. L'Europe n'est pas encore totalement unifiée. Dans cet exemple, la situation de l'Europe est comparée à un chien qui n'a pas aboyé.

⁶⁸⁷ *The Economist*, 19 février 2000, 49.

⁶⁸⁸ *The Economist*, 20 juin 1998, 49.

⁶⁸⁹ *The Economist*, 25 septembre, 1999, 54.

En fait, *The Economist* semble nous inviter à penser que rien ne se passe, le silence de l'animal indique que rien ne bouge. Il faut attendre des changements au sein de l'union. Cette métaphore semble relever de la subjectivité du discours, car elle marque de manière implicite un point de vue personnel dont seul le lecteur habitué peut saisir l'ampleur. Nous notons que la métaphore, comme le montre Ricœur, reflète une certaine perception du réel. Les métaphores utilisées par *The Economist* visent à laisser le lecteur s'appropriier les mêmes idées que le magazine et à s'identifier à ses propos. Par le biais de la métaphore, une dynamique d'images et une complicité se créent entre le lecteur et le magazine. Les idées prennent alors le sens voulu par l'hebdomadaire, et le message idéologique est finalement transmis au lectorat. L'aspect subjectif des articles nécessite un effort pour décoder et dégager l'implicite. Si la métaphore contribue à l'élaboration d'un discours spécifique, l'humour s'avère un moyen d'expression, il en est de même pour l'ironie.

2) L'humour et l'ironie du verbe

• L'humour verbal

L'humour est une forme d'esprit qui cherche à mettre en valeur avec drôlerie le caractère ridicule, insolite ou absurde de certains aspects de la réalité, qui dissimule sous un air sérieux une raillerie caustique⁶⁹⁰. Sa forme, plus que sa définition, est diversement appréciée d'une culture à l'autre, d'une région à une autre, d'un point de vue à un autre, à tel point que ce qui est considéré par certains comme de l'humour, peut être considéré par les autres comme une méchante moquerie ou une insulte. On pourrait définir l'humour comme une forme d'expression permettant de dégager certains aspects cocasses ou insolites de la réalité, destinée généralement à inciter au sourire en se moquant à travers les autres ou soi-même (autodérision), des faiblesses du genre humain en général.

L'humour permet à l'Homme de prendre du recul sur ce qu'il vit, comme le soulève Joseph Klatzmann⁶⁹¹. Chez Gilles Deleuze⁶⁹², dans la neuvième partie de *Logique du Sens*, la notion s'y dilue à un tel point qu'elle finit par n'avoir de sens que métaphorique. Vladimir Jankélévitch⁶⁹³ met l'ironie du côté du semi-habile et l'humour du côté de l'habile. L'ironie consiste à critiquer et à montrer les insuffisances et les contradictions du monde et des hommes, l'humour consiste à aller jusqu'au bout de cette logique en acceptant ces contradictions et en les assumant. L'humoriste, après tout, n'est pas en dehors de l'humanité. Même chez Bergson, une ironie qui prend l'idéal pour le réel et un humour qui prend le réel pour l'idéal repose à première vue sur une nuance de très faible ampleur. À vouloir mettre les deux notions sur le même plan, on est donc très près de les confondre, et de faire de l'humour une simple variante de l'ironie. Henri Morier⁶⁹⁴ admet que l'humour feint de trouver normal l'anormal. L'humour est distingué par plusieurs concepts : c'est un langage, mais aussi un moyen d'expression efficace, il est porteur de messages, dont en particulier le but de critiquer.

⁶⁹⁰ Joseph Klatzmann, *L'Humour juif*, Paris : PUF, collection « Que sais-je ? » n° 3370, 35-164.

⁶⁹¹ *Ibid.*

⁶⁹² Gilles Deleuze et Claire Parnet, *Dialogues*, Paris : Flammarion, 1977, 25.

⁶⁹³ Vladimir Jankélévitch, *L'ironie*, Paris : Flammarion, 1964, 37.

⁶⁹⁴ Henri Morier, *Dictionnaire de Poétique et de Rhétorique*, Paris : Seuil, 1978, 610.

« L'humour est l'expression d'un état d'esprit calme, posé, qui, tout en voyant les insuffisances d'un caractère, d'une situation, d'un monde où règnent l'anomalie, le non-sens, l'irrationnel et l'injustice, s'en accommode avec une bonhomie résignée et souriante, persuadé qu'un grain de folie est dans l'ordre des choses [...], il feint de trouver normal l'anormal ».

C'est donc un langage qui vise la vérité sans la nommer, ainsi qu'un excellent moyen de s'exprimer lorsqu'il est impossible de le faire autrement. Selon Robert Escarpit⁶⁹⁵, l'humour est un art d'exister, qui met la cible sur le même plan que lui et vise à lui sauver la face. Il implique que nous sommes tous égaux, que nous sommes tous embarqués dans la même galère, alors que l'ironie n'est possible que dans l'inégalité, que dans la mesquinerie. On peut pratiquer l'humour sans ironie particulière, mais l'ironie est une forme d'humour. L'humour oblige le récepteur à chercher ailleurs, ou autrement, l'information que l'émetteur ne lui donne pas directement. Robert Escarpit pense qu'il est désespérant de donner à l'humour une définition satisfaisante et qu'on le tue en lui donnant ce rôle. Pour Janet Holmes⁶⁹⁶, l'humoriste fait la découverte d'un fait réel jusque-là passé inaperçu, il retourne à la réalité pour la minimiser ou la nier et il dit parfois les choses les plus terribles sans avoir l'air d'y toucher. L'humour pardonne et comprend, là où l'ironie méprise et condamne, l'humour apaise, l'ironie blesse. L'humour est utilisé pour réduire l'asymétrie sociale, c'est-à-dire la différence sociale entre les gens, il vise également à combler cette différence. Jason Wrench et James McCroskey⁶⁹⁷ admettent que l'humour est un instrument de persuasion, mais aussi une stratégie pour établir des amitiés et pour exclure des gens. L'humour s'étend à toutes les choses qui excitent notre curiosité, plaisantes ou sérieuses. Il touche aux questions les plus graves, mais il y touche légèrement, il les effleure sans avoir la prétention de les résoudre. Ce qui importe dans l'humour réside dans la manière de présenter les choses.

⁶⁹⁵ Robert Escarpit, universitaire, écrivain, journaliste, président de l'université de Bordeaux et fondateur de l'IUT de journalisme de Bordeaux (1970-1975). Il dirige à partir de 1958 le laboratoire des sciences de l'information et de la communication, rattaché au CNRS. Il est l'auteur des billets qui, chaque jour, paraissent en première page du *Monde* ainsi que de nombreux ouvrages, tantôt savants tantôt humoristiques.

Quelques exemples de citations de Robert Escarpit : Cité dans la page web, <www.robert-escarpit.fr>, consulté le 20 mai 2008.

« Il est toujours mauvais de poser au maître plus de questions qu'il n'a de réponses » extrait de *Reportages de Roule ta bosse*. « Croire à ses propres mensonges, c'est cela qu'on appelle la sincérité », Extrait de la *Lettre ouverte au diable*. « Ne pas mentir, c'est dire ce qu'on sait, non ce qu'on croit savoir », extrait de *Lettre ouverte au diable*.

⁶⁹⁶ Janet Holmes, « Politeness, Power and Provocation : How humor functions in the workplace », *Discourse Studies* 2, 2, 2000, 159-185.

⁶⁹⁷ Jason Wrench and James McCroskey, « A Temperamental Understanding of Human Communication and Exhilaratability », *Communication Quarterly*, 2001, 49 (2), 142-15.

Il n'y pas de sujet humoristique, mais il y a une tournure d'esprit humoristique, où il entre beaucoup de fantaisie et parfois un peu de scepticisme. L'humour anglais se définit avant tout par le tempérament que l'on prête au peuple anglais. *The Economist* en est un exemple parmi les divers journaux et magazines anglais ; l'humour adopté dans ses articles vise essentiellement à faire passer un message fin et subtil aux lecteurs, mais aussi à conseiller et à critiquer. Nous avons sélectionné quelques exemples où *The Economist* impressionne le lecteur dans sa façon de présenter les choses en utilisant une touche humoristique qui n'est pas innocente dans ses choix et dans son discours. En présentant le *New Labour*, *The Economist* souligne : « *The big idea is that there is no big idea* »⁶⁹⁸. Le magazine admet que le nouveau Parti travailliste n'a pas vraiment un grand programme politique, à l'instar des conservateurs. *The Economist* nous rappelle que Thatcher avait renversé la tendance de la domination de l'État en diminuant son rôle et en encourageant la privatisation et le monde de l'entreprise. La croisade de Thatcher contre l'ingérence de l'État n'est pas perçue dans la politique économique de Blair qui préconise une économie privée mais aussi une politique sociale-démocrate où l'État joue un rôle non négligeable.

L'approche de Blair qui tente de marier une politique libérale et une vision proche de la social-démocratie laisse *The Economist* hésitant et perplexe, ce qui fait que la troisième voie n'est pas considérée comme une grande idée. Pour *The Economist*, le *New Labour* change de cap en adoptant une politique libérale se basant sur une croyance de l'idéologie des travaillistes, ce qui en soi n'est pas une idée nouvelle. Cette expression humoristique de la part de *The Economist* montre son attachement à l'idéologie libérale et sa méfiance de l'hégémonie de l'État. Notons ici que *The Economist* accueille favorablement la rupture de Blair avec les idéaux socialistes de l'ancien Parti travailliste, et encourage sa politique économique en soulevant souvent des réserves quant à l'intervention de l'État dans les dépenses publiques. L'humour ici est un moyen indirect de critiquer, mais aussi un outil de persuasion que *The Economist* essaie de mettre en évidence et de faire partager par ses lecteurs. Le journal n'épargne pas à Blair la critique, en faisant allusion à sa politique de la « troisième voie », l'humour demeure un moyen efficace dont le message nécessite une intelligence de la part du lecteur pour en saisir le sens voulu.

⁶⁹⁸ *The Economist*, 19 décembre 1998, 39.

Voyons l'exemple suivant où *The Economist* résume la « troisième voie » comme étant une soupe trop chaude à boire, et froide à offrir pour les électeurs : « *The much heralded Third Way in politics often seems to boil down to refusing porridge too hot for the voters without offering porridge that actually gone cold* »⁶⁹⁹. Selon *The Economist*, la troisième voie de Blair est difficile à livrer aux électeurs, elle est aussi difficile à digérer puisqu'elle incarne le passé souvent lié aux idées socialistes des travaillistes que personne ne veut consommer. Sur un autre plan, les idées de Blair imprégnées par la politique de Thatcher, perdent de leur importance s'il n'y a pas volonté à les traduire sur le terrain. Ce qui signifie que la troisième voie n'incarne ni l'idéal de la gauche socialiste ni celui des idées de droite libérale. Elle est entre les deux, ce qui complique sa réussite. L'humour ici consiste à faire passer un message simple : la troisième voie n'est pas une vision totalement nouvelle, elle ne rompt pas totalement avec le passé. Elle présente une synthèse des idées de Thatcher avec un esprit social-démocrate.

Dans un autre exemple, *The Economist* ne se prive pas de donner à Blair des conseils ou des leçons tout en gardant un style sarcastique plein d'humour : « *Politics is no longer about right and left, it is about...Tony, What else?* »⁷⁰⁰. Le succès de Tony Blair renverse la donne selon *The Economist*, car ce dernier commence à dominer la vie politique de son parti et de son pays. Les Britanniques se rendent compte que les médias ne s'intéressent plus aux problèmes de la gauche ou de la droite, c'est Tony Blair qui accapare l'attention par son engagement au Kosovo, en Afghanistan et en Irak. L'alignement indéfectible de Blair sur la politique de George W. Bush renverse la tendance et attise les passions. Parler de politique en Grande-Bretagne signifie avant tout évoquer la politique étrangère et les aventures guerrières du Premier ministre à travers le monde sans l'approbation de la majorité des Britanniques. Ce message de *The Economist* est bref mais aussi plein d'humour, il incarne une vérité où Blair devient le centre d'intérêt du champ politique en Grande-Bretagne. En ce qui concerne la politique européenne, *The Economist* fait sa propre critique, avec un humour noir, du traité de l'union européenne de Maastricht. Le journal rappelle au lecteur que le traité stipule que les membres doivent se soutenir activement dans leurs politiques étrangères et de sécurité, sans réserve, dans un esprit mutuel de solidarité et de loyauté :

⁶⁹⁹ *The Economist*, 19 décembre 1998, 39.

⁷⁰⁰ *The Economist*, 4 mai 2002, 40.

« *Member states shall support the union's external and security policy actively and unreservedly in a spirit of loyalty and mutual solidarity* »⁷⁰¹. D'un ton plein d'humour, *The Economist* laisse entendre qu'il y a eu erreur de transcription et que le vrai texte est le suivant : « *Member states shall actively undermine the Union's external policy in a spirit of loathing and mutual mistrust* »⁷⁰². En raison de la division des gouvernements européens sur la guerre d'Irak en deux camps, nous remarquons que le premier groupe est dirigé par la France, l'Allemagne et la Belgique, quant au second, il est représenté par l'Italie, l'Espagne et les pays de l'Est qui sont des alliés des Anglais et des Américains. *The Economist* adopte un ton critique en admettant que les membres de l'union sapent la politique extérieure et sécuritaire de l'union dans un esprit de haine et de méfiance. Le magazine se moque de l'union qui vraisemblablement ne réussit pas à souder les rangs des Européens et à sceller le fond du traité de Maastricht, à savoir l'esprit de solidarité et le respect mutuel ainsi que la loyauté envers de l'Union.

Cet humour de *The Economist* vise à critiquer la position de la France et de l'Allemagne face à la politique américaine et britannique dans leur effort de guerre diplomatique surtout pour avoir la légitimité des Nations Unies. Le magazine est porteur d'un message sans équivoque qui montre les divisions au sein de l'Union européenne et qui évoque l'idéal proclamé lors du sommet de Maastricht. Cet idéal est loin d'être une réalité alors que la division est une réalité. *The Economist* présente un discours subtil où l'humour est un outil de persuasion qui marque l'esprit du lecteur proche des thèses du magazine. Dans un autre exemple humoristique, *The Economist* critique les Européens blasés de la politique américaine de Bush en Irak. Le magazine suggère que ceux qui accusent les Américains d'un manque de sophistication et d'une ignorance de l'histoire doivent bénéficier eux-mêmes d'une leçon d'histoire : « *Those Europeans who accuse Americans of lack of sophistication and ignorance of history might benefit from a brief lesson of history* »⁷⁰³.

⁷⁰¹ *The Economist*, 15 février 2003, 35.

⁷⁰² *Ibid.*

⁷⁰³ *The Economist*, 1 février 2003, 3.

The Economist répond sans ménagement de façon humoristique à ceux qui fustigent la politique américaine depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Nous percevons une finesse et une critique subtile de la part de l'hebdomadaire. À cet égard, *The Economist* mentionne Jean-Paul Sartre qui considère que les Américains ont la rage : « *The United States has rabies, Europe must step away or shall be bitten and infected next* »⁷⁰⁴. Le journal s'adresse également à Harold Pinter qui décrit les Américains comme des sanguinaires : « *A bloodthirsty wild animal* »⁷⁰⁵ ou bien à Jacques Derrida qui considère les États-Unis comme étant un État voyou : « *The United States is the world's leading rogue state* »⁷⁰⁶. Le message est dirigé aussi contre le président Charles de Gaulle qui selon le magazine voyait en 1965 dans les Américains un danger pour la paix mondiale : « *The United States is the greatest danger in the world today to peace* »⁷⁰⁷. Contre vent et marée, *The Economist* salue l'alliance atlantique entre les Américains et les Britanniques. Conscient de la disparité existante entre les Européens et les Américains, *The Economist*, se moque de ceux qui doutent du rôle des Américains, de leur histoire et de leur alliance avec les Européens, et les invite à lire l'histoire une seconde fois. Le recours à l'humour vise à critiquer et à rallier l'attention du lecteur du bien-fondé de ses idées : *The Economist* ne condamne pas et ne méprise pas, mais plutôt semble enclin à convaincre, à rappeler et à établir une amitié avec le lecteur qui finira par comprendre son message et à percevoir son point de vue. *The Economist* n'épargne pas à Blair la critique et le sarcasme, nous proposons le dernier exemple où l'humour demeure une stratégie et un outil efficace pour faire valoir ses idées. L'engagement de Blair avec les Américains dans leur lutte contre le « terrorisme » est mal vu par les Britanniques qui refusent la guerre contre l'Irak qu'ils considèrent une aventure américaine. Tony Blair admet que son alliance avec son ami George W. Bush vise à défendre l'intérêt de son pays dans le monde en activant la « relation spéciale ». *The Economist* prétend que la politique américaine de Blair va permettre aux Britanniques de redorer leur blason et de savourer leur prestige dans le monde après avoir perdu leur empire colonial : « *Britain has lost an empire but found Mr Blair* »⁷⁰⁸.

L'engagement diplomatique et militaire de Blair avec Bush marquera une présence plus importante de la Grande-Bretagne.

⁷⁰⁴ *Ibid.*

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ *Ibid.*

⁷⁰⁷ *Ibid.*

⁷⁰⁸ *The Economist*, 24 novembre 2001, 40.

Le magazine admet que les Britanniques jouent le rôle de pont ou d'intermédiaire entre l'Atlantique et le continent européen où chacun trouve son compte ; c'est-à-dire, les Américains ont besoin de l'appui politique, militaire des Britanniques, et ces derniers gagneront sur les plans économique, politique en réactivant la « relation spéciale ». L'utilisation de l'humour vise à souligner une réalité politique, elle montre que Blair contribue à rehausser l'image emblématique d'une nation qui ne dirige plus le monde mais qui puise sa grandeur en s'alliant avec une superpuissance. *The Economist* sait bien que l'empire britannique a disparu, il appartient au passé, mais il ne cache pas le sentiment favorable des liens anglo-saxons entre les deux peuples américain et britannique. D'une façon implicite et subtile, le magazine suggère que la politique de Blair ne peut guère remplacer la grandeur d'un empire, cependant, son action fait rêver les esprits du Premier ministre, puisque ce dernier devient plus populaire aux États-Unis que dans son propre pays. *The Economist* est enclin à défendre une idéologie libérale et une politique proaméricaine. S'il approuve les idées de Blair, en particulier économiques ou de politique étrangère, il ne lui épargne pas les critiques ou les conseils. Dans ce contexte, *The Economist* utilise également une autre arme de persuasion et de critique, qui se révèle parfois plus intéressante et poignante à plusieurs égards, elle concerne l'ironie.

• L'ironie verbale

L'ironie est une forme d'expression qui consiste à dire l'inverse de ce que l'on pense, tout en s'efforçant de laisser entendre la distance qui existe entre ce que l'on dit et ce que l'on pense réellement. En littérature, l'ironie est l'art de se moquer de quelqu'un ou de quelque chose en vue de faire réagir un lecteur, un auditeur ou un interlocuteur, de faire rire. Elle est en outre utilisée dans l'objectif de dénoncer, de critiquer quelque chose ou quelqu'un. Pour cela, le locuteur décrit souvent la réalité avec des termes apparemment valorisants, dans le but de la dévaloriser. L'étymologie du mot *ironie* provient du grec *eironeia* qui signifie *feinte*. Les Philosophes du XVIII^e siècle, tels que Voltaire, John Locke, Montesquieu qui se donnaient pour mission de réformer la société n'avaient pour armes que des mots, ces armes étaient des mots plus que des actions, et ils savaient user de toutes les formes de l'argumentation.

Mais parmi tous ces outils, leur préféré est sans doute l'ironie, forme paradoxale où l'on feint toujours plus ou moins de donner la parole à celui dont on veut critiquer les idées. Bergson⁷⁰⁹ admet que l'ironie joue sur le contraste entre ce qui est et ce qui devrait être. Tantôt, on énoncera ce qui devrait être en feignant de croire que c'est précisément ce qui est : en cela consiste l'*ironie*. Tantôt, au contraire, on décrira minutieusement et méticuleusement ce qui est en affectant de croire que c'est bien ainsi que les choses devraient être : ainsi procède souvent l'humour. Chez Søren Kierkegaard⁷¹⁰, l'ironie est une communication indirecte ; dans sa thèse maîtresse, intitulée *Du concept d'ironie*, il souligne que l'ironie permet au narrateur de nous dévoiler un univers absurde, mais en même temps de le rendre supportable pour le lecteur qui ne se sent pas concerné directement. Elle permet également à l'écrivain d'imposer des formules narratives nouvelles tout en ayant l'air de se moquer de ce qu'il dit et de ce qu'il fait. Pour Kierkegaard, l'ironie est liberté absolue : le fait de ne pas dire ce qu'on pense implique qu'on est libre par rapport à l'autre et à soi-même. Le nouveau dictionnaire Oxford de l'anglais définit l'ironie comme étant : « figure de style dans laquelle le sens voulu est opposé à celui qui est exprimé par les mots employés, prenant habituellement la forme du sarcasme et de la dérision »⁷¹¹.

Selon John Anthony Cuddon⁷¹², il est difficile de donner une définition à l'ironie car elle est source de fascination et de spéculation. L'ironiste cherche à mettre en évidence le ridicule de telle ou telle attitude, de tel ou tel choix, à stigmatiser, à faire prendre conscience de ce qu'il considère comme une erreur de jugement. Dans l'ironie littéraire, Philippe Hamon⁷¹³ note que tout est social dans l'ironie, elle se place face à tout un système de normes et de hiérarchies. Elle sert à montrer la différence de pouvoir ; elle vise aussi à faire semblant de se confondre avec l'être ou l'institution ironisée alors que l'on a une ferme volonté de se différencier.

⁷⁰⁹ Henry Bergson, *Le Rire*, Paris : PUF, 1959, 447.

⁷¹⁰ Hélène Politis, *Le concept de philosophie constamment rapporté à Kierkegaard*, Paris : Kimé, 2009, 25.

⁷¹¹ Le dictionnaire Oxford, de l'anglais, Presse de l'Université d'Oxford, 2003.

⁷¹² John Anthony Cuddon, *A Dictionary of Literary Terms and Literary Theory*, Oxford : Blackwell, 1998, 23. « *to say one thing but to mean something else-that may be the simplest definition of irony. Irony eludes definition and this elusiveness is one of the main reasons why it is a source of so much fascinated inquiry and speculation* ».

⁷¹³ Philippe Hamon, *L'Ironie littéraire. Essai sur les formes de l'écriture oblique*, Paris : Hachette, 1996, 145.

Florence Mercier-Leca⁷¹⁴ fait remarquer que la richesse et la séduction de l'ironie tiennent : « à sa nature insaisissable, à son ambiguïté et à la variété infinie des formes qu'elle peut prendre ». Dans son *Vocabulaire d'Esthétique*, Etienne Souriau définit l'ironie comme⁷¹⁵ :

L'ironie n'est pas seulement union et opposition des contraires sur le plan de l'interprétation, elle est aussi dialectique et du sérieux. Comme l'humour, elle est pince-sans rire, amusement à froid, et si l'on se joue du sens du discours, la pensée déguisée est sérieuse. L'ironie est interaction entre la sphère du comique et celle du grave, voire du sombre, et même parfois du tragique.

La définition de Pierre Schoentjes⁷¹⁶ est assez intéressante, puisqu'elle nous permet de comprendre que l'ironie dépend de celui qui l'utilise. Elle constitue une communication à niveau inégal, où les relations entre ces personnages sont régies par un rapport d'infériorité et de supériorité, elle reprend le discours de l'adversaire pour le disqualifier. L'ironie superpose deux points de vue : le point de vue critiqué et le point de vue de l'auteur. C'est cet écart entre ce qui est dit et ce qui est véritablement pensé qui crée l'ironie. Toute l'habileté de l'auteur consiste alors dans la subtilité de cet écart, dans l'art du décalage. L'ironie démasque, fustige toujours par référence à une valeur supérieure de la vérité et de la raison. L'ironie est moqueuse, elle critique, agresse, et vise un personnage victime. L'ironiste dit le contraire de ce qu'il veut suggérer, insère dans son message un signal clair qui prévient son interlocuteur de ses intentions. En effet, l'auteur qui utilise l'ironie dirige le regard du lecteur vers une cible dans une relation d'opposition face à un pouvoir. L'ironie est toujours un jeu de pouvoirs. Elle est en outre utilisée dans l'objectif de dénoncer, de critiquer quelque chose ou quelqu'un. L'ironie invite donc le lecteur ou l'auditeur à être actif pendant sa lecture ou son audition, à réfléchir et à choisir une position. Afin que l'ironie soit comprise, il importe donc qu'il existe une connivence entre l'auteur et le lecteur, et donc au minimum que ce dernier connaisse l'écrivain. Le lecteur doit connaître suffisamment la situation dont il est question dans le texte.

⁷¹⁴ Florence Mercier-Leca, *L'ironie*, Paris : Hachette, 2003, 187.

⁷¹⁵ Étienne Souriau, *Vocabulaire d'Esthétique*, PUF, 2ème, édition, mai 2004, 838.

⁷¹⁶ Pierre Schoentjes, *Poétique de l'ironie*, Paris : Seuil, 2001, 195.

L'ironiste n'exprime donc pas ses intentions, mais les suggère plus ou moins fortement, il dose la teneur de ses échanges. Pascal Engel⁷¹⁷ souligne que l'ironie nous pousse à nous demander quelle relation l'ironiste entretient avec les valeurs et les idéaux : est-il là pour les priser ou pour les enterrer ? S'il joue ou s'il dissimule son jeu, est-ce pour corriger les mœurs ou pour s'en accommoder. Nous allons voir dans les exemples suivants que *The Economist* utilise l'ironie comme une arme essentielle de la stratégie argumentative parce qu'elle place le récepteur dans une relation de complicité et qu'elle le contraint à faire la moitié du chemin dans l'adhésion à la thèse. Celle-ci se dissimule en effet derrière une formulation strictement inverse, et le lecteur doit être sensible aux indices signalés dans le discours. *The Economist* est ironique lorsqu'il décrit Blair : « *The second most important politician in the United States is Tony Blair* »⁷¹⁸. Le Premier ministre a toujours été très proche des présidents américains, mais c'est surtout avec George W. Bush que les relations vont être consolidées notamment en ce qui concerne la politique internationale.

Après la tragédie du 11 septembre, Blair s'aligne sur la position américaine dans sa guerre contre les Talibans en Afghanistan, il apporte un soutien sans faille au président américain lors de la guerre d'Irak en 2003 et devient en quelque sorte le porte-parole des États-Unis s'opposant au président Jacques Chirac. La relation spéciale entre Tony Blair et George W. Bush est différente de celle de Johnson et de Wilson où ce dernier avait catégoriquement refusé d'envoyer des troupes au Vietnam en dépit des demandes pressantes du président américain. Cette relation est également différente de celle de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher qui n'avait pas hésité à reprendre les Malouines sans le soutien de son allié américain. Sur le plan historique, jamais l'alignement britannique sur les positions américaines n'a été aussi manifeste qu'avec Blair. Plusieurs questions suscitent notre intérêt : l'alignement croissant de Londres sur Washington à partir de 2001, a-t-il porté ses fruits ? Autrement dit, Blair a-t-il obtenu quelque chose en échange ? A-t-il fait plier l'administration américaine sur quelques dossiers ? L'alliance a-t-elle fonctionné dans les deux sens ? Comme le souligne Jean-Marc Four⁷¹⁹, nous pensons que la réponse est globalement négative.

⁷¹⁷ Pascal Engel, « Raillerie, satire, ironie et sens plus profond », *Philosophiques*, vol. 35, n° 1, 2008, 3-12. <<http://id.erudit.org/iderudit/018232ar>>, consulté le 22 novembre 2009.

⁷¹⁸ *The Economist*, 15 mars 2003, 51.

⁷¹⁹ Jean-Marc Four, *Tony Blair, op. cit.*, 12.

Par le biais de l'ironie, *The Economist* dit le contraire de ce qu'il pense, il sait que Blair n'est pas le second homme politique aux États-Unis. Philippe Marlière parle de Blair comme l'ambassadeur numéro 1 des États-Unis⁷²⁰ et Will Hutton considère que le Royaume-Uni de Blair se trouve désormais dans les bras de l'ours américain⁷²¹. *The Economist* souhaite voir le Premier ministre britannique agir de façon semblable à celle de Thatcher qui sait dire parfois non aux Américains et manifester son désaccord⁷²². La seule avancée concrète décrochée⁷²³ par le Premier ministre britannique est une timide évolution du discours américain sur le Proche-Orient. Blair parvient à persuader George W. Bush de s'engager dans la même voie : celle de la « feuille de route » qui prévoit la coexistence d'un État Palestinien viable aux côtés d'un État Israélien en sécurité.

En ce qui concerne la ratification par les États-Unis du protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'échec est cuisant, puisque Blair ne réussit pas à influencer son allié américain sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Premier ministre britannique ne parvient pas à garantir l'accord américain sur le plan de reconstruction de l'Afghanistan et sur la levée des barrières protectionnistes américaines dans le cadre des négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce, en particulier sur la taxation de l'acier européen. Dans cet exemple, l'ironie de *The Economist* vise à inviter le lecteur ou l'auditeur à être actif pendant sa lecture ou son audition, à réfléchir et à choisir une position, celle-ci concerne la relation Bush et Blair : « *Mr Bush and Mr Blair make an odd couple* »⁷²⁴. Faut-il accepter cette relation atypique à sens unique et sans réciprocité ? Est-ce que Blair donne l'exemple à suivre comme celui de Thatcher qui parvient à dire non parfois à son allié ?

⁷²⁰ Philippe Marlière, *op. cit.*, 178.

⁷²¹ Will Hutton, *The World We're In*, Londres : Brown, 2002, 208-236.

⁷²² John Kampfner, *Blair's wars*, Londres : Simon & Schuster, 2003, 232.

⁷²³ Jean-Marc Four, *op. cit.*, 65.

⁷²⁴ *The Economist*, 4 avril 2003, 40.

« *During the Falklands war, she was infuriated by what she saw as Mr Reagan's encouragement to get General Galtieri off the hook... She was frequently critical of him in private when she thought Britain's interest was in jeopardy* »⁷²⁵. *The Economist* utilise l'ironie quand le besoin se fait sentir, nous pouvons le percevoir dans l'exemple suivant où le magazine se demande si « *Tony Quixote finds his windmill* »⁷²⁶. Lors de son discours à Gand en février 2000, Blair exprime son espoir de voir l'Europe jouer le rôle d'une force internationale de stabilité, cependant des divergences apparaissent avec le président Chirac et le Chancelier Schröder. Le couple franco-allemand lance à l'automne 2002 tout un ensemble d'initiatives communes dans le domaine de la politique étrangère, touchant notamment au débat constitutionnel concernant l'Union européenne et la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). En resserrant les liens avec Paris, Berlin a montré que sa politique étrangère suivait un nouveau mot d'ordre. En effet, alors qu'il a traditionnellement évité d'avoir à choisir entre ses deux principaux alliés, les États-Unis et la France, Blair a clairement soutenu la première, abandonnant une politique qui lui avait conféré poids et influence en sa qualité d'intermédiaire entre Paris et Washington.

Tony Blair souhaite renforcer la défense de l'Europe à l'intérieur de l'OTAN (Organisation du traité d'Atlantique Nord), alors que le Président français et le Chancelier allemand parlent de compatibilité entre la PESD (politique européenne de sécurité et de défense) et l'OTAN. Si Blair insiste sur la base de la relation entre l'OTAN et les États-Unis, Chirac et Schröder insistent sur l'existence d'un monde multipolaire. Dans ce contexte, *The Economist* brosse une image ironique en comparant Blair à Don Quichotte, le héros de Miguel de Cervantes, qui se prend pour un justicier d'un monde idéaliste et absurde. Don Quichotte consacre sa vie à combattre le mal et à protéger les opprimés, il prend les moulins à vent pour des géants envoyés par les méchants magiciens.

⁷²⁵ *The Economist*, 13 avril 2003, 38.

Margaret Thatcher partage avec le président américain Ronald Reagan les principes de l'anticommunisme et du libéralisme économique. Les deux dirigeants s'apporteront à maintes occasions un soutien réciproque inébranlable. Malgré de nombreux points de convergence, les deux chefs d'État étaient en désaccord sur quelques points comme par exemple, la guerre des Malouines où les intérêts américains penchaient originellement du côté argentin. Concernant la politique de sanctions contre la Pologne réprimant le syndicat Solidarité, Margaret Thatcher reprocha aux Américains d'avoir unilatéralement décrété des sanctions qui affectaient les économies de ses alliés occidentaux bien plus que la leur.

⁷²⁶ *The Economist*, 26 février 2000, 48.

Son histoire se termine quand il abandonne la lecture de tout roman de chevalerie et retrouve la raison. Tony Blair est décrit comme *Tony Quichotte* qui trouve son moulin, c'est-à-dire la réalité pragmatique, et non le monde des chimères, lorsqu'il dit non à la vision européenne de Chirac d'un monde multipolaire. En évoquant la politique européenne de Blair, *The Economist* fait référence à Margaret Thatcher qui, lors de son fameux discours de Bruges du 20 septembre 1988, réaffirme son opposition à une Europe fédérale et déléguant plus de pouvoirs à Bruxelles. Elle défend sa vision d'une grande Europe des patries et refuse la naissance d'un « Super-État » qui exerce sa domination depuis Bruxelles. Sa politique étrangère est guidée par plusieurs idées fortes, l'anticommunisme, l'atlantisme et l'euroscpticisme.

Le journal salue la politique⁷²⁷ de Madame Thatcher qui défendait l'idéal d'une Europe des patries dont le but final est la création d'un marché commun et non d'un puissant État Fédéral. À travers cette ironie, *The Economist* semble dire le contraire de ce qu'il écrit ; Tony Blair ressemblera à Don Quichotte s'il s'éloigne des idées européennes de Margaret Thatcher qui approuvait l'adhésion à la CEE et considérait que celle-ci ne devait être qu'un moyen de mettre en place le libre-échange et de garantir la concurrence. *The Economist* apprécie que le Premier ministre ose dire non au couple franco-allemand. Il admet que Tony Blair dérange, met mal à l'aise l'élite politique par son refus de l'intégration de la Charte⁷²⁸ Européenne des Droits de l'Homme. Dans cet exemple que nous venons de voir, *The Economist* montre implicitement un point de vue proche des euroscptiques et des conservateurs sans pourtant renier ou refuser l'Union européenne.

⁷²⁷ Pour plus de précisions sur les relations américano-britanniques à l'époque de Margaret Thatcher, voir Jean-Claude Sergeant, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher*, Paris : PUF, 1994, 197-212. Étant euroscptique, Thatcher demanda que le Royaume-Uni ne puisse pas payer plus que ce qu'il reçoit de l'Europe. Elle fait cette déclaration célèbre : « *We are simply asking to have our own money back* ». Le Royaume-Uni, alors en pleine récession, paie pourtant beaucoup plus que ce qu'il reçoit. Elle obtient gain de cause en 1984, avec ce qu'on appelle le « rabais britannique ». Voir également Jean-Claude Sergeant, « La « relation spéciale » : anatomie d'un rapport ambigu », *Hérodote*, n°109, 2003 (2). Voir pour plus de détails sur la politique européenne de Thatcher les auteurs suivants : Philippe Chassaigne, *La Grande-Bretagne dans le monde de 1815 à nos jours*, Armand Colin, 2003, François Charles Mougel, *L'Angleterre au XXe siècle*, Ellipses. Jean-Pierre Dormois, *Histoire économique de la Grande-Bretagne au XXe siècle*, Hachette, 1994. Peter Jenkins, *La Révolution de Madame Thatcher, ou la Fin de l'ère socialiste*, Robert Laffont, 1991 et Jean-Louis Thieriot, *Margaret Thatcher, de l'épicerie à la Chambre des Lords*, Éditions de Fallois, 2007.

⁷²⁸ Tony Blair a combattu l'intégration de la Charte Européenne des Droits Fondamentaux qui formalise les valeurs fondatrices du projet européen et constitue un des piliers du nouveau traité de Lisbonne pour finalement obtenir que la Charte ne s'applique pas au Royaume-Uni. Plutôt que de faire avancer l'intégration européenne, l'ancien Premier ministre britannique a imposé un certain nombre de « lignes rouges » au cours des négociations du traité de Lisbonne, avec pour but d'empêcher tout progrès sur les questions sociales et l'harmonisation fiscale ainsi qu'en matière de politique étrangère et de sécurité commune. Tony Blair maintient son pays en dehors de la zone Schengen.

Dans un autre exemple, *The Economist* exprime son refus de la constitution européenne où il titre dans sa rubrique Charlemagne « Après EU, le déluge » et prône le non à la constitution en conseillant avec un certain orgueil de jeter le texte: « *In the unlikely event that Europe's leaders follow this newspaper's advice and drop their new constitution draft in the bin, the reaction of the populace would be a deep yawn rather than a rush to arm* »⁷²⁹. L'expression, « après moi, le déluge » qui veut dire peu importe ce qu'il va se passer après ma mort, le déluge fait référence non pas à une simple pluie diluvienne, mais à la catastrophe biblique qu'a été le déluge dont seul Noé est sorti vivant avec sa famille et tous les couples d'animaux qu'il avait pu faire monter à bord de son arche, à partir du moment où Dieu lui a fait savoir qu'il allait se débarrasser de tous les pécheurs.

Pour comprendre ce texte ironique, il faut en saisir le contexte ; selon *The Economist*, la constitution n'est pas bonne car elle n'est pas libérale au sens politique du terme. Le magazine critique en particulier la Charte des Droits Fondamentaux, ces droits sociaux ainsi introduits dans la constitution ouvriraient la voie à une extension indue du pouvoir central européen sur l'économie et la société des États, alors que la dite constitution aurait dû précisément limiter et réduire ce pouvoir. Considéré comme ultralibéral, *The Economist*, estime quant à lui que la référence explicite à l'économie sociale de marché se donnant pour objectif le plein-emploi, la protection des consommateurs et la modération en matière d'utilisation des ressources naturelles, porterait atteinte au projet européen. Pour *The Economist*, l'économie de l'Union européenne devrait supprimer les obstacles au commerce et encourager la croissance sans l'intervention d'un État providence qui sera responsable du déclin et de l'inefficacité de l'économie, par conséquent, la constitution n'ouvrirait pas non plus la voie à une Europe libérale au plan économique. Un autre argument largement développé contre la constitution est géopolitique ; dans les cercles conservateurs et néoconservateurs, le danger qu'une Europe ou une superpuissance, rendue plus forte par le processus constitutionnel (avec un ministre des affaires étrangères et un président) peut s'opposer aux intérêts de la politique étrangère des États-Unis dans le monde.

⁷²⁹ *The Economist*, 5 juillet 2003, 34.

La constitution créerait un nouvel acteur international avec son propre ministre des affaires étrangères et sa propre politique extérieure. Ce développement aurait des implications profondes et inquiétantes pour l'alliance transatlantique et pour la future influence des États-Unis en Europe avec son allié privilégié le Royaume-Uni. *The Economist* nous invite, en fait, à rester dans le champ des souverainetés nationales concertées et à refuser l'idée d'une constitution européenne avec une finalité fédérale. Pour convaincre le lecteur⁷³⁰, le magazine considère qu'une mauvaise constitution pourrait être pire qu'aucune constitution pour l'Europe. L'ironie utilisée par *The Economist* vise à dissuader et à conseiller le bien-fondé de ses arguments. Selon le magazine, les Européens ne voteront pas pour la constitution, car ils ne sont pas prêts à accepter un important transfert de leur souveraineté à Bruxelles.

L'hebdomadaire semble prévenir qu'une fois adoptée à l'unanimité, la constitution européenne provoquera une confusion totale. Par contre, si les Européens la refusent, il n'y aura pas de déluge ; car ils ne vont pas s'entretuer pour un texte incompréhensible⁷³¹. L'ironie dans cet exemple invite le lecteur à réfléchir et à choisir une position, celle du rejet de la constitution. Le style est plein de vanité et d'orgueil de la part de *The Economist*, qui semble croire qu'il est le seul à posséder la vérité. Nous constatons sans aucune surprise que le magazine partage le même point de vue de plusieurs journaux américains qui présentent des propos hostiles à la constitution européenne, ils proviennent des milieux⁷³² conservateurs, qu'ils soient de tendance libertaire, comme le *Cato Institute*, ou néo-conservatrice comme l'*American Enterprise Institute*, et la *Heritage Foundation*.

⁷³⁰ *The Economist*, 28 octobre 2000, 25.

⁷³¹ Dans le numéro du 30 avril 2005, *The Economist* considère que la constitution est satanée et évasive. « *That damned, elusive constitution* ».

⁷³² Voir l'article de Robert Cottrell, « The European Constitution : Many Risks, Few Rewards », *European Outlook*, juillet-août 2004. Voir le site de l'*American Enterprise Institute*, consulté le 14 mars 2010 <<http://www.aei.org/publications/filter.all.pubid.20684/pub.detail.asp>>. Gerard Baker dans *The Financial Times*, 22 septembre 2003, parle de la constitution comme les dix premiers amendements à la constitution américaine « *Bill of Rights* » en costume socialiste. Il n'est pas surprenant que la majorité des propos hostiles à la constitution européenne proviennent des milieux conservateurs, qu'ils soient de tendance « libertaire » comme le *Cato Institute* ou néo-conservatrice comme l'*American Enterprise Institute*, la *Heritage Foundation*, les revues *The Weekly Standard* et *The New Republic*, ou le très polémique journal du Révérend Moon, le *Washington Times*.

The Economist insère un message et un signal clair qui prévient ses lecteurs de la sagesse de ses propos et de la justesse de son choix de refuser cette constitution européenne. Dans un autre exemple concernant la guerre d'Irak, *The Economist* se moque du quotidien français, *Le Figaro* qui considère le président Chirac chevalier de la paix « *the knight of peace* »⁷³³ et des opprimés dans le monde. D'un air sarcastique, *The Economist* affirme que le président français semble être intoxiqué par cette vision angélique de prêcher la paix. Selon le magazine, ses conseillers lui feront la remarque pertinente à ce propos qu'il se trompe d'analyse : « *Wiser counsels in Paris are warning their president against being intoxicated by such a vision* »⁷³⁴. *The Economist* affine sa critique en se référant à l'histoire et rappelle à ses lecteurs que lors de la crise de Suez de 1956, les Américains avaient réagi énergiquement contre l'attaque militaire de l'Égypte par les Français, les Britanniques et les Israéliens pour renverser le président Nasser.

Les Américains étaient préoccupés par la légalité de cette guerre qui était inacceptable sans la légitimité internationale. L'ironie de l'histoire fait que presque cinquante ans après, ce sont les Américains qui cherchent une légitimité pour l'invasion de l'Irak. Ils étaient embarrassés en 1956 par l'attitude belliqueuse franco-anglaise pour renverser Nasser, alors qu'en 2005 ils cherchaient une solidarité et l'appui nécessaire pour déloger Saddam Hussein. Selon *The Economist*, Nasser et Saddam Hussein sont des dictateurs et représentent un danger pour l'intérêt des occidentaux, par conséquent, le fait de se débarrasser d'eux, avec ou sans l'aval de la communauté internationale, ne change rien à la donne. *The Economist* critique le refus catégorique de Chirac d'apporter le soutien de la France aux forces anglo-américaines. Ce refus est interprété par le magazine comme un camouflet pour les relations entre les États-Unis et l'Europe, il corrobore l'hypothèse que pour les Français, l'Union européenne devrait jouer le rôle de contrepoids à la puissance américaine. *The Economist* n'hésite pas à choisir son camp en apportant son soutien à Bush et à Blair dans leur aventure militaire en Irak lorsqu'il annonce : « *In the end, it's America that matters* »⁷³⁵.

⁷³³ *The Economist*, 22 mars 2003, 36.

⁷³⁴ *Ibid.*

⁷³⁵ *The Economist*, 2 avril 2005, 51.

L'opposition du président Chirac est représentée comme étant l'axe de la paix ou « *axis of peace* », et l'attitude des Européens est décrite par le ministre américain de la défense, Donald Rumsfeld celle de l'ancienne Europe « *Old Europe* »⁷³⁶. Le discours ironique révèle le point de vue de *The Economist* qui n'hésite pas à mettre en ridicule ceux qui ne partagent pas ses avis politiques et son « idéologie ». Notre dernier exemple met en relief la position du magazine quant à la question relative à la constitution et l'élargissement de l'Union européenne. Lors du sommet de Bruxelles⁷³⁷ de mars 2005, Chirac et Blair sont décrits comme le fameux couple des marionnettes Punch et Judy. Les marionnettes⁷³⁸ qui se querellent et se frappent tout le temps par des gourdins : « *But with Jacques and Tony-as with Punch and Judy any truce is strictly temporary* ».

Cette ironie indique le malaise entre les deux pays quant à l'élargissement de l'union et le débat sur la constitution européenne, *The Economist* affirme que Blair possède une vision atlantiste d'une Europe libérale, suspicieux d'une grande intégration politique européenne et en faveur d'un grand élargissement de l'union, y compris celui de la Turquie, alors que Chirac aspire à construire une puissance européenne respectée capable de rivaliser avec les Américains. L'hebdomadaire indique que le but du président Chirac est clair : « *To turn the EU into a world power can work only if it grows in size* »⁷³⁹. *The Economist* admet que les futurs membres qui souhaitent rejoindre l'union sont en majorité favorables aux idées économiques libérales.

⁷³⁶ *Ibid.*

⁷³⁷ *The Economist*, 15 février 2003, 41.

⁷³⁸ *Punch and Judy* est un spectacle de marionnettes très apprécié des enfants en Grande-Bretagne. Les représentations ont le plus souvent lieu dans un jardin public ou sur une plage. On y retrouve les personnages de Punch le Bossu, de sa femme Judy, avec qui il se querelle constamment, et de leur chien Toby. Punch est habillé en bouffon, et son nez crochu touche presque son menton. À l'aide d'un gourdin il tue sa femme qui court pour sauver son bébé qu'il avait auparavant décidé d'étrangler. Punch est arrêté et jeté en prison. Il parvient cependant à s'échapper grâce à une clé dorée. Le reste de l'histoire est une allégorie montrant comment Punch parvient à triompher des maux de la chair : il triomphe ainsi de l'ennui (incarné par un chien), de la maladie (déguisée en docteur), de la mort et même du Diable. L'histoire est toujours mise en évidence par la réplique célèbre de Punch : C'est comme ça qu'il faut faire ! « *That's the way to do it !* ».

⁷³⁹ *The Economist*, 2 avril 2005, 31.

Jacques Chirac veut préserver dans le budget de l'UE le rabais accordé depuis 1984 au Royaume Uni et revoir le coût de la politique agricole commune (PAC). Tony Blair est l'adversaire le plus farouche de la ristourne britannique, dont tous les partenaires de Londres veulent la révision. Le président Chirac refuse que l'on touche à la PAC, dont la majeure partie des dépenses a été sanctuarisée jusqu'en 2013 par un accord passé en 2002. Tony Blair campe sur ses positions en dénonçant la disparité entre dépenses agricoles et dépenses d'avenir, il réaffirme la nécessité de réformer la politique agricole commune (PAC) pour pouvoir diminuer les subventions à l'exportation pour l'agriculture des parties riches du monde. D'autre part, le référendum préoccupe les deux leaders, Tony Blair serait embarrassé si les 24 membres disaient oui à la constitution alors qu'un refus français mettrait la pression sur la position du Président français.

The Economist compare Chirac à Punch et Blair à Judy, c'est un couple en désaccord⁷⁴⁰ total et continu ; ces désaccords concernent, le budget et la politique sociale de l'union, la PAC (politique agricole commune) ainsi que le référendum sur la constitution. Le journal ironise sur les querelles franco-britanniques et semble nous inviter à croire que la constitution n'est pas pour le moment en mesure de faire l'unanimité. *The Economist* admet qu'une pause pour réfléchir ne constituerait nullement une catastrophe pour l'Union. L'ironie utilisée n'est pas innocente, elle contribue implicitement à montrer que la situation dans l'Union européenne est loin d'être parfaite. Sur un autre plan, *The Economist* invite ses lecteurs à croire qu'une défaite de la constitution ne serait pas la catastrophe que certains europhiles semblent appréhender : la vie suivrait son cours, même à Bruxelles, et une union, qui a vécu près d'un demi-siècle, est certainement assez forte pour s'accommoder d'une rebuffade occasionnelle des électeurs. Le non à la constitution pourrait même être profitable pour mieux réfléchir. Le journal admet que : « *Britain should say yes to Europe and no to the constitution* »⁷⁴¹. *The Economist* estime que les divergences de vues et les préjugés nationaux dans l'Union européenne sont tellement importants qu'il est erroné de tenter de réussir un consensus. L'ironie vise à indiquer également que la réforme envisagée par le traité constitutionnel est ambiguë, la constitution ne contient aucune idée forte capable de rassembler largement un camp et de le motiver pour une vraie bataille électorale. En outre, *The Economist* reproche à la constitution de ne pas respecter suffisamment l'équilibre des pouvoirs, quant à la position dominante dont bénéficierait la Commission de Bruxelles au détriment du Parlement européen et des Parlements nationaux, elle risque de mettre en question la souveraineté démocratique des pays européens. *The Economist* défend sa position en respectant les intérêts britanniques qui en l'occurrence ne vont pas de pair avec ceux de l'Union européenne. Nous avons essayé de montrer que si le recours à l'humour vise à rallier l'attention du lecteur au bien-fondé de ses idées d'une manière subtile et pleine de finesse, l'ironie ne laissera pas le lecteur indifférent pour adhérer aux thèses proposées. Nous proposons de voir comment les caricatures peuvent aussi contribuer à faire passer un message implicite.

⁷⁴⁰ *Ibid.*

⁷⁴¹ *The Economist*, 30 octobre 2004, 48.

3) Les caricatures

Le terme caricature vient de l'italien *caricare* qui veut dire charger, sa fonction première habituellement est d'être drôle et de véhiculer un message sérieux sous une forme attrayante. L'emploi de l'ironie et de la dérision pousse souvent l'audace d'un cran plus loin que ne pourrait le faire un éditorialiste. L'objectif de la caricature est d'attirer l'attention du lecteur, de le faire sourire, mais surtout de le faire penser. Une caricature réussie, c'est donc celle qui attire l'attention de quiconque feuillette un journal, celle qui le convainc de s'arrêter quelques secondes et d'y jeter un coup d'œil. La caricature déforme et charge les traits essentiels d'un visage, d'une attitude, d'un caractère, elle présente une opinion sur un fait d'actualité, c'est un art qui fait autant appel à la créativité de son auteur qu'à son sens critique. Le sens critique est donc une autre qualité nécessaire à la lecture d'une caricature.

Le caricaturiste aura bien fait son travail⁷⁴² s'il nous a fait sourire, mais il l'aura mieux fait encore s'il est parvenu à nous faire réfléchir. Il a généralement recours à des codes, des symboles, des images qu'il faut savoir décoder. Par exemple, si un personnage est représenté comme corpulent, fumant le cigare, on devine qu'il s'agit d'un puissant. De la même façon, si un personnage est représenté plus petit que nature, c'est probablement que le caricaturiste veut nous faire croire qu'il le trouve négligeable, insignifiant. Pour comprendre une caricature, il est donc important d'identifier les éléments codés, et de s'assurer que l'on saisit bien le second niveau de lecture auquel ils renvoient. Comprendre le contexte historique est essentiel car le caricaturiste s'efforce de faire valoir son point de vue. Les caricatures peuvent présenter d'autres partis-pris (comme les préjugés politiques, religieux, raciaux, ethniques, professionnels, économiques ou sexuels). D'autre part, il faut signaler que la compréhension du contexte facilite la tâche du lecteur pour déceler les partis-pris possibles et tenter d'interpréter la caricature. Le travail du caricaturiste s'appuie avant tout sur les références de sa société et de son époque. Nous ne pouvons pas comprendre une caricature si on ne connaît pas le contexte qui constitue de ce fait un instrument très efficace d'analyse de l'actualité d'un public donné.

⁷⁴² Charles Hou et Cynthia Hou, *The Art of Decoding Political Cartoons : A Teacher's Guide*, Vancouver : Moody's Lookout Press, 1998, 72.

En fait, la caricature est une reproduction grotesque de la réalité quotidienne, des mœurs et des valeurs de notre société. Le Grand Larousse définit la caricature⁷⁴³ :

Une représentation grotesque en dessin, en peinture etc, obtenue par l'exagération et la déformation du corps. Elle désigne les représentations grotesques qui changent ou révèlent certains aspects, soit par la sélection et la schématisation, soit par l'accentuation des traits. La caricature peut brosser le portrait tendre ou féroce d'un personnage elle peut créer des types sociaux et égratigner ou pourfendre le gouvernement ou les systèmes politiques.

Philippe Robert-Jones souligne⁷⁴⁴ :

Il s'agit de tout dessin ayant pour but, soit de faire rire par la déformation, la disposition ou la manière dont est représenté le sujet, soit d'affirmer une opinion généralement d'ordre politique ou social, par l'accentuation ou la mise en évidence d'une des caractéristiques ou de l'un des éléments du sujet sans avoir pour ultime but de provoquer l'hilarité.

Guy Lochard et Henry Boyer⁷⁴⁵ estiment que la caricature de presse possède certaines caractéristiques qui assurent la transmission du message humoristique. Elle repose l'élaboration sur les traits pertinents et une économie de moyens. Ces traits pertinents, qui sont accentués à des fins de dérision, s'établissant comme des conventions graphiques, peuvent ainsi jouer comme des facteurs très efficaces de reconnaissance du personnage. En même temps, les effets humoristiques résultent d'une remarquable économie de moyens s'appuyant sur des procédés d'inversion ou d'amplification de rôles ou de situations mettant en scène des personnages publics, ainsi tournés en dérision⁷⁴⁶. Patrick Charaudeau⁷⁴⁷ considère que la caricature de presse joue un rôle de « catharsis sociale » et de provocation, elle n'est jamais anodine et son habillage humoristique ne peut exonérer son énonciateur.

⁷⁴³ Voir dictionnaire Larousse, éditions 2010.

⁷⁴⁴ Philippe Roberts-Jones, *La Caricature du Second Empire*, édition, Club Français du livre, 1963, 58.

⁷⁴⁵ Guy Lochard et Henry Boyer, *La Communication médiatique*, Paris : Les éditions du Seuil, 1998, 9.

⁷⁴⁶ *Ibid.*

⁷⁴⁷ Patrick Charaudeau, « Discours journalistique et positionnement énonciatifs. Frontières et dérives », in *Semen 22, Enonciation et responsabilité dans les médias*, 2006, 1-13.

Voir le site <<http://www.semen.revues.org/document2793.html>>, consulté le 17/7/2008.

Salvatore Attardo⁷⁴⁸ admet que la caricature représente l'existence de plusieurs codes sémiotiques qui sont en synergie constante pour produire l'effet humoristique. Ce sont des codes (ou systèmes sémiotiques) comme le code verbal (linguistique) et le code iconique (visuel). Annie Duprat⁷⁴⁹ indique que la caricature de presse est un mécanisme basé sur des processus psychologiques d'identification des personnes caricaturées, et à cet effet fonctionne tant dans le système verbal (de la langue source et de la langue cible) que dans le système iconique. *The Economist* utilise la caricature comme un dessin amusant, un instrument véhiculant un point de vue souvent plus efficace. Il tente de faire passer des idées à cause de son aspect ludique. Éditorial en image, la caricature est un médium d'information et d'opinion assez riche pour être considéré en soi. Quelques compétences sont nécessaires pour lire une caricature. Il faut tout d'abord savoir la décoder. Car pour être plus simple et par conséquent plus efficace, le caricaturiste a généralement recours à des codes, des symboles, des images.

Pour comprendre une caricature, il est donc essentiel d'identifier ces éléments codés, et de s'assurer que l'on saisit bien le second niveau de lecture auquel ils renvoient. La compréhension du contexte historique, qui s'appuie en grande partie sur les références de sa société et de son époque, est un outil nécessaire pour saisir la portée du message représenté. La caricature est un art qui nous pousse à nous poser les questions suivantes : Quel est son avis sur la situation ? Qu'est-ce que l'image nous dit par rapport à ses opinions, ses croyances, voire ses préjugés ? Une caricature, même ancienne, peut, aujourd'hui encore, provoquer un véritable débat entre ceux qui s'en amusent et ceux qui s'en offusquent. Le sens critique est une autre qualité nécessaire à la lecture d'une caricature qui non seulement peut nous faire sourire, mais également nous amener à réfléchir. L'emploi parfois des mots (des titres, des légendes, des insignes d'identité, des commentaires dans une bulle ou un dialogue) peut nous aider à comprendre le message en tenant compte des partis pris du caricaturiste.

⁷⁴⁸ Salvatore Attardo, *Humorous texts : A Semantic and Pragmatic Analysis*, Berlin : Mouton de Gruyter, 2001, 32.

⁷⁴⁹ Annie Duprat, « Iconologie historique de la caricature politique en France (du XVIe au XXe siècle) », in *Hermès*, 29, 2001.

Nous avons opté pour une sélection d'un échantillon de treize caricatures parmi des dizaines, le choix qui s'impose demeure subjectif de notre part. Ces caricatures concernent l'image de Tony Blair, de l'Union européenne et de la relation anglo-américaine pendant la guerre d'Irak. Ces caricatures représentent divers points de vue de *The Economist* et d'autres journaux concernant Blair, l'Europe, la relation anglo-américaine. Nous commençons par présenter les divers caricaturistes dont en particulier, Kevin Kallaughner de *The Economist*, Peter Brookes du *Times*, Peter Schrank de *The Independent on Sunday*, Nicholas Garland du *Daily Telegraph* et Dave Gaskill du *Sun*. Kevin Kallaughner, connu sous le pseudonyme de KAL, a travaillé pour d'autres journaux britanniques comme *The Observer*, *The Sunday Telegraph*, *Today* et *The Mail on Sunday*. Bill Emmot, le rédacteur en chef de *The Economist* de 1996 à 2003, évoque le travail remarquable de KAL⁷⁵⁰. Ce dernier, qui se considère commentateur des événements, souligne que le but d'une caricature est de provoquer la réflexion⁷⁵¹.

Il admet que le but de la caricature est d'inciter souvent à rire, d'amener le lecteur à réfléchir⁷⁵². Peter Brookes du *Times* est respecté pour son talent et son art, le magazine *Le Point*⁷⁵³ souligne : « Il est extrêmement rare que Peter Brookes, l'un des plus célèbres caricaturistes britanniques, ne trempe pas son pinceau irrévérencieux dans l'actualité du jour ». Brookes⁷⁵⁴ a travaillé pour *Time magazine*, *New Society*, *New Statesman*, *L'Expansion*, *Marie Claire*, *Cosmopolitan* et *The Sunday Times*. Peter Schrank est dessinateur et caricaturiste de nombreux journaux et magazines, essentiellement britanniques. Il réalise une caricature par semaine pour *The Independent on Sunday*, *Basler Zeitung* (en Suisse) et *The Sunday Post* (en Irlande).

⁷⁵⁰ Bill Emmot, « The true nature of national identity ».

Voir le site de l'article <<http://www.billemmott.com/article.php?id=14>>, consulté le 10 mai 2012.

« *But as a magazine editor I do a similar thing whenever I publish a cartoon, a caricature by The Economist's brilliant cartoonist, Kevin Kallaughner. What cartoonists do is to distort the truth about a politician or other public figure, accentuating some of their features in order to create a sort of new reality, a new truth, about them* ».

⁷⁵¹ Voir le site de KAL <<http://www.cartoons.ac.uk/artists/kevinkallaughner/biography>>, consulté le 14 mai 2012. « *People often think that you're in the business of making people laugh. But in fact, you're really in the business of making people think* ».

⁷⁵² Voir l'interview de KAL, <<http://www.sirajdatoo.com/2011/03/interview-with-kevin-kallaughner.html>>, consulté le 14 mai 2012. « *And it seems to be that on one hand the satirist's job is to provoke people to think. But you can also provoke people to hate, and what you want to do is do more the former than the latter* ».

⁷⁵³ *Le Point*, 12 avril 2011.

⁷⁵⁴ Voir la biographie de Peter Brookes dans le site suivant :

<<http://www.cartoons.ac.uk/artists/peterbrookes/biography>>, consulté le 7 mai 2012.

Nommé pour le British Press Awards en 2000 et 2004, il a reçu en 2000 le *Ranan Lurie Political Cartoon Award* decerné par l'Association des correspondants aux Nations Unies. Selon Schrank⁷⁵⁵, le caricaturiste exerce une influence sur le lecteur. Nous pouvons citer aussi Nicholas Garland, qui a travaillé pour *The Spectator*, *Private Eye*, *The Independent*, *New Statesman* et *Spectator*. Il admet⁷⁵⁶ que la caricature est une arme efficace pour laisser le lecteur réfléchir. Dave Gaskill, caricaturiste du quotidien *The Sun* demeure parmi les meilleurs caricaturistes du Royaume-Uni, la BBC⁷⁵⁷ lui rend hommage en 2000, ainsi qu'à Martin Rowson du *Guardian*. Nous allons voir que les caricaturistes entendent alerter le lecteur et provoquer une prise de conscience par une interpellation brutale et directe. Nous commençons par présenter la première caricature de *The Economist*

⁷⁵⁵ Schrank admet : « *Our aim is to promote the political cartoon by way of amusing, informing and educating. Cartooning in Britain has an unrivalled heritage going back over many hundreds of years. From Hogarth through Gillray via Will Dyson Low and Vicky to the present day, cartoonists have had a major impact on readers* ». Voir le site <<http://www.politicalcartoon.co.uk/>>, consulté de 10 mai 2012.

⁷⁵⁶ « *Garland argues that cartoons are merely telling people what they already know in a highly simplified form [...] As he observes, at least half the time, cartoonists are commenting on and reflecting ghastly events and are trying to disturb rather than amuse : Comical mockery is only one weapon of political cartooning* ». Voir le site suivant <<http://www.cartoons.ac.uk/artists/nicholasgarland/biography>>, consulté le 10 mai 2012.

⁷⁵⁷ BBC, 30 novembre 2000. « *Britain's top cartoonists were honoured at an awards ceremony in London on Wednesday night...Top political cartoonist was Martin Rowson, whose work appears in the Guardian. The Sun's David Gaskill was runner-up* ». Voir le site <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/entertainment/1048349.stm>>, consulté le 14 mai 2012.

Caricature 1

The Tories have discovered a new weapon in their fight against Labour : Tony Blair



The Economist 12 octobre 2002

Cette première caricature fait allusion au succès remporté par Tony Blair en 1997 et 2001, lorsqu'il réussit à rénover et réformer le Parti travailliste en épousant les doctrines libérales de Margaret Thatcher. Le masque de Blair symbolise la réussite de ses idées qui se vendent bien ; le *New Labour* a rompu avec son passé socialiste et les traditions plus anciennes d'État social. Le modèle de ce revirement représente la transformation de l'ancien Parti travailliste britannique. Ce masque a permis de changer de cap de façon aussi radicale, il passe pour être la clé du succès en termes de communication. La caricature suggère que dans le camp conservateur, le revirement analogue consiste à accepter l'État social actif. *The Economist* nous indique que pour changer, les conservateurs doivent suivre le style de Blair, ces changements peuvent s'accompagner d'une grande campagne de communication offensive ou au contraire se faire par petites étapes. Nous pouvons déduire que les conservateurs qui se déclaraient il y a peu encore néo-libéraux ont adopté un nouveau profil en affirmant défendre les intérêts des salariés. Le message est évident, s'il veut être populaire, le Parti conservateur qui se considère attaché, au cours de ces dernières décennies, à une politique économique régie par le marché, à des valeurs morales et à un certain sens de l'ordre traditionnel, doit changer et doit se présenter aujourd'hui comme un parti des classes moyennes, proche des citoyens.

À travers cette caricature, *The Economist* conseille les conservateurs, il fait allusion en particulier à David Cameron et l'invite à adopter une tactique similaire de celle de Blair en imitant sa stratégie politique. À l'instar des travaillistes, les *Tories* ont besoin d'une petite révolution culturelle pour rehausser leur blason et s'affirmer sur la scène politique. Adopter le masque de Tony Blair ou la stratégie médiatique du *New Labour* sera bénéfique pour David Cameron et les Britanniques. Ce qui compte, c'est le succès, ce qui marche (*what works*), telle est la catégorie essentielle du pragmatisme et c'est pour cela que les gouvernements et les partis d'opposition trouvent en 2010 leur inspiration auprès d'autres qui ont réussi dans des situations comparables. *The Economist* laisse entendre que les idées de Blair marchent pour le moment, et tout ce qui marche en bonne et due forme est bienvenu. S'il est bien utilisé, ce masque permettra la réussite. En 1994, lorsque Tony Blair a pris la tête de son parti, il était bien conscient qu'il ne serait pas possible dans un avenir proche de remporter les élections avec un Parti travailliste traditionnel contre le Parti conservateur en position dominante depuis la victoire électorale de Margaret Thatcher en 1979.

Blair a donc parié sur un abandon pragmatique de certains éléments, sur une pensée nouvelle, il s'est détourné de l'idéologie. Le message est clair pour les *Tories* : leur futur chef, David Cameron peut réussir, s'il accepte de moderniser son parti et infléchir la ligne politique. Le lecteur peut être surpris par le prix dérisoire du masque, 1 livre sterling. *The Economist* le présente ainsi pour montrer que c'est un produit abordable pour tout le monde, destiné à être utilisé pour un temps limité. Sur un autre plan, *The Economist* ne souhaite pas que David Cameron modifie la ligne politique et idéologique de son parti. Il est hors de question d'accepter l'affaiblissement ou même l'abandon des positions traditionnelles des *Tories*. À travers cette caricature, *The Economist* invite le lecteur à comprendre que les *Tories* sont censés comprendre qu'un changement de stratégie médiatique et politique sera bénéfique s'ils désirent remporter des victoires comme Tony Blair et revenir au pouvoir.

Caricature 2



The Times, 11 décembre 1997

Cette caricature du quotidien *The Times* présentée par Peter Brookes montre Margaret Thatcher en train de se promener avec son « bébé » dans sa poussette. *The Times* souhaite nous faire savoir que Tony Blair, ici décrit comme un bébé, a encore besoin des idées économiques de Madame Thatcher. Il ne peut se passer de sa « mère spirituelle ». *The Times* vise à mettre en relief que le parti de Blair est allé jusqu'à « se débarrasser d'une clause de son programme qui favorisait la propriété publique des moyens de production ». Il est censé se placer dans la droite ligne de Thatcher qui a été chef du Parti conservateur pendant toute la décennie 1980 et qui a donc eu un effet sur tous les autres partis anglais, lesquels se sont sentis contraints de se redéfinir par rapport à elle. À l'instar de *The Economist*, *The Times* laisse entendre que Tony Blair est considéré comme le vrai « fils spirituel » de Lady Thatcher. Il a encore besoin de la politique économique de la « dame de fer ». Cette caricature du *Times* n'est pas différente de la vision politique thachérienne que *The Economist* semble défendre.

Caricature 3



The Economist, 6 septembre 1997

Cette caricature du *10 Downing Street* illustre la position du nouveau gouvernement de Tony Blair après son écrasante victoire aux élections de 1997. Les deux pancartes sont différentes, une qui invite les « stars ou célébrités » du monde des affaires à entrer dans la résidence et le bureau du Premier ministre du Royaume-Uni, alors que la seconde pancarte appelle les syndicats à faire la queue et à attendre. *The Economist* accueille favorablement le monde des affaires, de l'entreprise, du capital, de l'initiative privée. Le message indique que dorénavant les syndicalistes sont censés attendre, ils ne bénéficient plus de cette relation étroite avec le Parti travailliste.

Caricature 4

You've got a small problem



The Economist 19 juin, 2004

Cette caricature montre les difficultés que connaît l'Union européenne, en particulier la constitution. *The Economist* indique de façon ironique que le problème est sans gravité, la locomotive de l'Union, qui est paradoxalement ancienne et non moderne, n'arrive pas à avancer sur la voie de chemin de fer représentée par la constitution. La caricature met en relief le malaise, mais ne suggère pas la solution ; pour décoder le message visé, nous sommes censés évoquer la situation politique de l'Union en 2004 et interpréter la vision que *The Economist* souhaite véhiculer. Le traité établissant une constitution pour l'Europe a été signé par les chefs de gouvernements des vingt-cinq États membres à Rome le 29 octobre 2004. Cette cérémonie marquait l'aboutissement de cinq années de négociations difficiles, qui avaient commencé avec la convention sur la charte des droits fondamentaux en 1999 et la convention sur l'avenir de l'Europe en 2002. Le document intitulé « Un traité établissant une Constitution pour l'Europe » remplace les traités antérieurs à savoir, Maastricht (1992), Amsterdam (1997) et Nice (2001). Ce traité, qui vise à créer une constitution européenne, a été adopté par les chefs d'États et de gouvernements des 25 pays membres de l'Union européenne le 19 juin 2004 au conseil européen de Bruxelles et formellement signé à Rome le 29 octobre suivant. Son éventuelle entrée en vigueur est conditionnée à la ratification par la totalité des membres de l'Union.

Chaque État procède à la ratification selon les modalités en vigueur dans sa propre constitution : soit par référendum, soit par la voie parlementaire. En 2004, seuls quinze États membres ont ratifié avec succès la constitution en suivant leurs propres exigences constitutionnelles: l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Estonie, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, la Slovaquie, la Slovénie et l'Espagne. La France et les Pays-Bas, après les référendums organisés respectivement le 29 mai et le 1^{er} juin 2005, n'ont pas ratifié la constitution. En avril 2004, Blair annonce sa volonté de faire ratifier la constitution européenne par voie référendaire, cependant le refus français et néerlandais met fin au débat concernant toute possibilité de réforme. Ce refus d'approuver la constitution marque les esprits, il n'est pas dirigé contre l'Europe, mais il s'explique comme un signe d'inquiétude des Européens qui se demandent ce qui va se passer avec leur souveraineté et leur identité. Les gouvernements européens ont alors le choix entre, respecter l'esprit du traité de Nice, renégocier un nouveau traité constitutionnel ou trouver une voie médiane, celle d'adopter de façon unanime certaines mesures du traité constitutionnel dont en particulier la création d'une présidence du conseil européen et d'un ministère des affaires étrangères commun, qui nécessiteraient également un processus de ratification. *The Economist* indique que la locomotive de l'Union est en panne, elle ne peut pas avancer pour le moment ; le *statu quo* (celui des institutions de Maastricht et de Nice en particulier) sera peut être une solution provisoire et un moindre mal.

D'une façon ironique, cette caricature indique que le problème est simple, provisoire, il n'est pas aussi grave, comme on le prétend. *The Economist* dit le contraire de ce qu'il écrit, c'est-à-dire : l'Union passe par une période difficile et un malaise profond à cause des divisions et des disparités entre les pays de l'Union. Nous pouvons mentionner, par exemple, les réserves britanniques quant à la Charte des droits fondamentaux jugée comme assez contraignante pour la liberté des individus ainsi que la difficulté du texte de la constitution. Les divergences à propos de la constitution montrent l'impossibilité de faire partager par tous les États membres de l'Union le principe de concurrence et de marché libre. Soucieux de défendre l'idéologie libérale ainsi que le principe d'identité et de souveraineté de chaque pays de l'Union, *The Economist* ne semble pas préoccupé par les clivages et les difficultés qui secouent l'Union européenne. Son message, véhiculé dans cette caricature, ne s'oppose pas à ses propres idées et aspirations politiques et idéologiques.

Caricature 5



The Economist, 27 novembre 1999

À travers cette caricature, *The Economist* nous montre Tony Blair sur une montagne portant deux tables, l'une décrivant le drapeau de l'Union européenne et l'autre celui des États-Unis. C'est une image qui nous rappelle le lieu où Dieu révèle à Moïse les dix commandements, c'est un lieu de proximité avec le divin qui mène à la vérité. La montagne symbolise l'élévation de l'âme où le prophète reçoit la foi purifiée de tout élément corrompteur pour guider son peuple. Dans cette caricature, *The Economist* nous présente une vérité selon laquelle Blair devient le guide et l'élu de son peuple, et des pays européens puisqu'il lui incombe de faire passer son message. Ce message que *The Economist* semble annoncer concerne deux vérités, l'une européenne et l'autre américaine. Blair n'est ici qu'un messager, un intermédiaire, il s'engage pour la construction d'une Europe unie, mais coopérant avec les États-Unis. La mission de Blair consiste à propager une vérité, celle des valeurs idéologiques entre les deux rives de l'Atlantique, celle d'une Europe forte mais qui ne devrait pas s'opposer aux États-Unis. Il a pour mission d'assigner à son pays la tâche de renforcer et conforter les institutions et

les décisions européennes, il doit veiller simultanément à ce que l'Europe soutienne les intérêts de la Grande-Bretagne. Sa mission s'avère difficile puisqu'il est amené à encourager la participation accrue de son pays à l'intégration européenne et à jouer le rôle de pivot entre les Américains et l'Europe. *The Economist* invite ses lecteurs à accepter l'image d'un Tony Blair politiquement et idéologiquement proche des Européens et des Américains.

Caricature 6

When the going gets rough Europe's bigger nation-states still go their own way



The Economist, 21 septembre 2002

Dans la mythologie grecque, le cerbère est le chien gardant l'entrée des enfers, il empêchait ainsi ceux passant le Styx de pouvoir s'enfuir. On le trouve dans de nombreuses œuvres de la littérature grecque et romaine antique, ainsi que dans l'art et l'architecture. Le chien tricéphale, qui se tenait devant un antre au bord du Styx, permettait aux ombres des morts de pénétrer dans les enfers, mais leur interdisait d'en sortir. Les mortels téméraires qui tentaient de s'aventurer dans le royaume des morts étaient impitoyablement déchiquetés. En fait, c'est une image négative que projette *The Economist*, cette caricature concerne les relations européennes de défense. Nous y voyons les trois leaders des trois grandes puissances européennes, le président Jacques Chirac est entouré par Tony Blair et le Chancelier allemand Gerhard Schröder. *The Economist* montre le président français dans une position inconfortable, presque étranglé d'une part,

par le voisin britannique portant le drapeau américain et d'autre part par l'autre voisin allemand tenant une tige. *The Economist* fait allusion à la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui s'inscrit dans un effort de longue date mais qui constitue également l'un des aspects fondamentaux de l'image d'une Union européenne moderne, elle est aussi une symbolique du succès de l'intégration européenne. Pour Chirac, la défense de l'Europe va de pair avec l'Europe de l'union monétaire, de plus le domaine de la défense est intimement lié aux souverainetés nationales. *The Economist* essaie de signaler les nuances et les divergences entre les positions des différents États-membres au-delà de ce qui est dit explicitement. Ces divergences concernent les rapports entre la PESD et l'OTAN. Chirac et Schröder ont des points de vue semblables par rapport aux dimensions intégratives de la PESD, Tony Blair insiste sur la relation avec les États-Unis et l'OTAN alors que Chirac et Schröder tiennent à la multipolarité. Un élément crucial de divergence lié au concept de multipolarité est la relation de l'Union européenne avec les États-Unis et l'OTAN. Tous affirment que chacun vise la compatibilité entre l'OTAN et la PESD. Blair estime renforcer la défense de l'Europe à l'intérieur de l'OTAN, Schröder évoque une union européenne capable d'agir sur le plan militaire aux côtés de l'OTAN tout en respectant son identité et sa sécurité.

Quant au président Chirac, il admet que la PESD est une impérieuse nécessité pour les Européens de se donner les moyens d'agir ensemble et entre eux, pour préserver ou restaurer la sécurité de leur continent. Souvent critique de Chirac, *The Economist* fait remarquer que l'axe entre le Royaume-Uni et l'Allemagne est capable d'isoler ou de gêner la France, un bilatéralisme exclusif entre la France et l'Allemagne ne fera pas avancer la construction européenne. La solution préconisée par *The Economist* est une relation où le trilatéralisme germano-franco-britannique peut jouer son rôle en osmose avec l'allié américain, que ce soit pour la politique de défense ou bien pour la politique économique. La caricature semble indiquer que *The Economist* ne conçoit pas une union européenne solide qui joue le rôle de contrepoids contre les Américains.

Caricature 7

Tony Blair announces that he is Prime minister of the world



The Economist, 6 octobre, 2001

Cette caricature présente Tony Blair en position accroupie qui arrive à peine à tenir le globe terrestre sur le dos, il ne semble pas supporter ce grand fardeau qu'il essaie de porter. L'image décrite par *The Economist* est très symbolique, elle représente les limites de sa capacité physique, cependant l'allusion ici concerne la limite de son action politique à l'échelle internationale. Le commentaire, montrant Blair annoncer qu'il est le Premier ministre du monde, aide le lecteur à décoder cette image. C'est une image critique de Blair qui aspire à jouer un rôle très ambitieux dans le monde, mais au dessus de ses capacités. Pour mieux saisir la portée de la caricature, nous devons résumer brièvement les actions de sa politique étrangère. Après sa victoire en 1997, Blair présente une nouvelle donne de relations internationales qui détermine à quel moment l'on devait intervenir dans les conflits dans le monde, il insiste sur une nouvelle orientation de la politique étrangère britannique, qui est plus interventionniste, et en rupture avec la politique des gouvernements précédents, et même avec les gouvernements travaillistes. Le 10 avril 1998, Tony Blair remporte un grand succès lors de la signature de l'accord de Belfast, connu sous le nom de l'accord « du Vendredi Saint » (*Good Friday Agreement*).

Avec l'accord de Belfast, les principaux partis d'Irlande du Nord, ainsi que les gouvernements irlandais et britannique négocièrent afin de proposer un cadre exclusivement démocratique et pacifique à l'Irlande du Nord, avec de nouvelles institutions politiques dans la province. D'autre part, Blair affiche un autre visage quand il devient le Premier ministre le plus guerrier de l'histoire moderne de la Grande-Bretagne, il engage son gouvernement dans cinq conflits militaires depuis son arrivée au pouvoir. Il participe à des attaques aériennes américaines contre l'Irak en 1998 ; un an après, il organise une politique dure de l'OTAN contre la Yougoslavie, en jouant le rôle de faucon dans l'alliance anglo-américaine contre le président serbe. Il envoie des troupes britanniques en Sierra Léone en 2000. Après les attentats terroristes du 11 septembre, Blair sera parmi les dirigeants occidentaux les plus affirmés dans son accompagnement et sa défense publique de la réaction de l'administration Bush face à ces événements.

Lors de la guerre d'Afghanistan, il mène une politique diplomatique active et se déplace dans de nombreux pays. En 2003, Tony Blair apporte un soutien sans faille au président américain George W. Bush lors de la guerre en Irak. Il devient une sorte de porte-parole des États-Unis, s'opposant au président français Jacques Chirac, leader de l'opposition à la guerre. Considéré comme plus persuasif que Bush, Blair donne de nombreux arguments afin de renverser Saddam Hussein. En octobre 2005, la Grande-Bretagne envoie sur demande des États-Unis davantage de soldats en Irak. Tony Blair tente d'user de son influence dans le conflit israélien afin de persuader les États-Unis de reprendre au sérieux le « processus de paix ». *The Economist* brosse un portrait sarcastique de Blair en le considérant le Premier ministre du monde, peut-être aurait-il mieux fait de s'occuper des problèmes économiques de son pays ? *The Economist* vise à montrer que Blair ne peut supporter ce fardeau et ne devrait en aucun cas s'engager dans cette mission de Premier ministre du monde. Il n'a plus la capacité et la puissance d'honorer cette mission, il en est de même pour son pays, le Royaume-Uni, qui a perdu son empire et sa domination du monde.

Caricature 8



Daily Telegraph, 14 février 2003

Cette caricature du *Daily Telegraph* n'est pas différente de celle qui la précède, nous remarquons ici, le président George W. Bush tenant le globe terrestre comme un Hercule, mais il est gêné par le président Jacques Chirac, et le Chancelier Gerhard Schröder qui essayent de le chatouiller. En fait, le *Daily Telegraph* souhaite nous indiquer que la tentative de Chirac et de Schröder d'entraver l'action de Bush est vouée à l'échec. Le président américain demeure ferme, fort et intransigeant. Nous constatons aussi que Blair tente d'entraver l'action du Chancelier Schröder pour venir en aide à son ami Bush. La caricature transmet un message qui montre que le président Bush demeure encore fort et puissant pour s'occuper des affaires du monde. Ce message du *Daily Telegraph* ne s'oppose pas à la vision de *The Economist* qui a encouragé l'invasion de l'Irak.

Caricature 9

Public support for war continues to fall. But that is not Tony Blair's biggest worry



The Economist, 15 février 2003

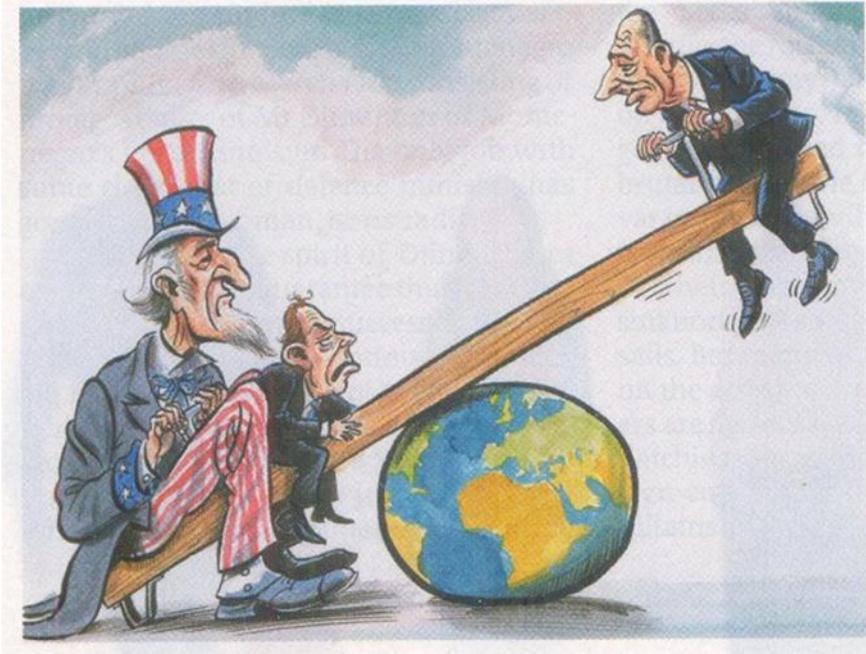
Cette caricature montre Tony Blair sur un pont enflammé reliant les deux rives de l'Atlantique. George W. Bush semble patient, déterminé à agir, alors que sur l'autre rive, le président français, le chancelier allemand et le Premier ministre belge, apparaissent inquiets et impatients. La partie du pont qui les relie à Blair est sur le point de tomber, par contre celle proche de Bush semble tenir encore. *The Economist* présente sa vision et sa propre interprétation des événements un mois avant l'offensive anglo-américaine contre l'Irak en 2003. Blair semble avoir fait son choix entre la solidarité européenne et les États-Unis, il apporte un soutien sans faille au président Bush et devient le porte-parole de ce dernier en s'opposant à Chirac.

Blair préfère suivre Bush dans son aventure irakienne en parlant tout le temps des armes de destruction massive. Imbu d'une conviction transatlantique, il défend avec vigueur l'intervention américaine et devient l'allié inconditionnel de Bush en l'absence du soutien des Nations Unies. *The Economist*, qui appuie l'effort de cette guerre, nous propose une image de Blair très proche du président américain. Tony Blair ne semble pas préoccupé ni inquiet, il joue le rôle de trait d'union entre l'Amérique et l'Union européenne. Le magazine qui se prétend par conviction européen, souhaite voir Blair attribuer à son pays un rôle central dans la poursuite de la construction européenne, au même titre que la France et l'Allemagne, au lieu d'être à la traîne. Sur un autre plan, *The*

Economist admet que lors de son alignement sur la position américaine au nom de la sécurité internationale, Blair peut jouer le rôle de modérateur auprès de George W. Bush. Cette caricature reflète une position selon laquelle Blair pourrait se prévaloir de l'appui des États-Unis, voire défendre avec succès les intérêts européens à la Maison Blanche. *The Economist* considère que, grâce à la relation amicale qui s'est tissée entre les deux hommes, Blair est en mesure de construire un pont solide entre l'Europe et les États-Unis. L'hebdomadaire vise à mettre en relief que l'alliance de Chirac contre la guerre est fragile et éphémère bien que l'appui public commence à décroître ; d'autre part, l'effort de guerre va ancrer Tony Blair du côté du grand large plutôt que de l'Europe. Nous pouvons observer le même point de vue dans la caricature suivante.

Caricature 1

The Iraq crisis may determine the future of European relations with the United States



The Economist, 22 mars 2003

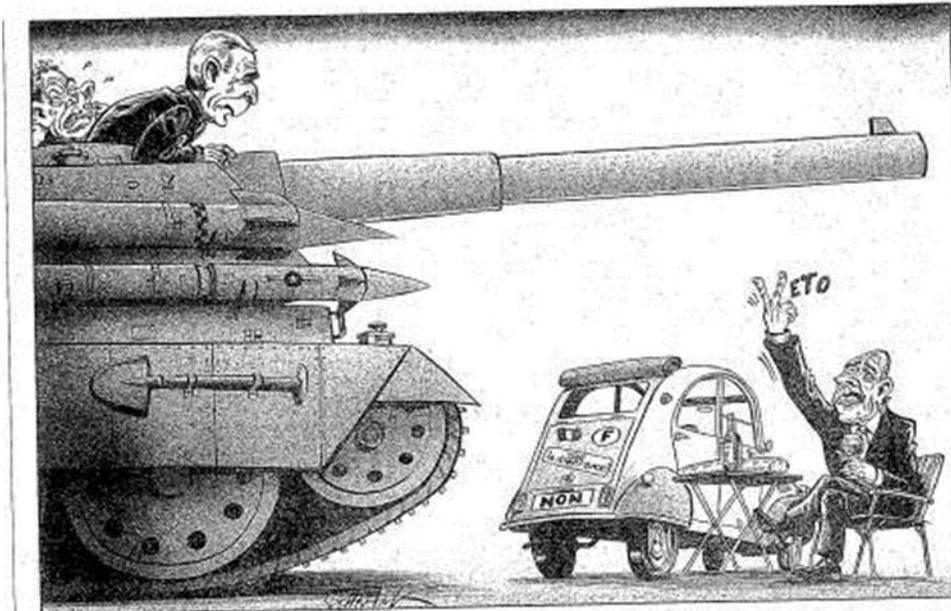
Cette caricature, assez ludique, représente l'oncle Sam et Tony Blair faisant contrepoids au président Chirac. Le dessin s'inscrit dans le contexte immédiat de la guerre d'Irak où les forces anglo-américaines lancent leur offensive malgré l'opposition de Chirac et de la communauté internationale. Les Américains et les Britanniques ménagent toute opposition à la guerre y compris celle de Chirac et ses alliés Allemands et Européens.

The Economist essaie de nous faire comprendre que la contribution de l'oncle Sam à ce jeu ou à la guerre est primordiale. Ce personnage emblématique, symbole des États-

Unis et du combat de la liberté est connu par sa grande taille avec des favoris et des cheveux blancs, portant une redingote étoilée, un pantalon à rayures et un chapeau haut de forme décoré d'étoiles et de rayures. En évoquant la guerre d'Irak, *The Economist* stigmatise les divisions entre l'Europe et les États-Unis. Le camp du refus est principalement représenté par la France et l'Allemagne, alors que l'alliance anglo-américaine se flatte du ralliement du Premier ministre espagnol Aznar ainsi que de l'italien Berlusconi, et des chefs de gouvernement du Portugal, du Danemark, de la Hongrie, de la Pologne et de la République Tchèque.

La guerre va bouleverser les alliances et les rivalités au sein de l'Union européenne et cristalliser des divisions plus profondes. L'inexistence d'une politique étrangère commune se manifeste par cette division européenne au cours des préparations de l'invasion de l'Irak. Les nouveaux membres des pays de l'Est choisissent le camp anglo-américain et embarrassent le président français par leur soutien et leur ralliement aux Américains. À travers cette caricature, *The Economist* révèle l'image qu'il souhaite faire passer du président Chirac, celle d'un homme isolé et seul face à une alliance solide et déterminée. La caricature reflète le point de vue du magazine qui considère qu'une victoire rapide des Américains fera oublier l'aspect « illégal » de cette guerre. *The Economist* favorise l'élargissement de l'Union européenne afin d'affaiblir la position de la France et de renforcer les relations avec les nouveaux pays proches du camp anglo-américain

Caricature 11



The Independent on Sunday, 16 mars 2003

Dans cette caricature, Peter Schrank nous décrit le président Bush et le Premier ministre Blair en train de conduire un char de combat puissant qui finira par écraser une petite voiture populaire française (deux chevaux). Le signe du président Chirac est ambigu puisqu'il peut être interprété comme une victoire diplomatique contre l'effort de guerre des États-Unis et du Royaume-Uni, mais aussi il symbolise un veto contre l'emploi de la force sans l'accord des Nations Unies. Bien que Chirac semble être à l'aise, la caricature vise à montrer que son action est dérisoire, presque insignifiante, cette voiture ne peut rien faire face à la course du Char de combat, la guerre est inévitable. C'est un message véhiculé par *The Independent on Sunday* quatre jours avant le déclenchement de la guerre d'Irak en 2003. Nous observons qu'à l'instar de *The Economist*, plusieurs journaux admettent le caractère inéluctable de cette guerre.

Caricature 12



The Sun, 03 septembre 2002

Nous avons choisi une caricature de Dave Gaskill du *Sun* pour illustrer la position du tabloïd qui est en faveur de la guerre d'Irak. Attrapé comme un lièvre par les deux belligérants Bush et Blair, Saddam Hussein porte des « Armes de destruction massives ». Ce dernier n'a aucune chance de fuir ou de faire face à la force des deux leaders de la coalition, les États-Unis et le Royaume-Uni. *The Sun* suggère que ces armes existent et que la guerre est nécessaire pour déposer Saddam Hussein. La caricature illustre l'influence de la campagne médiatique du magnat des médias, Rupert Murdoch, dès l'année 2002, cette campagne médiatique prépare l'opinion publique britannique à accepter le fait que la guerre est inévitable et légitime pour déposer les tyrans.

Caricature 13



The Economist, 25 avril 1998

Dans cette dernière caricature Tony Blair est comparé à Lawrence d'Arabie. L'histoire nous apprend que ce dernier est choisi par les services secrets britanniques pour favoriser la révolte des Arabes contre l'Empire Ottoman. Grâce à son courage, à son héroïsme au combat et à ses talents de diplomate, il parvient à fédérer les tribus bédouines autour du chef de La Mecque, Hussein, et de son fils, l'émir Faysal. Ensemble, ils mèneront contre les Turcs une guérilla incessante, faite d'opérations de harcèlement contre les trains militaires. Lawrence d'Arabie devient une légende mais demeure aussi un homme énigmatique. Qui était vraiment Lawrence d'Arabie ? Un simple agent secret ou un héros ? Lawrence a joué un rôle incontestable dans l'histoire des relations entre l'Occident et le Moyen-Orient. Le drame de Thomas Edward Lawrence est de combattre avec les Arabes. Il sera « à la fois, un personnage de libérateur et le symbole de l'impérialisme ». *The Economist* nous présente l'image de Blair non pas ressemblant à Lawrence d'Arabie mais plutôt celle d'un agent des Américains dans la région du Moyen-Orient qui reste l'un des officiers les plus influents dans le développement d'une doctrine insurrectionnelle. Cette

caricature est assez ironique puisqu'elle suggère que Blair ne représente pas son pays mais plutôt son allié américain. Le message insinué peut pousser le lecteur à se demander si Blair connaîtra le même destin et la même fin tragique que celle de Lawrence Arabie qui meurt six jours après un accident de la route. En guise de conclusion, nous admettons que les caricatures relèvent de la subjectivité, elles reflètent la position de *The Economist* ou d'autres journaux vis-à-vis de la politique européenne et internationale. Un lecteur qui connaît le contexte et possède une certaine culture est en mesure de décoder et d'interpréter le message que *The Economist* s'efforce de faire valoir. En prenant pour cible une communauté de lecteurs, le magazine contribue à l'émergence d'un sentiment d'autosatisfaction qui soutient le bien-fondé de ses idées véhiculées. Nous avons essayé de montrer que ces caricatures attestent de l'existence d'un parti-pris et d'un discours subjectif de la part du magazine.

En guise de conclusion de ce chapitre, nous remarquons que ces caricatures constituent une forme de discours politique extrêmement spécialisé, dans lequel les effets croisés entre image et texte fonctionnent au service d'un commentaire restant souvent dans le domaine du non-dit. Et surtout, au-delà de leur capacité à nous faire rire, ils nous incitent à réfléchir sur tous les sens à donner aux événements politiques. Comme l'explique Gilbert Millat : « Toutes les caricatures entendent alerter le lecteur et provoquer une prise de conscience par une interpellation brutale et directe »⁷⁵⁸. Millat admet aussi que le caricaturiste se met explicitement ou implicitement au service de la propagande d'un État, d'un parti ou d'une cause, d'une idéologie⁷⁵⁹. C'est ce que nous percevons à travers les diverses caricatures présentées par *The Economist*. Nous proposons dans le dernier chapitre de mettre en relief une autre forme de la subjectivité du magazine en traitant l'aspect idéologique du discours qui se nourrit de la réalité sociale, politique, économique, et culturelle.

⁷⁵⁸ Gilbert Millat, « Témoigner, dénoncer, révolter : dessins de haine, XXe-XXIe siècles », *Revue LISA/LISA*, Vol. VI, n°1, 2008, Voir le site <<http://lisa.revues.org/506>>, consulté le 10 mai 2011.

⁷⁵⁹ *Ibid.*

Chapitre IV Analyse critique du discours et idéologie

1) La perspective idéologique

Nous commençons ce chapitre par une introduction du concept de l'idéologie puis nous abordons des exemples tirés de *The Economist*. L'idéologie est un ensemble plus ou moins organisé d'idées, d'opinions, de convictions, qui constituent la doctrine d'une autorité ou d'un groupe, celle-ci cherche à influencer le comportement personnel ou collectif, par là même l'idéologie cherche à renforcer l'influence politique et le pouvoir de ce groupe dans la société. La notion d'idéologie est chargée de différentes connotations, positives ou négatives, nous pouvons distinguer trois grandes étapes dans l'histoire de l'idéologie. Au XVIII^e siècle apparaît le mot idéologie avec le concept de science des idées. Le mot idéologie est créé en 1796 par le philosophe Destutt de Tracy et désigne, chez lui et chez ses disciples, la science des idées ; le DHLF (dictionnaire historique de la langue française) définit l'idéologie comme étant⁷⁶⁰ :

[...] une science nouvelle ayant pour objet l'étude des idées, au sens général de faits de conscience, de leur origine, de leurs caractères et de leurs lois, ainsi que l'étude des rapports que les idées entretiennent avec les signes qui les représentent.

À l'époque de Destutt de Tracy, le mot semble ainsi être marqué par une connotation positive. Il est selon Olivier Reboul⁷⁶¹ synonyme de science positive de l'esprit par opposition à la métaphysique et à la psychologie. Au cours du XIX^e siècle, l'idéologie signifie l'ensemble des idées, des croyances propres à une époque, à une société ou à une classe. Pour Marx⁷⁶² et les marxistes, l'idéologie désigne un sens de représentations déformées des hommes par les intérêts de la classe dominante, emploi que l'on retrouve plus tard chez certains analystes de discours et enfin c'est l'usage sociologique avec comme référents, des croyances, des idées et des représentations des membres d'une communauté, d'une époque ou d'une classe (dont la conception marxiste n'est, en fin de compte, qu'un cas particulier). Une idéologie représente un groupe qui cherche à obtenir ou à maintenir son pouvoir ou le pouvoir sur la société.

⁷⁶⁰ DHLF (Le Dictionnaire historique de la langue française : Le Robert, 1992, 992.

⁷⁶¹ Olivier Reboul, *Langage et idéologie*, Paris : PUF, 1980, 17.

⁷⁶² Karl Marx & Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, (1945-1946), Paris : Nathan, 2005, 33.

L'idéologie favorise une vision hiérarchique dans la société, par conséquent, il s'agit d'une société de classes, avec des relations de soumission à cette vision, c'est-à-dire soumission à cette minorité pour son pouvoir. L'idéologie représente un instrument de pouvoir sur la société, sur la politique : c'est à dire sur ce qui régit la vie et les principes de la cité, de l'État et du citoyen. Chez Marx le mot est, à nouveau, affecté d'une valeur péjorative et devient synonyme de représentations déformées des hommes, des idées fausses sur eux-mêmes, sur ce qu'ils sont ou devraient être. L'idéologie dans la conception de Marx, renvoie à la doctrine, laquelle est censée maintenir l'ordre établi déterminé par la classe dominante et qui reflète ses intérêts. Les recherches sur le concept d'idéologie forment également un champ très vaste, et les définitions sont divergentes et nombreuses. Nous nous limiterons donc ici aux définitions utilisées par les auteurs qui cherchent à faire émerger du discours les représentations et concepts liés à une idéologie dominante. Paul Ricœur⁷⁶³ définit l'idéologie comme le discours de l'autre, lequel renvoie à des rapports sociaux et historiques polémiques d'opposition et d'inclusions, de domination et de résistance, d'assimilation et d'autonomie.

Ces rapports investissent les figures valorisées assignées à la fonction idéologique. L'idéologie vise la place d'un autre existant tout aussi polémique et tend vers l'universalité. En d'autres termes, le discours idéologique vise l'adhésion de l'autre et de la collectivité sinon de l'humanité entière. Ricœur souligne que l'idéologie est fondamentalement préoccupée par la présence de l'autre, par une volonté d'universalisation. L'idéologie⁷⁶⁴ renvoie à l'ensemble des mécanismes symboliques grâce auxquels l'homme se comprend dans une culture donnée, elle possède une fonction intégrative qui peut se combiner avec une fonction négative de distorsion de la réalité et de légitimation du pouvoir. Le discours idéologique n'est donc pas un discours d'indifférence à l'autre et de la singularité exclusive, son sujet de pouvoir ou non est présent par rapport à d'autres sujets présents, qu'il affecte et qui l'affectent. Le concept d'idéologie est souvent utilisé dans les médias et en sciences sociales. Pierre Bourdieu⁷⁶⁵ utilise rarement la notion d'idéologie parce qu'il pense qu'elle est vague et que l'on a souvent abusé de son emploi pour discréditer les autres, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas d'accord avec nous, il préfère la notion de pouvoir symbolique.

⁷⁶³ Paul Ricœur, *L'idéologie et l'utopie*, Paris : seuil, 1997, 33.

⁷⁶⁴ *Ibid.*, 34.

⁷⁶⁵ Pierre Bourdieu, *Question de sociologie*, Paris : Minuit, 1984, 85.

Cette introduction peut nous servir pour mieux percevoir la perspective idéologique que *The Economist* essaie de faire passer dans ses divers articles. En ce qui concerne *The Economist*, nous verrons que l'idéologie est inscrite dans des pratiques mais également dans les représentations et les discours, parce qu'elle est affaire de sens, et quelle est associée au pouvoir avec l'aide du langage. Le langage apparaît bien souvent comme un instrument au service du pouvoir, l'idéologie permet de mettre en relief une relation asymétrique entre le locuteur qui va défendre un comportement, ou qui va valoriser une pratique, et l'auditeur dont on attend qu'il se conforme au discours. Les chercheurs, en particulier Van Dijk⁷⁶⁶ et Norman Fairclough⁷⁶⁷, démontrent l'importance du discours et du langage dans le concept d'idéologie. Cette approche pluridisciplinaire montre que le lien entre les groupes sociaux et les idéologies est important. Van Dijk admet que l'utilisation de la langue explique le rôle crucial du discours dans la production, le développement ou la transformation des idéologies. Les chercheurs de l'analyse critique du discours estiment que la langue est idéologique car elle sert à légitimer les relations de pouvoir. Van Dijk, en particulier, admet que ceux qui contrôlent le discours possèdent plus de pouvoirs. En fait les discours peuvent produire des effets, ils mettent en évidence la nature discursive et linguistique des rapports de force et de pouvoir à l'œuvre dans la société. La langue est un objet important pour les analystes du discours, par son biais, la CDA vise à faire une investigation critique de l'inégalité sociale. Elle contribue à comprendre comment cette inégalité est exprimée, signalée et légitimée. Van Dijk souligne que les idéologies⁷⁶⁸.

Les idéologies sont des structures fondamentales de la connaissance sociale, qui sont partagées par les membres d'un même groupe social et constituées d'une sélection pertinente de valeurs socio-culturelles. Ces structures sont organisées suivant un schéma idéologique qui correspond à la définition que se donne le groupe de lui-même. En plus de leur fonction sociale de soutien aux intérêts des groupes, les idéologies ont une fonction cognitive d'organisation des représentations sociales (attitudes, connaissances) du groupe, et elles contrôlent ainsi indirectement les pratiques sociales associées au groupe, et donc aussi le discours oral et écrit de ses membres.

⁷⁶⁶ Teun Van Dijk, *Ideology : A multidisciplinary approach*, Londres : Sage, 1998, 58.

⁷⁶⁷ Norman Fairclough, *Language and Power*, Londres : Longman, 2001, 65.

⁷⁶⁸ Teun Van Dijk, « Discourse Semantics and Ideology », *Discourse & Society*, 6 (2), 1995, 243-289.

« *Ideologies are basic frameworks of social cognition, shared by members of social groups, constituted by relevant selections of sociocultural values, and organized by an ideological schema that represents the self-definition of a group. Besides their social function of sustaining the interests of groups, ideologies have the cognitive function of organizing the social representations (attitudes, knowledge) of the group, and thus indirectly monitor the group-related social practices, and hence also the text and talk of its members* ».

Van Dijk, en particulier, admet que ceux qui contrôlent le discours possèdent plus de pouvoirs. En fait, les discours peuvent produire des effets, ils mettent en évidence la nature discursive et linguistique des rapports de force et de pouvoir à l'œuvre dans la société. Van Dijk souligne que l'idéologie est le fondement des représentations sociales partagées par un groupe, ces idées peuvent être évaluées positivement ou négativement en fonction du point de vue de l'appartenance à un groupe ou de l'éthique de chacun. Van Dijk, qui a analysé la couverture de presse de divers journaux et revues de plusieurs pays, estime que les médias alimentent et perpétuent les rapports de domination existants et la marginalisation des minorités dans la société, sans être à l'origine de ces rapports. En analysant les causes du racisme, Van Dijk estime que les médias agissent comme un instrument de reproduction des hiérarchies qui se manifestent par la valorisation de différences culturelles comme motif de supériorité morale, politique ou culturelle.

Dès lors, les médias ne feraient qu'exacerber les préjugés populaires et enflammer les passions. Van Dijk estime que ce n'est pas simplement la situation politique qui pousse les acteurs politiques à parler de telle ou telle façon. Nous avons besoin d'une interface cognitive entre la situation, et les paroles ou le texte, un modèle mental de la situation politique. Par conséquent, tout discours est la manifestation d'une idéologie⁷⁶⁹. Les médias, qui constituent une source inépuisable d'observation des luttes quotidiennes sociales, sont souvent privilégiés⁷⁷⁰ dans les études d'analyse critique de discours. Par le biais de ces médias, les élites contrôlent l'accès aux moyens de diffusion de masse et jouent un rôle important dans la circulation du discours dans sa production et dans la formation des idées. Les médias disposent donc d'un pouvoir symbolique déterminant, à titre de source principale d'information sur les perceptions des élites et des citoyens ordinaires qui construisent leur opinion sur les minorités.

⁷⁶⁹ Voir Paul Simpson, *Language, Ideology and Point of View*, New York : Routledge, 1993, 5.

« [...] the ways in which what we say and think interacts with society. An ideology therefore derives from the taken-for-granted assumptions, beliefs and value-systems which are shared collectively by social groups. And when an ideology is the ideology of a particularly powerful social group, it is said to be dominant ».

⁷⁷⁰ Pierre Bourdieu souligne que les médias s'inscrivent dans une stratégie d'auto-valorisation et de dénigrement de l'autre. Voir Pierre Bourdieu, *Sur la télévision, suivi de l'emprise du journalisme*, Paris : Collection Raisons d'agir, 1996. 85.

Van Dijk souligne que les médias mettent l'accent sur la polarisation du groupe dominant en fonction d'une division « Nous et Eux ». L'analyse de Van Dijk montre que le discours de la presse valorise le groupe majoritaire et dénigre les minorités. Le discours est intériorisé sous la forme de structures cognitives et individuelles en concordance avec les préjugés de la conscience collective majoritaire. Le rôle du discours est crucial puisqu'il rend les idéologies observables. Dans son étude⁷⁷¹ sur l'image des immigrés dans les médias aux Pays-Bas, Van Dijk indique que le discours varie considérablement selon le statut et les orientations socio-politiques du journal. Les journaux conservateurs et d'extrême-droite relatent davantage d'opinions négatives sur l'immigration ou les groupes ethniques que les journaux dits de gauche⁷⁷². De plus, dans la presse populaire d'extrême-droite ces opinions négatives sur les immigrés sont ouvertement et explicitement énoncées.

Van Dijk⁷⁷³ estime que la presse définit avant tout l'immigration, les relations inter-ethniques et la société multiculturelle en termes de problèmes. Il indique que la presse dite de gauche tend à mettre l'accent sur les problèmes que les immigrés ont, alors que la presse de droite met l'accent sur les problèmes que les immigrés sont censés causer. La domination ethnique et l'inégalité conditionnent indirectement beaucoup d'aspects du discours médiatique, de même que les procédures et les routines de la production médiatique. Le pouvoir social est basé sur la rareté des ressources. Ainsi, les immigrés ont non seulement un accès réduit, par rapport à la majorité, à des biens matériels comme la santé, les revenus, le travail ou le logement. Ils ont également moins d'accès ou moins de prise sur les biens symboliques, comme l'éducation, le savoir, le statut social et le respect. Teun Van Dijk admet que les immigrés ont moins accès au discours public, en particulier celui des médias.

⁷⁷¹ Teun Van Dijk, « New(s) racism : A Discourse analytical Approach », *Ethnic Minorities and the Media*, Philadelphie : Open University Press, 148. Van Dijk définit les élites de la manière suivante: « *The elites are literally the groups in society who have most to say and thus also have preferential access to the minds of the public at large. As the ideological leaders of society, they establish common values, aims and concerns, they formulate common sense as the consensus, both as individuals and as leaders of the dominant institutions of society* ».

⁷⁷² *Ibid.*

⁷⁷³ Teun Van Dijk, « Le Racisme dans le discours des élites », *Multitudes* n° 23, hiver 2005-2006. Voir le site <<http://www.cairn.info/revue-multitudes-2005-4-page-41.htm>>, consulté le 7 juin 2010.

Il considère que les journaux de la presse populaire conservatrice, sont en fait partie prenante du problème du racisme aux Pays-Bas, en reproduisant des stéréotypes dominants, des préjugés et des idéologies qui sous-entendent une inégalité ethnique. Si nous prenons l'exemple la presse anglo-saxonne nous remarquons que la croisade contre le terrorisme, lancée le 7 octobre 2001, avait été sans définition de lieu ni de temps. Cette lacune est comblée le 29 janvier 2002. Lors de son premier discours sur l'état de l'Union⁷⁷⁴, le président Bush évoque d'axe du mal, et il désigne explicitement trois États, avec une intensité croissante : la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak. Ces divers pays sont dirigés par des « gouvernements soutenant le terrorisme » et cherchant à acquérir des armes de destruction massive. Ce discours suit l'intervention des États-Unis en Afghanistan, et devance la guerre en Irak. Il est clairement orienté vers l'action. Le quotidien *The Washington Post* le qualifie de « permis de chasse illimité »⁷⁷⁵. Mais ce qui a attiré l'attention d'alors, c'est l'expression d'axe du mal. Cette formule est avant tout une synthèse entre la tradition américaine, et les réflexions tirées des conséquences du 11 septembre.

Elle ramène les Américains vers quelque chose de connu, et les projette tout à la fois vers un avenir nouveau. Le choc des attentats du 11 septembre 2001 est un élément déterminant. Ces attentats ont vraisemblablement favorisé la construction conceptuelle d'un axe du mal. La formule d'axe du mal serait l'équivalent de celle d'États voyous à l'aube du 21ème siècle. La diabolisation de l'ennemi, le vocabulaire du dualisme entre le « Bien et le Mal », sont là pour imposer un sens à l'événement. David Frum⁷⁷⁶, ancien auteur des discours du président américain George W. Bush et éditeur néoconservateur réputé, est l'auteur de l'expression « axe du mal ». Dans son livre *The right man*, il retrace le cheminement de sa pensée. D'autres qualificatifs⁷⁷⁷ seront utilisés pour désigner le mot axe du mal, États ou régimes « parias », « préoccupants », « hors-la-loi », avant que le vocable « États scélérats » (*rogue states*) ne s'impose.

⁷⁷⁴ George W. Bush, *State of the Union Address*, 29 janvier 2002.

Voir le site <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>>, consulté le 17 avril 2002.

⁷⁷⁵ *The Washington Post* du 30 janvier 2002 titre « *Unlimited hunting license* ».

⁷⁷⁶ David Frum, *The right man*, New York : Random House, 2003, 24. David Frum écrit d'abord au sujet de ces fameux nouveaux ennemis : « *Together, the terror states and the terror organizations formed an axis of hatred against the United States* ».

⁷⁷⁷ Patrice Jorland, « Sept ans de guerre au terrorisme », *Recherches internationales*, n° 83, juillet-septembre, 2008, 143-184. Voir le site <http://www.recherches-internationales.fr/RI83_pdf/RI83_Jorland_pdf.pdf>, consulté le 5 janvier 2010. Voir aussi Courmont Barthélémy (sous la dir.), *Washington et les États voyous, une stratégie plurielle ?*, Paris : Dalloz, 2007.

Le discours politique de plusieurs journaux aux États-Unis reflète cet aspect idéologique dont seulement le lecteur instruit et familier peut saisir le sens ou le côté implicite. Un document⁷⁷⁸ de 2002, consacré à la stratégie sécuritaire des États-Unis, énoncera cinq critères de définition : le mauvais traitement de la population et la corruption des dirigeants, le non-respect du droit international et la violation des traités, la volonté d'acquisition d'armes de destruction massive à des fins de conquête ou de chantage, le soutien au terrorisme et, enfin, la haine des États-Unis et de ce qu'ils représentent dans le monde. Dans un article en 2002, *The Economist*⁷⁷⁹ utilise souvent cette expression « *axis of evil* » pour expliquer que les Américains possèdent le droit de se protéger et d'agir contre leurs ennemis. *The Economist* désigne ces pays comme des (États scélérats)⁷⁸⁰ et considère cette expression comme étant mémorable.

*The Economist*⁷⁸¹ laisse entendre que ce slogan vise à galvaniser le moral et l'esprit des Américains, cette expression fut utilisée par Ronald Reagan pour décrire l'empire soviétique comme l'empire du mal. Concernant les propos de *The Economist*, Bernard Le Gendre dans *Le Monde* souligne : « Qu'il s'agit d'un fil rouge qui court tout le long de l'histoire des États-Unis ». Il ajoute qu'aucun « dirigeant européen n'aurait usé de ce vocabulaire, très caractéristique de la culture politique américaine, nourrie, entre autres ressorts, de religion et de paranoïa »⁷⁸². En adoptant le slogan d'axe du mal, nous observons que le discours de *The Economist* est idéologique.. Le discours de *The Economist* après les attaques du 11 septembre et avant la guerre d'Irak semble favorable à la défense des valeurs américaines de liberté, de démocratie et de domination du monde. Les attaques terroristes dirigées contre le *World Trade Center*, symbole par excellence du capitalisme américain, et contre le Pentagone, symbole de la puissance militaire, ont offert un contexte favorable à la légitimation de ce discours :

⁷⁷⁸ *Le Monde diplomatique*, 31 janvier 2003.

⁷⁷⁹ *The Economist*, 1 février 2002. « *President George W. Bush used his first state-of the-union speech to declare that America's war on terror has only just begun, and to warn North Korea, Iran and Iraq an "axis of evil" in his words that the United States will do what is necessary to protect itself. The speech's militant tone, well received at home, has caused dismay abroad* ».

⁷⁸⁰ *The Economist* du 16 décembre 2002 souligne : « *Instead of one rogue nation testing his patience, President George W. Bush now has all three members of his "axis of evil" openly defying attempts by America to limit the proliferation of weapons of mass destruction* ».

⁷⁸¹ *The Economist* du 31 janvier 2002 cite : « *It is also, like that previous slogan, meant to galvanise support by turning a long and tricky foreign policy challenge into a simple, moral issue. That very simplicity may lead many people, especially outside America, to dismiss it as empty or to condemn it as foolish. On the second count, only time will tell. But the first is surely wrong. One thing that has become clear about President Bush is that, although he may not say very much, he tends to mean what he says* ».

⁷⁸² Bernard Le Gendre, « L'axe du mal : une obsession américaine », dans *Le Monde*, dossiers et documents, 11 avril 2002.

« *The US remains mired in history-trapped in Hobessian world of power politics in which international laws are unreliable and true security depends on your ability to bash the bad guys* »⁷⁸³. Selon *The Economist*, les États-Unis ont la mission historique de répandre les valeurs universelles dont ils seraient porteurs à l'échelle mondiale et, surtout, de façonner le système international à l'image de leurs intérêts en garantissant les conditions essentielles au maintien de la *Pax Americana*. C'est donc le moment de réaffirmer le rôle primordial de la puissance militaire américaine et pour cela de construire et de maintenir sa défense au-delà de tout défi surtout de l'axe du mal : « *Who could dispute that the phrase evil empire was actually a rather succinct summary of the facts rather than a florid hyperbole* »⁷⁸⁴. Comme nous l'avons signalé précédemment au chapitre deux de la deuxième partie, *The Economist* défend le point de vue et le principe de la frappe préventive : « *America believes that it has both the means and since September 11 the will and the right to take pre-emptive action against all serious threats to its security* »⁷⁸⁵.

Ce principe s'inscrit dans cette lutte de domination du « bien contre le mal ». À cet égard, *The Economist* semble partisan d'une vision du monde guidée par une série de postulats parmi lesquels l'utilité marginale des accords internationaux pour défendre les intérêts américains, la persistance des menaces que représentent des « États voyous », la réalité d'un monde unipolaire qui permet d'exploiter l'hégémonie américaine pour assurer la stabilité internationale et surtout la sécurité des États-Unis : « *American task is to disseminate truths about its motives and intentions* »⁷⁸⁶. Comme l'a indiqué Teun Van Dijk, les médias poussent les acteurs politiques de façon à véhiculer un modèle mental de la situation politique. Dans notre étude, *The Economist* semble afficher une attitude pro-américaine qui défend le concept de la guerre préventive et la réalité d'un monde unipolaire dominé par l'hégémonie américaine. Il défend cette attitude et ne cache pas son désir de prêcher en faveur d'un monde capitaliste et libéral où les Américains demeurent la grande puissance capable de garantir la paix, la sécurité et la stabilité.

⁷⁸³ *The Economist*, 22 février 2003, 52.

⁷⁸⁴ *Ibid.*

⁷⁸⁵ *The Economist*, 6 octobre 2011, 11.

⁷⁸⁶ *Ibid.*

2) Le discours dans *The Economist*

La domination est définie comme l'abus de pouvoir par un groupe aux dépens d'un autre. Elle est mise en œuvre au quotidien par le biais des deux systèmes intriqués des pratiques sociales et des pratiques sociocognitives⁷⁸⁷. On remarque d'un côté diverses formes de discrimination, de marginalisation, d'exclusion ou de pénalisation, et de l'autre, des préjugés, des croyances stéréotypées, et des attitudes spécifiques qui peuvent jouer un rôle important dans la prise de décisions politiques. Les élites sont à beaucoup d'égards les gardiennes de l'ordre moral de la société. Dans l'ensemble, la représentation de l'autre met l'accent sur la différence, la déviance, et la menace. La presse, qui à cause de son état de symbiose avec la politique nationale et les partis qui prescrivent la majorité de son contenu, suit presque toujours le discours des élites produisant et diffusant les préjugés et même défendant une certaine idéologie.

The Economist, qui est largement lu par un public américain, mais aussi par l'élite mondiale intellectuelle, politique et économique, essaie de gagner les intellectuels à sa cause en propageant un discours en harmonie avec celle de l'élite américaine. Le discours de *The Economist* s'inscrit dans la façon d'aborder et de présenter les événements. Le magazine a recours à cette polarisation entre bien et mal « Nous » et « Eux ». Nous l'avons abordé dans la deuxième partie, quand le magazine amplifie les opinions négatives ou positives dans sa description de l'ancien Parti travailliste, du président serbe, des attaques terroristes du 11 septembre 2001 ou de l'invasion de l'Irak. Le choix du sujet, des mots, des métaphores, et la sélection des références ainsi que d'autres propriétés du discours indiquent l'empressement du magazine à projeter deux mondes ou deux axes, celui du bien et celui du mal. L'Amérique est présentée comme étant la protectrice des valeurs démocratiques, de la civilisation occidentale et du bien. Sans répéter ce que nous avons proposé dans la seconde partie, nous estimons que *The Economist*, par exemple, montre toujours l'ancien Parti travailliste (*old Labour*) sous un angle négatif.

⁷⁸⁷ Teun Van Dijk, *op. cit.*, 148.

The Economist considère les idées du Parti travailliste comme très proches de celles des socialistes, des syndicats, et des communistes. Cette représentation rappelle au lecteur « l'empire du mal » incarné par les soviétiques pendant la guerre froide et durant la période de Margaret Thatcher. *The Economist*, comme les grands organes de presse de qualité du monde, suit presque toujours le discours des élites qui tendent à produire, à diffuser et à renforcer les préjugés et les idéologies courantes. Le *New Labour* est décrit positivement puisqu'il épouse les thèses néolibérales. À toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes, c'est ce que fait valoir *The Economist* en défendant la doctrine libérale et en fustigeant souvent dans son discours le socialisme et l'intervention de l'État. Milosevic, l'organisation Al Qaida, et Saddam Hussein sont représentés comme l'incarnation du mal, tandis que l'Amérique se révèle la protectrice des valeurs démocratiques, du bien et de l'humanisme. *The Economist* adopte une construction manichéenne du monde, d'une part il nous montre les États-Unis représentant la quintessence du bien, des valeurs justes et des institutions du libre-échange, alors que sur l'autre front, c'est l'axe du mal, hostile à l'Occident et l'adepte de la terreur et du terrorisme comme Saddam et les Talibans proches d'Al Qaida.

*The Economist*⁷⁸⁸ fait remarquer que si les États-Unis, garants de la préservation de la civilisation occidentale, sont menacés à l'intérieur par le racisme et le multiculturalisme américain, le danger extérieur le plus virulent demeure l'axe du mal incarné par le terrorisme et les régimes dictatoriaux. Il⁷⁸⁹ admet que pour préserver l'identité et faire face à ces fléaux, il serait utile pour les États-Unis d'opter pour une politique préventive vis-à-vis des régimes dictatoriaux. Le discours du bien contre le mal est lu non seulement par un public américain, mais aussi par l'élite mondiale intellectuelle, politique et économique qui le perçoit comme représentatif de la société américaine. *The Economist* devrait essayer de gagner ces intellectuels à sa cause, si ceux-ci voulaient vraiment que des changements se produisent dans le monde.

⁷⁸⁸ *The Economist*, 1^{er} février 2003, 33.

⁷⁸⁹ *The Economist*, 13 novembre 2004, 57.

Dans ce contexte de domination du bien contre le mal, Saddam et les Talibans sont diabolisés, comme le fut aussi Milosevic pendant la guerre de Yougoslavie. Les menaces que présentent ces personnages cristallisent l'ennemi et poussent le lecteur à distinguer le mal du bien. À cet égard, les élites donnent les bons ou les mauvais⁷⁹⁰ exemples de pratiques sociales de domination. Van Dijk admet que la sélection⁷⁹¹ des sujets d'actualité, par exemple (le plus souvent le crime, la violence, la drogue ou les franchissements clandestins de la frontière), les gros titres, les images, la mise en page, le choix des mots, les métaphores et les nombreuses autres caractéristiques des nouvelles et des articles de fond concourent à présenter systématiquement les immigrés et les minorités non seulement comme différents mais également comme un groupe anormal, voire une menace. Alors que leurs actions négatives tendent à être amplifiées par l'emploi de toutes les techniques peu rigoureuses de l'information, les nôtres tendent à être atténuées, cachées ou niées quand il s'agit de préjugés, de discrimination et de racisme.

Cet exemple mentionné par Van Dijk sur le racisme montre que les élites nous leurrent si elles prétendent constamment qu'elles n'ont rien à voir avec le racisme. Car les préjugés et les comportements discriminatoires ne sont pas innés mais acquis, et leur apprentissage se fait principalement par le biais du discours public dominant. Le discours⁷⁹², tel qu'il existe dans le débat politique, les articles d'information, à la radio et à la télévision, dans les livres de classe et les publications académiques, est largement contrôlé par les élites. Si ce discours était systématiquement et majoritairement non-raciste, il y a fort à parier que le racisme ne serait pas prévalent. Van Dijk a raison d'admettre que c'est par le biais du discours, tout aussi varié que dominants, que l'élite reproduit son opinion et influe les décisions politiques. Une déclaration⁷⁹³ d'une personnalité politique, un article d'opinion d'un grand reporter, un ouvrage écrit par un intellectuel célèbre peuvent avoir plus d'impact négatif que des milliers de conversations tendancieuses dans la rue, ou au café.

⁷⁹⁰ Elisabeth Le, « Pour une analyse critique du discours dans l'étude des relations internationales. Exemple d'application à des éditoriaux américains sur la guerre en Tchétchénie », in *Études internationales*, vol. 31, n° 3, 2000, 489-515. <<http://id.erudit.org/iderudit/704185ar>>. Gordon Mace (directeur), Éditeur : Institut Québécois des hautes études internationales.

⁷⁹¹ Teun Van Dijk, *op. cit.*, 148.

⁷⁹² *Ibid.*

⁷⁹³ *Ibid.*

Si nous prenons le cas des attentats du 11 septembre, *The Economist* affiche un discours dominant qui renforce les préjugés existants, par exemple, contre les groupes islamistes qui sont souvent décrits de façon négative, et taxés de terrorisme. Le clivage⁷⁹⁴ « Eux / Nous » est mis en évidence dans la presse américaine ou britannique. *The Economist* présente au lecteur une image qui renforce la peur du terrorisme mais qui prépare le lectorat à accepter et à soutenir toute action guerrière contre les méchants, l'ennemi du monde libre, tels, le président serbe, les Talibans et Saddam Hussein. En ce qui concerne l'invasion de l'Irak, nous avons indiqué dans la deuxième partie que le discours dominant de *The Economist* tente de nous faire croire à la nécessité d'attaquer le régime de Saddam Hussein, qui est souvent décrit comme le plus sanguinaire et l'homme le plus tyrannique du monde. Si nous nous focalisons sur les causes de la guerre d'Irak dont en particulier l'existence d'armes de destruction massive : il s'est avéré que ces armes n'ont jamais existé.

Par conséquent la guerre a été non seulement illégale et contraire au droit, mais aussi symbolisée par le mensonge et la manipulation. Les médias ont joué un rôle primordial dans la manière d'alimenter les esprits et d'appuyer l'invasion de l'Irak. *The Economist* est allé loin dans la diabolisation de l'image de Saddam et dans sa défense de la guerre. À l'instar de Van Dijk, le sociologue Pierre Bourdieu⁷⁹⁵ considère que le privilège considérable de ceux qui ont les moyens d'agir passe essentiellement par le langage et par leur capacité à faire accepter à autrui une représentation de la réalité qui n'a pas besoin d'être objective pour être crédible. Cette représentation est conçue pour faire connaître la réalité à leur avantage et servir leurs propres fins. Le pouvoir symbolique, c'est d'abord le pouvoir d'amener les dominés à percevoir les choses de la même manière que ceux qui occupent des positions⁷⁹⁶ dominantes dans la société.

⁷⁹⁴ Voir l'article de Pascale Villate-Compton, « The Making of the Enemy in the British Press in the Aftermath of 9/11 », *La Revue LISA/IISA e-journal* (CLEO, CNRS, EHESS), Volume. 1, n°1 / 2003, 163, <<http://lisa.revues.org/3133>>.

⁷⁹⁵ Cité dans Jacques Bouveresse, « Les médias, les intellectuels et Pierre Bourdieu », *Le Monde Diplomatique*, février 2004.

⁷⁹⁶ *Ibid.*

Le discours de *The Economist* nous rappelle les idées de Samuel Huntington⁷⁹⁷ quand il met en relief l'inévitable conflit de civilisations entre deux mondes représentés par le « bien et le mal ». Grâce à sa réputation mondiale et à son discours de pouvoir et de domination, *The Economist* peut aliéner une partie de l'élite mondiale dont le poids politique, intellectuelle et économique est important, pour construire sa réalité en choisissant un discours approprié. Dans ce contexte, nous pouvons mentionner le livre de Chomsky, *Manufacturing Consent-The Political Economy of the Mass-Media* où Philippe Corcuff⁷⁹⁸ illustre la façon dont les médias fabriquent et dominent l'opinion publique. Dans les études des médias, il est illusoire de comprendre la réalité sociale en s'abstenant de jugements de valeurs liés à l'action morale et politique. La position de Jacques Bouveresse⁷⁹⁹ peut nous faire comprendre que la relativité du point de vue du chercheur fait partie des conditions de la recherche et ne conduit pas au relativisme. Le point de vue est non une *doxa* subjective, mais une prise de position, une vue prise d'un point repérable dans l'espace social ou scientifique. Le discours de domination relève toujours de la subjectivité et de la partialité ; l'aspect subjectif des médias demeure un point primordial à comprendre et à aborder.

⁷⁹⁷ Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York : Touchstone, 1997, 15.

⁷⁹⁸ Voir Philippe Corcuff qui présente le livre de Noam Chomsky, *La fabrique de l'opinion publique américaine-La politique économique des médias américains : (Manufacturing Consent-The Political Economy of the Mass-Media)*. Ce livre est écrit avec l'économiste Edward S. Herman. Les auteurs y dessinent un modèle de propagande, selon lequel les grands médias américains se livreraient à une propagande qui sert les intérêts des puissantes firmes qui les contrôlent en les finançant.

« Chomsky et le complot médiatique-Des simplifications actuelles de la critique sociale », *Contre Temps*, n° 17, septembre 2006, version mise en ligne sur <http://calle-luna.org/article.php3?id_article=169>, consulté le 17 juin 2010.

⁷⁹⁹ Jacques Bouveresse, *Bourdieu, savant & politique*, Marseille : Agone, 2003, 25.

3) Les limites de l'objectivité

Norman Fairclough⁸⁰⁰ et Michael Halliday⁸⁰¹ admettent que tout discours remplit trois fonctions essentielles : une fonction de représentation du monde (fonction référentielle ou « idéationnelle », une fonction d'affirmation de l'identité sociale du locuteur et une fonction de mise en relation du locuteur avec celui à qui il s'adresse. Les théories de Fairclough ont été influencées par Mikhail Bakhtin, Michael Halliday ainsi que par les théoriciens d'idéologie comme Antonio Gramsci, Louis Althusser, Michel Foucault et Pierre Bourdieu. Tout discours opère un rapport⁸⁰² du locuteur à lui-même par l'expression de son identité, un rapport à l'objet dont il parle par la mise en représentation du monde, et un rapport à autrui par la définition d'une relation et par conséquent de l'identité d'autrui.

Ainsi, un locuteur, quel qu'il soit, ne peut pas formuler un énoncé sur le monde sans qu'une « position » face au monde n'y soit exprimée, sans que son identité en tant que sujet n'y soit inscrite de quelque manière, et sans que l'identité de l'allocutaire et la nature de la relation que le locuteur cherche à établir avec lui n'y soient définies. Notons que les choix discursifs du locuteur traduisent (ou trahissent) la position qu'il occupe ou s'attribue face à lui-même, face aux objets dont il parle et face à ceux à qui son discours est destiné. Autrement dit, les caractéristiques (morphologiques, sémantiques, pragmatiques) d'un discours recèlent toujours des traces, plus ou moins manifestes suivant un indice de transparence, des conditions de sa production et de sa communication. En effet, à l'origine de notre réflexion, nous voulions savoir pourquoi on demande aux journalistes, ou du moins on attend d'eux, qu'ils nous montrent la réalité telle qu'elle est. Qu'est-ce que signifie être « objectif », « neutre » ou « impartial » ? Quelle est l'origine de ce type d'exigences ? En d'autres mots, nous cherchions à savoir si une information « objective » serait donc un rapport « vrai » de la « réalité ».

⁸⁰⁰ Norman Fairclough, *Discourse and Social Change*, Londres : Polity Press, 1992, 58.

⁸⁰¹ Michael A. K. Halliday, *Language as social semiotic*, Londres : Longman, 1978, 93.

⁸⁰² Jean Charron et Loïc Jacob, « Énonciation journalistique et subjectivité : les marques du changement », in *Les Études de communication publique*, Cahier n° 14, 1999, 6.

Dans son livre, *The Invention of Journalism*, Jean Chalaby⁸⁰³ affirme que l'objectivité comme norme journalistique apparaît pendant le processus de séparation de la presse avec les partis politiques entre 1855 et 1861. Elle est définie par un ensemble de normes telles que la neutralité (mentionner tous les camps qui s'opposent sur une question), l'impartialité (ne pas prendre parti), l'équilibre (donner le même espace à tous les camps opposés) et la factualité (rapporter des faits sans donner des commentaires), comme garantie de non parti-pris. En d'autres termes, pour montrer une certaine distanciation à propos de ce qu'ils disent, les nouveaux professionnels de la presse se limiteront à la description des faits sans qu'aucune opinion ne soit explicite. Pour Chalaby, l'introduction de la logique marchande a modifié le discours de la presse et a favorisé l'apparition des médias de masse et du journalisme comme profession.

Lorsque le marché des divers lecteurs apparaît et les propriétaires de journaux réalisent que le discours public n'est pas la meilleure stratégie pour faire face à la concurrence, ils décident de « dépolitiser » la presse. Le discours de presse sera désormais déterminé par des considérations économiques, cependant Chalaby précise que la dépolitisation de la presse ne signifie pas sa « désidéologisation »⁸⁰⁴. La factualité, l'exactitude et la complétude deviennent des exigences professionnelles pour assurer un discours qui n'exprime aucune opinion, mais qui se limite à décrire les faits. En effet, les propriétaires de presse et les journalistes entrent en concurrence dans ce nouveau champ, et le discours qu'ils produisent est l'arme principale pour emporter cette concurrence. Chalaby admet que l'esprit impartial est surtout l'idéal d'une presse qui se veut apte à tout type de public et non partisane d'une position politique quelconque.

⁸⁰³ Jean Chalaby, *The Invention of Journalism*, Londres : Basingstoke, 1998. Jean Chalaby explique comment l'abrogation des taxes imposées aux journaux, d'abord en Angleterre, entre 1855 et 1861, et ensuite dans le reste des pays occidentaux, est à l'origine de la naissance des entreprises de presse. Auparavant, la presse produisait des discours pour le public. Il s'agissait de journaux militants. Autrement dit, ils étaient rattachés et dépendaient d'un parti politique. Mais l'abrogation des taxes a entraîné une diminution considérable des coûts de production de journaux. Par conséquent, le tirage et le nombre de titres ont augmenté et le champ journalistique a pu se développer. Les propriétaires de journaux se rendent compte que continuer avec une presse militante (liée à un parti politique) ne permettrait pas de faire face à la concurrence entre ces différents journaux. Il fallait trouver un discours adapté à tous types de publics. C'est ainsi que la formation du champ journalistique, affirme Chalaby, a engendré de nouvelles pratiques discursives dans la presse. Ces pratiques discursives ont par la suite influencé la production des discours de presse, ce qui est à l'origine de nouvelles stratégies discursives. L'introduction de la logique marchande a modifié le discours de la presse et a favorisé l'apparition des médias de masse et du journalisme comme profession.

⁸⁰⁴ *Ibid.*, 77.

Par conséquent, dire qu'une information doit être objective pour remplir son rôle civique n'a pas tellement de sens dans la mesure où son origine est la concurrence économique entre médias. L'objectivité de l'information fait partie d'un ensemble de stratégies discursives conçues dans un but économique. Daniel Cornu⁸⁰⁵ souligne que le discours de presse sera désormais déterminé par les considérations économiques. Ce n'est plus la position politique mais les *News* qui seront le produit principal des nouveaux médias de masse. Ce sont les sports, les informations de société, les faits divers et les nouvelles sensationnelles qui rempliront les pages des journaux. Donc, l'objectivité n'est pas une garantie de vérité mais une stratégie discursive conçue dans un but économique. Cornu admet que c'est une illusion de continuer à penser que l'objectivité est le résultat d'une exigence visant à séparer les faits des commentaires et à ne pas prendre parti. Cette objectivité permettrait de donner un compte rendu exact et fidèle de la réalité. Si le journaliste⁸⁰⁶ masque sa présence dans son discours par des procédés linguistiques, il sera toujours à l'origine de ce discours : Cornu conclut que le journaliste est en même temps un observateur, un interprète et un narrateur.

L'information est donc le résultat de ces trois ordres qui impliquent sans cesse l'intervention du professionnel de l'information dans son discours. Les journalistes restent objectifs, c'est-à-dire neutres, impartiaux, s'ils n'affichent pas de parti-pris et qu'ils n'expriment pas leurs propres commentaires. Autrement dit, se limiter aux faits sans en donner des commentaires, car tout commentaire serait subjectif. L'objectivité est un idéal, certes inaccessible, mais vers lequel nous devons tendre avec ténacité. Pour Patrick Charaudeau⁸⁰⁷, les médias ne peuvent que produire des effets de vérité. Un effet de vérité, c'est « croire vrai ». Cette croyance du vrai surgit de la subjectivité de l'individu. La véracité d'une information dépend donc des preuves qui la valident et qui sont fournies par les médias pour créer des effets de vérité.

⁸⁰⁵ Daniel Cornu, *Journalisme et vérité. Pour une éthique de l'information*, Genève : Labor et Fides, 1994, 62.

⁸⁰⁶ *Ibid.*

⁸⁰⁷ Patrick Charaudeau, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles : De Boeck Université, 2005, 44-49.

Charaudeau admet⁸⁰⁸ que pour produire des effets de vérité ou pour qu'une information semble vraie, les médias la valident en reconstituant ce qui s'est déjà produit, en élucidant les causes et en précisant les conséquences. Jean-Pierre Esquenazi⁸⁰⁹ estime qu'il n'y a de vérité qu'à propos d'une représentation de la réalité. Dans leurs réalités, les êtres humains ont besoin autant d'appartenir à une communauté avec leurs semblables (réalité en tant que monde commun) que de s'y distinguer (réalité en tant qu'espace social)⁸¹⁰. Selon Esquenazi, une nouvelle est vraisemblable quand elle est conforme aux attentes du public. Une nouvelle est vraie quand son contenu fait l'objet d'un consensus social. De cette façon, les journalistes produisent des récits reçus comme vrais par le public. Autrement dit, à partir des attentes du public, les journalistes produisent des discours « vraisemblables » mais pas forcément « vrais ».

Pour cela, ces professionnels de l'information utiliseront des cadres interprétatifs qui réduisent la complexité de la réalité. Erik Neveu⁸¹¹ considère que les journalistes favoriseront des formes narratives qui organisent le monde, ainsi que des procédés linguistiques et certaines formules qui peuvent véhiculer des stéréotypes. Le but ultime de tout cela, étant de maintenir leur audience et de l'emporter sur la concurrence dans le champ médiatique. Comme nous allons le voir avec *The Economist*, un journal est avant tout une entreprise plutôt singulière, produit culturel, son objectif est d'informer, de mettre les gens en contact avec les événements et les idées qui marquent leur temps. Pourtant, il est soumis à une réalité commerciale. Sa raison d'être, la condition même de sa survie, c'est que les gens l'achètent. De plus, le journal vend un produit pour le moins hors du commun : l'information. Il ne crée pas la nouvelle car de toute façon, l'actualité est suffisante pour que les journalistes soient en mesure d'y puiser à leur guise. Faire un journal, c'est donc avant tout organiser l'information en fonction de critères précis. C'est favoriser les nouvelles⁸¹² qui feront en sorte que les gens choisiront un journal plutôt qu'un autre.

⁸⁰⁸ *Ibid.*

⁸⁰⁹ Jean-Pierre Esquenazi, *L'écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble : PUG, 2002, 70-72.

⁸¹⁰ *Ibid.*, 25-26.

⁸¹¹ Érik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris : Editions la Découverte, Coll. Repères, 2001, 62-71.

⁸¹² Anne-Marie Gingras, *Médias et démocratie : le grand malentendu*, Montréal : Les Presses de l'Université de Québec, 2006, 226.

Ce qui détermine le journal que l'on choisit quand on se retrouve devant l'étalage, c'est généralement sa « une » sa première page. Car la une est la meilleure publicité que possède un journal. C'est la vitrine dans laquelle on observe les informations qui y sont mises en valeur, par exemple, le choix⁸¹³ éditorial implique cependant que le journal⁸¹⁴ n'est pas complètement neutre car on y privilégie certains événements au détriment des autres, ce qui indique qu'on y a choisi un point de vue. Nous ne pouvons pas prétendre que tous les médias⁸¹⁵ cèdent à une même logique qui les place sous le contrôle direct des élites et des pouvoirs politico-économiques, beaucoup de journalistes possèdent une éthique professionnelle, cependant les contraintes liées au mode de production de l'information maintiennent les médias dans une autonomie relative. Sans répéter ce que nous avons vu en troisième partie, nous pouvons percevoir que le journal est loin de prétendre à la neutralité ; les limites de l'objectivité se manifestent par les positions de *The Economist* concernant la politique britannique ou les relations étrangères. En 2001 et 2005, *The Economist* reflète son soutien à Tony Blair considéré comme la seule alternative après dix-huit ans de domination des conservateurs.

Le magazine, qui demeure toujours hostile aux idées des travaillistes et des socialistes, accepte de soutenir Tony Blair qui se présente comme la seule alternative puisqu'il adhère aux idées libérales et au principe de marché. *The Economist* ménage Blair quand le besoin se fait sentir mais également loue sa politique économique et sa domination des affaires de son parti ainsi que sa politique européenne qui reste prudente et méfiante d'une intégration constitutionnelle et monétaire totale avec ses voisins. Dans les années quatre-vingt, *The Economist* a soutenu Margaret Thatcher dans sa croisade contre l'intervention de l'État et contre les syndicats, il reste fidèle à la libre entreprise, les privatisations ou l'orthodoxie monétaire, ainsi qu'au principe ultralibéral et libertaire. En ce qui concerne la politique européenne, la position de *The Economist* est sans ambiguïté, elle est contre l'euro sans mettre en doute l'union et la participation britannique.

⁸¹³ *Ibid.*

⁸¹⁴ *Ibid.*

⁸¹⁵ Voir l'article de Jean Peytard, « D'une sémiotique de l'altération », *Semen*, 08, 1993. L'article est mis en ligne le 6 juillet 2007. Voir <<http://semen.revues.org/document4182.html>>, consulté le 01 mars 2010.

La vision européenne de Blair s'articule avec la perception de *The Economist* qui prône une coopération économique, et politique plutôt que l'existence d'un État Fédéral puissant faisant contrepoids à l'allié américain. *The Economist* a bien appelé à voter travailliste aux élections de 2001, pour la première fois en quarante ans, mais uniquement parce que Tony Blair était, à ses yeux, le seul « conservateur crédible » sur le marché puisqu'il a adhéré aux principes de la pensée libérale. Concernant les affaires étrangères, *The Economist* semble enclin à ménager Blair dans sa politique étrangère. En 1998, le magazine a exhorté l'effort de Blair de faire la guerre contre la Yougoslavie de Milosevic. *The Economist* ne s'oppose pas à cette guerre considérée par Tony Blair comme juste et nécessaire ; il en est de même pour la guerre contre les Talibans après l'attaque du 11 septembre 2001. Nous pouvons être surpris par la position du magazine qui a soutenu la candidature de George W. Bush en 2000, et qui s'est aussi prononcé très tôt (dès août 2002) en faveur d'une intervention militaire en Irak, même sans l'aval de la communauté internationale, ce qui lui a valu une certaine perte de sa crédibilité dans le monde.

Nous pensons que la logique de la guerre préventive ne tient pas. Le 20 mars 2003, la deuxième guerre du Golfe a commencé avec l'entrée en Irak des forces de la coalition menée par les États-Unis. Cet événement a fait couler beaucoup d'encre, provoquant une véritable crise internationale. L'une des interrogations qui a le plus impliqué de débats et de discussions est celle des raisons avancées par les alliés afin de légitimer leur acte. Y avait-il réellement la preuve de la présence d'armes de destruction massive en Irak et pouvait-on affirmer l'existence de liens entre le pouvoir en place à Bagdad et des groupes terroristes ? L'argument de guerre juste pour libérer un pays d'une dictature et pour propager la démocratie libérale ne semble pas convaincant mais aussi inacceptable, la doctrine libérale n'a rien à voir avec l'interventionnisme agressif, à notre sens.

Il faut admettre que *The Economist*⁸¹⁶ peut être salué lorsqu'il fera plus tard son *mea culpa* dans un éditorial : « *It might have been otherwise* ». Ce qui montre son courage éditorial et sa capacité à se remettre en question et à faire la part des choses. Dans un autre exemple, *The Economist* n'hésite pas à réclamer⁸¹⁷ la démission de Rumsfeld après le scandale de la prison d'Abou Ghraib. *The Economist* doit être respecté pour son *mea culpa* et son courage. L'hebdomadaire représente les idées de la classe dominante, des décideurs, la plupart des sources dont les médias tirent leurs informations sont des sources liées aux élites qui dirigent le secteur politique, économique et même militaire. Le discours dominant⁸¹⁸ des journalistes sur la question des médias exagère presque toujours l'indépendance des journalistes à l'égard des pouvoirs et occulte corrélativement les rapports de propriété soumettant les médias à leurs propriétaires et à l'exigence du rendement. Comme l'indique Alain Accardo⁸¹⁹, le discours médiatique semble converger spontanément vers la légitimation de l'ordre établi et apporter ainsi une contribution indispensable à la pérennité du système social. La capacité des journalistes⁸²⁰ à s'imprégner de l'idéologie des classes dirigeantes crée entre eux une communauté d'inspiration.

La neutralité de *The Economist* semble apparente, la présence indirecte du journaliste reste souvent déterminante. Manifestement les limites de l'objectivité de *The Economist* indiquent que le côté subjectif est toujours présent dans le discours du magazine qui défend son point de vue. La philosophie libérale qui inspire les positions idéologiques de l'hebdomadaire le rapproche le plus souvent des conservateurs britanniques et des républicains américains. Ces derniers combinent une critique radicale de l'intervention étatique dans la sphère économique avec un projet de promotion, par la force si nécessaire, des valeurs de la démocratie libérale dans le champ des relations internationales. Le magazine londonien, qui cultive avec soin une réputation de pragmatisme, apporte son soutien à Bill Clinton en 1992, à Tony Blair en 2001, et même à Ken Livingstone (ancien gauchiste devenu maire de Londres) en 2004. Sur un autre plan, la subjectivité du journal se reflète lorsque *The Economist* ne ménage pas des hommes politiques dont il ne partage pas l'orientation idéologique, comme ce fut le cas

⁸¹⁶ *The Economist*, 19 avril 2007.

⁸¹⁷ *The Economist* du 8 mai 2004 titre dans sa première page « *Resign Rumsfeld* ».

⁸¹⁸ Voir l'article de Catherine Resche, « The Economist : discours de spécialité économique ou discours sur l'économie ? », *ILCEA*, 11, 2009, mis en ligne le 30 avril 2009. <<http://ilcea.revues.org/index64.html>>, consulté le 20 avril 2010. ILCEA (Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe et d'Amérique).

⁸¹⁹ Alain Accardo, « Derrière la subjectivité des journalistes », *Le Monde Diplomatique*, mai 2000.

⁸²⁰ *Ibid.*

pour Silvio Berlusconi⁸²¹ et Jacques Chirac⁸²² en 2002. En parlant de subjectivité, *Newsweek*⁸²³ met en relief le fait que le besoin de vendre des journaux exerce de plus en plus de pression dans une ère de chances financières en déclin. L'une des accusations récurrentes faite à la presse est son manque d'objectivité car il est presque impossible d'être entièrement objectif. La subjectivité se glisse toujours dans les choix que font les journalistes et les rédacteurs en chef pour savoir quoi inclure ou sur quoi insister dans un article. Les journalistes sont très humains, et parfois ils ne se rendent pas compte de leurs préjugés. *The Economist* soutient régulièrement les hommes politiques qu'il estime avoir les meilleurs programmes économiques pour leur pays, quel que soit leur bord politique. Lors de l'élection présidentielle française de 2007, le magazine appuie Nicolas Sarkozy⁸²⁴ qu'il considère comme le candidat qui « offre le meilleur espoir de réformes ». En 2008, l'hebdomadaire⁸²⁵ soutient Barack Obama et en 2010, il défend David Cameron, candidat conservateur aux législatives en Grande-Bretagne. *The Economist*⁸²⁶ souligne que le Labour est à bout de souffle et qu'un changement de gouvernement est essentiel : « *Weak economic figures will not help Britain's prime minister get re-elected* »⁸²⁷. Nous remarquons que *The Economist* représente une réalité qui est conforme aux attentes du public mais qui incarne sa propre vision du monde où l'objectivité demeure un but utopique à atteindre. La représentation de Blair à travers *The Economist* nous pousse à se demander si le Premier ministre est pragmatique ou iconoclaste dans sa vision du monde.

⁸²¹ *The Economist*, 28 juillet 2001, « *Why Silvio Berlusconi is unfit to lead Italy* ».

⁸²² *The Economist*, 17 mars 2005, « *The French president has no rivals as global spokesman on anti-americanism, a doctrine that usually belongs to the left in Europe but in France has a long history on the Gaullist right as well. To this, he has added his own blend of anti-globalisation, globe-trotting* ».

⁸²³ *Newsweek*, 1 mars 2008, « *The Myth of Objectivity* ».

⁸²⁴ *The Economist*, 22 avril 2007. « *Sarkozy steps ahead* ».

⁸²⁵ *The Economist*, 30 octobre 2008. « *The Economist has endorsed Barack Obama* ».

⁸²⁶ *The Economist*, 30 avril 2010. « *Mr Cameron is much closer to answering the main question facing Britain than either of his rivals is. In this complicated, perhaps inevitably imperfect election, he would get our vote* ». *The Telegraph* du 30 avril 2010 indique : « *The Conservatives' election campaign received a boost yesterday as The Economist magazine switched its support to the party* ».

⁸²⁷ *The Economist*, 23 avril 2010.

4) Blair : pragmatique ou iconoclaste ?

Avant de faire le point sur la politique économique, européenne et internationale de Tony Blair, nous sommes censés expliquer ce que nous entendons par iconoclaste et pragmatique. Être pragmatique veut dire ramener les choses au niveau de la réalité concrète et c'est aussi penser en termes d'actions. En laissant trop souvent le pouvoir à nos émotions, nous manquons souvent de pragmatisme, donc de clarté pour prendre les bonnes décisions. Le pragmatisme vient du grec *pragmata* (action) ce qui atteste du souci d'être proche du concret, du particulier, de l'action et ce qui est opposé aux idées abstraites et vagues de l'intellectualisme. Selon le sens commun, être pragmatique⁸²⁸, c'est agir ou penser selon la pratique, dans un souci d'efficacité.

Ainsi, un homme politique pragmatique serait celui qui chercherait à s'éloigner des pensées abstraites pour se consacrer au versant concret de la situation. Sur un autre plan, selon le *Trésor de la Langue Française*⁸²⁹, une personne est iconoclaste, si elle s'oppose violemment aux traditions établies et rompt avec le passé. L'iconoclaste attaque les croyances établies et les idées reçues. Afin de mettre en relief le côté pragmatique et iconoclaste de Blair, et sans répéter ce que nous avons montré dans la deuxième partie, nous ferons rapidement le point sur son bilan économique, sa politique européenne et son engagement dans le monde aux côtés de son allié américain Bush.

⁸²⁸ Voir *Le Prince*, trad. par V. Périès, postface de Joël Gayraud, Mille et une nuits, Paris, 2003. Machiavel prône un gouvernement pragmatique, détaché de la morale et de la religion, ayant parfois recours au mensonge ou à la force dans le but d'apporter, à terme, le bien général. Cette attitude diffère profondément de la pensée médiévale contemporaine de Machiavel. Seul le pouvoir intéresse l'homme et non le développement du tout, tel est le fond de sa pensée. Il estime d'ailleurs que ce sont les passions qui guident vers le pouvoir et non une spiritualité contingente. L'homme se plaît à dominer et pour se faire, il lui faut une démarche lucide quant aux volontés des citoyens s'il veut rester en place.

⁸²⁹ *Dictionnaire de l'académie française* (9^{ème} édition, 1992). Personne qui s'oppose à toute tradition (d'ordre littéraire, artistique, politique ou autre), qui refuse un culte établi, qui se livre à des destructions gratuites sous prétexte de modernisme. Un iconoclaste est celui qui pour des motifs de pureté religieuse, proscrit le culte des images, la représentation plastique du divin. Être iconoclaste veut dire s'opposer à toute tradition, et chercher à faire disparaître tout ce qui est du passé.

Les années Blair sont marquées par la discipline et par l'apparition d'une stratégie de communication politique cohérente et constante où Alastair Campbell, conseiller du Premier ministre, invente la devise « Honni soit qui différemment y pense »⁸³⁰. Campbell admet que Blair fait preuve d'une grande sévérité envers les différentes personnalités du *New Labour* qui émettent des sons discordants. Le Premier ministre réussit à moderniser son parti en modifiant la « Clause Quatre » et en supprimant les références à la nationalisation des moyens de production. Cette rupture assumée avec un front syndical déjà très affaibli symbolise la stratégie d'ancrage au centre du *New Labour*, qui sera maintenue sur toute la période. La monopolisation et la personnalisation du pouvoir reflètent la domination totale de Tony Blair, elle s'explique aussi par son influence dans la prise des décisions. En briguant un troisième mandat, il a déjà battu le record de longévité détenu par son prédécesseur, le Premier ministre travailliste, Clement Attlee (1945-1951).

Conscient de la nécessité de retrouver toute sa crédibilité aux yeux de ses concitoyens, après avoir indûment exagéré la menace des armes de destruction massive en Irak, il veut avant tout apparaître à présent comme l'artisan du changement où il essaie de promouvoir ses projets de modernisation des services publics notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation. Tony Blair, l'homme politique pragmatique est plus préoccupé par l'action et la réussite que par les considérations théoriques ou idéologiques. Comme le précise Philippe Le Corre⁸³¹, Tony Blair a fait progresser le capitalisme dans son pays, bien qu'il se targue de réconcilier gauche et droite par sa « troisième voie ». Il s'avère que la modernisation apportée par Tony Blair au sein de son parti, consiste à battre idéologiquement la vieille gauche et à intégrer dans la nouvelle politique la vision thatchérienne de privatisation, de dérégulation des marchés et de libéralisation des échanges.

⁸³⁰ Alastair Campbell, *The Blair Years. Extracts from the Alastair Campbell Diaries*, Londres : Hutchinson, 2007, 81.

⁸³¹ Philippe Le Corre, *Tony Blair, les rendez-vous manqués*, Paris : Éditions Autrement, 2004, 12. Voir aussi le livre de Keith Dixon, *La Mule de Troie, Blair, l'Europe et le nouvel ordre américain*, Éditions du Croquant, 2003, 155.

Tony Blair emprunte à la fois des idées à gauche (investissements massifs dans les services publics, politique sociale, droits des minorités, tentative de redistribution) et des idées à droite (traitement néo-libéral du chômage, politique répressive en matière de délinquance). Et en fait, cela ne l'intéresse pas de savoir si c'est de gauche ou de droite, tout ce qui l'intéresse, c'est de savoir si cela marche ou pas, c'est le côté pragmatique qui doit prévaloir. La politique économique de Blair se base sur une vision très individualisante et très responsabilisante, elle se résume par la maxime⁸³² « l'État te donne ta chance, à toi de la saisir ». Son bilan économique demeure mitigé malgré la croissance, l'aide au capital, le soutien à la compétitivité des entreprises et la dynamisation du marché du travail. Comme l'indique Patrick Le Galès, le *New Labour* n'est certainement pas un gouvernement social-démocrate classique, il a agi massivement en faveur du capital pour favoriser la croissance et discipliner la main-d'œuvre et s'est peu occupé des inégalités.

Dans le domaine de la santé et de l'éducation, les déséquilibres entre le nord et le sud demeurent importants. En ce qui concerne les moyens de transport, le Royaume-Uni souffre d'une infrastructure pas assez modernisée. À cet égard, l'analyse de Patrick Le Galès nous paraît pertinente lorsqu'il admet que la politique de Blair a permis l'adhésion de la classe moyenne à une rhétorique de la société de marché ; il affirme que le Premier ministre⁸³³ commence au centre gauche et finit au centre droit. Blair montre une image d'un homme politique pragmatique qui essaie d'obtenir des résultats positifs sur le plan économique et social. Il se targue d'un bilan économique flatteur par rapport à la zone euro, mais son incapacité⁸³⁴ à réduire le fossé entre les riches et les pauvres en Grande-Bretagne reste un échec pour son gouvernement. La politique de Tony Blair est pragmatique puisqu'elle lui permet de réussir des négociations en Irlande du nord.

⁸³² Patrick Le Galès et Florence Faucher-King, *Tony Blair 1997-2007 : le bilan des réformes*, Paris : Presses de Sciences Po, 2007. Voir également, Keith Dixon, *Un abécédaire du blairisme*, Paris : Éditions Le croquant, 2006.

⁸³³ *Ibid.*, 47.

⁸³⁴ *The Guardian* du 17 juin 2007 indique que selon une récente étude réalisée par des chercheurs de Sheffield University près de 2,7 millions de Britanniques sont déclarés en incapacité de travail, le taux de chômage réel pourrait se révéler très sensiblement supérieur au taux officiel (5,5 % et 900.000 demandeurs d'emploi).

Avec l'aide de son ami Bill Clinton, le Premier ministre devient l'architecte des accords de paix de *Good Friday*, il a compris que la société nord-irlandaise veut la paix, qu'elle en a assez de la guerre, en plus son appartenance catholique et anglicane a sans doute joué un rôle non négligeable. Tony Blair est iconoclaste lorsqu'il rompt avec l'image d'une Grande-Bretagne tolérante, respectueuse des droits de l'homme et de la liberté. Cette image d'un iconoclaste se traduit par sa politique de rigueur répressive (tolérance zéro), mais surtout après le 11 septembre 2001, Tony Blair adopte, au nom de la lutte contre le terrorisme, une politique qui fait insensiblement passer la Grande-Bretagne⁸³⁵ de la « *Cool Britannia* », soucieuse de modernité, de créativité, d'innovations à la « *Cruel Britannia* », une société de surveillance et dans une certaine mesure, de coercition. En s'éloignant des idées de son Parti travailliste, et après trois décennies de refus britanniques, Tony Blair est présenté comme le plus européen des Premiers ministres depuis Edward Heath.

Nous pensons que Tony Blair œuvre pour la participation accrue de son pays à l'intégration européenne et contribue à faire jouer au Royaume-Uni le rôle de pivot entre les États-Unis et l'Europe, tout en veillant simultanément à ce que l'Europe soutienne les intérêts de la Grande-Bretagne. Soucieux de garantir un équilibre entre son engagement européen et ses relations étroites avec le grand allié américain, il n'hésite pas à envisager pour la Grande-Bretagne un rôle de pont entre le vieux continent et le nouveau monde. Bien qu'il soit européen convaincu, Tony Blair accorde la priorité aux relations transatlantiques, il ne souhaite pas une Europe qui rivalise avec les Américains internationalistes. Il met des réserves au sujet de la PAC (politique agricole commune) en axant les dépenses communautaires vers d'autres secteurs, il souhaite une Europe de la défense qui ne soit pas indépendante de l'OTAN et des Américains. À cet égard, *The Economist* aspire à ce que Blair préserve la relation transatlantique⁸³⁶. Dans ses mémoires Tony Blair admet que : « La Grande-Bretagne avait besoin de l'Europe pour exercer son influence et faire valoir ses intérêts »⁸³⁷. Blair encourage l'ouverture politique et économique de l'Union aux pays de l'Est, ainsi le nombre des membres compte aujourd'hui 27 pays. Dès 1997, Tony Blair affirme que la Grande-Bretagne rejoindrait

⁸³⁵ Patrick Le Galès, *op. cit.*, 83.

⁸³⁶ *The Economist*, 15 février 2003, 15. « Blair would be lauded as the man who held his nerve and preserved the transatlantic alliance ».

⁸³⁷ Tony Blair, *Mémoires*, *op. cit.*, 603. Le texte en anglais Tony Blair, *A Journey*, *op. cit.*, 533. « Britain needed Europe in order to exert influence and advance its interests ».

rapidement la zone euro. Après six ans, la décision de soumettre l'adhésion britannique à un référendum a encore été reportée. Ce nouveau report indique que le Premier ministre est des plus timorés. Il laisse en fait la gestion de ce dossier à Gordon Brown, son Chancelier de l'Échiquier, qui est plutôt hostile à l'euro. Il n'a d'ailleurs jamais montré beaucoup de courage politique pour s'opposer à la presse de Rupert Murdoch, qui est violemment anti-euro⁸³⁸. Tony Blair apparaît comme un européen convaincu, néanmoins il demeure un britannique pragmatique⁸³⁹, qui a une certaine idée de son pays et de la place qu'il doit se forger au niveau européen et international. Il affiche une hostilité envers les contraintes communautaires qui risqueraient d'empiéter sur la souveraineté de son pays. À cause de la relation spéciale anglo-américaine, la position du Royaume-Uni semble ambiguë ; cependant le Royaume-Uni⁸⁴⁰ ne saurait se passer des bénéfiques liés à son association européenne. Tony Blair est admiratif des États-Unis, il l'explique clairement dans ses mémoires en disant : « J'aime les personnes qui veulent réussir, et j'admire celles qui y parviennent. J'aime l'ambition et c'est la raison pour laquelle j'apprécie l'Amérique. J'adore l'idée de venir de rien et de se faire soi-même »⁸⁴¹. Les hésitations nationalistes le retiennent en dehors de la zone euro, mais comme l'économie du Royaume-Uni est fortement intégrée à celle de l'union, beaucoup plus que la population ne veut le croire, les lois du marché poussent inexorablement vers l'adoption de l'euro à plus ou moins longue échéance. Concernant la guerre de Yougoslavie et celle d'Afghanistan, Tony Blair apparaît plus « va-t-en-guerre » que les Américains, il entraîne son pays dans des aventures au Kosovo sans l'accord du conseil de sécurité des Nations Unies. Lors de la guerre d'Afghanistan, Blair semble plus américain⁸⁴² que les Américains, et agit au nom de la morale.

⁸³⁸ Jean-Marc Four, *op. cit.*, 25.

⁸³⁹ Marie-Claire Considère-Charon, « La Grande-Bretagne de Tony Blair et les enjeux européens : bilan et perspectives », in Fondation Robert Schuman, *Questions d'Europe*, n° 197, 31 janvier 2005. Marie-Claire Charon considère que Tony Blair est « fédérosceptique » et continue à considérer que le pouvoir doit rester avant tout aux mains des États, lieux de la légitimité et de l'identité de chaque démocratie.

⁸⁴⁰ Pauline Schnapper, *La Grande-Bretagne et la sécurité européenne 1989-2000*, Paris : L'Harmattan, 2001, 103.

⁸⁴¹ Tony Blair, *A Journey*, *op. cit.*, 115. Blair manifeste son admiration pour le peuple américain : « *I like people who want to succeed, and admire people who do. I love aspiration. It's why I like America. I adore that notion of coming from nothing and making something of yourself* ». Voir également la traduction, Tony Blair, *Mémoires*, *op. cit.*, 139.

⁸⁴² Irvin Stelzer cite l'expression : « *no regret for Blair* », *The Weekly Standard*, 13, 2003, 18.

Sa participation à l'effort de guerre indique que le principe de l'intégrité territoriale, pourtant indispensable au fonctionnement d'un système international stable, cesse d'être éthiquement respectable. Tony Blair ne peut guère être en même temps totalement européen et enclin à défendre la relation spéciale. Lors de la crise irakienne, le Premier ministre a tenté de créer un pôle contre le pôle franco-allemand résolu à faire contrepoids à l'hyper puissance⁸⁴³ américaine, le Premier ministre choisit l'alliance avec l'Espagne, l'Italie et les nouveaux pays de l'Est pour faire face au couple franco-allemand. À la veille de la guerre d'Irak, la division au sein de l'Union marque les tensions⁸⁴⁴ entre les euro-atlantistes et les euro-autonomistes. L'alignement⁸⁴⁵ de Tony Blair sur la position américaine montre son refus de la multipolarité et surprend tout le monde. Comme le précise Jacques Leruez⁸⁴⁶, malgré les 1,5 million de personnes qui ont manifesté à Londres en 2003 (et l'opposition de 122 députés travaillistes contre la guerre), Tony Blair fait la sourde oreille et persévère dans son suivisme atlantiste.

La position proaméricaine inconditionnelle de Tony Blair ne peut pas nous convaincre, même si nous évoquions la « relation spéciale », rappelons-nous le refus de Harold Wilson d'envoyer des troupes au Vietnam en dépit des demandes du président Lyndon Johnson. Margaret Thatcher, qui était très proche de Ronald Reagan, n'avait pas attendu l'accord de ce dernier pour faire la guerre à l'Argentine et reprendre les Malouines. En exagérant la menace des armes de destruction massive en Irak, le Premier ministre suit totalement les thèses belliqueuses des nouveaux conservateurs américains, et admet que Saddam Hussein représente une menace également pour le Royaume-Uni. Nous pensons que la guerre d'Irak a terni l'image de Tony Blair dans le monde et surtout dans son pays où il a perdu une certaine partie de sa crédibilité : les Britanniques estiment que Blair leur a menti et les a manipulés.

⁸⁴³ Ce terme date de 1998, bien avant l'arrivée de Bush au pouvoir. Hubert Védrine l'utilise lorsqu'il était encore ministre dans le gouvernement Jospin. Pratiquement toutes ses interventions médiatiques se font dans une perspective de dénonciation de cette fameuse hyperpuissance des États-Unis d'Amérique. Védrine critique un monde politiquement unipolaire et culturellement uniforme des États-Unis. Voir parmi ses livres : *L'hyperpuissance américaine*, Paris : Fondation Jean Jaurès, 2000 et *Face à l'hyperpuissance. Textes et discours 1995-2003*, Paris : Fayard, 2003.

⁸⁴⁴ David Hanley, « Splendeur et misère des courtisans : Les Britanniques devant la crise irakienne », Bulletin d'information de l'Observatoire Européen de Sécurité, *Défense & Stratégie*, mars 2003, n° 5, 3. Voir le site <<http://mjp.univ-perp.fr/defense/ds05.pdf>>, consulté le 14 avril 2007.

⁸⁴⁵ Jean Dufourcq, « Allergie transatlantique : Partenariat ou contrepoids stratégique », in *AFRI*, vol. 5, 2004, 121-132. Voir le siteweb <<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/AFRI%206.pdf>>, *AFRI* (Annuaire français des relations internationales), consulté le 20 mars 2008.

⁸⁴⁶ Jacques Leruez, « La démocratie britannique à l'épreuve de la guerre d'Irak », *Pouvoirs*, mars 2004, n° 110, 171-191. <www.cairn.info/revue-pouvoirs-2004-3-page-171.htm>, consulté le 5 janvier 2010.

La relation spéciale avec les États-Unis peut apparaître un obstacle à la pleine participation du Royaume-Uni à la construction européenne puisque comme l'explique David Hanley⁸⁴⁷, les États-Unis et leurs alliés, qui ont mis douze ans pour renverser Saddam Hussein, avaient ménagé d'autres dictatures telles que celles d'Augusto Pinochet du Chili, de François Duvalier d'Haïti et d'Anastasio Somoza du Nicaragua, etc. L'invasion de l'Irak a montré Tony Blair comme le chef de guerre que seules les relations internationales captivent. Il devient iconoclaste en s'éloignant des idées de son parti et réussit à promulguer une nouvelle vision morale de la politique internationale qui donne une légitimité à des interventions militaires dans le monde. Nous pensons que Tony Blair est un homme pragmatique et un iconoclaste, il réussit relativement dans le domaine économique, mais se trompe dans sa vision de politique étrangère en adoptant un suivisme total de la politique guerrière de George W. Bush. *The Economist* reste nuancé quant à sa critique ou à son soutien de Tony Blair, l'hebdomadaire accueille avec prudence les idées libérales de *New Labour* qui s'articulent avec son semblant idéologique. En politique étrangère, *The Economist* est enclin à appuyer la politique anglo-américaine du Premier ministre, que ce soit au Kosovo, en Afghanistan ou en Irak. Si Tony Blair apparaît comme une personne iconoclaste et pragmatique, *The Economist* adopte aussi une pensée pragmatique qui défend ses intérêts et ne s'oppose pas à son affinité pour « la relation spéciale ».

⁸⁴⁷ David Hanley, *op. cit.*, 3.

Conclusion de la troisième partie

Dans la troisième partie, nous avons essayé de mettre en relief l'approche critique de l'analyse du discours qui vise à montrer que tout discours est subjectif. La théorie de domination et de pouvoir du discours, proposé par Van Dijk et Fairclough ainsi que d'autres chercheurs, contribue à signaler que l'idéologie est présente dans le discours. Dans notre cas, *The Economist* fait souvent référence à l'utilisation d'un lexique spécifique, par divers procédés stylistiques et rhétoriques. Cette approche pluridisciplinaire n'est pas l'unique outil de recherche, néanmoins elle peut contribuer à démontrer le côté partial et idéologique du magazine. L'idéologie est donc non seulement inscrite dans des pratiques, mais également dans les représentations et les discours, parce qu'elle est affaire de sens, et qu'elle est associée au pouvoir avec l'aide du langage. Le langage apparaît bien souvent comme un instrument au service du pouvoir. Les discours sont aussi des signes d'autorité émis pour être crus et le cas échéant obéis. L'analyse critique du discours démontre que l'idéologie représente un support relationnel entre des individus, d'un rapport interhumain, d'une interdépendance. Il y a une relation asymétrique entre le locuteur (ou auteur) qui va préconiser un comportement, valoriser une pratique et un auditeur (ou lecteur) dont on attend qu'il se conforme au discours. La centralité du discours et du langage dans le concept d'idéologie explique l'intérêt des chercheurs et de l'approche de Van Dijk et Fairclough.

Conclusion générale

Dans un premier temps, nous avons présenté *The Economist* et évoqué son historique, son identité, sa spécificité et son influence. Fondé en 1843 par un industriel passionné d'économie politique, James Wilson, marchand de chapeaux, amoureux des chemins de fer, du commerce et du libre-échange, afin de contrer les *Corn Laws*, les lois taxant les importations de grain, l'hebdomadaire ne cesse de prêcher les principes de liberté, de libéralisme et de non-intervention de l'État dans les affaires économiques. Il se définit comme le défenseur de la liberté de l'entreprise et de la société civile. Il a le plus grand respect pour la puissance américaine et nourrit une prudence sans limites vis-à-vis de la politique socialiste dite de gauche. Depuis cent soixante-sept ans, l'hebdomadaire ultralibéral londonien ne transgresse pas la règle sur laquelle il a bâti sa réputation de magazine international des privatisations et de l'orthodoxie monétaire. Son humour britannique, son exhaustivité et le sérieux de ses articles séduisent un public croissant surtout aux États-Unis où il réalise la moitié de ses ventes. Son lectorat, influent et très huppé, représente l'élite mondiale dont l'influence ne peut être occultée.

Hebdomadaire économique de référence, il soutient régulièrement les hommes politiques qu'il estime être en possession de programmes économiques pour leur pays, quelles que soient leurs couleurs politiques. *The Economist* joue son rôle de vitrine idéologique et diffuse des opinions sur une large échelle, il se caractérise par la qualité et la profondeur de ses articles qui ne sont jamais signés, il s'agit là d'une politique de la rédaction visant à préserver l'anonymat, mais aussi à garder le sens du travail collectif. Dans les années quatre-vingt, l'hebdomadaire soutient Margaret Thatcher dans sa croisade contre l'intervention de l'État et sa lutte contre les syndicats. *The Economist* accueille favorablement l'élection du républicain Ronald Reagan et appuie des démocrates américains comme Bill Clinton et John Kerry, il appelle à voter travailliste aux élections de 2001, pour la première fois depuis quarante ans, mais uniquement parce que Tony Blair était, à ses yeux, le seul conservateur crédible sur le marché.

La philosophie libérale qui inspire les positions idéologiques du magazine le rapproche le plus souvent des Conservateurs britanniques et des Républicains américains, surtout quand ces derniers combinent une critique radicale de l'intervention étatique dans la sphère économique avec un projet de promotion, par la force si nécessaire, des valeurs de la démocratie libérale dans le champ des relations internationales. Admirateur zélé de Margaret Thatcher, *The Economist* ne s'oppose pas à Tony Blair qui rompt avec le passé du Parti travailliste, les idées socialistes et l'intervention accrue de l'État dans les domaines économiques. Dans notre première partie nous avons présenté l'image de l'ancien Parti travailliste qui est très souvent négative, alors que le *New Labour* est acclamé dans la mesure où il adhère à l'idéal libéral, à la privatisation et aux lois du marché. Depuis son arrivée au pouvoir en mai 1997, Tony Blair s'emploie à mettre en œuvre un « travaillisme » pragmatique moderne qui doit permettre au Royaume-Uni de relever les défis de la mondialisation. Aucun leader travailliste n'a rompu ni avec le passé socialiste du parti ni avec les syndicats. D'autre part, l'histoire nous a montré que Macmillan, Wilson ou Callaghan n'ont jamais osé toucher à la sacro-sainte alliance entre les deux dans leur pays. Blair réussit à imposer un nouveau style qui réconcilie les acquis du passé et l'esprit libéral mais également un style dominé par l'autoritarisme. L'image du *New Labour* n'est ni négative ni positive, *The Economist* avance l'idée qu'elle est là, et qu'il faut faire avec.

Au moins elle rassure par son éloignement de la vieille gauche, elle commence à séduire non seulement les Britanniques mais aussi les Européens. *The Economist* est mieux disposé à soutenir Blair, chose difficile à imaginer pour un journal ultralibéral. L'hebdomadaire loue les efforts de Blair en vue de rompre avec le passé et le legs de son parti, et en s'ouvrant sur le monde de la globalisation. *The Economist* considère que le projet de Blair n'est ni de droite ni de gauche. Il dépasse le clivage idéologique entre la droite et la gauche. Le succès de Blair et de son *New Labour* s'inscrit dans une sorte de retour aux sources, à savoir l'idéal libéral. L'image de Blair dans *The Economist* est assez nuancée, elle est positive si elle ne s'éloigne pas de l'exemple souvent cité : Margaret Thatcher, pour laquelle l'hebdomadaire affiche une grande admiration. Dans la seconde partie, nous avons abordé la politique européenne et internationale de Tony Blair où *The Economist* ménage le Premier ministre et affiche une certaine sympathie pour sa réticence et sa prudence vis-à-vis de l'Europe ainsi que ses positions proaméricaines.

Le discours adopté par *The Economist* utilise souvent des références politiques, historiques, culturelles, religieuses et un lexique bien déterminé afin d'exposer ses positions, sa vision et ses partis pris. En décrivant la politique européenne ou internationale de Blair, l'hebdomadaire utilise des comparaisons et un style plein de subtilité et de finesse, dont seul un lecteur averti possédant une certaine culture peut comprendre le sens. Soucieux de garder à l'esprit les acquis de la nation britannique, surtout le sentiment d'être indépendant et souverain, *The Economist* juge crédible une union économique européenne, mais voit d'un mauvais œil une Europe fédérale puissante qui pourrait dicter ses ordres depuis Bruxelles. C'est pour cette raison que l'hebdomadaire incite Tony Blair à ne pas rejoindre l'euro et l'encourage à ne pas accepter la prétendue constitution européenne. À travers son discours, *The Economist* joue le rôle de pédagogue, par exemple, il conseille à Blair d'ajourner le référendum sur la constitution européenne s'il n'est pas assuré de l'emporter.

Les particularités historiques et géographiques du Royaume-Uni favorisent l'hésitation à toute intégration économique et politique totale dans l'Union européenne. L'idée que le journal défend est celle d'une Super Puissance économique ouverte et non d'un Super-État qui mettrait en péril les relations anglo-américaines. Concernant la relation spéciale, *The Economist* semble souvent enclin à la défendre contre vents et marées. La relation Blair et Clinton est représentée de façon amicale et positive malgré quelques désaccords concernant le conflit en Yougoslavie où le Premier ministre britannique montre une attitude plus guerrière que son ami américain. Les chaleureuses relations personnelles entre Blair et Clinton pourraient de prime abord, être expliquées, par d'étroites affinités idéologiques entre les deux dirigeants et leur conception libérale en politique. Les attaques du 11 septembre 2001 choquent les Américains ainsi que le Premier ministre britannique, qui dès les premiers jours ne manque pas d'apporter son soutien inconditionnel à son nouvel ami George W. Bush. Tony Blair devient plus Américain que les Américains eux mêmes et déclare qu'il ne s'agit plus d'une bataille entre les États-Unis et le terrorisme, mais entre le monde libre, démocratique et le terrorisme. Il estime que cette attaque terroriste sans précédent représente un coup porté au cœur des valeurs du monde civilisé. La rapidité avec laquelle Tony Blair réagit après les attaques terroristes du 11 septembre surprend les journalistes.

The Economist affiche une position pragmatique, il ne s'oppose pas à cette relation atypique entre Blair et Bush, la conjoncture nécessite une coordination entre les deux hommes même si la relation spéciale s'avère être asymétrique. La crise internationale qui suit les attentats aux États-Unis a donné au Premier ministre britannique l'occasion de déployer ses talents médiatiques et diplomatiques où il s'embarque dans le rôle de porte-parole des Américains. Le Premier ministre apparaît plus comme un « va-t-en-guerre » proaméricain qu'un chef d'État européen. À l'instar des médias britanniques qui avaient manifesté leur soutien à Blair juste après les attentats du 11 septembre, *The Economist* apporte son soutien à l'effort de guerre contre les Talibans en Afghanistan, et commence à personnaliser la relation bilatérale entre le Royaume-Uni et les États-Unis. L'alliance stratégique contre-nature entre le Parti travailliste de Blair et le Parti républicain de Bush sur l'autel de l'interventionnisme néolibéral est encouragée par le journal. L'attitude de *The Economist* face à la guerre en Irak surprend les commentateurs et divers lecteurs dans le monde ; l'hebdomadaire perd une partie de sa crédibilité en encourageant l'invasion de l'Irak pour renverser un régime considéré comme une dictature, alors que les Américains ne font rien pour trouver une solution au problème palestinien qui se trouve dans une impasse depuis des décennies. Le journal adopte une position assez inattendue où il se démarque de la neutralité qu'il prétend incarner et marque son appui à cette guerre. Le magazine rappelle que les États-Unis ont pour mission de propager une vérité, celle de la paix et de la liberté. Il s'avère que cette vérité est celle de Bush et non celle du peuple américain qui ignore la vraie réalité du monde.

La vision préventive et moralisante de Blair qui estime défendre son pays contre le danger prétendu des armes de destruction massive d'Irak ne reçoit pas le soutien du peuple britannique ni de la communauté internationale. *The Economist* ne s'oppose pas à la déposition de Saddam Hussein, qui entre dans le concept de la guerre préventive, même sans l'aval des Nations Unies. Tony Blair avance l'idée que la force militaire est nécessaire pour écarter un danger potentiel. *The Economist* ne critique pas l'alignement total de la Grande-Bretagne sur les États-Unis. Cet alignement de Tony Blair vise à montrer que son pays demeure une grande puissance qui doit assumer ses responsabilités devant la nouvelle menace du terrorisme et de l'instabilité. Dans la troisième partie, nous avons abordé l'approche de l'analyse critique du discours qui nous offre une base de l'exploration du discours de *The Economist* et de sa représentation de la politique

économique, européenne et étrangère de Tony Blair. Les discours ne peuvent pas être observés directement, ils peuvent seulement être explorés grâce à l'analyse des textes qui les constituent. Nous avons opté de mettre en relief les travaux de Norman Fairclough et Teun Van Dijk. L'objectif que se fixe l'analyse critique du discours est d'exposer les liens entre le discours et la réalité sociale mais aussi d'étudier le texte ou sa production verbale. Van Dijk, qui a analysé la couverture de presse de divers journaux et revues de plusieurs pays, souligne que les médias alimentent et perpétuent les rapports de domination existants et la marginalisation des minorités. Le discours fait partie intégrante du social, il est considéré comme utilisation de la langue, communication de croyances et interaction dans une situation sociale donnée ; chacune de ces trois dimensions étant reliée aux deux autres. Comme l'explique Van Dijk, les médias valorisent les différences culturelles comme motif de supériorité morale, politique ou culturelle d'un modèle sur un autre. Les médias peuvent influencer les élites qui contrôlent l'accès aux moyens de diffusion de masse, ces derniers joueraient un rôle prépondérant dans la circulation de ce discours, dans sa reproduction. Le but de cette approche est donc la critique des fonctionnements idéologiques des pratiques langagières. Dans notre troisième partie, nous avons insisté sur le côté subjectif qui peut être mis en évidence par la modalité, les pronoms, les adverbes, les verbes, la nominalisation, le discours direct, indirect, la métaphore, l'ironie, l'humour et les caricatures.

Pour mettre en exergue le discours idéologique, nous adaptons cette approche de l'analyse critique du discours qui considère que la langue est idéologique car elle sert à légitimer les relations de pouvoir. Van Dijk, en particulier, admet que ceux qui contrôlent le discours possèdent plus de pouvoir. Il souligne que les médias mettent l'accent sur la polarisation du groupe dominant en fonction d'une division « Nous » et « Eux ». Selon Van Dijk, le discours de la presse valorise le groupe majoritaire et dénigre les minorités. Le discours est intériorisé sous la forme de structures cognitives et individuelles en concordance avec les préjugés de la conscience collective majoritaire. *The Economist* essaie de gagner la confiance des intellectuels à sa cause en propageant un discours en harmonie avec celle de l'élite américaine. Le discours de domination s'inscrit dans la façon d'aborder et de présenter les événements politiques dans le monde. *The Economist* a recours à cette bipolarisation entre le bien et le mal. L'hebdomadaire met souvent l'accent sur les opinions négatives ou positives dans sa description de l'ancien Parti travailliste, du président serbe, des attaques terroristes du 11 septembre 2001 ou de

l'invasion de l'Irak. Le choix du sujet, des mots, des métaphores, des références et de bien d'autres propriétés du discours indique que rien n'est laissé au hasard. Nous avons essayé de montrer que dans *The Economist* l'idéologie est inscrite dans les pratiques mais également dans les représentations. Le langage apparaît bien souvent comme un instrument au service du pouvoir ; l'idéologie permet de mettre en relief une relation asymétrique entre le locuteur qui va défendre un comportement, valoriser une pratique et l'auditeur dont on attend qu'il se conforme au discours. Les Talibans, Al Qaida et Saddam Hussein sont pratiquement représentés comme, l'incarnation du mal, tandis que l'Amérique incarne les valeurs démocratiques, la liberté et le libéralisme. *The Economist* adopte une construction manichéenne du monde, d'une part, il nous montre les États-Unis au centre incarnant la quintessence du bien, des valeurs justes et des institutions du libre-échange, alors que sur l'autre front c'est l'axe du mal, hostile à l'Occident et qui s'oppose au monde libre. L'hebdomadaire ne prend pas la peine de dire pourquoi les terroristes frappent ou agissent, il ne se demande pas pourquoi George W. Bush renverse le président irakien en le considérant despote alors qu'en Asie, en Afrique ou même au Moyen-Orient il existe d'autres tyrans.

The Economist défend les États-Unis qui sont menacés par le danger extérieur le plus virulent incarné par « l'axe du mal ». Dans ce contexte de domination du bien contre le mal, le magazine prépare les lecteurs à accepter et à soutenir toute action guerrière contre les « méchants » considérés les ennemis du monde libre. Nous avons terminé notre thèse par la présentation assez brève de l'image de Tony Blair dans *The Economist*. Le Premier ministre nous semble à la fois pragmatique et iconoclaste dans son action politique. Bien qu'il soit énergique, ambitieux, et plein de volonté pour changer un monde qu'il souhaite changer. *The Economist* ne se soucie pas de la vie privée de Tony Blair mais s'intéresse à l'homme politique, à sa vision des choses. Si celui-ci s'aligne sur l'idéologie du magazine, il est soutenu et applaudi, mais il perd son image de marque s'il adopte une politique opposée aux idéaux de *The Economist*. Grâce à sa réputation mondiale et à son discours de pouvoir et de domination, *The Economist* essaie d'attirer une partie de l'élite mondiale dont le poids politique, intellectuel et économique est important pour construire sa réalité en choisissant un discours approprié et en défendant son idéologie. En vertu de son influence surtout aux États-Unis où il vend presque la moitié de ses exemplaires, *The Economist* joue un rôle idéologique important par son influence directe et indirecte sur les élites, les décideurs politiques et les grands

capitalistes. Nous constatons que *The Economist* est une entreprise guidée par le profit, il peut effleurer la réalité en justifiant l'ordre social et les rapports inégalitaires, mais il peut aussi renforcer les opinions de pouvoir, les inégalités et même se tromper dans son analyse. Rappelons-nous que du point de vue économique, les principales entreprises médiatiques sont des vecteurs de l'idéologie dominante et des acteurs de la mondialisation néolibérale. À l'instar des grands médias qui sont avant tout des entreprises opérant conformément aux formes de management capitalistes, *The Economist* sert la domination néolibérale de plusieurs manières, en particulier, il tente de satisfaire les désirs des consommateurs, de défendre sa vision du monde et de réconforter le public plutôt que de servir un idéal d'information. Comme l'explique Daniel Cornu⁸⁴⁸, la logique commerciale conduit les médias à renforcer les préjugés et l'ordre établi.

Malgré la réputation mondiale de *The Economist*, qui est considéré le fleuron de la presse britannique, il est avant tout une entreprise plutôt singulière. Étant un produit culturel, l'objectif de l'hebdomadaire est d'informer, de mettre les gens en contact avec les événements et les idées qui marquent leur temps. Sa survie dépend des gens qui l'achètent, c'est pourquoi il est amené à organiser l'information en fonction de critères précis. *The Economist* défend sa conception politique et économique du monde libéral et choisit sa stratégie de mise en scène. Il essaie de faire partager sa vision des choses et de conquérir son public, tout en citant de nombreuses sources, en fournissant maintes explications et en étayant ses arguments. Nous ne pouvons pas critiquer ou accuser *The Economist* d'être totalement subjectif ou partiellement objectif. Il est un journal comme les autres. En dépit des habitudes⁸⁴⁹ stylistiques inculquées dans les écoles de journalisme, le discours journalistique va au-delà de la précision d'expression. Derrière lui, s'effacent des pôles d'émission d'information et des instances communicatives (les groupes sociaux, les intérêts politiques, les sponsors). Ces dernières, d'une part, légitiment ou justifient leurs actions dans la presse et, d'autre part, déterminent le style de la presse. Ces instances⁸⁵⁰ sont « plus ou moins habilitées à donner forme au monde par l'intermédiaire d'agents de distribution de discours ».

⁸⁴⁸ Daniel Cornu, *op. cit.*, 62.

⁸⁴⁹ Yves de La Haye, *Journalisme : mode d'emploi*, Paris : L'Harmattan, 2005, 117.

⁸⁵⁰ *Ibid.*

Comme l'indique Roger Fowler⁸⁵¹, les structures linguistiques de l'information journalistique ne sont pas dues au hasard, elles ne sont pas des alternatives accidentelles. Elles sont utilisées grâce à leur efficacité en tant que médiatrices de construction sociale et de changements sociaux. Le discours journalistique se sert des phénomènes et des structures linguistiques pour transformer et pour construire des communautés imaginées. Il n'y a pas de société sans discours propagandiste⁸⁵², à l'instar des divers journaux ou magazines, *The Economist* défend sa vision du monde politique et économique. Cette étude concernant *The Economist* nous permet de percevoir que le discours de la presse tend à devenir de plus en plus organisé, voire sophistiqué, visant à toucher la plus grande partie de l'opinion publique par le biais de représentations sociales.

⁸⁵¹ Roger Fowler, *op. cit.*, 10. « *Anything that is said or written about the world is articulated from a particular ideological position : language is not a clear window but a refracting, structuring medium* » .

⁸⁵² Patrick Charaudeau, « Il n'y a pas de société sans discours propagandiste », in Ollivier-Yaniv Caroline & Rinn Michael. (dir.), *Communication de l'État et gouvernement social*, Presses Universitaires de Grenoble, 2009, consulté le 12 décembre 2010 sur le site de Patrick Charaudeau <<http://www.patrick-charaudeau.com/>>.

Annexes

Les annexes de la thèse représentent des informations qui complètent divers points concernant le Parti travailliste, l'Union européenne et la « relation spéciale ». Ces annexes n'ont pas été incorporées dans le texte de la thèse, néanmoins elles apportent un plus qui peut enrichir la compréhension des idées présentées. Dans l'annexe 1, nous commencerons par un aperçu historique du Parti travailliste et du *New Labour*, nous présenterons également une chronologie du Parti travailliste, des Premiers ministres britanniques et des leaders travaillistes depuis 1935. Nous brosserons un tableau des élections depuis 1945, ainsi qu'une chronologie des années Blair. Dans l'annexe 2, nous ferons le point sur la relation entre le Parti travailliste et l'Union européenne. Dans l'annexe 3, nous mettrons en relief l'histoire de l'Union européenne et de « la relation spéciale ». L'annexe 4 introduit le volume 2 de la thèse qui comprend 102 articles de *The Economist* de (mai 1997 à mai 2005).

Annexe 1

1) Aperçu historique du Parti travailliste

L'objectif de cet aperçu est de compléter ce que nous avons évoqué dans la première partie de notre thèse. Les ouvrages de Monica Charlot, Dennis Kavanagh, Mark Bevir, Mark Wickham-Jones, Stephen Driver et Luc Martell nous ont permis d'essayer de comprendre le côté historique. Pendant la seconde moitié du XIXe siècle la révolution industrielle⁸⁵³ avait nourri les mouvements ouvriers britanniques grâce à l'extension du suffrage de 1867 et de 1884. De nouvelles idées et organisations ouvrières se multiplient telles que la Ligue pour la Représentation du Travail (LRL), la Fédération Démocratique, la Société Fabienne dont l'idéologie concilie la démocratie parlementaire et l'idéal socialiste⁸⁵⁴. En 1888 le Parti travailliste écossais (*Scottish Labour Party*) voit le jour sous la direction de James Keir Hardie qui en 1893 participe à la création du Parti travailliste indépendant (*Independent Labour Party*). Cependant celui-ci ne réussit pas à se développer. En 1899 la Confédération des Syndicats Britanniques (*Trade Union Congress*) décide d'accroître le nombre des représentants du travail au Parlement (par les délégués des syndicats, des coopératives et des sociétés socialistes).

Le Parti Indépendant du Travail se joint en 1900 au Congrès des Organisations Syndicales Britanniques pour former le Comité de Représentation du Travail et présenter aux élections des candidats ouvriers. Bien que l'objectif vise à représenter les intérêts des syndicats au Parlement et non la transformation de la société, le parti ne présente qu'une minorité de syndicats et d'ouvriers qualifiés. La nouvelle formation prend en 1906 le nom de *Labour Party*. Tout au long de plus de 25 ans, le parti prend de l'ampleur et occupe une place plus importante que le Parti libéral. En 1924, sous la direction de Ramsay Macdonald, le parti forme brièvement son premier gouvernement de minorités. La formation du gouvernement de 1929 ne réussit pas à se maintenir au pouvoir à cause de la crise financière mondiale.

⁸⁵³ Monica Charlot, *Le Pouvoir politique en Grande-Bretagne*, Paris : PUF, 1990, 62.

⁸⁵⁴ *Ibid.*

En 1945, le parti assure une grande victoire avec une majorité écrasante au Parlement sous la direction de Clement Attlee, qui forme un gouvernement radical. Le rôle des syndicats était très important puisqu'ils donnaient deux fois la majorité au Parti travailliste au sein des communes en 1945 et 1950. Attlee annonce son programme de nationalisation qui touche les industries du charbon, de l'acier, des métallurgies ainsi que la banque d'Angleterre. L'État providence (*Welfare State*) voit le jour, le *National Health Service Act* assure l'accès libre et gratuit des soins, la *National Insurance Act* établit les régimes d'assurance chômage, maladie, accidents de travail et de retraite, le *Butler Act* met en place un important programme de construction de logements sociaux. Au cours des années 1950 et au début des années 1960, le parti est divisé entre les modérés conduits par Hugh Gaitskell et les plus traditionnels. Cette division met le parti hors jeu pendant plus de treize ans. En 1964, les syndicats portent à nouveau au pouvoir le Parti travailliste sous la direction de Harold Wilson qui se heurte à une combativité des syndicats dont témoignent les grèves de la marine marchande en 1966, et en 1968 et celles des dockers en 1969. En 1970, les conservateurs, sous la direction d'Edward Heath, remportent les élections du fait de l'abstention des syndicats, découragés par la politique du gouvernement Wilson.

Le Premier ministre Heath n'échappe pas à la vague des grèves des mineurs en 1973, il convoque des élections en février 1974 où les travaillistes l'emportent avec une courte majorité. Les nouvelles élections d'octobre 1974 assurent une majorité absolue aux travaillistes, le Premier ministre Wilson est remplacé en 1976 par James Callaghan qui doit faire face à une vague de grèves, connue sous le nom de « l'hiver du mécontentement » (*Winter of discontent*) ; ce qui ouvre la voie à une nouvelle victoire des conservateurs (*Tories*) dont Margaret Thatcher avait pris la tête en 1975. Le Labour, déjà très divisé durant la décennie 1970-1980, enregistre une montée de l'aile gauche du parti, connue sous le nom des « bennistes » du nom de son dirigeant Tony Benn. Thatcher s'attelle à appliquer son programme néolibéral, un programme qu'elle avait développé dès 1977, connu comme étant (*The Right Approach of the Economy*) ou « l'économie vue de droite ». Thatcher proclame ouvertement que son objectif premier est d'en finir avec le « *Welfare State* », elle prêche l'apologie du travail, de l'initiative privée. Dès octobre 1979, le gouvernement conservateur lâche la bride au capital financier et la City en supprimant les limitations à tout contrôle des changes. Au nom de la libre concurrence, un vaste programme de privatisation est annoncé et engagé.

D'avril à juin 1982, l'Angleterre s'engage dans l'opération militaire contre l'Argentine pour la reconquête des Iles Malouines. Dans ce contexte, le Parti conservateur remporte les élections générales de 1983 alors que le parti travailliste est laminé. La débâcle électorale amène à la tête du parti Neil Kinnock, qui vient plutôt de la gauche du Labour. La formation qu'il dirige continuera à présenter l'image d'un parti divisé, qui ne parvient pas à offrir une réelle alternative au Thatcherisme. Les élections de 1987 seront un dur échec pour Kinnock qui comprend la nécessité d'entamer un processus de modernisation, par l'accroissement de la démocratie au sein du parti, la redéfinition du socialisme, et la rénovation du programme. Les élections du 9 avril 1992, qui amènent John Major après le départ de Thatcher, traduisent un autre échec cuisant pour le *Labour*, Neil Kinnock étant remplacé par un de ses proches, John Smith, qui introduit un ensemble de réformes, dont la réduction du poids des syndicats dans les congrès, l'application du principe « un homme, une voix » et lance un processus de réflexion pour réformer le parti.

Le New Labour

Tony Blair prend la direction du Parti travailliste en 1994 et s'efforce pour que son parti s'identifie à la majorité des électeurs. Depuis 1979, la classe ouvrière ne représente plus que moins de la moitié de l'électorat, et le taux de syndicalisation qui était souvent important, ne représente plus qu'un tiers⁸⁵⁵. Blair comprend le message et diminue la dépendance financière par rapport aux syndicats en s'adressant aux milieux d'affaires et aux donateurs privés. Les idées, si chères aux travaillistes, telles que la propriété publique, la nationalisation étaient expurgées des documents de propagande du parti, Blair les juge négatives pour l'image du *Labour*. Des thèmes plus valorisants remplacent les anciennes idées de l'ancien parti, Blair rassure les milieux d'affaires et financiers de la City, ainsi que les classes moyennes dont son parti défend le modèle du marché. Il présente⁸⁵⁶ une image nouvelle du Parti travailliste, différente de celle à laquelle l'opinion s'était accoutumée. Depuis 1994, Tony Blair s'est engagé dans une campagne électorale en annonçant les slogans suivants : « *New centre left* », « *New politics* », « *New vision* ».

⁸⁵⁵ Dennis Kavanagh, *The Reordering of British Politics*, Oxford : OUP, 1997, 219.

⁸⁵⁶ Tony Blair, *New Britain, My Vision of a Young Country*, Londres : Fourth Estate, 1996, 290. Blair annonce les slogans de nouveau centre gauche, de nouvelle politique et de nouvelle vision. C'est avec ces nouvelles idées qu'il entame sa campagne électorale avant les élections de 1997. Il prétend défendre un projet politique connu sous le nom *New Labour* qui n'est ni de gauche ni de droite.

La première mesure, très symbolique, a été de réécrire la fameuse Clause Quatre de la constitution du parti, qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait osé toucher : « Obtenir pour les travailleurs [...] le plein fruit de leur travail [...] sur la base de la propriété collective des moyens de production, de distribution et d'échange et du système le plus approprié d'administration et de contrôle populaire de chaque industrie et service »⁸⁵⁷. Blair s'engage à œuvrer en faveur d'une « économie dynamique », de la libre entreprise et du marché, de la concurrence⁸⁵⁸. Il affirme qu'il est porteur d'une vision à la fois différente de la droite du Parti conservateur, et en rupture avec les idées socialistes. Blair s'inspire des transformations sociales et idéologiques opérées pendant la période Thatcherienne surtout parce que Thatcher a su gagner au conservatisme une bonne partie de ce que les sociologues appellent « la classe ouvrière qualifiée » ou « la classe moyenne inférieure »⁸⁵⁹. La réponse de Blair repose sur l'extrapolation et la généralisation des tendances qu'a connues l'Angleterre pendant l'époque de Thatcher, qui se caractérisent par la dissolution de la classe ouvrière et la formation d'une vaste classe moyenne. Blair laisse entendre qu'une troisième voie est possible en soulignant : « Nous aspirons à dépasser les luttes amères de la droite et de la gauche [...] ».

Nombre de ces conflits sont dépourvus de pertinence dans le monde moderne-public contre privé, patrons contre travailleurs, classe moyenne contre classe ouvrière. Crowley admet : « [...] le *New Labour* n'est rien d'autre que le bras politique du peuple britannique dans son ensemble »⁸⁶⁰. Le *New Labour* crée une base solide proche des idées néolibérales plutôt que socialistes. Ceci se démontre par une politique où les taxes sont amenées au plus bas, et où la privatisation touche tous les secteurs de production, et par l'affaiblissement des syndicats. Ces idées étaient formalisées et présentées par Anthony Giddens⁸⁶¹ pour qui la troisième voie repose sur un principe qui cherche, sur le plan idéologique et politique, à refonder une stratégie social-démocrate. Cette stratégie relance le débat sur l'avenir de la social-démocratie en l'arrachant à la nostalgie du passé et en plaçant le combat face au néolibéralisme sur le terrain offensif⁸⁶².

⁸⁵⁷ Monica Charlot, *op. cit.*, 93.

⁸⁵⁸ Dennis Kavanagh, *op. cit.*, 220.

⁸⁵⁹ John Crowley, *Sans épines, la rose, un modèle pour l'Europe*, Paris : La Découverte, 1999, 85.

⁸⁶⁰ *Ibid.*, 104.

⁸⁶¹ Anthony Giddens était considéré comme le gouru de Blair, son influence reste importante dans l'élaboration de la « troisième voie ». Voir les livres de Giddens, *The Third Way, the Renewal of Social Democracy*, Londres : Polity, 1998.

⁸⁶² Anthony Giddens, *Beyond left and right*, Cambridge : Polity, 1994, 145.

Blair transforme un parti social divisé par les luttes intestines en un parti *New Labour* qui cherche fondamentalement à concilier la nécessité économique avec les obligations sociales. Le *New Labour* préconise la maîtrise de l'inflation, la réduction de la dette publique et l'indépendance de la Banque d'Angleterre. Blair met l'accent sur l'État de droit et l'ordre public qui caractérisent les fondements de sa troisième voie, ainsi que sur le grand intérêt qu'il accorde surtout aux valeurs de la famille. Le principe de tolérance zéro ou « degré zéro » pour résoudre le problème de la délinquance représente également une approche qui ne cadre pas tout à fait avec l'approche traditionnelle des gouvernements travaillistes et socialistes. La troisième voie signifie la conversion à l'orthodoxie libérale, à la rigueur budgétaire. Le parti devient plus prudent dans ses dépenses publiques avec une priorité absolue à la lutte contre l'inflation. La nouvelle doctrine de Blair affirme qu'il n'y aura aucun droit sans devoir, aucune aide sans devoir. Les citoyens sont appelés à assumer leurs responsabilités, à saisir l'opportunité de ne plus dépendre de l'aide de l'État, l'individu est maître de sa destinée et de sa réussite. La politique économique du *New Labour* est souvent considérée comme celle du « fils putatif »⁸⁶³ de Margaret Thatcher du fait de son virement à droite sur le plan social et économique, et du fait que Blair accepte son héritage économique. D'une certaine façon, on peut y voir la confirmation de la victoire culturelle du Thatchérisme, ce qui ne signifie pas, loin s'en faut, que les deux politiques aient été similaires. Notre objectif n'est pas d'analyser les idées du *New Labour* mais plutôt d'en présenter les points les plus importants qui ont permis ce changement vers un parti néo-travailliste. C'est pour cela que nous proposons de montrer brièvement les diverses interprétations de ce changement opéré par Blair. Franck Wilson⁸⁶⁴ admet l'existence de plusieurs raisons directes et indirectes qui ont permis ce changement, ces raisons sont des causes socio-économiques, politiques, constitutionnelles ou institutionnelles, du fait de l'influence des leaders du parti, et l'une des raisons de ce changement réside dans la transformation socio-économique qui passe d'une économie basée sur l'industrie vers une économie dominée par le secteur tertiaire⁸⁶⁵.

⁸⁶³ Patrice de Beer, « Tony Blair, le bourgeois travailliste », *Le Monde*, samedi 3 mai 1997, 15.

⁸⁶⁴ Frank Wilson, « The sources of party change : The social Democratic Parties of Britain, France, Germany And Spain », in Kay Lawson, *How Political Parties Work : Perspective from Within*, Westport : Praeger, 1994, 263.

⁸⁶⁵ *Ibid.*

Mark Bevir suppose que la révision du *Labour* vise à mettre à jour le socialisme pour faire face aux changements économiques et sociaux⁸⁶⁶ : « On n'est pas amené à trouver les idées du néo-travaillisme dans la tradition des représentants qui la font exposer, mais il faudrait aussi saisir la façon dont ils ont modifié cette tradition pour répondre aux alternatives spécifiques ». Wyn Grant considère que la mondialisation contribue à la conversion de l'ancien au nouveau Parti travailliste : « La mondialisation était une idée qui pouvait expliquer le processus de conversion du vieux parti en un nouveau labour »⁸⁶⁷. Russel Holden parle de l'influence de l'intégration européenne qui joue un rôle essentiel dans l'organisation du Parti travailliste, puisqu'elle permet de remodeler ce dernier. Holden estime que l'aile gauche du Parti travailliste avait affiché une position anti-européenne depuis 1983, et que dès 1987 le Parti ne s'opposait plus à l'Europe⁸⁶⁸ : « Sans l'élan européen, le renouveau du *Labour* et sa modernisation auraient dû prendre un autre aspect, le mouvement du Labour vers l'Europe était un éloignement du socialisme ». Ces idées socio-économiques, l'influence de la mondialisation et l'élan européen ne peuvent pas expliquer le changement du *Labour*. Ces forces créent des facteurs qui préparent l'environnement propice pour réformer le parti, d'autre part, nous ne devons pas sous-estimer l'influence des leaders et des décideurs. Richard Heffernan⁸⁶⁹ avance l'idée que l'influence de Thatcher est sans égal puisqu'elle crée un consensus politique autour duquel les grands partis rivalisent. Colin Hay confirme la même hypothèse : pour lui l'influence de l'époque Thatchérienne est évidente car la politique

⁸⁶⁶ Mark Bevir, « New Labour : A Study in Ideology », in *British Journal of Politics and International Relations*, 2 octobre, 2000, 277-301. Bevir souligne : « *New Labour's ideas, we have not only to locate them in the tradition from which its representatives set out, but also to grasp how they then modified this tradition in response to specific dilemmas* ». Bevir propose une explication différente qui s'appuie sur l'idée que les partis changent pour s'adapter et faire face aux divers changements sociaux, le Parti néotravailliste en fait partie.

⁸⁶⁷ Wyn Grant, « Globalisation, Big Business, and the Blair Government », in *The American Political Science Association Meeting*, 2000, 5. Grant indique : « *Globalisation was a useful devise that could be deployed as part of the process of converting old into New Labour* ». Pour Grant l'influence de la mondialisation est une donnée importante, car elle pousse les partis à s'adapter et à se convertir afin de réussir dans un monde économique en mutation constante et où les frontières disparaissent et le monde devient un village, il en est de même pour tout parti politique qui aspire à réussir et à représenter les classes sociales qui ne peuvent éviter le poids de la mondialisation.

⁸⁶⁸ Holden annonce : « *Without the european impetus party renewal and modernization would have taken on a different complexion, Labour's movement toward Europe was a shift away from socialism* ». L'acceptation de faire partie de l'Europe économique et politique était importante pour le parti qui s'adapte et change. La direction du Labour a œuvré dans ce sens en 1987 lorsque Neil Kinnock se rapproche des idées européennes et rompt avec ses prédécesseurs. Russel Holden, « *New Labour's European Challenge : From Triumphant Isolationism to Positive Integration ?* », in Gerald Taylor, *The Impact of New Labour*, Londres : Macmillan, 1999, 188.

⁸⁶⁹ Richard Heffernan, *New Labour and Thatcherism : Political Change in Britain*, New York : St Martin's Press, 2000, 167. Heffernan suppose que les gouvernements conservateurs ont bien réussi à tracer un programme politique qui permettait le changement de l'environnement ; le *Labour* finalement suivait le courant.

keynésienne des années 1970 a été remplacée par une autre plus libérale que celle de Thatcher : « Le Parti travailliste avait subi une profonde transformation de structure et de politique, le *Labour* a accepté les termes du Thatchérisme, et son établissement »⁸⁷⁰. Stephen Driver et Luc Martell suivent le même raisonnement selon lequel l'influence de Thatcher est essentielle, puisqu'un retour à la période antérieure au Thatchérisme était difficile : « Le *New Labour* accepte la réalité Thatchérienne en affirmant, qu'il n'y aura pas de retour à l'ancienne politique du *Labour* et aux jours de l'époque pré-Thatchérienne »⁸⁷¹. À côté de l'influence de Thatcher défendue par Driver et Martell, on peut noter que plusieurs historiens et chercheurs affirment que le rôle des leaders est décisif dans toute transformation politique. Tout changement ou réforme n'est possible sans l'action d'une personnalité politique charismatique qui réussit à faire accepter la nécessité d'une attitude différente. Le rôle du leader est incontestable, c'est ce que démontrent Wilson, Harmel, Janda, Tan et Heo⁸⁷². Quant à Wickham-Jones⁸⁷³, il admet que Blair et Brown voulaient gagner l'appui des communautés d'hommes d'affaires et rassurer le marché. Cette aptitude à satisfaire les milieux financiers et le marché permet au parti de changer et de s'adapter à la nouvelle situation. La transformation du *Labour* n'est pas le fruit d'un seul facteur mais de plusieurs éléments réunis qui contribuent à ce qu'il rompe avec le passé. Nous pensons que l'analyse de Wilson reste intéressante, puisqu'elle met l'accent sur les facteurs socio-économiques, mais elle ne peut pas à elle seule expliquer l'avènement du *New Labour*. Les autres hypothèses dont l'influence de la période de Thatcher, de sa politique ou celle de l'Europe sur la politique travailliste ne sont pas négligeables.

⁸⁷⁰ Colin Hay affirme : « *Labour party has indeed undergone a profound transformation of structures and policy. However, it suggests that in doing so, it has accepted the terms of post-Thatcherism, yet nonetheless? Thatcherite settlement* ». Hay avance la thèse du changement opéré lors de la victoire des conservateurs de 1979. Cette époque est marquée par le changement d'une politique d'économie keynésienne où le rôle du gouvernement est primordial puisqu'il se dirige vers un système libéral du marché, de la privatisation. Voir Colin Hay, « Labour's Thatcherite Revisionism : Playing the Political of Catch-Up », in *Political Studies*, 32, 1994, 700-707.

⁸⁷¹ Stephen Driver et Luc Martell appuient la thèse selon laquelle un retour à l'époque antérieure à Thatcher n'est pas envisageable, le *New Labour* ne peut plus continuer la politique du vieux parti. La rupture avec le passé est consommée, dans le sens où le parti adhère à la loi du marché, du commerce libre, de l'esprit d'entreprise, et du capitalisme : « *New Labour accepts the Thatcherite ground in part by saying that there is no turning back to the pre-Thatcherite days of old Labour* ». Stephen Driver et Luc Martell, *New Labour : Politics After Thatcherism*, Cambridge : Polity Press, 1998, 2.

⁸⁷² Voir Harmel Robert & Kenneth Janda, « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », in *Journal of Theoretical Politics*, 6, 1994, 259-287. Harmel Robert, UK Heo, Alexander Tan et Kenneth Janda, « Performance, Leadership, Factions, and Party Change : An Empirical Analysis », in *West European Politics*, 18 janvier, 1995, 1-25. Voir Frank Wilson, *op. cit.*, 264-265.

⁸⁷³ Mark Wickham-Jones, Anticipating Social Democracy, Preempting Anticipations : Economic Policy-Making in the British labour Party, 1987-1992, in *Politics & Society*, 23, 1995, 487.

L'importance du leader, Tony Blair, ne peut pas aussi être sous-estimée, car l'histoire nous a démontré que les changements surviennent par l'action pragmatique d'hommes politiques qui agissent sur les événements et les façonnent. L'importance de tous ces facteurs peut expliquer la réussite du *New Labour* et l'avènement de la « troisième voie ». Cependant, une question se pose : combien de temps sera-t-elle encore là ? Cet aperçu historique du Parti travailliste vise à montrer la contribution personnelle de Tony Blair qui a réussi à séduire les Britanniques après dix-huit ans de domination du Parti Conservateur.

2) Chronologie historique du Parti travailliste

Cette chronologie, qui n'est pas exhaustive nous semble nécessaire pour comprendre l'historique du Parti travailliste depuis sa naissance. Nous pouvons citer les ouvrages suivants⁸⁷⁴ qui nous ont permis de faire un résumé chronologique.

1900 : Le Parti travailliste est fondé par des syndicats.

1906 : Le Parti gagne 29 sièges au cours des élections.

1906 : James Keir Hardie est élu à la direction du parti.

1922 : Le Parti travailliste devient l'opposition principale des Conservateurs.

1924 : En janvier, le Parti travailliste forme un gouvernement minoritaire.

1924 : En septembre, le gouvernement s'effondre.

1929 : En mai, le Parti travailliste forme un autre gouvernement minoritaire.

1931 : En août, le Parti se dissout pour cause de dissidence à propos de la crise économique.

1940 : En mai, le Parti fait partie de la coalition de la guerre.

1945 : En juillet, le Parti gagne les élections et commence un programme de réformes et de nationalisations.

1951 : Le Parti perd les élections.

1964 : Le Parti gagne l'élection et forme un gouvernement minoritaire.

1966 : Le Parti gagne les élections avec une grande majorité.

1964-1970 : Le Parti commence un plan de réformes sociales (légalisation de l'homosexualité et abolition de la peine de mort).

1970 : Le Parti perd les élections.

1974 : Le gouvernement conservateur s'effondre suite à la grève des mineurs de charbon

1979 : Le gouvernement travailliste s'effondre suite à de nombreuses grèves. Margaret Thatcher gagne les élections.

1983 : Le Parti travailliste fait son pire score depuis la guerre.

1987 : Le Parti travailliste perd les élections face aux conservateurs.

1992 : Le Parti travailliste perd de justesse face aux conservateurs.

1994 : Tony Blair est élu à la direction du parti.

1994 : Changement de la Clause IV de la constitution du parti.

1997 : Victoire de Tony Blair.

⁸⁷⁴ Roland Marx et Philippe Chassaingne, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris : Perrin 2004. Trevor Harris, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris : Ellipses Marketing, 1999 et Suzy Halimi, *La Grande-Bretagne, histoire et civilisation*, Nancy : PU Nancy, 1994.

2001 : Victoire de Tony Blair.

2005 : Pour la première fois de son histoire, le Parti travailliste gagne les élections pour un troisième mandat consécutif.

3) Les Premiers ministres britanniques depuis 1945

Clement Attlee	juillet 1945-octobre 1951
Winston Churchill	octobre 1951-avril 1955
Anthony Eden	avril 1955-janvier 1957
Harold Macmillan	janvier 1957-octobre 1963
Sir Alec Douglas-Home	octobre 1963-octobre 1964
Harold Wilson	octobre 1964-juin 1970
Edward Heath	juin 1970-mars 1974
Harlod Wilson	mars 1974-avril 1976
James Callaghan	avril 1976-mai 1979
Margaret Thatcher	mai 1979-novembre 1990
John Major	novembre 1990- mai 1997
Tony Blair	A partir de mai 1997-2007

4) Les leaders travaillistes depuis 1935

Clement Attlee	novembre 1935-décembre 1955
Hugh Gaitskell	décembre 1955-janvier 1963
Harold Wilson	janvier 1963-avril 1976
James Callaghan	avril 1976- novembre 1980
Michael Foot	novembre 1980-octobre 1983
Neil Kinnock	octobre 1983-juin 1992
John Smith	juin 1992-novembre 1994
Tony Blair	novembre 1994-2007

5) Tableaux des élections générales britanniques depuis 1945

Année	Nombre de sièges	Pourcentage (%) des votes
1945	393 *	47,8
1950	315*	46,1
1951	295	48,8
1955	277	46,4

* le Parti travailliste gagne les élections

1959	258	43,8
1964	317*	44,1
1966	363*	47,9
1970	287	43,0
1974 (février)	301*	37,1

1979	269	36,9
1983	209	27,6
1987	229	31,7
1992	271	35,2

1997	419*	43,3
2001	412*	40,7
2005	355*	37

Sources : Bryan Morgan

Social and General Statistics Section

House of Commons History

<<http://cl1.hclibrary.parliament.uk>>, consulté le 5 octobre 2009.

6) Chronologie des années Blair

Nous présentons quelques événements⁸⁷⁵ marquants des « années Blair » qui sont utiles pour comprendre la politique britannique et internationale du Premier ministre.

1997 : 1^{er} mai, le Parti travailliste remporte une victoire écrasante aux élections législatives, mettant fin à 18 ans de gouvernements conservateurs. Le lendemain, Tony Blair est nommé Premier ministre.

2 mai 1997 : Tony Blair devient, à 43 ans, le plus jeune Premier ministre britannique depuis 1812.

6 mai 1997 : Gordon Brown, le ministre des finances, accorde son indépendance à la Banque d'Angleterre.

31 août 1997 : Tony Blair rend hommage à la princesse Diana dont le décès, dans un accident de voiture à Paris, suscite une émotion sans précédent.

12 septembre 1997 : l'Écosse approuve par référendum la « dévolution » qui lui donne un Parlement et un gouvernement semi-autonomes. Le Pays de Galles fait de même une semaine plus tard.

10 avril 1998 : signature des accords de paix du Vendredi Saint, ces accords mettent fin à trente ans de conflit armé en Irlande du Nord.

24 mars 1999 : le Royaume-Uni participe aux frappes aériennes contre la Serbie au Kosovo.

29 juillet 1999 : première séance du parlement écossais à Edimbourg depuis 1707.

20 février 2001 : déclenchement de l'épidémie de la fièvre aphteuse.

7 juin 2001 : le Parti travailliste remporte les élections législatives.

11 septembre 2001 : attaques terroristes aux États-Unis. Blair promet d'être aux côtés de l'allié américain.

7 octobre 2001 : intervention militaire américaine, avec le soutien de l'OTAN contre les talibans et Al Qaeda en Afghanistan.

24 septembre 2002 : le gouvernement publie un dossier qui affirme que l'Irak possède des armes de destruction massive qu'il pourrait déployer en 45 minutes.

2003 : le 15 février, près de 1 million de personnes défilent à Londres pour protester contre la perspective d'une guerre en Irak.

⁸⁷⁵ Nous avons consulté diverses sources pour préparer cette chronologie. Tony Blair, *A Journey*, London : Hutchinson, 2010. Philippe Auclair, *Le Royaume enchanté de Tony Blair*, Paris : Fayard, 2006. Le site du *10 Downing Street* <<http://www.number10.gov.uk/history-and-tour/>> et ce lui de la BBC <http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/6625869.stm>, consulté le 15 avril 2007.

17 mars 2003 : Robin Cook : ministre chargé des relations avec le Parlement et figure du Labour, démissionne après un discours passionné contre la guerre en Irak.

20 mars 2003 : déclenchement de la guerre en Irak. 45 000 soldats britanniques sont engagés dans les hostilités, formant le plus gros contingent après les 250 000 Américains.

12 mai 2003 : démission de Clare Short, ministre du développement international, en désaccord avec Tony Blair concernant la guerre en Irak.

26 mai 2003 : la BBC affirme que le gouvernement a exagéré les renseignements des services secrets sur les armes de destruction massive en Irak ainsi que la justification de l'intervention.

29 mai 2003 : un journaliste de la BBC, Andrew Gilligan, accuse le gouvernement de Tony Blair d'avoir fabriqué le dossier sur l'arsenal irakien, ce qui déclenche une violente polémique entre l'équipe de Blair et la radio-télévision publique.

9 juin 2003 : le gouvernement déclare que la Grande-Bretagne n'est pas prête à adhérer à l'euro.

18 juillet 2003 : un expert en armement, David Kelly est retrouvé mort. Il s'est apparemment suicidé après avoir été impliqué dans le bras de fer entre le gouvernement et la BBC, dont il était à la source. Une enquête, dirigée par Lord Brain Hutton, est ouverte sur les circonstances de sa mort, qui provoque la plus grave crise du gouvernement Blair.

28 janvier 2004 : le rapport Hutton blanchit le gouvernement et met en cause la BBC. Andrew Gilligan, ainsi que le président et le directeur général de la BBC démissionnent.

20 avril 2004 : Blair annonce qu'il soumettra le projet de constitution européenne à un référendum.

14 juillet 2004 : un rapport d'un haut fonctionnaire, Lord Robin Butler, estime que les informations sur la menace irakienne n'étaient pas fiables, mais que Blair a agi de bonne foi.

5 février 2005 : Tony Blair bat le record du travailliste resté le plus longtemps Premier ministre sans interruption.

11 mars 2005 : le projet de loi antiterroriste est adopté au Parlement, après une bataille féroce menée par les conservateurs et les libéraux-démocrates.

5 mai 2005 : pour la première fois de son histoire, le Parti travailliste gagne les élections générales pour un troisième mandat consécutif. Le Parti travailliste perd 47 sièges de députés par rapport aux élections de 2001.

3 mai 2007 : Mauvais résultats pour le Labour aux élections locales.

8 mai 2007: protestants et catholiques inaugurent à Belfast un nouveau gouvernement partagé.

10 mai 2007 : Tony Blair annonce qu'il quittera le pouvoir le 27 juin.

24 juin 2007 : Gordon Brown prend la tête du Labour.

Annexe 2

Historique de la relation entre le Parti travailliste et l'Union européenne

Cette brève introduction⁸⁷⁶ à la politique européenne du Parti travailliste contribue à la perception de la vision européenne des travaillistes. L'Angleterre a longtemps été considérée comme un partenaire européen difficile. Ses relations avec l'Europe sont jalonnées d'hésitations, de refus et de protestations. La Grande-Bretagne, qui, contrairement à d'autres pays européens, ne bénéficiera pas du plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe d'après-guerre, fait appel à l'aide financière des États-Unis dès 1941. Les Britanniques, qui considèrent leur pays comme une puissance qui a contribué à la victoire des alliés, se sentent éloignés de l'Europe. Ils choisissent toujours de favoriser et de renforcer leurs relations avec leur allié américain dans une « relation spéciale » sous l'auspice du charismatique Premier ministre Churchill. Ce dernier crée la surprise en 1946 en prononçant un discours à l'université de Zurich au nom de la reconstruction de l'Europe, il parle des « États-Unis d'Europe » et propose une alliance fondée sur le respect du traité de Versailles de 1919. En 1947, Churchill crée un comité international pour l'Europe unie mais des divergences entravent le projet ; le désaccord apparaît entre une tendance fédéraliste de certains pays tels que la France, le Benelux, et l'Italie et une tendance britannique qui défend la souveraineté.

En 1951, Churchill n'était pas enthousiaste pour rejoindre les Européens qui fondent le CECA (la Communauté européenne du charbon et de l'acier) élaboré par Robert Schuman et Jean Monnet afin de mettre en place les ressources d'acier et de charbon de l'Allemagne et de la France sous une sorte d'autorité supranationale, ce que les Britanniques refusent. À la conférence de Messine en juin 1955, les Européens essayent d'étendre la coopération à d'autres champs économiques, quant aux Britanniques, ils tergiversent. En 1961, le gouvernement de Macmillan décide de faire une demande d'adhésion à la CEE, le président français, Charles de Gaulle refuse, considérant les Britanniques comme « le cheval de Troie des Américains ».

⁸⁷⁶ Voir l'article de Delwit et les ouvrages suivants : Pascal Delwit, « Le parti travailliste face aux communautés européennes (1979-1992) : de l'autarcie à l'ouverture », *Politique européenne*, février 2002, n° 6, 74-89.

Kevin Featherstone, *Socialist Parties and European Integration. A comparative history*, Manchester : Manchester University Press, 1988. Pauline Schnapper, *La Grande-Bretagne et l'Europe*, Paris : Presses de Sciences Po, 2004. Voir le site <http://ec.europa.eu/unitedkingdom/press/euomyths/index_en.htm>.

En 1966, Wilson présente une deuxième demande qui était refusée une nouvelle fois par le président Charles de Gaulle qui évoque l'incompatibilité entre l'économie britannique et celle de ses voisins. La politique européenne du Premier ministre Heath porte ses fruits et permet à la Grande-Bretagne d'intégrer la CEE à partir du 1^{er} Janvier 1973. Le succès de Thatcher en 1979 sonne le glas d'une nouvelle relation où la dame de fer défend les intérêts de son pays avec verve et obstination. Les rapports anglo-européens resteront ainsi ombrageux et difficiles jusqu'à son départ. Thatcher évoque souvent les conceptions britanniques en matière de libéralisme, et de respect de la souveraineté nationale pour défendre ses idées et de son euroscepticisme. Son successeur John Major, qui était pris en tenaille entre les défenseurs de l'Europe et les détracteurs au sein de son parti, a continué sur la même voie et a signé le traité de Maastricht en 1992. Cependant, le Royaume-Uni fait cavalier seul lors de l'adoption de l'accord de Schengen sur l'ouverture des frontières signé en 1999 par l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas. La venue des travaillistes en 1997 ouvre une nouvelle page dans les relations entre les Britanniques et l'Europe.

Le Premier ministre travailliste essaye alors de rééquilibrer les relations de son pays avec ses voisins. Blair, qui estime que la politique britannique vis-à-vis de l'Europe a été marquée depuis 50 ans par des erreurs, tente de placer son pays au cœur de l'Europe. Cette nouvelle position de Blair marque un tournant dans l'histoire britannique en général, mais surtout avec la position des travaillistes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Nous proposons de passer en revue les positions des travaillistes vis-à-vis de l'Europe depuis cette période. L'histoire nous apprend que le Parti travailliste était opposé à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la communauté européenne. Cette position date de l'époque où l'idée d'une intégration européenne exprimée par le gouvernement Attlee était rejetée en bloc, lors de la première proposition d'une Communauté du Charbon et de l'Acier avancée en 1949 et du traité de Paris signé en 1951. L'attitude du *Labour* était dictée par les tentatives du gouvernement travailliste entre 1945 et 1951 d'apporter un nouveau changement au pays par le programme de nationalisation et l'introduction de l'État Providence.

Pour réussir les changements nécessaires, le gouvernement doit avoir une maîtrise complète et indépendante de l'économie britannique, puisqu'il prétend être un grand réformateur. En plus, plusieurs membres de l'aile gauche du parti considèrent que la communauté européenne incarne un marché commun orienté vers l'entreprise et l'esprit capitaliste, ce qui est à leurs yeux, incompatible avec les idéaux socialistes. En 1961, la tentative de Macmillan de rejoindre l'Europe divise le parti. Peu après, la demande d'adhésion est rejetée par le président Charles de Gaulle, ce qui justifie le scepticisme du *Labour*. En 1966 Harold Wilson présente la seconde demande d'adhésion qu'il considère bonne chose pour les Britanniques.

Le refus du président français une deuxième fois ne fait pas perdre à Wilson l'espoir d'intégrer un jour l'Europe. Étant dans l'opposition lorsque le gouvernement Heath négociait les conditions d'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté européenne en 1971, Wilson évite toute condamnation ouverte de l'adhésion. Le *Labour* considère que les conditions négociées par le gouvernement conservateur sont dangereuses pour le pays et qu'il faudrait les revoir et les renégocier. Le souci de Wilson est de maintenir l'unité de son parti malgré les divisions apparues sur le volet européen. A la tête de son gouvernement minoritaire de 1974, Wilson essaye de déterminer une stratégie pour affronter la division au sein de son parti, il inscrit dans la campagne pour le mois d'octobre la promesse de renégocier les conditions d'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Europe.

En 1975 Wilson et Callaghan annoncent un changement bien que plus superficiel dans les conditions d'adhésion en proposant un référendum qui, formulé de telle façon, encourageait le oui. La question avancée était : Pensez-vous que la Grande-Bretagne doit continuer à faire partie de la communauté européenne ? Le résultat positif reconforte Wilson dans sa politique européenne malgré la division du parti. En 1979, la défaite du Parti travailliste amène une résurgence de l'esprit anti-européen à l'intérieur du parti, surtout chez l'aile gauche (en particulier, Tony Benn) qui se traduit par une position anti-européenne. En 1981, le parti se divise lors d'un congrès extraordinaire, quatre membres (David Owen, Shirley Williams, Bill Rodgers et Roy Jenkins) quittent le parti et donnent naissance au SDP, le Parti social-démocrate.

Une des causes de cette scission est le problème de vote à l'intérieur du parti, mais le groupe dissident marque son attachement à la construction européenne. En 1983, le Parti *Labour* mène une campagne pour un retrait pur et simple de la communauté européenne. Il s'agit de la position la plus radicale adoptée par le parti. Or à partir de 1987, un véritable changement apparaît, quand Neil Kinnock élabore une révision de la politique du parti après la défaite au cours des élections de cette année. Kinnock montre plus d'attention à la dimension européenne et ne refuse pas la politique sociale défendue par le président de la Commission Jacques Delors en 1988. Plus tard, l'acceptation d'une position plus européenne est adoptée au sein du parti par John Smith puis par Tony Blair. Contrairement à Thatcher et Major, ainsi qu'à plusieurs leaders travaillistes, Blair est un dirigeant pro-européen bien qu'il ne soit pas imperméable aux aléas de la politique intérieure de son pays. Il jouera avec Clinton et Bush le rôle pivot d'intermédiaire entre les deux rives de l'Atlantique.

Annexe 3

1) Brève histoire de l'Union européenne

Cette brève introduction nous semble utile pour comprendre le processus historique de l'Union européenne depuis sa naissance, elle permet également de faire le point sur le rôle joué par le Royaume-Uni au sein de l'Union.

19 septembre 1946 : Discours de Churchill à Zurich évoquant les « États-Unis d'Europe ».

16 avril 1948 : Création de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE) afin de répartir les fonds du plan Marshall à la reconstruction de l'Europe.

4 avril 1949 : Signature à Washington du traité de l'Atlantique Nord instituant l'Alliance Atlantique.

5 mai 1949 : Traité de Strasbourg créant le Conseil de l'Europe.

9 mai 1949 : À l'initiative de Jean Monnet, Robert Schuman propose la mise en commun des ressources de charbon et d'acier de la France et de l'Allemagne dans une organisation ouverte aux autres pays d'Europe.

18 avril 1951 : L'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas signent le traité de Paris instituant la première Communauté Européenne de Charbon et de l'acier (CECA).

27 mai 1952 : Signature du traité de Paris projetant de créer la Communauté européenne de défense (CED).

février-mai 1953 : Ouverture du marché commun pour le charbon.

23 octobre 1954 : Les accords de Paris prévoient l'entrée de l'Allemagne dans l'union occidentale devenue Union de l'Europe Occidentale (UEO) et sa future admission à l'OTAN le 5 mai 1955.

1-3 juin 1955 : Conférence de Messine : Les ministres des affaires étrangères des six envisagent un marché commun élargi à l'économie ainsi qu'à l'énergie nucléaire.

25 mars 1957 : Les six pays (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Italie et Pays-Bas) signent le traité de Rome créant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (CEEA).

1 janvier 1958 : Entrée en vigueur du traité de Rome.

14 janvier 1963 : Le Général de Gaulle s'oppose à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun.

27 novembre 1967 : Second veto du Général de Gaulle à l'adhésion de la Grande-Bretagne.

1^{er} janvier 1973 : Le Danemark rejoint la CEE.

9-10 décembre 1974 : Au sommet de Paris, les neuf décident d'élire le Parlement européen au suffrage universel direct.

31 octobre 1979 : Les Européens élisent pour la première fois les députés au Parlement européen au suffrage universel direct.

1^{er} janvier 1981 : Naissance de l'Europe des dix avec l'entrée de la Grèce dans la Communauté.

14 juin 1985 : Le premier accord de Schengen est signé par cinq des membres de la Communauté européenne d'alors : l'Allemagne, la France et les pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg), déjà régis par un accord de libre circulation.

février 1986 : Signature à La Haye par les douze de l'Acte Unique Européen, modifiant le traité de Rome.

1^{er} juillet 1990 : Libre circulation des capitaux.

3 octobre 1990 : Réalisation de l'unité allemande.

7 février 1992 : Signature à Maastricht par les ministres des affaires étrangères du traité de l'Union européenne.

1^{er} novembre 1993 : Entrée en vigueur du traité de Maastricht de l'Union européenne.

1^{er} janvier 1995 : Naissance de l'Europe des quinze avec de nouveaux membres : la Finlande et la Suède.

23 janvier 1995 : Jacques Santer prend la tête de la Commission.

2 octobre 1997 : Achèvement de la révision du traité de Maastricht, signature du traité d'Amsterdam qui doit être ratifié par chaque membre avant d'entrer en application.

26 octobre 1997 : L'Italie intègre l'espace Schengen.

12-13 décembre 1997 : Mise en place du « Conseil de l'Euro ».

4 juin 1998 : Première réunion du Conseil de l'Euro.

Janvier 1999 : Onze pays de l'Union européenne entrent dans la troisième phase de l'UEM et adoptent l'euro.

1^{er} mai 1999 : Entrée en vigueur du traité d'Amsterdam.

7-11 décembre 2000 : Sommet de Nice, adoption du traité de Nice.

1 février 2003 : Entrée en vigueur du traité de Nice.

18 juillet 2003 : La Convention présente son projet de constitution de l'Europe.

1^{er} mai 2004 : Entrée de dix nouveaux États dans l'Union européenne. Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Slovénie.

12 juillet 2004 : Annonce de la signature du traité établissant la Constitution pour l'Europe à Rome.

29 octobre 2004 : Signature à Rome du traité établissant la constitution pour l'Europe.

Source : Cité par *Le Monde Diplomatique*, mai 2005.

<<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/europe/histoire>>

Voir le site aussi <<http://www.touteurope.eu/fr/divers/resultats-de-recherche.html>> et

<http://europa.eu/abc/12lessons/key_dates/index_fr.htm>.

2) Brève histoire de la relation spéciale

Cette brève introduction historique de la relation spéciale vise à consolider les idées présentées concernant la relation anglo-américaine durant l'administration Clinton et Bush. L'expression « relation spéciale » est prononcée pour la première fois à la Chambre des Communes le 7 novembre 1945 par Winston Churchill⁸⁷⁷. Cette formule elliptique exprime, d'une façon complexe et subtile, les liens noués entre les deux pays, le Royaume-Uni et les États-Unis. Ces liens sont tissés par l'histoire, la langue et dans une certaine mesure par deux cultures communes. Dans un autre discours très connu à Fulton, Missouri, le 5 mars 1946, Churchill propose⁸⁷⁸ le besoin de coopération et de coordination de deux peuples parlant la même langue, ainsi que de relations spéciales entre le Commonwealth, l'empire britannique et les États-Unis. Le but de Churchill était de contenir l'expansion du communisme en Europe et partout dans le monde ; le Premier ministre comprit que seule une alliance avec les Américains pouvait aider son pays à jouer un rôle important dans le monde, puisque la capacité d'agir sur la scène internationale était affaiblie, donc une dépendance par rapport à la puissance américaine pouvait donner au Royaume-Uni plus de poids. Cette « relation spéciale » était une conséquence de la guerre froide et incarne bien la diplomatie britannique de l'après-guerre qui était dominée par l'image très populaire du Premier ministre⁸⁷⁹. Churchill évoque l'existence de trois cercles à l'intersection desquels se trouvait son pays. Le premier cercle comprend la Grande-Bretagne et le Commonwealth, le second concerne l'Europe et la Grande-Bretagne et finalement le troisième cercle reflète les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. La « relation spéciale » ne s'est jamais limitée à des échanges diplomatiques. Elle englobe les relations des élites des deux pays qui définissent des politiques communes par leur coopération, elle concerne également les dirigeants qui nouent des relations privilégiées entre deux populations dont chacune nourrit pour l'autre des sentiments mêlés de fascination et d'animosité selon les

⁸⁷⁷ « [...] *We should not abandon our special relationship with the United States and Canada about the atomic bomb* ». (on n'abandonnerait pas notre relation spéciale avec les États-Unis et le Canada pour avoir la bombe atomique). Churchill évoque ici pour la première fois cette relation privilégiée entre les Anglais et les Américains dans le domaine scientifique. Rappelons que les savants anglais ont aidé les Américains à la construction de la bombe atomique, la coopération était également très étroite dans le domaine des renseignements.

⁸⁷⁸ Winston Churchill, voir le site web <www.britannia.com/history/docs/sinews1.html>, le site est consulté le 8 juin 2009.

⁸⁷⁹ Discours adressé par Churchill au congrès du Parti conservateur en 1948.

circonstances⁸⁸⁰. Lorsque Churchill entame son mandat en 1940 le rapprochement entre le Royaume-Uni et les États-Unis s'imposait pour des raisons de calcul stratégique⁸⁸¹. Pendant la Première Guerre mondiale, les Américains n'avaient que des « associés », mais la Seconde Guerre mondiale vit se réaliser la grande alliance si chère à Churchill⁸⁸². Cette relation représente un élément déterminant de la perception qu'a le Royaume-Uni de sa propre identité⁸⁸³. L'histoire nous apprend que cette relation, si spéciale, a connu des hauts et des bas selon la conjoncture internationale et selon la relation personnelle du président américain et du Premier ministre britannique. Pendant les années 1950, les deux pays travaillent la main dans la main pour contenir la subversion communiste ; en Corée, entre (1950 et 1953), les Britanniques ont combattu aux côtés des Américains. En 1953, les services secrets britanniques ont aidé la CIA à renverser le gouvernement de Mossadegh en Iran, lequel souhaitait nationaliser l'industrie du pétrole dans son pays. Cette relation entre les deux pays permet à l'un et à l'autre de mieux servir leurs intérêts. Cependant, la relation spéciale subit des tensions lors de la crise de Suez en 1956, quand le gouvernement américain désapprouve l'action militaire franco-britannique en Égypte. Le Premier ministre Anthony Eden se sentait délaissé par les Américains qui étaient furieux contre l'engagement militaire franco-britannique, ce qui montre les limites de la relation spéciale. Au cours du mandat de Kennedy et celui du Premier ministre Harold Macmillan, la relation spéciale connaît un regain de vigueur. L'historien Dumbrell parle des leaders Jack et Mac qui bâtissent la maison. Cette relation était spéciale mais les Américains dirigeaient et avaient plus de poids. Le côté le plus intéressant de cette période est que les Britanniques étaient capables d'influencer les décideurs politiques américains au plus haut niveau. Macmillan affirme que la Grande-Bretagne jouait le rôle de la Grèce antique, alors que les Américains jouaient celui de Rome⁸⁸⁴. Entre 1964 et 1974, la relation spéciale connaît un refroidissement du fait de la relation personnelle entre les dirigeants Lyndon Johnson et Harold Wilson d'une part, et de Richard Nixon et Edward Heath, d'autre part. Durant le mandat du Président Johnson, les Britanniques

⁸⁸⁰ Jorgen Rasmussen & James M. McCormick « British Mass Perceptions and the Anglo-American Special Relation », in *Political Science Quarterly*, volume.108, 1993, 516.

⁸⁸¹ John Dumbrell parle de la maison bâtie par Jack et Mack, c'est la relation amicale et chaleureuse entre deux hommes qui agissent pour le bien des deux peuples : « *The house that Jack and Mack built* », in John Dumbrell, *A Special Relation : Anglo-American relations in the Cold War and After*, New York : Palgrave, 2001, 13. Voir aussi Michael Parsons, *Les Relations anglo-américaines de 1945 à 1990*, Paris : Ploton, 17.

⁸⁸² *Ibid.*

⁸⁸³ Paul Vaiss, *La Relation spéciale entre les États-Unis et la Grande-Bretagne de 1945 à 1990 : entre mythe et réalité*, Paris : Ellipses, 2002, 151.

⁸⁸⁴ Cité dans Michael Parsons, *op. cit.*, 45.

refusent d'envoyer des soldats au Viêtnam aux côtés des Américains, car l'opinion publique britannique n'était pas favorable à l'engagement de ses soldats, en plus il faut noter la position personnelle de Wilson, Premier ministre travailliste. Johnson souhaitait que Wilson s'engage dans le conflit même symboliquement⁸⁸⁵, ce que ce dernier refuse. Pour le Premier ministre britannique, une solution politique était souhaitable au conflit vietnamien. En fait, cette guerre jette un froid sur les relations entre les deux pays, amenant la « relation spéciale » au plus bas⁸⁸⁶; le Premier ministre Edward Heath optait pour l'intégration européenne du Royaume-Uni avec enthousiasme. Pour illustrer cette relation anglo-américaine assez froide, le président Nixon fait allusion brièvement dans ses mémoires⁸⁸⁷ aux deux Premiers ministres Wilson et Heath. Cette attitude indique le froid dans la relation spéciale, mais dévoile aussi l'inexistence de sympathie et d'affinité entre le Président américain et les deux Premiers ministres britanniques. Sur un autre plan, l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche et de Margaret Thatcher à 10 Downing Street donne un coup de fouet à la « relation spéciale » laquelle se trouve réactivée et se met à fonctionner à merveille. Reagan était le plus grand anglophile parmi les présidents américains, il gardait des photos de la famille royale dans son bureau, et nouait des relations chaleureuses avec la « Dame de Fer » qu'il nommait Ronnie. Notons que cette relation entre Reagan et Thatcher a résisté à plusieurs incidents pendant les années 1980. En 1982 le Royaume-Uni était en guerre contre l'Argentine à cause des Iles Malouines, les Américains étaient embarrassés et perplexes. Devaient-ils appuyer l'Argentine sur la base de la doctrine de Monroe, ou bien soutenir l'allié britannique ? Reagan met finalement fin à la neutralité de son pays et aide les Britanniques dans leur guerre par la logistique, les armes et les renseignements. La victoire de la Grande-Bretagne permet à Thatcher de rester huit ans au pouvoir. Cette affaire témoigne de l'importance des relations entre les deux leaders ; en 1983, Thatcher est prise au dépourvu lors de l'invasion des Américains de l'île de Grenada, elle considère ce

⁸⁸⁵ Johnson écrit à Wilson : « *A platoon of bagpipers would be sufficient, it was the British flag that was wanted* ». Johnson estime : « qu'une section jouant la cornemuse serait suffisante, ce qui nous intéressait c'est le drapeau britannique ». Pour les Américains, la participation britannique à la guerre est symbolique, ce que le président Johnson voulait n'était que la présence britannique aux côtés des Américains au nom de la relation spéciale qui lie les deux pays. David Dimbleby et David Reynolds, *An Ocean Apart*, Londres : Hodder & Stoughton, 1988, 252.

⁸⁸⁶ Voir Ben Pimlott, le biographe de Wilson mentionne son point de vue : « *It wasn't a case of special relation, it was no relation* ». Pimlott estime que « ce n'était pas un cas de la relation spéciale, il n'y avait pas de relation ». C'était une période difficile pour les relations anglo-américaines, qui atteignent un niveau bas à cause des divergences entre les deux leaders. Heath était plus préoccupé par l'intégration européenne que par autre chose. Ben Pimlott, *Harold Wilson*, Londres : Harper Collins, 1992, 465.

⁸⁸⁷ Richard Nixon, *The Memoirs of Richard Nixon*, New York : Gross & Dunlap, 1978, 371.

territoire comme faisant partie du Commonwealth et elle reproche à Reagan de d'être allé vite en besogne sans consulter son allié. Cet épisode montre encore une fois les limites de la relation spéciale où les deux camps ne s'entendent pas. Thatcher ne refusera pas l'appui de son allié américain pour aller bombarder la Libye en 1986, alors que la France avait refusé le survol de son espace aérien. Le bombardement de la Libye indique que la « relation spéciale » fonctionne malgré les divergences entre les deux camps, cette relation devient spéciale lorsqu'elle est le fruit d'entente et d'affinité entre deux leaders. En 1991, Reagan quitte la Maison Blanche, Thatcher s'éloigne du pouvoir, et la guerre froide prend fin, surtout avec la chute du mur de Berlin. On assiste alors à l'apparition de nouveaux hommes politiques, John Major, Bill Clinton qui essayent tant bien que mal de ménager cette « relation spéciale ». Avec la montée en puissance d'une Europe de plus en plus unie, la dépendance britannique vis-à-vis des États-Unis n'est plus comme elle l'était auparavant. En Grande-Bretagne, ils y a les europhiles qui pensent que l'avenir de l'Europe dépend de la communauté européenne, et les europhobes ou eurosceptiques qui ont peur de l'Europe. Selon ces derniers, l'Amérique du nord serait un partenaire moins exigeant que l'Europe. Pour Tony Blair, l'eupéanisation de la Grande-Bretagne n'affectera en rien la nature de la « relation spéciale » entretenue depuis un demi-siècle avec les États-Unis.

3) Chronologie de la « relation spéciale » anglo-américaine

Les ouvrages consultés⁸⁸⁸ sont ceux de Jean-Claude Sergeant, Paul Vaiss, Michael Parsons. C'est une chronologie assez brève des événements les plus marquants de la relation anglo-américaine.

1945 : Du 4 au 11 février se déroule la conférence de Yalta, sur la côte de Crimée en Ukraine, le but est de définir les zones d'influence après la guerre. Les trois leaders du monde, Joseph Staline, Winston Churchill et Franklin Roosevelt se rencontrent. Lors de la conférence, c'est l'idée de coordination entre les grands qui domine, et non celle d'un partage du monde.

avril 1945 : Harry Truman devient président des États-Unis, il reste au pouvoir jusqu'à 1953.

25 juin 1945 : Signature de la Charte des Nations Unies.

5 juillet 1945 : Clement Attlee devient Premier ministre du Royaume-Uni.

16 juillet 1945 : A Los Alamos, au Nouveau Mexique, les Américains font exploser la première bombe atomique.

Du 17 au 2 août 1945 : La conférence de Postdam, près de Berlin, se tient par les trois puissances du monde.

août 1945 : Le Congrès américain met fin au prêt-bail avec la Grande-Bretagne.

décembre 1945 : La Grande-Bretagne demande un prêt auprès des États-Unis.

5 mars 1946 : Dans un discours à Fulton au Missouri, le Premier ministre Winston Churchill, évoque le « rideau de fer » entre l'Est et l'Ouest et affirme l'importance d'une relation spéciale entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

août 1945 : La loi MacMahon, qui excluait la Grande-Bretagne d'une collaboration nucléaire avec les États-Unis, devient une loi aux États-Unis (MacMahon act).

janvier 1947 : La Grande-Bretagne décide de fabriquer la bombe atomique.

mars 1947 : Le Congrès américain décide d'adopter la doctrine de Truman qui a pour but d'endiguer le communisme partout dans le monde.

mars 1948 : Le Congrès américain approuve le plan Marshall élaboré par le Secrétaire d'État, George Marshall, qui vise, grâce à un programme d'aide financière, à reconstruire les pays dévastés par la Seconde Guerre.

⁸⁸⁸ Jean-Claude Sergeant, *Les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne 1945-1990*, Paris : Centre de recherches et d'études en civilisation britannique (CRECIB), 2002. Paul Vaiss, *Les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne de 1945 à 1990 : entre mythe et réalité*, Paris : Ellipses, 2002. Michael Parsons, *Les Relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne 1945-1990*, Paris : Ploton, 1992.

16 mai 1948 : Création de l'Organisation Européenne de Coopération Économique OECE.

juillet 1948 : Le Conseil national de sécurité américain décide d'envoyer des bombardiers atomiques B-29 en Grande-Bretagne.

4 avril 1949 : Signature du Traité de l'Atlantique Nord.

29 août 1949 : Premier essai nucléaire soviétique.

janvier 1950 : La Grande-Bretagne et les États-Unis signent un accord de défense mutuelle (*Mutual Defence Agreement*).

décembre 1950 : Début des Accords Truman / Attlee concernant les forces nucléaires américaines sur le territoire britannique.

octobre 1952 : Premier essai de la bombe atomique britannique.

20 janvier 1953 : Dwight D. Eisenhower devient président des États-Unis.

mai 1957 : Premier essai britannique de la bombe à hydrogène.

février 1958 : Stationnement au Royaume-Uni des missiles balistiques Thor de moyenne portée.

juillet 1958 : La loi américaine sur l'énergie atomique crée de nouveaux horizons de coopération atomique anglo-américaine, ce qui remplace la loi MacMahon de 1946 qui limite cette coopération.

mars 1960 : Accord Macmillan / Eisenhower sur la livraison de missiles américains Skybolt à la Grande-Bretagne, ainsi que sur le stationnement de sous-marins nucléaires Polaris à Holy Loch en Écosse.

décembre 1962 : Le gouvernement de Macmillan acquiert les missiles Polaris à la place des missiles Skybolt.

février 1965 : Le Premier ministre Harold Wilson refuse d'envoyer des soldats britanniques au Vietnam.

décembre 1969 : Projet de la construction d'une base anglo-américaine dans l'Océan Indien.

18 juin 1970 : Victoire du Parti conservateur sous la direction d'Edward Heath, et détérioration des relations anglo-américaines.

16 mars 1976 : James Callaghan remplace Harold Wilson démissionnaire. Amélioration des relations anglo-américaines.

juillet 1980 : Margaret Thatcher annonce la décision de son gouvernement d'acheter des missiles américains Trident I (C4).

mars 1982 : Thatcher exprime son intention d'acheter des missiles Trident II (D5) aux États-Unis.

avril 1982 : Victoire de l'Angleterre dans sa guerre des Malouines, elle a bénéficié d'une aide importante militaire des États-Unis.

8 juin 1982 : Reagan parle dans son discours de l'Empire du mal : « *Evil Empire* ».

janvier 1984 : Installation des missiles de croisière en Grande-Bretagne.

avril 1986 : Thatcher accepte que les bombardiers américains installés sur des bases aériennes britanniques attaquent la Libye.

novembre 1989 : Chute du mur de Berlin.

2 août 1990 : Invasion du Koweït par Saddam Hussein.

12 janvier 1991 : Le Congrès américain autorise Georges Bush à utiliser la force pour amener les Irakiens à se retirer du Koweït.

16 janvier 1991 : L'opération « Tempête du Désert », *Desert Storm* commence contre l'Irak, les Britanniques participent à la guerre aux côtés des Américains.

24 mars 1999 : Bombardement par les forces de l'OTAN de la Yougoslavie (guerre du Kosovo), les Britanniques sont à côté des Américains.

11 septembre 2001 : Attaque terroriste contre les États-Unis, Blair est résolument engagé à défendre les Américains.

18 mars 2003 : Début de l'invasion de l'Irak par les Américains. Blair engage son armée (40 000 soldats) aux côtés des Américains.

Annexe 4 : Corpus

Cette partie représente le volume 2 de la thèse, elle concerne 102 articles de *The Economist* de mai 1997 à mai 2005. Ce volume comprend 6 sections qui traitent les thèmes suivants dans *The Economist*.

1) Articles concernant l'image de Blair

Titre de l'article	Date de l'article	Rubrique	Page de corpus
<i>Now reveal yourself</i>	3 mai 1997, 13	Editorial du journal	11
<i>Are the Tories dead and buried?</i>	3 mai 1997, 36	Bagehot	12
<i>Tony Blair's Web</i>	7 juin 1997, 42	Bagehot	13
<i>Blair's union dues</i>	6 novembre 1997, 41	Bagehot	14
<i>The people's prince</i>	13 septembre 1997, 40	Bagehot	15
<i>Heads not hearts</i>	4 octobre 1997, 43	Britain	16-17
<i>Vague but tough</i>	4 octobre 1997, 20	Leaders	18
<i>Labour's stumbles</i>	20 décembre 1997, 20	Leaders	19
<i>Presentation and posterity</i>	7 mars 1998, 48	Bagehot	20
<i>The strangest Tory ever sold</i>	2 mai 1998, 12	Leaders	21
<i>Unsocialist realism</i>	3 octobre 1998, 50	Bagehot	22
<i>Blair's power politics</i>	3 octobre 1998, 47	Britain	23-24

<i>Is Tony Blair a Dalek?</i>	14 novembre 1998, 52	Bagehot	25
<i>Long grass, tough choices</i>	28 novembre 1998, 46	Bagehot	26
<i>Boxing for Britain</i>	3 avril 1999, 30	Bagehot	27
<i>Flying blind?</i>	17 avril 1999, 51	Bagehot	28
<i>They will follow him anywhere</i>	2 octobre 1999, 42	Bagehot	29
<i>Tomorrow belongs to me</i>	2 octobre 1999, 36	Britain	30-31
<i>A power in the world?</i>	6 novembre 1999, 15	Survey (Britain)	32-34
<i>Labour's left turn</i>	19 février 2000, 40	Bagehot	35
<i>Could he lose ?</i>	23 septembre 2000, 49	Britain	36-37
<i>The choice is clear</i>	2 juin 2001, 13	Britain's election	38
<i>The dashing Mr Blair</i>	12 janvier 2002, 12	Leaders	39
<i>Do you trust Tony Blair?</i>	23 février 2002, 13	Leaders	40
<i>Whatever works</i>	4 mai 2002, 40	Bagehot	41
<i>Tony's boob</i>	18 mai 2002, 42	Bagehot	42
<i>Back to basics</i>	2 octobre 2004, 38	Britain	43
<i>A vote of confidence</i>	9 avril 2005, 12	Leaders	44

<i>Why the system favours Labour</i>	9 avril 2005, 32	Britain	45
<i>There is no alternative (alas)</i>	30 avril 2005, 15	Editorial	46
<i>Third time plucky</i>	7 mai 2005, 12	Leaders	47
<i>Together again (for now)</i>	7 mai 2005, 36	Bagehot	48
<i>The strange tale of Tony Blair</i>	7 mai 2005, 33	Britain	49-51
<i>Desperate for legacy</i>	21 mai 2005, 40	Bagehot	52

2) Articles concernant le nouveau Parti travailliste (*New Labour*)

Titre de l'article	Date de l'article	Rubrique	Page dans le corpus
<i>New Labour, New Language</i>	25 octobre 1997, 53	Britain	53
<i>Redesigning Britain 's constitution</i>	1 novembre 1997, 43	Britain	54
<i>New Labour, New History</i>	15 novembre 1997, 39	Britain	55
<i>The third way revealed</i>	19 septembre 1998, 54	Bagehot	56
<i>Goldilocks politics</i>	19 décembre 1998, 39	Survey	57-59

<i>New Labour's report card</i>	10 juin 2000, 45	Britain	60
<i>Labour's new prudence</i>	22 juillet 2000, 18	Leaders	61

3) Articles concernant Blair et l'Europe

Titre de l'article	Date de l'article	Rubrique	Page dans le corpus
<i>Blair of Arabia</i>	25 avril 1998, 44	Bagehot	62
<i>Tony Blair's Waterloo</i>	13 juin 1998, 46	Bagehot	63
<i>Moses and his promised Euroland</i>	20 mars 1999, 48	Bagehot	64
<i>Smothering the euro debate</i>	25 septembre 1999, 54	Bagehot	65
<i>Blair's plan for Europe</i>	19 février 2000, 35-36	Britain	66-67
<i>Tony Quixote finds his windmill</i>	26 février 2000, 48	Bagehot	68
<i>Blair's vision</i>	30 septembre 2000, 51	Britain	69
<i>Tony Blair's victories in Nice and afterwards</i>	16 décembre 2000, 42	Bagehot	70
<i>And now for Europe ?</i>	9 juin 2001, 10	Leaders	71
<i>One currency, too many markets</i>	1 décembre 2001, 14	Leaders	72
<i>The myth of eurocreep</i>	5 janvier 2002, 19-20	Britain	73-74

<i>Fit to join ?</i>	9 février 2002, 32	Britain	75-76
<i>What common foreign policy ?</i>	21 septembre 2002, 33	Charlemagne	77
<i>The cross-channel rivals</i>	12 octobre 2002, 36	Charlemagne	78
<i>A hard sell</i>	19 octobre 2002, 42	Bagehot	79
<i>Place you bets</i>	15 février 2003, 35	Charlemagne	80
<i>The other referendum</i>	22 février 2003, 40	Bagehot	81
<i>United in theory divided in practice</i>	22 février 2003, 29	Charlemagne	82
<i>Mr Blair is not Mrs Thatcher</i>	5 avril 2003, 40	Bagehot	83
<i>Waiting for Blair</i>	3 mai 2003, 31	Charlemagne	84
<i>Après EU, le déluge ?</i>	5 juillet 2003, 34	Charlemagne	85
<i>Fancy a nice constitution?</i>	26 juin 2004, 46	Bagehot	86
<i>The thing that won't go away</i>	30 octobre 2004, 48	Bagehot	87
<i>The great debate begins</i>	12 février 2005, 30	Charlemagne	88
<i>Europe's battling twosome</i>	2 avril 2005, 31	Charlemagne	89
<i>Tony Blair's battle for Europe</i>	28 mai 2005, 41	Charlemagne	90

4) Articles concernant Blair et les relations anglo-américaines

Titre de l'article	Date de l'article	Rubrique	Page dans le corpus
<i>Twin peaks</i>	10 mai 1997, 45	Bagehot	91
<i>Whatever it takes</i>	22 mai 1999, 48	Bagehot	92
<i>Getting over his station</i>	6 octobre 2001, 44	Bagehot	93
<i>That very useful Tony Blair</i>	20 octobre 2001, 43	Britain	94-96
<i>Slipstream diplomacy</i>	24 novembre 2001, 40	Bagehot	96
<i>A bit of stretch</i>	9 mars 2002, 41	Bagehot	97
<i>Tony's act of faith</i>	13 avril 2002, 38	Bagehot	98
<i>Listen, George</i>	6 juillet 2002, 35	Britain	99-100
<i>A poodle that snaps</i>	19 juillet 2003, 31	Bagehot	101
<i>Tony Blair is not a poodle</i>	10 août 2002, 14	British politics	102
<i>Fear of America</i>	1 février 2003, 33	Charlemagne	103
<i>The odd couple</i>	15 mars 2003, 51	Lexington	104
<i>Why Blair fears America ?</i>	22 mars 2003, 40	Bagehot	105
<i>Wielders of mass deception?</i>	4 octobre 2003, 13	Leaders	106

<i>Sincere deceivers</i>	17 juillet 2004, 9	Leaders	107
<i>How Anglo is America ?</i>	13 novembre 2004, 57	Lexington	108

5) Articles concernant Blair, le Kosovo

Titre de l'article	Date de l'article	Rubrique	dans le corpus
<i>Intervene in Kosovo</i>	20 juin 1998, 19-20	Leaders	109
<i>The shadow over Westminster</i>	24 avril 1999, 46	Bagehot	110
<i>After the rout</i>	17 novembre 2001, 9	Leaders	111
<i>Remember</i>	7 septembre 2002, 11	Leaders	112-113

6) Articles concernant Blair et l'Irak

Titre de l'article	Date de l'article	Rubrique	Page dans le corpus
<i>The propaganda war</i>	6 octobre 2001, 11	Leaders	114
<i>Blair's big risk</i>	7 septembre 2002, 41	Britain	115
<i>The two Tonys</i>	28 septembre 2002, 15	British politics	116
<i>Crisis ? what crisis ?</i>	18 janvier 2003, 36	Bagehot	117
<i>Phoney war blues</i>	1 février 2003, 37	Bagehot	118

<i>The boy stood on the burning bridge</i>	15 février 2003, 41	Bagehot	119
<i>From Suez to Baghdad</i>	22 mars 2003, 36	Charlemagne	120
<i>Tony Blair ?</i>	7 juin 2003, 10	Leaders	121
<i>Those damned elusive weapons</i>	7 juin 2003, 35	Britain	122-123
<i>The war isn't over for Tony?</i>	12 juillet 2003, 33	Britain	124
<i>Artificial intelligence</i>	12 juillet 2003, 12	Leaders	125
<i>It's personal</i>	15 novembre 2001, 40	Bagehot	126
<i>All for one, one for all</i>	17 juillet 2004	Bagehot	127
<i>The Weapons that weren't</i>	17 juillet 2004, 20-21	Special report	128-139
<i>The damage Iraq has done him</i>	2 octobre 2004, 33	Britain	131

Bibliographie

Les médias et la presse britannique

1) Ouvrages concernant *The Economist*

The Economist, Londres : tous les numéros de mai 1997 à mai 2005.

BAGEHOT Walter, « Memoir James Wilson », *Supplement to The Economist*, 17-XI-1860.

BAGEHOT Walter, « Memorandum on The Economist, 1873 », in St John Stevas, Norman (ed.), *The Collected Works of Walter Bagehot*, vol. XIV, Londres : 1986.

BAGEHOT Walter, *The English Constitution*, (2 ed.), Londres : Crossman 1964.

BURNET Alastair, *The Economist and America. 1843-1993*, Londres : 1992.

CLAPHAM John Harold, « The Economist as a Source for the Historian », in *The Economist 1843-1943*.

EDWARDS Ruth Dudley, *The Pursuit of the Reason, The Economist 1843-1993*, Londres : Hamish Hamilton, 1993.

EMMOTT Bill & PENNANT-REA, Rupert, *The Pocket Economist*, Oxford : Blackwell, 1987.

GORDON Scott, « The London Economist and the High Tide of Laissez-Faire », in *The Journal of Political Economy*, décembre 1955.

GRECO Albert, *Business Journalism*, New York : New York University Press, 1988.

GRIFFITHS Dennis (ed.), *The Encyclopedia of the British Press, 1422-1992*, Londres : 1992.

GUERIN Serge, *La Presse Économique et Financière*, Paris : 1991.

PARSONS Wayne, *The Power of the Financial Press. Journalism and Economic Opinion in Britain and America*, Aldershot : Elgar, 1989.

2) Presse britannique et médias

APPIA Henry & Bernard CASSEN, *Presse, Radio et télévision en Grande-Bretagne*, Paris : Armand Colin, 1969.

BALLE Francis, *Médias et sociétés-Presses, Radio et télévision en Grande-Bretagne*, Paris : Montchretien, 1992.

BARRENDT Eric & Lesley HITCHENS, *Media Law*, Londres : Longman, 2000.

BARRON Jerome, *Freedom of the Press for Whom ?*, Ontario : Midland, 1975.

BELL Allan & Peter GARRETT, *Approaches to Media Discourse*, Oxford : Blackwell, 1998.

BELSEY Andrew & Ruth CHADWICK, *Ethical Issues in Journalism and the Media*, Londres : Routledge, 1992.

BERTRAND Jean-Claude, *Les Médias en Grande-Bretagne*, Paris : PUF, (collection Que Sais-je ?), 1998.

BOURRE Robert & Isabelle PAILLART (Dir.), *Les Théories de la Communication*, Paris : SFSIC/Corlet/ Télérama, 1992.

BOYD-BARRETT Olivier & Chris NEWBOLD, *Approaches to Media*, Londres : Arnold, 1995.

BOYER Henry & Guy LOCHARD, *La Communication médiatique*, Paris : Seuil, 1998.

CAZENEUVE Jean, *La Société de l'ubiquité. Communication et diffusion*, Paris : Denoël, 1972.

CHALABY Jean, *The Invention of Journalism*, Londres : Basingstoke, 1998.

CHARAUDEAU Patrick, *Le Discours d'information médiatique. L'impossible transparence*, Bruxelles : De Boeck Université, 2005.

CHARRON Danielle, *Une introduction à la communication*, Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1991.

COHEN Bernard, *The Press and Foreign Policy*, Princeton : Princeton University Press, 1963.

COLLINS Richard & Christina MURRONI, *New Media, New Policies*, Cambridge : Polity Press, 1996.

CRISELL Andrew, *An Introductory History of British Broadcasting*, Londres : Routledge, 1997.

CURRAN Jerome, *The British Press : A Manifesto*, Londres : Macmillan, 1978.

CURRAN Jerome, « Mass Media and Democracy revisited », in Curran J. et Gurevitch M. *Mass Media and Democracy*, (2^{ème} éd.) Londres : Arnold, 1996.

CURRAN Jerome & Jean SEATON, *Power without responsibility, The Press and Broadcasting in Britain*, (3^{ème} éd.), Londres : Arnold, 1996.

CURRAN Jerome & Anthony SMITH, *Impacts and Influences*, Londres : Methuen, 1987.

DELEUZE Gilles & Claire PARNET, *Dialogues*, Paris : Flammarion, 1977.

DICKASON Renée, *Radio et Télévision britanniques*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes : 1999.

ELDRIDGE John, *Getting the Message : News, Truth and Power*, Londres : Routledge, 1993.

ELLUL Jacques, *Propagandes*, Paris : Economica, 1962, ré-édité en 1990.

FERGUSON Marjorie, *Public Communication*, Londres : Sage, 1990.

FOWLER Roger, *Language in the News : Discourse and Ideology in the Press*, Londres : Routledge, 1991.

GESTLE Jacques, *La Communication politique*, Paris : PUF, (collection Que Sais-je ?), 1992.

GENSANE Bernard, *Censure et liberté au Royaume-Uni*, Paris : Ellipses, 2001.

GINGRAS Anne-Marie, *Médias et démocratie : le grand malentendu*, Montréal : Les Presses de l'Université de Québec, 2006.

GLASER Rosette, *La Société britannique à travers la presse populaire*, Paris : Ellipses, 1999.

HALIMI Suzy, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris : Raisons d'agir, 1997.

HALL Stuart, HOBSON Dorothy & Andrew LOWE *et al*, *Culture, Media, Language*, Londres : Routledge, Centre for Contemporary Cultural Studies, 1980, édition 1996.

HARGREAVES Ian, *Journalism-Truth or Dare ?*, Oxford : Oxford University Press, 2003.

HARTLEY John, *Understanding News*, Londres : Routledge, 1982.

HENNOT Jacques, *Economic and Financial Press*, Paris : PUF, 1993.

JONES Nicholas, *Sultan of Spin*, Londres : Victor Gollans, 1999.

KEANE John, *The Media and Democracy*, Cambridge : Cambridge Polity Press, 1991.

LASSWELL Harold, « The structure and function of communication in society » dans Lyman Bryson (ed.), *The Communication of Ideas*, New York : Harper, 1948.

LAZARFELD Paul, BERELSON Bernard & Hazel GAUDE, *The People's Choice*, New York : Columbia University Press, 1948.

LE BON Gustave, *Psychologie des foules*, Paris : Presses Universitaires de France, 1981.

LEMERT James, *Criticizing the Media. Empirical Approaches*, Londres : Sage, 1989.

LEMONNIER Bertrand, *Médias et Culture de masse en Grande-Bretagne depuis 1945*, Paris : Armand Colin, 1996.

MCNAIR Brian, *News and Journalism in the UK* (2^{ème} edn.), Londres : Routledge, 1996.

MCNAIR Brian, *An Introduction to Political Communication*, Londres : Routledge, 1999.

MCQUAIL Denis & Karen SIUNE, (eds.) *New Media Politics*, Londres : Sage, 1986.

MUNNS Jessica, *A Cultural Studies Reader*, Londres : Longman, 1996.

NEGRINE Ralph, *Politics and the Mass Media in Britain*, Londres : Routledge, 1989.

NOURRIE Alan & Barbara NOURRIE, *American Mass Market Magazines*, New York : Greenwood Press, 1990.

KOSS Stephen, *The Rise and Fall of the Political Press in Britain*, Londres : Fontana, 1990.

- O'MALEY Tom & Clive SOLEY, *Regulating the Press*, Londres : Plato Press, 2000.
- PARSONS Wayne, *The Power of the Financial Press*, Londres : Aldershot, Elgar, 1989.
- PEAK Steve & Paul FISHER, *The Media Guide*, Londres : Guardian / Fourth Estate, 1997.
- PETERSON Theodore, *Magazines in the Twentieth Century*, Urbana : University of Illinois Press, 1964.
- SERGEANT Jean-Claude, *Visages de la presse britannique*, Nancy : Presses Universitaires de Nancy, 1987.
- SERGEANT Jean-Claude, *Les Médias britanniques*, Paris : Ploton, 2004.
- SNODDY Raymond, *The Good, the Bad and the Unacceptable*, Londres : Faber, 1992.
- SOROKA Stuart, *Agenda-setting dynamics in Canada*, Vancouver : University of British Columbia Press, 2002.
- STOKES Jane & Anna READING, *The Media in Britain : Current Debates and development*, Londres : Macmillan, 1999.
- TCHAKOTINE Serge, *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris : Gallimard, 1968.
- VOLKOFF Vladimir, *La Désinformation arme de guerre : Textes de base présentés par Vladimir Volkoff*, Paris : L'age d'homme, 1980.
- WHALE John, *The Politics of the Media*, Londres : Fontana, (2^{ème} éd.), 1986.
- WHEELER Mark, *Politics and the Mass Media*, Oxford : Blackwell, 1997.
- WILSON John, *Politically Speaking*, Oxford : Basil Blackwell ltd, 1990.
- WORCESTER Robert, *British Public Opinion-A Guide to the History and Methodology of Political Opinion Polling*, Londres : Blackwell, 1991.

3) Articles sur les médias

BEVINS Anthony, « Constraints on Journalists », Les médias en Grande-Bretagne : le quatrième pouvoir depuis 1855, *Revue Française de Civilisation Britannique*, CRECIB, Paris : janvier, 1990, 77-91.

CHARON Jean-Marie, « Les spin doctors au centre du pouvoir », *Revue internationale et stratégique*, avril 2004, n° 56, 99-108.

CURRAN James, « Alternative Theories of the Press : A Reappraisal », Les médias en Grande-Bretagne : le quatrième pouvoir depuis 1855, Paris : *Revue Française de Civilisation Britannique*, CRECIB, janvier 1990, 121-136.

MACCOMBS Maxwel & Donald SHAW, « The Evolution of Agenda-setting Research : Twenty-five years in the market place of ideas », *Journal of Communication*, n° 43, 1993, 58-67.

NEWMANN Elisabeth, « The Spiral of Silence : A Theory of Public Opinion », *Journal of Communication*, n° 24, 1974, 43-51.

PINGUAD Dennis & Bernard POULET, « Du pouvoir des médias à l'éclatement de la scène politique », article publié dans la revue *Le Débat*, n° 138, janvier-février 2006, 135.

QUERE Mireille, « Les voies du silence », Les médias en Grande-Bretagne : le quatrième pouvoir depuis 1855, Paris : *Revue Française de Civilisation Britannique*, CRECIB, janvier 1990, 59-75.

SERGEANT Jean-Claude, « La presse et le pouvoir : le pouvoir de la presse », Les médias en Grande-Bretagne : le quatrième pouvoir depuis 1855, Paris : *Revue Française de Civilisation Britannique*, CRECIB, janvier 1990, 43-57.

4) Linguistique et analyse du discours

BARDIN Laurence, *L'Analyse du contenu*, Paris : PUF, 1977.

BELL Allan, *The Language of News Media*, Oxford : OUP, 1991.

BENVENISTE Émile, *Problèmes de linguistique générale*, Paris : Gallimard, 1966.

BERELSON Bernard, *Content Analysis in Communication Research*, New York : Illinois University Press, 1971.

BROWN Gillian & George YULE, *Discourse Analysis*, Cambridge : Cambridge University Press, 1983.

CHARAUDEAU Patrick, *Le Discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris : Vuibert, 2005.

CHARAUDEAU Patrick, *Le discours d'information médiatique*, Paris : Nathan, 1997.

DUCROT Oswald & Tzvetan TODOROV, *Encyclopedic Dictionary of the Sciences of Languages*, John Hopkins University Press, traduction de Catherine Porter, 1981.

DUCROT Oswald, *Dire et ne pas dire*, Paris : Hermann, 1998.

DUCROT Oswald et al, *Les mots du discours*, Paris : édition de Minuit, 1998.

FAIRCLOUGH Norman, *Media Discourse*, Londres : Edward Arnold, 1995.

FOUCAULT Michel, *Les Mots et les Choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris : Gallimard, 1966.

FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969.

MAINGUENEAU Dominique, *L'Analyse du discours*, Paris : Hachette, 1991.

MAINGUENEAU Dominique, *L'Énonciation en Linguistique Française*, Paris : Hachette, 1987.

PERRET Delphine, « Les appellatifs », *Langages*, n° 17, 1970, 112-118

PALMER Frank, *Mood and Modality*, Cambridge : CUP, 1986, 125.

PALMER Frank, *Modality and the English Modal*, Londres : Longman, 1990.

TRIKI Mounir, *Linguistic and perceptual subjectivity : Toward a typology of narrative voice*, University d'Essex, 1989. Thèse de doctorat.

5) Analyse Critique du Discours

FAIRCLOUGH Norman, *Discourse and social change*, Cambridge : Polity Press, 1992.

FAIRCLOUGH Norman, *Media Discourse*, Londres : Edward Arnold, 1995.

FAIRCLOUGH Norman, *Critical Discourse Analysis*, New York : Longman, 1995.

FAIRCLOUGH Norman, *New Labour, New Language ?*, Londres : Routledge, 2000.

FAIRCLOUGH Norman, *Language and Power*, Harlow : Longman, 2001.

FAIRCLOUGH Norman, *Analyzing discourse : textual analysis for social research*, Londres : Routledge, 2003.

FOWLER Roger, *Language in the News*, Londres : Routledge, 1991.

FOWLER Roger, Bob HODGE & Gunther KRESS, *Language and Control*, Londres : Routledge & Kegan Paul, 1979.

VAN DIJK Teun, *Discourse as social interaction*, Londres : Sage, 1997.

VAN DIJK Teun, *Text and context : Explorations in the semantics and pragmatics of discourse*, Londres : Longman, 1977.

VAN DIJK Teun, *Ideology : A multi-disciplinary approach*, Londres : Sage, 1998.

WODAK Ruth, *Methods of Text and Discourse Analysis*, Londres : Sage, 2000.

WODAK Ruth & Michael MEYER, *Methods for Critical Analysis*, University of Lancaster, 2008.

WODAK Ruth, *Discourse and Discrimination. Rhetorics of Racism and Antisemitism*, Londres : Routledge, 2001.

WODAK Ruth, *The Discourse of Politics in Action : Politics as usual*, Basingstoke : MacMillan, 2009.

6) Articles sur l'analyse critique du discours

BHATIA Aditi, « Critical discourse analysis of political press conference », in *Journal of Sociolinguistics*, 17 (2), 2006, 173-203.

JENNY Jacques, « Méthodes et pratiques formalisées d'analyse de contenu et de discours dans la recherche sociologique française contemporaine », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, n° 54, Mars 1997, 64-112.

VAN DIJK Teun, « Principles of critical discourse analysis », in *Discourse and Society*, 4 (2), 1993, 249-83.

VAN DIJK Teun, « New(s) racism : A Discourse analytical approach », Cottle, S. et coll. *Ethnic Minorities and the Media*, Philadelphie : Open University Press, 2000.

VAN DIJK Teun, « Discourse as an interaction in society », in Van Dijk Teun, *Discourse as social interaction*, Londres : Sage, 1997.

VAN DIJK Teun, « De la Grammaire des textes à l'analyse socio-économique du discours », in *Le Français dans le monde*, numéro spécial, Paris : Hachette, 1996, 27-28.

VAN DIJK Teun, « Multidisciplinary CDA : a plea for diversity », in Ruth Wodak, *Methods of Critical Discourse Analysis*, London : Sage, 2001, 95-120.

WODAK Ruth, « What CDA is about ? Summary of its history, important concepts and its development », in Wodak Ruth & Michael Meyer (eds.), *Methods of critical discourse analysis*, Londres : Sage, 2001.

7) Ouvrages sur la métaphore, l'humour, l'ironie et la subjectivité

ACCARDO Alain, « Derrière la subjectivité des journalistes », *Le Monde Diplomatique*, mai 2000.

ATTARDO Salvatore, *Humorous texts : A Semantic and Pragmatic Analysis*, Berlin : Mouton de Gruyter, 2001.

BERGSON Henry, *Le Rire*, Paris : PUF, 1959.

CUDDON John, *A Dictionary of Literary Terms and Literary Theory*, Londres : Basil Blackwell, 1979.

JANET Holmes, « Politeness, Power and Provocation : How humour functions in the workplace », *Discourse Studies* 2, 2000, 159-185.

LAKOFF George & Mark JOHNSON, *Les Métaphores dans la vie quotidienne*, Traduit de l'anglais par Michel de Fornel, en collaboration avec Jean-Jacques Lecercle, Éditions de Minuit, 1985.

JANKÉLEVITCH Vladimir, *L'ironie*, Paris : Flammarion, 1964.

KLATZMANN Joseph, *L'Humour juif*, Paris : PUF, collection « Que sais-je ? » n° 3370, 4^{ème} édition, 2008.

POLITIS Hélène & Philippe HAMON, *L'Ironie littéraire. Essai sur les formes de l'écriture oblique*, Paris : Hachette, 1996.

MERCIER-LECA Florence, *L'Ironie*, Paris : Hachette, 2003.

RICŒUR Paul, *La Métaphore vive*, Paris : Seuil, 1975.

SCHOENTJES Pierre, *Poétique de l'ironie*, Paris : Seuil, 2001.

SOURIAU Étienne, *Vocabulaire d'Esthétique*, Paris : PUF, 2^{ème} édition, mai 2004.

8) Ouvrages sur les caricatures

DUPRAT Annie, « Iconologie historique de la caricature politique en France (du XVIIe au XXe siècle) », *In Hermès* 29, 2001.

HOU Cynthia, *The Art of Decoding Political Cartoons : A Teacher's Guide*, Vancouver : Moody's Lookout Press, 1998.

ROBERT-JONES Philippe, *La Caricature du Second Empire*, édition, Paris : Club Français du livre, 1963.

9) Ouvrages et articles concernant la sociologie et l'idéologie

BOURDIEU Pierre, *Question de sociologie*, Paris : Minuit, 1984.

BOUVERESSE Jacques, *Bourdieu, savant & politique*, Marseille : Agone, 2003.

BOUVERESSE Jacques, « Les médias, les intellectuels et Pierre Bourdieu », *Le Monde Diplomatique*, février 2004.

MARX Karl & Friedrich ENGELS, *L'idéologie allemande, (1845-1846)*, Paris : Nathan, 2005.

REBOUL Olivier, *Langage et idéologie*, Paris : PUF, 1980.

RICŒUR Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Paris : Seuil, 1997.

SIMPSON Paul, *Language, Ideology and Point of View*, New York : Routledge, 1993.

10) Ouvrages sur Tony Blair et le Parti travailliste

AUCLAIR Philippe, *Le Royaume enchanté de Tony Blair*, Paris : Fayard, 2006.

AVRIL Emmanuelle & Richard DAVIS, *Comprendre la Grande-Bretagne de Tony Blair, bilan d'une alternance politique*, Lille : Presses Universitaires du Septentrion, 2001.

ANDERSON Paul & Nyta MANN, *Safety First : The Making of New Labour*, Londres : Granta Books, 1997.

BAYLEY Stephen, *Labour Camp*, Londres : Pan, 1999.

BEN HAMMOUDA Hakim, *Bagdad année zéro au lendemain de la seconde guerre*, Paris : Maisonneuve & Larose, 2003.

BLAIR Tony, *Speech to the 1994 Labour Party Conference*, Londres : Labour Party, 1994.

BLAIR Tony, *Socialism (Fabian Pamphlet 565)*, Londres : Fabian Society, 1994.

BLAIR Tony, *Let Us Face the Future-The 1945 Anniversary Lecture (Fabian Pamphlet 571)*, Londres : Fabian Society.

BLAIR Tony, « My vision for Britain », in G. Radice, *What Needs to Change : New Vision for Britain*, Londres : Harper Colins, 1996.

BLAIR Tony, *Speech to the Singapore Business Community*, 8 January, 1996.

BLAIR Tony, *Speech to the French National Assembly*, 24 March, 1998.

BLAIR Tony, *Speech on Scottish Parliament*, Strathclyde University, Glasgow, 12 november 1998.

BLAIR Tony, *The Third Way : New Politics for the New Country*, Londres : Fabian Society, 1998.

BLAIR Tony, *Doctrine of the International Community. Speech to the Economic Club of Chicago*, 22 april, London Foreign and Commonwealth Office, 1999.

BLAIR Tony, *Facing the modern challenge : The third way in Britain and South Africa*, Speech in Cape Town, South Africa, 1999.

BLAIR Tony, *Speech to the Labour Party Conference*, 2001.

BLAIR Tony, *Mémoires*, Paris : Albin Michel, 2010. Traduit de l'anglais par Nathalie Bru, Nathalie Cunnington, Marie-Lise Marlière, Guillaume Marlière et Béatrice Taupeau.

BOBBIO Noberto, *Left and Right : The Significance of a Political Distinction*, Cambridge : Polity, 1996.

BRIVATI Brian & Tim BALE, *New Labour in Power : Precedents and Prospects*, Londres : Routledge, 1997.

BUTLER David & Dennis KAVANAGH, *The British General Election of 1997*, Basingstoke : Macmillan, 1997.

COATES David, *Labour in Power ?*, Londres : Longman, 1980.

COATES David, *The Crisis of Labour*, Deddington : Philip Allan, 1989.

COATES David, *The Question of UK Decline*, Londres : Harvester Wheatsheaf, 1994.

COATES David & Peter LAWLER, *New Labour in Power*, Manchester : Manchester University Press, 2000.

CROWLEY John, *Sans épines, la rose : le blairisme, un modèle pour l'Europe*, Paris : La Découverte, 1999.

DEARLOVE John, « Globalisation and the study of British politics », in *Politics*, 20, 111-18, 2000.

DIXON Keith, *Un digne héritier. Blair et le thatchérisme*. Paris : Raisons d'agir, 2000.

DRIVER Stephen & Luc MARTELL, *New Labour : Politics after Thatcherism*, Cambridge : Polity, 1998.

DRIVER Stephen & Luc MARTELL, *Blair's Britain*, Cambridge : Polity Press, 2002.

ECCLESHALL Robert & Graham WALKER, *Biographical Dictionary of British Prime Ministers*, Londres : Routledge, 1998.

FIELDING Steven, *Labour : Decline and Renewal*, Manchester : Baseline Books, 1995.

FOUR Jean-Marc, *Tony Blair, l'iconoclaste. Un modèle à suivre ?*, Paris : Éditions Lignes de Repères, 2007.

FOOTE Geoffrey, *The Labour Party's Political Thought. A History*, Londres : Macmillan, 1997.

GARRETT Geoffrey, *Partisan Politics in the Global Economy*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998.

GIDDENS Anthony, *Beyond Left and Right*, Cambridge : Polity, 1994.

GIDDENS Anthony, *The Third Way : The Renewal of Social Democracy*, Cambridge : Polity, 1998.

- GIDDENS Anthony, *The Global Third Way Debate*, Cambridge : Polity, 2001.
- GIDDENS Anthony, *What Next for New Labour ?*, Cambridge : Polity, 2002.
- GOULD Philip, *The Unfinished Revolution. How the modernisers saved the Labour Party*, Londres : Little Brown, 1998.
- GRAY John, *After Social Democracy*, Londres : Demos, 1996.
- HARGREAVES Ian & Ian CHRISTIE, *Tomorrow's Politics : The Third Way and Beyond*, Londres : Demos, 1998.
- HATTERSELY Ray, *Who goes home ?*, Londres : Warner, 1996.
- HAY Colin, « Labour's Thatcherite revisionism : Playing the politics of catch up », in *Political Studies*, 42, 700-7, 1994.
- HAY Colin, *The Political Economy of New Labour. Labouring under false pretences*, Manchester : Manchester University Press, 1999.
- HEATH Anthony, JOWELL Roger & John CURTICE, *The Rise of New Labour*, Oxford : Oxford University Press, 2001.
- HEFFERMAN Richard, *New Labour and Thatcherism : Political Change in Britain*, Basingstoke : Palgrave, 2001.
- HENNESSY Peter, *The Prime Minister : The Office and its Holders since 1945*, Londres : Allen Lane, 2000.
- HUTTON Will, *The State We're In*, Londres : Vintage, 1996.
- JONES Tudor, *Remaking the Labour Party : From Gaitskell to Blair*, Londres : Routledge, 1996.
- KAMPFNER John, *Blair's Wars*, Londres : Simon & Schuster, 2003.
- KAVANAGH David & Anthony Seldom, *The Powers Behind the Prime Minister*, Londres : Harper Collins, 1999.
- KELLY Gavin, *The New European Left*, Londres : Fabian Society, 1999.
- LABOUR PARTY, *New Labour, New Life for Britain*, Londres : Labour Party , 1996.

LABOUR PARTY, *New Labour Because Britain Deserves Better* (1997 Election Manifesto), Londres : Labour Party, 1997.

LATHAM Mark, « The Third Way : An Online », in A. Giddens (ed), *The Global Third Way Debate*, Cambridge : Polity, 2001.

LE CORRE Philippe, *Tony Blair, les rendez-vous manqués*, Paris : Autrement Frontières, 2004.

LEVITAS Ruth, *The Inclusive Society? Social Exclusion and New Labour*, Basingstoke: Macmillan, 1998.

LITTLE Richard & WICKHAM-JONES Mark, *New Labour's Foreign Policy*, Manchester : University Press, 2000.

MANDELSON Peter & Roger LIDDLE, *The Blair revolution. Can New Labour deliver ?* Londres : Faber and Faber, 1996.

MARLIÈRE Philippe, *La Troisième voie dans l'impasse*, Paris : Syllepse, 2003.

MARLIÈRE Philippe, « Le modèle social-démocrate en question », Paris : *Encyclopedia Universalis*, 2003.

MOUGEL François-Charles, *Royaume-Uni, les années Blair*, Paris : La documentation Française, 2005.

RENTOUL John, *Tony Blair : Prime Minister*, Londres : Little Brown, 2002.

ROCHE Mark, *Le Monde diplomatique*, « La bonne guerre de Tony Blair », 14 avril 1999.

SELDON Anthony, *The Blair Effect : The Blair Government, 1997-2001*, Londres : Little, Brown, 2001.

SEYD Patrick, *The rise and fall of the Labour Left*, Basingstoke : Macmillan, 1987.

SHAW Éric, *The Labour Party since 1979 : Crisis and transformation*, Londres : Routledge, 1994.

SHAW Éric, *Discipline and discord in the Labour Party*, Manchester : MUP, 1988.

SMITH Chris, *Creative Britain*, Londres : Faber & Faber, 1998.

STEPHEN Philip, *Tony Blair : the Making of a World Leader*, Londres : Viking Press, 2004.

TAYLOR Gerald, *Labour's renewal, The Policy Review and beyond*, Basingstoke : Macmillan, 1997.

WHITE Stuart, *New Labour : The Progressive Future ?*, Basingstoke : Palgrave, 2001.

WRIGHT Tony, *Socialisms : Old and New*, Londres : Routledge, 1996.

11) Articles sur Blair et son parti

ANDREWS Leighton, « New Labour, New England », in M. Perryman (ed.), *The Blair Agenda*, Londres : Lawrence & Wishart, 1996.

BEER Samuel, « New Labour : Old Liberalism » in S. White (ed.), *New Labour*, Basingstoke : Palgrave, 2001.

BEVIR Mark, « New Labour: A Study in Ideology », in *British Journal of Politics and International Relations*, Octobre, 2, 2000.

BULMER Simon, « European policy : fresh start or false dawn ? », in David Coates et Peter Lawler (eds.), *New Labour in Power*, Manchester : Manchester University Press, 2000.

CAMPLELL Colin & Arnold ROCMAN, « Third Way Leadership. Old Way Government : Blair, Clinton and the Power to Govern », in *British Journal of Politics and International Relations*, April, 3, 2001, 36-48.

CHARRON Marie-Claire, « La Grande-Bretagne de Tony Blair et les enjeux européens : bilan et perspectives », in Fondation Robert Schuman, *Questions d'Europe*, n° 197, 31, janvier 2005.

CLIFT Ben, « New Labour's third way and European social democracy », in Steve Ludham et Martin Smith (eds.), *New Labour in Government*, Basingstoke : Macmillan, 2001.

DEACON Alan, « Learning from the US ? The influence of American ideas on New Labour thinking on welfare reform », in *Policy and Politics*, 28, 5-18.

DE BEER Patrice, « Tony Blair, le bourgeois travailliste », *Le Monde*, 3 mai 1997.

DIECKOFF Alain, « Onde de choc », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2001.

DRIVER Stephen & Luc MARTELL, « New Labour : culture and economy », in L. Ray and A. Sayer (eds.), *Culture and Economy after the Cultural Turn*, Londres : Sage, 1999.

DRIVER Stephen & Luc MARTELL, « New Labour, work and the family », in H. Wilkinson, *The Family Business*, Londres : Demos, 2000.

DRIVER Stephen & Luc MARTELL, « Left, right and the third way », in *Policy & Politics*, 2000.

DRIVER Stephen & Luc MARTELL, « New Labour Communitarianisms », in *Critical Social Policy*, 17 (3), 1997.

DWORKIN Ronald, « Does equality matter ? », in Anthony Giddens (ed.), *The Global Third Way Debate*, Cambridge : Polity, 2001.

FINLAYSON Alan, « Third way theory », in *Political Quarterly*, 70, 271-9.

FREEDEN Michael, « The ideology of New Labour », in *Political Quarterly*, 70, 42-51.

GAMBLE Andrew & Tony WRIGHT, « From Thatcher to Blair », *Political Quarterly*, 72, 1-4, 2001.

GIDDENS Anthony, « There is a radical centre-ground », *New Statesman*, 29 November 1998.

GRAY John, « Après la social-démocratie. Politique, capitalisme et vie commune », *Le Débat*, n° 100, mai-août 1998.

LAWLER Peter, « New Labour's foreign policy », In David Coates and Peter Lawler (eds.), *New Labour in Power*, Manchester : Manchester University Press, 2000.

LE GALÈS Patrick, « La nature politique du blairisme : les politiques publiques de Tony Blair », compte rendu du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po), Unité mixte de recherches Sciences Po / CNRS, lundi 9 janvier 2006.

LUDHAM Steve, « The making of New Labour », in S. Ludham and M. Smith (eds.), *New Labour in Government*, Basingstoke : Macmillan, 2001.

MARLIÈRE Philippe, « Un néo-travaillisme très conservateur », *Le Monde Diplomatique* du 4 mai 2005, 25.

SEYD Patrick, « Tony Blair and New Labour », in A. King, *New Labour triumphs : Britain at the polls*, Chatham : Chatham House, 1998.

SMITH Martin John, « Tony Blair and the transition to New Labour : 1994-2000 », in Brian Brivati, Richard Hefferman, *The Labour Party. A centenary history*, Basingstoke : Macmillan, 2000.

STELZER Irwin, « Tony Blair versus the Labour Party », *The Weekly Standard*, 14 octobre 2002, 16.

12) Ouvrages généraux sur la relation entre le Royaume-Uni et les États-Unis

ALEXANDRE-COLLIER Agnès, « *La Relation spéciale* » *Royaume-Uni / États-Unis, entre mythe et réalité (1945-1990)*, Paris : éditions du Temps, 2002.

ALLEN Harry, *Great-Britain and the United-States : A History of Anglo-American Relations 1783-1952*, Londres : Odhams Press, 1954.

BARLETT John, *The Special Relationship : a Political History of Anglo-American Relations since 1945*, Londres : Longman, 1992.

BAYLIS John, *Anglo-American Relations since 1939 : The Enduring Alliance*, Manchester : Manchester University Press, 1997.

CERCA, « GB and US. How Far ? How Close ? », *Actes du Colloque d'Orléans 1986*, Bulletin du GRAAT, n° 3.

CURTIS Mark, *The Great Deception : Anglo-American Power and World Order*, Londres : Pluto, 1998.

DANCHEV Alex, (ed.), *On Specialness : Essays in Anglo-American Relations*, Basingstoke : Macmillan, 1998.

DICKIE John, *Special No More : Anglo-American Relations : Rhetoric and Reality*, Londres : Weidenfeld & Nicolson, 1994.

DIMBLEY David & David REYNOLDS, *An Ocean Apart : The Relationship between Britain and America in the Twentieth Century*, Londres : Hodder & Stoughton for the BBC, 1988 .

DOBSON Alan, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century*, Londres : Routledge, 1995.

DUMBRELL John, *A Special Relationship : Anglo-American Relations in the Cold War and After*, Basingstoke : Macmillan, 2001.

FREEDMAN Lawrence, *The Troubled Alliance. Atlantic Relation in the 1980's*, Londres : Heinemann, 1983.

GREENWOOD Sean, *Britain and the Cold War 1945-1991*, Basingstoke : Macmillan, 2000.

KING Desmond & Mark JONES, « From Clinton to Blair : The Democratic Party Origins of Welfare to Work », *Political Quarterly*, 70, janvier / mars 1999, 62-74.

KISSINGER Henry, *The White House Years*, Londres : Weidenfeld and Nicolson, 1979.

O'MEARA Dan & Valeisha SOBHEE, « Grande-Bretagne La (re)construction d'une relation privilégiée », in *Études internationales*, vol. 35, n° 1, 2004, 97-124.

OVENDALE Ritchie, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century*, Basingstoke : Macmillan, 1998.

PARSONS Michael, *Les Relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne 1945-1990*, Paris : Ploton, 1992.

PHILLIPS Kevin, *The Cousin's Wars. Religion, Politics and the Triumph of Anglo-American*, New York : Basic Books, 1999.

SALAMÉ Ghassan, *Quand l'Amérique refait le monde*, Paris : Fayard, 2005.

SERGEANT Jean-Claude, « La relation privilégiée avec les États-Unis », in *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher*, Paris : PUF, 1994, 197-212.

SERGEANT Jean-Claude, *La Grande Bretagne de Margaret Thatcher*, Paris : PUF, 1994.

SERGEANT Jean-Claude, *Les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne 1945-1990*, Paris : Éditions du Temps, 2002.

SMITH Geoffrey, *Reagan and Thatcher*, Londres : The Bodley Head, 1990.

VAISS Paul, *Les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne de 1945 à 1990 : entre mythe et réalité*, Paris : Ellipses, 2002.

YOUNG John, *Britain and the World in the Twentieth Century*, Londres : Arnold, 1997.

13) Articles sur la relation entre le Royaume-Uni et les États-Unis

COKER Christopher, « The Special relationship in the 1990 », *International Affairs*, vol. 68, n° 3, (juillet 1992).

DUFOURCQ Jean, « Allergie transatlantique : Partenariat ou contrepoids stratégique », in *AFRI*, vol. 5, 2004, 121-132, AFRI (Annuaire français des relations internationales).

KIRBY Diane, « Divinely sanctioned : The Anglo-American Cold War Alliance », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 3 (spring 2000).

RAWNSLEY Gary, « How Special is Special ? The Anglo-American Alliance during the Cuban Missile Crisis », *Contemporary Record*, vol. 9, n° 3 (winter 1995).

REYNOLDS David, « A Special Relationship ? America, Britain and the International Order Since the Second World War », *International Affairs*, vol. 62, n° 1 (winter 1985-86).

REYNOLDS David, « Rethinking Anglo-American relations », *International Affairs*, vol. 65, n° 1, décembre 1989-90.

SERGEANT Jean-Claude, « La relation spéciale » : anatomie d'un rapport ambigu, *Hérodote*, n° 109. La Découverte, 2ème semestre 2003.

WARNER Geoffrey, « The Anglo-American Special Relationship », *Diplomatic History*, vol. 13, n° 4, 1989.

14) La Politique étrangère et européenne du Royaume-Uni

ALEXANDRE-COLLIER Agnès, *La Grande-Bretagne eurosceptique, l'Europe dans le débat politique britannique (1945-2001)*, Nantes : éditions du Temps, 2002.

CHARON Marie-Claire, « La Grande-Bretagne de Tony Blair et les enjeux européens : bilan et perspective », Paris : Fondation Robert Schuman, 31 janvier 2005.

COTTRELL Robert, « The European constitution : Many Risks, Few Rewards », *European Outlook*, juillet-août 2004.

CHASSAIGNE Philippe, *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris : Armand Colin, 2003.

DEIGHTON Anne, « Une maladie imaginaire ? Le dilemme européen de la Grande-Bretagne », in Benter Bernard, *Réflexions sur l'Europe*, Paris : Complexe, 1993.

DE LA SERRE Françoise, LERUEZ Jacques & Hellen WALLACE, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945*, Paris : Presses de la FNSP/ Berg, 1990.

FORSTER Anthony, « Euroscepticism : What, Why and Where ? », in *le Royaume-Uni et la construction européenne*, site du British Council, Actes du Colloque de l'Université d'Orléans, 24-25 novembre 2000, consulté le 30 Janvier 2004.

HEATH Edward, *Our Europe*, Londres : Sidgamic and Jackson, 1991.

REYNOLDS David, *Britannia Overruled : British Policy and World Power in the 20th Century*, Londres : Longman, 1991.

SANDERS David, *Losing an Empire, Finding a Role : British Foreign Policy since 1945*, Basingstoke : Macmillan, 1990.

SCHNAPPER Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe, le grand malentendu*, Paris : Presses de Sciences-Po, 2000.

SCHNAPPER Pauline, *La Grande-Bretagne et la sécurité européenne*, Paris : édition l'Harmattan, 2001.

SHARP Paul, *Thatcher's Diplomacy*, Londres : Macmillan, 1997.

VERRIER Anthony, *Through the Looking Glass*, Londres : Jonathan Cape, 1983.

YOUNG John, *Britain and the World in the Twentieth Century*, Londres : Arnold, 1997.

15) Sciences politiques et relations internationales

ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris : Calman-Levy, 1984.

BADIE Bertrand, *Culture et politique*, Paris : Economica, 1983.

BADIE Bertrand & Guy HERMET, *Politique Comparée*, Paris : PUF, 1990.

BEVIR Mark, « New Labour: A Study in Ideology », in *British Journal of Politics and International Relations*, 2 octobre, 2000.

COLARD Daniel, *Les Relations internationales de 1945 à nos jours* (5^e édition) Paris : Masson, 1993.

CROWLEY John, *Sans épines, la rose, un modèle pour l'Europe*, Paris : La Découverte, 1999.

DUROSELLE Jean-Baptiste, *Tout empire périra : Théorie des relations internationales*, Paris : Armand Colin, 1992.

HOFFMANN Stanley, « Régression américaine », in revue *Esprit*, juillet 2003, 44-48.

KAVANAGH Paul, *Political Science and Political Behaviour*, Londres : Allen & Unwin, 1983.

KENNEDY Paul, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris : Payot, 1991.

MENY Yves, *Politique comparée. Les démocraties. Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie*, Paris : Montchrestien, 1996.

MERLE Marcel, *La Politique Étrangère*, Paris : PUF, 1984.

MOREAU DEFARGES Philippe, *La Politique Internationale*, Paris : Hachette, 1990.

ROCHE Jean-Jacques, *Théories des relations internationales*, Paris : Montchrestien, 1994.

SEILER Daniel-Louis, *La Politique comparée en questions*, Bordeaux : Institut d'Études Politiques de Bordeaux, 1994.

16) Ouvrages généraux : le Royaume-Uni

AZUELOS Martine, *Le Royaume-Uni de Margaret Thatcher à Tony Blair*, la Paris : Documentation Française, 1997.

BAGEHOT Walter, *The English Constitution*, Londres : Fontana Press, 1993.

BEDARIDA François, *L'ère Victorienne, Que Sais-je ?* (5 éd.), Paris : PUF, 1997.

CHARLOT Monica, *La Démocratie à l'anglaise*, Paris : Armand Colin, 1972.

CHARLOT Monica, *Encyclopédie de la civilisation britannique*, Paris : Larousse, 1976.

CHARLOT Monica, *Le Système politique britannique*, Paris : Armand Colin, 1984.

CHARLOT Monica, *Le Pouvoir politique en Grande-Bretagne*, Paris : PUF, 1990.

CHARLOT Monica, *Le Parti travailliste britannique*, Paris : Monchrestien, 1992.

CHILD Davis, *Britain Since 1945 : A Political History*, Londres : Routledge, 2001.

COSTA Francis, *La civilisation britannique*, Paris : PUF, 1980.

DEBAT Alexis, « Vol au-dessus d'un nid de faucons », *Politique Internationale*, n° 99 printemps de 2003.

DIXON Keith, *La Mule de Troie, Blair, l'Europe et le nouvel ordre américain*, Bellecombe-en-Bauges : Editions du Croquant, 2003.

DUTTON David, *British Politics since 1945. The Rise and Fall of Consensus*, Oxford : Blackwell, 1997.

FREEDLAND Jonathan, *Bring home the Revolution*, Londres : Fourth Estate, 1999.

FRISON Danièle, *Histoire Constitutionnelle de la Grande-Bretagne*, Paris : Ellipses, 1997.

GOWLAND David & Arthur TURNER, *Britain and European Integration 1945-1998*, Londres : Routledge, 2000.

GRABBE Heather & Katinka BARYSH, *Who's ready for EU Enlargement ?*, Londres : CER, 2002.

GRANT Charles, *Can Britain lead in Europe ?*, Londres : Center for European Reform, 1998.

GRANT Charles, *Transatlantic Rift : How to bring the two sides together*, Londres : Center for European Reform, 2003.

HARRIS Trevor, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris : Ellipses, 1999.

HIRST Paul & George THOMPSON, *Globalization in Question*, Cambridge : Polity, 1996.

JENKIS Peter, *La Révolution de Madame Thatcher ou la fin de l'ère socialiste*, Paris : Laffont, 1991.

JONES Bill, *Dictionary of British Politics*, Manchester : Manchester University Press, 2011.

JOURNES Claude, *L'État britannique*, Paris : Publisud, 1994.

KAGAN Robert, *La Puissance et la Faiblesse : les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, édition française, Paris : Plon, 2003.

KAVANAGH Dennis, *The Reordering of British Politics after Thatcher*, Oxford : OUP, 1997.

KRIEGER John, *British Politics in the Global Age*, Cambridge : Polity, 1999.

LEACH Robert, *British Political Ideologies*, Londres : Philip Allen, 1991.

LERUEZ Jacques, *La Grande-Bretagne à la fin du XXe siècle, l'héritage du Thatcherisme*, Paris : Documentation Française, 1994.

LERUEZ Jacques, *Le Système politique britannique depuis 1945*, Paris : Armand Colin, 1994.

LERUEZ Jacques, *Le Royaume-Uni au XXème siècle*, Paris : Ellipses, 1997.

LEMONNIER Bertrand, *Culture et société en Angleterre de 1939 à nos jours*, Paris : Belin, 1997.

MARX Roland, *Histoire d'Angleterre*, Paris : Fayard, 1993.

MAUROIS André, *Histoire d'Angleterre*, Paris : Fayard, réédition, 1978.

MILL John Stuart, *De la liberté*, Paris : Gallimard, 1990.

MORGAN Kenneth, *The Oxford History of Britain*, Oxford : OUP, 1993.

PAXMAN Jeremy, *Les Anglais : Portait d'un Peuple*, Paris : Saint-Simon, 2003.

PLUNKETT John, *Queen Victoria, First Media Monarch*, Oxford : Oxford University Press, 2003.

SIEDENTOP Larry, *La Démocratie en Europe*, Paris : Buchet / Chastel, 2003.

VAISS Paul, *Royaume-Uni, économie et société*, Paris : Le Monde / Marabout, 1996.

VAISS Paul, *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne contemporaine*, Paris : Armand Colin, 1996.

Documents Consultables sur le web

BLAIR Tony, « Speech to Muslim Council », le 5 mai 1999, site <www.number-10.gov.uk/output/page1329.asp>, consulté le 2 octobre 2000.

BLAIR Tony, « Doctrine of the International Community », Communication au Chicago Economic Club, 23 avril 1999, <www.pm.gov.uk>, consulté le 2 octobre 2000.

BLAIR Tony, « Statement on attacks on the World Trade Center », le 11 septembre 2001, <www.number-10.gov.uk/output/page/1329.asp>, consulté en mai 2003.

BLAIR Tony, « House of Commons Hansard debates », 17 octobre 1998. <www.parliament.uk/hansard/cfm>, consulté le 2 octobre 2000.

CHARAUDEAU Patrick, « Discours journalistique et positionnement énonciatifs. Frontières et dérives », in *Semen* 22, 2006, *Enonciation et responsabilité dans les médias*, 1-13. <<http://www.semen.revues.org/document2793.html>>, consulté le 17 juillet 2008.

« Chomsky et le complot médiatique -Des simplifications actuelles de la critique sociale », *Contre Temps*, n°17, septembre 2006. Version mise en ligne sur <http://calle-luna.org/article.php3?id_article=169>, consulté le 17 juillet 2008

ENGEL Pascal, « Raillerie, satire, ironie et sens plus profond », *Philosophiques*, vol. 35, n° 1, 2008, 3-12. <<http://id.erudit.org/iderudit/018232ar>>, consulté le 22 novembre 2009.

PEYTARD Jean, « D'une sémiotique de l'altération », in *Semen*, 08, Configurations discursives, 1993, mis en ligne le 6 juillet 2007. <<http://semen.revues.org/document4182.html>>, consulté le 01 mars 2010.

Le site American Enterprise Institute.

<http://www.aei.org/publications/filter.all,pubid.20684/pub_detail.asp>, consulté le 05 avril 2010.

Index des noms

A

Accardo Alain : 343
Allan Stuart : 208
Anderson Peter : 133, 135
Anis Jacques : 240
Archick Kristin : 169, 191
Arrese Angel : 31
Atkinson David : 233
Atkinson Karen : 233
Attardo Salvatore : 302
Auclair Philippe : 96
Authier-Revuz Jacqueline : 274

B

Bagehot Walter : 28
Baker David : 168
Baldwin Tom : 71
Balle Francis : 11
Baylis John : 169
Bédarida François : 24, 26, 184
Bell Allan : 18, 234, 237, 240, 266
Ben Hammouda Hakim : 202
Benveniste Émile : 239, 256
Berelson Bernard : 57
Bhatia Aditi : 19
Bergson Henry : 289
Bernays Edward : 9
Bertrand Jean-Claude : 34
Bevir Mark : 367
Blair Tony : 73, 105, 125, 170, 175, 177, 180, 183, 189, 190, 191, 192, 203, 205, 206, 348, 349, 364
Bourdieu Pierre : 250, 325, 327
Bouveresse Jacques : 335, 336
Boyer Henry : 301
Brown Gillian : 240, 266
Brzezinski Zbigniew : 191
Bucky Simon : 128
Bush George Walker : 204, 209, 329

C

Cabrol Karine : 155

Campbell Alastair : 346
Cazeneuve Jean : 11
Chalaby Jean : 338
Charaudeau Patrick : 99, 271, 301, 339, 360
Charlot Monica : 362, 365
Charon Jean : 337
Charon Jean-Marie : 207
Charron Danielle : 12, 58
Chomsky Noam : 12, 57
Cobain Ian : 71
Cohen Leonard : 181
Considère-Charon Marie-Claire : 141
Corcuff Philippe : 336
Cornu Daniel : 339, 359
Crowley John : 365
Cuddon John Anthony : 289
Curtis Adam : 207

D

Danchev Alex : 165
Deacon David : 70
Debat Alexis : 204
De Beer Patrice : 366
Debraine Luc : 46
De La Haye Yves : 359
Deleuze Gilles : 282
Demetz Jean-Michel : 218
Derville Gregory : 59
Dickason Renée : 81
Dieckhoff Alain : 188
Dimbley David : 196
Dixon Keith : 171, 206, 346
Dobson Alan : 190
Dorandin Guy : 9
Driver Stephen : 368
Ducrot Oswald : 257
Dufourcq Jean : 350
Dumbrell John : 169
Duprat Annie : 302

E

Edwards Ruth Dudley : 28, 31, 32, 51

Ellul Jacques : 11
Emerson Lucie : 131
Emmott Bill : 32, 52, 303
Engel Pascal : 291
Engels Friedrich : 324
Epstein Marc : 32
Escarpit Robert : 283
Esquenazi Jean-Pierre : 340

F

Fairclough Norman : 232, 236, 254,
270, 326, 337
Faucher-King Florence : 132, 154, 347
Fisk Robert : 193
Foucault Michel : 20, 250
Four Jean-Marc : 77, 197, 206, 291,
349
Fowler Roger : 20, 208, 231, 233, 239,
240, 257, 263, 269, 360
Frison Danièle : 23, 25
Frum David : 329

G

Garton-Ash Timothy : 130
Garrett Peter: 18, 234, 237
Gaudet Hazel : 57
Gavin Neil : 80
Giddens Anthony 119, 365
Gingras Anne-Marie : 340
Glaser Rosette: 138
Grant Wyn : 367
Greenwood Sean : 130, 147
Guttenplan David : 51

H

Halliday Michael : 337
Hammouda Hakim :202
Hamon Philippe : 289
Hanley David: 350, 351
Harmel Robert : 368
Hay Colin : 368
Harris Robin : 128
Hefferman Richard : 367
Henley John : 94
Hennot Jacques : 254
Herman Edward : 12, 57
Hermet Guy : 132

Hoffmann Stanley : 204
Holmes Janet : 283
Hou Charles : 300
Hou Cynthia : 300
Hoye Leo Francis :257
Huntington Samuel : 336
Hutton Will : 292
Huyghe François-Bernard : 69

J

Jacquet-Pfau Christine 240
Jacob Loïc : 337
Janda Kenneth : 368
Jankélévich Vladimir : 282
Jenny Jacques : 225
Johnson Mark : 277
Jones Nicholas : 71
Jorland Patrice : 329

K

Kampfner John : 292
Kassim Hussein : 146
Kavanagh Dennis : 364, 365
Kessler Glenn : 193
King Desmond : 173
Klatzmann Joseph : 282
Koutrakou Vassiliki : 131
Kress Gunther : 270
Kurtz Howard : 209

L

Laïdi Zaki : 157
Lakoff George: 277
Langelier Richard : 58
Langellier Jean-Pierre : 95
Lasswell Harold : 10, 56
Lazarsfeld Paul : 11, 57
Le Élisabeth : 334
Le Bon Gustave : 10
Le Corre Philippe : 68, 69, 171, 346
Le Galès Patrick : 93, 347, 348
Le Gendre Bernard : 330
Leruez Jacques : 118, 350
Lewis Jeff : 209
Lippmann Walter : 8
Lochard Guy : 301
Lord Beloff : 129

Lunn jon : 174,191

M

Maigret Éric : 58
Maingueneau Dominique : 271, 272, 274
Marlière Philippe : 72, 79, 172, 184, 190, 192, 292
Martell Luc : 368
Millat Gilbert : 323
McComb Maxwell : 224
McCroskey James : 283
McNair Brian : 59, 81
Martin Kingsley : 66
Marx Karl : 324
Mathien Michel : 208
Mercier-Leca Florence : 290
Micklethwait John : 33
Mill John Stuart : 24, 26
Miller Vaughne : 191
Miller Warren : 72
Mills Charles Wright : 56
Moirand Sophie : 266
Morier Henri : 282
Mougel François-Charles : 56, 93, 94, 95, 96, 143
Murdoch Rupert : 72
Murphy Cian : 129

N

Neveu Éric : 340
Noëlle-Neumann Elisabeth : 58, 225

O

O'Meara Dan : 178, 192

P

Page Benjamin : 224
Palmer Frank : 256, 257
Parnet Claire : 282
Parsons Michael : 168, 384
Pennant-Rea Rupert : 54
Perret Delphine : 239
Peytard Jean : 341
Pingua Dennis : 80
Plunkett John : 26

Poirier Agnès-Catherine : 32
Politis Hélène : 289
Poulet Bernard : 80

R

Rachman Gideon : 166, 169
Reboul Olivier : 324
Resche Catherine : 343
Reynolds David : 196
Ricœur Paul : 276, 325
Roberts-Jones Philippe : 301
Roche Mark : 125

S

Salamé Ghassan : 204
Sanders David : 80
Schnapper Pauline : 127, 128, 140, 144, 145, 153, 166, 168, 349
Schoentjes Pierre : 290
Seib Philip : 168
Sergeant Jean-Claude : 10, 66, 68, 72, 81, 167, 208
Shanks Merrill : 72
Shapiro Robert : 224
Shaw Donald : 224
Simpson Paul : 327
Smith Ben : 191
Sobhee Valiesha : 178
Souriau Étienne : 290
Stelzer Irvin : 190, 349
Stevens Philip : 174

T

Talbot Mary : 233
Tchakotine Serge : 10, 57
Ternisien Xavier : 33
Tournier-Sol Karine : 144
Triki Mounir : 257

V

Vaiss Paul : 196, 384
Van Dijk Teun : 18, 234, 235, 239, 240, 245, 266, 270, 326, 328, 332, 334
Villate-Compton Pascale : 335

W

Waugh Linda : 272
Weymouth Anthony : 133, 135
White Peter : 256
Wilson John : 267
Wilson James : 29
Wilson Frank : 366
Wickham-Jones Mark : 173, 368
Wooldridge Adrian : 32
Wodak Ruth : 234, 235
Wrench Jason : 283
Wring Dominic : 70

Y

Yule George : 266

Z

Zelizer Barbie : 208

Résumé

Depuis des décennies. *The Economist* est considéré comme une référence incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à l'actualité politique et économique internationale. *The Economist* apparaît comme un journal d'opinion qui vise à renforcer l'influence d'une élite possédant un pouvoir économique et culturel dans le monde. L'hebdomadaire vante souvent son objectivité, son indépendance ainsi que sa vocation internationale ; cependant, le lecteur averti perçoit *The Economist* comme un magazine qui n'est pas si différent des autres dans la mesure où il cherche à défendre sa cause, sa doctrine et à faire valoir sa propagande. Cette thèse tente d'analyser l'image d'une personnalité politique, le Premier ministre britannique, Tony Blair, et de mettre en relief sa politique européenne et sa relation anglo-américaine à travers une lecture critique de *The Economist* de mai 1997 à mai 2005. Cette étude, qui se base sur l'approche de l'analyse critique du discours, envisage de souligner l'absence de partialité de *The Economist*, qui défend des valeurs néolibérales et tente ainsi de répondre aux attentes des lecteurs et de défendre sa vision du monde.

Mots clés : *The Economist-Tony Blair-Atew Labour-* « relation spéciale »- analyse critique du discours.

Abstract

For decades. *The Economist* has been considered as an indispensable reference for those who are interested in international, political and economic news. *The Economist* has established itself as a journal which aims to reinforce the elite's influence on decision-making in economics, politics and culture in the world. The weekly magazine frequently proclaims its objectivity and its independence as well as its international appeal; nevertheless, the alert reader perceives *The Economist* as a magazine which is not so different from the others in that it defends its own cause, advocates its own doctrine and promotes its chosen propaganda. This thesis tries to analyze the image of a political figure, the British Prime Minister Tony Blair, and to focus on his European policies and Anglo-American relations through the study of *The Economist* between May 1997 and May 2005. The methodology of critical discourse analysis will help to demonstrate the partiality of *The Economist*, which vehicles neoliberal ideas, thus fulfilling readers' expectations while defending its own vision of the world.

Key words : *The Economist-Tony Blair - New Labour - The "Special Relationship"-Critical discourse analysis.*